

École des Hautes Études en Sciences Sociales

Ecole doctorale de l'EHESS

Institut des Mondes Africains (IMAF)

Doctorat

Discipline : études comparatives du développement

PIGNÉ Jérôme

Au-delà du paradigme de la guerre globale contre la terreur - le cas sahélien

Thèse dirigée par : Rémy Bazenguissa-Ganga

Date de soutenance : 24 janvier 2020

Rapporteurs 1 : Wullson Mvomo Ela, Professeur en Relations Internationales, Yaoundé 2, IRIC (Institut des Relations Internationales du Cameroun)

2 : Mohammad Mahmoud Ould Mohamedou, Professeur de Relations internationales, Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement, Genève

Jury 1 : Wullson Mvomo Ela, Professeur en Relations Internationales, Yaoundé 2, IRIC (Institut des Relations Internationales du Cameroun)

2 : Mohammad Mahmoud Ould Mohamedou, Professeur de Relations internationales, Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement, Genève

3 : Yousra Abourabi, Maître de Conférences, Science Politique, Université Internationale de Rabat

4: Sami Makki, Maître de Conférences en science politique, Institut d'Études Politiques de Lille

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier en premier lieu mon directeur de thèse le Professeur Rémy Bazenguissa-Ganga pour l'accompagnement de ce long périple de réflexion et d'écriture. Je remercie tout autant le professeur que l'homme pour les précieux conseils, orientations et pour l'inspiration et l'élan qu'il a permis tout au long de cette thèse.

Je remercie l'ensemble des chercheurs, professeurs, experts, praticiens, qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à donner une valeur ajoutée à ce travail de recherche, en particulier le professeur Mohammad Mahmoud Ould Mohamedou. Je remercie l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire (IRSEM) qui a accompagné scientifiquement et financièrement ma thèse. Je remercie également les partenaires, collègues et amis du Réseau de Réflexion Stratégique sur la Sécurité au Sahel (2r3s) pour leur soutien et contributions.

J'ai une pensée particulière pour ma famille et mes amis qui m'ont soutenu et permis de prendre le recul nécessaire dans les moments d'errements et périodes de doutes. Je rends ici hommage à ma mère et à mon défunt père, sans qui tout cela n'aurait été possible. Je les remercie pour leur indéfectible soutien et leur regard parfois incrédule sur cette riche expérience.

Je remercie enfin ma future épouse pour sa présence et bienveillance.

RÉSUMÉ ET MOTS CLÉS

Résumé

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, les relations internationales ont été dominées par le prôt à penser issu du paradigme de la guerre globale contre la terreur. L'Afrique, pourtant peu enclin à devenir une priorité stratégique de la part de la première puissance mondiale - Les Etats-Unis, a subi de plein fouet les stigmates d'un récit outrageusement sécuritaire et militaire. La Corne de l'Afrique, puis le Sahel, sont devenus des théâtres d'expérimentation de la guerre globale contre la terreur.

Caractérisé par une fragilité politique, économique et sociale structurelle, le Sahel est également devenu le symbole et l'illustration d'une considérable mobilisation de la part de la communauté internationale, en matière d'aide au développement. A partir de la fin des années 2000, la réponse aux crises protéiformes de la région porte un nom : l'approche globale. Notre recherche tente de comprendre le contexte dans lequel l'Union européenne et les Etats-Unis ont développé leur stratégie sécurité-développement dans une période de déstabilisation du Nord-Mali, liée (notamment) à la présence de groupes armés terroristes - GAT.

A travers une approche inter et pluridisciplinaire, nous interrogeons la fécondité des approches globales dans un contexte dominé par l'héritage de la guerre globale contre la terreur. Notre démarche se veut également être un essai de dépassement du paradigme sécuritaire, afin de développer de nouveaux schémas de pensée et d'analyses de la problématique liée au terrorisme islamiste. Enfin, notre mobilisation est un plaidoyer pour le décroisement de la pensée stratégique visant à relocaliser le débat sahélien à travers le développement d'un récit endogène du sujet.

Mots clés

Sahel, terrorisme, contre-terrorisme, extrémisme violent, approches globales, Union européenne, Etats-Unis, Islam, islamisme, sécurité, développement.

ABSTRACT AND KEY WORDS

Abstract

Since 9-11 attacks, International Relations have been dominated by the Global War on Terror paradigm. The African continent, although not a strategic priority for the United States, has dramatically suffered the security and military narrative. The Horn of Africa and the Sahel rapidly became experimental for the so called paradigm.

The Sahel is politically, economically and socially fragile. It has also become a major focus of international aid and development cooperation. Starting from the late 2000, the region has experimented innovative strategies for conflict prevention and countering terrorism: the comprehensive approaches. Through this research, we will intent to understand contextual dynamics (Northern Mali attacked and sieged by armed terrorist groups for instance) in which the European Union and the United States have developed their security and development strategies for the region.

Through cross disciplinary methods, we will examine the accuracy of comprehensive approaches in regard with the international and dominant context of the global war on terror. We will also tend to go beyond the security paradigm in order to implement and experiment new strategic thinking and way of analyzing islamist and international terrorism. In fact, our endeavor is a plea for innovative strategic thinking meant to support local, endogenous and sahelian narratives.

Key words

Sahel, terrorism, counter-terrorism, violent extremism, comprehensive approaches, European Union, United-States, Islam, Islamism, security, development.

TABLE DES MATIERES

Contenu

REMERCIEMENTS	2
RÉSUMÉ ET MOTS CLÉS	3
ABSTRACT AND KEY WORDS	4
TABLE DES MATIERES.....	5
INTRODUCTION.....	11
I - Définition du sujet, réflexion et enjeux de la recherche.	11
1. L'objet « Sahel » et sa problématisation	11
a. Définir et penser le « Sahel »	12
b. Problématisation du sujet	21
c. Hypothèses de travail	26
d. Méthodologie et développement de la recherche	30
e. Les trois temporalités de la thèse.....	33
II - Enjeux et défis de l'interdisciplinarité pour penser le Sahel	38
1. Pluri et interdisciplinarité : les impératifs de l'objet « Sahel »	38
a. Introduction	38
2. De la pluridisciplinarité à l'interdisciplinarité	40
a. Hypothèses de travail	42
b. Contraintes et opportunité de l'interdisciplinarité	43
c. La méthode	44
d. L'interdisciplinarité en thèse et chez les jeunes chercheurs	45
3. Au-delà de la production du savoir, quelles implications opérationnelles et politiques ? 47	
a. « Policy oriented research »	47
b. Rendre le savoir opérationnel.....	49
c. Pluri et interdisciplinarité au Sahel.....	51
1 ^{ère} partie : COMPRENDRE LES REALITES GEOPOLITIQUES FAVORISANT LE DEVELOPPEMENT DU TERRORISME ISLAMISTE AU SAHEL	53
CHAPITRE I : LE MALI - CENTRE NEVRALGIQUE DE LA CRISE SAHELIENNE.....	53
I - La matrice malienne. Des défis à relever, des menaces à affronter.	53
1. Mali : accuser les discours et les représentations	53
a. Les discours dominants de la crise malienne.....	53
b. La gouvernance et la corruption au Mali.....	56

c.	Le Nord-Mali.....	59
d.	Les rébellions Touarègues au Mali.....	64
2.	Rébellion de 2012 - de la rébellion à la crise transnationale.....	69
a.	Les notions de « crise » et de « terrorisme » : le risque de polarisation du débat	69
b.	2012 : composantes de la nouvelle rébellion Touareg	71
c.	Iyad Ag Ghali	76
3.	Configuration et forces en présence au Nord-Mali	86
a.	La ligne rouge entre les groupes rebelles et les groupes islamistes.....	86
b.	Les islamistes plutôt que les rebelles.....	87
c.	Conclusion.....	90
CHAPITRE II : LE SAHEL AU DELA DU MALI.....		98
I - L'Algérie dans l'équation sahéenne.....		98
1. La gestion politique et sécuritaire du phénomène terroriste		99
a.	L'Algérie et le discours sur l'instrumentalisation des groupes armés islamistes	99
b.	2003 : changement de dimension du GSPC ?.....	101
2. Les logiques d'hégémon régional dans l'espace sahélo-saharien.		105
a.	Rivalités et compétitions entre l'Algérie et la Libye	107
b.	L'Algérie et le Mali	109
c.	Algérie, AQMI, guerre contre le terrorisme	111
II - La République Islamique de Mauritanie et le Niger dans l'équation sahéenne.....		117
1. La Mauritanie : entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne		117
a.	Tantôt incubateur tantôt persécuteur - un adversaire de taille pour AQMI.....	117
b.	La stratégie mauritanienne de lutte contre le terrorisme	118
2. Le Niger face à l'incertitude régionale : un pays à la culture sécuritaire exposé ?		121
a.	Un pays fragile mais résilient	122
b.	Le Niger hautement sollicité par ses partenaires - pourquoi ?	125
III - Nigeria et Burkina Faso - des variables d'ajustement ?		127
1. Intégrer le Nigeria dans le modèle sahéen ?.....		127
a.	Le Nigeria : les risques de l' « ethnisation » chez les groupes islamistes radicaux.....	128
2. Le Burkina Faso		132
a.	Le Burkina Faso : faiseur de paix et de guerre au Sahel ?.....	132
CHAPITRE III : COMPRENDRE LES REALITES ISLAMQUES DANS LES PAYS DU SAHEL		
.....		135
I - Les réalités islamiques sahélo-sahariennes.....		135

1. L’Islamité au Sahel : comprendre les potentialités de radicalisation	135
a. Historiciser l’Islam sahélier	136
b. L’Islam soufi	137
c. La laïcité dans les pays du Sahel	138
2. L’Islam sahélier face aux réalités internationales	140
a. La perception du monde arabe de l’islam en Afrique	141
b. La religion, Etat et société	142
c. L’islam mondialisé et déterritorialisé	144
d. L’islam réformisme	146
II - Les spécificités religieuses de la Mauritanie, du Mali et du Niger	149
1. Les Islams du Mali	149
a. Evolution des pratiques islamiques au Mali	149
b. L’Islam politique au Mali - un avant et un après 2012 ?	151
c. La Da’ wa - symbole de l’islam transnationaliste	155
2. La Mauritanie	160
a. L’Islam politique en Mauritanie	161
b. Réislamisation de la société et processus de radicalisation	162
3. Le Niger	166
a. Les origines islamiques du Niger	166
b. Réformisme au Niger	167
c. Les ONG islamiques	171
2 ^{ème} partie : THEORISER LES MOBILISATIONS VIOLENTES AU SAHEL, EVALUER LES REPNSES PROPOSEES	175
CHAPITRE IV : THEORISER LES MOBILISATIONS VIOLENTES AU SAHEL	175
I - AL Qaida au Maghreb Islamique - Structuration et évolutions d’un phénomène transnational. L’Hypothèse du « glocal »	175
1. Les interactions entre le local et le global : Adapter les modèles de pensée	175
a. Penser un modèle de compréhension de la violence islamiste au Sahel	175
b. Le concept « glocal »	177
c. Compréhension de la nature idéologique d’Al Qaida au Maghreb Islamique	179
2. Idéologie de la nébuleuse et économie politique du groupe : paradoxe ou approche complexe ?	183
a. L’économie politique d’AQMI	183
b. AQMI : une entreprise « gangstero-djihadiste » ou politique ?	186

II - Structuration de la nébuleuse terroriste au Sahel. Compréhension des dynamiques transnationales et des stratégies.	195
1. Comprendre l'enracinement et la mobilité comme facteurs de résilience	195
a. Structure organisationnelle et stratégie - quelle approche théorique ?	195
b. Les temporalités d'AQMI.....	199
c. Réalités et évolutions capacitaires d'AQMI	205
2. Implantation locale, cohabitation et gouvernance - construire sa résilience	208
a. Implantation locale - les enjeux du maillage social et ethnique	208
b. Conclusion.....	212
CHAPITRE V : L'UNION EUROPEENNE ET L'APPROCHE GLOBALE AU SAHEL	214
I - L'Europe pour désencarter la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme au Sahel	214
1. Le développement au cœur de la relation eurafricaine	214
a. Liens historiques et opportunités.....	215
b. Le contexte institutionnel entre l'Europe et l'Afrique - quel leadership européen ?.....	218
c. Qu'est-ce que le développement ?.....	222
2. De l'Afrique au Sahel : La stratégie de sécurité et de développement de l'Union européenne	227
a. Les défis de la cohérence : répondre à l'incertitude par des actions cohérentes et transverses 228	
b. La coopération civilo-militaire	231
c. Aux origines conceptuelles de l'approche globale : le « Security-Development nexus »...	234
d. La stratégie sécurité-développement de l'UE au Sahel	237
e. Redéfinition des notions de crise pour éviter les systèmes de rente et les manipulations. .	243
CHAPITRE VI : LES ETATS-UNIS AU SAHEL	248
I - Origines conceptuelles et doctrinales de la « Global War On Terror » - GWOT	248
1. Etat de l'art : Notion de fragilité des Etats, faillite des Etats (« failed states »)	248
a. « <i>Fragile and failed states theories</i> »	249
b. Définitions de la notion de faillite et de fragilité de l'Etat	251
c. La notion de sanctuaires et zones de non-droit : « safe havens ».....	256
d. Limites et écueils des concepts.....	257
II - Perceptions américaines de l'Afrique.	260
1. L'Afrique : un entêtement du paradigme de la GWOT ?	260
a. Les nouvelles menaces liées au terrorisme islamiste.....	260
b. Les conséquences des approches sécuritaires au Sahel	263

c.	« Global War on Terror » sous les administrations Bush et Obama	265
d.	L'exemple d'AFRICOM	269
e.	Le rôle de l'USAID	271
f.	Conclusion	273
3 ^{ème} partie :	ESSAI SUR UN CHANGEMENT DE PARADIGME	275
CHAPITRE VII : REFLEXION SUR LA CONFLICTUALITE A L'AUNE DU TERRORISME ET DE L'EXTREMISME VIOLENT		275
I - Problématiser la lutte contre le terrorisme au Sahel.		275
1. Violence armée et conflictualité en Afrique		275
a.	Nouvelles guerres et privatisation de la violence armée	275
b.	Conflictualité en Afrique : Etat de l'art - quelle compréhension des facteurs de conflictualité ?	279
c.	Conflictualité, ressources naturelles et enjeux climatiques	282
d.	Les liens de causalité entre la sécurité alimentaire et les conflits.....	284
e.	Pauvreté et conflictualité	286
f.	La conflictualité expliquée par le facteur religieux, ethnique et tribal	290
2. Le terrorisme et la guerre contre la terreur comme nouvelle forme de conflictualité ? 293		
a.	La guerre comme concept rigide	293
b.	La guerre globale contre la terreur - un contexte ni guerre ni paix ?.....	295
c.	La guerre contre le terrorisme - un système de conflits?.....	297
d.	Ordre, désordre et notion de chaos, entre rupture et continuité en Afrique.....	300
3. Terrorisme vs. Insurrection		306
a.	Le piège de la contre-insurrection?	306
b.	Groupes armés terroristes et insurgés : quel modus opérandi ?	308
c.	L'asymétrie au Sahel	309
CHAPITRE VIII : DU CONSTAT AU CHANGEMENT		312
I - Quel modèle pour analyser le Sahel ?		312
1. Un triple constat : instabilité croissante et nécessaire changement de récits au Sahel 312		
a.	L'évolution de l'instabilité ces dernières années et inertie des politiques proposées.....	312
b.	Les écueils et la partialité de la majorité de la production académique et scientifique dans le champ des études de sécurité au Sahel	315
c.	Le Mali, point de fixation de la crise sahélienne, suite à la crise libyenne	317
d.	La gouvernance et la fragilité des Etats.....	319
e.	Islam, terrorisme islamiste et les trafics	321

2. Redécouvrir et décliner le Sahel	324
a. Concept de sécurité humaine - des origines au contexte de la lutte contre le terrorisme	327
b. La sécurité humaine en Afrique	332
c. L'apport des études critiques et du constructivisme.....	334
3. Penser la fluidité des interactions et l'imbrication des échelles	339
a. Acteurs et niveaux d'interactions : l'apport du transnationalisme et jeux d'échelles	340
CONCLUSION	345
I - Décrire et comprendre le Sahel.	345
1. La matrice sahélienne à l'aune des défis sécuritaires et du développement	345
a. Comprendre les enjeux et réalités géopolitiques au Mali et au Sahel	345
b. Violence armée, terrorisme et extrémisme violence	348
c. Les approches globales comme lutter contre une insécurité protéiforme, dans un contexte volatile	350
d. Dépasser la rigidité du paradigme de la guerre globale contre la terreur	352
II - Réhabilitation des sciences sociales, production d'une réflexion stratégique, émergence d'une communauté de pensée africaine, contribution pour l'existence d'Etats stratégés	354
1. En finir avec les écueils analytiques sur le Sahel et la domination d'un récit exogène 354	
a. Au-delà des imaginaires collectifs de la guerre contre la terreur	355
b. Redéfinition et changement de paradigme : une nécessaire contribution des sciences sociales 356	
c. Le cadrage méthodologique	358
2. Redonner la parole au chercheur local en vue d'une africanisation de la lutte contre l'insécurité	360
a. Une expertise africaine avant toute chose	360
b. De la pensée stratégique à la conscientisation des peuples	362
BIBLIOGRAPHIE THESE.....	365

INTRODUCTION

I - Définition du sujet, réflexion et enjeux de la recherche.

1. L'objet « *Sahel* » et sa problématisation

➤ *Contexte et questionnements initiaux*

Le Sahel, objet d'émerveillements et d'interrogations nourrit également les plus grandes inquiétudes et suspicions dans les récits et imaginaires occidentaux. La situation qui prévaut dans la région depuis 2013 tend à donner raison aux afro pessimistes. Notre recherche est stimulée par une série de questionnements initiaux constituant la pierre angulaire de notre démarche : Comment en est-on arrivé à ce niveau d'incertitude et de chaos, malgré la considérable mobilisation internationale pour le Sahel ? Comment le récit et le paradigme de la guerre contre la terreur, développés dans un contexte singulièrement différent, ont-ils pu devenir le cadre de référence pour appréhender la problématique sécuritaire au Sahel ? Malgré la foisonnante littérature sur le Sahel, aucune démarche n'a semblé, jusqu'ici, permettre de dépasser le cadre et modèle actuel d'analyses des enjeux de sécurité et de développement du Sahel. Avant de formuler de nouvelles hypothèses de travail, notre démarche nous amène à établir une analyse rationalisant les réalités empiriques et conceptuelles du sujet. Nous nous efforcerons de travailler dans une logique dépassionnée afin de contribuer à de nouveaux horizons (optimistes ?) épistémologiques. A rebours des impératifs et des réactions politiques immédiates, et court-termistes, de la lutte contre le terrorisme, nous inscrivons cette recherche dans une perspective décloisonnée et pluridisciplinaire, que nous estimons nécessaire pour faire vaciller la rigidité du paradigme de la sécurité. Nous émettons également l'hypothèse que cette entreprise académique et scientifique doit avoir le souci de contribuer à la mise à disposition d'outils pour les décideurs politiques. Cet espace de recherche est un lieu de rencontre des disciplines et des acteurs contribuant à un nouveau champ d'expertise et à une dépoliarisation des débats, actuellement hautement politisés et idéologisés. Les différentes formes de mobilisation armée et violentes au Sahel (rebellions Touarègues, terrorisme) suscitent de vifs débats académiques et politiques dont nous soulignons et regrettons le manque d'objectivité. Le changement de paradigme qui est au cœur de notre préoccupation permet d'envisager d'autres formes de débats et d'analyses, en pensant notamment la sécurité

par le bas (l'individu). L'ambition est également de penser le contre-terrorisme et le « *nexus* » sécurité-développement, dans un contexte africain et sahélien. Autrement dit, penser l'Afrique à l'ère moderne, loin des schémas déterministes, figés et stigmatisant des dernières décennies.

Enfin, l'inertie des politiques et la dégradation de la situation sur le terrain appelle à la responsabilisation de chacun (praticiens, chercheurs, décideurs). Le présent travail appelle à une réhabilitation des sciences sociales dans le domaine de la sécurité - approche peu orthodoxe dans le monde francophone. En mêlant analyses discursives, profondeur empirique et débats théoriques, le Sahel devient un merveilleux laboratoire d'expérimentations scientifiques. Il devient également un espace pour réévaluer la relation entre penseurs et décideurs ô combien nécessaire, tout en contribuant au renouveau des études de sécurité.

a. Définir et penser le « Sahel »

➤ *Les enjeux de la définition*

Pour l'Union africaine, « *il y a plusieurs entendements des contours géographiques et géostratégiques de ce qui constitue le Sahel, ce qui prête parfois à confusion* » (stratégie de l'UA pour la région du Sahel, août 2014). L'Union africaine définit le Sahel de deux manières. « *D'une part, l'espace géographique de la zone sahélo-saharienne. Il s'agit là de l'ensemble des pays situés sur la bande sahélienne séparant l'Afrique du Nord et l'Afrique sub-saharienne. Cela inclut les pays suivants : l'Algérie, le Burkina Faso, la Libye, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Soudan et le Tchad*¹ ». Et d'autre part, l'UA considère qu'il y a « *des pays qui sont en dehors de cette zone mais qui méritent, tout de même, une attention particulière, notamment la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Nigeria et le Sénégal*² ». L'Institut d'études de sécurité (Institute for Security Studies - ISS) rappelle³ « *qu'il n'existe pas de définition établie et internationalement partagée du « Sahel » ou de la région « sahélo-saharienne* ». Ces espaces sont entendus, tant dans la littérature spécialisée que dans la pratique, de façon soit très élargie (c'est le cas isolé de la stratégie de l'UA), comme la zone des grandes plaines désertiques du Sahara allant de l'océan Atlantique jusqu'à la mer Rouge,

¹ « Stratégie de l'Union Africaine pour la Région du Sahel », 12 août 2014, <http://www.peaceau.org/fr/article/strategie-de-l-union-africaine-pour-la-region-du-sahel>.

² Ibid.

³ ISS, op cit. page 2.

soit de façon très ciblée sur quatre ou cinq pays de l'Afrique occidentale et/ou centrale (une approche plus généralement retenue à quelques nuances près)».

Toutefois, s'il n'existe pas de définition qui fait l'unanimité, le Sahel est généralement perçu comme un espace complexe, dépeint sous un angle relativement pessimiste, malgré la reconnaissance d'une richesse culturelle et géographique sans précédent.

➤ *Le Sahel géographique*

Le Sahel doit être compris comme un espace de mouvement et caractérisé par la notion d'incertitude (Walther, Retailé, 2010). Le Sahel est une bande de plus de 5000 kilomètres (D'Ouest en Est) et d'environ 450 kilomètres de largeur. C'est un espace de transition entre la zone saharienne et les savanes du domaine soudanien. « *En tant que telle, la ceinture sahélienne est comparable à d'autres espaces de circulation et de dissidence, familiers aux historiens et aux anthropologues* » (Bayart, 2010). Dans les imaginaires collectifs le Sahel représente un espace ancestral de mobilités des biens et des personnes. On associe également les communautés Touareg à cet espace. « *La terminologie du Sahel est profusément contrastée. Mot arabe qui signifie littéralement rivage, le Sahel désigne aujourd'hui exactement le contraire de son sens d'origine. A priori, le Sahel serait là où la régularité des conditions de l'écologie et du climat rend à nouveau la vie possible après le franchissement particulièrement pénible de l'immense désert saharien. De nos jours, le Sahel est antinomique de sa propre signification* » (Mohamed Saleck, ibid. 2010). La géographie du Sahel est devenue, ces dernières années, une géographie de l'insécurité et de l'instabilité, de la Mauritanie à la Somalie⁴. Le Sahara n'est plus seulement un espace géographique mais un espace de conflits et d'incertitude.

⁴ Antonin Tisseron, ibid. p 111.



France Culture, « La relève des savoirs...en histoire de l'espace saharo-sahélien », La fabrique de l'Histoire, 18 juin, 2015, <https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-l-histoire/semaine-speciale-idees-savoirs-la-releve-44>

➤ *Le Sahel politique*

Les Etats du Sahel sont caractérisés par une fragilité et une vulnérabilité de leurs Etats postcoloniaux (Mohamed Saleck, 2010). Une précarité frappante dès l'obtention des indépendances⁵. Sur le plan politique, les Etats de la région ont en commun une fragilité institutionnelle et une pluralité ethnique et linguistique⁶. Leurs systèmes de gouvernances sont régulièrement pointés du doigt (corruption, clientélisme, prédatons) par les organisations de la société civile et par certains partenaires internationaux, eux-mêmes tiraillés dans leur approche de la gouvernance, pourtant une priorité des différentes stratégies et initiatives pour le Sahel, depuis quasiment une décennie. Au moment de la crise malienne, beaucoup d'analyses tentent d'alerter sur le risque de contagion et de déstabilisation politique et sécuritaire de pays comme la Mauritanie, le Niger ou encore le Burkina Faso. Le Sahel est traversé depuis plusieurs années par des crises politiques et de gouvernance liées à des facteurs endogènes et exogènes. Au niveau local, les systèmes socio-politiques sont complexes et généralement caractérisés, au niveau du leadership tribal et ethnique, par des alliances et allégeances changeantes et mouvantes. Au Sahel, le politique doit, en

⁵ Olivier Hanne, Guillaume Larabi, « LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET SÉCURITÉ AU SAHEL : ÉTAT DES LIEUX, ENJEUX ET PERSPECTIVES » 20 juin 2016, <https://sd-magazine.com/anti-terrorisme/lutte-contre-le-terrorisme-et-securite-au-sahel-etat-des-lieux-enjeux-et-perspectives>.

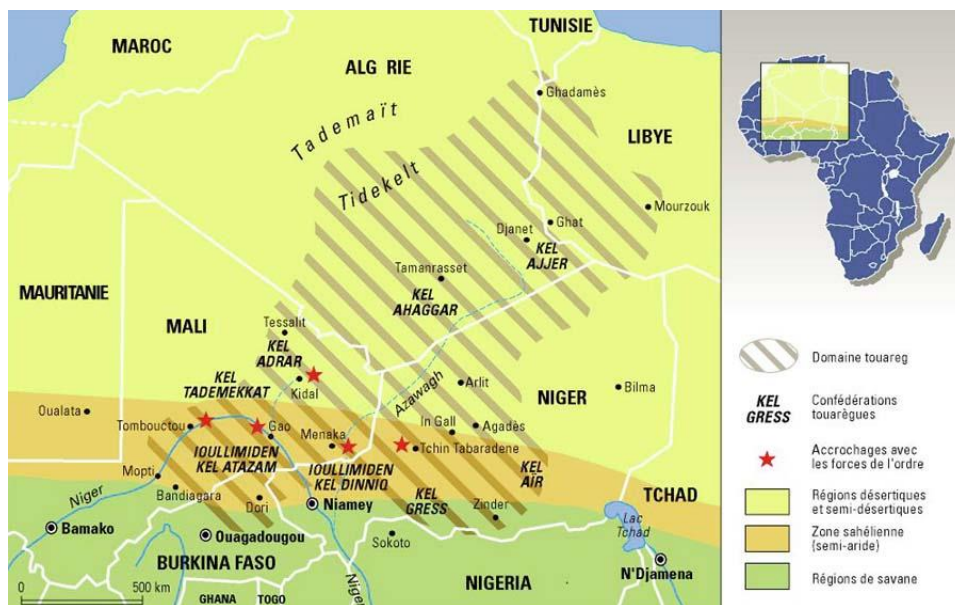
⁶ Anne Guion, « Crise au Mali : le rôle de l'Algérie décrypté », 23 janvier 2012, Lavie, http://www.lavie.fr/actualite/monde/crise-au-mali-le-role-de-l-algerie-decrypte-23-01-2013-35271_5.php.

conséquence, être analysé dans des perspectives multiniveaux (local, national, transnational), sans jamais négliger les liens historiques entretenus avec l'extérieur, en particulier ceux avec l'ancienne puissance coloniale et les régimes politiques laissés en héritage⁷. Ce dernier point est essentiel pour la compréhension et l'analyse que nous ferons des systèmes politiques d'interdépendances et d'autolégitimation entre Etats sahéliens et partenaires internationaux (rente de la lutte contre le terrorisme).

➤ *Le Sahel et les Touaregs*

Les Touaregs fascinent, notamment dans quelques chancelleries occidentales, dont la France, symbolisent l'évasion, une culture lointaine. Ils attirent l'attention à plusieurs égards : leur résilience naturelle, leur mode de vie nomade, leur culture de la musique, le rôle des femmes dans des sociétés dites matriarcales et enfin, leur forte culture identitaire qui a amené quelques groupuscules Touaregs (non majoritaires au sein de leurs communautés) à des mobilisations politiques et armées au Niger et au Mali. Les Touaregs sont l'un des symboles de la richesse culturelle de l'espace sahélo-saharien. Ils sont également le symbole de cette pauvreté endémique où les populations doivent faire preuve de résilience et de créativité pour survivre à la dureté du climat, dans un environnement social, politique et sécuritaire de plus en plus hostile et fragile.

⁷ Pour approfondir, voir Jean-François Bayart, « l'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale* / Année 1999 / 5 / pp 97 - 120.



Philippe Rekacewicz, « Le conflit touareg », Le Monde diplomatique, <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/touaregs1995>

➤ *Le Sahel économique*

Les crises politiques s'adosent aux crises économiques, aux crises agro-climatiques et nutritionnelles récurrentes depuis les années 1970⁸. Le Sahel est caractérisé par sa fragilité économique structurelle multiforme et le manque de croissance durable sectoriel. « *Les pays africains au sud du Sahara sont soumis depuis le milieu des années 70 une crise économique : le produit par habitant a augmenté plus lentement en Afrique pendant les années 70 que dans toute autre région du monde et la croissance a été plus lente qu'au cours des dix années qui ont précédé. Cette crise se manifeste également par la dégradation de la situation dans le secteur agricole, la crise générale de la balance des paiements et la crise budgétaire des Etats*⁹ ». Les défis agricoles et sanitaires sont « *marqués par la nécessité d'augmenter la productivité alors que les terres arables se raréfient*¹⁰ ». Certains évoquent la nécessité d'un

⁸ Serge Michailof, ENA hors les murs, ibid.

⁹ J-L. Amselle, « La politique de la Banque Mondiale en Afrique au sud du Sahara », En mémoire, Politique africaine, document non-daté.

¹⁰ Jean-Marc Châtaignier, « Co-construire une plateforme de partage de connaissances pour le Sahel et la Méditerranée ? Quels objectifs ? Quels enjeux ? », in « Mali et Sahel : nous sommes tous sahéliens », ENA hors les murs, N°467, Janvier-Février 2017.

plan Marshall¹¹ pour redresser la situation dans les pays sahéliens, pris dans un piège de pauvreté et de conflit¹², à la faveur d'une dégradation de la situation climatique dont on ne connaît pas encore l'envergure.

Certaines zones du Sahel sont riches en ressources naturelles, réparties de manière inégale. Le tourisme est un moteur des économies locales et permet, de manière extraordinairement directe, d'impacter le quotidien des populations. Maurice Freund nous donne des éléments tangibles à ce sujet, concernant la Mauritanie : « *Quand Point Afrique est arrivé en Mauritanie, à Atar, le taux de pauvreté était de 58%. Cinq ans plus tard, avec les activités touristiques il est tombé à 28%*¹³ ».

➤ *La démographie du Sahel*

Le Sahel, sur le plan démographique, n'échappe pas aux réalités africaines. 41% de la population du continent a moins de 15 ans. La démographie sahélienne doit être interrogée à l'aune de son potentiel économique, politique (à travers la structuration de la société civile notamment), culturel, etc. Depuis quelques années, la démographie est perçue comme une réalité négative, un fardeau. Elle est associée aux sujets de la migration, des conflits et de la pauvreté. Le défi est d'interroger la capacité des Etats concernés à inverser teintes de négativité pour des perspectives et horizons meilleurs. La démographie ne peut être une fatalité pour l'Afrique et en particulier pour le Sahel. La démographie, à travers la jeunesse qu'elle incarne, doit être constitutive d'un avenir propice et dynamique. Cette problématique doit faire l'objet d'une plus grande conscientisation politique des élites, de la société civile, appuyée de manière intelligible et cohérente par la communauté internationale. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. La démographie galopante au Sahel ne peut être la cause de l'immobilisme et de la fatalité. Elle doit, au contraire, être au cœur de la modernité et de l'innovation.

¹¹ Serge Michailof, « Faut-il un plan Marshall pour le Sahel ? », in « Mali et Sahel : nous sommes tous sahéliens », ENA hors les murs, N°467, Janvier-Février 2017.

¹² Camille Laille, Sylviane Guillaumont Jeanneney et Jaime de Melo, « Le Sahel est dans une situation de pièges de pauvreté et de conflit : un appel à l'action internationale », in « Mali et Sahel : nous sommes tous sahéliens », op cit.

¹³ Assanatou Baldé, « Maurice Freund : « Il est trop tard pour le Mali, il fallait agir il y a 20 ans ! » », <http://www.afrik.com/maurice-freund-il-est-trop-tard-pour-le-mali-il-fallait-agir-il-y-a-20-ans>.

➤ *Enjeux et défis au Sahel : Le récit dominant de la sécurité*

Le Sahel est généralement défini par les enjeux auxquels il doit faire face plutôt que par ses caractéristiques propres. Pour l'Ambassadeur J-M Châtaigner, représentant spécial de la France pour le Sahel, le Sahel fait face à six (6) défis majeurs¹⁴. Mais le Sahel c'est avant tout un espace de transit entre deux réalités spatiales et temporelles du continent africain : le Maghreb et l'Afrique subsaharienne. Littéralement le mot sahel désigne en arabe le « rivage », la « bordure ».

Sur le plan sécuritaire, la littérature dominante décrit le Sahel comme un espace de non-droit, un sanctuaire pour les groupes armés terroristes et les trafiquants. La production anglo-saxonne transpose les schémas de l'Afghanistan et les récits de la guerre contre la terreur (Sahelistan, Afghanistanisation et talibanisation du Mali, arc de crise sahélien, croissant de la terreur, Somalisation du Mali et du Sahel, etc.). L'espace sahélo-saharien est, certes, devenu, au début des années 2000, une région fragilisée par l'implantation de mouvements islamistes radicaux liés à Al Qaida (GSPC, puis AQMI), en sus de l'augmentation des différents trafics présents dans la région. Cette narration est devenue un outil de lobbying auprès de l'administration américaine, au lendemain des attentats du 11 septembre. Le Sahel est dépeint comme l'eldorado de la corruption, de l'impunité, des trafics en tout genre, et de la croissance des phénomènes d'insécurité liés au terrorisme. Fin 2011, début 2012, aux prémices de la dernière rébellion Touarègue au Nord-Mali, le risque d'une dégradation de la stabilité du pays et d'une contagion régionale (liée à la présence d'armements et de groupes armés terroristes) est palpable et nécessite de déployer des moyens et approches holistiques. Bon nombre d'experts prédisaient une crise sahélienne « *probablement inscrite dans le temps* (Mezouaghi, 2012, IFRI) et des « *problèmes (qui) ne disparaîtront pas du jour au lendemain*¹⁵ ».

Pour autant, ces analyses souffrent de nombreux écueils et projettent une réalité biaisée, malgré les crises récurrentes et les fragilités structurelles. Elles éludent les disjonctions et la complexité des réalités socio-anthropologiques, politiques, historiques et géographiques du Sahel. « *Le Sahel présente la particularité de combiner à grande échelle et de façon*

¹⁴ Les défis sont, selon l'Ambassadeur: la démographie, un défi économique et social, environnemental, un défi « *des savoirs et de l'inégalité de l'accès aux compétences* », un défi sécuritaire et enfin le défi de « *la légitimité de la gouvernance* ». <https://www.linkedin.com/pulse/s%C3%A9curit%C3%A9-et-d%C3%A9veloppement-au-sahel-enjeux-dune-pour-le-chataigner/>, consulté le 18 janvier 2018.

¹⁵ Echanges avec Rudolph Attalah, printemps 2013, Washington DC.

transfrontalière des crises multiples - politiques, sécuritaires, alimentaires, environnementales, sociales, voire sociétales - qui placent les réponses « classiques » face à leurs limites. Cette zone a vu émerger une prise de conscience générale qui invite aujourd’hui à profondément revisiter les paradigmes de l’aide¹⁶ ».

➤ *Les tentatives de réponse à la fragilité du Sahel*

L’essentiel des réponses adoptées pour répondre aux défis de la stabilité au Sahel ont été, depuis une décennie, essentiellement sécuritaire et militaire. Malgré les discours sur la prévention et la gestion des conflits et la nécessité d’articuler projets de sécurité et de développement, les grandes puissances présentes au Sahel (France, Etats-Unis, système des Nations-Unies, Union européenne) peinent à proposer des approches holistiques, inclusives et multisectorielles. La lutte contre le terrorisme et l’extrémisme violent s’est majoritairement articulée autour de projets de renforcement des capacités militaires et sécuritaires des Etats de la sous-région. En matière de développement, de gouvernance et d’aide humanitaire, la région du Sahel est une priorité de la communauté internationale. A la lumière de ces éléments, nous nous interrogerons sur les raisons de l’incapacité (ou le manque de volonté) des Etats et de leurs partenaires à proposer des réponses en adéquation avec les discours énoncés. Nous poserons également l’hypothèse de la nécessité de développer des outils alternatifs de compréhension des multiples stratifications de l’insécurité au Sahel (Jourde, 2011) pour que des solutions idoines soient proposées.

Le premier constat est que le Sahel fait l’objet d’une forte mobilisation internationale depuis quelques années, en particulier depuis 2012, (début de la crise malienne). « *Les stratégies et forums de coordination régionaux se sont multipliés et la communauté internationale a consenti un déblocage massif de fonds en faveur de la région¹⁷* ». Cette mobilisation s’est matérialisée par la production et la mise en œuvre de stratégies pour le Sahel (bien que chaque acteur ait sa propre définition et vision du Sahel qui dépend notamment de ses intérêts) : « *la forte mobilisation de la communauté internationale autour de la situation politique, sécuritaire et humanitaire dans le Sahel a souvent eu comme point de départ l’élaboration de*

¹⁶ Coopération Sud, « Urgence, développement, migrations : Sahel, ce lieu propice au questionnement », <https://www.coordinationsud.org/actualite/urgence-developpement-migrations-sahel-lieu-propice-questionnement/>.

¹⁷ Andrew Lebovich, “Rassembler le désert: comment promouvoir l’intégration régionale Sahel-Maghreb, *Policy Brief*, ECFR, Juillet 2017.

*documents d'orientation connus sous l'appellation « stratégies Sahel »¹⁸». Le deuxième constat est que la majorité des stratégies développées prônent des articulations similaires autour de la sécurité et du développement, par le biais d'approches dites globales et inclusives, sur le long terme « *et en partenariat avec les autres porteurs de stratégie*¹⁹ ». Le troisième constat est que, malgré cette forte mobilisation autour d'importants projets de développement et pour répondre aux enjeux de l'urgence humanitaire, l'attention est focalisée sur les projets liés à la coopération sécuritaire et militaire. Seules les stratégies et les programmes liés au renforcement de la sécurité apparaissent comme particulièrement visibles, notamment par les critiques dont ils font l'objet. Quatrième constat, le foisonnement de stratégies pour le Sahel interroge sur les défis de la coordination, de la complémentarité et de la mise en synergie des différentes actions menées pour le Sahel. Cette mobilisation internationale s'est effectuée tant au niveau d'organisations régionales et internationales qu'au niveau des Etats. En 2015, l'Institute d'études de sécurité (Institute for Security Studies - ISS) fait le point sur onze (11) stratégies, sans oublier de mentionner l'existence d'autres stratégies et initiatives telles que la création du G5 Sahel, la stratégie de la France, du Danemark ou encore des Etats-Unis²⁰.*

Malgré les spécificités de certaines initiatives, le socle commun se définit autour d'un espace géographique commun, la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Burkina Faso ; espace qui forme le G5 Sahel. Difficile pour autant de savoir comment s'est faite, d'un point de vue temporel et stratégique, l'articulation entre les différentes stratégies et la mise en place du G5 Sahel²¹.

¹⁸ ISS, ECDPM, « Stratégies Sahel : L'impératif de la coordination », Note d'analyse 76, mars 2015, page 1.

¹⁹ ISS, *ibid.* page 3.

²⁰ La note susmentionnée met en lumière onze (11) stratégies ou initiatives pour le Sahel. Elles concernent : la Banque africaine de développement (BAD), la Banque islamique de développement (BID), la Banque mondiale (BM), la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la communauté des Etats sahélo-sahariens (CEN-SAD), la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), l'Organisation de la conférence islamique (OCI), l'Organisation des Nations-Unies (ONU), l'Union africaine (UA), l'Union européenne (UE), l'Union du Maghreb arabe (UMA). Voir ISS, *op cit.* page 2.

²¹ En 2014, le système des Nations-Unies devait organiser à Nouakchott, en République Islamique de Mauritanie, un atelier sur sa stratégie intégrée pour le Sahel. La période correspondait à la création du G5 Sahel. Le système des Nations-Unies voyait d'un mauvais œil la création d'une entité supplémentaire alors que la stratégie des Nations-Unies priorisait une action programmatique sur les pays du G5 Sahel. A l'époque, les Nations-Unies avaient une envoyée spéciale pour le Sahel (Office of the Special Envoy for the Sahel - OSES), indépendante, qui finira par être rattachée à UNOWAS (Dakar), le bureau régional des Nations-Unies pour l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique Centrale et le Sahel. Il était d'ailleurs question qu'OSES se développe et soit basé en Mauritanie. Projet qui ne verra pas le jour.

Sur le plan national et régional, qu'en est-il de la mobilisation des Etats de la région ? La faible coordination semble montrer des intérêts et des perceptions différentes de la situation ; ajouté à une méfiance relativement développée entre les différents pays sahéliens²². Les Etats, faiblement dotés en capacité et ressources financières et capacitaires, favorisent des approches sécuritaires et militaires pour lutter contre le terrorisme (c'est le cas notamment de la Mauritanie et du Niger dont le rapport à l'outil sécuritaire et militaire est très largement affirmé et décomplexé). L'approche normative et stato-centrée développée sur la problématique des frontières (peut-on réellement sécuriser les frontières du Sahel ?) est symptomatique de l'inadéquation des actions proposées par les Etats sahéliens. La maîtrise des espaces et des territoires est une obsession des Etats et de leurs partenaires. On s'interrogera ultérieurement sur les alternatives et les défis de la gouvernance politique de l'espace sahélo-saharien.

b. Problématisation du sujet

Notre recherche analyse, interroge, les réalités sécuritaires et institutionnelles sahéliennes au lendemain du 11 septembre 2001. Le Sahel, espace de fragilité économique, politique et sociale, est un véritable laboratoire permettant d'interroger la fécondité d'un certain nombre de choix politiques et institutionnels, au niveau des Etats et dans la relation qu'ils développent avec les partenaires techniques et financiers (PTF). L'émergence de groupes armés islamistes dans la région n'a fait que renforcer une équation déjà vigoureusement complexe. Nous l'avons discuté en introduction, les relations internationales au XXIème siècle ont subi une forte polarisation avec les attentats du 11 septembre 2001. L'Afrique, longtemps considérée, à tort, comme un espace et un objet d'études en marge des relations internationales a été rattrapé par les réalités idéologiques, politiques et sécuritaires liées à l'analyse et aux défis post 11 septembre. C'est à l'aune du recentrement de l'Afrique au cœur de la guerre globale contre la terreur (*Global War on Terror*) que nous posons les jalons de notre recherche.

²² Les algériens fustigent l'attitude du gouvernement malien qu'ils considèrent trop laxistes, notamment dans les négociations menées par la libération d'otages et le paiement de rançons. Les mauritaniens, bien que plutôt efficaces dans leur approche frontale et militaire de la lutte contre le terrorisme, sont soupçonnés, d'avoir, ces dernières années, conclu un pacte de non-agression avec AQMI et enfin, connaît-on les réflexes psychologiques vis-à-vis du « grand frère » algérien dans la région, accusé de souffler le chaud et le froid sur les groupes islamistes à des fins d'hégémon régional et pour attirer la rente politique et diplomatique de la guerre globale contre le terrorisme.

La problématisation du sujet, en tant qu'opération scientifique, a pour objectif de répondre à une série de questionnements théoriques et empiriques de la mise en pratique de la lutte contre le terrorisme au Sahel. Cantonnée à un cadre rigide (paradigme de la guerre contre la terreur), elle s'exprime pourtant à travers des schémas (et des discours) politico-institutionnels prônant le dépassement des stigmates sécuritaires et militaires de la « *Global War on Terror* ». Cette expression a un nom : l'approche globale. Si le concept dénote d'une volonté novatrice de s'attaquer au fléau de l'extrémisme violent et du terrorisme, l'analyse de sa mise en œuvre relate une certaine complexité, voire un problème d'opérationnalisation. Comment les approches globales sont-elles conceptualisées, puis mises en œuvre ? Pourquoi, au-delà des discours sur l'articulation sécurité-développement, l'approche globale peine véritablement à se matérialiser sur le terrain ?

➤ *Argument et fil conducteur*

Nous partons du constat que L'inertie provient moins du nombre de stratégies proposant une collaboration avec les pays de la sous-région pour lutter contre le terrorisme et les phénomènes d'insécurité que l'incapacité des acteurs à mettre en pratique leurs politiques prônant une articulation entre sécurité et développement. Cette inefficience résulte d'un déphasage entre les politiques et stratégies mises en place (focus sur les stratégies proposées depuis Bruxelles et Washington) et la réalité de terrain, celle des populations et des sociétés du Sahel. Autrement dit, le décalage entre les réalités, les logiques institutionnelles (leur temporalité) et politiques des acteurs internationaux et la réalité vécue par les acteurs locaux ne permet pas d'inscrire les politiques de coopération dans la réalité locale des « *développés* ». Cette disjonction (Lavigne Delville, 2016) entre politique et pratique relève également de l'incapacité des deux acteurs mentionnés, au-delà de leurs discours, à mettre en place des stratégies et programmes de coopérations transverses et multisectorielles, censés incarner l'approche globale.

Pour appréhender avec acuité les limites de l'action internationale au Sahel, il nous paraît nécessaire de décortiquer l'ensemble des facteurs et des acteurs qui interviennent dans les processus de production et de fabrication des stratégies extérieures, proposées aux acteurs locaux, d'une part. D'autre part, c'est étudier de manière empirique et ethnographique la réception de ces stratégies d'aide par les acteurs locaux. Cette méthode appelle donc à un décroisement disciplinaire permettant d'évacuer les analyses issues de la littérature

classique stato-centrée pour faire émerger une approche socio-anthropologique des politiques de coopération (notamment les coopérations sécuritaires et militaires), en tant que politique publique (Lavigne Delville, *ibid.*). Cette approche nécessite de dépasser l'analyse des discours, insuffisante pour saisir la complexe réalité des relations entre acteurs producteurs de stratégies et les récipiendaires. Une véritable compréhension des approches globales implique d'analyser les différents stades de la projection d'une stratégie (conception, instruments, mise en œuvre). Les trajectoires politiques et bureaucratiques ne sont pas linéaires et mettent en scène des systèmes d'appropriation, de lutte d'influence, d'intérêts divergents, de représentations des menaces et des objectifs politiques différents.

Pour aborder la problématique sécuritaire au Sahel de manière pratique et opératoire, un travail minutieux doit être réalisé sur l'ensemble des processus décisionnels multi-acteurs mettant en scène la complexité de la coopération entre un partenaire international (l'Union européenne) et les pays sahéliens. Pour ce faire, nous nous appuyerons notamment sur le courant constructiviste afin de déchiffrer les représentations des acteurs étudiés. Ces représentations se situent à plusieurs niveaux : d'une part, les perceptions des uns vis-à-vis des autres et d'autre part, les représentations que se font les acteurs (en capacité de produire les stratégies de coopération) de la menace sécuritaire au Sahel. Notre champ d'études met en lumière une double disjonction : celle entre politique et mise en pratique et disjonction entre réalités institutionnelles et politiques du partenaire extérieur (UE) et les réalités des acteurs locaux.

➤ *Penser la violence armée à travers un nouveau modèle de pensée*

Au-delà des aspects méthodologiques, l'objet étudié fait apparaître des défis et enjeux scientifiques que nous mettons au cœur de notre réflexion. L'objet « *Sahel* » est devenu un champ convoité, sans pour autant qu'il fasse l'objet d'une mobilisation scientifique dépassant les carcans et stigmates de la guerre globale contre la terreur.

L'inertie des politiques publiques et la difficulté à penser la violence armée au Sahel impose de redéfinir les modèles de pensée et d'analyses actuels. L'objectif est de dépasser le narratif et le paradigme de la guerre contre la terreur et penser un espace de réflexion fécond pour analyser les limites des discours et des politiques internationales au Sahel. La démarche est fondamentale et vise à répondre à des interrogations d'ordres théoriques et empiriques. Nous

partons de l'hypothèse que le Sahel est devenu, au gré des évolutions étudiées, un laboratoire d'expérimentations. L'évolution de la situation au Sahel, l'inertie des politiques proposées et les écueils analytiques pour penser le Sahel appellent à changer de grille de lecture, dépasser le paradigme de la sécurité en introduisant de nouveaux schémas d'interprétations.

Notre hypothèse propose de construire un paradigme permettant de penser la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en tant que système de conflits²³ (ou système politique) propre. Il s'agit de penser la complexité à l'aune des schémas de gouvernance multiniveaux induits par la lutte contre le terrorisme, caractérisés par l'implication et l'enchevêtrement de nombreuses stratégies de sécurité et de développement. Pour mieux appréhender l'ensemble des réalités mentionnées, nous pensons qu'il est nécessaire de convoquer un large éventail de disciplines (science politique, sociologique, géographique, anthropologie, relations internationales - à travers différents courants de pensée) afin de schématiser l'interaction entre la violence politique et les moyens politiques pour la juguler. Notre démarche de compréhension globale d'un champ par définition multi-acteurs, multi-niveaux, faisant état d'interrelations complexes (hypothèse de l'interdépendance et de systèmes d'autolégitimation), nous amène à (re)conceptualiser un paradigme de la sécurité au Sahel ; un paradigme décloisonné et par essence plurisectoriel, pluri et transdisciplinaire.

Penser un paradigme multidimensionnel, à rebours des approches sécuritaires considérées comme unidimensionnelles, voire monolithiques, est nécessaire pour aborder la rencontre entre acteurs et les différents niveaux d'interactions qui régissent leurs relations. Entreprendre la conceptualisation d'un nouveau paradigme c'est aller dans le sens de l'Histoire complexe, parfois tumultueuse, des peuples. Notons par ailleurs que les réalités et dynamiques sahéliennes tendent à bousculer (pour ne pas dire s'opposer) au récit sécuritaire et aux dichotomies qui opposent les cultures, les peuples et les religions. Le Sahel conteste le déterminisme et la rigidité caractéristiques du récit post 11 septembre 2001. Notre démarche s'accorde sur le primat du politique, au sens large (logiques institutionnelles, bureaucratiques,

²³ En s'appuyant sur les dynamiques des configurations conflictuelles régionales et des complexes de sécurité régionale, imparfaits pour comprendre le phénomène de l'extrémisme violent au Sahel mais nécessaires pour comprendre en partie les dynamiques d'interactions et d'interdépendances dans la sous-région, nous proposons, à l'instar des travaux insufflés par Reinoud Leenders, d'élargir ce paradigme à travers une approche pluridisciplinaire. Une approche visant à combler les lacunes de ces théories de sécurité en s'appuyant sur les réalités sociologiques et anthropologiques du Sahel, nécessaires à l'élargissement et à la refondation d'un paradigme en cours d'hybridation.

définition et perception des menaces et des intérêts), par rapport aux particularités culturelles et religieuses, qui ne seront jamais des blocs monolithiques (GRIP, 2004, p 12). Convoquer de nouveaux référentiels dépasse le cadre épistémologique et scientifique de notre recherche. L'expérimentation s'inscrit dans une logique d'opposition analytique et discursive vis-à-vis de l'action des groupes armés terroristes. En invoquant des modèles alternatifs, nous proposons des outils hybrides, à travers la rencontre de courants de pensée et de disciplines généralement peu habitués à l'interaction.

Notre argument ne se limite pas au domaine théorique, bien qu'essentiel dans le cadre de l'exercice qui nous mobilise ici. Les pistes de réflexion proposées sont, selon nous, la base d'une entreprise qui se veut être pratique, opératoire et politique. Dans cette logique et en guise d'ouverture, nous proposons trois axes de réflexion. Premièrement, les déterminants d'une plus grande implication des chercheurs (en particulier les chercheurs et experts africains) dans le débat d'idées et dans l'arène politico-stratégique. Deuxième point, le défi d'une réflexion stratégique endogène (penser une approche africaine de la conflictualité). Et enfin, par quels processus et méthode de travail peut-on envisager une construction sociale partagée des menaces et défis de la sécurité et du développement au Sahel.

Nous nous posons ainsi la question de la responsabilisation²⁴ des chercheurs et experts pour développer de nouvelles pistes de réflexion (penser la conflictualité au Sahel) politiques, stratégiques, scientifiques et académiques. Nous envisageons la mobilisation académique comme le point de départ de la structuration d'une nouvelle pensée stratégique sur le Sahel et la sécurité, mettant en avant la recherche africaine. Cette méthode s'oppose aux littératures isolantes sur l'Afrique, considérant une spécificité et particularité africaine, excluant ainsi le continent des grands chantiers des relations internationales.

Cette hybridation de la pensée stratégique a pour objectif politique et opérationnel de tendre vers une compréhension partagée (entre les acteurs) de la problématique sécuritaire au Sahel. Les sciences sociales permettent d'envisager des réponses multiples, souvent partielles²⁵, mais semblent être nécessaires pour aborder le débat sécuritaire au Sahel, de manière objective et dépassionnée (Mohamedou, 2010). Si les différentes composante de la matrice (entendre au sens « d'acteurs ») ne tendent pas vers une homogénéisation des représentations de la

²⁴ Responsabilisation que nous appelons également processus de conscientisation.

²⁵ Conférence de Ouagadougou, Burkina Faso, septembre 2017, échanges avec un professeur d'université.

problématique sécuritaire au Sahel, les résultats de la coopération internationale dans la sous-région sont susceptibles de rester modestes, voire inopérants et contre-productifs. Enfin, nous pensons qu'à travers cette démarche socio-anthropologique de la sécurité des réponses peuvent émerger pour une meilleure articulation entre sécurité et développement et inciter à penser la sécurité par le bas, par le biais de réflexions endogènes et alternatives. L'initiative entreprise interroge le rôle du chercheur en général, le chercheur africain en particulier, la responsabilité (et processus de conscientisation) de ces derniers et enfin, la capacité d'un nouveau modèle à penser un espace commun de réflexion pour appréhender les menaces à la sécurité au Sahel.

c. Hypothèses de travail

➤ *Penser les réalités locales structurelles et conjoncturelles et défier les récits de l'immédiateté*

La compréhension des défis du terrorisme international réside dans la capacité du chercheur à sortir des logiques et des récits de l'Histoire immédiate. Les mobilisations violentes et armées au Sahel ne sont pas le seul fait de la nébuleuse terroriste, incarnée par Al Qaida au Maghreb Islamique - AQMI. Néanmoins, la problématique islamiste et terroriste est devenue un récit dominant qui polarise les débats. Face aux déficiences et lacunes dans l'état de nos connaissances sur un sujet ou un domaine donné²⁶, notre réflexe consiste à établir un cadre de compréhension qui répond aux exigences des temporalités et vecteurs multiples liés à l'objet « *Sahel* ». En ce sens, la problématique sécuritaire au Sahel s'appréhende à l'aune des réalités géopolitiques, historiques, géographiques et socio-anthropologiques maliennes, algériennes, mauritaniennes et nigériennes. Il ne saurait être question de développements et interrogations théoriques et conceptuelles sans avoir, au préalable, pris la mesure de l'ensemble des réalités susmentionnées. Le travail que sous-tend cette partie n'est pas, à proprement parler, une contribution à la littérature. Il rappelle néanmoins les fondamentaux quant à la compréhension de phénomènes protéiformes, complexes, évolutifs et volatiles.

²⁶ Gosselin André. La notion de problématique en sciences sociales. In: *Communication. Information Médias Théories*, volume 15 n°2, automne 1994. pp. 118-143.

➤ *Penser les mobilisations violentes au Sahel dans une logique transnationale : le glocal*

Dans un second temps, nous décidons de discuter les schémas d'analyses et de compréhension pour penser la violence islamiste au Sahel. Appréhender la violence politique au Sahel, insufflée par AQMI et ses dissidences, nécessite d'avoir recours à une approche transversale, multidimensionnelle (du local à l'international) et pluridisciplinaire (politiste, sociologique et anthropologique) du phénomène en question. Cette contribution permet d'éclaircir le paysage afin de répondre, ultérieurement, à notre questionnement initial. Comment évaluer les réponses politiques et institutionnelles des Etats et de leurs partenaires, sans une véritable compréhension empirique des phénomènes de violence politique au Sahel ? Il nous paraît alors essentiel d'appréhender la structuration de la menace qui a suscité un fort engagement politique, diplomatique et sécuritaire de la part de la communauté internationale.

Notre seconde hypothèse est que l'évolution d'AQMI au Sahel ne peut être comprise et appréhendée qu'à travers l'analyse de ses dimensions endogènes (propres au terreau et à la fragilité du Sahel) et exogènes (impact d'un phénomène transnationalisé et prise en compte de facteurs tels que les politiques de coopération mise en place par des acteurs externes, comme l'Union européenne et les Etats-Unis). Le terrorisme international, aujourd'hui incarné par le terrorisme islamiste, est en voie d'hybridation et ne saurait être appréhendé dans sa globalité sans en comprendre les dynamiques locales, régionales et internationales. Nous nous appuyons sur l'hypothèse du « *glocal* » (Marret, 2007) afin de dépasser les analyses erronées ou partielles concernant la nature transnationale des mobilisations violentes et islamistes au Sahel.

➤ *L'Union européenne - un avantage comparatif pour articuler sécurité et développement*

Notre étude de cas nous permet de nourrir une réflexion sur le rôle primordial que l'Union européenne joue au Sahel, à travers la coopération au développement et la relation historique entre les deux rives de la Méditerranée. L'héritage historique et politique²⁷ fait de l'Union européenne, à travers ses Etats-membres, le candidat le mieux outillé pour articuler sécurité et développement au Sahel et développer une forme leadership politique et diplomatique dans

²⁷ GRIP, « Europe et Mondes Musulmans. Un dialogue complexe. Quel partenariat politique, économique et culturel ? », Editions Complexe, 2004, pp 37 - 101.

la région - permettant également de (re) dynamiser son statut de puissance internationale, au-delà des aspects et de ses caractéristiques économiques²⁸. Notre argument se décrit comme suit : l'Union européenne, au vu de son lien historique à l'Afrique de l'Ouest, notamment à l'instar du rôle joué par la France dans ses anciennes colonies, a un rôle de premier ordre à jouer dans la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme au Sahel, notamment dans la redéfinition d'un narratif porté sur une approche humaine de la sécurité. La prise en comptes des variables historiques, sociologiques et géographiques dans notre argument permet de sortir des rigidités imposées par le paradigme de la guerre globale contre la terreur. En analysant les discours et les stratégies d'aujourd'hui, nous nous interrogeons sur les discours de demain qui feront, potentiellement, sens au Sahel, dans une logique de nouveaux rapports entre le Nord et le Sud. L'Europe peut-elle contribuer à redonner une place au Sud, à travers l'émergence de nouvelles solidarités²⁹, dans les relations internationales, en particulier dans la définition de récits alternatifs ?

Partant d'un prisme « *développementiste* », l'Union européenne semble être le principal acteur international en capacité de dépasser les réflexes du paradigme de la sécurité au Sahel. A travers une relation et un dialogue complexe (Grip, *ibid.*) avec les mondes africains et musulmans, l'Europe est outillée pour opposer de nouvelles grilles de lecture des relations internationales sur le continent africain. Le paradigme de la guerre globale contre la terreur, symbole de l'impérialisme américain pour certains, n'est pas une réalité immuable. L'Union européenne, à travers le concept d'approche globale entend définir les contours d'une approche multidimensionnelle à rebours des schémas traditionnels de coopération. L'historicité de la relation entre les peuples, des deux côtés de la méditerranée, est centrale dans la mise en place de politiques cohérentes et inclusives. Les liens historiques et l'interculturalité entre l'Europe et le sud de la Méditerranée sont une opportunité, un argument phare, pour lutter contre les idéologies qui érigent des murs entre les peuples et les nations. Le paradigme de la sécurité fonctionne dans une logique manichéenne, binaire et polarisant à outrance les distinctions religieuses, culturelles et idéologiques entre les acteurs du système international. Cette fracture imaginaire (Georges Corn, 2002) est au cœur du narratif post 11 septembre. Elle crée une dichotomie entre le bien et le mal, entre l'Occident et

²⁸ L'Union européenne est souvent caricaturée comme étant un géant économique et un nain politique. L'expérience et la situation sahélienne pourraient être un point d'ancrage pour renforcer la portée de ses instruments politiques et diplomatiques en matière de prévention des conflits.

²⁹ Philippe Marchesin, « Les nouvelles menaces. Les relations Nord-Sud des années 1980 à nos jours », Karthala, 2001, 260 p.

l'Orient, entre les religions, etc. Notre démarche conteste l'ensemble de ce spectre, à travers l'étude du Sahel où les interactions et la rencontre entre acteurs peuvent être sources de relations et d'interdépendance vertueuses. Si l'Europe cherche à développer et asseoir une forme de légitimité, elle procède sans convoquer l'idée ou la fabrication d'un ennemi, justifiant sa politique³⁰ ; élément qui contraste avec l'approche américaine. Depuis 2003, l'Europe associe les notions de paix et de stabilité du continent à la sécurité de l'Afrique sahélienne et plus largement à la rive sud de la Méditerranée.

L'hypothèse d'une forte légitimité réside dans cet héritage historique qui dépasse, par ailleurs, l'espace sahélien. « *L'Europe a de tout temps entretenu des relations avec le monde musulman (...)*³¹ ». Cette relation (complexe) évoquée antérieurement semble également être un levier pour déconstruire le choc des civilisations, devenu central dans le paradigme de la terreur. Paradoxalement, la fragilité (faiblesse pour certains) du poids politique et diplomatique de la puissance européenne, lui confère une certaine forme de neutralité (perçue ou réelle) pour insuffler de nouvelles narrations et formes de partenariats. En d'autres termes, le dialogue interculturel est une piste de réflexion sérieuse pour déconstruire les débats hautement polarisés.

En conséquence, l'Europe, au-delà de ses attributs et de sa puissance économique, semble idéalement placée pour développer une approche humaine, interculturelle et historicisée, de la coopération au sud la Méditerranée. Nous défendons également l'idée que l'approche globale est une démarche véritablement transverse, si et seulement si elle définit avec priorité et vigueur une approche humaine de la coopération.

➤ *La présence américaine dans l'espace sahélo-saharien : les stigmates de la guerre globale contre la terreur*

Si la région sahélienne n'est pas considérée par Washington comme une zone d'intérêts stratégiques prioritaires, sa présence et les moyens militaires et sécuritaires mis à disposition du partenariat avec les Etats locaux, confirme l'ancrage du paradigme sécuritaire. Nous pensons que le rôle et l'impact de l'Union européenne, évoqué dans l'hypothèse précédente, est conditionné par l'engagement américain sur le terrain. L'approche, la culture et l'héritage

³⁰ Hypothèse très largement remise en cause depuis la crise migratoire.

³¹ GRIP, Ibid.

sécuritaire américain, bien que développés dans d'autres contextes et espaces géopolitiques, continue de nourrir le récit de la guerre globale contre la terreur (fabrication d'un récit autour de l'ennemi, choc des civilisations, coopération sécuritaire et militaire). Nous nous interrogerons également sur l'articulation sécurité-développement proposée par Washington au Sahel ; approche qui semble, contre toute attente, plus dynamique et concrète que les orientations et propositions faites par l'Union européenne. C'est état de fait nous amène à nous poser une question essentielle contribuant à la réflexion sur le « *nexus* » sécurité/développement : A l'aune des héritages respectifs diamétralement opposés de Bruxelles (développementiste) et Washington (sécuritaire), quel avenir pour la relation entre les deux protagonistes en matière d'approche globale ?

d. Méthodologie et développement de la recherche

La question méthodologique est centrale car, sa « *conception est indissolublement liée à la conception de ce que l'on fait dans la science elle-même, de ses principes et de ses fins, de sa philosophie en un mot*³² ». Dans une démarche constructiviste, nous analyserons, au plus près du terrain, tant que faire se peut, les discours et les analyses des acteurs concernés par la lutte contre le terrorisme. Nous reviendrons ici sur les différents éléments constitutifs accompagnant notre démarche et nos objectifs. Les réalités sociales que nous tentons d'appréhender sont multiples et évolutives, voire volatiles. De ce fait, nous aurons recours à plusieurs formes d'investigation que nous décrivons ci-dessous.

➤ *Cadre spatio-temporel*

Si la définition du Sahel n'est pas unanime, elle peut revêtir un sens politique et géostratégique. Dans les perspectives de recherche qui sont les notre, nous nous intéresserons aux « *pays du champ* », expression et contour qui a prévalu à la fin des années 2000, lors de la création du CEMOC (Comité d'Etat-Major Opérationnel Conjoint), de l'Unité de Fusion et de Liaison (UFL) et du CAERT (Centre d'Analyses d'Etudes et de Recherches sur le Terrorisme). Cet espace regroupe l'Algérie, la Mauritanie, le Mali et le Niger³³. En terme de

³² Legrand Xavier. La méthodologie des sciences sociales d'après M. Marcel de la Bigne de Villeneuve. In: *Revue néo-scholastique de philosophie*. 38^e année, Deuxième série, n°46, 1935. P 240.

³³ Si la dégradation de la situation sécuritaire au Mali et dans les pays voisins a déclenché une multitude d'initiatives en matière de sécurité et de développement (CEDEAO, Union africaine, G5 Sahel), les pays mentionnés dans notre recherche restent au cœur de l'actualité géopolitique et les principaux Etats touchés par la

temporalité, notre recherche prend en compte la période post 11 septembre 2001 (bouleversement des relations internationales et développement du paradigme de la guerre globale contre la terreur) jusqu'à l'intervention française, le 11 janvier 2013. Ce cadrage et bornage spatio-temporel permet de répondre à plusieurs questions essentielles pour la compréhension de la problématique sahélienne. Quel est l'impact du 11 septembre sur l'Afrique et en particulier sur le Sahel ? Comment la guerre globale contre le terrorisme s'est-elle illustrée sur le terrain ? Quel bilan dresser des propositions alternatives au tout sécuritaire au Sahel (approches globales) ? Pourquoi, malgré l'importante mobilisation internationale, la France a-t-elle dû intervenir en janvier 2013 ? Enfin, quelles leçons la communauté internationale doit-elle en tirer ?

➤ *Terrains*

L'initiation au terrain s'effectuera à travers deux grandes temporalités et immersion participante. D'une part aux Etats-Unis au sein de l'Africa Centre For Strategic Studies³⁴ (ACSS), centre de recherche du Département de la Défense à Washington. Et d'autre part, au sein de l'Union européenne, à Bruxelles, à la mission militaire française, en lien avec la Politique de Sécurité et de Défense Commune - PSDC. Ces terrains seront l'occasion d'utiliser des institutions nationales et internationales comme laboratoires de recherche, à travers le fonctionnement et le rôle des acteurs qui y siègent et pouvoir effectuer des entretiens avec ces derniers. Le but étant de pouvoir quantifier et apprécier les mécanismes politiques et bureaucratiques qui font obstacles à la mise en place de stratégies efficaces.

Concernant le Sahel, plusieurs expériences de terrain seront effectuées dans les pays concernés (Algérie, Mauritanie, Mali, Niger - en fonction des possibilités liées au contexte sécuritaire) afin d'interroger les décideurs politiques sur leurs perceptions de l'évolution du phénomène d'extrémisme violent, incarné par AQMI, et analyser comparativement ces représentations avec celles des acteurs extérieurs (UE/USA) et les conséquences au niveau de leur collaboration politique³⁵.

menace islamiste et terroriste (à l'exception du Burkina Faso qui est depuis 2016 devenue une cible pour les groupes armés terroristes). Les trois pays sahéliens (Mauritanie, Mali, Niger) sont les principaux bénéficiaires de l'aide de l'Union européenne et des Etats-Unis dans la région. Ils sont intrinsèquement au cœur de l'actualité sécuritaire et de la coopération politique et institutionnelle.

³⁴ Un premier terrain a été effectué entre mars et juin 2013.

³⁵ Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton University Press, 1976.

➤ *Enjeux méthodologiques : L'objectivité ou la volonté d'objectivation scientifique du discours de la lutte contre le terrorisme international*

Au-delà de la convocation des différentes littératures en sciences sociales pour une véritable appréhension de la matrice sahélienne, notre recherche s'appuiera sur plusieurs immersions participantes et un large éventuel d'entretiens semi-directifs avec les praticiens, décideurs et experts du domaine de la coopération et de la lutte contre le terrorisme au Sahel. Nous prenons la pleine mesure des risques d'obtenir des réponses biaisées, lorsque les entretiens sont menés avec des experts et décideurs locaux qui verront, pour certains, non pas le chercheur en quête de réponses mais plutôt un expert, voire un représentant d'un Etat ancienne puissance coloniale. L'objectif étant de porter un regard objectif sur la définition et la présentation des menaces et des enjeux sécuritaires, il est primordial de prendre le recul nécessaire sur la projection discursive de nos interlocuteurs. Pour le chercheur en quête de savoir, il est essentiel d'avoir recours à un décentrement par rapport à ses origines, sa culture ou tout autre système de valeurs pouvant avoir un impact sur la méthode de travail. En tant qu'acteur extérieur, le décentrement occidental est nécessaire « *pour balayer un épistémè dominant qui corrompt le savoir* », un « *épistémè hégémonique imposée par l'Occident*³⁶ ».

Nous proposons, en d'autres termes, une rencontre des savoirs et des interprétations, dans un souci d'objectivation. Il s'agit également de proposer des « *reconfigurations cognitives et politiques du monde* » (op cit.). Cette démarche pose la question de l'inversement des rapports de force³⁷ entre la France et plus largement l'Europe et l'Afrique.

➤ *Ce que cette thèse ne traitera pas*

Si le projet est ambitieux et la démarche une contribution à une révolution de la pensée stratégique en Afrique et en relations internationales, l'envergure du projet est naturellement limitée. A titre d'exemple, la compréhension de la nébuleuse terroriste au Sahel est essentielle et centrale pour notre recherche. On constate néanmoins les limites de l'étude ethnographique de la violence politique armée au Sahel. Il existe à ce jour peu de récits et d'analyses ayant été

³⁶ Séminaire EHESS/Hiver 2016, <http://imaf.cnrs.fr/spip.php?>

³⁷ Antoine Glaser, Stephen Smith, « Comment la France a perdu l'Afrique », Calmann-Lévy, 2015, 278 pages.

menées au plus près des groupes armés terroristes. Mohamed Mahmoud Abu Ma'ali³⁸ et Lémine Ould Mohamed Salem³⁹ sont véritablement les seuls à avoir pu approcher, interviewer et échanger avec les principaux protagonistes d'AQMI, à plusieurs reprises. Cette thèse contribuera à une meilleure compréhension des logiques et dynamiques multiniveaux de la nébuleuse, sans pour autant combler les lacunes et manques de données empiriques. De plus, l'intervention militaire de janvier 2013 (Serval) sonne la fin d'une période pour AQMI. La constante remobilisation des GAT sur le terrain nécessite de nouvelles expérimentations et recherches pour comprendre les nouvelles réalités en mouvement de la nébuleuse.

Sur le plan institutionnel, les études de cas concernant l'Union européenne et les Etats-Unis sont également limitées dans l'analyse sociologique des acteurs mentionnés - sociologie des organisations⁴⁰.

Notre recherche ne sera pas non plus une photographie des différentes stratégies nationales et multilatérales africaines (CEDEAO, G5 Sahel, MISAHHEL, Union africaine). Nous considérons qu'elles ne répondent pas au discours et aux stratégies de l'approche globale.

e. Les trois temporalités de la thèse

➤ *1^{ère} partie : Comprendre les réalités géopolitiques favorisant le développement du terrorisme islamiste au Sahel*

Nous consacrons la première partie de notre recherche à l'explication du contexte dans lequel s'est développé au niveau national et régional le phénomène de violence islamiste. La « *matrice malienne* » introduit le propos et permet de situer historiquement et géographiquement l'établissement d'Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI), dans le septentrion malien, après plus d'une décennie cantonnée à l'espace algérien. Le Nord-Mali est devenu, au début des années 2000, un espace de restructuration pour les groupes armés terroristes (GAT) et permet à AQMI de devenir une franchise transnationalisée.

³⁸ Au moment où nous rédigeons ces lignes, l'auteur termine, en arabe, un ouvrage sur Al Qaida au Maghreb Islamique.

³⁹ Lémine Ould Mohamed Salem, « Le Ben Laden du Sahara. Sur les traces du djihadiste Mokhtar Belmokhtar », La Martinière, 2014, 208 pages.

⁴⁰ Voir les travaux de Michel Crozier, notamment « L'acteur et le système » avec Erhard Friedberg pour saisir les enjeux des relations de pouvoir, la rationalité des acteurs et plus largement les défis de l'action collective.

Nous choisissons d'étudier la reterritorialisation d'AQMI à l'aune des rebellions touarègues ; mobilisations qui finiront par s'enchevêtrer avec les dynamiques des groupes terroristes. Nous nous pencherons notamment sur les acteurs et les groupes ayant permis de créer des espaces communs d'actions au Mali. Nous ne manquerons pas de rappeler que le bornage temporel de notre démarche n'est qu'une photographie à un instant « T » des réalités politiques et sécuritaires du Mali, dans un contexte régional volatile et évolutif. De fait, nous terminerons par rappeler que l'intervention française et africaine de janvier 2013 impactera considérablement la structuration des groupes armés terroristes au Sahel. Nous appelons au développement de recherches supplémentaires afin de saisir les nouvelles dynamiques des GAT post 2013. Cette reconfiguration des forces en présence met à jour des défis et réalités jusque-là peu prises en compte dans le récit sahélien (la problématique du centre, des régions des trois frontières et des relations inter et intracommunautaires).

Le deuxième chapitre s'intéressera aux dynamiques au-delà de la problématique malienne. Si le Mali a été au cœur des analyses sur le Sahel ces dernières années, il est essentiel d'appréhender la problématique sécuritaire dans une perspective transnationale et régionale. L'équation régionale prend en compte, dans un premier temps, le rôle de l'Algérie, puis la Mauritanie et le Niger. L'objectif ici sera de comprendre la manière dont les Etats de la sous-région réagissent face à la menace terroriste et les conséquences sur l'état de la stabilité régionale. De manière succincte, seront évoqués le positionnement respectif du Nigeria, puissance régionale et continentale économique et le Burkina Faso de Blaise Compaore. Enfin, le dernier chapitre interrogera les réalités et les évolutions de l'islamité de la sous-région avec un focus sur le Mali, la Mauritanie et le Niger. Ce chapitre permettra de saisir les distinctions et points communs entre les trois principaux Etats de l'espace sahélo-saharien.

➤ *2^{ème} partie : Comprendre et théoriser les mobilisations violentes au Sahel et évaluer les réponses proposées*

Le premier chapitre de la seconde partie est dédié à la compréhension d'Al Qaida au Maghreb Islamique dans sa structure organisationnelle, sa base idéologique et les stratégies déployées sur le terrain. Il s'agit dans ce chapitre de comprendre l'enchevêtrement entre les multiples niveaux d'interactions sociales, économiques, idéologiques pour comprendre l'ADN, le fonctionnement et la structuration du groupe armé terroriste dans un premier temps, pour

ensuite interroger la fécondité des politiques mises en œuvre pour lutter contre l'insécurité. Nous tenterons de mettre à jour la nature complexe du fonctionnement de la nébuleuse, notamment les différentes échelles d'interventions du groupe armé terroriste. Nous nous attarderons sur les liens entre la structuration locale du groupe et l'utilisation de discours dont la portée se veut internationale. A travers l'emprunte spatiale et territoriale d'AQMI, sa mobilité et son système organisationnel, nous décrirons les différentes formes de résilience de la nébuleuse et sa capacité à se régénérer sur le terrain. A travers son maillage social et ethnique, AQMI a su s'adapter aux jeux de pouvoirs locaux et aux systèmes de gouvernance locale proposés par les réalités sahélo-sahariennes.

La deuxième temporalité de l'analyse interroge la fécondité des réponses politiques, institutionnelles et sécuritaires proposées par les Etats et les partenaires techniques et financiers, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, au Sahel. Nous proposons ici d'analyser les discours et la mise en pratique des stratégies de sécurité et de développement de l'Union européenne et des Etats-Unis, dans un contexte où le référentiel dominant se nomme « *approche globale* ». Une approche comparative des stratégies UE et US permet d'appréhender l'héritage politique et historique de chaque acteur et la manière dont ces marqueurs sont distillés dans la matrice sahélienne (prisme sécuritaire pour Washington, approche développementiste pour Bruxelles). Notre hypothèse, dans un contexte de domination des récits sécuritaires en matière de lutte contre le terrorisme, est que l'Union européenne détient les solutions pour dépasser le modèle d'analyses actuel et penser, empiriquement, le lien entre sécurité et développement.

Problématiser les approches globales au Sahel, c'est également interroger les mécanismes relationnels et d'interdépendances entre acteurs du dedans et acteurs du dehors - réflexion qui sera ultérieurement poursuivie dans le cadre de la redéfinition d'un paradigme au Sahel. Les approches globales, notamment dans la diffusion des discours et identification des menaces à la sécurité, créent des systèmes d'autolégitimation politiques et stratégiques. Notre démarche s'appuie sur différentes disciplines et littératures en sciences sociales (approche socio-anthropologique des politiques publiques) afin de créer les conditions favorables au développement de nouveaux modèles de pensée et d'analyses au Sahel.

➤ *3^{ème} partie : essai sur un changement de paradigme*

A la lumière des différents constats énumérés précédemment (croissance de l'instabilité, compréhension partielle des défis et des menaces, inertie des politiques nationales et internationales), le Sahel est devenu un laboratoire d'expérimentations en matière de pensée stratégique. Cette ultime partie propose de changer de cap afin de proposer des modèles de compréhension alternatifs, dans une perspective pluri et interdisciplinaire. Les enjeux de la redéfinition d'un paradigme sahélien se définissent comme suit : 1) dépasser les récits et schémas dominants de la guerre globale contre la terreur en favorisant une approche humaine de la sécurité. 2) Créer un espace de compréhension et d'interrogation pour évaluer la fécondité des réponses politiques proposées pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent. 3) Stimuler une démarche et une réflexion endogène (africaine et sahélienne). 4) Interroger la possibilité de développer un sens commun des enjeux, défis et menaces à la sécurité au Sahel.

L'objectif ici est de montrer la nécessité d'introduire de nouvelles variables dans le champ de la sécurité et remettre en cause « *l'insécurité épistémique de certains cadres d'analyses* » (Bach & Sindjoun - Ordre et désordre en Afrique, introduction). Il s'agit de dépasser les discours et courants de pensée qui ont prévalu pendant plus d'une décennie car « *l'Afrique est marquée par l'émergence de processus souvent inattendus dont les contours et les dynamiques questionnent la pertinence des catégories d'analyse classique. Les outils de lecture existants apparaissent souvent inopérants pour saisir ces phénomènes dans leur complexité. Aussi, la difficulté à rendre ces changements intelligibles invite-t-elle à interroger les objets et les catégories dont se sont dotées les différentes disciplines*⁴¹ ». C'est donc à l'aune de ce dynamisme africain que nous pensons et proposons une nouvelle grille de lecture, autrement dit un « *plurilinguisme disciplinaire*⁴² ».

Notre démarche favorise une compréhension interactionniste et multiniveaux des réalités sahéliennes. Elle admet des systèmes de fluidité entre acteurs et espaces et s'inscrit en rupture avec les approches classiques de la sécurité. Nous appelons au développement d'un espace de rencontre entre savoirs d'horizons divers pour optimiser la compréhension des enjeux de sécurité et de développement au Sahel. Cet espace de rencontre se veut inclusif et décloisonné pour favoriser la rencontre et les échanges de perceptions entre les différents acteurs. Façon Braudel (1949), le paradigme interroge la relation entre champ et acteurs, car la

⁴¹ EHESS, Journée d'études : « mutations et défis africains », décembre 2015, Paris.

⁴² Ibid.

compréhension d'un phénomène social « *ne peut être abordé dans sa singularité qu'en tenant compte de la multiplicité des contextes dans lesquels il se trouve pris*⁴³ ». Nous nous appuyons également sur la notion de l'espace social et la théorie des champs (Bourdieu) pour illustrer notre propos et appréhender les rapports de force entre acteurs (« *champ de lutte* », « *champ de forces* ») pour un meilleur positionnement au sein de cet espace social. En d'autres termes, nous nous intéressons à la structuration des relations de pouvoirs entre acteurs (au sein d'un espace commun) dans un contexte de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Au Sahel, ces rapports de force, concurrences et jeux d'alliances, sont caractéristiques d'un espace social en mouvement, volatile et évolutif. La notion de mobilité et de fluidité des espaces et des acteurs, empruntée à la géographie, appuie l'idée d'une conception nomade du paradigme sahélien, à rebours des approches statiques et figées.

Enfin, ajoutons que si la démarche est, en premier lieu, scientifique, elle évoque également la responsabilité du chercheur dans sa capacité à développer des outils de compréhension et d'analyses de situations politiques et stratégiques. Nous travaillons ici selon l'hypothèse que les sciences sociales ont un rôle à jouer, au-delà de son giron et zone de confort habituel. La rupture n'est donc pas seulement épistémologique. Le paradigme proposé permet la rencontre entre acteurs et favorise l'émergence de solutions concrètes pour des problèmes concrets⁴⁴.

⁴³ Fabiani Jean-Louis. Jacques Revel (dir.), Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience. In: Annales. Histoire, Sciences Sociales. 53^e année, N. 2, 1998. pp. 444-447.

⁴⁴ Gilles Willett, « Paradigme, théorie, modèle, schéma : qu'est-ce donc ? », Communication et organisation [Online], 10 | 1996.

II - Enjeux et défis de l'interdisciplinarité pour penser le Sahel

1. Pluri et interdisciplinarité : les impératifs de l'objet « *Sahel* »

a. Introduction

« *Cauchemar. Sottise. Mutilation. À bas les cloisons et les étiquettes* »

Lucien Febvre, « Les combats pour l'Histoire », 1953

Au-delà des enjeux épistémologiques d'un croisement disciplinaire en sciences sociales, nous portons ici une analyse qui alimente notre réflexion et notre recherche. L'objectif est de montrer dans quelle mesure une problématique représentée comme essentiellement sécuritaire (contre-terrorisme), sur un terrain en perpétuelle exploration et riche de débats scientifiques (l'Afrique en général, le Sahel en particulier), nécessite d'avoir recours à un cadre novateur, dynamique, voire hybride. Notre contribution est avant toute chose méthodologique (proposer et articuler une rencontre intelligible entre les disciplines) pour penser le Sahel à travers de nouvelles perspectives. Ce nouvel espace de réflexion invite à dé « sécuritiser » les débats en

matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, par la réhabilitation de l'Histoire, la géographie, la sociologie, l'anthropologie, etc. Il s'agit, en d'autres termes, de forcer les frontières en sciences (Devereux).

La question de l'interdisciplinarité est une question récurrente et agitée⁴⁵ depuis les années 1980⁴⁶. De manière indirecte elle est d'ores et déjà source de débat, à la fin des années 1920. L'Histoire et la sociologie sont les disciplines annonciatrices de la réflexion autour de l'interdisciplinarité (Febvre, Dogan, Valade). « *Ce sont les historiens qui ont donné le branle en ce domaine*⁴⁷ ». En 1941, Lucien Febvre lance, lors d'une conférence, « *Historiens, soyez géographes, soyez juristes aussi, et sociologues et psychologues*⁴⁸ ». Mais Valade rappelle aussitôt que les avancées les plus significatives ont peut-être été produites par les sociologues. Pour autant, une multitude d'objets, c'est le cas des études de sécurité, se voient traités de manière pluridisciplinaire sans que se matérialise véritablement un processus d'innovation en sciences sociales, pour reprendre l'expression de Mattei Dogan⁴⁹. L'interdisciplinarité, bien qu'elle ait été scientifiquement pensée (Pillon, *ibid.* p 365) n'est pas le simple fruit d'une somme ou agrégat de disciplines. Mais avant toute considération d'ordre théorique et méthodologique, il nous paraît essentiel de clarifier l'exacte signification des termes usités.

« *La « pluridisciplinarité » est la recherche de disciplines différentes optant pour une démarche commune, sans reformulation de pratiques. « L'interdisciplinarité » avec une problématique commune et des reformulations de pratiques et « la transdisciplinarité » comme un au-delà des disciplines ».* (Pillon, p 365). Certains utilisent « *les deux termes de multidisciplinarité et pluridisciplinarité de façon synonyme, signifiant la rencontre de chercheur-e-s de différentes disciplines autour d'un thème commun* ». « *Dans une perspective pluridisciplinaire, une même problématique ou un même corpus de données sont mis en lumière de plusieurs façons et différentes méthodes sont juxtaposées. Il n'y a pas d'interaction* ». Chaponnière et Hiltmann parlent de « *multiperspectivisme* ». Quant à l'interdisciplinarité, les auteurs reprennent la définition suivante : « *plusieurs disciplines se coordonnent et interagissent entre elles afin d'opérer une synthèse entre leurs approches* ».

⁴⁵ Bernard Valade, Le « sujet » de l'interdisciplinarité, *Sociologie et sociétés*, 31, 1, 11-21, 1999, p 2.

⁴⁶ Patrick Pillon, « Dossier Interdisciplinarité. Sciences sociales en situations asymétriques » : *Nature Sciences et Société* →, 16, 364-367 (2008), <https://www.nssjournal.org/articles/nss/pdf/2008/05/nss8407.pdf>, consulté le 17 avril 2018.

⁴⁷ Valade, *ibid.* p 12.

⁴⁸ Valade, *ibid.*

⁴⁹ Matei Dogan, Robert Pahre, « L'innovation dans les sciences sociales : la marginalité créatrice », Paris, PUF, « sociologie », 1991, 322 p.

Mis en forme : Police :Italique

Mis en forme : Police :Italique

théoriques et méthodologiques complémentaires » (Perrig-Chiello et Darbellay). Enfin, la transdisciplinarité, « *elle désigne l'élaboration d'un savoir qui traverse diverses sciences sans se soucier des frontières disciplinaires* » (Chaponière et Hiltmann).

L'objectif de la mobilisation pluridisciplinaire est de pouvoir refléter la complexité des réalités étudiées d'une part et qu'elle puisse alimenter et interpeller le pouvoir politique dans une logique constructive et opératoire, d'autre part. Trop souvent incantatoire et paralysée par des rigidités institutionnelles, l'interdisciplinarité est le point de départ de notre réflexion où nous tenterons de faire converger différents niveaux d'analyses. Les mobilisations violentes liées au terrorisme islamiste au Sahel créent des interactions entre plusieurs types d'acteurs et à des niveaux multiples. Sur le plan politique, militaire, social ou encore économique, le terrorisme bouleverse les grilles d'analyses et fait évoluer le rôle et le rapport des acteurs entre eux dans les espaces d'instabilité. Les réflexions sur l'évolution de la sécurité humaine et le transnationalisme en relations internationales indiquent un déplacement du centre de gravité vers l'individu qui entre dans l'arène internationale comme acteur d'influence et de puissance. Cette reconfiguration des forces en présence appelle à approfondir la connaissance des réalités par des approches transverses et pluridisciplinaires. La convocation de multiples domaines de savoir est le socle de notre démarche dans le but de dépasser la simple juxtaposition de champs de connaissances. Notre ambition n'est pas grandiose⁵⁰ mais elle respecte le désir de l'innovation propre au chercheur.

L'analyse proposée s'effectuera en deux temps. Le premier, où nous reviendrons sur les enjeux et l'évolution méthodologique entre la pluridisciplinarité et l'interdisciplinarité afin de mieux concevoir les freins, rigidités et opportunités de la démarche visant à transgresser les frontières et les barrières disciplinaires. Nous interrogerons notamment l'intérêt du croisement inter et intra disciplinaire pour répondre à des objectifs politiques et stratégiques. Dans un deuxième temps, il sera question de l'application et de l'intérêt d'une épistémologie multiple dans l'étude du Sahel et des enjeux de sécurité afférents.

2. De la pluridisciplinarité à l'interdisciplinarité

⁵⁰ Mattei Dogan, Robert Pahre, « Qu'est-ce que l'innovation dans les sciences sociales », p 21.

La pratique de l'interdisciplinarité est un travail de décentrement, d'interprétations et de redéfinitions. Comment concevoir l'interdisciplinarité avec pragmatisme, innovation⁵¹ et réalisme sans tomber dans l'idéalisme⁵² ? Comment appréhender un objet au carrefour de plusieurs disciplines ? Quelle est la légitimité de la démarche pluri et interdisciplinaire ? ~~Y-a-t-il~~ Y-a-t-il des théories en interdisciplinarité⁵³ ? L'interdisciplinarité peut parfois être interprétée comme une quête exhaustive du savoir, contre l'enfermement disciplinaire⁵⁴. Elle est, en tout état de cause, plurielle dont on peut distinguer deux modèles : « l'une de proximité, entre disciplines voisines, l'autre appelée « dédaléenne », plus affranchie, plus ouverte » (Eve Anne Buhlera, op cit). Notre démarche est individuelle mais s'inscrit dans une optique de développement de pratiques collectives. Car si la mobilisation et la réussite doivent être grandioses, elles seront nécessairement collectives, *in fine*. Certains considèrent que l'investissement du champ de l'interdisciplinarité est majoritairement une démarche étudiée sous le prisme collectif, alors que par « l'individualisation de l'interdisciplinarité, la pratique passe d'un enjeu collectif à un épistémologique, conduisant à s'interroger sur le fondement et la nature des sciences » (Eve Anne Buhlera et al, ibid. p 393).

Le choix de l'interdisciplinarité est souvent expliqué par la complexité des objets d'études, la volonté d'innover en matière scientifique (en particulier de dépasser les approches classiques et traditionnelles en relations internationales) et d'éviter les écueils, par omission, de caractéristiques parfois transverses. Pour autant, « la complexité est devenue une valeur intrinsèque de la connaissance et de la recherche en général » (Eve Anne Bulhera, ibid. p 393). La façon dont l'objet est problématisée peut également être une raison de l'attachement au dépassement disciplinaire. « Nous sortons de notre discipline pour rechercher d'autres éléments de problématisation, d'explication, ou parce que nos outils théoriques et méthodologiques semblent restreindre notre raisonnement. Il s'agit donc d'ouvrir les perspectives de la recherche, d'étoffer les moyens d'y répondre et d'aiguiser le sens critique⁵⁵ ».

⁵¹ Ibid. « le paradoxe de la densité », p 47 - 56.

⁵² Chaponnière, M. & Hiltmann, G. (2004). *L'interdisciplinarité entre idéal et réalité - une approche pragmatique*. Nouvelles Questions Féministes, vol. 23, (1), 4-11.

⁵³ Alain Beaulieu et Rachid Bagaounouvelles (dir), « Y a-t-il une théorie en interdisciplinarité? », PERSPECTIVES EN SCIENCES SOCIALES, Revue internationale de systémique complexe et d'études relationnelles. Volume 7 - Numéro 1 - 2011.

⁵⁴ S. Charbonneau, Réflexion d'un juriste sur l'enfermement disciplinaire, Natures Sciences Sociétés, 13, 1, 58-61, 2005.

⁵⁵ Eve Anne Buhlera, ibid. p 393.

a. Hypothèses de travail

L'interdisciplinarité est une démarche incontournable pour appréhender la complexité des réalités sahéliennes. C'est la stratégie pour laquelle nous optons dans le but d'interpréter les rapports de force et les interrelations entre les acteurs extérieurs et les acteurs « *du dedans* », au Sahel. Il s'agit entre autre de désagréger les limites épistémologiques⁵⁶ d'un savoir établi par la domination d'un paradigme classique et traditionnel de la sécurité internationale. Notre démarche se situe d'ailleurs entre l'interdisciplinarité et l'hybridation. L'étude du Sahel a pris une part croissante ces dernières années, dans les études de sécurité, sans pour autant que cette production propose et se convertisse en de nouveaux modèles de compréhension et d'interprétation de la problématique en question. Si d'aucuns constatent les insuffisances et la nature rigide et partielle des approches sécuritaires et stato-centrées, qui dominent depuis le début du siècle, peu de scientifiques se mobilisent pour renouveler la pensée stratégique en la matière. La démarche, en soit, n'est ni idéologique ni politicienne (pour ou contre une approche sécuritaire et militariste du Sahel), ni carriériste⁵⁷. Elle répond à un besoin essentiel d'appréhender de manière novatrice les réalités sahéliennes à l'aune de récits et analyses redondantes, et pour certaines, peu intelligibles. L'exigence interdisciplinaire est devenue, selon nous, un préalable au changement dans la région du Sahel, enfermée depuis trop longtemps dans un dédale. Si l'interdisciplinarité fait aujourd'hui partie de la rhétorique des exigences⁵⁸, dans les laboratoires de recherche, le Sahel semble exclu de la pratique. L'interdisciplinarité suscite un questionnement théorique et s'accompagne aujourd'hui d'une démarche pragmatique. Nous considérons par ailleurs que notre parcours académique dans le domaine du développement facilite la jonction, les réflexes épistémologiques et intellectuels entre les différentes approches disciplinaires pour traiter de l'objet « *Sahel* ». Nous observons, enfin, que notre objet appelle *de facto* à un dépassement des frontières des disciplines classiques.

La pluridisciplinarité est un cumul d'approches⁵⁹ et une rigueur minimale qui s'impose à la compréhension des enjeux du monde moderne. Elle permet de juxtaposer des savoirs dans une logique interactive somme toute relative. Mais la pluridisciplinarité n'est pas une fin en soi

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ Le fait de ne pas être ancré de manière claire dans une discipline est un risque pour celui qui développe des ambitions dans le monde académique. Nous considérons que la mobilisation pluri et interdisciplinaire autour de l'objet « Sahel » va au-delà des défis et des trajectoires académiques et scientifiques.

⁵⁸ Ibid.

⁵⁹ Valade. Ibid. p 12.

car elle établit de fait un rapport timide à la frontière et au contact entre disciplines. Elle n'est que l'étape initiale d'une trajectoire épistémologique nouvelle et périlleuse ; celle de la reformulation des pratiques disciplinaires, dirigées par un questionnement commun autour d'une culture scientifique partagée (Pillon, p. 366). Dans le cadre de notre recherche, l'interdisciplinarité est un passage obligatoire dans la recherche d'un nouveau modèle de compréhension des réalités sahéennes à l'aune du terrorisme islamiste.

b. Contraintes et opportunité de l'interdisciplinarité

L'approche individuelle peut être considérée comme plus difficile, notamment parce qu'elle ne s'appuie pas sur la solidarité présente au sein d'une démarche collective ; cette dernière pouvant « résoudre certains problèmes de compétences méthodologiques ou théoriques⁶⁰ ». Une autre contrainte, plus qu'une difficulté, est liée à la reconnaissance, et donc à la crédibilité et à la légitimité, institutionnelle, du chercheur. Dans le domaine de la recherche et de l'enseignement, les rigidités institutionnelles et l'ancrage disciplinaires sont connus. Les risques de l'enfermement disciplinaire⁶¹ sont réels mais ne doivent pas constituer un frein à la démarche initiée (conversion de la pluri à l'interdisciplinarité). Les barrières institutionnelles et intellectuelles⁶² ne sont pas immuables, même si l'interdisciplinarité peut parfois apparaître comme étant trompeuse⁶³.

Les freins sont la rigidité institutionnelle, la domination des sciences dures sur les sciences de l'Homme, des débats qui ne sont pas venus s'inscrire dans l'ère du temps mais qui caractérisent des frustrations et des constats vieux de plusieurs décennies. Les difficultés d'une « conversion interdisciplinaire » sont d'ordre institutionnel, culturel et psychosocial⁶⁴. Elles doivent être dépassées pour envisager le progrès des connaissances (Valade. p 12).

L'interdisciplinarité a pour objectif de réunir les conditions favorables à l'émergence d'un nouveau modèle de pensée sahéen-centré. S'affranchir des frontières épistémologiques est un préalable au dépassement des insuffisances du paradigme de la guerre contre la terreur.

⁶⁰ Eve Anne Bühler, *ibid.* p 395.

⁶¹ S. Charbonneau, Réflexion d'un juriste sur l'enfermement disciplinaire, *Natures Sciences Sociétés*, 13, 1, 58-61, 2005.

⁶² G.O Faure, « La mise en œuvre de l'interdisciplinarité : barrières institutionnelles et intellectuelles », in Portella, E. (Ed.), *Entre savoirs. L'interdisciplinarité en acte : enjeux, obstacles, perspectives*, Toulouse, Erès, 109-116, 1992.

⁶³ « Pourquoi l'interdisciplinarité est une notion trompeuse », in Mattei Dogan, Robert Pahre, *ibid.* p 155 - 160.

⁶⁴ Valade, *ibid.* p 11-12.

L'ouverture à la rencontre des disciplines s'impose de par la complexité des réalités transverses de l'objet concerné.

Pour Dogan et Pahre⁶⁵, l'innovation en sciences sociales réside dans la capacité à se décentrer du cœur de sa discipline en allant flirter avec d'autres champs de connaissances. Pour ce faire, eux comme d'autres, interrogent les relations d'intelligibilité entre plusieurs domaines tels que la science politique, l'économie, la biologie, la sociologie, etc.

c. La méthode

Qu'est-ce que le dépassement disciplinaire entend comme démarche ? Le travail inter et pluridisciplinaire peut s'effectuer à plusieurs niveaux (Chaponnière et Hiltmann) et nécessite de connaître et de maîtriser la production d'autres champs disciplinaires afin de pouvoir les faire interagir de manière rationnelle. La démarche peut être facilitée par des travaux collectifs par l'entremise de projets pluridisciplinaires en laboratoires ; ce qui implique une culture académique en adéquation avec les besoins mentionnés.

Le travail d'interdisciplinarité est possible si des intérêts intellectuels et un langage commun préexistent. L'interdisciplinarité fait l'objet de constructions, qui sont le fruit de rencontres, inscrites ou non dans la durée (Pillon p. 366). La pleine interdisciplinarité, c'est-à-dire la connexion entre plusieurs disciplines, nécessite une compréhension réciproque des cultures scientifiques et de transcender les ancrages et les pratiques de la recherche⁶⁶. Cette maîtrise est fondamentale pour éviter l'asymétrie (dans le sens de la domination d'un champ sur un autre) dans le traitement d'un objet. Cette quête de « *l'unité du savoir* » fait débat depuis des décennies dans les différents domaines scientifiques. Elle interroge sur la capacité des chercheurs à réduire l'écart entre la généralisation théorique et les observations empiriques.

Ajoutons que l'interdisciplinarité ne se traite pas de la même manière sur le plan de la recherche et de l'enseignement. « *Bien que ces deux activités soient souvent menées de front dans la pratique académique, les problèmes ne se posent pas tout à fait de la même façon* » (Chaponnière, Hiltmann), mais les risques sont présents dans les deux cas. Nous nous

⁶⁵ Mattei Dogan, Robert Pahre, « L'innovation dans les sciences sociales ». Presses Universitaires de France, « Sociologies », 1991, 336 pages.

⁶⁶ Pillon, *ibid.* p 367.

intéressons essentiellement aux enjeux, défis et contraintes méthodologiques de la recherche. L'une des premières contraintes constatée par les chercheurs est liée aux pratiques des organismes de financement conçus sur un schéma disciplinaire (Chaponnière & Hiltmann). Les débats sur l'interdisciplinarité et sur l'articulation institutionnelle, programmatique et financière sont nombreux (légitimité, reconnaissance, évaluation, etc.). Nous pensons que sans la définition d'objectifs précis, les débats risquent d'être confrontés à une certaine inertie. Ces objectifs doivent être scientifiques mais également s'inscrire dans une certaine logique opérationnelle et politique. Nous considérons que le dépassement des frontières disciplinaires contribue à une meilleure interprétation des réalités sahéniennes. De fait, notre entreprise a pour objectif de s'insérer dans le champ politique et stratégique afin d'apporter de nouvelles perspectives. S'interroger sur la dimension politique de notre initiative revient à faire un état des lieux de la relation entre les communautés du savoir et les cercles de décideurs politiques. Dans quelle mesure les uns (chercheurs) sont-ils en capacité de communiquer avec les autres (décideurs) ? Et de développer des interactions positives pour une meilleure prise en compte des productions scientifiques dans les décisions qui incombent au politique ?

d. L'interdisciplinarité en thèse et chez les jeunes chercheurs

Face aux difficultés et obstacles, certains décrivent un rapport ambigu et hésitant face à l'interdisciplinarité⁶⁷. Nous le mentionnions en introduction, le sujet de l'interdisciplinarité n'est pas nouveau. Le paradoxe est peut-être qu'il n'a jamais fait l'objet d'un fort consensus au sein et en dehors des sciences sociales. L'interdisciplinarité se heurte, avant toute chose, à la rigidité institutionnelle et à l'ancrage disciplinaire de la recherche et de l'enseignement. Face à ces murs⁶⁸, la méthode est par conséquent un défi pour le chercheur en général, pour le jeune chercheur et le doctorant, en particulier. Les exigences scientifiques et la cohérence épistémologiques appellent à une « *polycompétence* » indispensable⁶⁹. Pour s'inscrire dans ce débat épistémologique et méthodologique, la position du doctorant est scabreuse, lui qui souffre singulièrement d'un manque de crédibilité et de légitimité aux yeux de ses pairs plus seniors. Cette pratique du jeune chercheur est pourtant spécifique et rarement questionnée⁷⁰. Au vu du contexte, le jeune chercheur peut se sentir illégitime, complexé, parfois (souvent ?)

⁶⁷ Alain Beaulieu et Rachid Bagaoui (dir), « Y a-t-il une théorie en interdisciplinarité? », PERSPECTIVES EN SCIENCES SOCIALES, Revue internationale de systémique complexe et d'études relationnelles. Volume 7 - Numéro 1 – 2011.

⁶⁸ Mathilde Darley, Camille Lancelevée et Bénédicte Michalon, « Où sont les murs? Penser l'enfermement en sciences sociales », *Cultures & Conflits*, n° 90, été 2013, p. 7-20.

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ Ève Anne Bühler et al., « Le jeune chercheur et l'interdisciplinarité en sciences sociales. Des pratiques remises en question », *Natures Sciences Sociétés* 2006/4, (Vol. 14), p. 392-398.

sommé de s'expliquer dans ses choix. Il forgera sa légitimité et assurera la continuité de son parcours académique par la reconnaissance institutionnelle dont on évoquait les rigidités en introduction. Ce souci de l'identité scientifique et académique nous a été rappelé à plusieurs reprises, aux prémices de l'entreprise du doctorat. Le jeune chercheur fait donc face à de multiples questionnements et défis. L'interdisciplinarité peut également être perçue comme antinomique avec la spécialisation et donc générer un « *goût d'inachevé, conforté par le sentiment de ne rien maîtriser et de faire dans l'approximatif*⁷¹ ».

Dans sa quête du savoir, le jeune, parfois fougueux, chercheur peut risquer l'inertie et le non-sens à trop vouloir élargir les perspectives et les croisements disciplinaires. Sans méthodologie propre à la pratique, la navigation peut s'avérer périlleuse, au risque de passer de l'hybridation à la sur-fragmentation des disciplines. Le jeune chercheur fait face au puzzle de l'articulation interdisciplinaire, qu'il doit lui-même, pour parti, inventer. Si l'intuition⁷² joue un rôle dans la pratique de l'interdisciplinarité chez le jeune chercheur, elle doit néanmoins s'accompagner d'une prise de conscience de la démarche en elle-même. Les chemins et trajectoires empruntés doivent faire l'objet d'une reconnaissance épistémologique. Le choix de l'interdisciplinarité doit être choisi et non subit pour pallier les carences de la compréhension d'un objet d'études. Pour le jeune chercheur, comme pour le chercheur confirmé, la confrontation et la convocation de disciplines multiples, dans le cadre d'une problématisation transverse, ne doit pas être exclusivement une démarche individuelle ou, à l'inverse, collective. Face à la rigidité institutionnelle et les risques de l'enfermement disciplinaire, les interactions entre acteurs et institutions doivent être croissantes, notamment pour accompagner, rassurer, les jeunes chercheurs. Les liens qui unissaient, de manière inaperçue, les sciences entre elles, peuvent aujourd'hui plus que jamais, faire l'objet d'une intégration conceptuelle pour interpréter l'activité collective⁷³.

⁷¹ Ève Anne Bühlere et al., *ibid.* p 393.

⁷² *Ibid.* p 395.

⁷³ Bernard Lahire, « Monde pluriel. Penser l'unité des sciences sociales », Éditions du Seuil, 2012.

3. Au-delà de la production du savoir, quelles implications opérationnelles et politiques ?

Cette « réforme » de la pensée concerne autant le champ de la production, que les financements de projets et la diffusion d'un savoir hybride. Ce dernier point élargit d'ailleurs les perspectives et les objectifs d'une évolution de la pratique scientifique en renforcer les liens de collaboration entre acteurs de la réflexion stratégique, praticiens et décideurs politiques. Le décloisonnement disciplinaire et la lutte contre la hiérarchisation des savoirs n'est pas une fin en soi. Le processus innovateur est ailleurs. Nous l'envisageons dans un cadre de développement d'une pensée et d'une culture stratégique, nourrissant les communautés politiques et de décideurs. A travers cette partie nous tenterons de poser l'équation selon laquelle, l'innovation réside autant dans la collaboration intersectorielle que dans le dépassement des frontières disciplinaires. Si le sujet est clairement admis dans le monde anglophone et particulièrement pratiqué aux Etats-Unis, le défi du décloisonnement est d'autant plus fort en France et dans les pays d'Afrique francophone. Nous tenterons ainsi de trouver notre voie entre spécialisation et hybridation de la pensée et des pratiques.

a. « Policy oriented research »

L'interaction entre l'action de recherche et le politique se crée dès l'instant qu'une situation donnée est identifiée comme un problème à résoudre : « *when an identified issue becomes a problem calling for a solution* ». A cet instant, le chercheur peut entrer dans l'arène du politique pour effectuer un plaidoyer ou s'ériger en tant que défenseur d'une cause. Ainsi, le statut du chercheur évolue. Il n'est plus un simple observateur. « *In such a situation the researchers move from the status of disinterested observers to that of advocates, working either as individuals or through various institutional channels both formal and informal to stimulate political action*⁷⁴ ». Dans le cadre de l'identification de problèmes à résoudre, deux types de recherches sont invoqués : les recherches d'intérêt politique « *policy-relevant research* » et les recherches dictées par et pour une orientation politique « *policy-directed research* ». Le rôle du chercheur est fondamentalement différent dans les deux cas. Dans le premier, le chercheur bénéficie d'une certaine autonomie pour développer son argumentaire et

⁷⁴ Ron Johnston, « What is policy-oriented research? », *Environment and Planning*, A 2005, volume 37, pages 1521-1526, https://www.researchgate.net/publication/23539583_What_is_policy-oriented_research, [accessed Apr 25 2018].

son plaidoyer. Dans le second cas, la démarche du chercheur intervient après que le concept ait été validé par une tierce personne ou institution. Le rôle de l'expert est conditionné et orienté par la volonté politique du décideur. Dans cette situation, l'expert est en quelque sorte à la merci de celui qui fixe l'agenda. Les deux méthodes de travail sont donc différentes, même si certains constatent que les lignes démarcations tendent à s'estomper⁷⁵. L'une des véritables difficultés qui pèse sur le chercheur, dans un cadre opérationnel, est de pouvoir choisir et orienter la trajectoire de sa recherche, indépendamment de la volonté et des objectifs politiques qui lui sont assignés. Ceci est valable dans la relation entre civils et chercheurs, que dans la relation entre militaires et chercheurs. L'enjeu, pour l'expert, est de ne pas biaiser la scientificité de son travail à l'aune des enjeux politiques afférents au sujet traité. « *The direction that policymakers or politicians want to follow may differ from the academics' chosen route, but if the latter want to be involved in the problem solving, they have to be prepared to respond accordingly* » (Johnston, p 1523). Se pose alors la question de la crédibilité scientifique du projet et de l'indépendance de cette recherche et de la pérennité des actions menées. En fonction de la situation financière et du modèle économique sur lequel repose l'action du chercheur, les marges de manœuvre ne sont pas identiques. Plus le modèle économique est pérenne, et ne dépend pas, en l'occurrence, des appels à projets publics, plus les experts seront en capacité d'équilibrer leur rapport de forces vis-à-vis des décideurs. Dans le cas inverse (forte dépendance économique aux appels à projets), les chercheurs risquent de devoir s'assujettir au politique. Les étapes citées ne sont que les premières dans le cadre d'une relation liant le chercheur au politique, dans le cadre d'une situation donnée et de solutions à trouver, développer, implémenter, pour répondre aux besoins et objectifs définis par le politique. De l'identification du problème, à la mise en œuvre des solutions, en passant par l'acceptation sociale des solutions identifiées et du coût financier pour atteindre les objectifs, les trajectoires relationnelles entre décideurs et chercheurs peuvent être tumultueuses et complexes. Jusqu'à l'évaluation des politiques mises en œuvre, les chercheurs peuvent être impliqués. La question est de savoir dans quelle mesure, les chercheurs et les décideurs politiques acceptent que l'autre « *s'immisce* » dans son champ d'action. Trop souvent, les communautés de praticiens et de chercheurs pointent du doigt le manque de volonté des politiques à travailler avec les scientifiques. Il faut également admettre que les chercheurs ne sont pas naturellement demandeurs d'une plus grande implication dans le spectre de l'action

⁷⁵ Ron Johnston, *ibid.* p 1523. A prendre en considération le fait que l'auteur parle du domaine de la géographie au Royaume-Uni. Les cas sont aussi différents à l'interprétation qu'il y a de disciplines et de cultures politico-stratégique. D'une manière générale, dirons-nous, que le monde anglo-saxon est plus à même de développer des relations de proximité et de collaboration que les systèmes francophones, à l'exception près du Canada.

politique. Certains acteurs préfèrent se limiter et se cantonner à la production académique sans véritablement émettre le souhait d'entrer dans des processus de lobbying ou d'évaluation de l'action politique. Nous constatons cependant qu'au vu des réalités que nous allons discuter dans notre recherche, en rapport avec la situation sahélienne, un rapprochement des communautés identifiées serait fortement souhaitable. Dans les sociétés sahéliennes, le rôle de la société civile est essentiellement marginal et ne contribue que trop peu aux débats de sécurité. Les suspicions entre catégories d'acteurs sont la règle et ne favorise pas l'émergence d'une conscience collective pour répondre aux besoins et défis contemporains de la sécurité et du développement. Il paraît, par conséquent, nécessaire de se plonger davantage dans la littérature et la psyché des uns et des autres pour comprendre leur posture et leur évolution ces dernières années. Car si les chercheurs sont très critiques à l'égard du politique (et vis-versa), sont-ils prêts à mettre leur science et connaissance au service des décideurs ? En fonction des domaines, la réponse semble être plutôt négative. A l'aune des réalités institutionnelles et bureaucratiques que les décideurs subissent au quotidien, comment les décideurs peuvent-ils envisager d'accorder plus d'importance aux travaux scientifiques ?

b. Rendre le savoir opérationnel

Rendre le savoir opérationnel est une conséquence somme toute assez logique de l'évolution du chercheur en société, malgré la posture des chercheurs ancrés dans la scientificité et non dans l'action et la décision politique. Son rapport à la société change, évolue, si bien que, ces dernières années, « *les scientifiques ont été priés de sortir de leur tour d'ivoire pour présenter leurs recherches à un public plus large que la seule communauté scientifique et, ce faisant, instaurer un dialogue avec la société*⁷⁶ ». Dans certaines universités et écoles doctorales, les jeunes chercheurs peuvent de plus en plus se confronter au monde de l'entreprise et apprendre à communiquer, en un laps de temps très court, sur leurs travaux. Dans les débats géopolitiques, les chercheurs, considérés comme des experts ayant réponse à tous, sont mis à contribution et sont contraints de sortir de leurs pompeux jargons de scientifiques. En la matière la demande des journalistes sont souvent irrationnelles mais correspondent à une volonté, ou à tout le moins à un besoin, de mieux comprendre le monde qui nous entoure afin d'éviter, par ailleurs, sur certains sujets, de tomber dans la psychose. C'est d'ailleurs au cœur de notre analyse que d'invoquer la nécessaire implication, parfois périlleuse, du chercheur

⁷⁶ Fabienne Crettaz von Roten, Olivier Moeschler, « Les relations entre les scientifiques et la société », Sociologie 2010/1 (Vol. 1), p 46.

pour dépassionner et rationaliser les débats sécuritaires et en matière de terrorisme international. Face à la fluidité de l'information, le chercheur peut vite être désemparé. Les médias, comme les chercheurs, influencent les perceptions des populations, parfois peut-être même du politique. Ce lien sciences-société est donc de plus en plus fort de par l'évolution du monde contemporain où les acteurs non gouvernementaux jouent un rôle prépondérant dans les interactions sociales et dans les rapports de pouvoir. A travers les « *activités sociales* » de conférences, débats, activités culturelles, les chercheurs s'imposent comme des acteurs rationnels et objectifs (ce qui n'est d'ailleurs pas le cas), au-delà même des sciences naturelles. Ce rapport du chercheur à la société est évidemment conditionné par l'environnement culturel, politique, social, économique, dans lequel il évolue. Au même titre que l'analyse sur les enjeux de l'interdisciplinarité, l'étude du chercheur en société n'est pas nouvelle. En 1971, Ben-David « *a retracé l'émergence et la stabilisation du rôle moderne du scientifique (...)*⁷⁷ ». Le scientifique est considéré comme celui qui rétablit la confiance et permet la compréhension mutuelle sur certains sujets. « *Le chercheur doit être capable de tout comprendre*⁷⁸ ».

Le rapport entre sciences et société mobilise (dans les deux sens) une importante littérature sociologique. Une partie de cette production interroge l'engagement des scientifiques vis-à-vis de la société. Ce rapport complexe est en constante mutation. Une étude approfondie de l'évolution de ces rapports peut permettre d'ouvrir les débats sur les enjeux d'une plus grande ouverture de la science à la société dans un contexte international d'anxiété, de peur, notamment de méfiance vis-à-vis de « *l'autre* ». Les conditions d'engagement, d'échanges et de collaboration sont multiples, parfois complexes. Il revient alors au chercheur de faire ce travail d'introspection pour mieux appréhender les défis d'une meilleure diffusion et utilisation de la recherche en politique et plus largement en société. Car s'il est attendu de lui une large compréhension des phénomènes de société, la société doit, elle aussi, être en mesure de lui favoriser son expression.

⁷⁷ Fabienne Crettaz von Roten, Olivier Moeschler, *ibid.* p 47.

⁷⁸ Eve Anne Bühlera, *ibid.* p 393.

c. Pluri et interdisciplinarité au Sahel

Au Sahel, les gouvernements et les partenaires extérieurs, font face à une rigidité institutionnelle et bureaucratique qui les empêche, ou à tout le moins les freine, pour répondre avec acuité et cohérence aux besoins sur le terrain. La fragmentation thématique et sectorielle ne permet pas de répondre avec la nécessaire flexibilité aux réalités géographiques, temporelles et spécifiques des régions en question. Dans le domaine de la recherche, nous faisons face à des défis similaires. L'hybridation, par la fragmentation sectorielle, permet d'envisager le dépassement recherché, car c'est spécifiquement ce dont nous estimons avoir besoin au Sahel.

A rebours des discours hégémoniques de la guerre globale contre la terreur, l'interdisciplinarité est une source de progrès qui obéit à des logiques d'hybridation et de fragmentations⁷⁹. Décloisonner les esprits, dans un élan de solidarité des communautés scientifiques, vise à faire évoluer les connaissances et les sociétés, car « *l'homme se construit en même temps qu'il construit la réalité*⁸⁰ ». Le cloisonnement épistémologique trouve son écho au sein des administrations et du politique (pas seulement en Afrique d'ailleurs). L'ambition du decloisonnement des savoirs trouve tout son sens au travers de sa volonté de proposer aux décideurs de nouveaux schémas d'action transverses. Les inerties systémiques se matérialisent par des rigidités en plusieurs points ; celui de départ étant la production analytique. Il y a d'ailleurs un lien aigu entre la gestion et la réaction aux situations de crise et les représentations que les décideurs se font d'une situation. L'idée de conversion des savoirs tient au fait de vouloir construire d'autres voies de compréhension qui auront *in fine* des répercussions politiques et matérielles.

Il ne saurait y avoir de compréhension du Sahel, digne de ce nom, sans approche pluridisciplinaire. A l'instar des propos de Lucien Febvre, le chercheur intéressé par une compréhension accrue du Sahel doit être historien, géographe, sociologue, anthropologue, politiste et stratège. Le Sahel, à l'image de l'Afrique, perd de sa valeur scientifique et épistémologique par les carcans imposés depuis des décennies. Aujourd'hui, la limite a été atteinte dans les égarements. Il en va de la crédibilité, ou pire encore, de la responsabilité des hommes de sciences qui doivent lutter et ne plus accepter les prisons intellectuelles et

⁷⁹ Dogan, Pahre, *ibid.*

⁸⁰ Valade, *ibid.* p 13.

cognitives. Ce confinement au seul paradigme de la guerre globale contre le terrorisme est un affront aux richesses historiques et culturelles des espaces et des populations sahélo-sahariennes. Cette contingence omet tout un pan des réalités complexes et évolutives de l'espace sahélo-saharien, dans ses composantes historiques, géographiques, politiques et sociologiques.

Cette démarche pluri et interdisciplinaire vis-à-vis de l'objet Sahel sonne comme un impératif ayant pour objectif (et non pour finalité) la conceptualisation d'un nouveau paradigme, issu d'une intelligence interdisciplinaire (Valade). A ce titre, nous pensons que le premier pas de l'approche globale et de l'articulation sécurité-développement réside dans la convocation de champs disciplinaires multiples, afin d'établir les bases d'une réflexion stratégique opérationnelle et politique.

1^{ère} partie : COMPRENDRE LES REALITES GÉOPOLITIQUES FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT DU TERRORISME ISLAMISTE AU SAHEL

CHAPITRE I : LE MALI - CENTRE NEVRALGIQUE DE LA CRISE SAHELIENNE

I - La matrice malienne. Des défis à relever, des menaces à affronter.

1. Mali : accuser les discours et les représentations

a. Les discours dominants de la crise malienne

➤ *Le Mali : une priorité de la communauté internationale : entre démagogie et cécité*

Le Mali a été « pendant longtemps le « privilégié » des bailleurs de fond⁸¹ », considéré comme un modèle de démocratie pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Pourtant, le Mali n'est jamais devenu un modèle de réussite en matière de croissance, de développement, d'infrastructures, d'éducation et de stabilité politique. Depuis 2012, le pays est au cœur d'une crise et situation de fragilité à la fois nationale et transnationale, caractérisée par l'enchevêtrement de facteurs multiples et complexes⁸². Cette crise va fondamentalement faire émerger un autre narratif concernant le Mali devenu, en l'espace de quelques semaines, une démocratie de façade, pour certains, un pays corrompu, sous administré et bien incapable de relever les défis du développement et de la sécurité de ses populations. Malgré cette apparence démocratique et de stabilité, le Mali semble être un véritable maillon faible⁸³ dans la lutte contre le terrorisme, dans la bande sahélo-saharienne. « *Jamais le Mali n'a été en mesure d'appliquer le droit de poursuite de convois suspects en vigueur depuis 2010 entre les pays de la zone. Les voisins, en revanche, ne se privent pas. L'aviation mauritanienne n'a-t-*

81 Séminaire AFD, Mali : à l'écoute de la recherche française et européenne, vendredi 12 avril 2013.

82 Benjamin P. Nickels, « Analysing the Crisis in the Sahel », GCSP Policy Paper, 2013/3, 25 March.

83 Marie Simon, « Le Mali, maillon faible de la lutte contre Aqmi? », 22 septembre 2009, l'Express, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/le-mali-maillon-faible-de-la-lutte-contre-aqmi_921588.html.

elle pas pilonné un convoi d'Aqmi à Toual, dans la région de Tombouctou, le 11 mars dernier, sans même en avertir Bamako ?⁸⁴ ».

Avant le coup d'Etat du capitaine Amadou Haya Sanogo, le 21 mars 2012⁸⁵, le Mali était assimilé à un modèle de démocratie et de stabilité en Afrique de l'Ouest. Déni pour les uns, hypocrisie pour d'autres, ce récit n'avait, jusque-là, jamais véritablement été contesté. Il n'aura pourtant fallu que quelques jours pour que le paysage politique national ne vacille aussi rapidement et drastiquement⁸⁶.

A Paris comme ailleurs, la fragile démocratie du Mali n'était un secret pour personne. A en juger la récurrence avec laquelle les rébellions Touareg caractérisent l'Histoire moderne du Mali, l'on pouvait, en effet, s'interroger sur la stabilité, l'Etat de la démocratie et de la « *bonne gouvernance* ». Aujourd'hui, d'aucuns constatent que le Mali est « *en faillite*⁸⁷ », contrastant de fait avec les discours d'antan. Pour Craven-Matthews & Englebert, les fragilités de l'Etat sont structurelles : « *Mali's weaknesses go back to its origins as a sovereign state in 1960*⁸⁸ ». Interrogé sur la situation au Mali, Serge Michailof décrit le Mali comme une bombe à retardement. Un Etat structurellement faible, dont la déliquescence s'est amorcée dans les années 2000. « *Depuis le début des années 2000, la désagrégation des institutions publiques, due à des années de clientélisme et de corruption et aggravée par l'émergence du crime organisé et des réseaux de trafiquants (...)*⁸⁹ ». Pour Maurice Freund, entrepreneur et fin connaisseur de la région sahélienne, « *il aurait fallu agir il y a vingt ans*⁹⁰ », au Mali. Pour lui, même la voie politique n'est certainement pas suffisante, pour régler la crise. Pour Craven-Matthews & Englebert, l'Etat malien est plus un imaginaire qu'une réalité: « *Mali's reconstruction troubles, we argue, result in part from the fact that Mali is in some ways more imagined than real*⁹¹ ». Alors, le Mali est-il un pays structurellement en crise ? Ou à l'inverse, de par ses fragilités structurelles, le terme « *crise* »

84 Christophe Boisbouvier, « Coup d'Etat au Mali : le jour où ATT a été renversé », Jeune Afrique, 30 mars 2012, <http://www.jeuneafrique.com/142284/politique/coup-d-tat-au-mali-le-jour-o-att-a-t-renvers/>

85 Ibid.

86 Baz le Cocq and al, « One Hyppopotamus and Eight Blind Analysts. A multivocal analysis of the 2012 political crisis in the divided Republic of Mali », 2013.

87 Séminaire AFD, Ibid. page 3.

88 Catriona Craven-Matthews & Pierre Englebert (2018) "A Potemkin state in the Sahel? The empirical and the fictional in Malian state reconstruction", *African Security*, 11:1, 1-31.

89 International Alert, « « Ils nous traitent tous comme des djihadistes ». Dépasser la notion d'extrémisme violent pour mieux consolider la paix au Mali », POLICY BRIEF : DÉCEMBRE 2016, page 2.

90 Assanatou Baldé, « Maurice Freund : « Il est trop tard pour le Mali, il fallait agir il y a 20 ans ! » », <http://www.afrik.com/maurice-freund-il-est-trop-tard-pour-le-mali-il-fallait-agir-il-y-a-20-ans>.

91 Catriona Craven-Matthews & Pierre Englebert, Ibid. page 2.

est-il approprié ? Aurélien Tobie nous rappelle que l'Histoire moderne du Mali est entachée de conflits, en particulier dans les régions du nord : « *It is important to remember that the recent history of independent Mali has been marked by repeated conflicts, primarily affecting the northern regions of the country*⁹² ».

Aucune analyse (et propositions de solutions) ne saurait être intelligible sans une perspective historicisée du pays et des facteurs qui ont amené le Mali au chaos. La crise malienne s'illustre à travers quatre catégories de variables, enchevêtrées et interconnectées : son caractère global, ethnique, la problématique de la gouvernance et de l'environnement (Nickels, op cit.). Ces défis méritent des réponses nationales, régionales et internationales. Ce chapitre a pour objectif de revenir, de manière séquencée, sur l'ensemble des facteurs de fragilité qui ont fait tomber le Mali dans l'état de déliquescence que nous lui connaissons aujourd'hui. Nous souhaitons démontrer que la problématique malienne, devenue une problématique régionale, dépasse les enjeux de la question Touarègue et du terrorisme islamiste. Le cas du Mali permet également d'interroger l'efficacité de la diplomatie, des politiques de coopération et les moyens mis à disposition, par la communauté internationale, en matière de développement et de sécurité, ainsi que l'acuité des analyses produites par la communauté des experts. Pour Laurent Bigot⁹³, ancien diplomate du Quai d'Orsay, « *Il faut avoir un langage et une analyse de vérité. Il y a beaucoup de paresse intellectuelle sur la situation au Mali. Paresse intellectuelle, accompagnée d'un sentiment de supériorité, voire de racisme* », ajoute l'ancien diplomate. Pour Jean-Paul Mari, « *décrypter la réalité dans le nord du Mali, c'est d'abord aller au-delà des idées reçues et des étiquettes caricaturales*⁹⁴. La gravité de la situation malienne et les risques de fragilisation de l'ensemble de l'espace sahélo-saharien méritent de sortir des analyses et perspectives sensationnalistes dominant actuellement le paysage et les débats.

92 Aurélien Tobie, op cit. page 3.

93 Conférence sur le Mali, IFRI, printemps 2012.

94 Jean-Paul Mari, « Qui sont les islamistes touaregs d'Ansar Dine », l'OBS, 5 décembre 2012, <https://www.nouvelobs.com/monde/20121205.OBS1436/mali-qui-sont-les-islamistes-touaregs-d-ansar-dine.html>, consulté le 23 juillet 2015.

b. La gouvernance et la corruption au Mali

La corruption au Mali était endémique et la classe politique donnait l'impression de ne pas s'intéresser foncièrement aux problèmes des maliens⁹⁵. Le Mali, comme la plupart des pays sahéliens, sont gangrenés par la corruption et le sentiment d'impunité est fort chez les populations et organisations de la société civile : « *L'opacité et l'impunité font de la région du Sahel une zone où la pratique de la corruption pénalise sévèrement la croissance et empêche la redistribution des richesses. Transparency International a publié, en octobre dernier, son rapport 2010 sur la perception de la corruption dans 178 pays dans le monde. Les scores des pays sahéliens dans ce classement sont sans appel. Parmi les plus mauvais élèves de la planète on peut compter : la Mauritanie au 143ème rang, le Tchad 171ème, le Soudan 172ème, le Burkina Faso, le Sénégal, le Bénin et le Mali occupent respectivement les 98ème, 105ème, 110ème et 116ème rangs*⁹⁶ ».

Le Mali, comme nous l'avons discuté antérieurement, a longtemps bénéficié, auprès de ses partenaires extérieurs, d'une image positive liée à une prétendue stabilité et bonne gouvernance. Ce discours a rapidement volé en éclat avec la crise du Nord-Mali, début 2012. Le masque tombe. Les langues se délient. Le Mali, n'aurait finalement pas été un si bel exemple de démocratie, de bonne gouvernance et de stabilité. Ceux qui persistent dans le déni, expliquent la désagrégation du Mali par l'implication des groupes terroristes islamistes présents dans le Nord du pays, et dont la crise libyenne a permis de s'armer et de renforcer leur capacité d'action. « *Cette stabilité politique lui permet (au Mali) d'engranger des points sur le chemin du développement. L'entrave majeure était sans doute Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), qui semble avoir pour terrain de prédilection les sables mouvants du Mali*⁹⁷ ». Pis encore, les groupes Touareg auraient profité de l'inattention des autorités qui « *s'échinaient à venir à bout de ce terrorisme*⁹⁸ » pour s'armer, s'organiser pour attaquer les différentes localités du Nord-Mali. La réalité accuse davantage les autorités maliennes qui ont, non seulement, négligé la problématique des revendications des groupes armés du nord,

95 Susanna Wing, « Mali's Precarious Democracy and the Causes of Conflict », Special Report, USIP, April 2012.

96 Mohamed Saleck, op cit. <https://kassataya.com/2010/12/21/sahel-une-geopolitique-de-linvisible/>

97 Abdou Karim Sawadogo, « Mali - AQMI et MNLA : Un duo explosif dans le sable malien », 20 janvier 2012, <http://www.tamoudre.org/geostrategie/resistance/rebellions/mali-aqmi-et-mnla-un-duo-explosif-dans-le-sable-malien/>.

98 Abdou Karim Sawadogo, ibid.

mais aussi laissé les groupes islamistes agir, prendre position, dans les différentes régions du septentrion malien.

L'État malien a fait preuve, au cours des dernières décennies, d'une incapacité (ou d'un manque de volonté) à traiter les problèmes du pays, en particulier dans les régions du centre et du nord. La menace terroriste est venue s'ajouter à une équation déjà complexe, caractérisée par un terreau propice à l'instabilité. Pourtant, le Mali a été soutenu par la communauté internationale, pour tenter un développement inclusif, depuis les années 1990, puis en 2010 avec le programme PSPSDN⁹⁹. Le processus de décentralisation, par exemple, « *via des collectivités territoriales dotées de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, s'administrant librement et exerçant des compétences que l'État leur a transférées, est l'une des plus audacieuses en Afrique*¹⁰⁰ ».

La période dite « ATT », du nom du président sortant, Amadou Toumani Touré, est considérée comme l'ère des compromis avec les oppositions politiques, de la corruption et de la négligence de l'appareil sécuritaire et militaire national. Au niveau local, les arrangements entre élites politiques poussent à la mobilisation armée et violente. Pour Abu al Ma-ali, la corruption généralisée et le népotisme au Mali fut un véritable levier pour les leaders des groupes armés terroristes¹⁰¹. L'affaire du Boeing 727, en novembre 2009, montre le niveau de collusion entre l'Etat, les représentants des autorités locales et un système de corruption bien huilé¹⁰². L'histoire d'« Air Cocaïne », met en lumière les accointances entre des réseaux mafieux et criminels entre l'Amérique latine, le Mali et l'Europe, en particulier l'Espagne et la France. Difficile d'envisager la possibilité pour un avion de ligne de se poser dans le désert malien, avec à son bord six tonnes de drogue, sans implication et/ou protection des plus hautes sphères de l'État. Pour Pierre Boilley, un pas est franchi avec l'épisode d'Air Cocaïne et la croissance des trafics liés à la cocaïne qui permettront, a fortiori, de dynamiser le marché des armes de petits calibres dans la sous-région (Boilley, 2011).

Pour certains l'« *ATTcratie*¹⁰³ » c'était : la politique de l'autruche, le laisser-aller, le culte de la personne, un déni face à AQMI, ou pire encore : de la complaisance et une administration

99 Voir partie sur la coopération de l'Union européenne au Sahel.

100 URD, « La difficile gestion d'une crise complexe au Nord-Mali », Rapport d'évaluation, Février 2015, p 8.

101 Entretien, Nouakchott, Mauritanie, juillet 2012.

102 Voir Serge Daniel, « Les mafias du Mali. Trafics et terrorisme au Sahel », Descartes et Cie, 2014.

103 Le Sphynx, « ATT-CRATIE : la promotion d'un homme et de son clan », L'Harmattan, septembre 2006.

hautement corrompue. « *C'est un secret pour personne, on a retrouvé à Paris des billets utilisés par la Premier Dame du Mali, qui provenaient des rançons pour la libération des otages au Mali*¹⁰⁴ ». Cette incapacité à juguler la présence des islamistes algériens, liés au GSPC, puis AQMI, dans le septentrion malien irrite en haut lieu à Paris, comme dans la sous-région. Pour Serge Michailof, la communauté internationale est coupable de complaisance vis-à-vis du régime d'ATT, concernant le nord du Mali: « *Amadou Toumani Touré avait sous-traité aux tribus et aux groupes touaregs la gestion du Nord, ce qui a entraîné un développement du trafic de drogue, et il a perdu le contrôle du nord du pays. Personne ne s'en est aperçu, parce qu'il avait une très bonne cote, avant 2010* ». Le Nord-Mali s'est structuré non pas hors l'Etat, comme nous le lisons souvent dans la littérature sur les espaces de non-droit et les zones grises, mais par rapport à l'Etat. Des systèmes de gouvernance parallèles se sont structurés sur la base d'individus, de relations ethniques et tribales. La corruption d'officiels fait rage au nord, ce qui contraste avec l'idée que l'on du Mali jusqu'à cette période de troubles. L'armée est déstructurée, mal formée et bien incapable de répondre aux défis contemporains, liés aux trafics et au terrorisme islamiste de plus en plus présent au Nord-Mali.

Depuis, le Mali n'a fait que sombrer dans les abîmes du chaos et de l'instabilité. Le Mali « *fournit un exemple alarmant de décomposition du tissu social saharien, liée à l'absence d'Etat et de la multiplication des groupes armés*¹⁰⁵. Pour d'autres, il y a un écueil fondamental sur la personne d'ATT et sur sa façon de gouverner. Au-delà de cette caractéristique et de cette prétendue volonté perpétuelle du « consensus mou » en politique, ATT était entouré de personnes (au niveau civil et militaire) qui faisaient remonter des informations et analyses contradictoires. Pour Maurice Freund¹⁰⁶, ATT était loin de prendre les décisions seul et subissait un contexte hyper pesant dont il voulait se départir. Selon Freund, pour rien au monde ATT aurait voulu briguer un nouveau mandat.

104 Echanges informels avec un officier supérieur malien, Paris, printemps 2012.

105 Camille Evrard, Les unités « nomades » des forces armées et de sécurité au Sahara-Sahel : un outil d'inclusion nationale ?, Bulletin FrancoPaix, Vol. 2 N°9 – Novembre 2017.

106 Echanges informels avec Maurice Freund, janvier 2018.

c. Le Nord-Mali

Le Nord-Mali, est un carrefour commercial au cœur du Sahara, un désert de 220 000 kilomètres carrés, « *si loin de Bamako, mais si près des frontières de l'Algérie, la Mauritanie, le Niger et le Burkina Faso*¹⁰⁷ ». C'est « *un espace mobile de transition entre le Mali et l'Algérie*¹⁰⁸ » qui au fur et à mesure du temps est devenu un espace délaissé que l'on ne considère plus comme un espace de connexion et de relation. Le nord du Mali est caractérisé par trois grandes régions que sont Kidal, Gao et Tombouctou. Cet espace couvre plus de 800 000 km carrés, représente les deux-tiers de la superficie du territoire malien, « *3,5 fois plus grand que l'Allemagne et compte 1,5 million d'habitants, soit 9% de la population nationale*¹⁰⁹ ». Le Septentrion malien est donc peu peuplé, isolé d'un point de vue spatial (accès et infrastructures quasi inexistantes) et peu dynamique sur le plan économique. « *En décroissance depuis l'indépendance, la part du septentrion dans l'économie nationale est de l'ordre de 5 %*¹¹⁰ ». Le septentrion n'échappe pas à la réalité de la baisse du tourisme qui touche l'ensemble des pays sahéliens, en particulier les zones où le conflit est plus dense. Multiples sont les domaines qui nécessitent une plus grande attention (élevage, potentiel commercial, infrastructures pour le tourisme, notamment le réseau routier, exploitation des ressources minières, etc.). Le Nord-Mali, au-delà des aléas climatiques, a subi une « *ségrégation* » territoriale qui a fragilisé, au fil des décennies, sa situation économique, politique et son tissu social. Certains appellent à ce que le septentrion redevienne « *un espace central et partagé*¹¹¹ ».

Quatre (4) typologies climatiques caractérisent le Nord-Mali : le désert du Sahara en majeure partie à l'Ouest, une zone semi-désertique, une végétation diffuse sud-saharienne, séparant les deux climats et enfin, une savane herbeuse arbustive, dans la région du Gourma, faisant la jonction avec le Mali central.

107 Jean-Paul Mari, « MALI. Qui sont les islamistes touaregs d'Ansar Dine ? », L'OBS, 15 janvier 2013, <https://www.nouvelobs.com/monde/guerre-au-mali/20130115.OBS5392/mali-qui-sont-les-islamistes-touaregs-d-ansar-dine.html>.

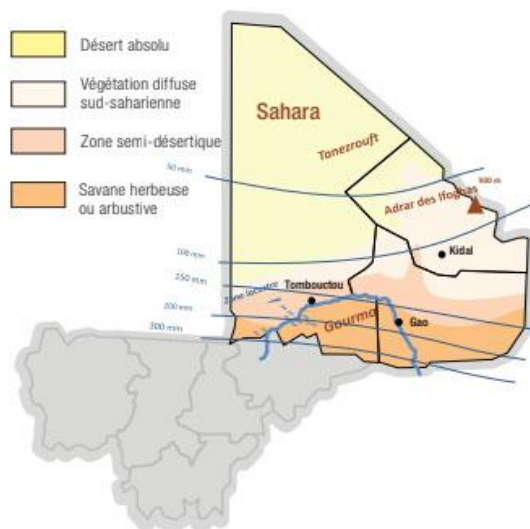
108 Laurent Bossard, Basile Cazalis de Fondouce, « les régions maliennes de Gao, Kidal et Tombouctou, Perspectives nationales et régionales », CSAO/OCDE, 22 octobre 2015, page 39.

109 Laurent Bossard, Basile Cazalis de Fondouce, « Les régions maliennes de Gao, Kidal et Tombouctou, Perspectives nationales et régionales », CSAO/OCDE, 22 octobre 2015, page 4.

110 Ibid. page 5.

111 Ibid. page 5.

Carte 3 - Biogéographie du nord du Mali



Sources : Atlas Jeune Afrique du Mali (2010), CSAO/OCDE (2015)

Laurent Bossard, Basile Cazalis de Fondouce, « Les régions maliennes de Gao, Kidal et Tombouctou. Perspectives nationales et régionales. », OCDE, Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, p 14, octobre, 2015, <https://www.oecd.org/swac/publications/Les-regions-maliennes-de-Gao-Kidal-et-Tombouctou.pdf>

La région du Nord-Mali est, comme nous le disions, peu peuplée mais mobile. Cette réalité rend la tâche du recensement difficile. Les populations vont et viennent au gré des saisons. Sur le plan démographique, la croissance régionale est inférieure à la moyenne nationale. Son poids démographique ne cesse, d'ailleurs, de chuter depuis le milieu des années 1970. Le problème n'est pas uniquement statistique mais renvoie à un enjeu de politique de développement¹¹².

112 Ibid. page 12.

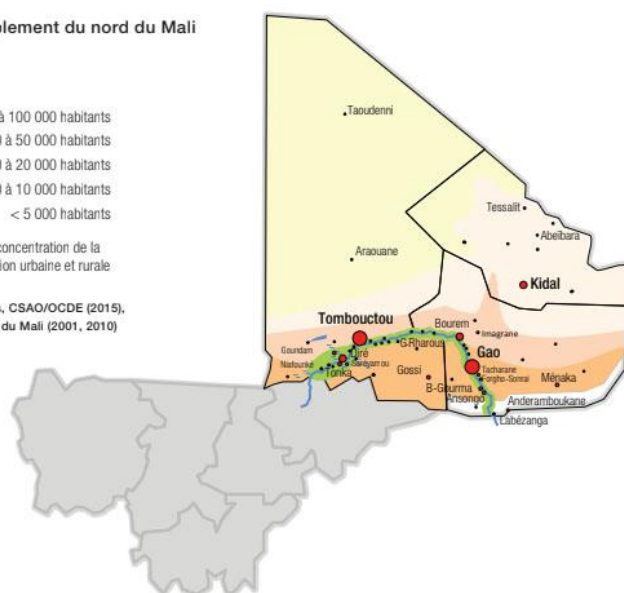
Carte 6 - Peuplement du nord du Mali

Villes et villages

- 50 000 à 100 000 habitants
- 20 000 à 50 000 habitants
- 10 000 à 20 000 habitants
- 5 000 à 10 000 habitants
- < 5 000 habitants

■ Hyper-concentration de la population urbaine et rurale

Sources : Africapolis, CSAO/OCDE (2015), Atlas Jeune Afrique du Mali (2001, 2010)



Bossard, Cazalis de Fondouce, ibid. p 21.

Le septentrion malien n'est pas aussi homogène que le laissent entendre un certain nombre d'analyses que l'on voit poindre depuis 2011-2012. Il est le point de départ de la rébellion initiée par le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA), sans pour autant être dominé politiquement, géographiquement et démographiquement par les Touareg, encore moins par les mouvements insurrectionnels. « *Les réalités sociales et culturelles complexes (...) engendrent depuis plus d'un demi-siècle, tensions et conflits dans le nord du Mali*¹¹³ ». Le Nord-Mali illustre l'incapacité de l'Etat central à déployer ses services et structures à plusieurs milliers de kilomètres, du « *Mali utile* », pour reprendre une expression bien connue. Les régions du Nord-Mali (Gao, Tombouctou et Kidal - les trois gouvernorats du septentrion) se caractérisent par un maillage ethnique et culturel riche, un climat désertique beaucoup plus rude qu'au Sud.

113 Jeune Afrique : « Destruction des mausolées de Tombouctou : « Il était de mon devoir de combattre les pratiques contraires à l'islam » », 20 novembre 2017, http://www.jeuneafrique.com/493653/societe/destruction-des-mausolees-de-tombouctou-il-etait-de-mon-devoir-de-combattre-les-pratiques-contraires-a-lislam/?utm_source=Twitter+&utm_medium=JeuneAfrique&utm_campaign=Tweet_20112017

➤ *Les tensions au Nord-Mali*

Le Mali, un pays historiquement et culturellement riche, voit son image se ternir à cause de la dégradation sécuritaire et l'instabilité politique qui règne dans le pays. La diversité ethnique, culturelle et religieuse, qui le caractérise, est un atout indéniable et une fierté pour le peuple malien¹¹⁴. Il nous revient de comprendre comment et pourquoi cette paisible coexistence s'est, au fil du temps, fragilisée au Mali. « *This ethnic diversity, like other forms of diversity, also seems to hold a risk to social cohesion*¹¹⁵ ». Pour Laurent Bigot, « *les grands oubliés sont les populations, c'est très clair* » (intervention, conférence IFRI 2012). Les populations Touareg sont minoritaires et il est important de le rappeler, selon l'ancien diplomate du Quai d'Orsay. Les clivages interethniques sont exacerbés au Nord-Mali et plus largement dans tout le pays. Les chefs des rébellions armés qui ont accédé à des postes de pouvoir ont trahi la cause et les revendications qu'ils portaient en tant que mouvements armés. « *Avec une écrasante majorité, les tensions inter et intracommunautaires, les conflits agropastoraux traditionnels (comme notamment la non-application des conventions locales sur l'utilisation des terres), les conflits dus aux abus de pouvoir des chefs traditionnels ainsi qu'un large éventail d'exactions commis par les forces de sécurité ont été identifiés comme les principaux obstacles à la paix. Le manque de confiance dans le gouvernement et les autorités locales pour restaurer une meilleure gouvernance et arbitrer avec équité ces conflits, associé à la multiplication des affrontements violents entre les communautés elles-mêmes, laisse chez beaucoup un fort sentiment de désespoir*¹¹⁶ ».

Au Mali et en particulier dans le septentrion, le racisme inter-tribal et interethnique fragilise le tissu et le contrat social : Au nord-Mali, le racisme inter-tribal est une réalité. Malgré la tolérance et la paisible cohabitation que l'on prête à la société malienne, les stratifications inter et intra ethniques, bien acceptées, sont vecteurs de fragilité et de tensions sociales, voire politiques. « *En fait, ce racisme n'était pas une politique de l'État malien, il émanait de la population qui considérait les individus clairs de peau comme des intrus venus des pays arabes. Historiquement, en effet, des gens venus des pays arabes se sont installés au Mali, mais cela s'est passé il y a 400 ans !* ». Par ailleurs, on stigmatise beaucoup les tensions (réelles) interethniques dans le septentrion malien, en oubliant que les conflits intra-tribaux,

114 IMRAP, INTERPEACE, op cit. page 57.

115 Ibid. page 57.

116 International Alert, « « Ils nous traitent tous comme des djihadistes ». Dépasser la notion d'extrémisme violent pour mieux consolider la paix au Mali », POLICY BRIEF : décembre 2016.

en l'occurrence au sein des communautés Touareg, sont une dimension que l'on ne peut balayer d'un revers de main. Le Nord-Mali n'est pas uniquement caractérisé par des tensions entre populations blanches et populations d'origine négro-africaines. « *Les conflits entre Arabes et Touaregs est un souci au Nord-Mali*¹¹⁷ », rappelait un chercheur lors d'une réunion au Quai d'Orsay à Paris. La référence à l'identité peut être un moyen de manipuler les communautés et ainsi fragiliser le contrat social. En 2012, on peut répertorier un certain nombre de rencontre intercommunautaires, dans le but d'apaiser les tensions. Ces tentatives se sont soldées par des échecs : « *Au cours de l'année écoulée, plus d'une dizaines de rencontres intercommunautaires ont eu lieu pour tenter de désamorcer ces tensions. Néanmoins, les tensions restent vive, notamment entre clans Touaregs*¹¹⁸ ». Pour le chercheur, le retour de combattants de Libye, après la chute de Kadhafi, a renforcé ce climat de tensions entre communautés Touaregs. Les représentants des Imghads (tribus vassales) ont accepté, en octobre 2011, de rencontrer l'émissaire du président Amadou Toumani Touré (ATT), le colonel major El Hadji Gamou¹¹⁹. De leur côté, les Ifoghas et les Chamanamas ont refusé¹²⁰.

La complexité des sociétés sahéliennes draine naturellement des vecteurs de tensions et compétition sociale, économique et politique. Dans un contexte mondialisé et altéré par l'appât du gain, les acteurs se dressent les uns contre les autres à des fins personnelles de domination. Cette mal-gouvernance qui a gangrené l'Etat malien, depuis des années, a eu raison des richesses historiques, culturelles et religieuses. Les manipulations ethniques et identitaires dominent le paysage politique et social.

La contribution scientifique, aussi modeste soit-elle, vise à dresser un bilan objectif, basé sur des éléments empiriques pour appréhender la nature complexe et volatile caractérisant le Mali, d'une part, et contribuer à un récit dépassionné, d'autre part. À travers cette production, les sciences sociales peuvent, dans une seconde temporalité, être mobilisées pour tenter d'apporter des bribes de solutions aux décideurs politiques et à la communauté internationale, largement mobilisée pour le Mali et la sous-région.

117 Table-ronde, Ministère des Affaires étrangères et européennes, compte-rendu, janvier 2012.

118 Ibid.

119 Devenu général entre temps.

120 Table-ronde, ibid.

d. Les rébellions Touarègues au Mali

Les mondes Touareg peuvent être définis comme une « *réalité plurielle*¹²¹ » qui ne peut être comprise et uniquement soumise aux réalités des rébellions maliennes et nigériennes. « *Découverts par les explorateurs français du Sahara au milieu du XIXe siècle, amis de l'ermite Charles de Foucauld et du colonel Laperrine, les Touaregs prospèrent à l'ombre de la Paix française. A l'indépendance, ils se retrouvent dispersés entre des Etats qu'ils jugent illégitimes. C'est le signal de la révolte au Mali, puis au Niger. Avec régularité jusqu'au début du XXIe siècle, les insurrections des nomades se succèdent dans ce paysage saharo-sahélien sublimé par les récits des voyageurs et les caméras du Paris-Dakar*¹²² ».

Malgré le récit dominant, le Nord-Mali, revendiqué par certains acteurs comme étant « *l'Azawad* », n'est pas dominé (démographiquement) par les communautés Touaregs. Les ethnies Peuls et Songhaïs sont particulièrement présentes, malgré aucun recensement officiel. La région du septentrion ne peut en aucune manière être décrite comme un espace rebelle, caractérisé par des velléités indépendantistes, considérées par certains comme étant « *très récentes et faibles* », comparées à d'autres griefs du quotidien et vis-à-vis de la résolution des précédentes crises liées à la problématique Touareg¹²³.

La problématique « *Touareg* » au Mali est historiquement un débat sensible. Il déchaîne les passions en politique, dans le monde de l'aide au développement et plus largement au sein des débats académiques et scientifiques. La non-résolution des différents épisodes de la crise malienne et Touareg¹²⁴ a certainement contribué à l'essoufflement et à l'affaiblissement des revendications Touaregs, à l'image d'un certain nombre de protagonistes, dont la réelle motivation serait plus personnelle que communautaire. Pour un historien, lors d'une présentation faite au Quai d'Orsay en 2011, Iyad Ag Ghali est « *devenu un expert dans l'instrumentalisation des rebellions à des fins personnelles*¹²⁵ ». Les revendications liées à une partie (minoritaire) des communautés Touareg au Mali et au Niger ne sont pas suffisamment liées pour parler d'une « *problématique Touareg* » au Sahel. Certes, des spécificités

121 Adib Benchérif, « Le Nord-Mali, entre risque de balkanisation et talibanisation », Mise au point, ISI, document non daté.

122 Mériadek Raffray, « Touaregs - La révolte des Hommes Bleus - (1857-2013) », *Economica*, 2013, 112p

123 Table-Ronde, Ibid.

124 Nous considérons qu'il s'agit d'une seule crise qui refait surface à intervalle régulière dans l'Histoire malienne.

125 Table ronde, op cit.

historiques, géographiques et culturelles permettent d'identifier les caractéristiques communes aux populations Touaregs. Les rébellions initiées au Mali et au Niger sont différentes et « n'ont jamais été unies¹²⁶ », malgré un sentiment d'appartenance à une culture commune. « Dans les années 1980, il y a eu un début d'alliance « pan-touareg » dans les camps libyens, mais elle s'éteignit rapidement ». Il n'y a pas de lien « automatique entre les deux pays¹²⁷ ».

Certains s'interrogent sur les soutiens politiques, financiers et matériels des rébellions Touaregs. Pour Ousmane Coulibaly : « l'ONG « Médecins sans frontières » avec Bernard Kouchner et la Fondation « France-Liberté » de Danielle Mitterrand soutiennent, matériellement et financièrement, la rébellion¹²⁸ ». Quel rôle la France a-t-elle joué, dès les années 1990, vis-à-vis des rébellions Touareg ? D'autres insistent sur les constants appuis extérieurs des différentes rébellions Touaregs : « une lecture à la fois historique, politique, sociologique, géostratégique et géopolitique de cette crise nous amène à comprendre aisément que toutes les rébellions qui ont secoué notre pays ont été téléguidées de l'extérieur et quel qu'en soient les prétextes, elles ont toujours bénéficié du soutien politique, financier et militaire de l'ex-puissance coloniale qu'est la France¹²⁹ ». Pour Pierre Boilley, la rébellion Touareg au Niger bénéficie d'un soutien de la France qui lui facilite matériellement les choses, « notamment en restant en contact permanent avec son chef, Mano Dayak, qu'elle avait équipé d'un téléphone satellitaire¹³⁰ ».

➤ Les temporalités de la rébellion Touarègue

Les rébellions Touareg se nourrissent d'une fragilité économique, politique et d'un déséquilibre institutionnel et administratif entre les régions du nord (les gouvernorats du septentrion malien : Gao, Tombouctou Kidal) et le sud du pays (Mopti, Ségou, Bamako, Kayes, Sikasso). Basé sur une économie essentiellement rurale et fragilisée, le Mali est marqué par un « zonage Nord-Sud », source d'inégalités et d'un sentiment d'injustice¹³¹. La situation actuelle s'inscrit dans une forme de continuité par rapport aux fragilités structurelles

126 Ibid.

127 Ibid.

128 <http://bamada.net/une-page-de-lhistoire-du-mali-les-accords-de-tamanrasset>.

129 Inter de Bamako, « La drogue au cœur du pouvoir ATT : La véritable raison de sa chute », 30 avril 2013, consulté 20 septembre 2015, <https://www.maliweb.net/politique/la-drogue-au-coeur-du-pouvoir-att-la-veritable-raison-de-sa-chute-143254.html>.

130 Pierre Boilley, « Géopolitique africaine et rébellions touarègues. Approches locales, approches globales (1960-2011) », *L'Année du Maghreb*, VII | 2011, 151-162.

131 URD, op cit. p 12.

depuis des décennies. Les crises politiques, agro-alimentaires, nutritionnelles, économiques sont récurrentes.

En Juin 1990, le Mouvement Populaire pour la Libération de l'Azawad (MPLA), lance sa rébellion depuis Ménaka (considérée comme la deuxième rébellion de l'Histoire moderne du Mali) ; affrontements qui feront environ un millier de victimes (selon les différentes sources disponibles). Raymond Répardon présent sur le terrain au début des années 1990 émet des doutes concernant la mobilisation des rebelles Touaregs, contrairement au Tchad qu'il dit mieux connaître. Les vagues successives de négociations ont un objectif commun pour Bamako : tendre vers une plus grande autonomie du nord, en balayant les revendications sécessionnistes, autonomistes ou encore fédéralistes. Bamako met en place un système de DDR (Désarmement, Démobilisation et Réintégration), dont les résultats sont particulièrement modestes¹³². « *Les rébellions de 1990 peuvent être considérées comme closes à la fin de la décennie, lorsque les deux cérémonies malienne et nigérienne des « Flammes de la paix » furent organisées comme points finaux des événements (à Tombouctou en 1996 pour le Mali, à Agadez en 2000 pour le Niger)*¹³³ ».

Les rébellions Touarègues sont également le terrain de jeu de guerre par procuration entre l'Algérie et la Libye qui instrumentalisent la mobilisation des groupes rebelles. « *En 2005, lors de la fête du Maouloud, le colonel Kadhafi s'invite à Tombouctou, y convoque tous les chefs touaregs de la sous-région, et signe avec eux une charte pour la Fédération du Grand Sahara. À partir de ce moment, ATT n'est plus maître chez lui*¹³⁴ ». Les accords d'Alger (2006) ont vocation à intégrer les rebelles Touarègues dans l'armée (stratégie payante au Niger voisin) ; ce qui restera un vœu pieu...Pour Raymond Répardon au Mali, plus qu'ailleurs où les Touaregs sont présents, la situation du Nord s'est toujours mal passée¹³⁵.

Jamais véritablement intégrés à la vie institutionnelle du pays, les rebelles reprennent les armes à partir de 2007, moins d'un an après la signature des accords d'Alger (4 juillet 2006). La période de 2007 à 2009 est le seul épisode de la rébellion qui prend part à la fois au Mali et

132 Pour approfondir le sujet, voir Robin E. Poulton, Ibrahim Ag Youssouf, « La paix de Tombouctou. Gestion démocratique, développement et construction africaine de la paix », UNIDIR, 1999.

133 Pierre Boilley, op cit.

134 Boisbouvier, op cit.

135 Sarah Halifa-Légrand, « Raymond Depardon : "Jamais je n'aurais pu imaginer que je photographiais le futur ennemi de la France" », <https://www.nouvelobs.com/monde/20180312.OBS3447/ramond-depardon-jamais-je-n-aurais-pu-imaginer-que-je-photographiais-le-futur-ennemi-de-la-france.html>, Consulté le 23 janvier 2019.

au Niger, sans pour autant qu'il y ait un front commun et organisé entre les hommes en armes du Niger et du Mali. « Pour ces nouveaux rebelles, les motivations se montrèrent différentes. Au Mali, les revendications restèrent surtout matérielles en faveur des régions nord, sur lesquelles elles continuaient à être cantonnées. Au Niger, les choses prirent un tour plus politique, puisque le MNJ affirma ne pas vouloir être composé que de ressortissants du Nord et s'attaqua directement au président Tandja en revendiquant un système plus démocratique¹³⁶ ». Les nouveaux accords de paix sont facilités par l'Algérie et la Libye qui jouent chacun leur partition et développent leur influence de puissance régionale. De fait, les situations de conflits liées aux rébellions Touaregs s'internationalisent ; dynamique qui sera confirmée par la crise de 2012...

➤ *Le tissu social fragilisé par la création de milices*

Les rébellions Touareg sont le symbole d'une mobilisation minoritaire bien que les revendications peuvent s'appliquer à l'ensemble des populations du septentrion malien. Le Nord-Mali est un véritable « *melting pot* » où malgré des tensions inter ou intra ethniques, le vivre ensemble avait survécu aux mobilisations et aux violences armées. Malheureusement, dès les années 1994-1995, des milices se mettent en place pour résister aux rébellions Touaregs. La milice Kanda Koy en est la parfaite illustration. La milice se « *serait rendue responsable de la mort de dizaines de civils Touaregs et maures en 1994, selon Amnesty International¹³⁷* ».

Sur le terrain, à plusieurs époques, des milices d'autodéfense se sont créées et ont, dans certains cas, appuyé l'action militaire. On se souvient du Mouvement Patriotique Ganda Koi (MPGK) dirigé par Djibril Diallo, une milice songhaï de Gao, née lors de la rébellion touarègue de 1990-1996, par d'anciens soldats de l'armée malienne. Leur objectif : libérer le nord du Mali des mains d'AQMI, du MUJAO, d'Ansar Dine mais aussi du MNLA qu'ils considèrent comme des islamistes. Ils ne reconnaissent pas la réconciliation de 1992 mais restent fidèles au pouvoir de Bamako. En 2013, un rapport des Nations unies estime qu'ils sont 1842 combattants.

136 Boilley, *ibid.*

137 Fabien Offner, « Le nord du Mali va-t-il s'embraser? », 22 mars 2012, Slate Afrique, www.slateafrique.com/81233/l-independance-de-l-azawad-reve-ou-realite.

En 2012, une nouvelle milice Songhaï est créée près de Sévaré. Elle estimée à 1500 volontaires à sa création, c'est le Mouvement National de libération du Nord Mali plus connu sous le nom de Ganda Izo. Son chef Ibrahim Dicko, déclare : « Notre problème c'était le MNLA qui voulait créer un État dans lequel on ne se reconnaissait pas. Les islamistes, en revanche, ce sont des musulmans, comme nous ». Le 21 juillet 2012, Ganda Koy, Ganda Izo et les Forces de libération du Nord (FLN), qui poursuivent les mêmes objectifs avec un groupe de 700 hommes, se regroupent au sein de la Coordination des Mouvements et Front patriotique de résistance (CM-FPR). A partir de 2015-2016, la problématique malienne évolue considérablement, à travers l'émergence du centre du pays comme un nouveau foyer d'instabilité, la contagion aux pays voisins (Niger, dans un premier temps, puis Burkina Faso) et l'émergence de nouvelles milices armées pro-gouvernementales (GATIA et MSA).

➤ *En conclusion*

Les crises Touarègues à répétition depuis les indépendances sont régulièrement perçues comme étant soutenues ou instrumentalisés par des acteurs extérieurs. L'Algérie et la Libye pour les acteurs régionaux, la France pour la dimension internationale. Les revendications Touarègues qui ont poussé à la mobilisation armée dépassent l'environnement Tamashek et concernent l'ensemble des populations du Nord-Mali. Les différentes phases de la crise Touarègue, malgré l'implication directe ou indirecte d'acteurs extérieurs, sont restées confinées à l'espace national. La rébellion de 2012 est en cela distincte des précédentes trajectoires. Les raisons et les facteurs sont multiples, faisant du Mali un centre d'attraction de l'actualité régionale et internationale.

2. Rébellion de 2012 - de la rébellion à la crise transnationale

a. Les notions de « crise » et de « terrorisme » : le risque de polarisation du débat

Comment définir la ou les crises maliennes ? L'Union africaine reste prudente pour désigner la situation au Mali. Le Conseil Paix et Sécurité (CPS) de l'UA adopte, le 24 octobre 2012, un concept stratégique « *pour la résolution des crises au Mali*¹³⁸ ». Ce document, qui deviendra d'ailleurs une référence pour la stratégie de l'UA pour la région du Sahel (adoptée en août 2014), ne se cantonne pas à une action sur le Mali. Elle prend plus largement en compte les réalités et les défis pour l'ensemble de la région du Sahel. En août 2013, l'UA lance d'ailleurs sa mission pour le Mali et le Sahel (MISAHHEL)¹³⁹. La nature politique, sociale et sécuritaire, avec notamment l'implication de groupes armés terroristes, de la crise malienne, lui confère *de facto* une dimension transnationale et régionale. La crise malienne de 2012 est le symbole et le fruit de conflits ancestraux dont l'évolution amène de nouvelles menaces¹⁴⁰.

➤ *Une crise pas comme les autres*

Comprendre la crise malienne nécessite d'interpréter les liens de causalité entre les fragilités structurelles du pays et les histoires contingentes. Car, en premier lieu, les facteurs structurels créent des conditions de fragilité et de vulnérabilité. Les récents soulèvements en armes, d'abord Touaregs puis islamistes radicaux, sont une composante importante mais mineur des défis réels du Mali. C'est en comprenant l'enchevêtrement des causes qui ont amené à la situation actuelle que nous pourrions répondre à la question suivante : les notions de crise et de conflit sont-elles adaptées pour dépeindre l'actualité malienne ?

Au départ de la crise malienne, la mobilisation est uniquement insurrectionnelle, dans la lignée des rébellions précédentes, subites par le Mali. Le vernis religieux n'était pas

138 « Stratégie de l'Union Africaine pour la Région du Sahel », 12 août 2014, <http://www.peaceau.org/fr/article/strategie-de-l-union-africaine-pour-la-region-du-sahel>.

139 Au printemps 2013, l'Union africaine déploie au Mali une Mission Internationale de Soutien au Mali, sous conduite africaine (MISMA). Le 1^{er} juillet 2013, la MISMA est transformée en MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali). A la suite de cela, la présidente de la Commission de l'UA décide d'établir, à partir du 1^{er} août 2013, une Mission de l'UA pour le Mali et le Sahel (MISAHHEL).

140 Annette Lohmann, « Who Owns the Sahara ? Old Conflicts, New Menaces: Mali and the Central Sahara between the Touareg, Al Qaida and organized crime », *Peace and Security Series 5*, Friedrich Ebert Stiftung, 2011.

ostentatoire et ne caractérisait pas les groupes insurgés. Très rapidement, la dimension idéologique et religieuse a fini par imposer sa domination à travers la présence des katibas d'AQMI. Pourquoi ? Est-ce seulement une domination matérielle et opérationnelle des GAT qui a fait voler en éclat la rébellion Touareg ? Le récit de la crise a rapidement pris une dimension « *terroriste* » alors que les deux groupes utilisaient les mêmes Modus operandi, à savoir une stratégie insurrectionnelle. Le terrain était-il propice, alors que l'on note, depuis des années, une évolution de l'islamité et de sa revendication, dans certaines régions du pays ?

➤ *La narration du terrorisme*

L'exercice de la compréhension de la crise malienne a incité le développement de récits articulés autour de la problématique Touarègue et le terrorisme islamiste. Si les deux vecteurs évoqués sont réels, ils ne suffisent pas à expliquer l'envergure de la problématique malienne, devenue une crise sahélienne. L'hyper focalisation sur ces deux éléments contribue à une mauvaise appréhension du sujet et tend à polariser le débat.

Le récit autour du terrorisme polarise, stigmatise les acteurs et accroît la complexité du traitement des situations sur le terrain. Évoquer le terrorisme c'est s'interdire d'autres moyens que l'action sécuritaire et militaire pour lutter contre l'insécurité (la négociation avec les terroristes n'étant pas envisageable pour les Etats). La logique de la stigmatisation enferme la discussion et tend à amalgamer la raison d'être de l'ensemble des acteurs de la violence. Or au Mali, tous les acteurs de la violence armée et politique ne sont pas des terroristes. La notion globalisante du terrorisme ne permet de différencier les « *vrais* » terroristes de ceux qui ont, par opportunité, par faiblesse rejoint et grossi les rangs de la nébuleuse islamiste radicale au Mali. L'enchevêtrement des situations et des causes de l'instabilité impose un regard et une analyse multiniveaux. Le label « *terrorisme* » fragilise cette élasticité intellectuelle.

Au Sahel, le récit dominant concède au terrorisme et à l'extrémisme violent une place prédominante qui se matérialise par une haute visibilité¹⁴¹ des groupes armés terroristes (GAT) et de leur idéologie. Le Mali central n'échappe pas à cette logique et emprunte discursive. Toutefois, la réalité des mobilisations violentes portant atteinte à la stabilité de la région n'est pas si fluide et homogène. Le label « *terrorisme* » donne une dimension

141 Aurélien Tobie, *ibid.* page 3.

globalisante aux violences locales, impliquant souvent des réponses sécuritaires et militaires peu en phase avec les réalités et besoins locaux. « *Ce cadre discursif et normatif provoque toutefois des distorsions importantes*¹⁴² ». Les conséquences sont multiples et ne font qu'aggraver la situation, de par les schémas de compréhension institutionnalisés (paradigme sécuritaire et stato-centré) et les réponses apportées à la crise (domination du prisme anti-terroriste). La difficulté n'est pas tant la compréhension par les décideurs et acteurs politiques, qu'ils soient nationaux ou internationaux, mais surtout leur approche et leur traitement de la crise. Nul ne saurait ignorer les vecteurs locaux et nationaux qui sont à l'origine de la fragilité du Mali. Pour autant, les réponses visent le terrorisme islamiste et peu les origines du véritable mal qui gangrène le Mali. Ces approches fragilisent davantage la situation sur le terrain. Elles se traduisent notamment par des « *effets de catégorisation* » qui « *amplifient les amalgames et nourrissent les stéréotypes*¹⁴³ » (djihadisme peul, Touareg, arabe, etc.).

b. 2012 : composantes de la nouvelle rébellion Touareg

➤ *Le retour des mercenaires (Touareg) de Libye, après l'implosion du régime Kadhafi.*

Bon nombre d'analystes ont imputé la crise malienne au renversement du régime de Kadhafi, par l'intervention de l'OTAN en 2011. « *When Gaddafi fell, the mercenaries fled, carrying a formidable array of arms, ranging from armoured carriers to shoulder-fired missiles. The Tuareg regiment marched 500 miles across southern Algeria to return home to northern Mali*¹⁴⁴ ». La crise en Libye a eu un impact considérable sur les fragiles équilibres régionaux, plongeant le Mali dans un chaos dont il n'est toujours pas ressorti. Pour autant, la mise à disposition d'armements et la libre circulation des groupes armés n'est pas la principale cause du conflit au Mali et de la dégradation de la situation régionale. L'éclatement de la Libye a permis la résurgence de la mobilisation Touarègue au Nord-Mali ainsi que la reprise de conflits inter ou intra ethniques au centre du Mali et dans la région du Bassin du Lac Tchad.

142 Aurélie Campana, *ibid.* page 11.

143 *Ibid.* page 11.

144 Swaminathan S. Anklesaria Aiyar, « *Nato's Libya War Causes Mali Crisis* », June 10th, 2012, *Time of India*, repris par Cato Institute, <https://www.cato.org/publications/commentary/natos-libya-war-causes-mali-crisis>.

Certains parlent de « *neo-pastoralism* » pour caractériser l'implication de trafiquants dans la problématique des relations entre populations agricoles et pastorales¹⁴⁵.

On chiffre entre deux-mille (2000) et quatre-mille (4000), le nombre de Touareg revenus de Libye, en 2011, après la chute de Kadhafi. « *Ils seraient 2 000, selon des sources diplomatiques bamakoises, mais le chiffre réel pourrait se situer plus près de 4 000, et ils ambitionneraient d'y former une vaste zone autonome*¹⁴⁶ ». Une rébellion initiée par des mouvements essentiellement Touaregs (élargi au fil de l'évolution de la rébellion) dans une logique relativement similaire par rapport aux rébellions antérieures et dont les revendications sont l'indépendance, l'autonomie ou encore le fédéralisme d'une partie du territoire malien, qu'ils nomment eux-mêmes « *Azawad* ». Ces groupes armés, de retour de Libye après la chute du Colonel Kadhafi, se sont rapidement acouinés avec des groupes plus islamistes radicaux, liés de près ou de loin à AQMI. Ce rapprochement a, rapidement, donné une certaine visibilité et capacité d'actions aux groupes islamistes. Cette situation a eu pour conséquence de modifier l'ADN du conflit en internationalisant les perspectives d'un conflit initialement local et national, même si le GSPC, puis AQMI, avaient élu domicile dans le Nord-Mali depuis environ une décennie. « *Depuis janvier 2012, les événements sont intervenus dans un contexte extrêmement complexe où organisation sociale, religion, banditisme, revendications identitaires et interventions extérieures se mélangent*¹⁴⁷ ».

➤ *Création du Mouvement National de Libération de l'Azawad - MNLA*

En 2010, alors que « *la guérilla est en sommeil*¹⁴⁸ » au Nord-Mali, Bilal Ag Chérif¹⁴⁹ et Moussa Ag Acharatoumane sont les deux artisans de la création d'un mouvement dit

145 The Economist, « Cows, cash and conflict. African herders have been pushed into destitution and crime », November 9th 2017, consulté le 1^{er} décembre 2017, <https://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21731191-owning-cattle-excellent-way-hide-ill-gotten-wealth-too-african-herders>.

146 Jeune Afrique, « Mali : Aqmi et la Touareg Connection », 12 décembre 2011, <http://www.jeuneafrique.com/189044/politique/mali-aqmi-et-la-touareg-connection/>.

147 Séminaire AFD, op cit.

148 Pierre Alonso et Célian Macé, « «Moussa», l'arme de Paris au Sahel », 13 avril 2018, Libération, http://www.liberation.fr/planete/2018/04/13/moussa-l-arme-de-paris-au-sahel_1643338.

149 Bilal Ag Chérif est aujourd'hui secrétaire général du MNLA, partie prenante des accords d'Alger et membre de la Coordination des Mouvements de l'Azawad. Moussa Ag Acharatoumane a quitté le MNLA pour créer le Mouvement de Salut de l'Azawad (MSA), mouvement armé non-signataire, présent dans la région de Ménaka et Gao. Très influent au niveau du MNLA, Moussa l'est davantage aujourd'hui. Il est à la fois le leader du MSA et de sa communauté les Daoussahak, une faction Touarègue de la région de Ménaka. Le MSA, tout comme le GATIA luttent contre les groupes armés et s'affichent de plus en plus aux côtés de Barkhane. Les Daoussahak bien que très présents dans les esprits aujourd'hui n'ont pas le relais d'influence des Ifoghas qui dominent la

pacifique : le Mouvement National de l'Azawad (MNA). Fin 2011, Le Mouvement National de l'Azawad¹⁵⁰ (MNA) fusionne avec d'autres mouvements pour former le Mouvement National de Libération de l'Azawad, un groupe rebelle Touareg laïc revendiquant un territoire appelé « *Azawad* ». La mobilisation du MNLA s'inscrit dans la continuité des revendications des soulèvements antérieurs (2009, 2006, 1990) et semble connaître un élan considérable, avec l'afflux de combattants de retour de Libye (octobre 2011). Galvanisée par l'internationalisation du conflit de 2006-2007, cette nouvelle rébellion se développe dans un contexte régional volatile (printemps arabe).

Les rebelles du MNLA entrent dans la ville de Tombouctou le dimanche 1^{er} avril 2012. Tombouctou est la dernière ville du nord tenue par les FAMA. Il n'y a pas d'affrontements. Les FAMA sont faibles, certains cherchent à quitter la région pour éviter la débâcle. D'autres coopèrent avec une milice arabe locale (soutenue par le gouvernement) pour résister au MNLA. Les deux groupes ne s'affrontent pas et négocient la partition de la ville. « *Après une longue négociation entre rebelles et miliciens, les Touaregs sont entrés dans Tombouctou à la mi-journée, après s'être cantonnés dans la matinée à l'Est, à l'extérieur de la ville. L'arrivée de ces derniers dans la cité a également coïncidé avec des scènes de pillages. Le Trésor public, les banques, les services de l'Etat, n'ont pas échappé à la furie de certains miliciens et de quelques civils*¹⁵¹ ».

➤ *Internationaliser la rébellion*

En impliquant des pays tiers (Burkina Faso, Algérie), Bilal Ag Chérif, entend dynamiser et élargir les perspectives de la rébellion Touareg. Le discours des rebelles du MNLA est sans ambiguïté, le Mali et l'Azawad sont deux entités distinctes. En revanche, le MNLA semble jouer avec le feu en faisant preuve d'une certaine ambiguïté vis-à-vis d'Ansar Dine et d'AQMI. A la question de savoir si le MNLA est prêt à combattre AQMI, Bilal Ag Chérif répond que la priorité est d'avoir une politique claire vis-à-vis du Mali et de la communauté internationale. « *Ensuite, il s'agira de régler le problème de la sécurité et de la*

région de Kidal, dans le septentrion malien. Moussa a créé le MSA en septembre 2016 suite aux tensions croissantes entre factions Touarègues.

150 Le MNA est un mouvement dit pacifique qui rejette la violence. Il a été créé en 2010. Il organise son premier congrès en avril 2011 à Kidal. Le mouvement se dote même d'un drapeau (quadricolore). Le français et l'arabe sont les langues officielles, le Tamashek, l'Arabe et le Songhaï des langues nationales.

151 RFI, « Mali: les rebelles Touaregs sont entrés dans Tombouctou », 1^{er} avril 2012, <http://www.rfi.fr/afrique/20120401-mali-bamako-gao-tombouctou-ansar-dine-azawad-junte-mnla>.

stabilité de l'Azawad. Nous prendrons alors part aux combats régionaux et internationaux, et Aqmi est un problème international¹⁵² ». Clairement, pour Ag Chérif, la priorité n'est ni AQMI ni les relations qu'entretient Ansar Dine avec elle.

Pour certains, « *Le MNLA n'est pas viable politiquement. Il n'est pas représentatif des populations du nord. D'ailleurs, il y a une donnée importante à savoir, c'est que l'ethnie majoritaire au sein des Touaregs, les Iwellemmeden kel Ataram, ne réclame pas l'indépendance de l'Azawad et refuse d'en entendre parler*¹⁵³ ». Pour Aghabass Ag Intallah, les influences étrangères sont un risque pour le Mali et pour la cause Touareg. Il craint de voir des forces islamistes accourir dans la région et la transformer en terre de djihad¹⁵⁴. Pour lui, c'est un risque de voir « *le destin des Touareg pris en main par des forces étrangères* » (ibid.).

Au sud, le gouvernement a été renversé dix jours plus tôt. Au nord, il n'y a plus d'administration et plus d'armée. Le Mali sombre dans un chaos institutionnel jamais vu en cinquante (50) ans d'indépendance. L'Etat malien est davantage décrédibilisé que la milice arabe de la région devient un véritable interlocuteur pour les Touaregs. S'il n'y a pas eu de morts c'est parce qu'il n'y a pas eu de combats. Les groupes armés se respectent suffisamment pour négocier une position territoriale. L'inquiétude est grande de voir des milices armées prendre autant de place dans le paysage politique et sécuritaire local. Il y a, en avril 2012, une véritable inquiétude de la part de la communauté internationale de voir Bamako et les pays voisins armer ces milices.

➤ *Basculement des forces en présence et rupture avec la narration Touareg*

Cette situation sera de courte durée. En position forte, la milice arabe s'adonne aux pillages de la ville avant de prendre la fuite, comme l'armée malienne. Le lundi, soit le 2 avril, des pick-up font leur entrée dans la ville. Il s'agit des groupes islamistes d'Ansar Dine, épaulés par Al

152 Baba Ahmed, « Mali – Bilal Ag Achérif (MNLA) : « Ansar Eddine peut obtenir qu'Aqmi quitte l'Azawad » », 13 juin 2012, Jeune Afrique, <http://www.jeuneafrique.com/175643/politique/mali-bilal-ag-ach-rif-mnla-ansar-eddine-peut-obtenir-qu-aqmi-quitte-l-azawad/>.

153 Assanatou Baldé, « Maurice Freund, « Il est trop tard pour le Mali, il fallait agir il y a 20 ans » », Afrik.com, février 2013, <http://www.afrik.com/maurice-freund-il-est-trop-tard-pour-le-mali-il-fallait-agir-il-y-a-20-ans>, consulté en janvier 2018.

154 Jean-Paul Mari, « MALI. Qui sont les islamistes touaregs d'Ansar Dine ? », L'OBS, 15 janvier 2013, <https://www.nouvelobs.com/monde/guerre-au-mali/20130115.OBS5392/mali-qui-sont-les-islamistes-touaregs-d-ansar-dine.html>, consulté en février 2018.

Furqan, une katiba d'AQMI de la région de Tombouctou. Paradoxalement, ce sont ces groupes armés qui rétablissent l'ordre dans la ville. « À peine entrés dans la ville à bord d'une cinquantaine de pick-up, les djihadistes, faisant preuve d'une efficacité peu attendue, se sont en effet attachés à rétablir l'ordre et à imposer leur loi (...). En quelques heures, des petits groupes étaient ainsi répartis pour sécuriser tous les points névralgiques de Tombouctou. Les bars servant de l'alcool ont, eux, été brutalement fermés¹⁵⁵ ». L'éviction du MNLA sonne comme la fin d'une temporalité de la rébellion Touareg et insuffle une recomposition de la matrice de la conflictualité au Nord-Mali. Le Nord-Mali est-il en train de s'embraser¹⁵⁶, s'interrogent les médias. Seule question en suspens : le MNLA a-t' il été combattu, a-t' il abandonné sa position. Les versions divergent. Seule certitude, ils ne contrôlent plus cet espace. C'est un moment fort de l'Histoire moderne du Mali. L'Etat n'est plus présent que par son absence, l'armée vaincue et repliée, pour ce qu'il en reste. Le MNLA qui a déclenché cette situation n'est plus en position de force. Enfin, les trois chefs djihadistes d'AQMI, Abdel Hamid Abou Zeid, Mokhtar Belmokhtar, Abou Yahia Al Hammam, sont présents dans la ville, aux côtés d'Iyad Ag Ghali, seule figure locale de la nébuleuse islamiste.

Le 26 mai 2012, le MNLA et Ansar Dine signent un protocole d'accord. Le MNLA veut mettre en place un conseil transitoire de l'Etat de l'Azawad dans le but d'élaborer une constitution sur la base du Coran et des normes internationales qui ne vont pas à l'encontre de l'Islam¹⁵⁷. Ansar Dine n'est pas représenté dans ce conseil et fait augurer des divergences, voire des tensions entre les deux groupes rebelles maliens.

155 Tanguy Berthemet, « Tombouctou, ville ouverte aux djihadistes », 3 avril 2012, Le Figaro, <http://www.lefigaro.fr/international/2012/04/03/01003-20120403ARTFIG00686-tombouctou-ville-ouverte-aux-djihadistes.php>.

156 Slate Africa, « Le nord du Mali va-t-il s'embraser? », 22 mars 2012, www.slateafrique.com/81233/l-independance-de-l-azawad-reve-ou-realite.

157 Baba Ahmed, « Mali – Bilal Ag Achérif (MNLA) : « Ansar Eddine peut obtenir qu'Aqmi quitte l'Azawad » », 13 juin 2012, Jeune Afrique, <http://www.jeuneafrique.com/175643/politique/mali-bilal-ag-ach-rif-mnla-ansar-eddine-peut-obtenir-qu-aqmi-quitte-l-azawad/>.

c. Iyad Ag Ghali

Iyad Ag Ghali, ce guerrier, cette icône historique des insurrections Touaregs¹⁵⁸, incarne toute la complexité et l'enchevêtrement des réalités politiques, sécuritaires, idéologiques et historiques du Sahel. Il incarne la diversité et l'hybridité des ressources mobilisables pour un acteur du djihad au Sahel (Campana, ibid. page 23). Il jouit d'un ancrage local dans la région de Kidal et en Libye. Il est une autorité morale (proximité avec la Daw'a) pour certaines populations et reste un acteur qui a négocié et est ancré dans le paysage politique du Mali. Il est en filigrane de l'Histoire politique malienne. Depuis 2012, malgré une certaine discrétion qui lui est connue, il n'a fait que monter en puissance. D'abord en 2015, Ansar Dine et d'autres regagnent du terrain, puis en 2017 en devenant le leader du JNIM. En 2014, il sort de son silence et fait « *son grand retour*¹⁵⁹ » à travers une vidéo où il accuse et menace la France. La position d'Iyad Ag Ghali devient claire à ce moment précis. Il appelle les musulmans (discours en arabe) à combattre la France. « *"Nous appelons notre courageux peuple musulman, outragé par les Français et leurs alliés, à faire front contre cet ennemi historique et cet occupant qui déteste l'islam et les musulmans"*¹⁶⁰ ».

Comment Iyad Ag Ghali est devenu « *l'homme à abattre*¹⁶¹ » au Sahel ? Quel est son parcours ? Quels enseignements doit-on en tirer pour mieux analyser la problématique sahéenne, dans sa dimension malienne et régionale ? Faiseur de paix ou faiseur de guerre ? Est-il véritablement incontournable ? Le cas échéant, pourquoi ?

« Né vers 1955 dans une famille noble d'éleveurs de la tribu des Ifoghas au nord-est du Mali, Iyad Ag Ghali a un parcours digne de l'Odyssée. Agé d'à peine vingt ans dans les années 1980, il prend la route de la Libye comme de nombreux touaregs qui fuient le chômage et les terribles sécheresses qui dévastent la région. Là-bas, le futur chef rebelle enchaîne les jobs à la sauvette, jardinier, gardien de voitures, avant d'intégrer, comme des milliers d'autres

158 Thierry Oberlé, « Mali : La tentation salafiste des «hommes bleus » », 3 avril 2012, Le Figaro, <http://www.lefigaro.fr/international/2012/04/03/01003-20120403ARTFIG00589-la-tentation-salafiste-des-hommes-bleus.php>.

159 AFP/France 24, « Le chef d'Ansar Dine réapparaît dans une vidéo pour menacer la France », 8 août 2014, <http://www.france24.com/fr/20140807-chef-ansar-dine-apparait-video-menace-france-islamisme-iyad-ag-ghali-djihadistes-mali-youtube>.

160 AFP, ibid.

161 Xavier Frère, « Sahel : qui est Iyad Ag Ghali ? », L'Alsace, Afrique, <https://www.lalsace.fr/actualite/2018/03/19/sahel-qui-est-iyad-ag-ghali>.

*touaregs, la légion islamique de Kadhafi*¹⁶² ». Il s'initie progressivement à l'art de la guerre. Son premier fait d'armes au Mali remonte à 1990¹⁶³ quand il s'engage dans une rébellion au travers du Mouvement Populaire de Libération de l'Azawad (MPLA).

Les premières négociations (1991) de Tamanrasset vont conférer à Iyad Ag Ghali un statut et une légitimité. En 2012, six mois après le début de la nouvelle phase de la crise malienne, certains considèrent que le Touareg est un élément clé pour le destin futur du pays : « *he could also now determine the future of northern Mali*¹⁶⁴ ». Mais en 1991, il est, pour certains, la personne qui incarne la solution politique de la résolution du conflit. Pour d'autres (une partie des acteurs de la rébellion), c'est un traître vis-à-vis de la cause et de la mobilisation Touareg. Suite à ces divisions, Ag Ghali forme le Mouvement National de l'Azawad (MNA), que certains dépeignent comme un mouvement modéré¹⁶⁵.

Raymond Répardon compare, à l'époque, Iyad Ag Ghali à Hissène Habré et Goukouni Weddeye. « *Ce sont des leaders jeunes et dynamiques* ». Il décrit Iyad comme quelqu'un de réservé, presque timide, ajoute-t-il. Répardon l'a rencontré dans une « *atmosphère assez cool* », avec des gens qui jouent de la musique, etc. Iyad est une figure charismatique de la tribu Ifoghas mais c'est aussi un musicien. Il est l'ancien bassiste du groupe de musique Tinariwene (nouvel obs, *ibid.*). Iyad aurait rencontré des hommes de la Daw'a au Niger, des piétistes pakistanais, « *des missionnaires du retour aux sources de l'Islam* » (nouvel obs, *ibid.*). Pour les algériens, Iyad Ag Ghali a « *retourné sa veste à la fin 2013* ». Jusque-là, Iyad avait servi pour plusieurs négociations d'otages, dont celle des algériens (2012)¹⁶⁶.

Passé par les arcanes du pouvoir et de la diplomatie malienne, Ag Ghali a d'abord été l'un des principaux architectes des rebellions des années 1990. « *Iyad est un homme très intelligent, ça c'est sûr ! Avant qu'il ne tombe dans le djihadisme, Iyad était un bon vivant, un poète. Il*

162 Nicolas Beau, « Iyad Ag Ghali, terroriste et faiseur de paix », <https://mondafrique.com/lombre-di-yad-ag-ghali-plane-projet-de-paix-mali/>

163 « *Il lance sa première action d'envergure le 28 juin 1990 : un assaut contre la gendarmerie de la ville de Ménaka. Plusieurs policiers maliens meurent pendant l'attaque. Un fait d'arme qui lui vaut d'être reconnu comme un combattant redoutable. Au point de s'attirer l'oeil de l'Algérie, puissance régionale incontournable qui considère le nord Mali comme sa zone d'influence et craint de voir s'exporter les velléités autonomistes sur son territoire* », Nicolas Beau, *ibid.*

164 Leela Jacinto, "Mali's whisky-drinking rebel turned Islamist chief", <http://www.france24.com/en/20120612-northern-mali-peace-dealer-or-wrecker-nine-lives-ansar-dine-chief-iyad-ag-ghali>, 26 juin 2012.

165 *Ibid.*

166 Baba Ahmed, Benjamin Roger, Christophe Boisbouvier et Farid Alilat, « Sahel : Iyad Ag Ghaly, l'insaisissable ennemi public », *Jeune Afrique*, 19 mars 2018, <http://www.jeuneafrique.com/mag/540964/politique/sahel-iyad-ag-ghaly-linsaisissable-ennemi-public-n1/>.

aimait les femmes, buvait même de temps à autres de l'alcool. Il a été nommé par ATT en 2007 consul en Arabie Saoudite. C'est aussi un homme qui aime le pouvoir puisqu'il a pris la tête de la rébellion touareg en 1990. Il connaît tout le monde dans le Sahel. Entre 2004 et 2005, c'est celui qui a eu le plus de contacts avec les islamistes, puisqu'il était médiateur, chargé de libérer les otages occidentaux¹⁶⁷ ». Pour Beaucoup, Iyad est aussi l'homme des algériens. Dans les chancelleries occidentales, comme au Sahel, on nous proclame souvent la même chose : « les algériens nous répètent sans cesse qu'ils gèrent Iyad¹⁶⁸ ». Les collusions entre Iyad Ag Ghali et Alger (dont certainement peu de monde connaissent réellement les étendues) renforcent les discours et théories du complot quant à la paternité algérienne des groupes armés terroristes (GAT).

De même que son passage par l'Arabie Saoudite, en tant que Consul, renforce l'idée d'une présence et d'un rôle joué par le Royaume au Sahel. En réalité Iyad Ag Ghali avait des contacts avec des islamistes radicaux avant sa mission en Arabie Saoudite. Il est passé par les écoles coraniques en Mauritanie, doublé de voyages au Pakistan et a développé des relations avec les missionnaires du Tabligh venus dès les années 1990 au Nord-Mali, en particulier à Kidal.

Parmi les questions soulevées, quant au parcours d'Iyad Ag Ghali, l'on s'interroge sur les motivations qui l'ont poussé à épouser la cause djihadiste. Serait-ce par intérêt économique et par opportunisme ? Cette analyse est contredite par ceux qui pensent les mobilisations islamistes radicales et violentes comme étant le fruit de mobilisations politiques et idéologiques. Les relations développées par Iyad, depuis plus de quinze ans tendent à montrer qu'il y a un véritable fond idéologique¹⁶⁹ derrière la mobilisation du Touareg. Pour certains, Ag Ghali était imprégné d'un discours anti-occidental avant même de se radicaliser¹⁷⁰. Cette « transformation » du personnage s'opère à la fin des années 1990. Pour Pierre Boilley, qui dit avoir bien connu Iyad, sa conversion est assez contraire à la tradition Touarègue. P. Boilley raconte que le mouvement du Tabligh n'a pas été bien accueilli par les Touarègues de Kidal qui ont une tradition où les femmes tiennent une place importante. « *Quand les Tabligh organisaient une manifestation pour exiger que les femmes se voilent, les touarègues de Kidal*

167 Assanatou Baldé, op cit.

168 Entretiens, échanges informels entre 2012 et 2017.

169 Nous reviendrons ultérieurement et de manière plus précise sur l'épineux débat académique interrogeant les facteurs d'embrigadement et de radicalisation des individus rejoignant les groupes armés terroristes.

170 Nicolas Beau, ibid.

organisaient une contre-manif sous forme de fête, avec de la musique et de la danse pour leur damer le pion¹⁷¹ ». Pour Thierry Oberlé, « l'influence idéologique des salafistes reste marginale, même si elle se développe¹⁷² ».

Sa position vis-à-vis de Bamako et des algériens a peut-être, et de manière assez paradoxale, poussé le Touareg vers un rapprochement avec des acteurs radicaux. Homme de pouvoir, négociateur d'otages, rebelle, il a toutes les cordes à son arc pour devenir un personnage incontournable du Sahara. Après l'épisode des négociations de Tamanrasset (1991), « *Iyad ressort son costume de faiseur de paix* » en 2003, puis en 2006, « *pour faire aboutir les accords d'Alger*¹⁷³ » (juillet 2006). En 2007, lors d'une audience à l'ambassade des Etats-Unis à Bamako, il demande expressément une aide américaine pour lutter contre Al Qaida au Maghreb Islamique : « *During his "wide-ranging meeting", Ag Ghali repeatedly requested US assistance for "targeted special operations" against al Qaeda's North African branch, AQIM (Al Qaeda in the Islamic Maghreb)*¹⁷⁴ ». Il est réputé pour être particulièrement agile dans ses alliances. « *C'est un véritable entrepreneur politique. Il peut changer d'alliance du jour au lendemain selon les rapports de force* » explique un diplomate français¹⁷⁵ ». Dans cette région du monde, bordée entre le Sahara et la savane africaine, les alliances changent au gré des mouvements du sable : « *In this stretch of the Sahel - the remote region bridging the Sahara and the African savannah where the borders of Mali, Algeria, Niger and Mauritania meet - the fortunes of men seem to change with the shifting sands*¹⁷⁶ ». Radicalisé ou pas, beaucoup considèrent qu'il fait partie des acteurs du Nord-Mali à qui le gouvernement et d'autres partenaires n'auraient jamais dû faire confiance.

Mais ces dernières années, et au vu de l'incapacité de l'Etat à juguler la crise politique et sécuritaire, un nombre croissant de voix s'élève en faveur de négociations avec Iyad Ag Ghali et plusieurs groupes armés¹⁷⁷. En cause, le manque d'appropriation, par les acteurs maliens, de l'accord de paix de 2015, considéré comme un échec se contentant de « *réchauffer les*

171 Alfred de Montesquiou, « Le Mali face à tous les dangers. 2: La poudrière », op cit. <http://www.parismatch.com/Actu/International/Le-Mali-face-a-tous-les-dangers-2-La-poudriere-148887>

172 Thierry Oberlé, op cit. <http://www.lefigaro.fr/international/2012/04/03/01003-20120403ARTFIG00589-la-tentation-salafiste-des-hommes-bleus.php>.

173 Ibid.

174 Leela Jacinto, op cit.

175 Ibid.

176 Ibid.

177 Le Monde, « La France doit rompre avec la rhétorique martiale qui prévaut au Sahel », *Point de vue*, 21 février 2018, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/02/21/la-france-doit-rompre-avec-la-rhetorique-martiale-qui-prevaut-au-sahel_5260475_3212.html#s5k7zqUSLHXeOXCD.99.

*vieilles recettes des accords de paix des années 1990 et 2000 sans se donner les moyens de traiter les enjeux nouveaux de la crise malienne*¹⁷⁸ ». Quelques semaines après la sortie du papier en question, par un collectif de chercheurs, le ministre sortant des Affaires étrangères du Mali, SEM Abdoulaye Diop, indique que « *sous certaines conditions, il faut envisager de dialoguer avec tous les groupes armés Maliens si tel est le prix de la paix et de réconciliation*¹⁷⁹ ».

➤ *Iyad Ag Ghali et la rébellion de 2012*

Iyad Ag Ghali est un personnage qui mobilise l'attention, crée parfois des fantasmes et suscite des interrogations. Iyad Ag Ghali est un leader historique de la rébellion Touareg, dont la dernière en date (2012) n'est toujours pas terminée, même si les évolutions aujourd'hui dépassent largement le cadre malien¹⁸⁰.

En novembre 2011, Iyad « *aurait repris le maquis (...), aperçu dans la zone d'Abeïbara, avec 7 véhicules contenant des hommes et un impressionnant arsenal de guerre (...).Iyad est parti en brousse où il a troqué sa tenue habituelle contre le treillis des maquisards*¹⁸¹ ». Il rencontre plusieurs notables de la région pour certainement faire passer des messages. Il reste prudent et prépare le coup d'après, tout en gardant le contact avec les milices armées qui sont sur le chemin du retour, en provenance de Libye.

Les tensions ne sont pas nées du retour des combattants de Libye, même si leur arsenal militaire leur a indéniablement permis d'augmenter le niveau de leur mobilisation. En avril 2011, « *au lendemain de la composition du gouvernement Cissé Khaïdama Sidibé, Iyad et les siens avaient rédigé une déclaration intitulée « Manifeste pour la restauration du pacte d'honneur traditionnel de l'Adhagh », initiée par trois communautés tamasheqs, les Ifoghas, les Idnanes et les Taghat-mallet. Elles n'étaient pas contentes du fait que, depuis l'avènement d'ATT, aucun Kidalois n'ait été nommé ministre*¹⁸² ». Cette initiative intervient dans une

178 Ibid.

179 Tweet du ministre Diop, le 6 mars 2018.

180 Iyad Ag Ghali est à la tête depuis mars 2017 d'une coalition de groupes armés terroristes (GAT) qui se nomme le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) en Français, JNIM en arabe (Jamaat Al Nosrat Al Islam wal Muslimeen).

181 22 septembre, « Nord-Mali : Confirmation: Iyad de nouveau en rébellion, 28 novembre 2011. <http://www.maliweb.net/la-situation-politique-et-securitaire-au-nord/confirmation-iyad-de-nouveau-en-rbellion-36317.html>.

182 Ibid.

période d'accalmie qui sera, de fait, d'une courte durée. En pleine période des printemps arabes, les pays sahéliens ne sont pas touchés par cette vague de contestation. En revanche, l'influence et le rôle joué par le colonel Kadhafi, dont le pays est en proie à une contestation tournant à la guerre civile, va finir par avoir raison de la quiétude malienne.

➤ *Ansar Dine*

Ansar Dine (différent du mouvement homonyme religieux de Cherif Ousmane Madani Haïdara¹⁸³) est créé, en décembre 2011, par Iyad Ag Ghali, rejeté par les membres fondateurs du MNLA. Le MNLA n'aurait pas voulu d'Ag Ghali de par la proximité que le leader Ifoghas a eue au court de sa carrière, avec le gouvernement de Bamako. A souffler le chaud et le froid, Iyad a fini par attirer la méfiance des uns et des autres. C'est un deuxième revers pour lui, après sa non-nomination comme chef de la tribu Ifoghas. Le porte-parole du mouvement est, au départ, Alghabass Ag Intallah¹⁸⁴, le fils du défunt aménokal des Ifoghas.

Ansar Dine a pour objectif l'application de la chari'a au Mali et au-delà. Ansar Dine c'est surtout, au départ, une stratégie de la discrétion et de la prudence. A l'image d'Iyad Ag Ghali, la discrétion et le mystère entourent la nébuleuse armée du Nord-Mali. Certains avancent le chiffre de trois mille (3000) hommes concernant la force de frappe d'Ançar Dine, en 2013¹⁸⁵. Pour un expert occidental interviewé dans le cadre de ce papier, « *Le MNLA est en déshérence. Ansar Dine est le mouvement le plus puissant de la région* ». « *Avec 3.000 hommes armés, un chef charismatique et des tribus fidèles, Ansar Dine apparaît comme le mouvement clé de la guerre du désert* » (ibid.). A cette époque on dit qu'Iyad Ag Ghali est bien entouré et son mouvement structuré. Son bras droit Ag bibi est un ancien responsable d'une agence touristique. Il est conservateur et traditionnel (ibid.) Pour Mohamed Mahmdou Abulmaali¹⁸⁶, Ag bibi est un homme beaucoup plus radical que Iyad.

Ansar Dine prend en charge la région de Kidal, sans se couper des Gao et de Tombouctou. La ville des 333 Saints est sous le contrôle d'AQMI. En Avril 2012, Iyad Ag Ghali prend la

183 Pour plus d'informations sur l'association islamique Ançar Dine de Chérif Ousmane Madani Haïdara, voir Gilles Holder, « Chérif Ousmane Madani Haïdara et l'association islamique Ançar Dine » Un réformisme malien populaire en quête d'autonomie, Cahiers d'études africaines, 2012/2 N° 206-207, p. 389-425.

184 Intallah est aujourd'hui intégré à la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) au nom du HCUA (Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad).

185 « Mali : qui sont les islamistes Touaregs d'Ansar Dine », <https://www.nouvelobs.com/monde/guerre-au-mali/20130115.OBS5392/mali-qui-sont-les-islamistes-touaregs-d-ansar-dine.html>.

186 Interview, Nouakchott, août 2012.

parole devant les tombouctiens pour la première fois et réitère son engagement aux côtés d'AQMI à appliquer la religion de Dieu, réunifier les musulmans et lutter contre l'injustice que subissent les opprimés. A Tombouctou, et d'une manière plus générale dans l'ensemble des régions du Nord-Mali, Iyad Ag Ghali a profité du chaos politique malien et de la faiblesse du MNLA pour consolider un plan d'action qui lui permettrait de dominer rapidement le septentrion malien. Ag Ghali, en collaboration avec la katiba d'Al Furqan, dirigée par Yahia Abou Al Hammam, profite des tensions et des négociations entre le MNLA et la milice armée arabe de la région pour mener une attaque et renverser les deux groupes susmentionnés. « À la nuit tombante, Iyad ag Ghaly, le chef d'Ansar Dine, convoquait tous les imams de la ville au camp militaire Cheikh Sidibé Kayes, le nouveau centre du pouvoir. Désormais maître des lieux, Iyad aurait demandé l'aide des religieux pour contrôler la ville et y imposer «la loi de Dieu», selon un témoin. Mardi, c'était au tour des dignitaires, maire en tête, d'être convoqués. Peu auparavant, les victimes des pillages avaient été invitées à venir porter plainte¹⁸⁷ ».

Abou Yahia Al Hammam sera d'ailleurs récompensé par AQMI pour avoir libéré la ville, en étant nommé gouverneur de la région (Ansar Dine et AQMI ne sont pas seulement venus à bout du MNLA grâce à sa supériorité numérique et capacitaire (armement). C'est, selon des récits de terrain, la détermination qui a fait la différence¹⁸⁸. La victoire des islamistes sera, cependant, de courte durée. Le 27 avril, soit trois semaines après l'arrivée d'Ansar Dine et d'AQMI, un groupe armé, nouvellement formé, entrent dans la ville. Ils sont lourdement armés. Ce groupe se nomme le Front National de Libération de l'Azawad, ni se considère ni sécessionniste, ni islamiste¹⁸⁹. Le FNLA était entré dans la ville, le jour d'avant. Avec une centaine d'hommes, le FNLA a pris le contrôle des entrées est et sud de la ville. « Les entrées nord et ouest ainsi que le reste de la ville étaient tenus par deux autres groupes armés, Ansar Eddine (islamiste) et le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA, rébellion touarègue indépendantiste)¹⁹⁰ ».

187 Tanguy Berthemet, op cit. <http://www.lefigaro.fr/international/2012/04/03/01003-20120403ARTFIG00686-tombouctou-ville-ouverte-aux-djihadistes.php>.

188 Christophe Boisbouvier, « Mohamed Mahmoud El-Oumrany : «les trafiquants de drogue sont dans une alliance avec al-Qaïda à Tombouctou, à Gao et à Kidal» », 5 avril 2012, <http://www.rfi.fr/afrique/20120405-mohamed-mahmoud-el-oumrany>.

189 Le Monde avec l'AFP, « Mali : un nouveau groupe armé prend Tombouctou », 27 avril 2012, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/04/27/mali-un-nouveau-groupe-arme-prend-tombouctou_1692465_3212.html.

190 Le Monde avec AFP, « Mali : Tombouctou partiellement contrôlée par un nouveau groupe armé », 26 avril 2012, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/04/26/mali-tombouctou-partiellement-controlee-par-un-nouveau-groupe-arme_1692064_3212.html.

Le premier fait d'armes d'Ansar Dine est la prise d'Aguelhoc, en janvier 2012. A cette époque, le MNLA et Ansar Dine mènent des actions conjointes pour défaire l'armée malienne. Difficile de savoir, à ce moment précis, si le duo est accompagné et soutenu par d'autres mouvements considérés comme terroristes, liés à Al Qaida au Maghreb Islamique.

➤ *Les épisodes d'Aguelhoc - défaillances de l'armée, implantation de la chari'a*

Le 24 janvier 2012, soixante-dix¹⁹¹ (70) soldats maliens sont tués par les groupes rebelles du MNLA associés à des éléments considérés comme plus radicaux, islamistes d'Ansar Dine et d'AQMI. Depuis le début de l'année, les villes et les garnisons tombent les uns après les autres. Le moral des troupes n'est pas bon. Le coup d'Etat du 21 mars 2012 ne sera que l'aboutissement d'un trop plein pour l'armée, frustrée, lassée de ne pas être soutenue par le gouvernement central de Bamako ; gouvernement apparemment peu soucieux du moral des troupes et de la situation dans le septentrion malien. A cette période, « *l'essentiel des décisions opérationnelles est pris par les colonels-majors El Hadj Gamou et Mohamed Ould Meidou, qui jouissent de toute la confiance d'ATT. Un motif d'insatisfaction supplémentaire pour les hommes du rang, qui rechignaient à servir sous les ordres de Gamou, un ancien de la rébellion touarègue de 1990*¹⁹² ».

Fin juillet 2012, premier coup de semonce : un couple non-marié est lapidé à mort à Aguelhoc, dans le cercle de Tessalit. La ville était déjà tristement célèbre suite au massacre de 150 soldats maliens lors de la prise des lieux par les rebelles Touaregs et leurs alliés islamistes radicaux. « *À l'évidence, les rebelles du MNLA ne sont pas seuls ; des combattants islamistes d'Ansar Eddine, l'organisation islamiste radicale de Iyad Ag Ghaly sont présents aux côtés des irrédentistes...*¹⁹³ ».

191 Les chiffres ne sont pas officiels. D'autres sources annoncent une centaine de morts.

192 Christophe Boisbouvier, « Coup d'État au Mali : le jour où ATT a été renversé », *Jeune Afrique*, 30 mars 2012.

193 Laurent Touchard, « Guerre au Mali : retour sur le drame d'Aguelhoc », *Jeune Afrique*, 21 octobre 2013.



Carte fournie par Studio Tamani, juin 2014.

Cette lapidation illustre-t-elle une montée en puissance de l'imposition d'un Islam radical avec lequel les maliens ne sont pas habitués ? Ou s'agit-il plus précisément d'une démonstration de force et de communication ? Dans les chancelleries occidentales et aux Nations-Unies, on sera davantage choqué et mobilisé par une lapidation au nom de la chari'a. Ces deux épisodes d'Aguelhoc seront importants pour la suite de la crise malienne, entraînant haine et frustration de la part des maliens du Sud qui ne sont pas prêts à pardonner ni l'imposition de la chari'a ni les pillages, meurtres, viols qui ont eu lieu pendant des mois dans le nord du pays. La cible des maliens du sud c'est d'abord le MNLA et ses alliés d'Ançar Dine. On reviendra sur ces éléments quand le MNLA se fera chassé de Gao ; les populations locales préférant la présence du MUJAO plutôt que des rebelles maliens. L'assassinat des soldats maliens ne restera d'ailleurs pas une affaire malienne. La CPI ouvre une enquête en janvier 2013 pour faire la lumière sur ce qu'il s'est réellement passé à Aguelhoc, un an avant.

➤ *Le coup d'Etat du capitaine Sanogo*

Les symboles de l'Etat malien volent en éclat, fini les imaginaires qui dépeignaient le Mali comme un modèle de démocratie et de stabilité. Un difficile retour à la réalité pour les maliens, mais surtout pour la France et la communauté internationale qui n'ont d'autres choix que de constater l'hyper fragilité des institutions maliennes. Le coup d'Etat est synonyme de la chute de tout un régime, celui d'Amadou Toumani Touré (ATT), considéré comme

l'homme du compromis et du consensus qui aura amené à la perte de l'Etat. On l'accuse de beaucoup de maux, en particulier d'avoir été « incapable d'empêcher les salafistes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) de faire du Mali leur terrain de jeu¹⁹⁴ » et de ne pas avoir donné les moyens aux militaires de regagner le nord du pays, occupé depuis plusieurs semaines par les rebelles du MNLA et leurs affiliés du moment : les islamistes. L'homme était affaibli mais surtout fatigué de cette situation¹⁹⁵. Le président, putschiste dans une vie antérieure, est à son tour balayé du pouvoir. Le Mali est à terre avec un incendie sécuritaire qui se propage au nord du pays.

Le coup d'Etat des putschistes se caractérise par la dissolution des institutions, l'arrestation de plusieurs poids lourds du gouvernement (dont l'actuel Premier Ministre, Soumeylou Boubeye Maïga) et l'instauration d'un Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État (CNRDR). Sanogo, jusque-là inconnu, devient le président du CNRDR et Amadou Konaré le porte-parole du comité. Élément important, « aucun haut gradé ne figure parmi les putschistes¹⁹⁶ ».

La situation dans le nord ramène les vieux démons du Mali au cœur de l'actualité, à savoir les tensions historiques qui opposent le sud malien, caractérisé par des populations essentiellement d'origines négro-africaines, et le septentrion malien, caractérisé par une minorité arabe et touareg.

194 Christophe Boisbouvier, op. cit.

195 Ibid., échanges avec Maurice Freund (2018).

196 Christophe Boisbouvier, ibid.

3. Configuration et forces en présence au Nord-Mali

a. La ligne rouge entre les groupes rebelles et les groupes islamistes

➤ *Ansar Dine, le cheval de Troie des islamistes au Mali*

Pour Bilal Ag Chérif, Ansar Dine avait la capacité d'influencer les décisions d'AQMI au Nord-Mali¹⁹⁷. Ce dernier n'avait-il pas surestimé la capacité du MNLA à influencer, voire à contrôler Ansar Dine ? Moins d'un an après le retour des combattants et rebelles maliens, basés en Libye, le Nord-Mali est sous le joug de groupes armés, dont une partie se revendique d'un Islam radical. Cette présence (fruit d'une collaboration entre le MNLA et Ansar Dine) d'acteurs prônant un discours rigoriste et une application stricte de la chari'a étonne. Pour Pierre Boiley, « *historiquement, les Touaregs sont tout sauf des salafistes. Leur Islam est très ouvert et tolérant. C'est pour ça que leur jonction actuelle avec Ansar Dine est assez étonnante*¹⁹⁸ ». Le chercheur semble s'étonner de « *l'apparition de dernière minute d'Ansar Dine* ». Pourtant, un faisceau d'indices semble indiquer que la présence d'Iyad Ag Ghali au Nord-Mali pouvait laisser entrevoir une telle situation. S'il n'avait pas été écarté du dispositif du MNLA, on peut s'interroger sur la base sociale et les acteurs qui auraient composé, à terme, les rangs du MNLA. L'argument de Pierre Boiley, quant à la domination numérique du MNLA (on parle de quelques 2 000 à 3000 combattants au début de la rébellion) sur Ansar Dine (200 à 300 combattants), ne tient pas. Les relais d'Iyad Ag Ghali ne se cantonnent pas à la sphère Touareg laïc et rebelle. On considère, au moment où la crise malienne débute, que les réseaux d'Iyad dans les milieux de la Daw'a et chez les salafistes (hors du Mali) sont déjà bien développés depuis une dizaine d'année. Les experts ne nient pas que des jeunes Touaregs aient pu rejoindre les rangs d'AQMI. Pour autant, c'est l'opportunisme ou le dépit et la frustration qui ont pu amener ces jeunes à s'engager plus que l'idéologie¹⁹⁹. Pour Thierry Oberlé, « *ces rapprochements ne signifient pas pour autant que les Touaregs dans leur ensemble ont basculé dans l'islamisme radical*²⁰⁰ ».

197 Baba Ahmed, « Mali – Bilal Ag Achérif (MNLA) : « Ansar Eddine peut obtenir qu'Aqmi quitte l'Azawad » », Jeune Afrique, 13 juin 2012, <http://www.jeuneafrique.com/175643/politique/mali-bilal-ag-ach-rif-mnla-ansar-eddine-peut-obtenir-qu-aqmi-quitte-l-azawad/>, consulté le 30 septembre 2018.

198 Alfred de Montesquiou, « Le Mali face à tous les dangers. 2: La poudrière », 5 avril 2012.

199 Alfred de Montesquiou, *ibid.*

200 Oberlé, *op cit.* <http://www.lefigaro.fr/international/2012/04/03/01003-20120403ARTFIG00589-la-tentation-salafiste-des-hommes-bleus.php>.

Ansar Dine a d'abord été cette ligne rouge entre les groupes insurrectionnels locaux et les groupes aux revendications plus idéologisées et teintées d'islamisme politique, voire d'islamisme radical. La reconfiguration des forces en présence a joué en faveur des groupes islamistes et terroristes. A cette étape, Ansar Dine n'est plus uniquement cette frontière plus ou moins centrale entre le MNLA et AQMI. Il devient l'expression locale (et légitime) de la mobilisation armée, dominée par AQMI et ses excroissances. Iyad Ag Ghali fait d'ailleurs profil bas pendant toute cette période de réorganisation des forces en présence (il réapparaît dans une vidéo en 2014 - voir partie sur Iyad Ag Ghali). Certains considèrent que le MNLA a jeté AQMI dans les bras d'Ansar Dine, en voulant affronter le groupe terroriste. « *A partir du moment où il (le MNLA) a pris l'engagement avec d'autres partenaires de militer contre al-Qaïda, al-Qaïda a choisi son partenaire qui est le mouvement Ansar Dine. Ce qui fait la force des deux*²⁰¹ ».

A partir des années 2015, et surtout 2016, Ansar Dine devient le cheval de Troie des GAT auprès des acteurs du HCUA et du MAA, deux composantes essentielles de la CMA qui négocie aujourd'hui l'application des accords d'Alger.

b. Les islamistes plutôt que les rebelles

➤ *Le cheval s'appelle Al Ansar*

Celui qui venait demander l'aide aux Etats-Unis pour frapper les bases d'AQMI au Nord-Mali se rapproche de la même nébuleuse, cinq ans plus tard. « *Five years after he pressed the US for targeted operations against AQIM, Ag Ghali is currently linked with al Qaeda's North African branch, with regional and Western intelligence citing credible reports that AQIM is currently fighting alongside Ansar Dine in northern Mali*²⁰² ». Des liens que le leader Touareg aurait entretenus notamment dans le domaine des paiements de rançons pour la libération d'otages occidentaux. « *Most experts agree that Ag Ghali's ties to AQIM have been intricately linked to the hostage business*²⁰³ ».

201 Christophe Boisbouvier, op cit. <http://www.rfi.fr/afrique/20120405-mohamed-mahmoud-el-oumrany>.

202 Leela Jacinto, Ibid.

203 Ibid.

Iyad Ag Ghali est un parent (son oncle ou un cousin) d'Abdelkrim Al Taleb dit Al Targui²⁰⁴ (le Touareg), le chef d'une katiba d'AQMI (Al Ansar). Al Targui était, depuis 2010, à la tête de sa katiba, faisant suite à une période de collaboration avec Abdelhamid Abu Zeid, nom de guerre de Mohammed Ghdiri, lui aussi neutralisé par les forces françaises au Mali. Le positionnement d'un Touareg proche de Iyad au cœur d'AQMI avait un avantage double, renforçant mutuellement le positionnement d'AQMI au Nord-Mali et celui des Touareg Ifoghas au sein de la nébuleuse régionale. « *La création de cette unité atypique, dirigée par un représentant des touareg, permet à Aqmi de donner une place aux nombreux candidats au djihad qui refusaient d'être commandés par des Algériens*²⁰⁵ ».

Dès 2011, on soupçonne des relations entre les Touareg armés et les GAT, notamment sur les questions de prises d'otages. Le 24 novembre 2011, deux français sont « arrachés » à Hombori, dans leur hôtel²⁰⁶. Serge Lazarevic sera libéré (décembre 2014) « *au terme d'une négociation obscure qui aurait impliqué la libération de jihadistes détenus à Bamako*²⁰⁷ ». Philippe Verdon, lui, n'aura pas cette chance. Il sera assassiné d'une balle dans la tête par ses géôliers.



RTL, « Deux ressortissants français enlevés au Mali », 24 novembre 2011,

<https://www.rtl.fr/actu/international/deux-ressortissants-francais-enlevés-au-mali-7737923523>

204 « *Le chef djihadiste a été tué par les forces françaises dans la nuit du 17 au 18 mai. Son groupe avait revendiqué l'exécution des journalistes de RFI assassinés en 2013* » : L'OBS, « Qui était Abdelkrim al-Targui, le chef d'Aqmi tué par l'armée française ? », 21 mai 2015, <https://www.nouvelobs.com/monde/20150521.OBS9351/qui-etait-abdelkrim-al-targui-le-chef-d-aqmi-tue-par-l-armee-francaise.html>.

205 L'OBS, ibid.

206 RFI Afrique, « Deux géologues français enlevés dans le nord du Mali », 24 novembre 2011, <http://www.rfi.fr/afrique/20111124-deux-francais-enlevés-le-nord-mali-0>.

207 Célian Macé, Serge Lazarevic : Otage, ô désespoir, 1^{er} mai 2016, http://www.liberation.fr/planete/2016/05/01/serge-lazarevic-otage-o-desespoir_1449838.

Le 25 novembre, une tentative d'enlèvement tourne mal dans une auberge de Tombouctou. Bilan, trois personnes prises en otages, une personne (un allemand) est tué. « *Tous les regards se tournent vers Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), qui a fait du kidnapping d'Occidentaux un fonds de commerce très lucratif, même s'il est probable que l'opération en elle-même ait été menée par un groupe de bandits, dont certains parlaient tamasheq. Les soupçons se portent donc vers les Touaregs, et notamment vers les ex-combattants de Mouammar Kadhafi*²⁰⁸ ». L'une des difficultés, au Nord-Mali, est de saisir avec précision les alliances, allégeances entre les différents groupes armés. Certains sont des trafiquants notoires, d'autres revendiquent un combat pour l'autonomie de la région, d'autres encore disent se battre au nom de l'Islam. « *Au Nord-Mali, les alliances se font et se défont entre des personnages troubles, mi-trafiquants de drogue, mi-rebelles, parfois islamistes, souvent opportunistes*²⁰⁹ ».

➤ *Gao : le MUJAO plutôt que le MNLA*

En 2012, Gao est « *une ville où votre couleur de peau suscite la convoitise*²¹⁰ ». Les pillages et les violences du MNLA font des personnes au teint clair, des cibles des autres populations et d'AQMI, selon les dires du MNLA. Les tensions interethniques joueront contre le MNLA et en faveur du MUJAO, soutenu par les populations soucieuses de ne plus voir de Touareg s'en prendre aux autres populations. Le MNLA malgré ses fortes capacités humaines et en équipement, est devenu précipitamment impopulaire dans les différentes régions d'occupation, en particulier dans la région de Gao. Se rendant coupable de pillages et de viols, les populations non Touaregs ont préféré la présence du MUJAO à celle des rebelles Touaregs. La situation vire à l'avantage du MUJAO et d'Ansar Dine. Le MUJAO se pose en défenseur des populations et garant de la justice. L'implantation locale du MUJAO est également facilitée par l'économie illicite dont la katiba bénéficie. « *Régulièrement raziés par les Dahoussahak, les Peuls, voyant que ces derniers se ralliaient à l'ex-MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad, devenu CMA, Coordination des mouvements de l'Azawad), se sont rangés sous la bannière de leur adversaire, le Mujao, Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest, dont Abu Walid Al-Sahraoui était porte-parole* ».

208 Jeune Afrique, « Mali : AQMI et la Touareg connection », ibid.

209 Jeune Afrique, ibid.

210 Baba Ahmed, « Mali : le jour où j'ai rencontré Mokhtar Belmokhtar », 17 janvier 2013, Jeune Afrique, <http://www.jeuneafrique.com/141004/politique/mali-le-jour-o-j-ai-rencontr-mokhtar-belmokhtar/>.

➤ *Kidal, l'indomptable ?*

Début novembre 2013, en France, le Figaro titre « *Cœur de l'imbroglio malien, Kidal est hors de contrôle* ». Nous sommes dix mois après le début de l'intervention française. Cette « capitale » des Touareg, rappelle Tanguy Berthémet, broie du nord et constitue une zone semi-anarchique²¹¹, une zone de non-droit. Le temps n'est pas à l'accalmie : deux journalistes français ont été kidnappés et assassinés, quelques jours après la libération de quatre otages français, kidnappés, quant à eux, en 2010 à Arlit au Niger. Aussi bien pour les rebelles que pour le gouvernement, la sécurité n'est pas assurée à Kidal. C'est un aveu d'échecs pour tous, en particulier pour le MNLA et le HCUA qui se porte garant de la stabilité de la région. Les deux groupes ont condamné cet acte afin de ne pas entacher leur image. La paix et la quiétude demeurent introuvables encore aujourd'hui six années après le déclenchement de la crise. La région de Kidal est symptomatique de la complexité et de l'enchevêtrement des multiples composantes d'une crise devenue métastasée, notamment dans sa dimension spatiale. Tombouctou et Gao ont été rapidement reconquis (même si des incursions djihadistes sont toujours possibles) en 2013, contrairement à Kidal qui est le cœur et la base arrière de la rébellion Touareg. Cette situation interroge notamment sur le rôle que les français ont joué en choisissant de rentrer à Kidal sans les FAMA.

c. Conclusion

➤ *L'équation malienne : illusion et négligence*

L'équation malienne est caractérisée par plusieurs variables essentielles à la compréhension des défis nationaux et transnationaux dans l'espace sahélo-saharien. La gouvernance politique, les défis économiques et sociaux (notamment le vivre ensemble), la problématique sécuritaire (trafics et terrorisme) et la problématique de la coopération au développement, sont les principales variables de l'équation nationale malienne et plus largement sahélienne. Développer un sens critique et objectif des défis sahéliens implique le développement d'une compréhension inclusive et transverse des défis susmentionnés. Nous pensons également que

211 Tanguy Berthémet, « Cœur de l'imbroglio malien, Kidal est hors de contrôle », Le Figaro, 3 novembre 2013, <http://www.lefigaro.fr/international/2013/11/03/01003-20131103ARTFIG00180-coeur-de-l-imbroglio-malien-kidal-est-hors-de-contrôle.php>

la prise en compte l'ensemble de ces éléments permet de sortir des logiques de l'Histoire immédiate qui balaye trop souvent avec écueils les enjeux maliens et sahéliens.

La crise malienne, qui n'est en réalité qu'un resurgissement des tensions historiques et structurelles autour du contrat social malien, s'est vu stigmatisée et encartée par un récit international largement focalisé sur la dimension touareg ; qui n'est en réalité qu'un vecteur parmi d'autres, auquel s'est ajouté la problématique du terrorisme islamiste. Au Mali, les stratifications sociales et les relations qui en découlent font l'objet d'exploitations et de manipulations de la part d'acteurs individuels ou collectifs dans le but de dominer l'autre, dans l'adversité. Sans une compréhension historicisée de ces phénomènes, la narration globalisante, et peu en phase avec les réalités locales, du terrorisme islamiste restera dominante.

L'Etat considéré comme gangréné par la corruption et son absence au-delà du Mali « *utile* » (le sud) et des forces armées considérées comme brutales²¹² sont la pierre angulaire de la problématique malienne. Les populations, suspicieuses vis à vis des élites présentes à Bamako, se sentent délaissées et vouées à elles-mêmes pour affronter les défis sociaux et économiques du quotidien. L'administration centrale incarne le désordre et l'anarchie pour une partie des populations, notamment la jeunesse et les femmes, considérés comme des laisser pour compte des politiques publiques. Les élites urbanisées et les anciennes aristocraties locales sont très largement contestées²¹³. Face à cela, le repli communautaire et idéologique (recours à des pratiques ostentatoires de la religion, quête identitaire) semble être un réflexe qui fait le lit du terrorisme islamiste au Mali.

212 Ibid.

213 ICG, « Mali central, la fabrique d'une insurrection ? », *ibid.*

➤ *La problématique du Nord-Mali s'étend aux régions du Liptako-Gourma*

Au début de la résurgence de la crise malienne (2012), « *alors que tous les regards étaient tournés vers le Nord en proie à une rébellion indépendantiste et une occupation « djihadiste* »²¹⁴ », la région du centre du Mali avait plutôt été épargnée. Les zones de fragilité se cantonnaient au septentrion malien (région de Kidal, Gao et Tombouctou). A partir de 2015, le Mali central est progressivement devenu un espace de fragilité et d'instabilité criant²¹⁵, basculant petit à petit dans la violence armée. Cette période a fait évoluer la complexité de la crise malienne, dans sa dimension locale et régionale. En réalité, le centre du Mali avait surtout été écarté des analyses et des discours concernant la crise, alors qu'il constitue un verrou stratégique et géographique pour l'ensemble des régions des pays du Liptako-Gourma. La région de Mopti épouse les frontières du Niger à l'Est et du Burkina Faso, légèrement au sud. Cette région des trois frontières se prénomme la région du Liptako-Gourma pour laquelle il existe, depuis les années 1970, une institution sous régionale, l'Autorité du Liptako-Gourma²¹⁶ (ALG). Sur le plan économique et démographique la région du Mali central est plus importante que le septentrion. Sur le plan géographique c'est un espace transrégional qui lie le Mali au Niger et au Burkina Faso. Il est donc vital pour la stabilité du Sahel²¹⁷.

Les antagonismes qui caractérisent, historiquement, les relations entre le nord et le sud du pays ont naturellement balayé toute approche extensive qui aurait, sans doute, pu alerter sur les risques de prolifération de l'instabilité au centre du Mali. Cette lecture Nord/Sud qui oppose Touareg indépendantistes au gouvernement central outrepassé un certain nombre de

214 Nadia Adam, Ekaterina Golovko, Boubacar Sangaré, « L'éducation mise à mal par le terrorisme au Mali », ISS Today, 17 octobre 2017, <https://issafrica.org/fr/iss-today/leducation-mise-a-mal-par-le-terrorisme-au-mali>.
215 International Crisis Group, « Mali central : la fabrique d'une insurrection ? », Rapport Afrique N°238, 6 juillet 2016.

216 <http://www.liptakogourma.org/>.

« *Dès les premières années de leurs indépendances, le Burkina Faso, la République du Mali et la République du Niger ont entrepris de développer la solidarité et la coopération entre leurs Etats dans un cadre régional et ce, en vue du développement intégré et harmonieux de la région du Liptako-Gourma, située à cheval sur leurs frontières communes. Cette volonté s'est traduite par la signature le 03 décembre 1970, à Ouagadougou (Burkina Faso), par les Chefs d'Etat du Burkina Faso, de la République du Mali et de la République du Niger, du Protocole d'Accord portant création de l'Autorité de développement intégré de la région du Liptako-Gourma (ALG). En posant cet acte, les Chefs d'Etat entendaient en particulier mettre l'accent sur la mise en valeur optimale des ressources minières, énergétiques, hydrauliques, agropastorales et piscicoles de la Région du Liptako-Gourma. La décision des trois Etats de créer une institution ayant pour vocation la promotion socio-économique d'une région commune fut à l'époque novatrice. En effet, l'ALG est une des toutes premières organisations sous régionales d'intégration en Afrique de l'Ouest* ».

217 La région du Liptako-Gourma, zone des trois frontières, est le fuseau central de la force-conjointe du G5 Sahel.

dynamiques spécifiques au centre du Mali. Les origines des tensions caractéristiques du centre sont multiples : gestion des ressources par les autorités locales et les chefferies traditionnelles, tensions interethniques, liées notamment à la raréfaction des ressources, changement climatique, porosité des frontières, circulation des armes et des personnes, etc. *« Le centre est longtemps resté à l'écart des rébellions armées du Nord mais il en a subi le contrecoup à la suite de l'augmentation du brigandage massif et de la circulation accrue des armes depuis les années 2000. Les groupes marginalisés, dont une partie des éleveurs nomades, voient dans l'accès aux armes modernes un moyen de contester les hiérarchies en place. Ils remettent en cause les privilèges des élites urbanisées et des anciennes aristocraties locales²¹⁸ ».*

Dans le prolongement de la crise au Nord-Mali, le centre est devenu, depuis 2015-2016, l'épicentre d'une insécurité transnationale qui participe d'une banalisation de la violence sur une majeure partie du territoire malien. Le centre du Mali appartient à un espace plus large : la région du Liptako-Gourma. Le Liptako-Gourma, zone des trois frontières entre le Mali, le Niger et le Burkina, inquiète très largement au-delà des Etats concernés. *« Le Liptako Gourma recouvre une étendue de 370 000 km². Cette région historique²¹⁹ conserve une continuité géographique, culturelle et politique qui ignore les frontières héritées de la colonisation. Elle appartient à plus de 85% au bassin versant du fleuve Niger, un cours d'eau qui constitue le drain principal de la région avec un parcours de près de 1400 Km entre Tombouctou au Mali et Gaya au Niger. Une frange du Liptako-Gourma appartient également au bassin du fleuve Volta. Ce territoire commun à trois Etats fait face à de fréquentes tensions intercommunautaires polarisées pour l'essentiel autour des enjeux de cohabitation entre sédentaires et nomades²²⁰ ».*

218 Mali central, *ibid.* synthèse.

219 Nous faisons référence au royaume de Liptako au Nord-est du Burkina Faso. Ce royaume ancien remonterait au XV^{ème} siècle, il changea fréquemment de mains (Mossi, Gourmantché, Peul...) avant de devenir un émirat Peul en 1817.

220 Stephane Bertrand Andenga, « La région du Liptako-Gourma : espace et acteurs », Réseau de Réflexion Stratégique sur la Sécurité au Sahel (2r3s), *Les carnets du Sahel*, automne 2017.

➤ *Les relations inter-ethniques au cœur d'une société fragile*

Lewis et Cocks rappellent que les Touaregs et les Peuls vivent du nomadisme depuis des siècles : « *For centuries the Tuareg and Fulani have lived as nomads herding animals and trading*²²¹ ». Mais les tensions inter et intra ethniques ne sont pas nouvelles dans les différentes régions du Sahel, malgré une véritable augmentation ces dernières années, au Mali et au Nigeria en particulier. « *Clashes between farmers and nomadic herdsman date back to the pre-colonial era*²²² ». Les aléas climatiques ont renforcé, ces dernières années, les tensions entre les populations vivant de l'agriculture et les populations d'origine pastorale. L'accès aux terres est capital et se trouve désormais au cœur d'une problématique sécuritaire imposée aux populations et au contexte spécifique local. La période d'hivernage est propice aux piques de violences entre peuls et dogons, souvent pour des questions foncières, liées aux champs et à la transhumance²²³. Une perspective socio-historique permet d'interpréter les facteurs structurels des tensions entre sédentaires et nomades. L'aggravation des aléas climatiques, les programmes de développement internationaux (basés sur une logique « *top-down* » issus de systèmes occidentaux), l'évolution démographique sont autant de facteurs structurels qui fragilisent le vivre ensemble, dans cet espace complexe du Sahel²²⁴. Les différents facteurs mentionnés reconfigurent le rapport des populations aux espaces et fragilisent les modes de vie des populations nomades. « *Rapid population growth, the spread of fences and cities, and the annexation of herders' land have shrunk the space where pastoralists can roam (...). Climate change makes herders' livelihoods ever more precarious*²²⁵ ». Cette conflictualité locale renforce l'opportunité d'implantation des groupes armés terroristes (GAT). « *Depuis 2012, la présence de groupes terroristes a exacerbé la suspicion et la stigmatisation entre les communautés : certains dogons accusent les peuls de proximité voire d'appartenance aux groupes terroristes, tandis que certains peuls reprochent aux dogons*

221 Tim Cocks, David Lewis, « Why Niger and Mali's cattle herders turned to jihad », Reuters, November 12, 2017, <https://www.reuters.com/article/us-niger-mali-security-insight/why-niger-and-malis-cattle-herders-turned-to-jihad-idUSKBN1DC06A>

222 Olayinka Ajala, « Clashes are on the rise between farmers and herdsman in the Sahel », Mail & Gardian, 3rd https://mg.co.za/article/2018-05-03-clashes-are-on-the-rise-between-farmers-and-herdsman-in-the-sahel?utm_source=Media+Review+for+May+4%2C+2018&utm_campaign=Media+Review+for+May+4%2C+2018&utm_medium=email.

223 RFI Afrique, « Affrontements entre peuls et dogons dans le centre du Mali », 20 juin 2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170620-affrontements-peuls-dogons-centre-mali-eleveurs-chasseurs-agriculture-communautaire>.

224 M Davidheiser, AM Luna, « From Complementarity to Conflict: A Historical Analysis of Farmer-Fulbe Relations in West Africa », African Journal on Conflict Resolution Vol. 8 (1) 2008: pp. 77-104.

225 The Economist, « Cows, cash and conflict. African herders have been pushed into destitution and crime », November 9th 2017, consulté le 1er décembre 2017, <https://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21731191-owning-cattle-excellent-way-hide-ill-gotten-wealth-too-african-herders>.

d'aider l'armée malienne à les pourchasser indistinctement. Les affrontements sont par ailleurs de plus en plus meurtriers, car les armes automatiques qui pullulent désormais dans la région ont remplacé les armes traditionnelles²²⁶ ».

La problématique de la conflictualité locale n'apparaît pas comme prioritaire dans la résolution de la crise. Pourtant ce sont les systèmes de fragilité locaux qui permettent aux GAT de se positionner dans l'espace et dans le temps. « *Les conflits préexistants et irrésolus dans ces régions n'ont cessé de couvrir et d'accroître les dissensions : au sein des communautés et entre elles, pour des raisons ethniques et sociales, entre l'État et les citoyens, entre les autorités traditionnelles et publiques, et entre les générations²²⁷ ».* La focalisation sur les mobilisations armées terroristes est une double peine pour les populations qui subissent l'enchevêtrement des conflictualités locales et du terrorisme islamiste. Pour Ely Bréma Dicko de l'Université de Bamako, « *les violences intercommunautaires sont désormais séculaires car antérieures à la colonisation française. Les raisons sont entre autres : une compétition des acteurs autour de l'accès aux ressources (pâturage, points d'eau, champ, transhumance) ; la politisation des mécanismes traditionnels de prévention et de gestion des conflits ; la prolifération des armes légères ; l'impunité. Les groupes extrémistes violents ont trouvé un terrain favorable à leur éclosion et enracinement. Ils s'appuient sur les vieilles rivalités, le sentiment d'abandon des populations par l'Etat, la paupérisation des personnes vivant dans des zones enclavées avec un faible niveau de développement économique ; les frustrations nées des conflits non réglés par l'Etat, l'existence de longue date de très nombreuses écoles coraniques, la non insertion des arabisants, la prolifération des ONG islamistes qui véhiculent une idéologie salafiste et rigoriste en contradiction avec les coutumes locales et avec un islam ancré mais d'obédience malékite et soufi²²⁸ ».* En résumé, le récit international sur la question du Mali central prive les populations d'une éventuelle résolution des facteurs structurels de la crise, tout en donnant une légitimité et une visibilité aux GAT.

226 RFI Afrique, « Affrontements entre peuls et dogons dans le centre du Mali », 20 juin 2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170620-affrontements-peuls-dogons-centre-mali-eleveurs-chasseurs-agriculture-communautaire>.

227 International Alert, « « Ils nous traitent tous comme des djihadistes ». Dépasser la notion d'extrémisme violent pour mieux consolider la paix au Mali », *POLICY BRIEF* : DÉCEMBRE 2016.

228 Entretiens, automne 2017.

➤ *La problématique du centre : le risque d'une ethnicisation de la problématique sécuritaire ?*

Il existe un deuxième type de risques dans l'analyse et l'appréhension des systèmes de fragilité au centre du Mali : ethniciser le conflit. Au même titre que l'on associe la crise du Nord-Mali à la question touareg, le récit en rapport avec la région du Liptako-Gourma pointe du doigt une éventuelle question « *peul* ». Les populations peules sont « *gagnées par un sentiment de victimisation ethnique*²²⁹ ». A Paris, un officier supérieur de l'armée française mentionnait à ce sujet que la question « *peule* » est un sujet récurrent au ministère de la Défense et dans les réunions sécuritaires²³⁰. La « *puularité* » (*puulako*) et son évolution ces dernières années, ainsi que l'islamité des populations dans le centre du Mali sont au cœur des débats académiques et institutionnels depuis quelques années. Comme trop souvent, l'actualité prend le dessus sur les profondes réalités socio-anthropologiques, historiques et géographiques du champ étudié. « *Pour ma grand-mère, ma mère et mes aînés, le recours à une justice traditionnelle et islamique dans la région de Gao est une réalité historique* », nous racontait un journaliste malien. Et d'ajouter, « *nous avons, avec les médias, l'impression de redécouvrir nos réalités et pratiques islamiques. Il n'y a pourtant rien de nouveau*²³¹ ».

➤ *prolifération des acteurs de la violence armée : l'apparition de milices*

A travers le temps, les violences dans la région centre du Mali ont évolué. Le quotidien des populations est rythmé par « *les affrontements intra et inter communautaires sur fond de compétition autour des ressources naturelles, les assassinats ciblés d'élus locaux et d'autorités traditionnelles ainsi que les attaques contre les représentants de l'État*²³² ». Ajouté à cela, certaines violences revêtent un caractère djihadiste, ajoutant de l'incompréhension et de l'anxiété à l'ensemble du spectre de la crise malienne et sahélienne. Cette situation appelle à une réflexion de fond. « *There is a particular need for an accurate analysis of the rise of a jihadist phenomenon in central Mali*²³³ ». « *Mais la violence prend*

229 Ibid.

230 Echanges informels, printemps 2017, Paris.

231 Echanges informels, mai 2017, Nouakchott, Mauritanie.

232 Nadia Adam, Ekaterina Golovko, Boubacar Sangaré, op cit.

233 Aurélien Tobie, Ibid. page 3.

*aussi d'autres formes : les règlements de compte, le banditisme, et les milices d'autodéfense se développent*²³⁴ ».

L'Histoire a souvent montré que la mobilisation d'acteurs en milice d'auto-défense est rarement favorable²³⁵ à un retour à la paix et à la stabilité, ni pour l'Etat ni pour les communautés. Elles existent dans plusieurs pays de la région (au Mali, au Nigeria). Elles ajoutent de la complexité à la conflictualité locale, en risquant d'élargir les confrontations à des logiques inter ou intra ethniques. Un collectif de chercheurs sur le Sahel écrit que *« face à ces foyers insurrectionnels ruraux, la tentation est grande d'armer des milices locales »*. C'est un risque que certains Etats prennent parfois, sans mesurer les potentielles conséquences en matière de droits humains et de collusion entre milices et GAT. *« C'est une stratégie risquée. D'une part, l'utilisation de milices à base communautaire dans la lutte antiterroriste comporte d'importants risques d'abus contre les civils. Elle provoque déjà d'inquiétantes réactions en chaîne qui poussent des groupes rivaux dans les bras des djihadistes*²³⁶ ». D'autre part, au Sahel, les Etats sont fragiles et risquent de ne pas voir venir le retour de bâton quant aux revendications et pressions faites par les groupes armés qui aident temporairement les FAMA et Barkhane. Comment l'Etat Malien pourrait-il tourner le dos au MSA (Mouvement de Salut de l'Azawad) et au GATIA (Groupe d'Auto-défense Touareg et Imghad et Alliés), au vu de leur forte implication sécuritaire et militaire dans la région de Ménaka ? *« Les Etats du G5 Sahel sont trop affaiblis pour réguler les appétits politico-économiques de ces milices*²³⁷ ». le terrain montre aujourd'hui que le Mali centre²³⁸ (plus largement la région du Liptako-Gourma) est un espace de fragilité négligé dès les balbutiements de la crise.

234 International Crisis Group, « Mali central : la fabrique d'une insurrection ?, synthèse.

235 International Crisis Group, « Double-edged Sword: Vigilantes in African Counter-insurgencies Africa Report » N°251 | 7 September 2017.

236 Le Monde, collectif de chercheurs, Ibid.

237 Ibid.

238 La situation sécuritaire au nord du Mali et la mobilité des groupes armés et de la circulation des armes dans la région ont fini par gangréner la région de Mopti. Cette détérioration de la sécurité au Mali semble également avoir affecté la région du Sahel du Burkina Faso. Au Niger, la région de Tillabéry et de Tahoua est également impactée, sans compter la problématique migratoire et le rôle joué par la région d'Agadez.

CHAPITRE II : LE SAHEL AU DELA DU MALI

I - L'Algérie dans l'équation sahélienne.

Après les attentats du 11 septembre 2001, Washington renforce sa collaboration avec l'Algérie, considérée comme un acteur essentiel de la lutte contre le terrorisme au Maghreb et dans l'espace sahélo-saharien. L'Algérie devient incontournable dans l'équation sahélienne mais reste la principale cible d'attaques terroristes. 938 attaques²³⁹, jusqu'en 2012 (chiffre ne prenant pas en compte la période de la décennie noire). Malgré deux décennies d'État d'urgence et une politique sécuritaire agressive et coercitive, l'Algérie reste dans l'oeil du cyclone et soumise à une forte menace liée au terrorisme islamiste.

Au Sahel, l'évolution de la menace islamiste interroge sur le rôle de l'Algérie, longtemps considérée comme incontournable dans la lutte contre le terrorisme. Pour autant, l'implication de ce pivot régional dans les différentes rebellions Touareg interroge sur l'efficacité de cette médiation et les véritables motivations politiques, diplomatiques et stratégiques. A rebours des analyses dominantes, nous remettons en cause le rôle (bienfaiteur) d'Alger dans la matrice sécuritaire sahélienne, devenue une « *puissance régionale incertaine*²⁴⁰ ». L'ambiguïté algérienne vis à vis de certains protagonistes armés au Sahel, son approche unidimensionnelle de la lutte contre le terrorisme (stratégie sécuritaire et militaire et instrumentalisation de la menace) semblent relativiser le poids et la capacité d'Alger à contribuer à la stabilité sous régionale. Cette réflexion ne conteste en rien l'influence algérienne dans la matrice sahélienne. Elle propose, au contraire, de réfléchir au bilan algérien et aux éventuelles alternatives possibles pour penser la sécurité et la stabilité au Sahel. Nous souhaitons démontrer que la politique régionale algérienne, et l'instrumentalisation qu'elle fait de la menace terroriste, est son principal outil politique et diplomatique pour développer et asseoir sa volonté hégémonique sur la région. De fait, son positionnement stratégique contribue à alimenter le récit de la guerre contre la terreur, progressivement transposée à la région sahélienne, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001.

239 Laurence Aïda Ammour, *ibid.* p 4.

240 Mihoub Mezouaghi, « Algérie : une trajectoire de puissance régionale incertaine », *Actuelles de l'IFRI*, IFRI, 10 décembre 2012.

1. La gestion politique et sécuritaire du phénomène terroriste

a. L'Algérie et le discours sur l'instrumentalisation des groupes armés islamistes

➤ *Instrumentalisation par les accointances avec les groupes armés islamistes*

La décennie noire a marqué les esprits au-delà même du pays. La mobilisation académique et journalistique en rapport avec le sujet est conséquente. Malgré cela, la culture sécuritaire fermée du régime algérien renforce l'opacité du pays et les supputations les plus extrêmes quant à la manière dont l'Etat a traité le problème islamiste jusqu'à la fin du siècle dernier. Pour Kader Abderrahim, « *ce qui se joue là est un jeu d'ombres auquel nous n'avons pas accès*²⁴¹ », confie le chercheur. Pour François Guèze et Salima Mellah, cela ne fait aucune doute, le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat est une création des services secrets algériens : le DRS (Département de Renseignement et de Sécurité)²⁴². « *De nombreux éléments attestent que cette organisation (comme avant elle les GIA) est largement instrumentalisée par les services secrets de l'armée algérienne, le tout-puissant Département de renseignement et de sécurité (DRS, ex-Sécurité militaire), principal centre de pouvoir depuis le déclenchement, en janvier 1992, de la « sale guerre » conduite par l'armée pour « éradiquer » les mouvements d'opposition se réclamant de l'islam politique*²⁴³ ».

Au vu de l'évolution de la stabilité et de la situation sécuritaire au Sahel, le nombre d'analyses et d'études se posant la question suivante est croissant : Algérie est-il au Mali, ce que le Pakistan est à l'Afghanistan ? Les réalités ne peuvent être transposées, face à un faisceau de réalités politiques, historiques et géographiques différentes. Pour autant, l'Algérie joue un jeu trouble dont elle aime entretenir le flou. Pour Kader Abderrahim, la question essentielle ne s'exprime pas en ces termes alors que le régime n'a aucune légitimité et que le processus électoral n'est, en quelque sorte, qu'une mascarade²⁴⁴. Néanmoins, en rappelant l'arrêt du processus électoral en janvier 1992, le chercheur affirme que le problème islamiste n'est pas réglé.

241 Anne Guion, « Crise au Mali : le rôle de l'Algérie décrypté », 23 janvier 2013, Lavie, http://www.lavie.fr/actualite/monde/crise-au-mali-le-role-de-l-algerie-decrypte-23-01-2013-35271_5.php.

242 François Guèze et Salima Mellah, « « Al-Qaida au Maghreb », ou la très étrange histoire du GSPC algérien », 22 septembre 2007, Algeria-Watch, http://www.algeriawatch.org/pdf/pdf_fr/gspc_etrange_histoire.pdf.

243 Salima Mellah, « Algérie 2003 : l'affaire des « otages du Sahara », décryptage d'une manipulation », Algeria-Watch, 22 septembre 2007, http://www.algeria-watch.org/fr/aw/otages_sahara.htm.

244 Anne Guion, op cit.

➤ *Instrumentalisation par le récit de la peur et de la menace islamiste*

Le système de gouvernance politique algérien (interne et extérieure) est régi par la peur et l'instrumentalisation de la menace islamiste. La construction de ce discours a pour objectif de mobiliser, interpeller, créer ce climat de peur et d'incertitude. Ce spectre s'inscrit parfaitement dans la logique politique et cognitive de la guerre globale contre le terrorisme, par des discours polarisants et stigmatisant et une approche sécuritaire, stato-centrée, de la lutte contre les menaces à la sécurité.

Alger agite le drapeau noir des salafistes et d'Al Qaida pour rappeler à son voisinage immédiat, et de surcroît à la communauté internationale, qu'elle est indispensable dans l'équation régionale. Par son approche discursive, l'Algérie élève la notion de risque à celle d'une menace, alors que le GSPC n'est plus qu'un terrorisme résiduel²⁴⁵. AQMI est devenue ce nouvel ennemi utile permettant à Alger de justifier sa politique sécuritaire et ses relations avec des puissances comme les Etats-Unis. « *Élever un risque au rang d'une menace n'est donc pas un processus neutre mais l'expression d'intérêts de différents acteurs en présence*²⁴⁶ ». Sur le plan intérieur, la menace islamiste violente et plus largement l'islam politique lui permet de conserver cette politique de main de fer pour tenir à distance les tentatives d'opposition politique. Cet autoritarisme est consolidé par la main (invisible ?) de l'armée qui, officiellement ne dirige pas le pays. Alger continue de penser que son appareil sécuritaire lui confère une certaine légitimité ; Hypothèse contestable, aussi bien sur le plan national que dans ses perspectives hégémoniques régionales.

L'Algérie développe son influence par le maintien d'une zone de conflit de basse intensité ; une sorte de désordre organisé. Aussi longtemps que la menace ne l'atteint pas directement, Alger est en mesure de maintenir cette situation équivoque. « *Le pays fournit des efforts de guerre sans être en guerre*²⁴⁷ », malgré une certaine fragilité sur son flanc sud où elle déploie des moyens mesurés, notamment en raison de sa doctrine militaire (refus de s'engager au-delà de ses frontières).

245 François Guèze, Salima Mellah, « « Al-Qaida au Maghreb », ou la très étrange histoire du GSPC algérien », Algeria-Watch, 22 septembre 2007.

246 Abdennour Benantar, *ibid.*

247 Abdennour Benantar, « Sécurité aux frontières : Portée et limites de la stratégie algérienne », L'Année du Maghreb, 14 | 2016, 147-163.

L'émirat du grand Sahara d'AQMI a tendance à proliférer davantage vers la région du centre du Mali, en prenant l'extrême nord du pays, comme base arrière. Les GAT occupent ainsi une position stratégique sans pour autant menacer la souveraineté d'Alger. La stratégie de l'Algérie est à mi-chemin entre la stratégie mauritanienne (stratégie frontale et engagement armé face à AQMI) et l'approche malienne (plutôt laxiste vis-à-vis des groupes armés).

L'Algérie construit, par le discours, ce climat d'insécurité (Brandir la menace islamiste) pour conserver son avantage comparatif sur le plan économique. Si le Nord-Mali devenait un espace d'extractions de gaz ou de pétrole, l'hégémon et la rente économique assurée par le régime algérien jusque-là en serait fragilisé²⁴⁸.

En étant partisan des théories proches de celles de Jeremy Keenan, l'on pourrait arguer que l'Algérie tend à construire un ennemi pour légitimer son action. Dans l'hypothèse où la menace islamiste ne serait en réalité qu'un conglomérat de trafiquants notoires et de criminels, l'Algérie serait, en réalité, le créateur d'une menace répertoriée par la communauté internationale comme étant une priorité absolue. Toutefois, cette analyse de la nébuleuse d'AQMI nous paraît erronée car elle revêt un caractère plus complexe et moins uniforme. La construction de l'Algérie n'est donc que partielle malgré l'intérêt et la recherche désespérée d'un ennemi²⁴⁹.

b. 2003 : changement de dimension du GSPC ?

La prise d'otages de 2003, dans le Sahara, permet au GSPC de se faire connaître internationalement. Cet évènement « *marque l'émergence de l'organisation sur la scène médiatique et politique internationale*²⁵⁰ ». La médiatisation est toujours un objectif et une source de succès pour un groupe terroriste qui a, dans son ADN, la volonté de frapper les esprits et de susciter les réactions politiques des acteurs visés. Cette prise d'otages intrigue les experts, journalistes et chercheurs qui travaillent sur la question car il n'y a pas eu de revendications, ni demande particulière, jusqu'à la libération des otages en août 2003²⁵¹. Le

248 Odilan Bello, *ibid.* page 12.

249 Dario Battistella, Recherche ennemi désespérément, Confluence Méditerranée,

250 Salima Mellah, « Algérie 2003 : l'affaire des « otages du Sahara », décryptage d'une manipulation », 22 septembre 2006, http://www.algeria-watch.org/fr/aw/otages_sahara.htm.

251 Les otages seront libérés en deux groupes. Le premier au mois de mai, le deuxième au mois d'août.

GSPC ne revendiquera jamais clairement cet enlèvement ; action qui n'était à l'époque pas dans leurs habitudes.

La prise d'otages de 2003 met en avant une figure importante du GSPC : Abderrazak El Para (Para pour : « *le parachutiste* ») de son vrai nom Amari Saïfi, un ancien commando parachutiste de l'armée algérienne, ayant déserté au début des années 1990. Il est également impliqué dans l'assassinat de plusieurs dizaines de soldats de l'armée algérienne. Il rejoint le GIA de Djamel Zitouni au milieu des années 1990 pour intégrer ensuite le GSPC en 1998. Il aurait, sous le commandement de Zitouni participé à l'enlèvement des moines de Tibhirine, assassinés en 1996²⁵². « *Il est en outre accusé de l'assassinat en 2000 de 15 soldats algériens, et de trafic d'armes*²⁵³ ». En tant qu'ancien soldat de l'armée et au vu de son parcours, El Para nourrit interrogations et fantasmes quant à l'implication, voire la main mise pour certains, du DRS²⁵⁴ sur le GIA, puis le GSPC. Islamiste ou pion du DRS, il fait partie, comme d'autres figures de la mouvance, de cette complexe équation algérienne dans l'espace sahélo-saharien.

Mohammed Mahmoud Abu al-Ma'ali confirme que le GSPC s'implante dans le septentrion malien dès la deuxième partie de l'année 2003. C'est le début de la pénétration salafiste djihadiste au Nord-Mali. Pour Abu Al Ma'ali, Belmokhtar et El Para sont deux des importants protagonistes de la nébuleuse²⁵⁵ et ont collaboré sur la prise d'otages des touristes européens. Le rapt a été effectué en plusieurs étapes entre février et mars 2003. Comme pour leur libération les otages seront partagés en deux groupes. Les otages auraient été détenus dans deux camps à proximité l'un de l'autre à environ 450 kilomètres à l'Ouest d'Illizi²⁵⁶, dans la région d'Amguid.

252 Jusqu'à aujourd'hui, en 2018, malgré les vingt (20) années d'enquêtes et les différentes thèses sur le dénouement de cette macabre histoire, aucune version officielle n'est privilégiée par les magistrats français. Pour plus d'information sur l'assassinat des moines de Tibhirine, voir Nadia Lamlili, « Algérie : le nouveau rapport sur l'assassinat des moines de Tibhirine en trois questions », 31 mars 2018, Jeune Afrique, <http://www.jeuneafrique.com/547133/societe/algerie-le-nouveau-rapport-sur-l-assassinat-des-moines-de-tibhirine-en-trois-questions/>; Marc Trévidic, « Au cœur de l'Antiterrorisme », JC Lattès, 2011 ; Malik AIT-AOUDIA et Séverine LABAT, « Le Martyre des sept moines de Tibhirine », Peacock Productions (France).

253 Jeune Afrique, « Algérie : Abderrezak el Para entame une grève de la faim en détention », 23 juin 2014, <http://www.jeuneafrique.com/51741/politique/alg-rie-abderrezak-el-para-entame-une-gr-ve-de-la-faim-en-d-tention/>.

²⁵⁴ Département du Renseignement et de la Sécurité - DRS.

255 Mohammed Mahmoud Abu al-Ma'ali, « Al-Qaeda and its allies in the Sahel and the Sahara », Al Jazeera Center for Studies, *Reports*, 1st May 2012.

256 Dix ans plus tard, au gré de l'évolution de l'instabilité dans la région du Maghreb, en particulier du côté de la Tunisie, l'Algérie a initié une réflexion sur la possibilité de développer, dans la région d'Illizi, un commandement militaire avancé pour contrer les différents trafics transnationaux. Cette initiative participe de la



Google Map, juin 2018.

Du récit des anciens otages, l'enlèvement aurait eu pour objectif d'interpeller l'opinion internationale sur la situation en Algérie et de demander une rançon pour renforcer leur capacité, notamment en armement²⁵⁷. Les ravisseurs sont décrits comme des hommes pieux.

L'armée algérienne lance des recherches et localise, selon plusieurs investigations, les lieux où les otages sont gardés. Les suspicieux sur la paternité de l'enlèvement augmente après la libération des otages. Tout d'abord, pourquoi l'armée, puisqu'elle aurait découvert le lieu où étaient gardés les otages, n'ont pas agi plus tôt ? Deuxièmement, la libération des touristes européens « *ressemble, selon certains des otages libérés, à une mise en scène*²⁵⁸ », tout comme les négociations pour leur libération²⁵⁹. « *Comme on l'apprendra plus tard, la libération des derniers otages aurait été obtenue en échange du versement par le gouvernement allemand d'une importante rançon, estimée à 4,6 millions d'euros, au groupe d'El-Para*²⁶⁰ ». Abderrazak El Para sera arrêté au Tchad (lors d'une expédition avec plusieurs

volonté du commandement algérien de repenser la structuration de son commandement militaire, dépassé par les réalités volatiles et évolutives des menaces sévissant entre le Maghreb et l'espace sahélo-saharien.

257 Salimah Mellah, op cit.

258 Salimah Mella, ibid.

259 Les otages seront libérés au Nord-Mali. Des médiateurs maliens participent à la libération, les amènent à Gao, puis à Bamako.

260 Salima Mellah, ibid.

de ses combattants²⁶¹) par un mouvement rebelle, le 18 mars 2004, puis remis aux autorités algériennes par l'intermédiaire des services de sécurité libyens. Il est depuis en prison, certainement à l'isolement.

L'hypothèse évoquée est que la manipulation du DRS vise à faire entrer de plein pied les algériens dans une étroite collaboration avec les Etats-Unis dans la logique de la guerre globale contre la terreur. Toutefois, l'idée selon laquelle la prise d'otages renforcerait la mise en œuvre la stratégie américaine dans la région (Pan Sahel Initiative, PSI, puis du Trans-Saharan Counter-Terrorism Partnershio, TSCTP) reste contestable. Tout d'abord, les américains n'ont pas directement été touchés par cette spectaculaire prise d'otages (pas de ressortissants américains, victimes de l'enlèvement). Deuxièmement, le PSI, puis le TSCTP émanent de stratégies visant le renforcement des capacités des pays alliés que sont la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad. Ces projets ne mobilisent des moyens humains et financiers considérables (à l'aune des capacités américaines) et s'inscrivent dans un élargissement des perspectives initiées dès la fin des années 1990 (programmes ACRI, ACOTA - voir partie Etats-Unis en Afrique et au Sahel).

Sur le plan discursif et en terme de narration, cette prise d'otage d'envergure à un impact considérable. Elle permet, du point de vue des groupes armés terroristes, à la presse de s'interroger sur l'étendue, en Afrique, de la guerre globale contre la terreur. Pour Jeremy Keenan, il n'y avait, à l'époque, pas d'activités terroristes dans la région ; la prise d'otages étant le premier fait d'armes. Nous pensons néanmoins que l'absence d'incidents liés à des groupes islamistes radicaux n'atteste en rien l'absence de groupes armés dans la région. Le parcours de personnages tels que Belmokhtar et Abou Zeid dans la région du Nord-Mali atteste de la capacité de groupes armés à étendre leur zone d'action au-delà des frontières algériennes. Pour un ancien agent de la DGSE (services secrets français), interrogé dans le cadre de nos recherches, dès les années 1997-1998, des activités de trafics avaient été notifiées dans la région²⁶².

L'Attaque d'In Amenas, à moins de cent (100) kilomètres de la frontière libyenne, a montré que l'Algérie n'est pas immunisée des attaques sur son territoire national. Elle parvient, sur le plan interne et social, à maintenir l'Islam politique en dehors du champ et de l'action

261 Mohamed Mahmoud Abu al-Ma'ali, *ibid*, page 1.

262 Entretien, printemps 2014, Paris.

politique. Sur le plan sécuritaire, elle maîtrise moins les contours de l'insécurité régionale, même si depuis l'attaque de janvier 2013, l'Algérie n'a pas subi d'autres attaques contre sa sécurité. Ce climat d'insécurité et d'incertitude à ses frontières a-t-elle permis à Alger de remplir ses objectifs, en matière de coopération avec des partenaires régionaux ? Face à la volatilité, la nature hybride, dynamique et évolutive de la menace islamiste et terroriste, dans un contexte de fragilité structurelle et de défaillance des systèmes de gouvernance des Etats voisins et de suspicion perpétuelle entre les acteurs présents sur le terrain, l'Algérie peut-elle encore asseoir sa puissance en tant qu'hégémon régional ?

2. Les logiques d'hégémon régional dans l'espace sahélo-saharien.

Quelles sont les logiques hégémoniques de l'Algérie au Sahel ? Quelle est sa stratégie, tout en se gardant de développer une politique interventionniste ? Quelles sont les difficultés auxquelles l'Algérie se heurte-t-elle ? (fragilité, voire défaillance de certains partenaires, suspicion et manque de confiance réciproque, présence d'acteurs extérieurs. L'Algérie fait face également à ses propres contradictions politiques et doctrinales vis-à-vis du terrorisme, de sa gestion des rébellions Touaregs et dans l'articulation de sa politique sécuritaire nationale et régionale.

L'Algérie pousse à la création d'un complexe de conflictualité régionale, pour renforcer la coopération régionale, comme alternative à l'intervention étrangère. L'hégémon algérien est construit sur l'idée que des réponses doivent être apportées à un contexte de menaces qui lui est propre. Cette réponse se situe, selon les algériens, dans le cadre de l'initiative des pays du champ ; première organisation d'intégration sous régionale en la matière (2010). Cette intégration est-elle réellement voulue ou une approche de façade ? Pour ce faire, l'Algérie a besoin d'une délimitation palpable de sa zone d'influence, tout en s'assurant de son rôle de puissance face aux menaces subites par l'espace concerné ; menaces qu'elle ne subit plus directement.

Elle développe ainsi une narration qui met l'accent sur la solidarité régionale, tout en mettant un point d'orgue à ce que les notions de frontière et de souveraineté soient respectées. Cette narration exacerbée de la souveraineté (et donc implicitement de la frontière) n'est pas nouvelle. Pour l'Algérie, le cadre d'intégration régional doit-être le premier levier d'action des pays de la sous-région. « *Selon le ministère délégué chargé des Affaires maghrébines et*

africaines, Abdelkader Messahel, les initiatives des pays extrarégionaux doivent venir en « complément et non en substitution, et il n'existe pas d'alternative viable et efficace à notre action »²⁶³ ». Par son insistance en vers les notions de souveraineté et d'intégration régionale, l'Algérie pointe, indirectement du doigt, les effets négatifs de la présence de puissances extérieures, qui nourrit l'idéologie et l'action des groupes armés terroristes. Qu'en est-il du rôle et la stratégie de l'Algérie ?

L'Algérie est aujourd'hui, depuis la partition du Soudan, le plus grand pays d'Afrique et du monde Arabe. Elle est au croisement de la Méditerranée, du monde Arabe et de l'Afrique. Forte de ses richesses en hydrocarbures, son économie (en particulier sa balance commerciale liée au dynamisme de ses exportations) est la plus forte de la région. Sa diplomatie repose d'ailleurs sur *« une gestion de la rente pétrolière et sécuritaire²⁶⁴ ». « Fascinant de paradoxes », l'Algérie est, selon certains, un « arbitre diplomatique incontournable mais redouté pour ses positions intransigeantes héritées de l'âge d'or des non-alignés²⁶⁵ ». L'Algérie attache une importance particulière à la notion de souveraineté.*

Sur le plan militaire, l'Algérie ne souffre d'aucune comparaison avec ses voisins sahéliens, sur le plan capacitaire, en termes d'expérience et d'aguerrissement au combat et sur le plan budgétaire. *« Algeria is the wealthiest country in the region, committing six-fold more resources to its military budget than all of its Sahelian neighbors combined. In addition to being the largest, Algeria's military is also considered the region's best equipped and most battle-tested²⁶⁶ ». « Depuis 2002, les dépenses publiques militaires se sont accrues de 170 %, en même temps qu'une modernisation et une professionnalisation de l'armée ont été mises en œuvre. Pour la seule année 2011, le budget de l'armée s'est accru de 44 %²⁶⁷ ». Son positionnement géographique lui confère, de toute évidence, une position de choix pour exercer un rôle sécuritaire de premier ordre dans l'ensemble sous régional²⁶⁸. Il lui revient « la gestion de la menace terroriste d'une région gagnée par l'instabilité²⁶⁹ ».*

263 Abdenour Benantar, « Sécurité aux frontières : Portée et limites de la stratégie algérienne », L'Année du Maghreb, 14 | 2016, 147-163.

264 Mihoub Mezouaghi, *ibid.* introduction.

265 <http://blog.lefigaro.fr/algérie/2013/01/la-presse-algerienne-sattaque-a-la-france-1.html>.

266 Laurence Aïda Ammour, *ibid.* p 2.

267 Mezouaghi, *ibid.* page 3.

268 Laurence Aïda Ammour, « Regional Security Cooperation in the Maghreb and Sahel: Algeria's Pivotal Ambivalence », Africa Security Brief, N°18, ACSS, February 2012, page 2.

269 Blog lefigaro op cit.

Enfin, il convient de s'interroger, à l'aune du rôle qu'elle a joué dans les accords de paix au Mali voisin, depuis les années 1990, et dans sa relation ambiguë avec certains acteurs terroristes²⁷⁰, sur le bien-fondé de l'implication de l'Algérie dans la sous-région. Lors d'un entretien, un diplomate malien nous faisait la remarque suivante : « *si beaucoup de personnes pensent que l'Algérie fait partie de la solution au Mali et au Sahel, pourquoi ne pas poser la question dans l'autre sens, à savoir : l'Algérie ne fait-elle pas partie du problème* »²⁷¹ ? Mihoub Mezouaghi s'interroge sur le changement radical de perception vis-à-vis de l'Algérie, « longtemps désignée comme « *l'homme malade* » du Maghreb (...) désormais présentée comme la puissance régionale ». L'analyse de Mezouaghi rejoint celle du diplomate malien interviewé qui s'interroge sur la capacité réelle d'influence de l'Algérie. « *L'Algérie est-elle en mesure de s'affirmer comme une puissance régionale ? Quels en seraient, alors, les ressorts objectifs ?*²⁷² ».

a. Rivalités et compétitions entre l'Algérie et la Libye

La puissance d'un Etat se mesure à sa capacité d'influencer d'autres acteurs sur le plan politique, économique, culturel, etc. La Libye a, en cela, été un acteur d'influence en mobilisant et en attribuant des fonds à l'Union Africaine et en soutenant des groupes armés Touareg au Sahel. L'Algérie a eu, dans un passé encore proche (la question est de savoir si elle l'est toujours aujourd'hui), la capacité d'influer sur la tournure des rebellions Touaregs, en étant le médiateur et le garant des accords de paix (1991 ; 2006 ; 2015) entre Bamako et ces derniers. Alger, serait (si cela été avéré) également un influenceur, voire un « *game changer* », s'il était prouvé que les groupes armés terroristes arrivent à se ravitailler en produits de première nécessité à la frontière entre l'Algérie et le Mali.

Le rôle de puissance se matérialise parfois par la domination et/ou le leadership, éléments sujets à la subjectivité et par voie de conséquence à la notion de représentation. En cela, les discours (connus pour forger les imaginaires collectifs) en faveur d'une implication de l'Algérie au Sahel, confèrent à l'Etat une forme de légitimité et d'attente envers lui. Le panarabisme et le panafricanisme développés par Mouammar Kadhafi ont joué un rôle mobilisateur et d'influence. Néanmoins, aujourd'hui, Kadhafi n'est plus et les réalités sahélo-

270 A l'époque du GIA, puis du GSPC, et depuis avec AQMI et Ansar Dine.

271 Entretien avec un diplomate malien en poste dans un pays sahélien, août 2012.

272 Mihoub Mezouaghi, *ibid.* introduction.

sahariennes ont drastiquement changé. Les réflexes analytiques et cognitifs ne suffisent plus à délimiter et comprendre le rôle et l'influence joué par les différentes forces en présence.

La géographie et l'économie de rente (respectivement des facteurs objectifs et conjoncturels) sont pour les deux puissances, en particulier pour l'Algérie, des facteurs de puissance et d'influence. Sur le plan politique, diplomatique et économique les deux pays ont choisi l'isolationnisme. Le modèle autocentré de l'Algérie a d'abord été voulu puis subi²⁷³. Le marché des hydrocarbures est, depuis quelques années, défavorable aux pays producteurs et exportateurs de pétrole, contrairement au début du XXIème siècle. La diplomatie des deux pays est fonction des bonnes grâces de leurs productions respectives. A l'époque les deux pays, avec toute la realpolitik qui s'impose, ne manquent pas de prendre en route le wagon de la mondialisation. La Guerre froide, bien que terminée, n'empêche pas les vieux réflexes de refaire surface. La logique des pays importateurs de pétrole et de gaz est donc à la diversification des partenaires afin d'éviter les dépendances trop visibles. Le cercle vertueux lié aux hydrocarbures permet à l'Algérie de développer une diplomatie financière avec ces voisins immédiats en annulant la dette de certains pays. La Mauritanie, le Mali et le Niger en font partis. « *L'Algérie a décidé d'annuler les dettes de 14 pays d'Afrique dont le montant est de 902 millions de dollars*²⁷⁴ ». Les réserves de changes engrangés par l'Algérie la mettent en position de force. « *Fort de ses réserves de change de 183 milliards \$, l'Algérie est de plus en plus courtisée par les institutions et les pays en quête « d'argent frais »*²⁷⁵ ».

L'Algérie et la Libye ont tous deux une histoire forte qui les lie à la problématique de la sécurité et du terrorisme international. L'Histoire montre que les deux protagonistes se sont retrouvés depuis 2011-2012 au cœur de la ré-articulation des forces islamistes et terroristes en présence dans la bande sahélo-saharienne.

273 Mezouaghi, ibid. page 2.

274 Afrik.com, « L'Algérie annule la dette de 14 pays africains », 31 mai 2013, <http://www.afrik.com/l-algerie-annule-la-dette-de-14-pays-africains>.

275 Agence Ecofin, « L'Algérie annule 3 milliards \$ de dettes de 10 pays africains », 3 août 2012, <https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/0308-6064-l-algerie-annule-3-milliards-de-dettes-de-10-pays-africains>.

b. L'Algérie et le Mali

L'Algérie et le Mali c'est tout avant tout 1 400 kilomètres de frontières. Depuis 1990, la nature cyclique de la crise politique malienne qui oppose les gouvernements aux mouvements rebelles Touaregs du nord, a conféré à l'Algérie un rôle de médiateur, renforçant son entreprise de légitimation régionale et internationale, notamment face à la Libye de Kadhafi. La crise de 2012 (dernier avatar de la mobilisation insurrectionnelle Touareg au Nord-Mali) a une particularité en cela qu'elle s'est rapidement internationalisée, fragilisant de fait les équilibres régionaux. C'est « *sans doute un point d'inflexion dans les équilibres régionaux, ouvrant à l'Algérie une fenêtre d'opportunité pour redéfinir ses relations avec les pays limitrophes et plus globalement avec les puissances internationales*²⁷⁶ ». Nous nous interrogeons, ici, sur la nature des relations qu'entretient l'Algérie avec les différents acteurs maliens, en particulier les rebelles Touaregs et les groupes armés terroristes. Dans une perspective historicisée, il s'agira de comprendre comment l'Algérie interagit avec les forces en présence et l'impact sur la stabilité, pour un pays qui tente de rester, bon gré mal gré, un acteur incontournable.

➤ *L'Algérie et les rebelles Touaregs*

L'Algérie considère une partie du Nord-Mali comme son arrière-cour. On entend souvent dire que Tamanrasset est la capitale de la région de Kidal. Le sud algérien est stratégique pour Alger, où vivent 50 000 Touaregs²⁷⁷. Pour un ancien diplomate basé à Bruxelles, l'Algérie pousse toujours pour plus de décentralisation mais reste opposée à l'indépendance des Touaregs. Une décentralisation qui réduit au minimum la présence de l'Etat dans la région de Kidal. De fait, la région de Kidal est une province informelle de l'Algérie²⁷⁸. Le commerce transsaharien est une activité transfrontalière entre l'Algérie et le Mali. Elle est, selon l'OCDE, « *très largement sous-estimée par les statistiques officielles*²⁷⁹ ». « *L'ensemble de ces activités représente une part significative de l'économie locale « réelle » du Septentrion malien ; sans doute le principal secteur économique de la région de Kidal* » (Bossard, *ibid.*).

276 Mihoub Mezouaghi, *ibid.* page 1.

277 Le Monde avec l'AFP, « Un chef touareg algérien s'oppose à une intervention militaire étrangère dans le nord du Mali », 29 octobre 2012, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/10/29/un-grand-chef-touareg-algerien-s-oppose-a-une-intervention-militaire-etrangere-dans-le-nord-du-mali_1782656_3212.html#Tr0Qw0yMrt6hJXdm.99.

278 Echanges par email, 11 mars 2018.

279 Laurent Bossard, *op cit.* page 30.

L'Algérie ferme-t-elle les yeux sur les activités de commerces transfrontaliers ? le cas échéant quelles en sont les conséquences ? Pour Anouar Boukhar²⁸⁰, le gouvernement a favorisé une approche du « *laisser-faire* », contribuant de fait à faire de la contrebande une activité majeure dans la région du sud du pays. Cette stratégie s'est révélée payante pour gérer la situation économique et sociale d'une région peu favorisée par les activités de rente en hydrocarbure. Mais, l'avènement des printemps arabes, a fragilisé cet équilibre selon Boukhars : « *The shortcoming of Algeria's lax management of its borderlands came after 2011* » (ibid). Le maintien à distance des régions lointaines des capitales a permis aux groupes armés d'utiliser et d'apprivoiser ces espaces pour en faire leur terrain de jeux. Cette marginalisation des espaces et des populations y vivant fragilise à terme la sécurité des Etats et de leurs voisinages immédiats.

➤ *Algers et Iyad Ag Ghali*

« *Après avoir longtemps réprimé les Touaregs aux côtés de l'armée malienne, Alger s'engage en effet, dans une stratégie d'infiltration*²⁸¹ » des mouvements rebelles au Mali voisin. En ce sens, les défenseurs du dialogue avec une personne comme Iyad Ag Ghali, pourrait avoir pour conséquence de donner davantage de pouvoir et d'influence à l'Algérie qui traite avec le personnage depuis de longues années. « *Ainsi, proposer d'ouvrir le dialogue à Iyad, comme le suggèrent certains, pourrait conduire à une situation où l'Algérie contrôlerait de facto la région à travers Iyad*²⁸² ». Officiellement, Alger dit ne pas avoir de contacts avec le leader d'Ansar Dine. En réalité, les services de sécurité se targuent, auprès de leurs homologues d'être en capacité de « *gérer* » Iyad Ag Ghali²⁸³. « *Sous François Hollande, certains responsables français estimaient déjà que le pouvoir jouait un jeu ambigu avec le fondateur d'Ansar Eddine. Pour étayer leurs propos, ils citaient le nom de plusieurs personnalités soupçonnées de jouer les émissaires, comme Ahmada Ag Bibi, réputé proche d'Iyad Ag Ghaly et élu député de la circonscription d'Abeïbara sous les couleurs du Rassemblement pour le Mali (RPM, au pouvoir)* » (JA, ibid.).

280 Anouar Boukhar, « Les rebords fragiles du Maghreb », *Bulletin de la sécurité africaine* N°34, Africa Centre for Strategic Studies (ACSS), 4 avril 2018, <https://africacenter.org/fr/publication/les-rebords-fragiles-du-maghreb/>.

281 Nicolas Beau, « Iyad Ag Ghali, terroriste et faiseur de paix », <https://mondafrique.com/lombre-diyad-ag-ghali-plane-projet-de-paix-mali/>.

282 Echanges par email, op cit.

283 Entretiens, Nouakchott, juillet/août 2012.

La diplomatie algérienne s'est, dès 1991, imposée comme principale interlocutrice dans la gestion de la rébellion Touareg, biais via lequel l'Algérie développera d'étroites relations avec Iyad Ag Ghali. Cette période de rébellion au Mali correspond au début d'une période sombre pour l'Algérie, la décennie noire. Alger doit gérer une mobilisation du Front Islamique du Salut (FIS), prêt à remporter les élections, des revendications berbères dans le sud du pays et une rébellion Touareg qui sévit par-delà ses frontières, au Mali. C'est dans ce contexte périlleux, au sortir de la Guerre froide, que l'Algérie entend jouer un rôle de premier ordre dans la crise qui oppose rebelles Touareg et le gouvernement central de Bamako. Pour Alger, il n'est pas envisageable de laisser un foyer d'instabilité se développer à son flanc sud ; une instabilité qui pourrait éveiller des appétits dans une région peuplée également de populations Touaregs.

c. Algérie, AQMI, guerre contre le terrorisme

A travers le prisme de la guerre contre la terreur, Alger entend asseoir son leadership politique, diplomatique et sécuritaire dans l'espace sahélo-saharien. Pour ce faire, elle entend contrer l'implication croissante d'acteurs extérieurs, tels que l'Union européenne, qu'elle perçoit comme le cheval de Troie de la France. L'intervention de la France en janvier 2013 est en cela un revers pour Alger.

Les relations entre le pouvoir algérien et le rebelle Touareg devenu djihadiste (Iyad Ag Ghali) interroge sur la nature des relations qu'Alger peut entretenir avec d'autres acteurs au sein de la mouvance islamiste radicale. Les risques pris par Alger, dans les années 1990 avec le GIA et le GSPC, ont-ils amené la puissance régionale à changer de stratégie vis-à-vis d'AQMI, à partir des années 2006-2007 ? Qu'en est-il aujourd'hui ? L'Algérie a-t-elle encore la capacité d'intervenir en tant que médiateur ?

L'Algérie semble nier l'existence de connexions entre les groupes islamistes nés en Algérie et l'organisation d'AQMI. Pour les autorités, AQMI est un groupe terroriste motivé par des idéologies extrémistes ; ce qui contraste avec l'analyse des Etats sahéliens qui mettent en avant la nature criminelle de l'organisation²⁸⁴. Pourtant, les chefs d'AQMI sont algériens... L'intérêt d'Alger est de maintenir la pression sur la communauté internationale et sur les pays

284 Laurence Aïda Ammour, *ibid.* page 2.

voisins en démontrant que la menace est réelle, sous-entendant que son rôle est essentiel pour éradiquer les menaces qui pèsent sur l'ensemble sous régional. « *Algeria seems keen to maintain perceptions of an ongoing threat of terrorism to further its own self-interests*²⁸⁵ ».

Depuis 2001, l'Algérie octroie des moyens considérables à ses armées. Entre 2006 et 2009, le budget de l'armée a triplé, atteignant quasiment les 5,5 milliards de dollars. C'est le deuxième budget militaire en Afrique, après l'Afrique du Sud, le premier au Maghreb et le neuvième dans le monde (Aïda Ammour, p 6). Le premier fournisseur d'Alger est Moscou²⁸⁶.

➤ *La relation Alger/Washington, ligne directe de la GWOT au Sahel ?*

La stratégie de coopération de Washington avec l'Algérie s'articule autour de deux prérogatives que Washington s'efforce de garder en équilibre. Il s'agit, d'une part, de la collaboration en matière de contre-terrorisme et d'autre part, des enjeux économiques (ouverture de l'économie algérienne) à l'image des opportunités que représentent les secteurs porteurs du gaz et du pétrole²⁸⁷. Ce deuxième aspect est tout aussi important que l'Algérie fait l'objet de convoitises de la part de concurrents directs des Etats-Unis. Il s'agit notamment de la Chine et de la Russie (également très présente dans le secteur de la sécurité et de l'armement en Algérie). En 2006, le rapprochement entre l'Algérie et la Russie s'illustre à travers la signature d'importants contrats d'armements russes mais surtout « *le resserrement des liens entre les grandes compagnies pétrolières et gazières russes et Sonatrach pour l'exploitation des hydrocarbures algériens*²⁸⁸ ».

A partir de 2011 (printemps arabes, puis la crise malienne), la relation entre les deux pays peut prendre une nouvelle tournure bien que l'Algérie ne semble montrer aucun infléchissement sur sa stratégie politique et sécuritaire, en relation avec son voisinage à l'est (Libye, Tunisie) et au sud (pays sahéliens). L'Algérie, depuis le 11 septembre, est dans une logique de collaboration avec les Etats-Unis. Pour autant, décide-t-elle de se laisser influencer dans ses choix et priorités stratégiques ? Rien n'est moins sûr. Son manque d'ouverture à l'international contraint l'Algérie dans sa capacité d'influence sur le Sahel et, *in fine*, dans sa capacité à devenir une puissance régionale incontestée.

285 Oladiran Bello, *ibid.* page 12.

286 En 2006, l'Algérie et la Russie signent un contrat d'équipements pour la somme de 7,5 milliards de dollars.

287 Alexis Arieff, « Algeria: current issues », Congressional Research Service, 18th January 2013.

288 Guèze, Mellah, *ibid* page 54.

La globalisation de la lutte contre le terrorisme, après le 11 septembre 2001, est une aubaine pour l'Algérie qui voit Washington lui tendre les bras pour assurer la stabilité du Maghreb et de l'espace sahélo-saharien. Une véritable opportunité pour Alger de faire de son histoire de la décennie noire une rente politique, diplomatique et sécuritaire et se positionner comme un interlocuteur incontournable. Le régime bâti sur la coercition et l'hyper présence du DRS n'a qu'à dérouler son savoir-faire. Comme nous le mentionnions antérieurement, « *AQMI est devenu l'ennemi utile qui permet à Alger de justifier sa politique sécuritaire et ses relations avec des puissances comme les Etats-Unis* » (voir supra). En moins d'une décennie, le montant des exportations de matériel militaire des Etats-Unis en Algérie a atteint les 800 millions de dollars²⁸⁹.

Moins de trois ans après les attentats du 11 septembre, les Etats-Unis se mobilisent pour renforcer leur coopération avec l'Algérie sur le plan sécuritaire. Nous sommes quatre ans avant la création de l'AFRICOM. « *Dès mars 2004, lors d'une visite en Algérie, le général Charles Wald, commandant en chef adjoint des forces américaines en Europe (EUCOM), affirmait que des membres d'Al-Qaida tentaient de s'établir « dans la partie nord de l'Afrique, au Sahel et au Maghreb. Ils cherchent un sanctuaire comme en Afghanistan, lorsque les Talibans étaient au pouvoir. Ils ont besoin d'un endroit stable pour s'équiper, s'organiser et recruter de nouveaux membres*²⁹⁰ ». Washington développe alors les mêmes schémas doctrinaux et militaires que pour l'Irak et l'Afghanistan. Pour les Etats-Unis, « *l'Algérie est un partenaire crucial pour s'occuper d'AQMI* » et pour sortir de la crise malienne²⁹¹. Selon certains, la prise d'otages de touristes occidentaux dans le Sahara algérien en 2003 aurait considérablement rapproché américains et algériens.

Dès janvier 2012, alors que la crise malienne en est encore à ses balbutiements, le Ministre des Affaires étrangères algérien, Mourad Meldeci, se rend aux Etats-Unis pour rencontrer Hillary Clinton (Secrétaire d'Etat) et le Secrétaire Général des Nations-Unies. Peu d'éléments filtrent mais l'on peut imaginer l'enjeu de cette mission de travail au moment où le Nord-Mali vit une situation relativement fragile sur le plan sécuritaire.

289 Aïda Ammour, p 6

290 Salima Mellah, « Algérie 2003 : l'affaire des « otages du Sahara », décryptage d'une manipulation », 22 septembre 2007, Algeria-Watch, http://www.algeria-watch.org/fr/aw/otages_sahara.htm.

291 Le Monde avec l'AFP, « Un chef touareg algérien s'oppose à une intervention militaire étrangère dans le nord du Mali », 29 octobre 2012, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/10/29/un-grand-chef-touareg-algerien-s-oppose-a-une-intervention-militaire-etrangere-dans-le-nord-du-mali_1782656_3212.html#IYs8Oydrxm9zwl8J.99.

➤ *Alliances et isolationnisme*

Les paradoxes de l'Algérie se manifestent par sa participation à de nombreuses organisations et foras internationaux, tout en assurant, dès qu'elle le peut, l'immobilisme. L'Algérie a toujours craint la création d'alliances régionales dont elle serait exclue²⁹². Dans son action diplomatique, Alger prend le soin de toujours garder en constance deux éléments : l'éloignement de la France, sur le plan international et la mise à l'écart du Royaume du Maroc, à l'échelle régionale²⁹³. Sur le plan politique et idéologique, le régime est caractérisé par son inflexibilité, presque dogmatique, postindépendance. Les réalités et le contexte du monde bipolaire de la Guerre froide tapissent encore les cerveaux des décideurs algériens, pour encore que l'on puisse véritablement savoir qui gouverne en Algérie. Le pays, bien que stable, est figé.

L'Algérie, bien aidée par les Etats-Unis, a toujours essayé de centraliser la guerre contre le terrorisme au Sahel. Pour Laurence Aïda Ammour, la création du Comité d'Etat-Major Opérationnel Conjoint²⁹⁴ (CEMOC), dans le cadre de l'initiative des pays du champ, est en la preuve. L'initiative visait à coordonner les efforts en matière de sécurité, « *tout particulièrement la lutte contre le terrorisme et le crime organisé. C'est le premier dispositif de sécurité régionale à dimension opérationnelle*²⁹⁵ ». Le CEMOC n'a jamais véritablement pris son envol malgré quelques exercices communs entre les armées de la région²⁹⁶. C'est une coquille vide que les algériens s'efforcent de garder sous leur contrôle, à l'abri d'éventuels partenaires qu'Alger considérerait comme trop intrusif dans la sécurité de la région. Le CEMOC ne verra jamais la mise en œuvre opérationnelle (75 000 hommes), qu'on lui prédestinait²⁹⁷. Il existe, mais vivote et reste essentiellement limité à quelques réunions régionales, via la participation des points focaux des pays concernés.

292 Laurence Aïda Ammour, *ibid.* page 3.

293 Alger observe particulièrement la relation qu'entretient la République Islamique de Mauritanie (RIM) avec le Maroc. Voir Philippe Marchesin, « Tribus, ethnies et pouvoir en Mauritanie », Karthala, 1992.

294 Le CEMOC, créé en avril 2010 à Tamanrasset, regroupe les pays du champ (Algérie, Mauritanie, Mali, Niger). Ce commandement militaire est associé à deux autres mécanismes, le CAERT (Centre Africain d'Etudes et de Recherche sur le Terrorisme) de l'Union Africaine, basé à Alger et l'Union de Fusion et de Liaison (UFL), également basé à Alger mais qui regroupe huit Etats, contrairement au CEMOC qui n'en regroupe que quatre. Les quatre pays supplémentaires associés à l'UFL sont : Le Burkina Faso, la Libye, Nigeria, Tchad.

295 Abdennour Benantar, « Sécurité aux frontières : Portée et limites de la stratégie algérienne », *L'Année du Maghreb*, 14 | 2016, 147-163.

296 En juin 2011, les forces spéciales de l'Algérie, du Mali et du Niger procèdent à leur premier exercice commun sur leurs frontières communes.

297 Laurence Aïda Ammour, *ibid.* page 3.

Lors du déclenchement de la crise malienne en 2012, l'Algérie était farouchement opposée à une intervention de la CEDEAO alors qu'elle condamnait officiellement la présence des islamistes dans le septentrion malien²⁹⁸. Cette position est soutenue notamment par des dignitaires Touaregs de la région de Tamanrasset. Mahmoud Guemama, élu de Tamanrasset, « s'est prononcé contre une intervention militaire étrangère dans ce pays voisin, dans un entretien publié lundi 29 octobre par le quotidien arabophone Elkhobar. "Ce que demandent les Etats-Unis et la France va causer beaucoup de problèmes, et nous, dignitaires de l'Ahaggar [région où vivent les Touareg algériens], demandons à l'Algérie de continuer à s'opposer à une intervention militaire étrangère et à privilégier le dialogue" (...)»²⁹⁹. Alger finira par infléchir sa position sur l'intervention de la CEDEAO sans pour autant proposer de participer militairement³⁰⁰.

Sur le plan international, l'Algérie participe de manière relativement active au Global Counter-Terrorism Forum³⁰¹ (GCTF), un forum international regroupant vingt-neuf (29) Etats, plus l'Union européenne, dont la vocation est de réduire la vulnérabilité des populations au terrorisme. Cette approche par la sécurité humaine est essentiellement le fruit de la diplomatie américaine (Département d'Etat), dont l'impact est, somme toute, modeste. Le GCTF focalise son action sur cinq points³⁰² qui se matérialise par cinq groupes de travail. A travers ces groupes de travail, le GCTF tente de favoriser les échanges et la collaboration entre praticiens, experts et acteurs de la société civile. L'Algérie co-anime le groupe de travail sur l'Afrique de l'Ouest³⁰³ - *Capacity Building in the West African Region Working Group* - avec le Canada. Ce forum international informel a été créé en 2011 en tant que plateforme dédiée au contre-terrorisme pour répondre aux enjeux du terrorisme au XXIème siècle, en impliquant renforçant les capacités des acteurs civils liés au contre-terrorisme. Malgré la limite des actions menées jusque-là, il faut saluer la volonté du GCTF de favoriser une

298 Rappelons que l'Algérie finira par collaborer avec la France en acceptant le survol de son territoire, dès le début des opérations de Serval, en janvier 2013.

299 Le Monde avec AFP, « Un chef touareg algérien s'oppose à une intervention militaire étrangère dans le nord du Mali », 29 octobre 2012, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/10/29/un-grand-chef-touareg-algerien-s-oppose-a-une-intervention-militaire-etrangere-dans-le-nord-du-mali_1782656_3212.html#Tr0Qw0yMrt6hJXdm.99.

300 Le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) refuse également de s'allier avec la CEDEAO et avec les FAMA craignant des exactions contre les populations de la région.

301 Pour plus d'information, voir : <https://www.thegctf.org/>.

302 Les axes de travail du GCTF sont les suivants: « *Countering Violent Extremism (CVE)* », « *Criminal Justice and Rule of Law* », « *Foreign Terrorist Fighters (FTF)* », « *Capacity-building in the East Africa Region* », « *Capacity-building in the West Africa Region* ».

303 Le groupe de travail sur l'Afrique de l'Ouest a pris le relais du groupe de travail sur le Sahel pour élargir les perspectives du GCTG dans la région. Le nouveau *working group* (WG) a vu le jour en septembre 2017.

approche décloisonnée, civile, internationale, dotée d'une vision et un plan d'action à long-terme.

II - La République Islamique de Mauritanie et le Niger dans l'équation sahélienne.

1. La Mauritanie : entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne

a. Tantôt incubateur tantôt persécuteur - un adversaire de taille pour AQMI

La République Islamique de Mauritanie est un « *Etat-frontière*³⁰⁴ » entre l'Afrique du Nord et l'Afrique sahélo-saharienne ; un Etat majoritairement arabophone et dont les spécificités n'ont d'égaux dans son voisinage immédiat. « *Ce petit pays désertique, sous-peuplé et isolé*³⁰⁵ » n'est en vérité pas si éloignée et déconnectée du reste de la sous-région. Il est au contraire au cœur des enjeux géopolitiques. « *Son emplacement lui confère un rôle-clé et historique dans les processus régionaux notamment de radicalisation*³⁰⁶ ».

Bâtie sur une dune, la ville de Nouakchott devient, en juin 1957, trois ans avant l'indépendance, le premier point d'ancrage territorial de la capitale et de l'Etat mauritanien. « *Le Conseil de gouvernement mauritanien prend sa première décision : rapatrier son chef-lieu, jusqu'alors établi à Saint-Louis au Sénégal*³⁰⁷ ». La première pierre est posée le 5 mars 1958. Le général de Gaulle effectue sa première visite en Mauritanie³⁰⁸ en 1959. L'indépendance est proclamée par Moctar Ould Daddah le 28 novembre 1960 « *dans un hangar, construit pour l'occasion (...), faute de bâtiment en dur assez grand*³⁰⁹ ». A l'époque Nouakchott est peuplée d'environ 5000 habitants. La première Mosquée fut construite en 1960.

304 Zekeria Ould Ahmed Salem (Sous la direction de), « Les trajectoires d'un État-frontière : Espaces, évolution politique et transformations sociales en Mauritanie », Dakar, Codesria, 2004.

305 Zekeria Ould Ahmed Salem, « les trajectoires de l'islamisme en Mauritanie », op cit. p 636.

306 Ahmed Salem, ibid. p 637.

307 Laura Martel, « Nouakchott, une capitale sortie des sables », RFI, 27 novembre 2011, <http://www.rfi.fr/afrique/20101127-nouakchott-une-capitale-sortie-sables>.

308 « *Devenue colonie en 1920, la Mauritanie, ainsi appelée depuis la conquête française de l'intérieur du pays, est rattachée à l'Afrique occidentale française. Elle est administrée depuis Saint-Louis, conjointement avec le Sénégal (colonie de Mauritanie-Sénégal)* », Laura Martel, ibid.

309 Ibid.

b. La stratégie mauritanienne de lutte contre le terrorisme

Après l'Algérie, la Mauritanie est le pays qui subit le plus d'attaques terroristes, dans la première décennie des années 2000. Pays carrefour entre l'Afrique du Nord et de l'Afrique de l'Ouest, la Mauritanie est considérée depuis plusieurs années comme le maillot fort de la lutte contre le terrorisme islamiste, dans la région saharo-sahélienne. Le pays, dont le régime est partiellement issu de l'armée, est stable malgré des fragilités de plusieurs types. Pour Anouar Boukhars, ces « *domaines d'insécurité* » sont au nombre de cinq : 1) un climat politique à enjeux, 2) une situation économique qui se dégrade, 3) des tensions socio-politiques basées sur des divisions ethno-raciales historiques, 4) une augmentation de la radicalité de mouvements sociaux, 5) la menace interne liée au militantisme (comprendre les accointances avec le militantisme lié de prêt ou de loin à la nébuleuse d'AQMI et à l'extrémisme violent³¹⁰). « *Au sein des pays du Sahel, la position géopolitique et géostratégique de la Mauritanie est d'autant plus cruciale que périlleuse. Longtemps considérée comme trait d'union entre l'Afrique occidentale et le Maghreb, la Mauritanie reste fortement tributaire des écarts disproportionnés entre la géographie de son histoire et l'histoire de sa géographie. Étant le plus grand portail du Sahel sur l'Atlantique avec ses 754 km de côtes, sa superficie surdimensionnée de plus d'un million de km², ses reliefs difficiles et accidentés, ses labyrinthes sahariens à faible densité humaine, la Mauritanie est par excellence le pays le plus fragile et le moins contrôlable de la région*³¹¹ ». Pourtant, il est le plus stable depuis bien des années.

➤ La coopération avec la France

En 2010, devant les ambassadeurs de France, le président Sarkozy insistait sur le rôle de premier ordre que la Mauritanie joue dans la lutte contre le terrorisme au Sahel (trouver la référence). En 2009, « *le président mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz, recevait des*

310 "Five domains of insecurity have emerged as especially critical: a challenging political climate marked by unresolved tensions between the president and the opposition; a deteriorating economic outlook filled with considerable uncertainty; the hardening of socio-political tensions rooted in historical ethno-racial divisions; the growing radicalization of social movements; and the threat of internal militancy. These five factors reinforce each other, creating a vicious circle that must be broken in order for the country to avoid destabilization", Anouar Boukhars, "As Threats Mount, Can Mauritania's Fragile Stability Hold?" World Politics Review (WPR), 16th June 2016, consulté le 27 juin 2016, <http://www.worldpoliticsreview.com/articles/19084/as-threats-mount-can-mauritania-s-fragile-stability-hold>.

311 Mohamed Saleck, « Sahel : une géopolitique de l'invisible ! », 21 décembre 2010, <https://kassataya.com/2010/12/21/sahel-une-geopolitique-de-linvisible/>

experts militaires français, puis le chef d'état-major des armées, le général Georgelin. Ces visites ont été suivies de la vente d'équipements et de l'envoi de formateurs français³¹² ». Avec la croissance de la menace terroriste au Sahel, la Mauritanie est devenue un partenaire privilégié de la France et des Etats-Unis. La coopération entre la RIM et Paris est duale. D'une part, les projets culturels et de développement. D'autre part, la coopération sécuritaire et militaire. La France est le premier partenaire bilatérale de la République Islamique de Mauritanie. La Mauritanie « *fait partie des 19 pays prioritaires de l'aide au développement de la France³¹³ ».*

Les visites officielles sont régulières, sans pour autant que cela soit au plus haut niveau de l'Etat. Un président français ne s'est pas rendu officiellement en Mauritanie depuis la dernière visite de Jacques Chirac en 1997. Le président Macron devait se rendre en Mauritanie au printemps ; voyage finalement reporté au début de l'été 2018. Les relations entre le président Hollande et le président Aziz auraient été fragiles selon certains témoignages. Ce dernier « *nourrissait plusieurs griefs contre la France, qui, selon lui, maintenait son pays en zone rouge pour les touristes et privilégiait financièrement le Sénégal, le Mali et le Niger³¹⁴ ».*

➤ *La Mauritanie s'attaque aux idéologies radicales de l'islamisme*

Bon nombre d'experts considèrent que la Mauritanie est un pays qui flirte avec le salafisme et avec toute sorte d'acteurs agissant entre la Mauritanie, à l'Est, et le Nord-Mali. Parallèlement, la Mauritanie développe une importante coopération avec des partenaires extérieurs - la France en particulier. En 2011, lors du discours devant les ambassadeurs, Nicolas Sarkozy insistait sur l'importance du rôle joué par la Mauritanie, sur qui la France s'appuie au Sahel. L'Ambassadeur de France en RIM (janvier 2018) ajoute que la Mauritanie est un partenaire stratégique³¹⁵, que le dialogue entre les deux présidents est régulier ces derniers mois. Il n'oublie pas de féliciter le rôle de la Mauritanie dans le leadership exercé dans la création du G5 Sahel et dans sa contribution à la paix et à la sécurité sur le continent (crise gambienne).

312 Antonin Tisseron, *ibid.* p 113.

313 Pour plus d'information, voir : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/mauritanie/la-france-et-la-mauritanie/>.

314 Jeune Afrique, « Mauritanie-France : Macron attendu à Nouakchott pour parler du G5 Sahel avec Aziz », 19 février 2018, consulté en mars 2018, <http://www.jeuneafrique.com/mag/532367/politique/mauritanie-france-macron-attendu-a-nouakchott-pour-parler-antiterrorisme-avec-aziz/>.

315 Alakhbar, « Mauritanie : l'accord d'association avec la CEDEAO, très prometteur (Ambassadeur de France) », 19 janvier 2018, <http://www.fr.alakhbar.info/13269-0-Mauritanie-laccord-dassociation-avec-la-CEDEAO-tres-prometteur-Ambassadeur-de-France.html>.

Au-delà de ce discours bien policé d'un diplomate en poste, certains évoquent les difficultés de travailler avec Nouakchott : « *Cela a toujours été compliqué avec la Mauritanie* », assène un ancien haut fonctionnaire passé par la Commission et par le SEAE³¹⁶ ». A travers sa stratégie de sécurité et de développement pour le Sahel, Bruxelles insiste sur le rôle de la société civile dans la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, alors que les mauritaniens semblent généralement plutôt réfractaires à l'idée d'une collaboration avec les organisations de la société civile. Pour certains « *la société civile n'existe pas dans notre pays*³¹⁷ ». En matière de lutte contre la radicalisation, la Mauritanie a développé sa propre stratégie, à partir des années 2009, 2010, sans l'appui de partenaires extérieurs. C'est d'ailleurs le seul pays, à cette époque, qui organise des conférences et tables rondes autour d'Oulemmas, de représentants de la société civile, de fonctionnaires et d'experts nationaux, sur les défis de la prévention et de la lutte contre la radicalisation. L'approche mauritanienne est particulièrement nationaliste, en la matière. Sur ces sujets, la Mauritanie ne sollicite guère l'appui technique et financier des partenaires. « *Le président lui même semble réfractaire, voire agacé, par l'attitude de certains partenaires internationaux*³¹⁸ ».

316 Echanges informels, janvier 2018.

317 Entretien avec un ancien diplomate mauritanien, Nouakchott, janvier 2013.

318 Entretien avec un ancien officier supérieur français, résidant en Mauritanie, Bruxelles, printemps 2014.

2. Le Niger face à l'incertitude régionale : un pays à la culture sécuritaire exposé ?

La République du Niger est un vaste pays du Sahel enclavé en Afrique occidentale avec le port le plus proche situé à 1.000 km (Cotonou au Bénin) ; il couvre une superficie de 1.267.000 km² dont les trois quarts sont quasi désertiques ou désertiques³¹⁹.

Le Niger et la Mauritanie, plutôt que le Mali, ont depuis des années mis l'accent sur la lutte armée contre les initiatives violentes et extrémistes d'AQMI dans la sous-région. En pays maure, il a fallu que le gouvernement et l'Etat plus largement subissent quelques revers entre 2005 et 2009 pour durcir le ton et devenir un partenaire de choix pour la France et les Etats-Unis dans le domaine du contre-terrorisme. Le Niger, malgré sa capacité à résoudre de manière non-violente l'irréductible Touareg, a suivi le chemin de Nouakchott en affrontant militairement la menace terroriste islamiste. Aujourd'hui, la capitale nigérienne est devenue un centre névralgique de l'opération Barkhane au Sahel, tout en accueillant également une base de drones américains, sur son territoire. Malgré ces stratégies, les limites de l'approche sécuritaire et militaire (bien que nécessaire) sont criantes. Revenons plus en détail sur l'évolution de cette doctrine, à travers l'exemple de deux pays singulièrement différents.

Alors que la Mauritanie n'a pas été inquiétée sur son territoire par la menace terroriste depuis plusieurs années (2009 après l'attaque contre l'Ambassade de France à Nouakchott), le Niger est aujourd'hui exposé sur le plusieurs flans. AQMI au à l'Ouest et au Nord, Boko Haram au Sud et Daesh sur le front libyen. En mai 2013, le Niger allait subir plusieurs attaques simultanées. Une à Agadez et une à Arlit. Pour l'Institute for Security Studies (ISS), trois raisons expliquent le « réflexe militaire » du gouvernement : « Premièrement, il découle d'une logique longtemps établie par les autorités du pays surtout depuis l'insurrection armée du Mouvement nigérien pour la justice (MNJ) en 2007. Deuxièmement, il s'inscrit dans la logique républicaine d'une armée éminemment présente sur la scène politique mais souvent soucieuse d'assumer son rôle de garante de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du pays. Troisièmement, ce réflexe met en évidence la nécessité d'initiatives de prévention – capacité des institutions républicaines et surtout de l'armée à répondre aux menaces qui pèsent sur la sécurité nationale - face aux enjeux sécuritaires de la région ».

319 Moulaye Hassane, Marthe Doka, Oumarou Makama Bawa, « Etudes sur les pratiques de l'islam au Niger », DANIDA, rapport provisoire, avril 2006, Niamey, p 9.

a. Un pays fragile mais résilient

➤ *Au cœur de la matrice régionale*

Depuis quelques années et de manière croissante, le Niger est dans l'œil du cyclone et subit des attaques sur plusieurs fronts. Entre 2001 et 2012, le Niger a été touché à trente-cinq (35) reprises par le terrorisme (Aïda Ammour, p 5). La région de Diffa (sud-est est en état d'urgence, conséquence des infiltrations de Boko Haram dans la région du bassin du Lac Tchad. Au nord de Niamey, en remontant le fleuve Niger en direction du Mali, la région de Tillabéri et plus à l'Est, en direction d'Agadez, la région de Tahoua, sont des régions exposées aux infiltrations terroristes, à partir de 2013 et manière considérable depuis 2017-2018.

Carrefour de plusieurs zones de tensions et d'activités criminelles et djihadistes, le Niger est au cœur de tous les défis et de la matrice sahélienne. Avant toute idée et perspectives sécuritaires, le véritable enjeu de stabilité est démographique. L'Ambassadeur Jean-Marc Châtaigner, envoyé spécial de la France pour le Sahel, nous rappelle qu'en 1960 le Niger comptait 3,5 millions d'habitants, contre 20 millions en 2017, pour une prévision de 50 millions en 2050³²⁰. A l'image de la ville de Zinder où la jeunesse représente 70% et le taux de scolarité est le plus bas du pays, le défi démographique s'illustre à travers « *une grave crise de l'emploi et la difficile insertion sociale d'une masse importante de jeunes adultes et adolescents (...)*³²¹ ».

Sur le plan militaire et sécuritaire il noue des partenariats stratégiques avec la France, l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Union européenne. La région d'Agadez est de plus en plus convoitée par les partenaires extérieurs, notamment pour des bases avancées de drones, en relai des bases présentes dans la capitale. Sur le plan économique et commercial, le Niger associe sans difficultés des partenariats avec les pays occidentaux, la Chine, etc. Depuis quelques années, le Niger est au cœur de la problématique migratoire. « *De par sa position géographique et géopolitique, il s'est vu assigner un rôle de premier plan dans l'application*

320 Jean-Marc Chataigner, « Sécurité et développement au Sahel : enjeux et perspectives d'une approche intégrée pour le retour à une paix durable », <https://www.linkedin.com/pulse/s%C3%A9curit%C3%A9-et-d%C3%A9veloppement-au-sahel-enjeux-dune-pour-le-chataigner/>, consulté le 10 janvier 2018.

321 Timbuktu Institute, « Niger : Publication d'une nouvelle étude sur les jeunes et l'extrémisme violent dirigée par Timbuktu Institute », <http://timbuktu-institute.org/component/k2/item/187-niger-publication-d-une-nouvelle-etude-sur-les-jeunes-et-l-extremisme-violent-dirigee-par-timbuktu-institute>, 11 mars 2018.

de la guerre contre les migrants. En effet, le Pays s'est doté d'une loi contre le trafic humain et des migrants qui pas par hasard a été approuvée en 2015³²² ».



Climats et Voyages, <https://www.climatsetvoyages.com/climat/niger>, juin 2018.

Ces deux régions subissent de plein fouet les dynamiques transrégionales des groupes armés. Au-delà des violences perpétrées par des groupes islamistes radicaux affiliés de près ou de loin à AQMI et/ou à l'Etat Islamique. En 2013, les attaques sur Agadez (23 morts) et Arlit (1 mort) laissent entendre que la situation sécuritaire n'était pas (ou plus) au beau fixe. Mais au-delà des attaques perpétrées le plus inquiétant reste la capacité des groupes islamistes à infiltrer les communautés et les populations locales. Pour Sebastian Elischer, le Niger doit être appréhendé en fonction des facteurs endogènes et exogènes. Selon lui, les groupes djihadistes ne risquent pas de gagner davantage de terrain sur le territoire national. Ni plus que les communautés Touareg et les groupes sunnites conservateurs ne posent un réel problème de déstabilisation au gouvernement. « *Foreign-based jihadist groups such as Al-Qaeda in the Islamic Maghreb (AQIM) and Boko Haram will continue to threaten Niger's domestic stability. However, these groups are unlikely to make further inroads into Nigerien territory. The Tuareg community and conservative Sunni groups are unlikely to rise up against the state*

322 Mauro (blog), « La guerre perdue du Sahel », *Médiapart*, 9 janvier 2018.

*as both are well integrated into the political and societal landscape*³²³». Pour le chercheur, la véritable menace émane de l'incapacité de l'Etat nigérien à transformer les gains macro-économiques en croissance et en intégration sociale bénéficiant aux plus pauvres³²⁴. Sur le plan démocratique, l'analyse de Elisher corrobore avec le « *feedback* » que nous obtenons depuis plusieurs années sur le terrain. Même si la réélection du président Issoufou ne semble pas être entachée de mauvais fonctionnements, il semblerait que le régime durcisse le ton vis-à-vis des journalistes et de certaines organisations de la société civile. Considéré par un maillon fort de la lutte anti-terroriste au Sahel et dans la région du Bassin du Lac Tchad, le Niger a recours à des mesures autoritaires qui fragilisent l'avenir de ce gouvernement.

➤ *Le Niger et l'intervention française au Mali*

Pour le Niger, Serval est un point de rupture entre deux équilibres, deux temporalités dans son rapport à l'extrémisme violent et au terrorisme islamiste. L'éclatement des GAT est une réalité pour l'ensemble des pays de la sous-région. C'est particulièrement réel et concret au Niger. Depuis 2017, « *les zones comme Tondikiwindi, Banibangou, Abala, In Tirzawane, HolHamani, Tongo Tongo sont contrôlées par les hommes d'Abou Walid. Et d'ajouter que « ses généraux réclament des impôts aux populations* »³²⁵ ». Pour le ministre actuel de la défense, Kalla Moutari, « *la grosse crise, aujourd'hui, c'est l'ouest. Autant le Nigeria s'est ressaisi contre Boko Haram et le Niger peut s'occuper de ses affaires, autant au Mali ça se complique. On n'a aucun interlocuteur de l'autre côté, il n'y a pas d'État, juste des terroristes et des trafiquants*³²⁶ ». Le Nigeria, bien que la problématique de Boko Haram soit considérable, est à deux (2) jours et demi de voiture de Niamey. Le Mali est, quant à lui, à quatre (4) heures³²⁷. La menace essentielle du Niger semble essentiellement être liée, aujourd'hui, au MUJAO. 2013 est également l'année où les tensions entre certaines communautés Peul et Touareg se sont dégradées. Au moins de novembre une dispute tourne mal entre un jeune peul et un chef Touareg pour une histoire d'argent. Chassé et humilié, le jeune Peul revient armé d'une Kalachnikov. Il tue le chef Touareg et blesse sa femme. La victime serait en réalité l'oncle d'un puissant chef de guerre malien. Les représailles ne

323 Elisher, S. (2018), "Defying the Odds? Nigerien Responses to Foreign and Domestic Security Challenges", West African Papers, No. 11, OECD Publishing, Paris.

324 Ibid.

325 Sahelien.com op cit.

326 Claire Meynial, « L'avancée de la menace djihadiste », Le Point Afrique, 2 décembre 2017, http://afrique.lepoint.fr/actualites/niger-l-avancee-de-la-menace-djihadiste-02-12-2017-2176765_2365.php.

327 Claire Meynial, op cit.

tardent pas. La semaine d'après, sur la zone frontalière entre le Mali et le Niger, quarante-six (46) Peuls sont assassinés. Depuis, les violences entre les deux communautés ne font que s'envenimer ; la présence des armes dans la région facilitant l'organisation et l'action des uns et des autres. En ce sens, la chute du régime de Kadhafi est un fléau pour des pays qui vivent avec une épée Damoclès en matière de conflits intercommunautaires³²⁸.

b. Le Niger hautement sollicité par ses partenaires - pourquoi ?

Si le Niger est hautement sollicité par la France, les Etats-Unis, et d'autres tels que l'Allemagne depuis peu, les populations locales, en particulier dans la région d'Agadez, sont hostiles à cette présence. Les militaires occidentaux sont contestés et, selon certains, leur utilité à démontrer³²⁹.

Le Niger a des prédispositions géographiques qui favorisent son intégration dans les processus de coopération bilatéraux et multilatéraux : Le pays est en plein cœur de l'espace sahélo-saharien et partage des frontières avec sept (7) pays. Il est, par voie de conséquence, confronté à plusieurs types de menaces : Groupes armés terroristes liés à AQMI à l'Ouest (espace Liptako-Gourma), désordre libyen au nord-est, déstabilisation du Bassin du Lac Tchad sur son flanc sud, sud-est, et enfin, carrefour de la migration régional entre l'Afrique Subsaharienne et le Maghreb.

Néanmoins, cette position stratégique lui attire un nombre croissant de critiques et de réticences au plan national. Les populations, souvent peu éduquées, ne perçoivent pas d'un bon œil cette montée en puissance des bases étrangères sur leur territoire, même si le président de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP³³⁰) ne cesse de répéter

328 Tim Cocks, David Lewis, Reuters, op cit. <https://www.reuters.com/article/us-niger-mali-security-insight/why-niger-and-malis-cattle-herders-turned-to-jihad-idUSKBN1DC06A>.

329 Georges Berghezan, « Militaires occidentaux au Niger, présence contestée, utilité à démontrer », GRIP, note d'analyse, 7 novembre 2016.

330 La Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP), dépend la présidence de la République. Elle est dirigée par le général de brigade Abou Tarka. Les missions de la HACP sont les suivantes : « 1) *Cultiver l'esprit de paix et de dialogue permanent entre les différentes communautés du pays.* 2) *Entretenir la confiance mutuelle, la tolérance et le respect dans une commune volonté de vivre ensemble.* 3) *Contribuer à la prévention des crises et conflits avec tous les acteurs et toutes les structures concernées.* 4) *Identifier et proposer des solutions aux causes socioéconomiques de l'insécurité, du banditisme et des rebellions.* 5) *Elaborer, exécuter et suivre les programmes de relèvement destinés aux communautés affectées par l'insécurité faisant suite aux conflits armés* ». Le général Abou Tarka est le huitième président de la HACP. Nous reviendrons ultérieurement sur cet organe de l'administration. <http://www.hacp-niger.org/>.

que ce ne sont pas des bases étrangères. Joe Penney, cite dans un de ces papiers, une personne nigérienne, interrogée sur le sujet racontant l'anxiété grandissante des populations locales vis-à-vis de l'utilisation des drones. « *The local population is anxious about whether the US will make the same mistakes in West Africa as they have elsewhere in the world*³³¹ ». Une situation qui ne semble pas inquiéter, outre mesure les officiels nigériens: « *A top Nigerien military commander, who spoke on the condition of anonymity because he is not authorized to talk to the press, told me that he doesn't believe the drones will make mistakes because they are only authorized for use in defensive situations*³³² ». Pour un notable de la région³³³, la construction de bases militaires étrangères (en particulier celle des Etats-Unis, prévue pour 2018) et le chômage des jeunes, sont des facteurs qui balisent le terrain pour les islamistes, dans leur objectif de recrutement. Selon lui, les habitants sont suspicieux vis-à-vis de la présence américaine dans la région. Les récits pointent du doigt deux raisons d'une telle réaction : d'une part, la présence américaine sert l'agenda de leur propre pays. D'autre part, c'est l'accès aux ressources qui motive cette présence. Dans tous les cas de figure, les populations sont souvent dépourvues d'informations concernant les véritables raisons de la présence de militaires étrangers sur le sol nigérien. Cette situation amène les populations à penser par elles-mêmes les raisons de la présence de puissances étrangères sur le sol. « *The American soldiers themselves don't know why they're here*³³⁴ », ajoute une personne interrogée sur la présence des soldats américains au Niger.

Sans communication accrue de la part des partenaires extérieurs, c'est le libre recours aux récits les plus arrangeants, voire fantasques, qui prennent le dessus. Les conséquences vont d'ailleurs au-delà de la seule image négative du « colon » ou de « l'envahisseur ». Elles desservent également les autorités locales, considérées comme complices et corrompus, à la solde des partenaires extérieurs. Les représentations locales sont essentielles pour qu'un climat favorable à cette présence s'installe.

6) Animer le débat sur les nouvelles formes de menaces sécuritaires (terrorisme, trafics en tous genres) et leur impact sur les zones sensibles 7) Identifier les actions à mener en vue de corriger les inégalités, les disparités et les exclusions dans les actions de développement. 8) Promouvoir les actions visant au raffermissement de la paix sociale, de la cohésion et de l'unité nationale. 9) Proposer des solutions aux nouvelles formes d'insécurité déstabilisatrice liée au terrorisme et aux trafics en tout genre et en évaluer l'impact sur les communautés des zones concernées. 10) Contribuer au règlement négocié des conflits et des rébellions armées.

331 Joe Penney, "Africa, Latest Theater in America's Endless War", NYR Daily, 12 March 2018, <http://www.nybooks.com/daily/2018/03/12/africa-latest-theater-in-americas-endless-war/>.

332 Joe Penney, *ibid.*

333 https://www.washingtonpost.com/world/africa/a-city-in-niger-worries-a-new-us-drone-base-will-make-it-a-magnet-for-terrorists/2017/11/23/0b62fbf4-cef3-11e7-a87b-47f14b73162a_story.html?utm_term=.f8e896116adb

334 Joe Penney, *ibid.*

III - Nigeria et Burkina Faso - des variables d'ajustement ?

1. Intégrer le Nigeria dans le modèle sahélien ?

Le Nigeria, la Mauritanie et le Niger, malgré des fragilités structurelles développent une certaine expertise en matière sécuritaire. Tous sont concernés par l'évolution de l'instabilité régionale et transnationale. Avant l'intervention française de janvier 2013, les spéculations allaient bon train pour savoir quel allait être le dénouement politique, sécuritaire et militaire du Mali. Abu Al-Ma'ali rappelle à ce sujet que si aucune intervention ou coalition n'avait été possible, la Mauritanie et le Niger, en payant le prix du sang, aurait pu, sur leur initiative, intervenir militaire. Autrement dit, malgré les fragilités structurelles et capacitaires caractéristiques des pays du Sahel, certains acteurs sont à même de se mobiliser et infléchir la position des groupes armés terroristes (Abu Al-Ma'ali, 2012).

Pourquoi le Nigeria doit-il être intégré dans la matrice sahélo-saharienne ? Premièrement, le pays souffre d'une insurrection armée violente islamisée qui s'est étendue, ces dernières années, au-delà de ses frontières, dans la région du Bassin du Lac Tchad ; Deuxièmement, la problématique Boko Haram s'alimente de la mauvaise gouvernance et de la fragilité du tissu social interethnique (question peul au Nigeria fait écho à la problématique du Liptako-Gourma. Troisièmement, il y a un risque de collusion entre Boko Haram et les différentes composantes d'AQMI au Sahel. Notre hypothèse de travail est qu'il y a un risque de mobilisation ethnique autour de la structure organisationnelle des mouvements islamistes armés dans la région (revendications négro-africaines, peul, songhaïs). Quatrièmement, le Nigeria, pour lutter contre Boko Haram et en réponse à l'incapacité de l'Etat à juguler cette violence, a vu la création de milice d'autodéfense (Civilian Joint Taskforce)

➤ *Les liens entre Boko Haram et Al Qaida*

Boko Haram aurait envoyé des hommes en Libye en 2011³³⁵, tout comme des liens existeraient avec les Shebbabs de la Somalie. Pour Laurence Aïda Ammour il y a des preuves de collusion entre AQMI et Boko Haram: « *Nigerian intelligence services have reported that some members of Boko Haram were recruited by an Algerian, Khaled Bernaoui, and trained*

335 Jérôme Pigné, *Armées d'aujourd'hui*, op cit. page 15

*in a southern Algerian camp as far back as 2006*³³⁶ ». Pour Jacob Zenn, le MO (Modus Operandi), à savoir les attaques à la bombe, la priorisation des églises et des symboles catholiques, les discours pointant du doigt la France et sa présence au Mali et enfin, la prise d'otages d'une famille française au Cameroun voisin, dénote d'une certaine collusion, pour ne pas dire, collaboration entre AQMI et Boko Haram. Jacob Zenn insiste sur le rapprochement temporel et contextuel entre ces attaques et les cibles choisies et l'information soit disant connue de membres de Boko Haram ayant été en relation avec des membres d'AQMI³³⁷. Si Boko Haram a agi seul, sans relations ni formations extérieures, il serait alors le premier groupe terroriste en la matière. Ce qui est peu probable selon Zenn.

a. Le Nigeria : les risques de l'« ethnisation » chez les groupes islamistes radicaux

En 2013, nous écrivions la chose suivante concernant les risques liés à l'insurrection de Boko Haram, pour le Sahel : « *Nigeria and its Islamic insurgency led by Boko Haram in the north of the country might worsen the situation in the region by outflanking the borders, hence making the Sahel a lingering instable place in Africa. Although the Islamic insurgency in Nigeria is adamantly different from Al Qaida in the Islamic Maghreb (AQIM), there are some worrisome trends that could enhance their cooperation. The deteriorating situation shows that security and development approaches should be rethought at local, regional and international levels*³³⁸ ».

Pour Christian Seignobos, « *il existe deux histoires de Boko Haram. Celle des médias, abonnées à la jihadologie et qui essaie de replacer à tout prix B.H dans une configuration des soulèvements islamistes mondialisés, et celle résolument régionale*³³⁹ ». Notre objectif est d'interroger les risques de collusion ou de rapprochements entre Boko Haram et les groupes armés exerçant au Sahel. Avant que la secte Boko Haram ne fasse allégeance (et nous serons prudents quant aux tenants et aboutissants de cette soit disant allégeance) à l'Etat Islamique et ne rende encore plus flou les objectifs et la compréhension des différentes composantes de la secte, une réalité a peu été mise en lumière par la communauté des chercheurs. Il s'agit des

336 Laurence Aïda Ammour, « Regional Security Cooperation in the Maghreb and Sahel: Algeria's Pivotal Ambivalence », Africa Security Brief, N°18, ACSS, February 2012, page 2.

337 Le chef d'AQMI aurait écrit une lettre à Abubacar Shekau, en 2009, lui proposant de renforcer leurs liens.

338 Jérôme Pigné, « ISLAMIC EXTREMISM IN THE SAHEL | WHY BOKO HARAM'S EXPANSION IS CRITICAL FOR THE REGION », Institut Thomas More, July 2013.

339 Christian Seignobos, « Boko Haram et le Lac Tchad. Hallali ou résilience de la secte islamiste ».

risques de mobilisation et de rapprochement entre B.H. et AQMI à l'aune des réalités sociales et ethniques de cette dernière, essentiellement dominée par des arabes algériens, maliens ou mauritaniens. Cette réalité a tenté d'être corrigée par les chefs d'AQMI en créant des « unités combattantes » à consonance Touareg, peuls, songhaïs, etc. En 2012, 2013, nous nous interrogeons sur la capacité de ces populations à se mobiliser, au sein des groupes armés, mettant en avant cette revendication identitaire (Jérôme Pigné, Institut Thomas More, 2013). Le cas échéant, qu'est-ce-que nous dit cette mobilisation à l'aune des réalités historiques, géographiques et politiques des relations inter ethniques au Sahel ?

➤ *De la Fertilité à la fragilité : tensions interethniques au Nigeria*

Le Nigeria est caractérisé, ces dernières années, par un marasme politique, une corruption à grande échelle, surtout dans l'armée et les hydrocarbures, et une situation sécuritaire de plus en plus affolante, malgré le discours officiel (civils et militaires confondus) visant à montrer que Boko Haram est sur le déclin. Le nord du Nigeria souffre d'une forte instabilité économique et de tensions religieuses et ethniques qui ne cessent de croître.

Au Nigeria, les tensions entre bergers et éleveurs et nomades n'ont rien de particulièrement contemporaines. Le centre du Nigeria est le théâtre d'un conflit meurtrier dont les origines remontent à plusieurs centaines d'années (REF Le Monde). Aujourd'hui, il est présenté sous une dichotomie réductrice, opposant les populations du Nord à celles du Sud, les musulmans aux chrétiens, les sédentaires aux nomades, les populations agricoles aux populations pastorales. International Crisis Group (ICG) annonce dans un rapport que 2500 personnes ont péri lors de ces violences en 2016³⁴⁰ (rapport cité dans Le Monde, op cit). Cette dichotomie atteste l'idée d'un conflit ethnique et religieux, sorte de prophétie auto-réalisatrice et dont les adeptes sont encore nombreux en sciences sociales et dans certains milieux sécuritaires. Des systèmes d'alliance peuvent se créer entre des groupes initialement peu revendicateurs de leur religiosité et de leur appartenance ethnique et des groupes plus radicaux, voire violents. Le sujet de la radicalisation en Islam est devenu un sujet d'intérêt pour les médias, les organisations internationales et dans le milieu académique. On parle moins, en revanche, des mouvements évangéliques présents au Nigeria et dont les soutiens aux Etats-Unis,

340 Cham Iaz, « Nigeria : « On craint que le conflit entre bergers et agriculteurs ne soit sous-estimé, comme pour Boko Haram » », Le Monde, 15 mars 2018, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/03/15/nigeria-on-craint-que-le-conflit-entre-bergers-et-agriculteurs-ne-soit-sous-estime-comme-pour-boko-haram_5271348_3212.html#s2Qkym8vCv8ZMp0q.99.

notamment, sont réels³⁴¹. « *Il peut aussi y avoir une radicalisation religieuse avec les mouvements évangéliques. Après les attaques de Boko Haram et des bergers, les agriculteurs de la communauté Tiv ont développé le sentiment d'être victimes en tant que chrétiens et pensé faire alliance avec les évangélistes pour faire face*³⁴² ». D'un problème d'accès aux pâturages et de propriétés des terres, l'évolution de la conflictualité (au Nigeria, comme au Mali) pose le problème en des termes plus complexes, à savoir la capacité des Etats à redonner un sens au vivre ensemble et au contrat social.

Au Nigeria, comme au Mali (voir supra), le dérèglement climatique est un vecteur d'aggravation de la situation sur le terrain entre les populations qui se voient opposés par des modes de vie et de production différents. La sécheresse et la désertification poussent les bergers du nord vers le sud « *pour faire transhumer leur bétail vers les pâturages fertiles du centre du pays, où ils sont accusés de piller les cultures* ». Du côté des agriculteurs, sédentaires, « *la croissance démographique les pousse à s'étendre vers le nord du pays*³⁴³ ».

➤ *Les peuls, cibles au Nigeria et au Mali ?*

Originaires d'Afrique occidentale, les peuls ont, selon Dougoukolo Alpha Oumar Baba Konaré, progressivement émigrés vers l'est (Nigeria, Cameroun et République Centrafricaine). A l'époque d'Ousmane Dan Fodio, lui-même d'origine peul, il avait assuré une certaine protection aux bergers peuls lors de sa conquête (Jihad) du Nord-Nigeria (Le Monde, *ibid.*). Cette forme de proximité a donné une sensation de légitimité aux bergers peuls. Konaré indique par ailleurs que les agriculteurs, « *en tant que propriétaires fonciers, partagent le même sentiment* » (*ibid.*).

De par leurs activités, les bergers ont de tout temps dû faire face à différentes formes d'insécurité (coupeurs de routes, bandits de grand chemin). La présence de groupes insurrectionnels, de milices ou de groupes armés terroristes aggrave généralement la situation. C'est le cas au Mali et au Nigeria. « *La situation a empiré avec la présence de groupes armés, comme Boko Haram dans les années 2000. Le groupe djihadiste crée un amalgame entre*

341 Entretien avec Paul Lubeck, printemps 2013, Washington.

342 Le Monde, *ibid.*

343 Le Monde, *ibid.*

*Peuls et musulmans*³⁴⁴ ». La fragilité de l'Etat en toile de fond avec son incapacité à quadriller son territoire national (porosité des frontières), les défis liés à la mauvaise gouvernance (corruption), la circulation des armes, modifient les rapports de forces et entament la paix sociale. « *Traditionnellement, les bergers se déplaçaient avec des bâtons et des poignards. Désormais, il y a des armes à feu bien plus perfectionnées (...)*³⁴⁵ ». A cette équation, il faut ajouter les aléas climatiques et la croissante démographique qui bouleversent des équilibres déjà bien fragilisés.

En conséquence, les peuls se mobilisent. Ils se mobilisent au-delà de leurs frontières. Nous étions particulièrement étonnés de voir l'emphase avec laquelle les peuls du Mali et du Burkina Faso parlent de la situation dans la région du Liptako-Gourma. Il y a de plus en plus, et c'est un véritable risque pour la cohésion sociale, un récit victimaire de la part des peuls avec qui nous échangeons³⁴⁶. Il faudra par ailleurs « surveiller » de près le discours et les agissements des différentes associations peuls, qui se revendiquent comme telle. Les organisations de la société civile ont un rôle d'apaisement et de médiation à jouer. Si celles-ci se mettent à développer des discours plus radicaux, incitant indirectement (parfois directement) à la confrontation violente, la situation risque de s'empirer.

➤ *Les autres formes de violences dont on ne parle pas ou peu : Les mouvements pentecôtistes au Nigeria*

Bayart rappelle que « *d'autres mouvements déploient des stratégies politiques violentes et ont trait, de près ou de loin, au christianisme. Il y a l'Armée de résistance du seigneur (LRA) en Ouganda. Je pense aussi à une frange du pentecôtisme, par exemple au pasteur Koré, dans l'entourage de Simone Gbagbo dans les années 2000 en Côte d'Ivoire, ou aux milices anti-balaka en Centrafrique* ». Paul Lubeck³⁴⁷ pointe du doigt les risques que représentent ces mouvements au Nigeria, notamment dans l'appui dont ils bénéficient dans certaines mouvances aux Etats-Unis. L'expansion du phénomène est dimension à prendre en compte et

344 Ibid.

345 Ibid.

346 En rapport avec le récit qui est véhiculé par nos interlocuteurs nous restons prudents car, en tant que personne étrangère (en particulier le fait d'être français et d'appartenir à la case des « experts » en lien avec le milieu institutionnel français et européen), nous savons que les discours peuvent être exagérés, intensifiés pour donner plus d'écho à leur parole. En cela, il ne faudrait pas surestimer ce positionnement victimaire, même s'il semble réel.

347 Entretien, juin 2014, Washington DC, Etats-Unis.

à suivre car il met en exergue le risque d'une confrontation violente entre les religions, qui est au coeur de la narration de la guerre globale contre la terreur et du choc des civilisations.

2. Le Burkina Faso

a. Le Burkina Faso : faiseur de paix et de guerre au Sahel ?

Le Burkina Faso a été épargné par la violence terroriste jusqu'en 2016. Le pays, sous l'ère Blaise Compaore, est un acteur de l'équation sahélienne et joue un rôle d'intermédiaire de premier ordre dans la région. L'État burkinabè est devenu un acteur de la négociation pour la libération d'otages avec plusieurs katibas. Après la chute de Compaore (2014), s'est accompagnée d'une période de transition fragilisant l'appareil sécuritaire d'une part, et interrompant les liens qui existaient entre le pouvoir et certains groupes armés terroristes, d'autre part. Bon nombre d'analystes attribuent la situation du Burkina Faso d'aujourd'hui à la recomposition des forces en présence et à l'éviction d'acteurs clés³⁴⁸.

Le Burkina Faso joue un rôle dans la libération des otages enlevés en novembre 2009 en Mauritanie et tentent de faire libérer un autre groupe d'otages, un couple enlevé à la même période (un italien et sa femme burkinabè). C'est un échec mais des sources locales saluent les efforts des émissaires envoyés par le président Kaboré. « *Reste que c'est "grâce aux efforts du Burkina Faso qu'on a pu obtenir ce résultat", a déclaré à une source diplomatique anonyme malienne. Selon l'AFP, deux émissaires "personnels" du président burkinabè Blaise Compaoré sillonnaient le désert malien depuis plusieurs jours. "Ils ont tout fait pour obtenir la libération de tous les otages, mais ça n'a pas marché. C'est un geste humanitaire que les ravisseurs ont fait", a commenté de son côté un négociateur malien indirectement impliqué dans l'opération. Les émissaires de Blaise Compaoré ont donc également cherché à faire libérer les autres otages d'Aqmi. Mais contrairement à une information qui a circulé en milieu de journée du mercredi, l'otage italo-burkinabè, Philomène Kabouré, 39 ans, n'a pas été remise en liberté par Aqmi. Selon une source proche de la présidence burkinabé elle avait*

348 Le président Compaore lui-même, sa garde rapprochée, Moustafa Limam Chafi, son conseiller spécial mauritanien, etc. Pour plus d'informations sur Chafi, voir Chafi, ancien conseiller de Blaise Compaore, Jeune Afrique, 22 mai 2019, <https://www.jeuneafrique.com/mag/776645/politique/burkina-le-tres-discret-moustapha-ould-limam-chafi-ancien-conseiller-de-blaise-compaore/>, consulté le 25 mai 2019.

*par le passé refusé d'être libérée seule pour rester avec son mari italien, Sergio Cicala, 65 ans, détenu avec elle*³⁴⁹ ».

➤ Accords de Ouagadougou - 2013

Le Mali n'était pas un cas isolé. D'autres pays étaient (2012) dans la même situation, selon Bigot. Il s'agit notamment du Burkina Faso. La médiation du Burkina n'est pas claire. On a hotté aux maliens la possibilité d'avoir leur destin en main avec la médiation à Ouaga. Le Burkina a rendu la crise beaucoup plus complexe. Il n'y a pas de représentativité de la classe politique et des autorités de transition malienne au sein de la médiation. Le grand Ag Intallah (devenu le chef du HCUA - Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad, parti signataire des accords d'Alger) est une des pièces maîtresses du dispositif accueilli à Ouagadougou, par la médiation de Blaise Compaore.

Depuis 2015-2016, le Burkina n'échappe pas à l'expansion des espaces de fragilité dans la région du Sahel. Attaquée de manière régulière sur son flanc nord (région du Soum essentiellement), la capitale Ouagadougou a essuyé plusieurs attaques terroristes (janvier 2016, août 2017, mars 2018). Le pays subit des infiltrations par différents espaces de la région frontalière avec le Mali. Les adversaires du pays des hommes intègrent se nomment, principalement Ansaroul Islam et la coalition liée à AQMI et au GSIM (trouver des références). Ces nouveaux groupes, ou à tout le moins cette nouvelle configuration a des conséquences pour le pays qui avait, par le passé, des liens avec des personnes comme Iyad Ag Ghali. Les changements intervenus dans la vie politique burkinabè ont été lourds de conséquences (affaiblissement des services de renseignement et rupture des liens entre le régime de Blaise et certaines factions des groupes armés). Avec quasiment deux milles (2000) hommes intégrés dans les contingents de la MINUSMA (environ ¼ du total des forces armées du pays), le Burkina fait face à une situation complexe sur le plan national et régional. Le Burkina pourrait-il encore agir sur les flancs nord ?

349 Pierre-François Naudé, « Une Espagnole tirée des griffes d'Aqmi », 10 mars 2010, <http://www.jeuneafrique.com/185922/societe/une-espagnole-tir-e-des-griffes-d-aqmi/>.



<http://www.atlas-monde.net/afrique/burkina-faso/>

Cette réflexion fait d'ailleurs écho à la réalité d'aujourd'hui. Le pays n'est plus épargné par les foyers de tensions que subissent d'autres pays du Sahel. « La relation entre le gouvernement burkinabè et les différents groupes armés du Sahel a changé. Entre le milieu des années 2000 et 2012, le régime de Compaoré a passé des accords avec des groupes armés, leur apportant prétendument un soutien logistique en échange de leur neutralité. La situation a évolué avec la crise malienne de 2012-2013 » <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/burkina-fasos-alarmed-escalation-jihadist-violence>

CHAPITRE III : COMPRENDRE LES REALITES ISLAMIQUES DANS LES PAYS DU SAHEL

I - Les réalités islamiques sahélo-sahariennes.

1. L'Islamité au Sahel : comprendre les potentialités de radicalisation

Ce chapitre a pour objectif de comprendre les caractéristiques et les évolutions de la religiosité dans les sociétés sahéliennes. Nous analyserons en particulier la perméabilité des sociétés sahéliennes à l'islam radical et les moyens pour faire face à des phénomènes complexes, évolutifs et transnationaux nourris par la fragilité structurelle des États.

L'islam en Afrique, et en particulier au Sahel, doit être compris et analysé à l'aune des réalités locales, régionales, internationales, conjoncturelles et structurelles. Depuis la fin des années 1990, les commentaires sur l'islam et l'islamisme en Afrique semblent parfois rapides, alarmistes. L'Islam et l'Islam politique sont essentiellement étudiés, analysés, au regard du contexte international post 11 septembre 2001³⁵⁰. Notre espace de manœuvre, dans le cadre de notre recherche, est limité et ne tend pas à l'exhaustivité pour appréhender les enjeux liés à l'islam au Sahel. Néanmoins, la problématique du terrorisme islamiste au Sahel nous impose une analyse évitant les confusions et les amalgames³⁵¹. Pour ce faire, il nous faut notamment dépasser les discours qui sont généralement plus radicaux que les pratiques réelles³⁵² et concevoir la différence entre réislamisation, modernisation et radicalisations³⁵³.

Si les relations entre l'Etat et la société³⁵⁴ ont évolué d'une part, et que l'islam est devenu un nouvel espace public en Afrique³⁵⁵, d'autre part, les trajectoires de la religiosité ne sont ni continues, ni monolithiques. Comprendre les logiques et les dynamiques du soufisme et du réformisme en islam nécessitent de sortir des préjugés d'un « *islam noir*³⁵⁶ », considéré

350 Otayek, Soares, *ibid.* p 17.

351 Abdoulaye Sounaye, « L'Islam au Niger : éviter l'amalgame », *Humanitaire*, 28 | 2011, juillet 2011.

352 Politiquement autrement, « Islamisme, fondamentalisme et néo-fondamentalisme : de quoi parle-t-on ? - rencontre avec Olivier Roy - Lettre n° 26, juin 2002.

353 François Burgat, « L'islamisme à l'heure d'Al-Qaïda », *La Découverte*, 2005.

354 William Miles, « Political Islam in West Africa. State-Society Relations Transformed ». Boulder & London: Lynne Rienner Publishers, 2007.

355 Gilles Holder (éd.), « L'Islam, nouvel espace public en Afrique », Paris, Karthala, 2009.

356 V. Monteil, « L'Islam noir », Paris, Le Seuil, 1964.

comme uniforme, pacifique, voué à la représentation des cultes. L'Afrique contemporaine, dans une ère post Guerre-froide, s'illustre par ce décloisonnement des frontières entre le politique et le religieux³⁵⁷. Ces dynamiques sont souvent analysées et pensées à l'aune des réalités du monde occidental, dont le rapport à la laïcité est incomparable. Nous nous efforcerons, par conséquent, de comprendre les évolutions de la religiosité de l'islam au Sahel au prisme de l'extrémisme violent et du terrorisme dans l'espace sahélo-saharien. Il ne s'agit pas de créer des liens de corrélation entre la religion et les mobilisations violentes mais bien d'interpréter l'islam en société au Sahel afin de mieux saisir les écueils politiques de la réponse institutionnelle au terrorisme.

a. Historiciser l'Islam sahélien

La problématique de la religiosité dans les pays sahéliens est toute aussi passionnante que complexe. L'enjeu de sa compréhension est central dans un contexte où le Sahel est devenu un espace identifié comme un foyer de l'extrémisme violent, du terrorisme et de l'Islam radical. La littérature sécuritaire est foisonnante. Nous percevons, au sein de la communauté des africanistes, comme une fracture entre sociologues, historiens et anthropologues d'un côté et les chercheurs qui s'intéressent de manière quelque peu hybride à la sécurité au Sahel (les uns et les autres travaillant aujourd'hui dans un espace commun au vu de la prédominance du sujet sécuritaire). Face à l'hétérogénéité des expressions de la religiosité au Sahel, l'accumulation et la compréhension des savoirs est nécessaire pour traiter avec davantage de justesse l'objet en question. *« L'ouverture démocratique des années 1990 en Afrique a été largement étudiée, mais les trajectoires que l'Islam sahélien a prises ces vingt dernières années restent encore à être analysées et comprises³⁵⁸ ».*

Un effort d'historicisation des réalités islamiques au Sahel est nécessaire pour appréhender avec acuité les évolutions contemporaines, qu'elles se situent au niveau des pratiques, qu'elles revêtent un caractère politique ou encore le lien entre radicalisation des pratiques islamiques et mobilisations violentes. Deuxième point, les réalités locales et transnationales islamiques, au Sahel, doivent également être comprises dans leur rapport aux espaces extérieures et à la

357 Yves Goussault, « Les frontières contestées du politique et du religieux dans le Tiers Monde », In: Tiers-Monde. 1990, tome 31 n°123, pp. 485-49.

358 Abdoulaye Sounaye, *ibid.* p 1.

globalisation. Les interpénétrations occurrentes permettront de mieux saisir l'envergure spatiale et temporelle de l'objet étudié.

b. L'Islam soufi

S'il existe une grande diversité au sein des différentes pratiques et obédiences de l'islam en Afrique, la majorité des musulmans africains sont sunnites et exercent leur religion dans des contextes institutionnels, étatiques et sociaux essentiellement laïcs, malgré des épisodes de contestation de la sécularité des pays sahéliens. « *Les pays de la bande sahélienne pratiquent un Islam qui, hors de sa sphère de naissance, s'est développé en harmonie avec les traditions d'Afrique*³⁵⁹ ».

L'islam soufi, présent en Afrique depuis le XVIII^e siècle, est caractérisé par les ordres soufis et les confréries. Il est associé aux traditions mystiques de l'islam à travers lesquels les musulmans « *voient en certaines personnes charismatiques, des leaders religieux, saints ou marabouts vivants ou décédés, des intermédiaires entre les croyants et Dieu*³⁶⁰ ». L'islam soufi a toujours été identifié comme l'islam traditionnel en Afrique de l'Ouest et au Sahel, opposé au réformisme islamique, dont les tendances et les mobilisations sont multiples et complexes. Le soufisme est considéré par beaucoup comme ayant un lien organique avec les sociétés africaines et leurs cultures³⁶¹. Les ordres soufis ont également contribué à un islam transnational en Afrique, pendant et après la colonisation.

Le colonisateur était (initialement), en Afrique de l'Ouest, méfiant à l'égard des confréries soufies. A l'époque, nous étions loin de la définition de William Miles, qui considère que l'islam africain est « *notoirement syncrétique, tolérant et assimilationniste par nature*³⁶² ». Au contraire, « *les observateurs coloniaux de l'islam étant parfaitement conscients du fait que l'opposition la plus radicale à la conquête venait en partie des musulmans affiliés aux ordres soufis*³⁶³ ». Marc-Antoine Pérouse de Montclos rappelle que la France, dans son rapport à la

359 Abdoulaye Sounaye, *ibid.*

360 René Otayek, Benjamin Soares (éd.), « Islam, Etat et société en Afrique », Karthala, 2009, p 12.

361 Otayek, Soares, *ibid.* p 13.

362 Cité par Otayek, Soares, p 13.

363 Otayek, Soares, *ibid.* p 14.

laïcité notamment, a toujours regardé avec méfiance les « *congrégations* » religieuses³⁶⁴. A l'époque coloniale, « *les agents coloniaux avaient vite assimilé à des sociétés secrètes les confréries soufies qui sont à présent décrites comme un allié de l'Occident et un rempart efficace contre l'idéologie djihadiste. En Algérie, par exemple, on a commencé à parler de « péril confrérique* » dès 1845³⁶⁵ ».

Avec le temps, les représentants des confréries ont servi d'interface avec les sociétés locales colonisées. Après les indépendances, l'ancien pouvoir colonial continuait à percevoir dans les confréries des interlocuteurs, avec *in fine*, une certaine bienveillance à l'égard de ces « *bons musulmans* », pacifistes. D'une part, l'Histoire montre que le soufisme n'a pas toujours été pacifique. D'autre part, les ordres soufis n'ont pas nécessairement bien accueillis les colons quel qu'ils soient. Les écueils sur les confréries soufis ne datent pas d'aujourd'hui. Habituellement perçues comme un rempart au salafisme djihadiste, l'objet est anormalement analysé, caractérisé par un manque de profondeur historique.

c. La laïcité dans les pays du Sahel

Les Etats sahéliens, à l'exception de la République Islamique de Mauritanie (RIM), sont des pays laïcs. L'évolution du rapport des sociétés à la laïcité est mouvant, si bien que certains considèrent que cette notion de laïcité n'est qu'une dénomination, loin des réalités du quotidien de bon nombre de sahéliens. Son entrisme en politique n'est pas nouveau malgré les discours politiques officiels. Dans un récent discours, le Ministre de l'intérieur Mohamed Bazoum insiste sur la séparation, de par la constitution, de la sphère religieuse et de la sphère politique. Ainsi les partis politiques ne peuvent être fondés sur une base religieuse. La religion est la sphère de la foi et de la spiritualité qui doit être un facteur d'unité et fédérateur. Le ministre appelle à la réflexion dans le but de constituer des normes en matière de religion afin de barrer la route aux détracteurs et manipulateurs de la religion. Il pointe du doigt les prêches du vendredi (un constat récurrent dans plusieurs pays de la sous-région) qui ne font l'objet d'aucun contrôle. Le constat est, selon lui, le même concernant les écoles coraniques. Depuis plusieurs années, pour ne pas dire plusieurs décennies, le véritable enjeu au Sahel, concernant l'exercice de la religion se définit comme tel : un meilleur contrôle de la construction de

364 Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « Le mirage du djihad global en Afrique », Le Monde, 20 Avril 2018, consulté le 8 mai 2018, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/20/le-mirage-du-djihad-global-en-afrique_5288320_3212.html.

365 Ibid.

mosquées, des écoles coraniques, les prêches et les prédications et enfin, un débat sur l’Islam religion de paix. Il y a une autre question sous-jacente qui paraît centrale : quel rôle pour les différents ministères, au-delà des ministères de tutelles pour les questions culturelles et religieuses ? En miroir de la laïcité, on peut s’interroger sur la logique qui consisterait à un meilleur encadrement des pratiques de la religion. Ce rapport à la laïcité est vacillant de par la présence croissante dans la sphère publique et privée du wahhabisme et d’autres formes rigoristes de l’Islam. En Mauritanie, les mutations paradoxales³⁶⁶ des pratiques islamiques interrogent les scientifiques comme les praticiens. Au Burkina Faso, depuis quelques années, tout comme au Niger l’Islam est devenu particulièrement ostentatoire dans la part de certains jeunes, notamment des filles. La présence d’une influence wahhabite³⁶⁷ au pays des hommes intègres et du mouvement Izala³⁶⁸ au Niger, sont des indicateurs.

Sur la question des enjeux de la laïcité, le président du Niger semble très lucide sur les risques de « *confessionalisation* » de la politique. A la question la suivante : « *Craignez-vous que les digues constitutionnelles sautent en Afrique de l’ouest en permettant aux partis religieux d’entrer en politique sous influence des pays du Golfe ou de l’Iran ?* », le président du Niger, Mahamadou Issoufou a répondu la chose suivante : « *L’influence de ces pays n’est pas à sous-estimer et il faut prévoir des digues. Il n’y a pas d’islam d’État au Niger mais un encadrement. Il y a des organisations qui revendiquent l’instauration de la charia et veulent se mesurer lors des élections. On a toujours combattu cela et on en sortira tôt ou tard. Il faut mettre des garde-fous pour contenir la tendance à confessionnaliser la politique. Ce phénomène a déjà eu lieu au Moyen âge en Europe avec la religion chrétienne. On vit une sorte de Moyen-Âge de l’Islam, avec des réformes et des affrontements. Encore une fois, le développement est crucial. Si, on n’arrive pas à donner de l’emploi à nos jeunes de moins de 25 ans, qui représentent 75 % de la population, alors nos digues pour contrer ces forces s’écrouleront. C’est une course contre la montre*³⁶⁹ ». ».

366 Ould Ahmed Salem Zekeria, « Les mutations paradoxales de l’islamisme en Mauritanie », Cahiers d’études africaines, 2012/2 N° 206-207, p. 635-664.

367 Saint-Lary Maud, « Du wahhabisme aux réformismes génériques » Renouveau islamique et brouillage des identités musulmanes à Ouagadougou, Cahiers d’études africaines, 2012/2 N° 206-207, p. 449-470.

368 Sounaye Abdoulaye, « Heirs of the Sheikh Izala and its Appropriation of Usman Dan Fodio in Niger », Cahiers d’études africaines, 2012/2 N° 206-207, p. 427-447.

369 Pascal Airault, Interview du président du Niger, « Mahamadou Issoufou, président du Niger: « J’ai fait construire 15 000 classes lors de mon premier quinquennat » », *L’Opinion*, 1^{er} février 2018.

2. L'Islam sahélien face aux réalités internationales

A la fin de la Guerre froide, les pays occidentaux (en particulier les Etats-Unis), chercheurs, analystes, médias, s'interrogent sur les nouvelles menaces pesant sur la sécurité internationale. Longtemps focalisés sur les guerres par procuration sur le continent et sur les politiques des Etats tels que la Libye ou encore le Soudan, les occidentaux s'intéressent aux évolutions du contexte africain, notamment des perspectives et des réalités religieuses. La conjoncture historique montre que le religieux est plus que jamais présent dans la sphère sociale et politique, ce qui, en Occident, est essentiellement perçu comme un risque, une menace pour les équilibres démocratiques et de la gouvernance. Cette logique tient à la représentation que les analyses, chercheurs, médias, Etats, se font de la sphère publique et privée (et de la laïcité). Ce croisement des espaces est d'autant plus visible qu'il est facilité par les effets de la mondialisation. S'interroger sur les interconnexions entre les dynamiques locales, régionales et internationales contribue à l'idée que l'Afrique n'est pas en marge de la mondialisation et du système international ; contrairement à ce qui a pu être dit pendant longtemps dans le monde académique. L'Afrique contemporaine évolue par rapport au système international et non pas en marge.

L'islam doit également être compris dans son articulation entre le local et le global et dans sa nature transnationale. Le problème est que le transnationalisme en question est essentiellement analysé à l'aune du contexte international sécuritaire - post 11 septembre. Cette mobilité et fluidité du religieux, et les réseaux qui matérialisent cette nature, convoque plusieurs réalités telles que les relations entre l'Afrique et le monde Arabe, le prosélytisme, la prédication, mais également l'évolution des ordres soufis devenus largement transnationaux.

On ne peut comprendre le regain « *d'islamité* » dans certains pays musulmans, en Afrique et ailleurs, sans établir des liens de causalité avec l'actualité internationale. Comment les sphères politiques et religieuses évoluent en Afrique et au Sahel, à l'aune des évolutions des sociétés occidentales et des réalités géopolitiques internationales ? Peut-on véritablement s'étonner, aujourd'hui, d'un recentrage des valeurs islamiques au cœur des sociétés sahéliennes, et de l'indentification de processus dits de radicalisation, alors que les attentats du 11 septembre 2001 n'ont pas fait, dans certains pays d'Afrique et du monde arabo-musulman, l'objet de fortes condamnations. L'Islam sahélien (et plus largement dans le monde arabe) doit être compris à la mesure des réalités locales, régionales et internationales pour comprendre

l'évolution du rapport de la religion à l'Etat, à la démocratie et plus largement aux relations internationales. Précisément c'est l'islamisme qui interroge les occidentaux et les éventuels liens, connexions, avec des expressions plus radicales, voire violente de l'Islam politique. Le sujet suscite des fantasmes de par le manque de compréhension des réalités multiples qu'il revêt. L'islamisme est caractérisé par sa remarquable diversité et son pragmatisme politique³⁷⁰.

a. La perception du monde arabe de l'islam en Afrique

Il convient ici de s'interroger sur les relations entre l'Afrique et le monde arabe à travers plusieurs vecteurs. D'une part, les politiques africaines menées par les pays arabes. D'autre part, en lien avec la première interrogation, la perception qu'ont les pays arabe de l'Afrique, notamment de leurs pratiques de l'islam. Le récit de la dichotomie entre islam traditionnel et réformisme, en Afrique, montre les tendances et les différentes influences sur le continent (panarabisme et panafricanisme).

Les pays en capacité de développer une véritable politique d'influence à l'égard de l'Afrique subsaharienne sont, en réalité, peu nombreux³⁷¹ (l'Algérie, la Lybie, l'Egypte, le Soudan, l'Arabie Saoudite). L'Algérie et la Lybie (la Libye de Kadhafi) se sont toujours livrées à une guerre d'influence dans le Sahel ; influence qui dépasse largement le cadre de la religiosité³⁷². La rivalité entre certaines puissances a pu avoir des conséquences sur des pays africains. En cela, un pays comme l'Arabie Saoudite, en concurrence directe avec l'Iran, a pu utiliser sa manne financière pour financer des projets de développement, culturels, universitaires, des mosquées, etc. Dans des perspectives différentes, l'Iran (la révolution iranienne a été source d'inspiration en Algérie, en Afrique noire, etc.), et l'Arabie Saoudite (manne financière) ont été des vecteurs attractifs pour des africains en mal de repères et de libéralisation politique, en particulier dans un contexte de « *désillusion d'une décolonisation inachevée*³⁷³ ».

370 Zekeria Ould Ahmed Salem, « Les mutations paradoxales de l'Islamisme en Mauritanie », *Cahiers d'études africaines*, 2012/2 N° 206-207, p 635.

371 Otayek et Soares évoquent également le rôle de la République islamique d'Iran et de son réseau diplomatique établi en Afrique subsaharienne au début des années 1970. La rivalité entre l'Arabie Saoudite et l'Iran a eu des effets notables sur certains pays africains ; les deux puissances étant véritablement les seules à pouvoir mobiliser leurs richesses, liées au pétrole, pour se mobiliser et exercer leur influence. C'est sans compter, sur le plan multilatéral, le rôle de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) et sa vocation à défendre la cause de l'intégration panislamique. Ibid. p 21.

372 Voir notre partie sur l'Algérie.

373 François Burgat, « L'islamisme à l'heure d'Al Qaida », La Découverte, 2005.

➤ *Une mission civilisatrice ?*

Plusieurs spécialistes sahéliens pointent du doigt l'attitude condescendante des pays arabes vis à vis de la religiosité des sociétés sahéliennes (bien qu'elle ne soit pas homogène). Les sahéliens sont souvent considérés comme des musulmans de « *seconde zone* », impures, voire hérétique. Certains combattent cette idée et tentent de montrer la profondeur historique et culturelle de la religiosité sahélienne (Sambe, Salem) et les liens avec le monde arabe, de plus en plus présent et influent au Sahel. Cette mobilisation de certains chercheurs vient contrecarrer les discours et actions d'acteurs issus du monde arabe et/ou wahhabites locaux, au Sahel, dont le discours vise à montrer que le « *vrai islam* » provient de la péninsule arabique et que les pratiques soufis sont une dérive et un danger pour la religion musulmane. Bakary Sambe (et d'autres), mettent en garde, depuis des années, contre les vellétés d'une certaine frange de l'Islam Moyen-oriental et wahhabite contre les pratiques islamiques sahélo-sahariennes.

b. La religion, Etat et société

L'évolution de l'Afrique contemporaine s'exprime à travers le décloisonnement et la contestation des frontières entre le politique et le religieux et une relation particulière au monde post bipolaire, à l'ère de la globalisation. Cette libéralisation interroge sociologues, anthropologues, historiens et d'autres, qui s'efforcent de comprendre les interactions et chevauchement entre l'Etat, la société et le religieux. Cette période coïncide avec la fin des régimes dictatoriaux en Afrique, au début des années 1990. Cette reconfiguration du politique et des sociétés s'accompagne d'une mise en valeur de la religion (pas uniquement de l'islam) et de son interaction avec d'autres composantes (Etat, société civile, etc.). Cet investissement de l'espace public, et du champ politique, a souvent mal été interprété. Les écueils en la matière sont encore nombreux (ils ne sont pas nécessairement à imputer au monde des scientifiques mais plutôt à celui des praticiens, décideurs et des médias) et ont contribué à privilégier des raccourcis entre islam, islam politique, radicalisme islamiste, fondamentaliste et terrorisme islamiste. Il s'agit ici de prendre le contre-pied de ces amalgames et compréhensions partielles. A travers cette modeste contribution, nous tenterons de

comprendre l'évolution de plusieurs variables telle que la place de la chari'a et l'évolution des rapports entre société, Etat et religion musulmane³⁷⁴.

➤ *La chari'a dans les pays sahéliens*

Quelle place pour la chari'a dans les pays sahéliens ? Quelles sont les interprétations historiques et réinterprétations³⁷⁵ modernes ? La chari'a au Nord-Nigeria (Otayek, Soares, p 16), appliquée dans douze Etats fédéraux à partir de 1999 et les attentats du 11 septembre, ont déplacé l'attention des occidentaux sur la problématique de l'islam africain, en particulier dans son enchâssement au politique. Pour Aghabass Ag Intallah, le monde s'est focalisé sur la charia « *alors que nous parlons de développement, d'autonomie et de sécurité*³⁷⁶ ».

Le décalage entre les discours concernant la chari'a et sa matérialisation concrète dans les sociétés sahéliennes est important. L'invocation de la chari'a, qui s'apparente à une démarche radicale en Occident, est souvent la conséquence d'une mobilisation en faveur d'un renouveau islamique, contre un certain nombre de valeurs et de pratiques, considérées comme inappropriées ou trop occidentalisées. Ces critiques peuvent alors se traduire en demande d'application de la chari'a. Certains considèrent qu'il faut y voir non pas une stratégie de domination et d'imposition d'un Etat islamique mais plutôt un réflexe identitaire par des acteurs se sentant opprimés et marginalisés.

374 L'évolution du pentecôtisme en Afrique devrait également faire l'objet d'une attention particulière, notamment en Côte d'Ivoire, au Nigeria et au Mozambique.

375 Ghislaine Lydon, « Inventions and Reinventions of Sharia in African History and the Recent Experiences of Nigeria, Somalia and Mali », *Ufahamu: A Journal of African Studies*, 40(1), January 2018.

376 Jean-Paul Mari, Mali, qui sont les islamistes touareg d'Ansar Dine, L'OBS, 15 janvier 2013, <https://www.nouvelobs.com/monde/guerre-au-mali/20130115.OBS5392/mali-qui-sont-les-islamistes-touaregs-d-ansar-dine.html>, consulté le 21 février 2019.

➤ *Libéralisation, société civile et champ du religieux*

Au Sahel, depuis les années 1980, la fulgurante augmentation des écoles coraniques et des mosquées contribue à la mutation des sociétés³⁷⁷. Cette tendance va de pair avec une demande croissante de religion³⁷⁸ et de « parler musulman³⁷⁹ » d'une partie des sociétés sahéliennes. La mosquée et ses annexes « deviennent le centre de la vie sociale et c'est à partir de la mosquée que tous les besoins personnels, familiaux et communautaires sont pris en compte³⁸⁰ ». Cette période de libéralisation permet également l'émergence de nouvelles formes de vie associative. « De nouvelles associations islamiques orientées vers les femmes, les jeunes et les étudiants se sont imposées comme des vecteurs d'expression de la religion et de société musulmanes³⁸¹ ». Cette tendance participe de la réislamisation des sociétés où la question du fait religieux et de sa pratique interroge les populations, les jeunes, les femmes, etc. Cette nouvelle quête de l'islam était, jusque-là, peu remarquée, notamment par les observateurs occidentaux. La libéralisation des différents champs évoquée est facilitée par la technologie croissante et l'utilisation des médias. Le phénomène perceptuel est d'autant plus important hors Afrique qu'il s'accompagne parfois de l'émergence d'un islam politique (lui-même fomenté par l'émergence de nouveaux intellectuels arabisant dont nous reparlons plus tard). Il paraît opportun d'approfondir le sujet, en particulier à travers la question suivante : comment l'Islam interagit-elle avec le statut social et au sein des rapports ethniques³⁸² ?

c. L'islam mondialisé et déterritorialisé

Nous interrogeons ici les interconnexions entre l'islam « mondialisé » (Olivier Roy) et les islams du Sahel. Quelles interactions pour comprendre les relations entre globalité et localité du radicalisme islamiste notamment? Ce questionnement permet également de comprendre que toute entreprise de légitimation de la religiosité musulmane n'est pas nécessairement le fruit d'influences extérieures. La complexité réside dans la compréhension des impacts et des influences extérieures, sans minimiser les mobilisations internes aux sociétés étudiées. Le

377 Etienne Gérard, « Les médersas : un élément de mutation des sociétés ouest-africaines », *Politique étrangère*, vol. 62, n°4, pp. 613-627, 1997.

378 Sylvain Touati, « " L'Islam et les ONG islamiques au Niger ", *Les Carnets du CAP*, n° 15, automne-hiver 2011, pp. 137-164.

379 François Burgat, *ibid.*

380 Laurence-Aïda Ammour, « le Wahhabisme saoudien en Afrique de l'Ouest », 2017.

381 Otayek, Soares, *ibid.* p 27.

382 Cédric Jourde (2017). « How Islam Intersects Ethnicity and Social Status in Sahel », *Journal of Contemporary African Studies* 35(4) : 432-450.

véritable écueil, en matière de sécurité, est de penser que les influences exogènes sont responsables de tous les maux sahéliens.

Pour Marc-Antoine Pérouse de Montclos, la France dramatisait à l'époque coloniale « *le potentiel subversif et global de l'Islam*³⁸³ ». Les tenants d'un jihad global associent généralement l'idée d'un islam importé des pays arabes (wahhabites) dont les pratiques sont en contradiction avec les réalités et la religiosité locale.

Les Occidentaux se sont étonnés, émus, voire choqués, de voir des jeunes et des moins jeunes porter, dans le monde arabo-musulman, des T-shirts à l'effigie d'Oussama Ben Laden, après le 11 septembre. Cette réalité est moins une forme de radicalité qu'un rejet sans détour de l'Occident, des Etats-Unis et des pays considérés alliés à Washington. Cette contestation de l'ordre international établi passe notamment par une réaffirmation individuelle, parfois collective, de la religion. Une décennie plus tard, les occidentaux se posent-il la question de la perception d'un certain nombre de débats que nous avons dans nos sociétés sur la famille, le mariage, l'homosexualité, l'adoption, la laïcité ? En 2012, lors d'une première mission effectuée en République Islamique de Mauritanie (RIM), un ancien haut fonctionnaire et ambassadeur local insistait sur les liens de causalité entre les réalités locales (manques de perspectives pour les jeunes, sentiment d'injustice et de mal être gouvernés) et l'actualité internationale (débats en France sur la laïcité, homosexualité, conflit israélo-arabe, Afghanistan, Irak, etc.), primordiaux à la compréhension du repli identitaire et religieux des mauritaniens et plus largement des sahéliens. « *Nos sociétés ont l'impression de vivre en marge de la mondialisation. Et l'image que vous nous donnez, vous les Occidentaux, de la mondialisation, c'est le mariage homosexuel et le recul de la religion*³⁸⁴ ». Pour François Schock, « *il y a des facteurs connexes au Continent qui jettent de l'huile sur le feu. Comme le sujet de l'homosexualité qui sert depuis pas mal d'années à cristalliser la haine contre les occidentaux en prétendant que nous voudrions forcer les africains à être homosexuels. Et par les manières qu'ont certains présidents occidentaux, d'en parler, sans pincettes, cela nourrit la théorie. C'est perçu comme un cheval de Troie visant à hiérarchiser les cultures*³⁸⁵ ».

383 Marc-Antoine Pérouse de Montclos, Le Monde, ibid.

384 Entretiens, Nouakchott (Mauritanie), août/septembre 2012.

385 Echanges avec François Schock, janvier 2018.

Il existe une forme d'ambivalence et de paradoxe du rapport à la religion et à la religiosité, notamment chez les jeunes. Une étude réalisée dans la région de Dogondoutchi, sud-ouest du Niger montre que pourquoi les jeunes peuvent apporter leur soutien à Oussama Ben Laden, aussi bien au Niger qu'en Mauritanie par exemple, sans pour autant adhérer au projet terroriste et djihadiste. Masquelier parle d'éthique situationnelle plutôt qu'immuable pour expliquer le rattachement et le développement d'un imaginaire commun des musulmans (sentiment d'appartenance à la Oumma - communauté des musulmans). Le paradoxe réside dans cette dichotomie du rejet et de l'attraction vis-à-vis de l'Occident et de la mondialisation. Les Etats-Unis sont, d'un côté, bien souvent comme anti-Islam et antimusulmans. Et de l'autre, pour des raisons économiques et d'élévation en société, on cherche à s'appropriier le rêve américain. Ce qui peut parfois se traduire par la volonté d'émigrer aux Etats-Unis.

d. L'islam réformisme

L'islam « *traditionnel* » n'est pas la seule manifestation de la religion musulmane au Sahel. Elle est concurrencée par l'islam réformiste qui fait l'objet de définitions, mais surtout d'incompréhensions, de plusieurs ordres. Il existe une véritable confusion des genres entre islamisme, islam politique, fondamentalisme, wahhabisme, salafisme et réformisme. Si la réislamisation³⁸⁶ est réelle dans l'ensemble des pays de la région, il convient néanmoins d'appréhender avec complexité et clarté les différentes mobilisations et traditions évoquées pour analyser l'évolution des pratiques sahéliennes. Le réformisme islamique est souvent réduit à des interprétations soi-disant « wahhabites³⁸⁷ ». En Mauritanie, au Mali, au Niger, le réformisme s'inspire de tendances et de situations vécues dans d'autres parties du monde, en l'occurrence dans le monde arabo-musulman, à travers différentes périodes. De Mohamed Abdou (Egypte), en passant par Hassan Al-Banna (fondateur des frères musulmans), jusqu'à Tarik Ramadan (petit-fils de ce dernier), sans oublier Gamal Abdel Nasser, incarnant le panarabisme, et Sayyid Qutb³⁸⁸, théoricien des Frères musulmans et connu pour idées

386 Sylvain Touati, « " L'Islam et les ONG islamiques au Niger ", Les Carnets du CAP, n° 15, automne-hiver 2011, pp. 137.

387 Otayek, Soares, *ibid.* p 15.

388 « *Auteur de l'œuvre monumentale « A l'ombre du Coran », Sayyid Qutb, intellectuel égyptien de la première moitié du XXème siècle, est une figure majeure de l'islamisme radical. D'abord issu de l'organisation des Frères musulmans, ses écrits rédigés pendant les huit années de captivité sous le régime de Nasser prennent une tournure doctrinale et révolutionnaire pour laquelle il sera exécuté en 1966. Le « qutbisme » survit à son auteur et inspirera largement des mouvances de l'islam militant* ». Pour plus d'information voir : Astrid Colonna Walewski, « Sayyed Qutb », les clés du Moyen-Orient, 28 juin 2012, <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Sayyed-Qutb.html>, consulté le 14 février 2015.

islamistes radicales, le réformisme en islam est complexe et polysémique³⁸⁹. Il est certes le fruit d'influences extérieures, à l'instar du rôle joué par l'Arabie Saoudite et l'Iran³⁹⁰ et d'autres réseaux et acteurs non-étatiques. L'arabité chez les réformistes est une réalité depuis le XXème siècle. Elle est le fruit d'échanges croissants entre musulmans africains, éduqués en arabe, et le monde arabo-musulman. Cette volonté d'ailleurs chercheurs ailleurs la réforme et le modernisme a créé de fait un islam transnational. Cette tendance n'a pas faibli après les indépendances. Elle a permis de consolider une tendance qui s'inscrit aujourd'hui en opposition avec une classe dirigeante laïque, parfois moins éduquée. Ces nouveaux intellectuels, tel qu'on les appelle régulièrement, sont fortement mobilisés pour renforcer les liens entre l'Afrique et le monde arabe. Ces acteurs « *ont parfois été en mesure de remettre en question l'autorité religieuse des érudits musulmans en place, les oulémas, provoquant cette fragmentation de l'autorité religieuse (...)*³⁹¹ ». Leur poids, et le nombre, est conséquent et s'appuie sur un secteur associatif, tel que décrit plus haut, dynamique³⁹².

Les inspirations sont donc multiples et visent à la modernisation et au changement de l'islam africain, par la collaboration inter étatique mais également via les ONG³⁹³ et les acteurs privés. Certaines pratiques sont positives, d'autres sont plus radicales et rigoristes. Cette seconde variante de l'islam en Afrique n'est donc pas uniforme entre les pays, voire même au sein des Etats. Cette mobilisation n'est cependant par propre à ces nouveaux intellectuels modernes arabisant, malgré le rôle joué par l'Arabie Saoudite et le Qatar plus récemment. Elle concerne également des adeptes et des membres des ordres soufis, ce qui fragilise l'idée d'une parfaite dichotomie entre islam dit traditionnel (soufi) et réformisme. Le réformisme en Afrique de l'Ouest et au Sahel ne peut être considéré comme un mouvement de panarabisme. Pourtant, c'est la manière dont certains experts et gouvernements perçoivent le champ de la religion en Afrique.

389 Ibid. p 15.

390 Le retour d'Israël sur la scène diplomatique africaine impact également l'équation.

391 Otayek, Soares, ibid. p 28.

392 Ibid. p 29.

393 Le domaine humanitaire a été particulièrement investi à en juger la situation au Nord-Mali (ONG qataris), par exemple. Une lutte d'influence se met alors en place, sur le continent. Les ONG islamiques accusent les ONG occidentales de faire du prosélytisme en faveur du christianisme.

➤ *Salafisme, wahhabisme au Sahel*

Depuis plus d'un demi-siècle, les pays arabes, l'Arabie Saoudite en tête, s'adonnent à une mission civilisatrice sur l'Afrique noire. Nous verrons, pays par pays, comment l'influence arabe, wahhabite et salafiste s'est progressivement implantée dans les pays sahéliens, dans un premier temps à travers un processus de réislamisation des sociétés sahéliennes, puis, dans un deuxième temps, dans une dérive islamiste radicale, voire violente. Les trajectoires étudiées sont d'autant plus complexes que les situations et les acteurs ne peuvent pleinement être étudiées (manque de données, impossibilité de s'immerger dans les réseaux transnationaux radicaux, etc.). La réislamisation, tout comme les processus de radicalisation sont le fruit de conjonctures, d'interrelations complexes entre acteurs publics, privés, acteurs locaux, régionaux et internationaux. La radicalité n'est pas une norme sociale rationnelle et monolithique. Elle ne mène d'ailleurs pas de fait à la mobilisation violente. Nous observons néanmoins une certaine cécité de la part des Etats sahéliens qui se réfugient derrière des discours et des analyses parfois victimaires, en pointant du doigt des influences extérieures devenues incontrôlables. L'analyse des rapports et des relations des pays sahéliens avec le monde arabe, depuis des décennies, ne valide pas nécessairement le discours des pays de la région. Le défi est de comprendre, au-delà des discours politiques, comment le salafisme et le wahhabisme se sont-ils introduits dans les sociétés sahéliennes et les éventuels liens de cause à effet avec la situation sécuritaire qui prévaut aujourd'hui dans l'espace sahélo-saharien. Si l'islamisme s'est parfois accompagné de mobilisations violentes et de conflits, il n'en n'est pas moins l'expression d'une (ou de plusieurs) situation (s) d'exception (s). La rigueur et l'objectivité scientifiques nous imposent de comprendre ces situations, tout en se rappelant qu'elles ne sont pas légions. Peut-on parler de salafisme républicain au Sahel³⁹⁴ ? Le salafisme est-il nécessaire le produit d'une trajectoire de radicalisation ? Pour Ahmed Salem, les salafistes sont les gardiens autoproclamés du dogme qui s'opposent à ceux qui ont choisi d'accepter la démocratie libérale³⁹⁵.

394 Gilles Holder, « Le réformisme islamique francophone au Sahel : vers un salafisme républicain ? », in « Mali et Sahel : nous sommes tous sahéliens », ENA hors les murs, N°467, Janvier-Février 2017.

395 Zekeria Ould Ahmed Salem, *ibid.* p 635.

II - Les spécificités religieuses de la Mauritanie, du Mali et du Niger.

Nous traiterons dans cette deuxième partie de manière plus spécifique les trois Etats concernés par notre étude, dans leurs réalités religieuses et islamiques ainsi que dans leurs fragilités (porosité ?) face à l'Islam radical. Les expressions de la radicalité au Sahel s'inscrivent-elles dans une logique de continuité historique et géographique ? Quel bilan peut-on tirer de l'évolution des pratiques religieuses et de l'islam politique dans les pays du Sahel à l'aune de la déliquescence du Mali ? Deux, des trois pays étudiés sont des républiques dites laïcs. Pourtant, les interdépendances entre sociétés, Etats et religion semblent croissantes et complexes. Si l'islam politique, au niveau international, est considéré comme un échec³⁹⁶, il ne reste pas moins un véritable sujet d'actualité et d'enjeux pour les pays sahéliens et pour les acteurs internationaux qui interviennent dans le domaine politique, économique et social des pays sahéliens. Une focalisation sur les spécificités des pays de la région permet d'interroger les mobilisations religieuses locales au-delà des dynamiques d'influences extérieures. Car l'Afrique de l'Ouest ne fait pas que subir l'imposition de formes religieuses exogènes³⁹⁷.

1. Les Islams du Mali

a. Evolution des pratiques islamiques au Mali

L'islam au Mali est pratiqué depuis un millénaire au moins et revêt une importance extrême³⁹⁸. Si le pays est composé d'une immense majorité de musulmans, il n'y pas une manière, seule et unique, de pratiquer l'islam au Mali. Le pays subit un regain d'islamité depuis plus de deux décennies. Tendence qui s'est accentuée depuis le début de la crise malienne en 2012. Elle s'est accentuée de par la volonté des observatoires extérieurs, essentiellement occidentaux, de pointer du doigt et d'interroger les pratiques islamiques du pays. Les jeunes bamakois admettent volontiers ce retour à des pratiques à la fois pieuses et ostentatoires. D'aucuns admettent que c'est « *à la mode* » de voir des grands banquets, diners, cérémonies, où l'alcool est prohibé. Certains hésitent à parler d'anxiété ou de méfiance à l'égard de ces réalités. D'autres parlent volontiers de démagogie.

396 Olivier Roy, « L'échec de l'islam politique », Le Seuil, 1992.

397 Cédric Mayrargue, « Trajectoires et enjeux contemporains du pentecôtisme en Afrique de l'Ouest », Critique internationale 2004/1 (no 22), p 98.

398 Benjamin Soares, *ibid.* p 413.

Au Mali, la religion, comme d'autres vecteurs identitaires, est parfois instrumentalisé par un petit nombre d'acteurs, « *religious entrepreneurs*³⁹⁹ », engagés dans les luttes d'influence et de pouvoir. Ces acteurs alimentent des rivalités et compétitions au sein de l'Islam qui se traduisent par une polarisation des relations interpersonnelles et intercommunautaires⁴⁰⁰. Le Mali est officiellement un pays Laïc. Cependant, l'évolution de la société malienne a progressivement et foncièrement changé les réalités de cette société dite séculaire. Nous reviendrons ultérieurement sur cet aspect. L'Islam malien cohabite parfaitement avec d'autres religions, même si, là encore, les aspects sociaux de la vie de tous les jours peuvent amener à certaines frictions et tensions. Au Mali, les tensions liées à la religion concernent moins les rapports interreligieux que les dynamiques intra religieuses ; en l'occurrence au sein de l'Islam. Ces dissensions peuvent fragiliser le lien social entre les communautés. Selon les personnes interrogées dans le cadre d'une étude sur le Mali, ces tensions sont causées par des individus agissant pour le compte de leurs intérêts personnels⁴⁰¹. Cette attitude, parallèlement à la prolifération des différentes composantes de l'Islam malien, dans un pays où la religion est une base sociale forte, est un risque pour la cohésion sociale nationale. « *From the point of view of people consulted, including the elites - some of whom are religious leaders - one of the main threats to social cohesion is related to the proliferation of religious factions and increased competition between them within the 48 IMRAP A Self-Portrait of Mali on the Obstacles to Peace major religions*⁴⁰² ». D'aucuns constatent que La difficile régulation du secteur, tout comme la question du leadership, est un réel problème pour les sociétés sahéliennes⁴⁰³. En 2015, on relevait au Mali 180 associations islamiques (associations enregistrées et reconnues)⁴⁰⁴ dont l'Association malienne pour l'unité et le progrès de l'islam (AMUPI), la ligue des imams (LIMAMA), la Ligue des prédicateurs, l'Union Nationale des Femmes Musulmanes (UNAFEM), et l'Association Malienne des Jeunes Musulmans (AMJM)⁴⁰⁵.

Au Mali, à titre d'exemple, le nombre d'enfants non scolarisés est en hausse. Il était de 864 236 en 2012 pour un chiffre de 1 159 687 en 2016⁴⁰⁶. Dans le même temps, le nombre

399 IMRAP, INTERPEACE, ibid. page 46.

400 Ibid. page 46.

401 Ibid. page 47.

402 Ibid. pp 47-48.

403 C'est également le cas au Niger et en Mauritanie par exemple, là où la prolifération des mosquées fait l'objet de très peu de contrôles

404 IMRAP, op cit. page 48.

405 Laurence-Aïda Ammour, ibid. p 4.

406 <http://uis.unesco.org/fr/country/ml>.

d'écoles coraniques est en augmentation, en particulier dans les régions de Mopti et de Ségou⁴⁰⁷.



Cartes et repères sur le Mali, 20 mars 2013, <https://www.ritimo.org/Carte-et-reperes-sur-le-Mali>

b. L'Islam politique au Mali - un avant et un après 2012 ?

➤ *La laïcité au Mali et la reconfiguration du champ politico-religieux*

Malgré les apparences, la présence et l'influence islamique dans la sphère politique et publique n'était pas une réalité nouvelle en 2012-2013. «*The presence of Islam in the Malian public sphere goes back decades or even centuries. Yet, the Muslim actors' ambition to exercise political power has never been as assertive as it has appeared recently*⁴⁰⁸ ». Nonobstant la laïcité⁴⁰⁹ malienne, depuis la libéralisation et l'avènement de la démocratie au

407 Nadia Adam, Ekaterina Golovko, Boubacar Sangaré, « L'éducation mise à mal par le terrorisme au Mali », ISS Today, 17 octobre 2017, <https://issafrica.org/fr/iss-today/leducation-mise-a-mal-par-le-terrorisme-au-mali>.

408 Ibrahim Yahaya Ibrahim, "Islamism in the South, Jihadism in the North: Why has Islamic activism in Mali taken different forms?", Bulletin FrancoPaix, N°10, Vol 2, December 2017.

409 Sans vouloir enfoncer des portes ouvertes, rappelons que la laïcité dans les pays du Sahel n'est pas la laïcité en Europe et surtout en France. Le récit sur la laïcité est une construction occidentale qui, pendant des années,

début des années 1990, la religion a gagné en visibilité dans la sphère publique⁴¹⁰. « *Bien que la Constitution malienne interdise formellement toute interférence entre l'Etat et le religieux, les associations musulmanes se sont accaparées l'espace politique et ont su imposer leurs idées face à un gouvernement faible qui a abandonné des régions entières au sous-développement*⁴¹¹ ».

Au sud comme au nord, la religion s'est manifestée de manière divergente⁴¹², dont certaines trajectoires ont fini par aboutir à des formes de radicalité et de violences. Le Mali n'a pas échappé aux influences wahhabites saoudiennes qui ont profité de la reconfiguration du champ politique du début des années 1990, en Afrique de l'Ouest. Voyant d'un mauvais œil la popularité de la révolution iranienne, « *Riyad a su profiter de la libéralisation économique et de l'instauration du pluralisme politique des années 1990 en Afrique pour s'engouffrer dans la brèche et renforcer son offensive idéologique. Après l'affaiblissement des Etats africains consécutif aux mesures d'ajustement structurel imposées par le FMI, le vide institutionnel va être comblé par l'activisme social croissant d'agents religieux d'obédience wahhabite, principalement dans les secteurs de la santé et de l'éducation*⁴¹³ ». L'entrisme wahhabite s'est manifesté de diverses façons dans les pays sahéliens. Au Mali, cette pénétration s'accompagne d'une arabisation des rituels religieux et d'une multiplication sans précédent des lieux de prière⁴¹⁴.

Au Mali, les manifestations et mobilisations islamistes existaient avant 2012. « *Quand les islamistes saccageaient les rues bamakoises bien avant les médiations de 2012*⁴¹⁵ », certains expliquaient les tentatives de déstabilisation comme étant le fruit d'un héritage historique lié à la période d'indépendance. Et non pas comme une mobilisation liée à un mouvement islamiste. La France, dans les représentations qu'elle se fait du Sahel, en particulier du Mali, a toujours fait preuve, au mieux d'une cécité, au pire d'une volonté de ne pas voir la réalité telle

arrangeait les chancelleries. Les pratiques islamiques dans les pays du Sahel (la Mauritanie dont le cas est singulièrement différent) n'ont cessé d'évoluer ces dernières décennies, sans pour autant que l'on puisse véritablement s'en étonner. Une partie du récit occidental est biaisé et tend à donner l'impression que l'Islam Malékite de rite soufi est essentiellement pacifiste et apolitique. La réalité est plus nuance.

410 Susanna Wing, « Mali's Precarious Democracy and the Causes of Conflict », Special Report, USIP, April 2012.

411 Laurence-Aïda Ammour, *ibid.* p 4.

412 Ibrahim Yahaya Ibrahim, "Islamism in the South, Jihadism in the North: Why has Islamic activism in Mali taken different forms?", Bulletin FrancoPaix, N°10, Vol 2, December 2017.

413 Laurence-Aïda Ammour, « le Wahhabisme saoudien en Afrique de l'Ouest », 2017, p 3.

414 *Ibid.* p 4.

415 Echanges avec François Schock, *ibid.*

qu'elle était, il y a déjà plusieurs années, voire plusieurs décennies. « *Il semblerait que nombre d'individus ont gardé le silence sur les pénétrations islamistes. Mais tous les "baroudeurs" et membres repentis des réseaux culturels et diplomatiques le dénoncent, la radicalisation est semée depuis longtemps*⁴¹⁶ ». Nous ne confondons pas ici, réaffirmation de l'islamité des peuples, islam politique et processus de radicalisation pouvant amener à la violence.

L'islam politique n'est pas né du jour au lendemain au Mali : « *The presence of Islam in the Malian public sphere goes back decades or even centuries. Yet, the Muslim actors' ambition to exercise political power has never been as assertive as it has appeared recently*⁴¹⁷ ». Sa présence dans la sphère publique est une réalité bien antérieure à la crise de 2012 qui a permis au Haut Conseil Islamique de s'ingérer dans les affaires politiques du Mali.

➤ *Le Haut Conseil Islamique au Mali (HCIM)*

Le HCIM a été créé en 2002 dans le but « *d'assurer l'interface entre l'Etat et la population musulmane malienne*⁴¹⁸ », « *pour fédérer et représenter les diverses tendances de l'islam et conçu pour affirmer la pluralité et la liberté religieuses*⁴¹⁹ ». Le premier président, issu du Bureau Exécutif National, Thierno Hady Boubacar Thiam, « *veillait à ce que le HCIM soit apolitique, tout en pesant dans la prise en compte des normes islamiques par les politiques publiques*⁴²⁰ ». Depuis 2008, le HCIM est présidé par Mahmoud Dicko, « *fin connaisseur du Coran*⁴²¹ », considéré comme un wahhabite très influent. Mahmoud Dicko est originaire de Tombouctou et issu d'une famille maraboutique. Il a étudié en Mauritanie et en Arabie Saoudite. Son influence dépasse largement le cadre de la religion musulmane⁴²². Au-delà de son expertise du champ religieux et de sa personnalité, Dicko a profité des carences de l'Etat en matière de santé et d'éducation pour gagner en légitimité⁴²³.

416 Ibid.

417 Ibrahim Yahaya Ibrahim, "Islamism in the South, Jihadism in the North: Why has Islamic activism in Mali taken different forms?", Bulletin FrancoPaix, N°10, Vol 2, December 2017.

418 Timbuktu Institute, « Influence wahhabite au Mali : Entre contrôle du HCIM et mainmise sur l'enseignement religieux », 30 janvier 2018.

419 Boubou Cisse/Joseph Brunet JAILLY, « Le Haut Conseil Islamique du Mali : un organe partisan au service de l'islam wahhabite ? », *Le Journal du Mali*, 28 octobre 2012, <https://revuedepressecorens.wordpress.com/2012/10/29/que-ce-passe-t-il-au-haut-conseil-islamique-du-mali/>.

420 Ibid.

421 Jeune Afrique, « Mali : Mahmoud Dicko, imam médiateur », 23 août 2012.

422 Rappelons que l'islam au Mali est caractérisé par le malékisme de rite soufi.

423 Laurence-Aïda Ammour, « Le wahhabisme saoudien en Afrique de l'Ouest », *ibid.* p 4.

Le fait que le HCIM, considérée comme un acteur de haute influence, pour renforcer le lien entre les populations et l'Etat, soit dirigée par un wahhabite dénote d'une certaine singularité. Mahmoud Dicko entre très rapidement dans la sphère publique et politique en 2009 avec sa ferme opposition à la tentative de réforme du code de la famille ; réforme visant notamment à donner davantage de libertés individuelles aux femmes. Mahmoud Dicko engage, de fait, sa personne et le HCIM sur cet important sujet de société qui oppose les réformistes aux progressistes et modérés. La promulgation de la loi n'aura jamais lieu. Certains verront à travers cet épisode une forme aggravée de retour en arrière quant aux pratiques de l'Islam dans une région emprunte de pacifisme (ce qui est une représentation partiellement biaisée). Pour d'autres, il s'agit davantage d'une rigidité culturelle plutôt qu'une conséquence directe d'une évolution sectaire de l'Islam. « *Sur le code de la famille, il ne fallait pas exagérer non plus...*⁴²⁴ », racontait, avec le sourire aux lèvres, un diplomate malien en poste dans la sous-région. Et de renchérir, « *bon peut-être que finalement je suis un salafiste, moi aussi* ». Nous nous garderons bien de sur-interpréter ces paroles qui nous semblent plus anecdotiques que symptomatiques d'une quelconque réalité. Ce qui est, en revanche, nettement plus révélateur c'est la capacité de mobilisation du HCIM, au sein des populations. On entend souvent dire à ce sujet que Mahmoud Dicko a bien plus d'aura que n'importe quel homme politique au Mali⁴²⁵. « *Malgré son apparence douce, un discours policé et un ton affable, les Bamakois se souviennent de ses diatribes contre l'occidentalisation qui menacerait la société malienne*⁴²⁶ ». L'influence de Dicko dans l'espace public ne se limite pas là. En 2012, au début de la crise malienne, Dicko s'implique fortement pour se positionner comme un interlocuteur de premier choix avec les rebelles d'Ansar Dine⁴²⁷ (2012). Dicko jouera également les médiateurs avec les putschistes à Bamako. Cet « *entrisme* » et son influence se confirme de jour en jour, de situation en situation. En mars 2012, il se positionne comme un négociateur et un médiateur qui aurait sauvé la place du Premier ministre de l'époque, en échange de la création du ministère des affaires religieuses et du culte⁴²⁸. Pour *Jeune Afrique* c'est sans ambiguïté : « *sa proximité idéologique avec les djihadistes est un atout*⁴²⁹ ». Son entreprise de négociation au nord débute le 26 juillet 2012. Dicko se rend à Gao avec l'accord du Premier Ministre (Cheick Modibo Diarra) pour rencontrer Iyad Ag Ghali (qu'il ne

424 Entretiens, été 2012.

425 C'est le cas également d'Ousmane Chérif Haidara. Pour plus d'information sur ce leader religieux voir : Gilles Holder, « Chérif Ousmane Madani Haïdara et l'association islamique Ançar Dine » Un réformisme malien populaire en quête d'autonomie, *Cahiers d'études africaines*, 2012/2 N° 206-207, p. 389-425.

426 Jeune Afrique, *ibid*.

427 Dicko deviendra rapidement un interlocuteur pour ceux qui veulent implanter la chari'a.

428 Boubou Cisse/Joseph Brunet Jaillly, *ibid*.

429 Jeune Afrique, « Mali : Mahmoud Dicko, imam médiateur », 23 août 2012.

rencontrera finalement pas), quelques notables de la région et des représentants du MUJAO qui tiennent la ville⁴³⁰. Malgré ses démarches visibles, l'Imam Dicko reste très discret, ambiguë pour certains, quant à ses position sur l'application de la chari'a. Dicko ne condamne pas les actes, au nom de l'Islam, des groupes armés au Nord-Mali. Il appelle au dialogue. En 2008, Dicko rappelle que l'intégrisme n'est pas nécessairement religieux et qu'il peut avoir d'autres origines. Il critique vertement les gouvernants qui se réfugient derrière la « *bonne gouvernance* » qui est, selon lui, imposée de l'extérieur⁴³¹. En 2017, il rappelle « *qu'aucune paix n'est envisageable au Mali sans considération de la dimension spirituelle de la crise*⁴³² ». Chérif Ousmane Madani Haidara, vice-président du HCIM et fondateur d'Ansar Dine⁴³³, est lui farouchement opposé au débat de la chari'a et aux doctrines wahhabites. Son combat est de rétablir l'équilibre au sein du Haut Conseil Islamique, en faveur de l'Islam malékite, dominant au Mali. En 2012-2013, Haidara envisageait la création d'une autre instance de contre-pouvoir, risquant de laisser le Haut Conseil aux seules mains des wahhabites.

Cette situation remet en cause la nature laïque et séculaire de la société malienne. Depuis l'indépendance en 1960, les différents gouvernements tentent de montrer leur attachement à une certaine présence de la religion dans l'espace public. Malgré les fondements laïcs du pays, les dirigeants maliens ont toujours revendiqué leur religiosité. « *Dans la pratique, la laïcité au Mali a souvent été pleine de contradictions (...)*⁴³⁴ ». Dès l'avènement du multipartisme au Mali (années 90), nombreuses sont les voies qui s'élèvent pour faire part de leur mécontentement quant au relâchement des mœurs et au climat général de permissivité⁴³⁵.

c. La Da' wa - symbole de l'islam transnationaliste

Au Sahel la prédication et le recrutement s'effectuent par le bas de la société, les écoles coraniques et en invoquant des référentiels socio-culturels. Des acteurs proposent des

430 Mahmoud Dicko rencontre Abdel Hakim, leader du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), avec qui l'imam affirme que les choses se sont très bien passées. Jeune Afrique, ibid.

431 Soares, ibid. p 426.

432 Le Témoin, « Quand l'islam s'invite au débat national : "Nous n'allons pas proclamer la République islamique" a rassuré Mahmoud Dicko », 4 avril 2017, consulté le 20 février 2018, http://malijet.com/la_societe_malienne_aujourd'hui/actualite_de_la_nation_malienne/181907-quand-l%E2%80%99islam-s%E2%80%99invite-au-d%C3%A9bat-national-%E2%80%9Dnous-n%E2%80%99allons-pas-proc.html.

433 A ne pas confondre avec le mouvement rebelle islamiste, dirigé par Iyad Ag Ghali.

434 Benjamin Soares, « L'Islam au Mali à l'ère néolibérale », in « Otayek, Soares, op cit. p 416.

435 Benjamin Soares, ibid. p 422.

alternatives à la gouvernance démocratique et occidentale en s'appuyant sur des référents identitaires, ethniques et en écoutant les doléances des populations, promettant que l'islam est une alternative aux injustices sociales et à la corruption des élites. Les conflits sociaux et politiques latents qui n'ont pas été résolus sont de véritables opportunités pour le recrutement et l'endoctrinement des jeunes notamment. Les revendications Touaregs au Mali et au Niger, la problématique du Sahara Occidental, les revendications des populations minoritaires ou exclus des systèmes politiques (populations négro-africaines en Mauritanie par exemple) sont des terrains fertiles à la mobilisation. Les idéologues jouent sur la religiosité, l'identité, l'authenticité, la pureté et la moralité. Ces moyens de mobilisation peuvent amener à des manifestations violentes. La frontière entre prédication wahhabite, et réseaux voulant porter des actions violentes est souvent mince et mal comprise⁴³⁶.

La réislamisation de certaines sociétés sahéliennes est favorisée par la nature transnationale des échanges et des flux de personnes (pèlerinage) et d'idées entre l'Afrique et le monde arabe. L'Arabie Saoudite et la péninsule arabique sont les moteurs de la da'wa⁴³⁷. La volonté de l'Arabie Saoudite de propager son « *vrai islam* » prend forme dans les années 1960 avec la création de l'université de Médine (1961) et la ligue du monde musulman⁴³⁸. En Afrique de l'Ouest, la démarche « *missionnaire* » démarre au début des années 1970, rencontrant une forte opposition des ordres soufis. Le mouvement missionnaire islamique transnational le plus important est la « *Jama'at Al-Tabligh* », particulièrement actif auprès des Africains de la diaspora⁴³⁹. Au Nord-Mali, le mouvement s'est progressivement implanté dans les années 1990. Au Niger, dès le début des années 1980, le mouvement touche essentiellement la capitale Niamey. Le Tabligh se définit comme un mouvement discret, apolitique et non-violent. « *Il centre son travail sur le prêche d'un islam littéraliste et la formation de ses membres*⁴⁴⁰ ».

436 Si l'entrisme wahhabite en Afrique de l'Ouest fait l'objet d'une attention particulière depuis quelques années, les activités et les trajectoires de sahéliens, évoluant dans la péninsule arabique est moins bien documentée. Christophe Boucek indique que l'on catégoriser en deux groupes, les acteurs agissant en Arabie Saoudite. Les mauritaniens, qui, de par leur culture et leurs origines sont généralement arabisants, et bénéficient du statut de membre de la ligue arabe de leur pays pour émigrer sans difficulté au Royaume. La deuxième catégorie regroupe les autres pays sahéliens (Niger, Mali, Tchad) moins bien considérés par les saoudiens. Pour de plus amples informations voir Christophe Boucek, « Saudi extremism to the Sahel and back », document non daté.

437 Touati, *ibid.* p 147.

438 Reinhard Schulze, « La da'wa saoudienne en Afrique de l'Ouest », in Otayek, « Le radicalisme islamique au sud du Sahara: da'wa, arabisation et critique de l'Occident », Karthala, 1993, pp 21 - 35.

439 Otayek, Soares, *ibid.* p 26.

440 Touati, *ibid.* p 141.

La présence d'ONG prêchant dans le nord du Mali n'est pas une nouveauté. « *En ma qualité de directeur général de la compagnie aérienne du Mali en 1990...j'ai ouvert la liaison Bamako-Tombouctou- Gao et j'en ai transporté des prédicateurs qu'un chargé de mission de l'ambassade d'Arabie venait payer en liquide...À cette époque, la haine anti occidentale n'avait pas encore pris le dessus*⁴⁴¹ ». « *Il y a déjà vingt ans, je rencontrais des Pakistanais et des Saoudiens financés par les Saoudiens qui prêchaient le Wahhabisme sous forme d'organisation humanitaire, en effectuant la construction de puits, de mosquées. Ils comblaient les carences des autorités dans le domaine social*⁴⁴². Néanmoins, selon un chercheur, La daw'a (prédication) est plus influente que le salafisme au Nord-Mali, même si AQMI a mis en place des mosquées⁴⁴³. Le sujet est scindé en deux catégories. D'un côté la présence d'un Islam, considéré par les acteurs locaux (et une majeure partie du monde académique) comme externe à la sous-région. De l'autre, la question du financement de groupes armés islamisés. Le rôle joué par le Qatar et l'Arabie Saoudite dans l'envoi de prédicateurs est un secret pour personne. Les preuves concernant le financement du terrorisme au Sahel, par les mêmes acteurs ou via des parties prenantes privées, issues de ces pays, en est une autre... « *L'intérêt avant tout pour les wahhabites, c'est la religion. Pour eux, en convertissant les gens au salafisme, ils sauvent leur âme. Le développement du wahhabisme dans le nord-Mali a commencé il y a déjà 25 ans*⁴⁴⁴ ».

➤ *Comment le salafisme politique et djihadiste a-t-il fait son chemin au Nord-Mali ?*

Pour Sebastian Elischer, des différentes composantes du salafisme (quiétiste, djihadiste et politique), le Mali tend vers un salafisme politique⁴⁴⁵. Si la prédication, notamment à travers des ONG islamiques, est un phénomène présents au Nord-Mali depuis deux décennies, la destruction des mausolées de Tombouctou en 2012 confirme l'emprunte wahhabite des réseaux islamistes dans la région. Ces actes rappellent par ailleurs les destructions (2001) en Afghanistan par les talibans⁴⁴⁶. Jusque-là, le wahhabisme n'avait pris la forme d'une

441 Echanges avec Maurice Freund, janvier 2018.

442 Assanatou Baldé, Ibid.

443 Table ronde, op cit.

444 Assanatou Baldé, ibid.

445 Sebastian Elischer, After « This month's attack in Bamako, what do we know about fundamentalist Islam in Mali? », The Monkey Cage, The Washington Post, November 30th, https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2015/11/30/after-this-months-attack-in-bamako-what-do-we-know-about-fundamentalist-islam-in-mali/?utm_source=December+2%2C+2015+EN&utm_campaign=12%2F2%2F2015&utm_medium=email.

446 Philippe Quillerier-Lesieur, « Les talibans dynamitent les statues », RFI, 2 mars 2001.

mobilisation armée et violente malgré les bouleversements qu'il a pu occasionner au Mali et ailleurs⁴⁴⁷. Le salafisme et le wahhabisme, bien qu'ayant prospéré au Mali et dans la sous-région, ils ne dominent pas le paysage religieux local. Le passage à la violence est justifié par des circonstances et des contextes géopolitiques locaux, régionaux, et parfois internationaux. Il serait une erreur de concevoir la mobilisation armée et violente au Sahel, au Mali en particulier, comme le fruit d'une longue et périlleuse trajectoire « islamisante », dont le recours à la violence est une fin en soi.

Une compréhension modeste de la charia, chez les groupes islamistes armés, qui pourtant ont su faire passer leurs idées : « *J'ai été très attristé et déçu de constater que les groupes que j'avais rejoints ne comptaient aucun membre qui puisse me dépasser dans la compréhension et la connaissance de la Charia, alors que j'étais un simple et modeste étudiant en la matière* » (ibid. JA). Pour Jean-François Bayart, « *pour comprendre la guerre au Mali, les questions économiques et sociales sont beaucoup plus importantes qu'une version désincarnée de l'islam*⁴⁴⁸ ». Pour Bayart, il faut cesser les automatismes visant à penser les liens de causalité entre religion et violence. Cette équation est « *pervers(e) (et) idéologiquement assez orientée (...)* ».

➤ *Le difficile rôle des partenaires pour entraver les pratiques des pays du Golfe*

« *Pour le financement de mosquées par l'Arabie saoudite et le Qatar : le problème c'est qu'on ne peut pas publiquement reprocher des méthodes que l'on utilise soit même. Il me semble qu'on se trouve dans cette situation puisqu'on a influencé au moins, l'élection d'Alpha Oumar Konare et qu'on continue d'utiliser les budgets culturels pour aider une mosquée et être remercié ensuite par le maire de la commune concernée. On le fait peut être aussi pour soutenir des modérés, mais ça ne permet pas ensuite d'aborder les questions de fond avec une voix neutre*⁴⁴⁹ ». Une autre personne assistant aux débats constate la même difficulté pour des partenaires tels que la France qui a toujours été présent dans la construction et l'accompagnement de la structuration de l'Etat malien. « *La démocratie au sahel était prise en charge par des syndicats et militaires acquis à la cause française dans les années 1990 et*

447 Christophe Châtelot, "En Guinée, la percée wahhabite bouleverse les équilibres religieux", Le Monde, 22 septembre 2017.

448 Christophe Boisbouvier, « Les jihadistes sont souvent mieux perçus que l'État », Jeune Afrique, 19 mars 2018, <http://www.jeuneafrique.com/543396/politique/terrorisme-jean-francois-bayart-les-jihadistes-sont-souvent-mieux-percus-que-letat/>.

449 Echanges avec François Schock, janvier 2018.

la France a bien fermé les yeux dans les brigades démocratiques sur les citoyens qui se sont retournés vers les mosquées qui avaient la bonne ouïe et les réseaux du golf pour en faire une résistance « légitime » contre l'élite politique incapable de répondre aux besoins les plus élémentaires mais qui recevaient les distinctions honorifiques de la France⁴⁵⁰ ». Et d'ajouter : « la France et l'élite politique malienne, au-delà sahélienne, était occupée par les affaires et le pouvoir. Quand on ignore la frustration populaire et que certains viennent avec du pain de l'eau et des écoles ils n'auront pas du mal à guider le comportement⁴⁵¹ ».

450 Echanges avec Amadou Roufai, janvier 2018.

451 Ibid.

2. La Mauritanie

La République Islamique de Mauritanie (RIM) est une terre d'Islam, un haut lieu du malékisme scolaire⁴⁵² où la religion est une véritable civilisation nationale⁴⁵³. C'est un pays « dont la religion islamique a modelé depuis plus d'un millénaire l'imaginaire, les structures sociales et une partie des pratiques politiques⁴⁵⁴ ». « L'Islamisation de la Mauritanie est si ancienne qu'on oublie que ce pays, comme l'Arabie, connut sa période antéislamique. Les premières conversions à l'Islam enregistrées au Soudan atlantique eurent lieu en Mauritanie. Dès le IXe siècle, des tribus berbères qui commençaient à jouer un rôle dans le commerce transsaharien furent superficiellement islamisées⁴⁵⁵ ». La Mauritanie est le seul pays de la région qui n'est pas une République « laïque ». Elle porte le nom de « République Islamique » avant celle d'Iran et du Pakistan⁴⁵⁶. La RIM, quand il s'agit de religion n'est pas un Etat sahélien comme les autres⁴⁵⁷. L'Islam y est relativement ostentatoire et l'Islam politique incarne la principale force d'opposition au régime du président Mohamed Abdel Aziz. Pour autant, les représentations et les dynamiques islamiques sont diverses. La Mauritanie était (ce n'est plus véritablement le cas aujourd'hui) perçue comme un pays menacé par l'Islam radical et la violence extrémiste au début des années 2000. La fragilité du contrat social en Mauritanie et les tensions inter ethniques, que certains appellent du « racisme d'Etat⁴⁵⁸ », ou l'esclavage moderne⁴⁵⁹, font le lit de l'extrémisme et potentiellement de la violence.

L'Islam confrérique (soufi) est présent en Mauritanie depuis le 18^{ème} siècle et « consacre l'enracinement populaire de l'islam et le développement d'un encadrement religieux de la société⁴⁶⁰ ». Pour beaucoup, l'Islam confrérique est un rempart contre l'obscurantisme et le terrorisme islamiste⁴⁶¹. Mais pour Vincent Bisson, « il est vain de continuer à croire aux seules vertus de l'islam confrérique ouest-africain, aussi pacifique soit-il. Car la société mauritanienne est plus que jamais ouverte, perméable et donc finalement aussi « infiltrable »

452 Salem, *ibid.* p 637.

453 A. Traoré, « L'Islam en Mauritanie », in « Introduction à la Mauritanie », p 155 - 166,

454 Zekeria Ould Ahmed Salem, *ibid.* p 636.

455 A. Traoré, *ibid.*

456 Constant Hamès, « Le rôle de l'Islam dans la société mauritanienne contemporaine », 1994.

457 Zekeria, *ibid.* p 637.

458 A. H. Boye, « J'étais à Oualata. Le racisme d'Etat en Mauritanie », Paris, L'Harmattan, 1999.

459 A. Bullard, « From Colonization to Globalization. The Vicissitudes of Slavery in Mauritania », *Cahiers d'Etudes Africaines*, XVI (3-4), 179-180, pp. 751-769, 2005.

460 *Ibid.* p 638.

461 Entretien, Nouakchott, août 2012.

que l'immense espace au sein duquel elle évolue⁴⁶² ». Les mouvements confrériques sont fortement ancrés dans la société mauritanienne à travers la Shadhîliyya, Tijâniya et Qadiriyya. Cette dernière pris de l'ampleur en s'introduisant notamment en Mauritanie occidentale à partir du XVIème siècle. C'est au XVIII et XIX et siècle que la confrérie prend une véritable expansion⁴⁶³ alors qu'elle était menacée par une autre confrérie, la Tijâniya.

A partir des années 1970, la construction des mosquées en Afrique du Nord est une nouvelle tendance forte. La Mauritanie n'échappe pas à ce mouvement qui se caractérise par la présence de Mosquées dans les zones urbaines comme dans les zones rurales les plus reculées. Ce mouvement s'accompagne d'une structuration du personnel des mosquées. L'imam nommé vient détrôner « *de son privilège familial héréditaire l'imam marabout ou le cheikh-imam*⁴⁶⁴ ». La Mauritanie, tout comme le Mali, crée un Haut Conseil Islamique, en 1991, pour assurer la communication et le travail en bonne intelligence entre la sphère politique et religieuse.

a. L'Islam politique en Mauritanie

Alors que la Mauritanie tend vers un islam d'Etat, au début des années 1990⁴⁶⁵, il est « *tout à fait symptomatique que la question d'un parti islamique se soit fait jour*⁴⁶⁶ ». Une première tentative est effectuée en 1991 (parti Al Umma) qui se voit opposer un refus catégorique de la part des autorités. Cette situation montre que l'islam d'Etat peut être interprété de manière différente selon les acteurs. Certains considèrent que la religion est de fait présente dans l'espace public en Mauritanie et qu'il n'a pas sa place dans le domaine politique⁴⁶⁷. En Mauritanie, « *la vie islamique s'est trouvée prise dans un processus d'étatisation qui a affecté également tous les secteurs de la vie des populations*⁴⁶⁸ ». Les activités islamiques s'organisent non pas en marge mais bien dans le cadre de l'Etat-nation, « *suivant un schéma ressemblant fort à celui des Etats maghrébin ou moyen-orientaux*⁴⁶⁹ ». En tant que République Islamique, ce qui relève de la religion est gérée par des tutelles ministérielles, ce

462 Vincent Bisson, « Échec et mat chez les Maures ! Coups d'État et attentats en République islamique de Mauritanie », *Recherches internationales*, N°97, octobre-décembre, 2013, page 177.

463 A. Traoré, *ibid.*

464 Constat Hamès, *ibid.* p 48.

465 Période d'ouverture au multipartisme.

466 Hamès, *ibid.* p 50.

467 Entretiens Nouakchott, été 2012.

468 Constant Hamès, *ibid.* p 47.

469 Hamès, *ibid.* p 47.

qui ne veut pas dire que l'Etat voit d'un bon œil les mobilisations islamiques dont les fins et objectifs sont politiques. L'histoire de l'Islam politique en RIM montre que l'incursion du religieux en politique n'est pas un long fleuve tranquille.

Affirmé au milieu des années 1980, l'islamisme politique est le fruit d'une conjonction de dynamiques et de trajectoires individuelles et collectives, religieuses et culturelles. La matrice de l'islamisme associe des intérêts divergents, des animateurs de circuits de bienfaisance à la montée en puissance de jeunes issus des circuits de formation traditionnels, en passant par de riches hommes d'affaires⁴⁷⁰. Par la suite, des rapprochements s'opèrent entre plusieurs groupuscules (Tablighi, Frères musulmans, salafistes, leaders soufis) pour s'allier sous le groupe Hasîm⁴⁷¹. L'Institut Supérieur d'Etudes et de Recherches Islamiques⁴⁷² (ISERI) devient un « creuset d'où émergent les jeunes islamistes⁴⁷³ » dont certains sont encore présents et influents sur la scène religieuse ou politique nationale. C'est le cas de Jemil Ould Mansour, le leader du mouvement Tawassoul. « Issu d'une famille aux origines guerrières, Mansour a été formé dans le « mouvement scout » (*al-kachâfa*) de certaines ONG comme la Ligue islamique mondiale et l'Association culturelle islamique avant de rejoindre l'ISERI⁴⁷⁴ ».

b. Réislamisation de la société et processus de radicalisation

La réislamisation en Mauritanie s'effectue par trois canaux principaux : l'inflation des mosquées, l'activisme associatif national et international et la globalisation résolue des « *mahazîr*⁴⁷⁵ » mauritaniennes et leurs connexions internationales. « A Nouakchott, la capitale, le nombre de mosquées en 1989 était de 46. En 2002, il est passé à 617. En 2010, il est désormais de plus de 4 000 sur 7 643 dans tout le pays si l'on en croit le ministre des Affaires islamiques dans une déclaration télévisée du 7 juin 2010 » (Salem, *ibid.* p 643). Le réformisme est-il un trompe-l'œil pour les extrémistes ?

Les processus et trajectoires de l'islam politique sont l'illustration de la réislamisation du pays, dont les manifestations sont particulièrement ostentatoires. Malgré le multipartisme autorisé en 1991, les islamistes sont mis progressivement sous surveillance par le pouvoir (ce

470 Salem, *ibid.* p 640.

471 Haraka Siyasiya Islamiya vi Muritanya : Mouvement politique islamique en Mauritanie.

472 Financé par l'Arabie Saoudite.

473 Salem, p 640.

474 Salem, *ibid.* p 640.

475 Pluriel de « *mahzara* » qui veut dire école coranique.

qui contraste avec la même période au Mali et au Niger par exemple). A partir de 1994, le pouvoir procède à une véritable chasse aux islamistes et aux prédicateurs étrangers. Le régime voit en cette mobilisation d'activistes, un risque de radicalisation et durcit le ton. Cela n'empêche pas les différents mouvements de continuer à exister, dans la clandestinité, ou de recréer d'autres organisations. Certains, comme El Mansour quittent le pays pour aller au Yemen, puis au Soudan. « *Tous restent dans le sillage d'Hassan Al Tourabi*⁴⁷⁶ », celui qui aura permis à Oussama Ben Laden de se réfugier au Soudan en 1996⁴⁷⁷. Pour certains, Khartoum « *éduque* » et islamise l'Afrique à cette période⁴⁷⁸ avec les grandes ambitions de l'Université Internationale d'Afrique « *qui entend devenir une référence sur tout le continent* », alors qu'une réputation lui colle à la peau : celle d'être une usine à apprentis djihadistes sur le continent africain, sous l'influence d'Hassan Al Tourabi. C'est dans ce contexte où domine la volonté d'islamiser l'Afrique que des activistes islamistes mauritaniens rejoignent le Soudan.

Parallèlement, le courant réformiste fait de l'entrisme au sein de la société mauritanienne. « *La mise en cause du bilinguisme (arabe-français) et la volonté de l'État d'intégrer les élites formées dans les écoles traditionnelles a créé une classe assez élargie de porteurs d'idéologies réformistes qui formeront l'élite du futur mouvement*⁴⁷⁹ ». Tourné vers le monde arabe et islamique, la Mauritanie multiplie les échanges et les relations. La décennie qui va suivre les prémices du multipartisme est caractérisée, en RIM, par la prédication de la Jamâat Tabligh, ce mouvement piétiste symbole de l'entrisme susmentionné, au sein de la société mauritanienne. Le courant réformiste joue sur la dimension apolitique de son engagement qui semble en réalité n'être qu'un trompe-l'œil. La prédication et cet engouement réformiste touche toutes les couches de la société. « *Et même si la percée spectaculaire des islamistes au sein des couches dominées est aujourd'hui évidente, il faut se rappeler qu'elle vient s'ajouter à des succès plus anciens enregistrés chez la petite bourgeoisie pieuse du pays, succès qui ne se sont d'ailleurs pas démentis depuis, bien au contraire*⁴⁸⁰ ».

476 Salem, *ibid.* p 642.

477 Hassan Al Tourabi est un homme religieux et politique soudanais né en 1932, mort en 2016. Il est membre des frères musulmans et fondateur de la branche soudanaise. Il a été l'éminence grise d'Omar El Bechir avant d'être emprisonné à plusieurs reprises par le même régime. Al Tourabi est mort en fervent opposant au président en exercice.

478 Joan Tilouine, « Quand Khartoum « éduque » et islamise l'Afrique », *Le Monde*, 20 novembre 2015, consulté le 25 août 2016, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/11/20/quand-khartoum-eduque-et-islamise-l-afrique_4814347_3212.html.

479 Salem *ibid.* p 642.

480 *Ibid.* p 643.

➤ *Extrémisme et terrorisme en RIM*

L'extrémisme, en RIM, va au-delà des dimensions religieuses dans un Etat caractérisé par les fortes interdépendances entre religion, société et pouvoir. Comprendre l'Islam et l'islamisme en terre maure nécessite d'avoir une vision relativement historicisée afin d'éviter de penser la radicalisation comme une soudaine contamination⁴⁸¹. Les interactions entre le monde arabe et la Mauritanie doivent également être comprises dans les relations qu'entretiennent les sahéliens avec l'Arabie Saoudite et la péninsule. Les mauritaniens et les sahéliens ne sont plus seulement réceptifs aux messages et aux influences arabes. Ils deviennent également proactifs et vont jusqu'à émigrer dans les pays arabes. L'arabité mauritanienne favorise incontestablement les échanges économiques et sociaux entre les deux espaces. Les mauritaniens font l'objet de recrutements en Arabie Saoudite pour exercer, officiellement, des responsabilités dans des entreprises. Les mauritaniens sont perçus comme plus fiables par les activistes arabes, par rapport aux nigériens, maliens, tchadiens. La proximité culturelle et historique (la Mauritanie est membre de la ligue arabe, ses populations arabophones) est une opportunité pour les réseaux extrémistes. Au vu de cet environnement, les réseaux saoudiens recrutent des mauritaniens pour administrer et gérer des cellules terroristes sur le territoire du Royaume. Les services de sécurité d'Arabie Saoudite évoquent le pèlerinage comme une occasion de recruter des mauritaniens, eux-mêmes ensuite amenés à recruter d'autres ressortissants arabes et musulmans⁴⁸². D'autres, comme les tchadiens, sont souvent impliqués dans des réseaux opérationnels : « *Other Sahelians, especially Chadians are most often recruited to serve operationally. Many of them originally came to Saudi Arabia legally and overstayed their visas. According to Saudi authorities, Chadian nationals as a group are among the most frequently arrested for staying beyond their visa duration*⁴⁸³ ». Les sahéliens sont régulièrement impliqués dans des affaires de trafics et de terrorisme au Royaume. Les tendances et les échanges sont reconnus mais manquent d'assise empirique. Il est par conséquent difficile d'évaluer les conséquences concrètes du nombre croissant de mosquées construites sur financement, en provenance de la péninsule arabique. Tout comme il est difficile d'évaluer l'impact du retour (suite à des formations et des cursus suivis dans le monde arabe) des étudiants et érudits mauritaniens.

481 Salem, *ibid.* p 637.

482 Christophe Boucek, « Saudi extremism in the Sahel and back », document non daté.

483 *Ibid.* p 4.

En sus, la Mauritanie a longtemps été le principal réservoir de recrutement d'AQMI dans la région. Après avoir décidé d'étendre son champ d'action à l'espace sahélo-saharien, le GSPC, puis AQMI, s'est implanté aux frontières de la Mauritanie. A Washington, cette proximité géographique associée aux spécificités culturelles et culturelles de la République Islamique inquiète. Les services de sécurité des pays occidentaux s'interrogent quant à la porosité de la société mauritanienne aux idéologies radicales, en particulier au sein de l'armée et des forces de sécurité⁴⁸⁴. « *Mauritanians are recruited into AQIM within the country, and some nationals go abroad for training. It has been suggested by Western counter-terrorism officials that some Mauritanians have joined AQIM from either the military or the police, although this has yet to be documented*⁴⁸⁵ ». L'auteur évoque également d'éventuelles bases de repli d'AQMI dans la capitale mauritanienne et dans d'autres villes.

484 Il n'existe pas de chiffres officiels mais il semblerait qu'au sein de l'armée, il y ait de plus en plus de militaires acquis à la cause et aux idées du parti islamiste Tawassoul. Nous avons, dans le cadre de nos recherches travaillés avec le ministère de la défense française en 2014-2015 sur cette thématique.

485 Christophe Boucek, *ibid.* p 3.

3. Le Niger

a. Les origines islamiques du Niger

Au Niger, le processus d'islamisation s'est effectué à partir du IX^{ème} siècle, malgré un premier contact au 7^{ème} siècle « *Avec le passage dans le Kawar*⁴⁸⁶ (...) *de Oqba Ibn Nafi*⁴⁸⁷ ». Une islamisation pacifique, lente, longue, ponctuée par des périodes de jihad (Ousman Dan Fodio). L'Islam sunnite de rite malékite domine le paysage religieux nigérien dont les confréries ont « *historiquement entretenus des rapports globalement pacifiques entre eux* » (ibid.). Le point de départ de l'islamisation de masse est donc bien le IX^{ème} siècle. L'islam a connu plusieurs phases de développement. La première a lieu au XIX^{ème} siècle, « *sous l'impulsion de djihads menés par les confréries soufies au XIX^e siècle*⁴⁸⁸ ». La deuxième phase se déroule pendant la colonisation française. Ce « *tête à tête colonial* » symbolise par ailleurs la première phase de l'islam politique⁴⁸⁹. Le développement de l'islam au Niger est corrélé au rythme du commerce transsaharien. Sa pénétration au Niger s'effectue à travers plusieurs phases, en fonction de contextes géographiques multiples⁴⁹⁰. Pendant la période coloniale, l'administration alterne entre contrôle de la prolifération du discours islamique et tentative de ralliement auprès de certaines élites. Au Niger, cette configuration permet à la confrérie Tijaniyya de se structurer davantage par rapport à d'autres ordres confrériques. Depuis l'indépendance, malgré la forte présence du religieux dans l'espace public, les gouvernants construisent un Etat laïc, prenant néanmoins en compte les pratiques et les réalités du pays.

L'islam au Niger se divise en trois composantes⁴⁹¹. La principale composante ne diffère pas des tendances des autres pays de la région. Elle s'inspire d'un islam sunnite de rite malékite non confrérique. Son assise s'effectue en milieu rural. Au niveau des confréries, dont l'étendue est plus limitée que dans les pays voisins, la Tijaniyya se démarque de la

486 Discours de Mohamed Bazoum, ministre de l'Intérieur - nov 2017.

487 Chef d'une armée musulmane venue du Fezzan.

488 Touati, ibid. p 139.

489 François Burgat, « L'islamisme à l'heure d'Al Qaida », La Découverte, 2005.

490 Moulaye Hassane, ibid. pp 17 - 32.

491 Pour plus d'information sur les pratiques islamiques au Niger, voir Moulaye Hassane, Marthe Doka, Oumarou Makama Bawa, « Etudes sur les pratiques de l'islam au Niger », DANIDA, rapport provisoire, avril 2006, Niamey.

Quadiriyya, « *l'une des plus anciennes confréries soufies*⁴⁹² », de la Khalwatiyya⁴⁹³ et de la Sanûsiyya⁴⁹⁴, sans pour autant avoir une forte assise telle qu'au Sénégal, par exemple.

b. Réformisme au Niger

➤ *Réislamisation*

Le Niger, malgré le caractère officiellement laïc, subit depuis plusieurs décennies une forte réislamisation, que l'on peut qualifier d'effervescence religieuse⁴⁹⁵. Dans les années 1990, l'islam au Niger s'exprime dans une logique contestataire. Dans les années 2000, le discours est plus policé et s'inscrit dans « *la dynamique de transformation de la société nigérienne contemporaine*⁴⁹⁶ ».

Comme nous l'indiquions en introduction de cette partie, les processus de réislamisation et de religiosité doivent être analysés, étudiés et compris dans un environnement évolutif, multi-spatial évitant la focalisation sur l'environnement international sécuritaire post 11 septembre 2001. Les fantasmes et les écueils sont nombreux. Le manque de perspective historique est souvent responsable de ces incohérences et incompréhensions. Les processus de réislamisation doivent être appréhendés à l'aune des échecs de la démocratie africaine, de la pauvreté, de la frustration des populations mais également des réalités idéologiques et politiques transnationales qui parcourent le Sahel. Le « *parler musulman*⁴⁹⁷ » est souvent amalgamé. Il n'est pas systématiquement synonyme de radicalité, ni de mobilisation politique. Le ministre de l'Intérieur, Mohamed Bazoum, souligne dans un discours (hiver 2017) que depuis trente ans la pratique de l'Islam s'est renforcée dans son pays. La mondialisation, à travers la montée en flèche des moyens de télécommunication, a certainement joué un rôle important dans cette redécouverte de la pratique islamique au Niger. Ce renouveau islamique au Niger est sans précédent et atteindra progressivement la sphère politique au moment de la démocratisation des Etats de la région. Le paradoxe réside dans le fait de la libéralisation du

492 Touati, *ibid.* p 141.

493 Pour plus d'information, voir Jean-Louis Triaud, « Hommes de religion et confréries islamiques dans une société en crise, l'Aïr aux XIXe et XXe siècles. Le cas de la Khalwatiyya », *Cahiers d'études africaines*, 1983, Vol.23, n°91, pp. 239-280 ».

494 Voir, Jean-Louis Triaud, « La légende noire de la Sanûsiyya : une confrérie musulmane saharienne sous le regard français (1840-1930) », 2 volumes, Paris, 1995.

495 Sylvain Touati, *ibid.* p 139.

496 Abdoulaye Sounaye, *ibid.* p 2.

497 François Burgat, *ibid.*

politique, appelée démocratisation, participe de la montée en puissance du religieux dans la sphère publique et politique. Cette immixtion se matérialise par la demande des principales organisations islamiques du retrait de la laïcité⁴⁹⁸ de l'Etat, en 1992. Certaines associations revendiquent le caractère globalisant de l'islam, sans distinction entre le politique et le religieux. Cette approche ne se limite là. Elle remet plus largement en cause un certain nombre de pratiques telles que le code de la famille⁴⁹⁹, le planning familial, etc. Certains partis nouvellement créés auraient alors « favorisés la multiplication des associations islamiques, espérant ainsi les instrumentaliser en leur faveur⁵⁰⁰ ». Le paysage associatif religieux connaît une forte expansion⁵⁰¹ et devient incontournable pour les acteurs politiques qui doivent s'attirer les bonnes grâces des organisations religieuses. Pour autant, la multiplicité des acteurs et associations islamiques ne s'accompagne pas d'une grande diversité doctrinale⁵⁰². Contrairement à la Mauritanie, par exemple, cette réislamisation n'est pas propre, ou dominée, par les arabisants. Une partie de ces intellectuels sont jeunes et veulent écrire en français et participent d'une dynamique nouvelle et d'une culture de transformation sociale et personnelle⁵⁰³.

L'évolution des pratiques islamiques au Niger (comme dans d'autres pays de la sous-région d'ailleurs) s'est accompagnée d'une augmentation de la présence et de la visibilité de courants wahhabites et même chiites. Une réalité également présente au voisin nigérian. Les liens et les échanges entre les deux pays sont historiques. Les mobilisations politiques et religieuses ayant pris racine au Nigeria ont impacté le Niger. Nous pensons notamment au mouvement salafiste izala⁵⁰⁴ sur lequel nous reviendrons à postériori.

498 Pour Abdoulaye Sounaye, les sociétés musulmanes sont travaillées par des pratiques et un discours « islamisants ». Pour autant, elles ne flirtent pas nécessairement avec l'islamisme politique, voire l'intégrisme du type Al Qaida au Maghreb Islamique. Voir Sounaye, op cit.

499 Elément qui n'est pas sans rappeler l'épisode du malien voisin concernant le code de la famille et la problématique de l'autonomisation des femmes.

500 Hassane Moulaye, ibid. p 32.

501 L'Association Islamique du Niger est la plus importante, créée en 1974. Elle est, malgré l'augmentation du nombre d'associations, le principal partenaire de l'Etat aux affaires religieuses.

502 Ibid. p 41.

503 Abdoulaye Sounaye, ibid. p Abdoulaye Sounaye, ibid. p 4.

504 Le mouvement izala « *Izalatul-bid'a wa iqamatu-s-sunna* » est une « doctrine théologique qui prône la suppression de l'innovation et qui est pour la restauration de la tradition prophétique à l'exclusion de toute autre pratique ancestrale. Ce courant serait d'origine saoudienne et introduit au Niger à partir de deux sources : le Nigeria et ceux qui vont en Arabie Saoudite dans le cadre du hajj et la umra (pèlerinages) ». Voir Moulaye Hassane, Marthe Doka, Oumarou Makama Bawa, « Etudes sur les pratiques de l'islam au Niger », DANIDA, rapport provisoire, avril 2006, Niamey.

Ce renouveau islamique ne concerne pas uniquement les élites à l'image de ceux qu'on appellera les nouveaux intellectuels réformistes. Cette mobilisation touche les couches plus modestes de la société, les milieux urbains comme le rural. Ce besoin de religion, au Niger comme ailleurs se manifeste par la construction de mosquées, l'augmentation d'émissions de radios sur les bonnes pratiques de l'islam, en couple, en société, pratiques vestimentaires, les prédications publiques, les écoles coraniques de plus en plus nombreuses, etc. Les mouvements de prédication (da'wa) se développent au Niger dès le début des années 1980. Ce mouvement dit apolitique et non-violent focalise son action sur le prêche d'un islam littéraliste et la formation de ses membres. « *De par leurs signes extérieurs et vestimentaires (barbe, turban, boubou, pantalon se limitant à la hauteur du genou), ils sont souvent confondus avec un autre mouvement récent en provenance du Nord-Nigeria d'inspiration wahhabite et en expansion croissante, le mouvement Izala*⁵⁰⁵ ».

➤ *Dynamiques de radicalités*

En Afrique, la radicalisation est souvent associée, aux yeux des observatoires occidentaux, à l'intrusion du religieux dans la sphère publique et politique, contestant notamment la laïcité de l'Etat et à l'influence des pays arabes dans les pratiques locales. Abdoulaye Sounaye rappelle que les mouvements « *islamisants* » ne conduisent pas nécessairement à des expressions radicales, voire violentes⁵⁰⁶. Pourtant, AQMI (et les nouvelles appellations des groupuscules islamiques radicaux sévissant aujourd'hui au Sahel), est parvenue à déstabiliser (à tout le moins partiellement) le Niger. La question est de savoir de quelle manière la nébuleuse terroriste a-t-elle réussi à fragiliser le tissu social et la stabilité du pays (logiques guerrières vs. implantation idéologique adhérent aux pratiques rigoristes et/ou violentes). Les pratiques conservatrices, voire radicales, ont deux origines au Niger. Le wahhabisme arabe (dès l'indépendance le président Hamani Diori cherche à établir les liens forts avec le monde arabe) et le mouvement izala (wahhabisme ouest-africain) d'origine nigériane. Ces deux variantes s'opposent à l'islam traditionnel et soufi présent au Niger.

Le mouvement réformiste izala est un mouvement ouest-africain d'aspiration wahhabite. Le wahhabisme est présent au Niger depuis le XVIIIème siècle, sous une forme marginale. Il prendra de l'ampleur à travers les différentes initiatives et influences saoudiennes dans la

505 Touati, *ibid.* p 141.

506 Abdoulaye Sounaye, *ibid.*

région à partir de 1980. L'islam nigérien subit une influence duale, en provenance d'une part du Nord-Nigeria (mouvement izala) et plus largement, d'autre part, des pays arabes. L'influence du wahhabisme saoudien s'illustre, au Niger et ailleurs, par la construction d'écoles coraniques, de mosquées, par des ONG islamiques et par l'envoi de professeurs d'arabes et de prédicateurs⁵⁰⁷. C'est dans la région de Maradi que les mouvements izala et wahhabites s'organisent début des années 1980. La Da'wa, évoquée plus haut, apparaît suite à une scission au sein du mouvement izala. De même que les confréries soufies, d'importance moyenne au Niger, subissent la domination des mouvements venus du Nigeria voisin et de l'Arabie Saoudite. La Tijaniyya, principale force soufie au Niger, fait l'objet d'attaques de la part des izalas sur le plan religieux, (pratiques des cultures, maraboutage, etc.), économique et social. Les tensions sont réelles et ne se limitent à une confrontation idéologique et intellectuelle. Elles finissent par se transformer en mobilisations violentes. Des membres des ordres soufis finissent par rejoindre le mouvement izala, désormais présent dans toutes les régions du pays.

Dans la région de Zinder, « où les obédiences religieuses sont variées, on note ainsi la montée du courant salafiste izala, qui s'oppose à l'islam traditionnel du Niger, plus proche des courants soufis et malékites⁵⁰⁸ ». Sur le plan géographique, « la proximité de Zinder avec le nord du Nigeria, les liens linguistiques, familiaux et ethniques, ainsi que les importants flux commerciaux et de personnes existant entre les deux régions, posent la question de l'influence potentielle du groupe extrémiste Boko Haram, présent au Nord Nigeria, sur la jeunesse de Zinder. Cette question est d'autant plus prégnante que des jeunes rapportent que des recruteurs du groupe Boko Haram ont approché les jeunes des fadas et palais dès 2012⁵⁰⁹ ».

507 Ibid. p 142.

508 Timbuktu Institute, « Niger : Publication d'une nouvelle étude sur les jeunes et l'extrémisme violent dirigée par Timbuktu Institute », <http://timbuktu-institute.org/component/k2/item/187-niger-publication-d-une-nouvelle-etude-sur-les-jeunes-et-l-extremisme-violent-dirigee-par-timbuktu-institute>, 11 mars 2018.

509 Ibid.



Google Map, 2018.

c. Les ONG islamiques

L'implantation des ONG et des associations islamiques date de plusieurs décennies. « *Selon une étude de 2002, en 1980, sur 1.854 ONG présentes sur le continent africain, 7,4% sont islamiques. Ce chiffre est passé à 5.896 en 2000 (soit une augmentation de 310%), dont 15,1% d'ONG islamiques*⁵¹⁰ ».

Bon nombre d'entrepreneurs du développement sont à l'origine de ces initiatives. Depuis le 11 septembre 2001, leur présence inquiète car, il est vrai, l'apparition de ces acteurs est le symbole d'une volonté d'influence (ou de contre influence vis-à-vis des ONG occidentales), par le champ de la religion. En Mauritanie, le régime a fait interdire les ONG et les associations à caractère religieux. Les Etats-Unis ont eux-aussi, au niveau international, tentés de fermer plusieurs ONG confessionnelles musulmanes. Dans ce climat d'incertitude et d'insécurité internationale, le monde occidental semble particulièrement mal à l'aise vis-à-vis de l'engagement de structures d'inspiration religieuse.

Le Niger et le Sahel ne sont pas les seuls terreaux fertiles de l'implantation d'acteurs du développement et de l'humanitaire islamique. Certaines zones de crises attirent les convoitises. C'était le cas de l'Afghanistan, après l'invasion soviétique, de la Bosnie, etc. Au-delà de la fragile stabilité de la zone sahéenne, le manque de développement et la pauvreté favorisent l'implantation des ONG internationales, « *dragués* » par les gouvernements qui

⁵¹⁰ Laurence-Aïda Ammour, *ibid.* p 4.

jouent également sur leur identité musulmane pour attirer des ONG islamiques⁵¹¹. « *Le développement d'un humanitaire islamique doit aussi être compris dans un contexte de connexions transnationales plus large en matière d'éducation, de financement et d'expertise, à une époque où les musulmans africains (comme la plupart des Africains) ont subi les effets du désengagement des Etats et d'une précarité économique considérable consécutive aux réformes néolibérales et aux programmes d'ajustement structurel. Avec le désengagement progressif de l'Etat de certaines de ses fonctions, ces acteurs religieux privés ont investi les espaces sociaux délaissés par la puissance publique*⁵¹² ». Les secteurs délaissés sont nombreux et permettent à d'autres, en l'occurrence les institutions religieuses, de prendre pied dans des sphères considérées habituellement comme de l'ordre du régalien.

Ainsi, le rapport et l'espace interactionnel entre les communautés et les entités religieuses se sont renforcés, à l'image du décroisement opéré entre les Etats, le religieux et la société. Cette tendance est observée avec suspicion par les observateurs occidentaux pour qui l'intrusion du religieux dans l'espace public est synonyme d'islamisation du politique. Certains interrogent la proximité culturelle entre les ONG islamiques internationales, les sociétés civiles et les communautés locales⁵¹³. Le paradoxe soulevé tient à la dichotomie entre l'emphase qui peut lier ONG islamiques et les communautés locales, face aux standards, normes et modes opératoires internationaux. Nous le soulevions en introduction, le phénomène n'est pas nouveau. Les ONG islamiques transnationales sont actives en Afrique depuis les années 1980. A partir des années 90, leur action s'est développée sur l'ensemble du continent, avec une forte implication de l'Arabie Saoudite, le Qatar (depuis peu), le Soudan, l'Iran, etc. Ces acteurs associent prosélytisme et action pour améliorer le quotidien (moral et matériel) des populations locales. Ils proposent des « *règles de comportement et un sentiment d'appartenance à la Oumma, la communauté des fidèles*⁵¹⁴ ». Ces missions se traduisent par des processus de réislamisation des populations (déjà musulmanes) ou par des tentatives d'islamisation de populations non-musulmanes⁵¹⁵.

511 Sylvain Touati, « " L'Islam et les ONG islamiques au Niger ", Les Carnets du CAP, n° 15, automne-hiver 2011, pp. 137-164.

512 Otayek, Soares, *ibid.* p 24.

513 Bruno de Cordier, « ONG islamiques internationales et société civile dans les contextes musulmans : quelle proximité culturelle ? », *Humanitaire*, 20 | Automne/hiver 2008.

514 Mayke Kaag, « Aide, Oumma et politique. Les ONG islamiques transnationales au Tchad », in Otayek, Soares, *ibid.* p 133.

515 Cette focalisation sur les ONG islamiques tient au sujet traité dans notre recherche. Nous n'oublions pas que d'autres pratiques missionnaires, chrétiennes et évangéliques, existent en Afrique et au Moyen-Orient. Depuis la guerre en Syrie et en Irak, l'influence des ONG pour sauver les chrétiens d'Orient est croissante.

Malgré l'impact politique et social dans des contextes locaux, le sujet ne faisait pas, jusqu'au milieu des années 2000, l'objet d'une attention particulière de la part des universitaires (Kaag, p 134). Pour Rémy Leveau, « *les bons ouvrages sur les réseaux islamiques sont rares*⁵¹⁶ ». C'est pourquoi il félicite d'Abdel-Rahmane Gandhour⁵¹⁷ qui, en tant que praticien, est passé du côté de l'observation et de la réflexion universitaire pour décortiquer l'action humanitaire musulmane et les réseaux qui lui servent de support. On retrouve dans son analyse l'idée de contrer l'action des humanitaires occidentaux et de proposer une alternative à la fois morale, matérielle et religieuse (dont les conséquences sont également politiques), dans des contextes de précarité économique, de fragilité sociale et politique.

➤ *Les ONG islamiques au Niger*

La montée en puissance des ONG islamiques doit être comprise à l'aune du trip-tic « *Etat, société, religion* », car les interconnexions, ou l'entrisme du religieux dans la sphère public ne se traduit pas nécessairement pas la structuration de mouvements islamiques politiques (source d'anxiété chez les occidentaux) et ce pour plusieurs raisons. L'islam politique, souvent amalgamé et mal compris, rencontre de véritables difficultés pour se structurer dans les sociétés sahéliennes. Le discours, visant à attaquer à la fois les acteurs politiques, considérés comme trop occidentalisés et laïcs, et les représentants du culte, critiqués pour leur manque d'entrisme dans la sphère politique et sociale, est scabreux et manque d'assise.

Au Niger, « *en une génération, l'islam a envahi tout l'espace public*⁵¹⁸ ». La présence d'ONG islamiques inquiète les partenaires et observateurs occidentaux soupçonnant la diffusion de valeurs antioccidentales et rigoristes, voire de financer des activités terroristes. Certaines organisations caritatives musulmanes « *ne se cachent pas d'avoir fourni de l'aide matérielle et d'importants fonds aux combattants musulmans lors des conflits afghans, bosniaque, tchéchène*⁵¹⁹ ». Si les liens entre l'islam radical et les ONG islamiques ne sont pas systématiques, la corrélation interroge. Au Niger, comme ailleurs, les logiques de réislamisation doivent être comprises en contexte afin d'éviter les amalgames entre réaffirmation du religieux dans la sphère public et pratiques rigoristes pouvant amener à la

516 Rémy Leveau, « Abdel-Rahman Ghandour. Jihad humanitaire. Enquête sur les ONG islamiques [compte-rendu] », *Politique étrangère*, Année 2003 68-2 p. 432.

517 Abdel-Rahmane Gandhour, « Jihad Humanitaire. Enquête sur les ONG islamiques », Flammarion, septembre 2002, 370 p.

518 Sylvain Touati, *ibid.* p 137.

519 *Ibid.*

mobilisation violente (la réalité est d'ailleurs moins linéaire et moins tranchée qu'exposé). Une approche rationnelle bas en brèche l'idée d'une forte dichotomie entre pratiques traditionnelles (islam soufi) et pratiques liées à des influences extérieures (réformisme).

➤ *Conclusion*

Notre démarche, non-exhaustive, est une modeste contribution pour dépasser la multitude de clichés, écueils et incompréhensions des dynamiques de la religiosité au Sahel afin de mieux appréhender l'extrémisme violent et le terrorisme. Ces phénomènes souffrent de compréhensions partielles, dont les conséquences politiques et sécuritaires sont considérables. La religiosité au Sahel, bien que n'étant qu'un élément parmi d'autres facteurs de la violence armée, doit être appréhendée de manière poly-centrée car « *Il n'existe plus de centre émetteur unique mais une pluralité de lieux de production et de diffusion*⁵²⁰ ». La complexité réside dans la compréhension de phénomènes enchevêtrés et de situations locales, régionales et internationales. La rencontre de pratiques dites traditionnelles et du réformisme a des effets divers selon les Etats, voire au sein même d'espaces locaux et régionaux. Certaines tendances se rejoignent, d'autres sont spécifiques et rendent la théorisation ardue et parfois scabreuse. Toutefois, le regain de religiosité des sociétés sahéliennes et son expression dans la sphère publique correspond à une dé-légitimation de l'Etat postcolonial, développé sur un modèle occidental et français, importé. Cette reconfiguration de l'espace public et privé n'est pas toujours bien comprise, en particulier par les observateurs extérieurs. Les réflexes et les amalgames sont nombreux et fragilisent la compréhension de phénomènes, pour le moins complexes. Si la compréhension de la problématique de l'expression de la religiosité est essentielle, rappelons, néanmoins, qu'elle n'est qu'une composante de la matrice sécuritaire sahélienne.

520 Cédric Mayrargue, « Trajectoires et enjeux contemporains du pentecôtisme en Afrique de l'Ouest », *Critique internationale* 2004/1 (no 22), p 100.

2^{ème} partie : THEORISER LES MOBILISATIONS VIOLENTES AU SAHEL, EVALUER LES REPONSES PROPOSEES

CHAPITRE IV : THEORISER LES MOBILISATIONS VIOLENTES AU SAHEL

I - AL Qaida au Maghreb Islamique - Structuration et évolutions d'un phénomène transnational. L'Hypothèse du « *glocal* ».

1. Les interactions entre le local et le global : Adapter les modèles de pensée

a. Penser un modèle de compréhension de la violence islamiste au Sahel

Cette partie consacrée à Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI) a deux principaux objectifs. Comprendre l'ADN, le fonctionnement et la structuration de la nébuleuse à travers l'enchevêtrement des multiples niveaux d'interactions sociales, économiques, politique et la nature idéologique du groupe armé terroriste. Puis, interroger la fécondité des politiques mises en œuvre pour lutter contre ces phénomènes violents et armés.

En analysant la structuration de la violence islamiste au Sahel et son évolution, il apparaît que les grilles d'analyses employées sont généralement incomplètes, voire réductrices. L'irrationalité (souvent doublée d'une certaine forme de fragilité et de manque de cohésion interne) de la nature organisationnelle et hiérarchique (au sein sociologique du terme) d'AQMI, sa résilience, à travers le temps, sa capacité à se mouvoir, l'articulation de ses discours entre référentiels locaux et internationaux et enfin, sa capacité à susciter une réaction politique et militaire internationale, suscitent une interrogation épistémologique et une réflexion scientifique sur la définition d'un cadre d'analyse approprié. Notre réflexion s'effectue en deux temporalités. D'une part, adopter une compréhension conforme aux réalités mobiles, fluides et évolutives d'AQMI, respectant, tant que faire se peut, le poids respectif du contenu « local » et « global » de la violence islamiste au Sahel. D'autre part, intégrer, dans la compréhension de la violence islamiste, et plus largement dans le paradigme proposé, le rôle

des acteurs institutionnels (Etats et partenaires internationaux) luttant contre les groupes armés terroristes⁵²¹.

Nous nous proposons ici d'analyser la fécondité du concept « *glocal*⁵²² » pour définir AQMI dans son contexte et comprendre ainsi l'enchevêtrement des trois niveaux majeurs d'interactions (international, régional, national⁵²³) à travers les pratiques discursives, l'idéologie d'Aqmi, et les stratégies d'implantation sur le terrain. Penser l'articulation, voire l'interdépendance, entre le micro et le macro n'est pas propre à l'étude des phénomènes de violence politique ou des conflits en général. A partir des années 1990, la mondialisation et l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène internationale appellent à de nouveaux paradigmes mettant en lumière les interactions entre le global et le local. Cette « *augmentation substantielle* » des échanges (Badie, 2010, le Transnationalisme) bouscule les modèles de pensée en relations internationales. En matière de conflictualité, on s'interroge, par exemple, sur les dimensions internationales des conflits locaux⁵²⁴ (« *internal conflict* »). En matière de terrorisme, la violence islamiste est-elle stimulée et conduite par des réalités et dynamiques internationales, ou plutôt locales ?

➤ *Un modèle pour penser la menace*

Nous proposons de travailler à partir de l'hypothèse du « *glocal* », afin de développer une grille de lecture, un modèle, reflétant avec acuité le poids réel de chaque variable, niveau et composante du champ de la violence islamiste au Sahel. Quelles sont les dynamiques internationales qui influent sur le contexte local de la violence islamiste ? Comment ses tendances évoluent-elles ? Inversement, dans quelle mesure l'instabilité locale peut être révélatrice d'une forme de désordre⁵²⁵ plus transnational, voire international ? L'analyse de la menace (AQMI) s'effectue à travers la juxtaposition de différentes variables explicatives endogènes et exogènes. La compréhension de ces interactions permet-elle de définir AQMI en

521 Au vu du bornage temporel de notre recherche, certains vecteurs, tel que le rôle joué par les groupes armés (milices) pro-gouvernemental, ne seront pris en compte.

522 Jean-Luc Marret, « Al Qaida in the Islamic Maghreb: A « Glocal Organization? » », *Studies in Conflict & Terrorism*, Volume 31, 2008 - Issue 6, pages 541 - 552.

523 Le niveau national comprend les pratiques et interactions entre le niveau local et le niveau national dans un espace territorial délimité propre à un Etat ou espace transfrontalier. En ce sens, une étude approfondie des réalités locales du groupe armé terroriste tendrait à faire émerger un quatrième niveau spécifique : le local.

524 Michael E. Brown (Ed), « The international dimensions of internal conflict », Cambridge, MIT Press, 1996.

525 Anthony Fouchard, « Au centre du Mali, jihad local, désordre global », RFI, 28 février 2018, <http://www.rfi.fr/emission/20180228-mali-djihad-local-desordre-global-terrorisme-kouakourou-armee-attaques-populations>.

tant qu'acteur hybride ? Quel est le poids réel de l'implication d'acteurs extérieurs au Sahel ? Travailler sur la base de l'hypothèse du « *glocal* » nous permet de répondre à un enjeu épistémologique clair : définir, avec acuité, AQMI, dans un contexte multi-niveaux. Le socle de notre réflexion nous amènera, dans un deuxième temps, à l'essai d'un nouveau paradigme pour appréhender la problématique sécuritaire au Sahel.

Nous cherchons à dépasser les schémas de stigmatisation, de polarisation extrême et de délégitimation des acteurs, à travers une démarche intelligible, rigoureuse, objective et dépassionnée. Les labels « *criminels* » et « *terrorisme* » sont les deux faces d'un même excès (ou d'une sous-estimation) discursif, souvent la cause d'un écueil analytique ou, à tout le moins, une démarche partiellement accomplie. Le djihad au Sahel ne peut être compris uniquement dans sa dimension locale, ni dans une approche excessivement globale. Comment s'articulent les dimensions locales et globales⁵²⁶ du jihad au Sahel ? Notre démarche consiste à appréhender l'évolution d'un phénomène issu de la guerre civile algérienne, aujourd'hui pleinement intégré dans une dynamique transnationale et dont la menace, perçue par les Etats à amener à l'intervention française en janvier 2013.

b. Le concept « *glocal* »

Nous travaillerons selon l'hypothèse du *glocal* (Marret, 2008) qui met en scène l'articulation entre dynamique d'implantation, relations et interactions au niveau local et transnational, appuyé par des logiques discursives tout aussi locales qu'internationales. Dans ce dernier cas de figure, les référents globalisants, bien que les liens soient généralement ténus avec Al Qaida centrale, permettent d'asseoir une forme de légitimité localement. La dimension discursive et cognitive est essentielle et dépasse très largement la dimension matérielle et relationnelle entre acteurs locaux et internationaux. Nous pensons par conséquent que les interactions entre le local et le global, dans la structuration de la violence islamiste au Sahel, relèvent d'une approche complexe plutôt que d'un paradoxe⁵²⁷ tel que parfois soutenu par la littérature.

526 Jean-Pierre Filiu, « The Local and Global of al-Qa'ida in the Islamic Maghreb », *Middle East Journal*, Vol 63, N°2 (Spring 2009), pp 213 -226.

527 Diego Guerrero Oris & Nahuel Arenas-García, « AQIM & Mauritania: Local paradoxes, regional dynamics and global challenges », Février 2012, Documentos, Iecah.

- *Développement d'un discours et d'une implémentation (physique et géographique) locale.*

AQMI bénéficie d'un héritage du GSPC et du GIA qui lui confère cet ADN transnational (combattants algériens présents en Afghanistan dans les années 1990, puis en Irak à partir de 2003). La problématique algérienne est historiquement liée, voire galvanisée, par d'autres réalités et situations de conflits (révolution iranienne, Afghanistan, Irak, conflit israélo-arabe). Une fine compréhension des liens et interactions entre les différents niveaux d'actions est nécessaire pour éviter deux types de biais. D'une part, la surestimation de la dimension « globale » du terrorisme international au Sahel. D'autre part, une sous-estimation de la dimension transnationale et internationale des mobilisations violentes au Sahel. Pour McGovern, la violence islamiste au Sahel met à l'œuvre l'imbrication de tendances internationales (guerre en Irak, conflit israélo-palestinien) et de dynamiques locales⁵²⁸.

- *Un combat local, un discours tourné vers les Etats et les puissances étrangères*

Les leaders d'AQMI et d'Al Qaida dénoncent le rôle et menacent la France directement, tout en promettant de poursuivre le jihad contre le régime algérien. Abou Moussab Abdoulouadoud montre qu'AQMI opère en lieu et place d'Al Qaida. Depuis lors, la France n'a jamais cessé d'être une cible prioritaire d'AQMI et d'Al Qaida. Dans un message audio, diffusé fin octobre 2010 par Al Jazeera, Ben Laden lance un avertissement à la France, justifie les prises d'otages contre les ressortissants français au Sahel. Le message du chef d'Al Qaida intervient quelques semaines après la prise d'otages d'Arlit au Niger. Ben Laden s'immisce dans la politique intérieure de l'Hexagone en dénonçant l'interdiction du port de voile par les femmes musulmanes. Il appelle la France à se retirer du Sahel et d'Afghanistan. Depuis cette période, et depuis la mort de Ben Laden en 2011, le nouveau chef d'Al Qaida, continue de menacer la France à travers différents audio et vidéos de propagande. Le dernier en date a été diffusé en mars 2018. Ne faisant pas référence aux récents attaques survenus au Burkina Faso, début mars, il est difficile de savoir à quand remonte la production de cette vidéo. Le GSPC à l'époque, AQMI depuis, bénéficie de soutiens à l'étranger, notamment en Europe. Al Qaida le sait et encourage ses sympathisants à frapper la France sur son territoire et à l'étranger tel que le GIA l'avait fait au milieu des années 1990.

528 La nébuleuse profite de la misère sociale et économique pour s'introduire au niveau des populations - discours d'embrigadement et opportunisme économique.

➤ *Conclusion*

Enfin, si le concept de « glocal » est une base solide et intelligible de notre interprétation des échelles de la violence islamiste, l'approche géographique (le Sahel) ne saurait être suffisante pour théoriser plus largement les interdépendances entre le local et le global, dans d'autres cas de terrorisme transnational. Deux principales raisons amènent à penser le « glocal » dans d'autres réalités. Premièrement, le Sahel ne produit pas de violence armée hors de l'Afrique, ni même hors de la zone sahélo-saharienne au sens large⁵²⁹, contrairement à d'autres groupes armés terroristes liés à Al Qaida ou à Daesh, ce qui rend inopérante la question des réseaux. Deuxième aspect, le modèle sahélien peut difficilement interroger les liens entre propagande, communication, recrutement et processus de radicalisation (et passage à la violence). Les processus d'embrigadement sont véritablement locaux et font peu appels à des discours et idéologies internationalistes.

c. Compréhension de la nature idéologique d'Al Qaida au Maghreb Islamique

➤ *La base idéologique d'Al Qaida - le facteur internationalisant*

Al Qaida s'inspire des textes de Sayyid Qutb pour définir, orienter les choix et les priorités stratégiques d'Al Qaida (ennemi lointain, ennemi proche) : « *la logique connue du « al adou al qarib* », *ennemi proche, au « adou al ba'id* », *ennemi lointain* ⁵³⁰ ».

Contrairement à Daesh, le Califat est une priorité en filigrane, au sein de l'action d'Al Qaida. Les dirigeants du groupe terroriste cherchent à développer des camps d'entraînement, des bases arrière pour renforcer ses capacités internes. Le discours d'Al Qaida, en particulier d'Oussama Ben Laden, se concentre sur l'actualité internationale (invasion du Koweït par l'Irak en 1991, fin de la Guerre froide et de la guerre en Afghanistan, focalisation sur le rôle

529 Malgré des évolutions constantes et un accroissement de la violence en dehors des zones « traditionnelles » de la violence armée islamiste. Depuis les années 2014/2015, le centre névralgique de la violence s'est progressivement décentré du septentrion malien pour congestionner le centre du Mali et la zone des trois frontières à cheval entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Depuis 2018, le Burkina Faso semble être une cible prioritaire pour les groupes armés terroristes.

530 Entretien avec Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou : « L'AQMI se démarque opérationnellement d'Al Qaida tout en usant du label de celle-ci », 5 novembre 2010, Oumma, <https://oumma.com/entretien-avec-mohammad-mahmoud-ould-mohamedou-laqmi-se-demarque-operationnellement-dal-qaida-tout-en-usant-du-label-de-celle-ci/>, consulté le 23 février 2018.

de l'Arabie Saoudite), au détriment d'une véritable stratégie militaire et opérationnelle. La géopolitique internationale permet à Ben Laden de pointer du doigt le rôle des Etats-Unis et des gouvernements arabes considérés comme des valets de l'impérialisme américain. En 1998, Ben Laden lance une fatwa contre les « juifs » et les « croisés ». A Dès les années 2000, Al Qaida menace la France⁵³¹. En 2010, Oussama Ben Laden lance un avertissement à la France, justifie la prise d'otages au Sahel, exige le retrait des troupes françaises d'Afghanistan et fustige la loi française sur le port du voile⁵³². Le discours globalisant d'AQMI a une résonance en Occident, notamment à travers les médias qui développent une forme de récit dramatisant de la menace. Si les liens entre AQMI et Al Qaida sont ténus, le simple fait d'évoquer une allégeance à une structure d'envergure internationale renforce sa légitimité. Pour Mohamed Mahmoud Ould Mohamedou, les liens entre AQMI et Al Qaida sont « *dérivatifs mais également distendus qualitativement, puisque l'AQMI est la seule des différentes branches d'Al Qaida al Oum (Al Qaida mère) qui soit un rattachement d'un groupe préexistant, alors que toutes les autres variantes, aussi indépendantes soient-elles, avaient été créées directement par Al Qaida elle-même ; en Irak, dans la péninsule arabique, en Afghanistan, au Pakistan et également dans le cas de l'organisation secrète qui avait réclamé la responsabilité des attentats de Madrid en mars 2004 et de Londres en juillet 2005*⁵³³ ». La reconnaissance de l'allégeance d'AQMI à Al Qaida intervient à un moment où Al Qaida al Oum (Al Qaida mère) est en pleine mutation sur le plan international par la création de franchises régionales. La demande d'AQMI « *vient servir la vision d'une Al Qaida désormais mondialisée*⁵³⁴ ». Le parcours de certains Emirs (Belmokhtar et Abou Zeid) montre la volonté d'AQMI d'être considérée par le leadership d'Al Qaida centrale. Né en juin 1972, dans la région de Ghardaïa (centre de l'Algérie), Belmokhtar se serait intéressé dès la fin de son adolescence à la situation de l'Afghanistan. La mort d'Abdallah Azzam (chef historique d'Al Qaida), en 1989 l'aurait décidé à rejoindre l'Afghanistan. Il part sur zone en 1991⁵³⁵. Abou Zeid aurait, lui aussi, voulu plaire aux chefs d'Al Qaida au Pakistan. Les deux

531 'Al-Qaeda "Issues France Threat". BBC News, 14 September 2006. <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/5345202.stm>

532 L'Express, « Ben Laden menace directement la France », 27 octobre 2010, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/ben-laden-menace-directement-la-france_931574.html, consulté le 12 août 2018.

533 Interview de Mohamedou, op cit.

534 Ibid.

535 Marie Desnos, Alfred de Montesquiou, « Mokhtar Belmokhtar, ce redoutable narco-jihadiste », 17 janvier 2013, Paris Match, <http://www.parismatch.com/Actu/International/Mokhtar-Belmokhtar-ce-redoutable-narco-jihadiste-160267#>.

Emirs développaient des approches différentes quant à la direction qu'ils voulaient donner à leurs relations avec Al Qaida.

A travers ses références au Sahel, Al Qaida poursuit son internationalisation et se franchise, créant une sorte de confusion et de paradoxe, à partir des années 2005-2006 : La franchisation d'Al Qaida lui a permis d'étendre son spectre tout en localisant les luttes et les mobilisations, lui faisant in fine perdre de sa dimension internationale. La structure organisationnelle d'Al Qaida n'est pas hiérarchisée au sens strict du terme. Al Qaida centrale, ses « franchises » sur le terrain (Irak), AQPA (Yémen et Péninsule arabique), AQMI, ont toujours été traversé par des débats idéologiques sur la légitimité d'attaquer et de cibler des musulmans.

la mobilisation « *aqmienne* » est politique car elle conteste, désapprouve, combat l'Etat-Nation tel que proposé en Afrique, en tant qu'héritage colonial, et plus largement, c'est le système international qu'elle remet en cause, au profit d'une communauté perçue et considérée comme plus appropriée, à savoir la Oumma.

En analysant les propos d'Abdelmalek Droukdel, leader d'AQMI, lors d'une interview donnée au New-York Times, on comprend mieux les relations entre AQMI et Al Qaida. « *AQIM's primary commanders have a long-standing relationship with the global Al Qaeda movement*⁵³⁶ ». Abdelmalek Droukdel, confirme que les échanges qu'il a eus avec Abou Moussab Al Zarqawi (2004-2005) ont été essentiels pour le rapprochement entre les deux organisations. Il remercie Allah et demande la bénédiction du martyr qu'il est devenu et de le récompenser pour ce qu'il a fait au nom de l'Islam et du jihad et pour la nation (comprendre la nation islamique : la Oumma). Il rappelle que les contacts sont maintenus entre les deux entités car la cause est commune. « *Nous attachons beaucoup d'importance au contact maintenu avec nos frères en Afghanistan, en Irak et ailleurs là où le jihad est présent. Nous nous devons d'échanger, de communiquer, de nous conseiller et de coordonner nos efforts pour faire face à cette croisade qui est menée contre l'Islam* ».

Pour Droukdel, le partenariat entre AQMI et Al Qaida n'est pas un jeu de calculs mais plus une destinée voulue par Allah. « *Nous avons suivi la volonté de Dieu sans nous poser la question de ce que nous y gagnerions (...). Allah nous ordonne d'être unifiés pour combattre*

536 Sergei Boeke, *ibid.*

ceux qui le sont face à nous les musulmans. Pourquoi nous ne devrions pas nous-même être unis ? Quand les juifs s'unissent pour séparer les musulmans, prendre leur terre. Pourquoi quand nous, musulmans, sommes unis, ils nous contestent notre unicité ? Oui, nous unir avec Al Qaida était une nécessité légitime et imposé par le système et les réalités internationales⁵³⁷ ». Droukdel fustige et condamne les attaques et les crimes commis par les juifs à Gaza, en Irak, en Afghanistan en expliquant que c'était le devoir des musulmans d'AQMI de s'associer à Al Qaida. « Nous sommes une communauté de djihad ancestral qui dépend de la légitimité religieuse, avant toute chose. Les experts et observateurs se trompent en pensant que nous agissons sur la base d'intérêts personnels et calculateurs. Le monde est injuste envers les musulmans ». Abdelmalek Droukdel ajoute que pour rassembler les conditions de la victoire il nous faut être unifié, tel que nous l'indique le livre sacré (Coran). « L'unité est source de puissance et de victoire ». Le Coran nous informe que la différence et la division est source de faiblesse. Par conséquent nous, musulmans, ne faisons qu'appliquer une norme universelle au même titre que les autres communautés ». Troisièmement, pour Droukdel, l'unité des musulmans a permis de causer de la peine, du chagrin aux juifs, apostats et croisés, chose dont il se réjouit. Et d'ajouter, « nous espérons avoir satisfait la volonté de Dieu et que nous avons terrorisé nos ennemis ».

La bataille des idées chez AQMI. Peut-on parler de typologie au sein des différentes katibas ? On connaît les réalités et les activités économiques des uns et des autres. Qu'est-ce que cela nous dit sur leur rapport à la religion ? La prise d'otages In Amenas et l'attaque de Bamako (novembre 2015) montrent que Belmokhtar (à l'initiative des deux attaques) fait la différence entre musulmans et non-musulmans dans le choix de ses cibles. Dans les deux cas, les musulmans ont été épargnés par les terroristes.

AQMI « use d'une phraséologie religieuse et antioccidentale proche du groupe de Ben Laden, mais communique également désormais indépendamment à travers la création de sa propre branche médiatique Al Andalous qui remplace en 2009 Mouassassat Al Sihab qui avait auparavant toujours eu « l'exclusivité » des messages d'Al Qaida⁵³⁸ ».

537 New-York Times, « An Interview With Abdelmalek Droukdel », 1st July 2008, <https://www.nytimes.com/2008/07/01/world/africa/01transcript-droukdel.html?pagewanted=1&r=1&sq=droukdel&st=cse&scp=6>

538 Interview Mohamedou, op cit.

2. Idéologie de la nébuleuse et économie politique du groupe : paradoxe ou approche complexe ?

L'analyse de l'action et de la structuration des groupes armés terroristes interroge sur la nature ambivalente, les paradoxes et la complexité de la violence islamiste au Sahel. Nous posons l'idée qu'une mauvaise compréhension de l'imbrication des facteurs de cette violence est à l'origine d'une vision « paradoxale » ou « ambivalente » d'AQMI. Généralement, le manque de réponses amène une partie de la communauté des experts à définir AQMI comme une menace hybride - sans pour autant que la démarche scientifique permette de saisir véritablement le concept d'hybridité. Nous disons ici que 1) confronter les aspects idéologiques, les discours et la structuration de l'économie politique d'AQMI amènent à penser les GAT en tant que structure complexe et non paradoxale ; l'économie politique d'AQMI étant un moyen, une stratégie d'accompagnement, pour la réalisation de ces objectifs politiques et idéologiques et non une fin en soi liée à l'enrichissement des protagonistes en question. 2) Si hybridité il y a, elle ne réside pas dans les liens entre trafics (Oris, Garcia, 2012) et violence islamiste mais dans la structuration transnationale de l'organisation - alliant local et global.

a. L'économie politique d'AQMI

➤ Définition

L'économie politique est, au sens classique du terme (Adam Smith, 1776), les moyens à travers lesquels l'État se procure et permet aux populations d'acquérir un revenu et des moyens de subsistance. La définition originelle est intrinsèquement liée à la fonction et à la nature de l'État. L'économie politique des groupes armés terroristes (GAT) pourrait alors se définir comme l'ensemble des moyens mis à contribution pour assurer le développement et la pérennisation des activités des acteurs en question. Au Sahel, nous nous intéressons à la fonction et au rôle joué par les enjeux et objectifs économiques des GAT dans la structuration des phénomènes de violence islamiste.

Nous nous proposons ici d'appréhender les réalités et les enjeux de l'économie politique d'AQMI au Sahel, afin de balayer les analyses ambiguës, parfois erronées, sur la nature criminelle et liée au banditisme de la nébuleuse terroriste. Quelles sont les formes d'alliances

entre acteurs ? Que peut-on en déduire en matière de stratégie, d'intérêts et la finalité de la mobilisation de chacun ? Quelle est l'implication d'AQMI dans les trafics ? Quelles relations avec les trafiquants ? Quels sont les enjeux économiques de la violence islamiste au Sahel ? Que peut-on dire du « *nexus* » AQMI/trafiquants, qui interroge le lien de causalité entre terrorisme et criminalité organisée ? Peut-on parler d'un renforcement mutuel des acteurs en présence ? Au Sahel, dans la sphère d'AQMI, est-ce que l'économie fait le politique, ou bien l'inverse ? Quelle dynamique influence l'autre ? Si les liens sont avérés, notamment dans les trafics et les prises d'otages, quelle est la véritable nature de ces relations ?

L'explication excessivement économique et matérielle sous-estime les dimensions idéologiques, politiques et les revendications qui animent les groupes armés terroristes. Les activités et le financement d'AQMI impacte-t-il sa crédibilité idéologique ? (Boerke, *ibid*). Dans un contexte de guerres modernes ou guerres de quatrième génération, et au vu du caractère transnational des acteurs non gouvernementaux, les frontières entre acteurs tendent à se flouter. Des confusions s'exercent notamment entre violence politique et violence mafieuse.

➤ « *Crime-terror nexus* »

En matière de terrorisme international, le « *nexus* » crime organisé, banditisme, trafics et groupes armés fait l'objet d'une littérature académique foisonnante⁵³⁹. Les enjeux qui découlent de cette compréhension sont essentiels pour saisir les réalités de l'économie politique des groupes armés terroristes et ainsi adapter les grilles de lectures et les réponses politiques à donner face au financement du terrorisme.

Nous décrivons ici les principales tendances, analyses et théories qui s'opposent dans la littérature et permettent de définir l'action d'AQMI, dans sa dimension politique, idéologique

539 Scheele, Judith. *Smugglers and Saints of the Sahara: Regional Connectivity in the Twentieth Century*. New York, NY: Cambridge University Press, 2015; Lacher, Wolfram, "Organized Crime and Conflict in the Sahel-Sahara Region". Washington, DC: Carnegie endowment for International Peace, 2012; Abdelkader Adberahmane, «The Sahel: A crossroads between criminality and terrorism », *Actuelles de l'IFRI*, 10 octobre 2012; Alda E and Salda J.L, "Links between terrorism, organized crime and crime: the case of the Sahel region", *Stability: International Journal of Security and Development* 3 (1):27, pp. 1-9; K. Aning & L. Amedzrator, (2014). « The Economics of Militancy and Islamist Extremism in the Sahel », in *Political stability and security in West and North Africa*; Mohamed Mokeddem, « Al Qaida au Maghreb Islamique, contrebande au nom de l'Islam », L'Harmattan, 2011; Serge Daniel, « AQMI, l'industrie de l'enlèvement », Fayard, 2012 ; Serge Daniel, « Les Mafias du Mali. Trafics et Terrorisme au Sahel », Descartes and Cie, 2014

et économique. Nous nous interrogerons sur les tenants et aboutissants de cette économie de l'insécurité (Jourde, 2011) ou encore cette militarisation de l'économie (ICG, décembre 2015).

Pour Bertrand Badie et Dominique Vidal, la collusion entre mafieux et terroristes est un phénomène d'hybridation où enjeux économiques et idéologiques s'entremêlent. Ces hybridations « *résultent plus d'une convergence d'intérêts que d'une conversion idéologique*⁵⁴⁰ ». Pour Serge Daniel, « *Les routes des djihadistes et des trafiquants se croisent souvent* » (Serge Daniel, *ibid.* p 66). Pour Dania Ghanem Yazbeck, en fonction des pays, les liens entre les groupes extrémistes et les trafiquants sont forts (*ibid.*). Au Sahel les liens avec le GSIM, anciennement AQMI, sont forts. Les groupuscules liés au GSIM ne sont pas nécessairement directement partis prenantes des trafics mais facilitent les convois, la logistique, etc. Au Sahel, les conditions sont favorables pour les trafics car préexistants à la crise malienne et bénéficiant de la fragilité des institutions des pays de la région. L'argent généré par les trafics est un considérable manque à gagner pour les Etats de la sous-région, les revenus générés n'étant pas assujettis à l'imposition). Les montants en question, bien qu'inférieurs aux gains générés par Daesh en Irak par exemple⁵⁴¹, sont toutefois considérables pour un pays comme le Mali.

D'autres⁵⁴² abondent dans le même sens : les liens entre groupes terroristes et trafiquants sont ponctuels, parfois indirects et circonstanciels dans une logique de consolidation de leur organisation. « *Les organisations djihadistes ou les groupes armés touaregs n'ont pas la main sur les trafics et n'y participent pas de manière directe. Ils sont dans la plupart des cas en charge de la protection des caravanes, de l'approvisionnement et du ravitaillement des convois ou se contentent de prélever une taxe lors du passage de trafiquants à travers les territoires qu'ils contrôlent. Les différents groupes armés présents dans la zone ont des degrés d'implication différents dans le trafic de drogue* ».

540 Bertrand Badie, Dominique Vidal, « Nouvelles guerres: comprendre les conflits au XXIème siècle », La découverte, 2016.

541 Les experts parlent d'un milliard de recettes avec le trafic de cigarettes et de pétrole.

542 Ariane Boulanger, Matthieu Gautier, Kira Rosi-Schumacher, « Djihadisme et trafics au Sahel », Paris Global Forum, 5 mars 2018.

b. AQMI : une entreprise « gangstero-djihadiste » ou politique ?

A travers une implication (direct ou indirecte) dans différents trafics (drogues, armes, trafics d'humains - otages), AQMI a pu maintenir sa survie, voire se développer. La majeure partie des Emirs d'AQMI (Abou Zeid, Belmokhtar, Al Targui) ont recours, parfois même dans une logique de compétition entre eux, aux prises d'otages. La première opération d'envergure, en 2003, est la prise d'otages de touristes occidentaux. Iyad Ag Ghali s'essaiera à la négociation dès cette époque⁵⁴³.

La katiba d'Al Targui (cousin d'Iyad Ag Ghali) est spécialiste en trafics et en prise d'otages. En octobre 2010, au nom d'AQMI, Al Targui participe à une réunion avec des trafiquants de drogue colombiens, en Guinée Bissau. « *Selon des sources sécuritaires actives dans la sous-région, la CIA aurait alerté les autorités de Guinée-Bissau sur une réunion ultra secrète organisée sur son sol à laquelle auraient pris part à la fin du mois d'Octobre plusieurs barons de la drogue colombiens, des responsables de filières logistiques, ainsi que plusieurs trafiquants opérant à Bissau et dans le corridor sahélien*⁵⁴⁴ ». Et d'ajouter, « *selon la même source, des trafiquants sahéliens - dont un certain Abdel-Karim- liés ou opérant au sein de Al Quaida au Maghreb Islamique (AQMI) auraient pris part à cette réunion* ». Pour Laurence Aïda Ammour, la présence d'AQMI à cette réunion atteste la nature criminelle de l'organisation terroriste plus que son ADN politique et religieuse⁵⁴⁵. Le MUJAO (Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest) est dirigé par des trafiquants de la région de Gao. La katiba a été créée grâce aux ressources obtenues par les différents trafics, notamment le trafic de drogues auquel s'adonnent les chefs du MUJAO. Belmokhtar, également impliqué dans plusieurs types de trafics, est proche des dirigeants du MUJAO (Sultan Ould Baddy, Ould Kheirou) et coopère avec cette katiba sur plusieurs prises d'otages. « *À 80%, le Mujao est constitué de trafiquants, de commerçants, de gens qui cherchent de l'argent*⁵⁴⁶ ».

543 Jérôme Pigné, armées d'aujourd'hui, ibid. page 15.

544 Frédéric Powelton, « Exclusif : une réunion secrète des cartels de la drogue en Guinée-Bissau, AQMI présente », 3 novembre 2010, <http://sahel-intelligence.com/2417-article145.html>.

545 Laurence Aïda Ammour, « Regional Security Cooperation in the Maghreb and Sahel: Algeria's Pivotal Ambivalence », Africa Security Brief, N°18, ACSS, February 2012, page 1.

546 Dorothée Thienot, « Mali – Yero Ould Daha : « Le Mujao nous protégeait du MNLA » », JA, 11 août 2014, <https://www.jeuneafrique.com/47201/politique/mali-yero-ould-daha-le-mujao-nous-prot-geait-du-mnla/>, consulté le 11 août 2018.

Cette économie permet à AQMI de développer son réseau, ses capacités militaires et son influence pour recruter. En conséquence de ces activités, AQMI est perçue (par une partie de la communauté des experts) comme une entreprise criminelle, dirigée par des gangsters plus que par des idéologues et des islamistes radicaux. Pour Laurence Aïda Ammour, la nature des activités (kidnapping et trafics en tout genre) de la nébuleuse lui donne un caractère plus criminel qu'idéologique: «*mixing abduction of foreigners, car and cigarette smuggling, drug trafficking, and arms dealing, many consider AQIM's motivations more criminal than political or religious*⁵⁴⁷ ». Selon l'auteur, les Etats sahéliens, contrairement à l'Algérie, considèrent que la véritable dangerosité de l'organisation est de nature criminelle et en lien avec les différents trafics qui constituent son principal leitmotiv⁵⁴⁸. Le début de la crise malienne donne d'ailleurs raison aux défenseurs de cette analyse, faisant d'AQMI une entreprise « gangstero-djihadiste ». « *Anis Rahmani, directeur général du quotidien algérien "Ennahar", avait ainsi confié à France 24: «(Belmokhtar) a utilisé le GSPC, et maintenant Aqmi, pour faire du trafic au nom de l'islam. En réalité, il recherche simplement de l'argent.»*⁵⁴⁹ ». Et d'ajouter : « *Mokhtar Belmokhtar est plus un contrebandier qu'un terroriste*⁵⁵⁰ ». Pour Alain Chouet, « *Belmokhtar, c'est avant tout un coupeur de route. Son slogan c'est 'Islam le jour, banditisme la nuit*⁵⁵¹ ». Concernant les jeunes, notamment les Touaregs qui auraient rejoint les rangs d'AQMI, « *plusieurs spécialistes estiment que nombre de jeunes Touaregs ont pu rejoindre AQMI par dépit ou par opportunisme. Moins que l'idéologie, beaucoup y voient un signe d'une criminalité grandissante dans le Sahara* ».

Le profil de certains acteurs prééminent d'AQMI renforce l'hypothèse d'une nébuleuse criminelle dont on sous-estime la dimension politique, idéologique et religieuse. Iyad Ag Ghali, aujourd'hui au cœur de la matrice islamiste et terroriste était, dans une autre vie, un rebelle Touareg, un musicien. Rare sont d'ailleurs les articles qui ne mentionnent pas ce passé « *sulfureux* » de musicien, « *d'ancien membre du groupe Tinariwen, plutôt porté sur les femmes et l'alcool avant de virer intégriste*⁵⁵² ». Cette focalisation sur cette étape précise de la

547 Laurence Aïda Ammour, « Regional Security Cooperation in the Maghreb and Sahel: Algeria's Pivotal Ambivalence », Africa Security Brief, N°18, ACSS, February 2012, page 1.

548 Laurence Aïda Ammour, *ibid.* page 2.

549 Marie Desnos, avec Alfred de Montesquiou, *op cit.* <http://www.parismatch.com/Actu/International/Mokhtar-Belmokhtar-ce-redoutable-narco-jihadiste-160267#>.

550 Perrine Mouterde, « Qui sont les principaux émirs d'Aqmi ? », 23 septembre 2010 <http://www.france24.com/fr/20100923-gaïda-maghreb-islamique-portraits-leaders-abou-zeïd-belmokhtar-aqmi%20>.

551 *Ibid.*

552 Farid Alilat, *ibid.*

vie d'Iyad Ag Ghali déconstruit totalement la crédibilité d'un changement de perspectives du personnage. Pour autant (voir partie sur Iyad Ag Ghali), la réalité est certainement plus complexe. Son neveu, Amada Ag Hama dit Abdelkrim Al Targui, subit le même sort, concernant ses activités et ses relations avec différents trafics au Nord-Mali. Abdelkrim est dépeint comme un « *spécialiste des enlèvements des ressortissants français*⁵⁵³ » dont la katiba est responsable de l'enlèvement de plusieurs groupes de ressortissants étrangers, essentiellement français. Ses activités et sa proximité avec Iyad permettent d'abonder dans le sens d'un groupe crapuleux. Troisième exemple, l'ADN du Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). Sultan Ould Baddy, Hamada Mohamed Ould Kheirou, Abou Adnan Walid Al Sahraoui, tous ont un passif de trafiquants. Cette réalité, qu'il ne faut pas nier, permet aux partisans du « *tout économique* » d'édifier leur thèse.

➤ *AQMI : une entreprise politique et idéologique*

La capacité des GAT à se fondre dans le tissu socio-économique du Nord-Mali, ainsi que leur résilience aux différentes évolutions contextuelles au Sahel, montre une toute autre réalité (Jérôme Pigné, 2013, op cit.). « *There is, however, little evidence that supports the view that AQIM is a criminal organization behind a religious façade, and its Salafi-jihadist ideology remains a leading determinant*⁵⁵⁴ ».

La réputation de Belmokhtar a souvent amené à des analyses erronées privilégiant la thèse du criminel plutôt que d'un émir islamiste radical. Mister Malboro, une réputation infondée : « *longtemps, Belmokhtar a été présenté comme un narco-jihadiste, un "voyou fanatique", un simple trafiquant de cigarettes. Ne le surnommait-on pas Mister Marlboro dans le désert ? Pourtant, ceux qui ont eu à le côtoyer ou à enquêter sur lui l'affirment avec force : cette réputation est infondée. "Mister Marlboro, c'est une construction des services de renseignements algériens, qui ont intoxiqué les services de renseignements des autres pays, dont la France", assure un médiateur qui a passé plusieurs nuits dans le désert avec Belmokhtar afin de négocier des libérations d'otages* ». Ces gens-là (Belmokhtard and co), l'argent ne les intéresse pas (ibid). Pour certains l'ayant côtoyé, « *Ce n'est pas un trafiquant,*

553 L'OBS, « Qui était Abdelkrim al-Targui, le chef d'Aqmi tué par l'armée française ? », Nouvelobs, 21 mai 2015, <https://www.nouvelobs.com/monde/20150521.OBS9351/qui-etait-abdelkrim-al-targui-le-chef-d-aqmi-tue-par-l-armee-francaise.html>

554 Sergei Boeke (2016) Al Qaeda in the Islamic Maghreb: Terrorism, insurgency, or organized crime?, Small Wars & Insurgencies, 27:5, 914-936.

*ni de cigarettes ni de drogue. Il se sert des trafics pour financer ses activités, mais il n'est jamais directement impliqué. C'est haram pour lui.*⁵⁵⁵ ». Selon les services de renseignement français (DGSE), il n'y a jamais eu de preuve tangible de son implication dans des trafics. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'en a pas profité à un moment où un autre⁵⁵⁶. Son organisation et sa rationalité (capacité à mettre en œuvre et à appliquer une stratégie propre) ne sont pas antinomiques avec une approche idéologique et politique. Bon nombre d'analystes s'égarèrent en se focalisant sur la dimension « *business* » et lucrative des activités de Laouar.

De même pour le MUJAO, décrit en amont, très actif dans le domaine des trafics et dont les dirigeants sont proches de Laouar. Pour autant, le MUJAO a des objectifs politiques et militaires. Ould Kheirou, un des leaders du MUJAO (Mauritanien), veut faire plier l'Algérie (Pigné, 2013, *ibid.*). Le MUJAO revendique l'attentat de Tamanrasset, dans le sud algérien⁵⁵⁷. « *C'est (...) la première fois que des katibas sahéliennes, c'est à dire des unités combattantes d'islamistes armés installées dans le Sahel, remontent en Algérie pour commettre un attentat*⁵⁵⁸ ».

Abou Zeid (Katiba Tarik Ibn Ziyad) est lui responsable de plusieurs prises d'otages (notamment celle de Pierre Camatte⁵⁵⁹ et du diplomate canadien Robert Fowler⁵⁶⁰) et de la mort de certains d'entre eux (Michel Germaneau, un humanitaire français et d'Edwin Dyer, otage britannique). Il aurait également participé à l'organisation de la prise d'otages de 2003, puis celle d'autrichiens en 2008.

En 2012, dans les trois régions du Nord-Mali, des groupes armés, liés à certains grands trafiquants de drogue s'associent aux islamistes radicaux d'AQMI. A partir de 2013, après l'intervention française, les trafics ont subi un coup d'arrêt, le temps que les forces en présence réarticulent leur positionnement géographique et stratégique. Le Nord-Mali était devenu (sans pour autant être le seul en Afrique de l'Ouest) un vaste espace d'échanges, de

555 Rémy Carayol, *ibid.*

556 Remy Carayol, *ibid.*

557 RFI, « Algérie: l'attentat de Tamanrasset revendiqué par un groupe jihadiste », 4 mars 2012, <http://www.rfi.fr/afrique/20120304-algerie-attentat-tamanrasset-sahel-terrorisme-jihad-ben-laden-mollah-omar-bamako>.

558 RFI, *ibid.*

559 Jeune Afrique, « Moi, Pierre Camatte, otage d'Al-Qaïda pendant 89 jours », 30 mars 2010, <http://www.jeuneafrique.com/197799/politique/moi-pierre-camatte-otage-d-al-qaeda-pendant-89-jours/>.

560 Alfred de Montesquiou, « Robert Fowler, otage d'Aqmi pendant quatre mois. "Difficile de ne pas devenir fou" », 20 janvier 2013, Paris Match, <http://www.parismatch.com/Actu/International/Robert-Fowler-otage-d-Aqmi-pendant-quatre-mois-Difficile-de-ne-pas-devenir-fou-160566#>.

trafics et de mobilités, jouissant de complicités au sein de certaines communautés. L'enjeu des trafics dépasse la question de l'enrichissement. Ils sont un facteur central dans la définition des équilibres politiques dans la région du septentrion malien. L'évolution des différents types de trafics au Nord-Mali, bien plus onéreux à partir des années 2000 (les armes et la drogue remplacent très largement, sur le plan financier, le trafic de cigarettes et de haschich), a considérablement modifié la dimension des jeux de pouvoir et la structuration politique dans l'espace sahélo-saharien. S'il est difficile d'évaluer les volumes transitant par le septentrion malien, l'enchevêtrement des réalités économique, politiques et sécuritaires (par la militarisation des trafics) n'est plus à discuter. Il paraît, en conséquence, essentiel d'analyser la manière dont AQMI s'est introduite, puis greffée au contexte énoncé. La dimension économique du champ analysé a-t'il pris le dessous sur les enjeux politiques de la nébuleuse terroriste ? Comment s'articulent objectifs économiques, politiques et sécuritaires ?

➤ *Le trafic de drogue au Sahel*

Dans le cadre de la guerre globale contre le terrorisme et l'extrémisme violent, Etats-Unis en tête, des efforts ont été consentis pour lutter contre le financement des activités des groupes terroristes⁵⁶¹. Au Maghreb et au Sahel, les difficultés croissantes pour s'adonner à d'importants trafics ont déplacé le curseur vers le trafic de cigarettes qui n'attire pas autant la surveillance des agences de sécurité. Selon une étude de KPMG, 13 millions de cigarettes fumées au Maghreb seraient issus de l'illégalité (ibid.) Ce qui représente 20% de la consommation locale. 44% du marché noir en Afrique (selon les Nations-Unies) serait consommé en Algérie, Maroc, Tunisie, Libye et Egypte. La complicité de certaines administrations est couplée d'une aide indirecte des groupes armés présents au Maghreb et au Sahel. Quand ces groupes ne sont pas impliqués directement dans les trafics, ils sécurisent les voies de passage et de transit et taxent parfois les trafiquants en échange de cette sécurité. C'est une manière, pour ceux qui se revendiquent de l'Islam de ne pas « froisser » leur image pieuse en s'adonnant à des trafics contraires aux pratiques religieuses.

561 Omar Sharrif, « Intertwined: Cigarette smuggling and militancy », Gulf News World, 15 November, 2017, http://m.gulfnews.com/news/mena/morocco/intertwined-cigarette-smuggling-and-militancy-1.2125014?utm_source=mobilesite&utm_medium=socialbar&utm_campaign=twitter#.

Le Trafic de drogue a augmenté de manière croissante depuis l'année 2004. Peut-on parler d'une emprise du narcotrafic sur le continent africain⁵⁶² ? La sécurité de l'espace maritime est devenue un enjeu géopolitique central pour lutter contre le trafic de drogues. L'ouverture sur l'océan Atlantique fait partie de l'équation sécuritaire pour l'Afrique de l'Ouest et nécessitera une approche régionale.

Le cannabis et le Maroc : production et alimentation du marché nord-africain et européen. La cocaïne est quant à elle, principalement présente en Afrique de l'Est. Cet espace est une région de transit pour la production en provenance d'Afghanistan à destination de l'Europe.

Le Trafic de drogue en en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale pesait en 2009, selon l'UNODC, 900 millions de dollars. Une importante partie serait captée par les groupes terroristes (CMAIS, 2013). Depuis une quinzaine d'année, le renforcement des contrôles et de la lutte contre les trafics de drogue en Europe ont imposé de nouvelles stratégies d'acheminements des organisations criminelles. L'UNODC indique que l'Afrique de l'Ouest est devenue un espace de flux de marchandises en direction de l'Europe et de l'Asie. Pour Sergei Boeke, il y a peu de preuves d'une implication directe d'AQMI dans le trafic de drogue au Sahel (Boeke, p 927), même si AQMI, comme d'autres se servent par moment des trafics pour assurer des rémunérations au groupe par l'imposition de taxes par exemple. Malgré les rumeurs sur Belmokhtar, il n'aurait jamais été directement impliqué dans les trafics qu'il considère antinomique avec la pratique de l'Islam. D'autres groupes comme le MUJAO sont considérés comme nettement plus impliqués dans le trafic de drogue. Pour un chef communautaire arabe, interrogé par RFI, « *tous les trafiquants de drogue, du plus grand au plus petit, sont dans une alliance avec al-Qaïda à Tombouctou, à Gao et à Kidal*⁵⁶³ ».

Nombreux sont les fantasmes qui nourrissent le sujet. Pour autant, il est difficile de vérifier l'exactitude des analyses en la matière et le véritable rôle joué par les différents types d'acteurs soit disant impliqués dans les trafics : « *Importée par avion du Venezuela vers le Golfe de Guinée, la cocaïne est ensuite acheminée par caravanes entières à travers le désert.*

562 Camille Jaulain, « African Connection », Centre d'Etudes Stratégiques de la Marine, 9 mai 2018, consulté le 9 mai 2018, <https://www.geostrategia.fr/african-connection/>.

563 Christophe Boisbouvier, op cit. <http://www.rfi.fr/afrique/20120405-mohamed-mahmoud-el-oumrany>.

Des trafiquants Touaregs sont suspectés de contrôler les caravanes, employant au passage certains combattants d'AQMI comme agents de sécurité⁵⁶⁴ ».

➤ *Les prises d'otages*

Pour compter au Sahel, « *il faut avoir, dans ses entrepôts, des otages européens* » car la notoriété d'une katiba s'évalue selon deux choses : le nombre de combattants dans ses rangs et la nationalité des otages qu'elle détient (Serge Daniel, *ibid.* p 63).

Les activités lucratives liées aux prises d'otages ont permis à AQMI de survivre, dans les moments difficiles, et de prospérer quand la conjoncture leur était plus favorable. La katiba Al Ansar et le MUJAO particulièrement présents sur ces activités, tout comme Belmokhtar.

Le business d'otages est devenu la marque de fabrique d'AQMI et le fruit d'une organisation multipartite où l'on fait appel à des sous-traitants pour les enlèvements. Un djihadiste arrêté en 2013 raconte des processus bien rodés dignes d'une logistique entrepreneuriale. « *Nous avons demandé à certains habitants du nord du Mali de nous fournir des otages européens* », raconte-t-il. « *Nous pouvons également rémunérer toute personne qui nous donne des indications pour enlever un otage⁵⁶⁵* ». En avril 2012, avec le kidnapping des sept diplomates algériens, dans la région de Gao, le nombre de d'otages au Sahel est de dix-neuf (19), dont six français. Le business d'otages est devenu, à cette époque est une véritable industrie⁵⁶⁶.

Au-delà des gains économiques, les kidnappings créent non seulement une certaine psychose dans les chancelleries (occidentales en particulier à Paris) et deviennent un moyen de pression et de coercition politique. Le nombre de prises d'otages croît énormément à cette période et semble montrer une forme de collusion entre AQMI et les trafiquants. Lors de la prise d'otages du Tindouf (2011), on remarque la présence d'un grand trafiquant du Sahel (Mohamed Yahia Ould Hamed). Omar Ould Sidi Ahmed Hamma, alias Omar Sahraoui⁵⁶⁷,

564 Alfred de Montesquiou, « Le Mali face à tous les dangers. 2 : La poudrière », 5 avril 2012, Paris Match, <http://www.parismatch.com/Actu/International/Le-Mali-face-a-tous-les-dangers-2-La-poudriere-148887>

565 Serge Daniel, « Mafias du Mali. Trafiquants et terrorisme au Sahel », *ibid.* p 187.

566 Serge Daniel, « AQMI, L'industrie de l'enlèvement », Fayard, 2012.

567 AFP, « Rapt de trois Espagnols : douze ans de prison pour Omar le Sahraoui », 21 juillet 2010, <http://www.jeuneafrique.com/155312/societe/rapt-de-trois-espagnols-douze-ans-de-prison-pour-omar-le-sahraoui/>.

« *l'un des mafieux les plus célèbres du Sahel*⁵⁶⁸ », participe, quant à lui, à la prise d'otages des ressortissants espagnols, enlevés sur la route de Nouadhibou.

➤ *Conclusion*

L'économie politique d'AQMI étant essentiellement liée à des trafics, incite une partie de la communauté des experts à penser AQMI en tant qu'entité criminelle, plutôt qu'une nébuleuse politique et terroriste. Au premier regard, les faits indiquent une forme de paradoxe entre le discours idéologique d'AQMI (radical et salafiste) et leurs pratiques (trafics). Nous pensons nécessaire de dépasser cette dichotomie pour comprendre la nature complexe de la structuration et du fonctionnement d'AQMI au Sahel, dont les activités criminelles - en particulier les prises d'otages, lui ont conféré cette stature transnationale, voire internationale. Cette dimension globale est liée au fait que les victimes de kidnappings, ainsi que ceux qui paient les rançons, sont essentiellement des Occidentaux. Le battage médiatique autour des prises d'otages est indéniablement plus conséquent lorsqu'il s'agit de la mise en danger de ressortissants étrangers. Cette stratégie lucrative ne doit, pour autant, omettre la définition d'objectifs politiques, sociaux et idéologiques d'AQMI. Si la dimension pécuniaire des kidnappings est une réalité elle n'est pas la seule motivation des GAT. Au delà de la dimension médiatique, AQMI se met dans une position de force pour négocier la libération de combattants. « *In some cases the organization demanded for the release of some of its members from African and European prisons* » (Oris, Garcia, 2012, page 7).

Par ailleurs, nous pensons que le discours qui oppose une partie de la communauté des experts est, en réalité, idéologique. Dans le domaine politique, ainsi que dans le domaine des sciences sociales, la perception (et la compréhension) du terrorisme international est fonction d'un positionnement clair ou d'intérêts sectoriels. L'analyse proposée, bien que limitée à une période et un espace précisément déterminés, appelle à de nouvelles perspectives de recherche pour comprendre les récits liés à la compréhension du terrorisme islamiste au Sahel. Il ne saurait y avoir de véritables tentatives de compréhension des dynamiques violentes et terroristes au Sahel, sans détour par l'analyse sociologique des acteurs de la production et de la diffusion de l'analyse et des savoirs.

568 Serge Daniel, « Les mafias du Mali. Trafics et terrorisme au Sahel », Descartes and Cie, 2014, p 66.

Les trafics et l'attractivité économique des GAT étaient, avant 2012, une réalité, conditionnant ainsi les processus de recrutement. Malgré l'intervention française en 2013, l'insécurité grandissante au Mali, élargie à d'autres pays sahéliens (Niger, Burkina Faso), risque également d'accroître l'économie liée aux trafics. Ce cercle vicieux de l'insécurité risque de peser sur la compréhension du terrorisme dans la région.

II - Structuration de la nébuleuse terroriste au Sahel. Compréhension des dynamiques transnationales et des stratégies.

1. Comprendre l'enracinement et la mobilité comme facteurs de résilience

- a. Structure organisationnelle et stratégie - quelle approche théorique ?

➤ *Méthodologie de travail*

Ce travail est réalisé sur la base de la littérature académique spécialisée disponible. Cette démarche comporte des limites épistémologiques, tout en permettant, néanmoins, de comprendre le contexte dans lequel le terrorisme islamiste a évolué au Sahel jusqu'à l'intervention française en janvier 2013. Cette recherche ne saurait se substituer à une analyse empirique des représentations par les acteurs locaux en matière de terrorisme et d'extrémisme violent⁵⁶⁹, qu'il faudrait par ailleurs confronter aux récits dominants (essentiellement exogènes) sur la (in) sécurité au Sahel.

➤ *Hypothèses de travail et conceptualisation*

Si AQMI et les groupes armés terroristes au Sahel font l'objet d'une importante littérature, la compréhension de sa structure organisationnelle, son idéologie et son mode d'actions est un défi majeur, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, pour des raisons de sécurité et d'accès au terrain, il est difficile d'observer et d'analyser, d'un point de vue ethnographique, l'activité de la nébuleuse. L'étude descriptive des groupes humains constituant les groupes armés terroristes s'effectue essentiellement à travers la prise en compte de littératures, de récits locaux ou encore, à quelques exceptions près, à travers le récit d'experts ayant eu accès aux GAT. Par ailleurs, l'accès aux leaders de ces groupes ne constitue en rien la garantie d'une appréhension holistique du fonctionnement et de la structure organisationnelle d'AQMI. L'immersion participante - au cœur de la démarche ethnographique - étant quasi impossible, il revient aux chercheurs de s'appuyer sur d'autres méthodes de travail pour explorer les dynamiques et réalités des GAT au Sahel. Deuxièmement, l'irrationalité de la

⁵⁶⁹ Au moment de la rédaction de notre recherche, le PNUD (Programme des Nations-Unies pour le Développement), en partenariat avec HD Centre (Centre pour le Dialogue Humanitaire) réalisait une étude des perceptions sur l'insécurité, le terrorisme et l'extrémisme violent dans les pays du Sahel. L'étude sera publiée en 2016 sous l'intitulé suivant. « Radicalisation, violence et (in) sécurité. Ce que disent 800 sahéliens ».

structure organisationnelle d'AQMI (liens et hiérarchie parfois ténues entre katibas, rivalités internes, volatilité et mobilité des acteurs) rend l'analyse des théories et sociologie organisationnelle difficilement atteignable. Y-a-t'il une science (au sens donné par Taylor il y a un peu plus d'un siècle, dans sa tentative de description du travail en entreprise) permettant d'appréhender la nature organisationnelle d'AQMI ? Quel regard et comment théoriser la nature relationnelle des acteurs qui composent la nébuleuse terroriste ? Si la sociologie et les théories des organisations (débat initial) semblent montrer des limites dans l'entreprise de compréhension des GAT, la question de l'influence de l'environnement⁵⁷⁰ (immédiat et lointain) sur la structure organisationnelle des GAT semble être une piste de réflexion opportune.

Egalement, les approches sociopolitiques et liées, notamment, à la compréhension des schémas de domination (culturelle, idéologique, politique) au sein des groupes humains sont des matériaux intéressants pour analyser l'objet indiqué. La démarche est ambitieuse et vise à comprendre AQMI en tant qu'entité sociopolitique ou encore en tant qu'espace multidimensionnel. Cette matrice, associant perspectives et variables du dedans et du dehors, est particulièrement stimulante. Elle mérite, néanmoins, une forte mobilisation, en tant que démarche de compréhension. Nous nous limitons par conséquent, et très modestement, à l'évocation de ces enjeux théoriques, épistémologiques et ethnographiques et appelons à la poursuite de cette stimulante réflexion.

Pour l'heure, les travaux de Ekaterina Estepanova, nous permettent de poursuivre la discussion dans la compréhension des liens de cause à effet entre nature organisationnelle, idéologie et stratégie des groupes armés terroristes.

➤ *Mobilité et système organisationnel comme facteurs de résilience.*

La résilience se définit comme la capacité des individus à faire face et à surmonter des événements imprévus. La résilience d'AQMI réside dans sa capacité à se mouvoir, sa structure organisationnelle (réalités hiérarchiques ténues), dans un contexte politique, économique et social volatile. Indirectement, la résilience d'AQMI est également augmentée par la mauvaise compréhension de son fonctionnement et des réponses politiques, sécuritaires

⁵⁷⁰ La question de l'environnement des entreprises (environnement concurrentiel) est apparu dans les années 1960 pour alimenter la littérature disponible.

et institutionnelles proposées par les Etats et leurs partenaires. La résilience d'AQMI est-elle liée à sa nature hybride ?

Pour définir et interpréter la nature organisationnelle et stratégique d'un groupe terroriste, Mohamedou interpelle sur la nécessité de sortir des schémas binaires⁵⁷¹ (croissance, décroissance du mouvement) et de réfléchir préférablement en termes de structuration, stratégie, discours, légitimité, etc. Appréhender le phénomène et son évolution nécessite de dépasser les schémas classiques de pensée pour laisser libre recours à des réflexions hybrides en matière de conflictualité moderne et de basse intensité.

Comme l'indique Sergei Boeke⁵⁷², la survie dans le vaste désert aride du Sahara n'est pas un défi individuel ou collectif mais l'expression d'un engagement social et culturel. Par la solidarité, les populations peuvent envisager de survivre à la dureté de la vie dans les différents espaces de la région sahélo-saharienne. Pour les groupes armés, terroristes, insurrectionnels, bandits, trafiquants, la paix sociale est nécessaire pour perdurer dans le temps. La relation que ces groupes définissent avec les populations dépend notamment de leurs objectifs. En tout état de cause, des relations cordiales et apaisées sont nécessaires pour traverser des régions ou s'implanter dans le paysage. La coexistence est donc un impératif (mais ne relève pas nécessairement d'une adhésion des populations). AQMI l'avait bien compris, en particulier celui que l'on surnomme le Ben Laden du Sahara⁵⁷³, ou encore le parrain du sahelistan⁵⁷⁴ (Mokhtar Belmokhtar), qui se maria avec une bérabiche⁵⁷⁵. Il incite ses hommes à faire de même. Si AQMI a réussi à traverser, non sans quelques égratignures, la période de turbulence qui lui a été imposée depuis 2013, c'est qu'elle a su prendre en compte les réalités sociales, économiques, politiques et culturelles des populations qu'elle croise et qu'elle côtoie. Faute de quoi la résilience qu'on lui connaît n'aurait été possible.

AQMI est devenue cet acteur mobile et évanescent (Badie, Vidal, 2016) qui fragilise davantage les conceptions et les représentations que chacun peut se faire du Sahel. Les groupes terroristes islamistes au Sahel ont dans leur ADN la résilience, la fluidité, la mobilité,

571 Interview Mohamedou, op cit. novembre 2010.

572 Serge Boeke, *ibid.* p 925.

573 Lemine Mohamed Ould Salem, « Le Ben Laden du Sahara : Sur les traces du jihadiste Mokhtar Belmokhtar », Editions de la Martinière, 2014.

574 Remy Carayol, « Mokhtar Belmokhtar, le parrain du Sahelistan », 4 février 2015, Jeune Afrique, <http://www.jeuneafrique.com/33573/archives-thematique/mokhtar-belmokhtar-le-parrain-du-sahelistan/>.

575 D'autres sources indiquent qu'il aurait, lors de son passage en Libye marié également une femme d'une tribu arabe locale.

et une forte capacité d'adaptation à leur environnement. Sur le plan social, ils bénéficient de systèmes relationnels basés sur l'autonomie individuelle de ses membres, caractérisés par l'informalité, ce qui leur confère également cette formidable capacité d'adaptation au temps et à l'espace. Le paradoxe est donc que la volatilité, le pragmatisme⁵⁷⁶ dont ils font preuve, confèrent aux groupes terroristes une certaine forme de résilience. De plus, les frontières entre les groupes armés présents sur le terrain (islamisme radical à vocation violente, insurrection, contre-insurrection, rébellions et volontés sécessionnistes,) sont poreuses et permissives. Le tout combiné dans des modes d'actions et processus organisationnels soucieux d'une discrétion et clandestinité quasi-totale. Cette réalité rend plus difficile la compréhension et l'analyse du fonctionnement des groupes terroristes.

Pour Tuesday Reitano, l'on peut considérer deux approches dans l'analyse de l'évolution de la menace terroriste au Sahel. D'une part, les tenants d'une menace relativement récente (une dizaine d'années). D'autre part, les tenants d'une approche plus structurelle, pour de pas dire déterministe, où l'Afrique serait gangrénée par le terrorisme : *«First, there are those that see the emergence of terrorism in Africa to be a relative recent phenomenon that has come to prominence only in the last decade with the affiliation of AQIM and its various iterations to international terrorist movements. In contrast, the second camp argues that 'Africa is the continent most affected by domestic or sub-national terrorism' in which, in a hangover from decolonization, armed groups with political motives enact acts of violence against non-military targets intended to provoke terror⁵⁷⁷ ».*

A l'image des populations sahélo-sahariennes, les groupes armés terroristes au Sahel sont résilients et font preuve d'une remarquable capacité d'adaptation. *« Cette résilience tient également à la structuration des groupes djihadistes, qui ne diffère pas tant de celle des autres groupes armés non-étatiques évoluant dans la région⁵⁷⁸ ».* Caractéristique forte du Sahel, les GAT sont mobiles, flexibles et survivent grâce à leur capacité à se mouvoir dans le temps et dans l'espace. Les allégeances se font et défont, rendant complexe la compréhension des phénomènes de violence armée au Sahel. La faible structuration, ou la structuration vacillante des GAT, pourrait apparaître comme étant une faiblesse. En réalité c'est une force,

576 Pham, Peter J. (2011), "The Dangerous 'Pragmatism' of Al Qaeda in the Islamic Maghreb." *The Journal of the Middle East and Africa* 2(1): 15–29.

577 Tuesday Reitano, « An evolving threat; the two faces of Sahel terrorism », *The broker – connecting worlds of knowledge*, consulté le 8 juin 2016, <http://www.thebrokeronline.eu/Blogs/Sahel-Watch-a-living-analysis-of-the-conflict-in-Mali/An-evolving-threat-the-two-faces-of-Sahel-terrorism>.

578 Aurélie Campana, *ibid.* page 21.

qui lui confère un caractère imprévisible face aux armées conventionnelles et aux services de sécurité. D'un point de vue organisationnel et social, ces groupes pourraient être caractérisés par le désordre. Les rapports de forces entre les acteurs façonnent la structuration hiérarchique au sein des GAT et entre les différents GAT, voire entre les GAT et les autres groupes armés insurrectionnels, considérés comme non djihadistes. Nonobstant ces réalités, ce désordre n'est pas un chaos. Les GAT se repositionnent et se configurent de manière permanente. Ainsi la perte des chefs djihadistes est vraisemblablement un coup dur pour les terroristes, palliée par leur capacité à s'auto-régénérer. Sur le plan organisationnel et opérationnel, la réarticulation des forces en présence s'initie promptement, grâce à leur entremise dans les sociétés avec lesquelles ils coexistent. Sur le long court, les groupuscules terroristes ont l'avantage sur les structures étatiques et supranationales de la par la nature hybride qui les caractérisent⁵⁷⁹.

b. Les temporalités d'AQMI

Les enjeux et objectifs de cette partie sont de comprendre les différents aspects organisationnels et stratégiques d'AQMI. Il s'agit d'interpréter les effets de corrélation entre la définition de ses objectifs, ses moyens d'actions et sa stratégie, dans un contexte d'opacité et de clandestinité du groupe terroriste ; « *Cette opacité et le parcours de certains de ses dirigeants avaient d'ailleurs nourri des soupçons, formulés par un certain nombre de chercheurs tels François Gèze et Jeremy Keenan, quant à la nature réelle de l'organisation et ses prétendus liens avec les services de renseignements algériens*⁵⁸⁰ ».

➤ *Les logiques spatiales et territoriales d'AQMI : Comprendre AQMI dans un contexte nomade.*

Comment définir la spatialité du terrorisme au Sahel ? Faut-il avoir une vision territoriale de l'espace ? Selon Retaillé et Walther, « *En matière de terrorisme, une analyse purement zonale des activités (de terrorisme) n'a aucun sens*⁵⁸¹ ». Autrement dit, une vision territoriale de la violence politique islamiste au Sahel limite la compréhension des logiques et dynamiques de mouvement caractéristiques d'AQMI. Les auteurs préconisent des alternatives pour mieux

579 Laurence Aïda Ammour, *ibid.* page 3.

580 *Ibid.* <https://oumma.com/entretien-avec-mohammad-mahmoud-ould-mohamedou-laqmi-se-demarque-operationnellement-dal-qaida-tout-en-usant-du-label-de-celle-ci/>

581 Retaillé Denis, Walther Olivier, « Guerre au Sahara-Sahel : la reconversion des savoirs nomades. », *L'Information géographique* 3/2011 (Vol. 75), p. 51-68.

appréhender le phénomène islamiste radical au Sahel. L'une consiste à se pencher sur « *l'analyse des réseaux sociaux qui forme un ensemble conceptuel et méthodologique basé sur l'étude des liens entretenus entre les acteurs sociaux et la manière dont ces relations influencent les actions terroristes*⁵⁸² ». Cette méthode s'appelle la vision systémique. Elle est largement utilisée dans l'identification et la compréhension de la structuration des groupes armés, notamment par l'armée américaine.

Pour Retailé et Walther, considérer le Sahel comme un espace sédentaire est un écueil. Les mouvements terroristes font usage des territoires du Sahara dans leur ensemble (Maghreb + Sahel) et bénéficient d'une certaine fluidité, en termes de réseaux notamment. Le Sahel doit être compris comme un espace de mouvement et caractérisé par la notion d'incertitude (Retailé 1989 cité dans Walther & Retailé 2010). Ces réalités sahéliennes appellent à s'inscrire en rupture avec la lecture et la typologie des formes anciennes de conflictualité pour saisir l'importance des dimensions spatiales et géographiques de la violence islamiste au Sahel. La violence crée de la fluidité (interconnexions) des espaces bouleversant la notion de zones sécurisées (zones de paix) et de zones de guerre. La dichotomie fait place à un amalgame des espaces au sein d'un nouvel espace (commun) de conflit où la violence peut s'exercer sans limite et confinement géographique. Ce continuum de violence (certains parlent de chaos) illustre une forme de déterritorialisation de la violence. Ce brouillage de frontières entre les espaces sociaux ou sphères (champs selon Bourdieu) crée un climat de terreur et d'insécurité pour les populations. Au Sahel, « *la géographie et l'espace sont des dimensions de première importance et des atouts pour les groupes armés islamistes. La menace est diffuse, se joue des frontières et pose de réels problèmes politiques et sécuritaires* » (Vigneron, Pigné, 2018, à paraître).

➤ *AQMI : de l'Algérie au Sahel*

Le cœur décisionnel d'AQMI est, historiquement, le conseil de la Shura, composé de quatorze (14) membres, président par l'émir Abou Moussab Abdelouadoud dit Abdelmalek Droukdel, basé en Kabylie à l'est d'Alger. AQMI est dirigé depuis sa création officielle (janvier 2007) par l'algérien Abdelmalek Droukdel, dont la base arrière serait en Kabylie. Territorialement, l'organisation a défini deux zones d'influence : l'émirat central (Maghreb)

582 Ibid.

et l'émirat du Sahara, dirigé par Yahia Abou El Hammam (Djamel Okacha), depuis 2012. El Hammam dirige trois katibas. Une quatrième vient s'ajouter à la lumière du retour de Belmokhtar et des Mourabitounes après 2015. Avec le temps, les liens entre l'émir Droukdel et les katibas sur le terrain se sont progressivement désagrégés. Les agendas entre les deux zones d'actions ne sont pas corrélés. Ces réseaux, dispersés géographiquement⁵⁸³, agissent de manière autonome, voire en compétition. A une échelle moindre, le modèle organisationnel entre les kabitas d'AQMI agissant au Mali et au Sahel et l'organisation mère basée en Algérie, est similaire à celui qu'entretient Al Qaida centrale avec ces excroissances régionales. Chaque katiba ou organisation régionale agit et est légitimée par un label (Al Qaida) international, pour une action plus locale et régionale en fonction du contexte dans lequel il se trouve. AQMI est fondamentalement d'origine algérienne, même si la « *marque* », le « *branding* » lui a progressivement échappé.

En 2008, pour Droukdel les objectifs d'AQMI sont les mêmes qu'Al Qaida, l'objectif ultime est celui imposé par Dieu : « *combattre jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de persécution (...)*⁵⁸⁴ ». L'émir d'AQMI parle du combat que les musulmans doivent mener contre les régimes oppresseurs et criminels qui ont bafoué la religion et trahi leurs peuples. « *Ils sont les sécrétions du colonialisme subit pendant deux siècles* ». Pour Droukdel, les conditions de la paix, de la stabilité et de la prospérité ne peuvent être réunies sous le contrôle de ces régimes qui ne gouvernent que pour leurs propres intérêts et à la solde de l'Occident. « *Egalement, nous voulons libérer le Maghreb Islamique des fils de la France et de l'Espagne et de tous les symboles de trahison. Nous voulons protéger le Maghreb Islamique de l'avarice et de l'hégémonie des croisés. Nous voulons sauver le Maghreb Islamique des projets destinés à causer sa perte*⁵⁸⁵ ».

Les éléments du GSPC vont être chassés de leur pays⁵⁸⁶, et ce malgré l'ambivalence du pouvoir face au terrorisme islamiste (Laurence Aïda Ammour, ACCS, 2012). l'Algérie a réussi à déloger, puis repousser, les katibas du GSPC hors de son territoire, les obligeant à s'établir, au sud de la frontière : au Nord-Mali. Les katibas descendent vers le sud du Sahara

583 Laurence Aïda Ammour, *ibid.* page 4.

584 NY Times, 2008, *ibid.*

<https://www.nytimes.com/2008/07/01/world/africa/01transcript-droukdel.html?pagewanted=1&r=1&sq=droukdel&st=cse&scp=6>

585 *Ibid.*

586 Emmanuel Grégoir, « Islamistes, et rebelles touaregs maliens : alliances, rivalités, et rupture », *EchoGéo*, juillet 2013.

et s'installent, notamment, dans la région de Kidal où ils nouent hâtivement des liens. Les différentes katibas entrent en compétition, à travers leur chef respectif (Belmokhtar et d'Abou Zeid). Chacun développe sa vision du leadership, du combat armé, et sa approche idéologique. Si les querelles internes sont réelles, le repositionnement géographique du GSPC, puis d'AQMI, n'impacte pas la raison d'être de la nébuleuse. Au contraire, les GAT renforcent leur dispositif en élargissant ses perspectives au Sahel, à partir de son implantation au Mali. A ce moment-là, « *Les combattants d'Aqmi ambitionnent au moins trois choses : devenir les maîtres incontestés du Sahara, du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, rendre la zone infréquentable surtout pour les touristes européens, et déstabiliser les pays, qui selon leurs déclarations, pactisent avec l'Occident*⁵⁸⁷ ».

A partir de 2003, le GSPC change de dimension (première prise d'otages). Les GAT désormais établis au Nord-Mali trouvent éventuellement de quoi se ravitailler, en vivres et en essence, à la frontière algérienne⁵⁸⁸. 2006 marque l'allégeance officielle du GSPC à Al Qaida, en devenant AQMI (septembre 2006). L'espace d'expression du groupe terroriste s'élargit, en réalité, dès la fin des années 1990. Le Professeur Mohamedou s'interroge d'ailleurs sur le contour des actions et activités menées par le groupe entre 1998 et 2003 (entretiens). Le Nord-Mali devient non pas un sanctuaire mais une base arrière, aux frontières de l'Algérie, dans un espace de libre circulation de biens (illicites) et des personnes. AQMI est progressivement devenue politiquement et socialement saharo-sahélienne. En se décentralisant, les katibas présentes au nord du Mali se sont éloignées de l'influence et du pouvoir des algériens, basés en Kabylie. Ce sont les katibas de l'émirat du Sahara qui ont permis à AQMI de se développer, dans un premier temps, puis d'assurer leur pérennité, dans les pays sahéliens. Depuis sa descente vers le Sahara, AQMI jouit d'une forte liberté de mouvements dans l'ensemble de l'espace sahélo-saharien. Elle a toujours su trouver et se réaménager des zones de rempli, sans qu'ils ne deviennent de véritables sanctuaires, au sens de ceux décrits en Afghanistan, à la fin des années 1990.

A l'Ouest du Mali, la Mauritanie devient une cible prioritaire (attaque de 2005, tentatives d'attentats, enlèvements) pour AQMI. L'ultime temporalité d'AQMI (dans le cadre de notre recherche) correspond à la fin de l'année 2011 et l'année 2012 où les GAT, aux côtés de

587 Falila Gbadamassi, « "AQMI, l'industrie de l'enlèvement" : radioscopie d'un mouvement terroriste », 28 mars 2012, AFRIK.COM, <http://www.afrik.com/article25172.html>.

588 Région d'Abeibara et de Tinzaouatène où il se dit que Iyad Ag Ghali aurait une demeure et que sa femme y vivrait encore.

certains groupes rebelles (MNLA, Ansar Dine), vont occuper le septentrion malien, avant l'intervention française de janvier 2013. Depuis, une importante et quasi perpétuelle recombinaison des forces en présence agite le Mali, le Niger et le Burkina Faso (des signes de contagion apparaissent au-delà du spectre sahélien - Côte d'Ivoire, Bénin - sans oublier le cas libyen qui ne cesse de se dégrader). Cette nouvelle expression des GAT appellent à de nouvelles réflexions qui ne seront pas traitées dans le cadre de notre recherche.

➤ 2005 - 2011 : *La Mauritanie une cible privilégiée*

AQMI va amplement s'inspirer des attaques d'Al Qaida en Irak (attentats suicide, utilisation d'explosifs), au même titre qu'Al Qaida s'était inspiré du Hezbollah, début des années 1980. Entre la prise d'otages de 2003, l'attaque contre les Nations-Unies, en Algérie (2007), l'attaque de la garnison militaire en Mauritanie (juin 2005), et la montée en puissance des prises d'otages au Sahel, la nature d'AQMI doit être comprise à l'aune des dernières années du GSPC et de la transformation en « franchise » d'Al Qaida. Pendant toute cette période (environ 2003 à 2011), le groupe terroriste a choisi la clandestinité, les actions coup de poids à haute visée médiatique, tout en assurant sa pérennité capacitaire (financière et humaine). Les deux groupes ne contrôleront pas directement des espaces et des territoires, sans pour autant être complètement exclus des interactions sociales, économiques et politiques locales.

La mutation du GSPC en AQMI n'a pas impacté les priorités stratégiques et opérationnelles du groupe terroriste. La continuité est certaine et la montée en puissance significative. Depuis le Mali, AQMI élargit sa vision du jihad et ses relations avec les différents trafiquants présents dans la région. La France reste une cible privilégiée, ce qui est une constance de la mouvance islamiste radicale depuis le GIA et la décennie noire en Algérie. « *The hatred against France has remained a constant factor since the GIA attacks, and Droukdel, Belmokhtar, and Iyad Ag Ghali have all specifically mentioned France as a primary target in their many media announcements*⁵⁸⁹ ». La France reste une cible prioritaire malgré le fait que le groupe terroriste n'ait jamais été en capacité de toucher la France sur son territoire national. De fait, les intérêts et les ressortissants français deviennent une cible de choix pour AQMI, dans les pays du Sahel. Chacun évaluera le manque à gagner pour AQMI et affiliés de ne pas avoir été, jusque-là, en capacité de frapper la France en son cœur. Néanmoins, le tapage médiatique

589 Sergei Boeke, *ibid.* p 921.

autour des prises d'otages est conséquent et permet à AQMI de rester dans une logique d'affrontement avec un ennemi historique. Dotés de moyens moins importants que les groupes terroristes ayant frappé la France (AQPA et Daesh), AQMI maintient une certaine pression sur les dirigeants français et l'opinion publique⁵⁹⁰. Sur les plans politique, culturel, historique et stratégique, le Sahel est au cœur des intérêts français. La présence française depuis 2013 (Serval puis Barkhane) renforce au sein des imaginaires collectifs la place de l'Afrique dans la zone d'influence et d'intérêts français.

En revanche, AQMI ne bénéficierait plus des réseaux d'antan qui permettaient au GIA, puis au GSPC, d'interagir avec des sympathisants en Europe. En France, en particulier au niveau de la jeunesse, AQMI ne trouve pas d'écho. Les réseaux des années 1990 sont bien loin. Les français potentiellement mobilisables pour la cause djihadiste internationale se tournent vers d'autres théâtres (Syrie essentiellement). Le Jihad sahélien n'est pas fédérateur. Et pour cause, AQMI n'est pas dans une logique de territorialisation. La nébuleuse mobilise de l'espace sans véritablement y exercer une certaine forme de contrôle.

Dans sa relation à Al Qaida, malgré les communiqués et les discours d'allégeance et de reconnaissance mutuelle, AQMI est extrêmement autonome et agit dans le cadre de relations plus ou moins directes entre les katibas⁵⁹¹ et l'émirat d'Abdelmalek Droukdel.

En raison de la menace, le Paris-Dakar est délocalisé en Amérique Latine⁵⁹², à partir de 2007 après trente (30) ans d'existence. Quelques jours avant l'annulation, quatre touristes français étaient assassinés à Aleg, en Mauritanie. La pression politique monte, le GSPC, en phase de devenir AQMI, fait parler de lui.

La période 2008-2011 est la période où AQMI enlève le plus grand nombre d'otages dans la région du Sahel⁵⁹³. La Mauritanie est particulièrement visée, notamment par la katiba Al Furqan, dirigée par Yahia Abou Al Hammam. Les kidnappings ne sont pas la seule menace.

590 Rappelons que pendant des années, certains journaux télévisés mentionnaient quasi tous les jours le nom des journalistes pris en otage, au Sahel ou ailleurs.

591 Certaines Katibas telle que celle de Belmokhtar a toujours agit avec une certaine autonomie vis-à-vis du leadership en Algérie, ce qui a créé quelques tensions.

592 Patrick Descheemaekere, « Janvier 2008. Menaces terroristes sur le rallye Paris-Dakar », 4 janvier 2013, Franceinfo, <http://geopolis.francetvinfo.fr/janvier-2008-menaces-terroristes-sur-le-rallye-paris-dakar-11661>.

593 Franklin Charles Graham IV (2011), « Abductions, kidnappings and killings in the Sahel and Sahara », *Review of African Political Economy*, 38:130, 587-604

l'armée, premier symbole de puissance en Mauritanie, se fait également attaquer sur son territoire. Le pouvoir mauritanien est frappé et fragilisé en son cœur. Comme voqué antérieurement, à partir de 2012-2013, la Mauritanie devient le pays le moins menacé par les GAT. Le Mali implose, dans sa partie septentrionale, faisant progressivement tâche d'huile sur d'autres espaces nationaux (Niger, puis Burkina Faso). Nous délimitons notre recherche à la période antérieure à l'intervention française (janvier 2013). Pour cette raison, nous n'évoquerons pas les nouvelles dynamiques des GAT dans l'espace sahélo-saharien.

c. Réalités et évolutions capacitaires d'AQMI

En 2008, lors d'une interview, Abdelmalek Droukdel évoque les relations entre Al Qaida et AQMI. Sans s'étendre sur le fond et les détails il confirme que les deux organisations s'épaulent et s'entraident ; chacune des organisations bénéficiant d'un soutien qui est mutuel. Et d'ajouter, « nous avons également des sympathisants en Europe et ailleurs. Les musulmans sont empathiques avec Al Qaida car notre cause est juste. La majorité des musulmans, même ceux qui vivent en Europe, sont contre la guerre que mènent les Etats-Unis contre les musulmans. Ces mêmes musulmans s'élèvent contre ces régimes arabes à la solde de l'Occident et qui ont vendu la cause palestinienne. Les gouvernements européens jugent les musulmans qui défendent la cause islamique. Cela participe de cette croisade qui est menée contre notre religion. A la question du nombre de combattants, Droukdel bonne en touche et répond que « grâce à Dieu nous avons assez de combattants pour défaire notre ennemi ». Il ajoute que peu importe le chiffre en lui-même (que nos combattants soient par centaines ou milliers), car la victoire, tout comme la défaite, ne réside pas dans un facteur numérique selon la doctrine de l'unicité. « Le Coran nous apprend que si Dieu te vient en aide personne ne peut te battre. Nous avons suffisamment de combattants et nous les utilisons en fonction de nos besoins et de nos capacités. L'essentiel de nos combattants proviennent d'Algérie mais nous avons également des frères mauritaniens, libyens, marocains, tunisiens, maliens et nigériens. Concernant les combattants de l'étranger, les médias se trompent sur le nombre de moudjahidines de retour d'Irak. Peu sont revenus. En revanche beaucoup sont revenus dans nos rangs après la période d'amnistie, grâce à Dieu ; ce qui est une preuve que la politique menée par le gouvernement de Bouteflika est un échec. La notion de jihad est toujours très présente dans le cœur des algériens.

Pour Alain Rodier, Belmokhtar apporte une importante contribution en matière de logistique et d'armement. « *C'est lui qui fournit en grande partie le mouvement en véhicules et en armement*⁵⁹⁴ ». De fait « *la direction d'Aqmi ne peut se passer de ses services (...)* » s'il la nébuleuse entend conquérir davantage de territoires et renforcer son influence. Pour Robert Fowler, « *c'est une erreur de le sous-estimer (...) qui a longuement palabré avec lui et l'a observé à de nombreuses reprises, dans les différents camps qu'il a traversés. Belmokhtar est froid, calculateur et d'une volonté d'acier. Il m'a paru très pieux et il avait un ascendant absolu sur ses hommes*⁵⁹⁵ ».

Selon Abu Al-Ma'ali⁵⁹⁶, fin connaisseur des groupes armés terroristes sahéliens (en 2012, il a notamment effectué des missions au Nord-Mali pour échanger avec les groupes armés), il est extrêmement difficile de savoir le nombre de « *soldats* » dans les rangs des GAT. Les leaders djihadistes agissent dans la plus grande discrétion. Vraisemblablement, les GAT représentent quelques centaines de « *pax* ». Au niveau du leadership, les alliances changent, évoluent. La fluidité d'entre les groupes est un avantage que d'aucuns leur concèdent. La discrétion des GAT leur permet de faire illusion. Les récits diffusés dans les médias occidentaux, souvent par méconnaissance de la réalité du terrain, jouent en la faveur des GAT. Plus étonnant, Abu Al-Ma'ali raconte que les membres des GAT se voient offrir des vacances, parfois pendant plusieurs mois. En conséquence, il est difficile de suivre avec exactitude le nombre de personnes formant les rangs des différentes katibas d'AQMI⁵⁹⁷. A partir de 2015, les GAT accroissent de manière significative leurs capacités humaines, techniques et matérielles, bénéficiant des différentes zones de conflictualité au Sahel et en Libye voisine. « *Des rapports suggèrent à présent que les Français sont surpris par la férocité des combattants djihadistes et la sophistication de leur armement*⁵⁹⁸ ». En son temps, Fowler (une décennie plus tôt), évoquait déjà l'endurance des djihadistes d'Al Qaida, qu'il qualifie également de redoutables combattants⁵⁹⁹.

Enfin, AQMI est relativement puissante dans la région de Tombouctou, à travers la katiba Al Furqan. Al Furqan est une composante historique d'AQMI, composée essentiellement de

594 Perrine Mouterde, *ibid.*

595 Montesquiou, *ibid.*

596 Entretien, Nouakchott, été 2012.

597 Mohamed Mahmoud Abul Al-Ma'ali, *ibid.* page 4.

598 Alfred de Montesquiou, *op cit.* <http://www.parismatch.com/Actu/International/Robert-Fowler-otage-d-Aqmi-pendant-quatre-mois-Difficile-de-ne-pas-devenir-fou-160566#>

599 Montesquiou, Paris Match, *op cit.* <http://www.parismatch.com/Actu/International/Robert-Fowler-otage-d-Aqmi-pendant-quatre-mois-Difficile-de-ne-pas-devenir-fou-160566#>.

maliens et de mauritaniens. Al Furqan opère dans la région de Tombouctou, à proximité de la frontière avec la Mauritanie. Elle est connue pour plusieurs faits d'armes (kidnappings) dont de violents affrontements avec l'armée mauritanienne. En 2009, elle est responsable d'une prise d'otages d'un couple (un italien, une burkinabè), sur la frontière entre le Mali et la Mauritanie⁶⁰⁰; kidnapping qui intervient trois semaines après l'enlèvement de trois ressortissants espagnols⁶⁰¹ sur la route côtière Nouadhibou-Nouakchott (revendiqué par AQMI). Cet enlèvement intervient, lui-même, « quatre jours après celui d'un ressortissant français, kidnappé dans la nuit de mercredi à jeudi, dans le nord-est du Mali, pays voisin⁶⁰² ». Il s'agit de l'enlèvement de Pierre Camatte⁶⁰³, soupçonné d'appartenir à la DGSE⁶⁰⁴. Cette katiba sera régulièrement confrontée à l'armée mauritanienne et très active dans la région frontalière. A sa tête Talha Al Libi (parfois également appelé Talha Al Mouritani - le mauritanien). Affaiblie par l'intervention française, elle finira pas reprendre pied en s'associant, tout en gardant une certaine forme d'autonomie, au JNIM, à partir de mars 2017.

600 AFP, « Mauritanie: disparition d'un couple d'Italiens, probablement enlevé », 19 décembre 2009, http://www.cridem.org/C_Info.php?article=39180.

601 AFP, « Mauritanie: 3 touristes espagnols enlevés sur la route Nouadhibou-Nouakchott », 29 novembre 2009, <http://www.jeuneafrique.com/depeches/99332/politique/mauritanie-3-touristes-espagnols-enlevés-sur-la-route-nouadhibou-nouakchott/>.

602 AFP, *ibid.*

603 Vosges Matin, « Al-Qaïda au Maghreb revendique l'enlèvement du Vosgien », 8 décembre 2009, https://www.vosgesmatin.fr/actualite/2009/12/08/al-qaïda-au-maghreb-revendique-l-enlèvement-du-vosgien#0_2

604 Le Monde, « L'otage libéré Pierre Camatte est-il un agent de la DGSE ? », 25 février 2010, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2010/02/25/l-otage-libere-pierre-camatte-est-il-un-agent-de-la-dgse_1311494_3212.html#wAzdWOR1fvJb0EVC.99.

2. Implantation locale, cohabitation et gouvernance - construire sa résilience

a. Implantation locale - les enjeux du maillage social et ethnique

➤ *Stratégie d'implantation - de la coexistence pacifique à la coercition*

Le GSPC s'implante dès la fin des années 1990 dans le Sahel, tisse des liens au sein de certaines communautés, s'appuie sur une économie de trafics et opère essentiellement dans la clandestinité. Le terreau est fertile à la cohabitation et à la tolérance de ces groupes. L'État est absent des régions du nord, les revendications et doléances locales sont tenaces et la rébellion Touareg, toujours prête à reprendre les armes. Les GAT au Nord-Mali n'ont jamais été dans une logique de confrontation avec les armées nationales, contrairement à la confrontation directe, armée et violente, en Algérie, lors de la décennie précédente. Les GAT font plier les chancelleries occidentales à travers les prises d'otages. Certaines formes de prédication (da'wa) et la prolifération d'un Islam rigoriste dans certaines régions du Nord-Mali inquiètent également les chancelleries occidentales. Pour autant, aucune guerre ouverte n'est à l'œuvre. Le terrorisme islamiste au Sahel est ponctuel (conflit de basse intensité?) et mobilise essentiellement l'attention des services de renseignement et les forces spéciales de certains pays, comme la France ou les États-Unis. La coexistence pacifique est le Modus Operandi jusqu'en 2012, avant que les GAT ne prennent le contrôle des régions du septentrion malien et ne renforcent leurs moyens de coercition et de prédateurs vis à vis des populations. Comment le GSCP, puis AQMI, ont prospéré au Sahel pendant plus d'une décennie ? Que peut-on en déduire en matière de structuration organisationnelle, de mobilité et dans une certaine mesure de sa résilience ? Sur la base des analyses évoquées et de la structuration d'AQMI, le Sahel est-il véritablement le lieu d'expression de la guerre globale contre le terrorisme ?

La cohabitation avec les populations est également renforcée par la capacité des GAT à recruter⁶⁰⁵ au sein des populations et à s'impliquer socialement. AQMI, contrairement à Daesh qui a compté jusqu'à plusieurs milliers de combattants⁶⁰⁶, est constituée de quelques centaines d'hommes. Pour autant, le groupe terroriste a su, à travers le temps, élargir la base sociale et ethnique de sa structure, essentiellement composée d'algériens, à l'origine d'AQMI.

605 La question du recrutement des jeunes et des populations au sein des GAT mérite une attention particulière à partir de 2015, période non comprise par notre recherche. La recomposition de forces en présence, le chaos dans certaines régions dans l'espace des trois frontières suscite un intérêt particulier qui mériterait de s'y pencher.

606 Quelques centaines de « *soldats* » auxquels il faudrait ajouter quelques contingents du MNLA en 2012.

Cette entreprise de légitimation politique, par le bas, est confirmée par le diplomate canadien et ancien otage, Robert Fowler. Fowler « *remarque que beaucoup sont issus d’Afrique noire, mais que tous les chefs sont clairs de peau et viennent d’Algérie. Une poignée d’entre eux parle français ; il y a aussi l’anglophone Obeida, venu du Nigeria*⁶⁰⁷ ». Ce que relève Fowler semble cohérent avec l’identité connue d’AQMI. D’une part, l’organisation, de par son origine, est gérée essentiellement par des algériens et quelques mauritaniens. D’autre part, le réseau des combattants est majoritairement composé de ressortissants négro-africains des pays de la sous-région, auquel il faut ajouter des individus en provenance du Nigeria, parfois Egypte, Soudan, Pakistan. La frontière entre les groupes armés au Mali sont très poreuses et rendent parfois complexe l’identification de la base sociale et ethnique de certains groupuscules. Une décennie après sa création, AQMI est devenue une nébuleuse multiethnique (arabes, maures, peuls, songhaïs). « *Les alliances intergroupes peuvent dépasser les frontières idéologiques*⁶⁰⁸ ». L’enjeu du maillage ethnique est essentiel pour AQMI qui peut très largement influencer et instrumentaliser les tensions inter ou intra ethniques dans le Sahel. En 2012, lors de l’avancée des djihadistes sur les grandes villes du Nord-Mali, les réalités socio-politiques (fragilité du tissu social) sont remontées à la surface. A Gao, lors de la prise de la ville, début avril, certaines populations negro-africaines et arabes ont préféré se rallier au MUJAO (katiba dominée par des arabes de la région) plutôt qu’au MNLA, accusé de piller la ville et de commettre des exactions sur les populations. La victoire du MUJAO et d’AQMI est avant tout militaire : « *le MNLA reconnaît avoir perdu une bataille mais pas la guerre*⁶⁰⁹ ». Néanmoins, Le maintien des positions des groupes armés affiliés à AQMI a été facilité par l’adhésion d’une partie des populations et montre la fragilité et la volatilité des systèmes d’alliances, les rivalités et les ruptures (Grégoire, 2013) entre islamistes et groupes rebelles au Mali.

Les trafics transnationaux participent de la résilience d’AQMI. Ils impliquent de développer des liens avec certains leaders communautaires pour acheter la paix sociale. A travers ces trafics, des systèmes relationnels, parfois ténus, entre populations et groupes armés, se sont développés. Dans l’Est mauritanien et dans la région carrefour entre l’Algérie, la Mauritanie et le Mali (bassin de Taoudéni) des dynamiques semblables se sont également développées.

607 Alfred de Montesquiou, *ibid.*

608 Campana, *ibid.* page 22.

609 RFI, « Nord du Mali : les islamistes du Mujao ont pris Gao, le MNLA déterminé à poursuivre le combat », 28 juin 2012, consulté le 16 mai 2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20120627-mali-islamistes-ont-pris-gao-mais-le-mnla-est-determine-combattre>.

Les Etats font face à des pratiques ancestrales (commerce) ayant évolué, dérivé, en pratiques mafieuses et criminelles. Ces évolutions ont permis aux groupes armés de se développer et de s'insérer dans le paysage local et aux populations de trouver des solutions alternatives au manque de développement local. Ces pratiques économiques, sociales et politiques régissent le vivre ensemble et les espaces au sein des territoires. Les partenaires internationaux s'interrogent sur la stratégie à adopter pour réguler les échanges commerciaux et l'activité économique, sans pour autant laisser prospérer les différents trafics présents dans la région⁶¹⁰ (entretien, Bruxelles, été 2014).

Pour Cantens et Raballand, au Nord-Mali, « *la présence opérationnelle de groupes armés qui assurent déjà des fonctions de sécurité, et, dans certains cas, les populations tirent un bénéfice financier du passage de produits prohibés*⁶¹¹ ». Autrement dit, l'économie politique des GAT profite à certains acteurs et/ou franges de la population. Un lien de circonstance (économique, financier et sécuritaire) peut alors se créer entre des populations et les groupes armés, favorisant ainsi une forme, parfois indirecte d'adhésion et de soutien aux groupes armés, indépendamment de leur idéologie et objectifs sur le terrain. L'intérêt est de savoir si cette relation se caractérise par une adhésion idéologique de la part des personnes récipiendaires (populations) ou au contraire, est-ce que les populations envisagent les trafics au-delà de leur nature économique ?⁶¹². Pour les auteurs, il ne faut pas « *non plus surestimer la valeur « immorale » de certains trafics de produits, surtout si ceux-ci ne sont pas utilisés ou consommés localement (armes, stupéfiants*⁶¹³) ».

➤ *Le Nord-Mali sous la gouvernance des GAT*

Le GSPC, contraint par la pression militaire algérienne, s'installe au Nord-Mali afin d'établir une nouvelle base arrière. Comme l'évoque le géographe Emmanuel Grégoire, « *Son objectif n'était pas de conquérir le pouvoir d'État des pays subsahariens* » (Grégoire, ibid. p2). C'est par la force des choses et contre toute attente que les GAT, accompagnés par les groupes rebelles maliens, se voient offrir la possibilité de gouverner et administrer les grandes régions du septentrion malien et de recruter plus aisément au sein des populations. Le document de

610 Quid du projet PSPSDN au Mali.

611 Thomas Cantens, Gaël Raballand, « « Une frontière très très longue, un peu difficile à vivre » : le nord du Mali et ses frontières », *recherches et documents*, N°03/16, Fondation pour la recherche stratégique, février 2016.

612 Ibid. page 37.

613 Ibid. page 37.

AP retrouvé au Nord-Mali indique la volonté de l'émir d'AQMI (Droukdel) de poursuivre sa domination par procuration en laissant Ansar Dine exercer son leadership local. Droukdel voulait une coexistence pacifique avec les populations locale et s'insurgea contre la destruction des mausolées et de bibliothèques, chères aux yeux de certaines populations (pratiques soufies et école Malékite qui vouent le culte aux seins) (Grégoire, 2013, p4).

Il n'est pas dans la tradition d'AQMI d'exercer une forme de pouvoir politique institutionnalisé au Nord-Mali, bien que sa présence et ses activités impactent nécessairement les réalités sociales, économiques et jeux de pouvoir dans le septentrion malien. Malgré l'absence d'une présence pérenne et structurée de l'État malien au nord, d'autres formes alternatives de gouvernance locale se sont développées à travers le temps (chefferie traditionnelle et coutumière). Les GAT n'avaient, jusqu'à 2012, jamais véritablement tenté de remplacer ce tissu relationnel (complexe) local, à la manière de groupes rebelles et insurrectionnels motivés par la domination des populations et des administrations locales. Deux hypothèses à cela. AQMI n'a jamais véritablement considéré que la domination territoriale (institutionnelle ou administrative) était une priorité. Ou, plus vraisemblablement, le tissu social et les formes de gouvernance alternative locales ont des bases solides, laissant peu de marges pour d'autres formes de régulation du vivre ensemble. La gouvernance des territoires et des espaces est un défi hautement convoité par différents types de force en présence. L'augmentation des trafics, en particulier de la valeur ajoutée, lucrative, des activités illicites présentes dans la région depuis le début des années 2000, renforce les logiques de main mise sur la gouvernance locale. Cette deuxième hypothèse fragilise davantage le concept (déjà largement contesté) d'État failli (failed states) et théories assimilées (zones de non-droits, sanctuaires, etc.).

La cohabitation entre les GAT et les populations a été pacifique jusqu'en 2011. Les phénomènes de coercition et de prédation se sont d'abord développés au Nord-Mali, puis au centre (région de Mopti), dans une période de débâcle des forces de sécurité et de défense maliennes. Cette évolution, par l'emploi de la violence, a commencé par l'application de la charia en 2012 dans les différentes régions du septentrion malien, pour ensuite se généraliser, à partir de 2015 au centre du Mali ; Période qui correspond au rapprochement opéré entre Iyad Ag Ghali et le Front de Libération du Macina (FLM) d'une part, et à la montée en puissance de la katiba d'Abou Adnan Walid Al Sahraoui (devenue l'Etat Islamique au Grand Sahara - EIGS). Depuis 2015, le chaos malien et la violence qui le caractérise n'est pas le seul

fait des GAT mais également lié à l'accroissement de graves violences et exactions commises entre communautés, à travers la structuration de milices d'autodéfenses à dominante dogons, peuls et Touaregs. Cet enchevêtrement d'acteurs de la violence armée interroge sur les origines et les facteurs de fragilité au Mali et plus largement dans la bande sahélo-saharienne. La situation, depuis 2015, appelle à une compréhension des forces en présence, la nature des violences et de confrontations sur le terrain. Comment l'islamisme⁶¹⁴, le terrorisme et les tensions inter et intra ethniques ont-ils évolué, au nord du Mali, au centre et au-delà des frontières ? Quelles sont les logiques de violence⁶¹⁵ à l'œuvre ? Que peut-on en déduire sur l'efficacité et les dilemmes⁶¹⁶ des interventions militaires et sur les réalités de la gouvernance locale ?

b. Conclusion

➤ *Compréhension des réalités du glocal au Sahel*

L'analyse des activités et de la structuration d'AQMI révèle une stratégie et des réalités complexes. Bien que totalement dédiée à une implantation et à un agenda régional (sahélien), la base idéologique et discursive d'AQMI est internationale. L'économie politique d'AQMI est un moyen de subsistance et alimente et renforce l'action d'AQMI en tant qu'entité politique, radicale et violente. Une définition essentiellement criminelle et mafieuse d'AQMI est erronée, faisant fi des dynamiques multi-niveaux et enchevêtrées de la nébuleuse. Bien que le terrorisme au Sahel s'est foncièrement manifesté à travers des kidnappings et prises d'otages, lors de la décennie précédente⁶¹⁷, ces activités ne suffisent pas à comprendre l'ampleur et la complexité du phénomène. Contrairement à la période où sévissait le terrorisme islamiste en Algérie (GSPC), le rapport à la géographie et aux territoires est différent pour AQMI, au Sahel. Les logiques de contrôle de territoire et de confrontation avec les armées sont indéniablement moins présentes (bien que les rivalités au sein d'AQMI tiennent à la volonté de chaque katiba de contrôler des couloirs traversés par les trafiquants et les espaces couverts par certaines ethnies majoritaires ou influentes). Dès le début des années

614 Ibrahim Yahia Ibrahim, « Islamism in the South, Jihadism in the North: Why has Islamic activism in Mali taken different forms? », Bulletin Franco-Paix, Vol 2, N°10 - Décembre 2017.

615 Marie Brossier, Cédric Jourde, Modibo Ghaly Cissé, « Relations de pouvoir locales, logiques de violence et participation politique en milieu peul (Région de Mopti) », Centre Franco-Paix, Stabiliser le Mali, Mai 2018.

616 Bruno Charbonneau, « Les dilemmes de l'intervention internationale au Mali », Centre Franco-Paix, Stabiliser le Mali, octobre 2017.

617 Martin Ewi, « A decade of kidnappings and terrorism in West Africa and the Trans-Sahel region », African Security Review, 19 : 4, 64 - 71.

2000 La clandestinité et l'entrisme au sein des populations sont les priorités du groupe au Nord-Mali. L'enracinement et la mobilité d'AQMI sont des facteurs de résilience de la nébuleuse. Sa capacité à se mouvoir à travers les régions du Nord-Mali, et au-delà, ainsi que sa cohabitation essentiellement pacifique avec les populations et les trafiquants, permet à AQMI d'assurer sa survie.

La volonté d'attaquer le Paris-Dakar, les menaces contre la France et l'Occident montrent néanmoins la dimension transnationale et internationale de la nébuleuse. Le GSPC, puis AQMI, justifient régulièrement leurs attaques et prise d'otages en évoquant le rôle des Etats-Unis, de la France, voire D'Israël, dans la sous-région (Marret, 2008, p 547).

Néanmoins, l'évolution des activités et le redéploiement d'AQMI au sud de l'Algérie appelle à dépasser le concept de « *glocal* », tel que proposé initialement. Il s'agit moins de repenser la définition transnationale d'AQMI (les réseaux du GSPC en Europe et les attaques contre la France faisaient d'ores et déjà état de la nature internationale du groupe armé terroriste) que d'élargir le spectre de l'analyse et la compréhension des interdépendances à l'œuvre, en acteurs étatiques et groupes armés terroristes. Nous proposons ainsi d'élargir les schémas de compréhension de la problématique sécuritaire à l'aune de l'imbrication entre violence islamiste et réponses des acteurs politiques. Cette articulation appelle à penser la problématique sécuritaire comme un système de conflit fluide, articulant réalités locales et dynamiques transnationales et internationales. S'essayer à un nouveau paradigme appelle dans un premier temps à analyser et saisir les réalités des approches globales au Sahel, permettant notamment de comprendre comment les acteurs nourrissent leur positionnement et stratégies respectives.

En somme, la compréhension des phénomènes de violence islamiste et la structuration des GAT, au Sahel, réside dans la capacité à appréhender deux dynamiques distinctes : la stratégie des GAT, à travers son implantation locale et ses discours internationalistes, d'une part. Et la prise en compte des réponses institutionnelles et politiques pour lutter contre les phénomènes d'insécurité liées au terrorisme, d'autre part. Saisir l'interdépendance de ces deux réalités est un facteur essentiel à la compréhension des réalités sahéniennes, articulant local et global. La rencontre de la violence armée et des réponses politiques appelle à dépasser les modèles de compréhension du Sahel, en insistant notamment sur les jeux d'échelles caractéristiques de l'enchevêtrement des réalités mises en lumière.

CHAPITRE V : L'UNION EUROPEENNE ET L'APPROCHE GLOBALE AU SAHEL

I - L'Europe pour désencarter la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme au Sahel

1. Le développement au cœur de la relation eurafricaine

L'Union européenne est le premier pourvoyeur d'aide publique au développement au monde. Son action internationale s'articule autour d'une vision économique de la stabilité politique (GRIP, 2003). Cette vision de la paix par l'économie est son premier levier d'influence. Federico Santopinto nous rappelle que la communauté européenne est elle-même le résultat d'une politique de prévention des conflits (Grip, p 57). L'Europe porte en elle cette approche économique de la paix et de la sécurité. La nature des différentes politiques de coopération que l'Union met en œuvre à l'international, en particulier en Afrique, est véritablement le fruit de son histoire et de son ADN.

Nous nous intéressons, de manière plus spécifique, à la coopération entre l'Union européenne et l'Afrique, en particulier l'Afrique de l'Ouest et les pays sahéliens. Cette coopération est conséquente et caractérisée par une riche histoire commune. Les résultats semblent ne pas être à la hauteur de la mobilisation, en particulier dans une région en proie à une insécurité croissante depuis une décennie. Nous interrogeons ici la cohérence et la nature de l'approche européenne en matière de prévention et de gestion des conflits au Sahel, les réflexes institutionnels et bureaucratiques ainsi que les alternatives pour une Europe politique forte et en capacité de développer son leadership au Sahel.

A l'aune de la croissante fragilité des pays de l'espace sahélo-saharien, nonobstant les importantes sommes pourvues par la coopération internationale dans la région, nous nous interrogeons sur le rôle (et potentiel leadership) de l'Union européenne. Nous défendons l'idée que l'Histoire qui lie les deux rives de la Méditerranée, et les intérêts européens dans la région, sont une opportunité et une dynamique féconde pour insuffler de nouvelles perspectives de collaboration politique, sociale, culturelle (en sus des aspects économiques d'ores et déjà fortement présents). L'ADN de l'Europe (coopération au développement, soft

power) est un avantage pour bâtir un discours et une action politique d'opposition et de confrontation aux idéologies radicales et aux actions violentes. Le leadership européen passera, sans conteste, par une véritable matérialisation du « *nexus* » sécurité-développement dans son action au Sahel. Pour Bastien Nivet, le continent africain est devenu un « *laboratoire grandeur nature de la possibilité - et de la difficulté - de l'émergence de l'UE comme un acteur international global* ». L'Europe peut-elle être, au Sahel, « *autre chose* » (Bessis, GRIP, p 26), insuffler une nouvelle forme de leadership et d'expression de la puissance, et ne plus se tapir dans l'ombre d'un hégémon verrouillé par le spectre américano-centré? L'Europe est-elle capable de créer une légitimité internationale inédite pour combattre le terrorisme au Sahel et devenir le moteur d'une nouvelle relation Nord-Sud, au-delà du prisme sécuritaire dominant ?

Nous pensons que la situation au Sahel appelle à repenser l'action politique et diplomatique de la communauté internationale, à travers de nouvelles relations portées par une approche humaine de la sécurité décomplexée et réciproque. Le défi européen réside dans sa capacité à restructurer la multitude de ses outils financiers et assurer davantage de cohérence (Damien Helly, EUISS, 2010) dans les différentes temporalités de son action sur le terrain. Le leadership européen sera, dans une seconde mesure, évaluée à l'aune de sa capacité à développer une narration alternative en matière de sécurité et de gestion de crise. Enfin, par le dialogue interculturel, l'Europe et les pays du sud de la Méditerranée peuvent ensemble déconstruire la fracture imaginaire (Georges Corn, 2002) du choc des civilisations, par le biais de nouvelles relations et un dialogue interculturel.

a. Liens historiques et opportunités

La relation historique et culturelle entre l'Afrique et l'Europe est une opportunité pour dépasser les discours figés de la guerre, du terrorisme islamiste et du choc des civilisations. Nous posons ici l'hypothèse que dépasser les cloisonnements sectoriels est la seule manière d'engager véritablement une approche globale de la sécurité, au-delà du giron sécuritaire et militaire. En 2003, l'Europe mentionne que la sécurité se joue au-delà des frontières de l'Europe. Une décennie plus tard, le constat de la transnationalité et la fluidité des menaces appellent à une entière prise en compte de cette volatilité dans les actions politiques des Etats. Pierre Vimont rappelait dernièrement que la frontière entre politiques intérieures et

extérieures est de plus en plus difficile à discerner⁶¹⁸. Cette réalité implique de repenser le lien entre sécurité et développement et le continuum entre sécurité et défense. Si la fragilité des uns impacte la sérénité des autres, la Méditerranée doit être pensée comme un trait d'union entre les deux continents et plus une frontière.

Bien avant que les discours sur le choc des civilisations ne dominent le paradigme de la sécurité post 11 septembre 2001, le continent africain subissait un autre récit, celui de l'afro-pessimisme. Les Etats d'Afrique francophone, fraîchement indépendants, était déjà, selon certains, mal partis⁶¹⁹. Cinq décennies plus tard, non seulement elle n'a pas véritablement rectifiée le tir (à quelques exceptions près) mais en elle subit également, pour une partie de l'Afrique Francophone, les récits dominants et pratiques de la guerre globale contre la terreur. Ce constat initial n'est guère encourageant, comme si une partie du continent voyait son sort hors de portée de son propre contrôle. Notre hypothèse de travail nous amène à penser que, malgré la succession de périodes de tumultes caractérisant l'Histoire moderne de l'Afrique francophone, dont la France et l'Europe ont été sinon actrices et partie prenantes, à tout le moins témoins, l'avenir du sous-continent s'écrira, en partie, grâce à d'étroites relations entre les acteurs des deux rives de la Méditerranée. Robin Poulton met en lumière que « *Depuis des millénaires, Arabes et Africains partagent la région méditerranéenne avec les Européens*⁶²⁰ ». Pour que cette histoire commune perdure à travers les âges, un certain nombre de défis doivent être relevés communément. La problématique sécuritaire et migratoire bombardant l'actualité internationale est, paradoxalement, une véritable opportunité pour développer de nouvelles perspectives de collaborations transméditerranéennes. Le premier défi se situe certainement dans les représentations fournissent les uns à l'égard des autres. A travers les systèmes de conflit, les enjeux de gouvernance, la migration, le terrorisme, etc. l'Afrique francophone fait peur, n'ayons pas peur des mots, aux européens. De l'autre côté, les africains fustigent la condescendance des européens, le manque d'acuité avec laquelle l'Union européenne coopère avec le continent et la lenteur avec laquelle le vieux continent vient en aide aux Etats et aux populations en situation de fragilité. Pourtant l'Europe et ses Etats membres s'impliquent fortement en

618 Marie-France Réveillard, « Pierre Vimont : «La frontière entre les politiques intérieure et extérieure devient de plus en plus difficile à discerner» », La Tribune Afrique, 22 mai 2018, consulté le 25 mai 2018, <https://afrique.latribune.fr/politique/2018-05-22/la-frontiere-entre-les-politiques-interieure-et-exterieure-devient-de-plus-en-plus-difficile-a-discerner-779095.html>.

619 René Dumont, « L'Afrique noire est mal partie », Editions du Seuil, 1962.

620 Poulton, Robin Edward and Rafaella Greco Tonegutti. "The Limits of Democracy and the Postcolonial Nation State : Mali's democratic experiment falters, while jihad and terrorism grow in the Sahara". Lewiston NY & Lampeter, UK: Mellen Press, fin 2016.

Afrique, principalement au Maghreb et en Afrique francophone. « *Dix ans après la définition de la Stratégie conjointe Afrique-UE (JAES), lors du sommet de Lisbonne, l'UE estime toujours souffrir d'un déficit d'image de l'autre côté de la Méditerranée. Sans rapport avec sa contribution sur le continent en matière financière ou sécuritaire. L'UE et ses États membres représentent 33 % de tous les investissements étrangers réalisés à travers l'Afrique, absorbent 41 % de ses exportations et fournissent 33 % de ses importations, transfèrent 36 % des fonds expédiés aux pays par la diaspora et participent à hauteur de 50 % à l'aide publique au développement versée chaque année au continent*⁶²¹ ». Pour Jean-Marc Châtaignier, « *longtemps considérés par la communauté internationale comme des espaces géographiques séparés et distincts, le Sahel et le Sud de la Méditerranée sont confrontés à de nombreux défis communs d'ordre économique, social, politique ou environnemental*⁶²² ».

Les puissances coloniales et postcoloniales ont voulu imposer des modèles de démocratie pour introduire la paix et la stabilité. Une action qui a laissé, en réalité, les africains en dehors des processus de construction de la paix. « *Ian Taylor (dans ce numéro) utilise une analyse Gramscien pour révéler la nature hégémonique de la construction de la paix libérale, et postule que la paix libérale est en fait un régime de sécurité. Elle serait réalisée à travers une vision particulière de la paix positive qui consiste en « démocratie libérale, développement de la société civile, promotion des droits humains libéraux et libéralisation du marché ». Toute autre approche de la paix est déconsidérée ; ainsi. L'Afrique n'a pu contribuer à la construction de la paix, et/ou ses concepts de paix ont été mis de côté*⁶²³ » (Ibid. p 18).

Selon Gema Martin Munos, l'Union européenne s'est intéressée à la rive sud de la Méditerranée, permettant la mise en place du Processus de Barcelone, à cause de plusieurs facteurs : l'émigration, les enjeux énergétiques, économique (l'UE est le premier partenaire commercial de la région) et enfin, la sécurité.

621 Olivier Caslin, « Sommet UA-UE : les grands enjeux », Jeune Afrique, 27 novembre 2017. http://www.jeuneafrique.com/mag/494179/economie/sommet-ua-ue-les-grands-enjeux/?utm_content=buffer3f337&utm_medium=social&utm_source=twitter.com&utm_campaign=buffer.

622 Jean-Marc Châtaignier, « Co-construire une plateforme de partage de connaissances pour le Sahel et la Méditerranée ? Quels objectifs ? Quels enjeux ? », in « Mali et Sahel : nous sommes tous sahéliens », ENA hors les murs, N°467, Janvier-Février 2017.

623 Hendricks & Keïta : Les régimes de sécurité en Afrique - perspectives et défis, Afrique et développement Volume XLII, No. 3, 2017, pp. 13-24, CODESRIA.

b. Le contexte institutionnel entre l'Europe et l'Afrique - quel leadership européen ?

La relation entre l'Europe et l'Afrique est dominée par la coopération au développement et par les échanges culturels. Le paradigme de la coopération entre l'Europe et l'Afrique, malgré les discours sur l'émergence, est un paradigme englué dans la gestion des crises, l'urgence humanitaire et, dans le meilleur des cas, dans une coopération au développement qui amalgame tout type de coopération (santé, gouvernance, éducation, culture, etc.).

Au vu des relations historiques qu'elle entretient avec le continent, par le biais de ses Etats membres et en tant qu'acteur multilatéral, l'Europe joue un rôle de premier plan pour la sécurité régionale. Au-delà de sa contribution à la paix et à la stabilité sur le continent, nous considérons qu'un second type de responsabilité lui incombe : celle de contribuer à un nouveau récit de la problématique sécuritaire au Sahel d'une part, et en matière de doctrine pour lutter contre le terrorisme, d'autre part. Nous pensons que la redéfinition de la puissance européenne est fonction de sa capacité à insuffler de nouvelles réflexions et représentations des enjeux de sécurité et de développement, s'appliquant de fait à l'espace sahélo-saharien. Cette redéfinition de la pensée stratégique de l'Union s'accompagne d'un défi majeur : celui de la cohérence des outils politiques et de coopération.

Malgré son ADN ancrée dans le secteur du développement, l'Union européenne explore encore aujourd'hui les moyens de répondre avec davantage d'acuité aux enjeux de la coopération internationale en matière de développement - et depuis quelques années, dans le secteur de la sécurité. Pour Bastien Nivet⁶²⁴, « *l'UE se construit elle-même à travers ses relations avec les acteurs africains* ». Ces derniers ont-ils conscience que l'Europe fait ses armes à travers son implication politique et sécuritaire au Sahel ? Selon l'adage, « *j'ai besoin que tu sois toi pour être moi* », les relations entre les deux continents sont faites d'interdépendance et de réciprocité. « *La progressive émergence d'un acteur « Europe » dans les relations internationales (...) doit beaucoup au continent africain*⁶²⁵ ». L'Afrique à travers l'Union Africaine et ses communautés économiques régionales (CERs) est en quête d'identité. Sur le plan politique, diplomatique et sécuritaire l'Union européenne, depuis le

624 Bastien Nivet, « « L'Afrique » et « l'Europe » existent. Elles se sont rencontrées ! », The conversation, 28 novembre 2017, consulté le 29 novembre 2017, <https://theconversation.com/lafrique-et-leurope-existent-elles-se-sont-rencontrees-88174>.

625 Ibid.

Traité de Lisbonne (2007), tente de dynamiser son rôle et son statut international. Entre l'UE et l'UA c'est une histoire à plus de quatre-vingt (80) pays. C'est autant d'acteurs que de réalités historiques, politiques, économiques, sécuritaires, etc. Pour Nivet, l'Europe est un soutien important pour l'émergence politique de l'Union Africaine qui, depuis les années, développe une approche régionaliste en insistant sur le rôle des CERs.

La relation entre les deux continents est historique (accords de Lomé, puis accords de Cotonou - 2000 - toujours en vigueur aujourd'hui). Après les indépendances, la CEE tisse des liens avec l'Afrique (Convention de Yaoundé en 1963). La coopération entre les deux continents évolue à travers le temps, au gré des réalités socio-politiques internationales. Les accords de Cotonou, selon Nivet, incarnent une dimension politique et sécuritaire grandissante dans les relations UE/Afrique (The conversation, Ibid.). « *Les Européens ont vu à travers l'organisation panafricaine (UA) un partenaire de prédilection pour déployer sa vision « régionaliste » du monde, insistant sur le rôle, l'efficacité et la légitimité des organisations régionales pour gérer les grands défis de la mondialisation et de l'après-Guerre froide* ». Pour Philippe Hugon, « *Plus que jamais, le devenir de l'Europe dépend largement de la manière dont les défis seront relevés en Afrique, comment ses potentialités se transformeront en opportunités et comment les fermetures et les murs feront place aux ouvertures et projets communs euro-africains*⁶²⁶ ». Pour Serge Michailof, « *quand Macron évoque la démographie africaine, cela concerne directement l'Europe*⁶²⁷ ».

➤ *Quel développement pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent ?*

La relation entre l'Europe et l'Afrique est dominée par le volet économique et l'aide au développement. Si le développement est généralement considéré comme une arme pour la paix⁶²⁸, le bilan de la coopération et la cohérence des dispositifs engagés reste particulièrement mitigé. Le développement, en tant qu'outil de gestion et de prévention des conflits, est certainement un échec appelant à un changement de paradigme⁶²⁹. L'Europe, comme les Etats-Unis et les institutions financières internationales (Banque Mondiale, Fond

626 Philippe Hugon, « L'Afrique, entre retour des migrants et des djihadistes », <http://www.iris-france.org/104251-lafrique-entre-retour-des-migrants-et-des-djihadistes/>.

627 Serge Michailof, « quand Macron évoque la démographie africaine, cela concerne directement l'Europe », <http://www.iris-france.org/104247-quand-macron-evoque-la-demographie-africaine-cela-concerne-directement-leurope/>.

628 GRIP, « Le développement, une arme pour la paix. La coopération entre l'Union européenne et la prévention des conflits », GRIP, Editions Complexe, 2003.

629 GRIP, Ibid. p 13.

Monétaire International), se sont focalisés, pendant des décennies, sur la gouvernance, puis sur le lien entre gouvernance et démocratie (et enfin entre démocratie et développement). Ces approches, connues pour leurs limites, se sont construites, politiquement et idéologiquement dans un contexte de domination de l'Occident, vainqueur de la Guerre froide.

En Afrique francophone, et particulièrement au Sahel, le constat est sans appel. Les objectifs de développement ne sont pas atteints, la démocratie et la bonne gouvernance une chimère, si l'on prend les référentiels européens, français ou internationaux. Et la gestion, ou prévention des crises, une impasse. Le terrorisme et l'extrémisme violent en tant que menaces complexes et évolutives - elles sont aussi souvent mal comprises - rendent la tâche des Etats plus ardue. Nous posons ici la question de savoir quelle réflexion sur le développement faut-il initier pour contribuer au débat de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme au Sahel ? De quel développement faut-il parler ? Et avec quels moyens ?

La montée de l'insécurité au Sahel, malgré la multiplication des initiatives et programmes de développement dans la région du Sahel, pose la question de l'efficacité des politiques de coopération et de l'appui de la communauté internationale dans l'espace sahélo-saharien. L'aide publiquement au développement (APD) est-elle trop timide face à l'insécurité au Sahel⁶³⁰ ? S'est-elle modernisée à travers le temps ? Permet-elle de favoriser l'innovation sociale⁶³¹ ? La situation sécuritaire fait-elle douter⁶³² de l'efficacité de l'aide ? Peut-on penser l'aide sans penser la sécurité ? Comment changer le paradigme d'une aide considérée parfois comme fatale⁶³³ au profit d'une approche prenant en compte « *les interactions entre instabilité économique externe, troubles sociaux et développement*⁶³⁴ ». L'Europe, en tant que premier pourvoyeur d'aide au développement international, est principalement concernée par la problématique transverse du développement. Le bilan sécuritaire et de développement de

630 Cécile Barbière, « L'aide internationale trop timide face à l'insécurité au Sahel », Euroactiv, 5 septembre 2016, consulté le 10 septembre 2016, <https://www.euractiv.fr/section/aide-au-developpement/news/laide-internationale-trop-timide-face-a-linsecurite-au-sahel/>.

631 Le Monde Economie, « L'aide au développement ne peut se contenter « des micro-interventions, visant des individus et agissant à court terme » », 22 mai 2018, consulté le 24 mai 2018, https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/05/22/1-aide-au-developpement-ne-peut-se-contenter-des-micro-interventions-visant-des-individus-et-agissant-a-court-terme_5302809_3232.html.

632 Laurence Caramel, « Quatre raisons de s'inquiéter pour le Sahel, et de douter de l'aide au développement », Le Monde, 20 octobre 2016, consulté le 30 octobre 2016, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/10/20/quatre-raisons-de-s-inquieter-pour-le-sahel-et-de-douter-de-l-aide-au-developpement_5017486_3212.html#EKOFAJREB7ag7DZm.99.

633 Dambisa Moyo, « L'aide fatale », JC Lattès, 2009.

634 FERDI, « Paix, Sécurité et Développement au Sahel », consulté le 5 mai 2017 <http://www.ferdi.fr/fr/programme-projet/paix-s%C3%A9curit%C3%A9-et-d%C3%A9veloppement-au-sahel>.

l'Afrique de l'Ouest, en particulier au Sahel, interroge sur la cohérence des politiques de développement à l'aune des réalités sécuritaires. Aujourd'hui, l'action des bailleurs internationaux, au travers de l'aide internationale, permet aux classes dirigeantes africaines de se reproduire⁶³⁵ au détriment du développement des sociétés et des populations. L'aide internationale permet l'enrichissement, par la corruption, d'un petit nombre d'acteurs locaux alors qu'elle devrait permettre de renforcer les économies locales, le secteur privé et l'efficacité des administrations publiques. Les partenaires internationaux sont, dans les pays fragiles tels que le Mali, « *la proie de réseaux clientélistes qui sont une grave source d'inefficacité. Toute réforme institutionnelle qui se limite à apporter de la formation, de l'assistance technique, des véhicules et des ordinateurs, sans « renverser la table » et remettre radicalement en cause ce modèle classique passe ainsi à côté du problème*⁶³⁶ ».

➤ *Unir les peuples et développer un sens commun de la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme*

La croissante activité des groupes armés terroristes au Sahel et l'instabilité qu'elle induit, interroge sur les solutions à inventer au-delà du prisme sécuritaire, dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Si le « *legs*⁶³⁷ » français dans la sous-région rend indélébile et indestructible le lien entre les Etats et les peuples africains et européens, la nature des relations est complexe. Au-delà du champ sécuritaire et militaire, la France et l'Europe, notamment dans les approches civiles de la lutte contre l'extrémisme violent, sont encore bien timorées. L'intérêt de notre recherche se situe, en particulier, sur la capacité des acteurs classiques de la sécurité (c'est le cas de la France au Sahel, a fortiori depuis 2013) à penser des actions et récits alternatifs pour préserver la paix et la stabilité. Dans ce domaine, l'Europe et la France, malgré les discours et la mise en œuvre d'approches globales, ont des résultats plus que mitigés, pour ne pas dire inexistant. L'instrumentalisation des cultures et des religions est au cœur du récit des groupes armés terroristes. « *Le retour du Sacré et de la culture se fait dans la violence et la fragmentation*⁶³⁸ ». Le rapport complexe qu'entretient la France et une partie de l'Occident à la laïcité freine le développement d'initiatives et de

635 J-L Amselle, « La politique de la Banque Mondiale en Afrique au sud du Sahara », En mémoire, Politique africaine, page 118, document non daté.

636 Serge Michailof, « Mali, comment sortir de l'impasse stratégique », avril 2018, FERDI, Editoriaux, consulté le 28 avril 2018, <http://www.ferdi.fr/fr/publication/blog-mali-comment-sortir-de-l%E2%80%99impasse-strat%C3%A9gique>.

637 GRIP, *ibid.* p 38.

638 GRIP, *ibid.* p 86.

projets de coopération mettant en avant les aspects religieux et culturels. La lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme est devenu un champ caractérisé par une totale asymétrie des points de vue et des acteurs parties prenantes. Il est, en conséquence, essentiel de s'interroger sur les défis culturels, humains⁶³⁹ et politiques pour lutter de manière durable et concertée contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

c. Qu'est-ce que le développement ?

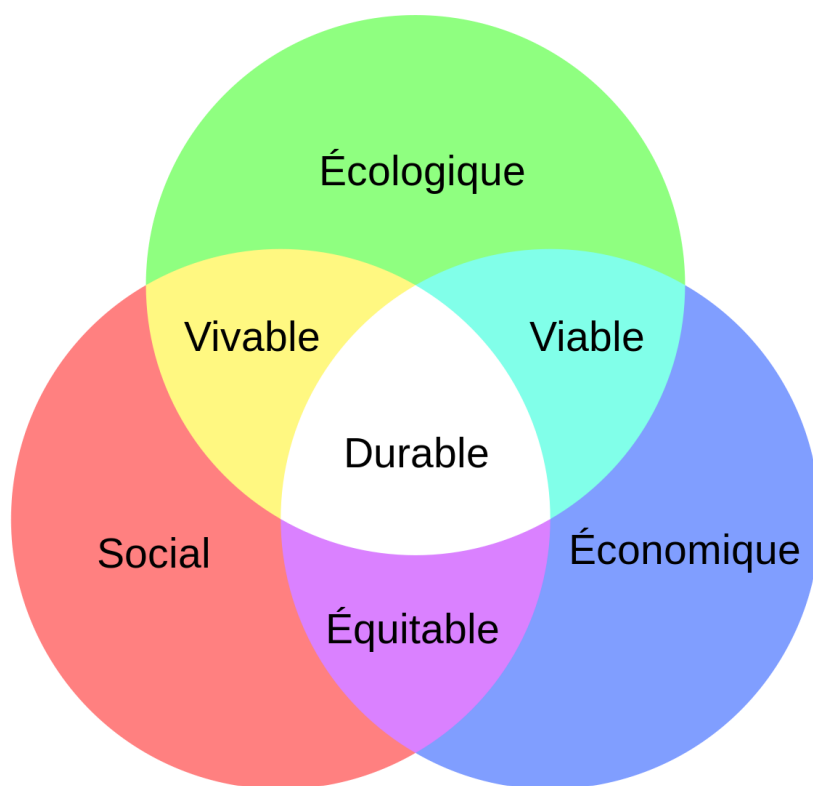
Le développement est une logique de transformation et d'évolution. La notion de développement est souvent associée à la notion de croissance (croissance économique, croissance intellectuelle et du cerveau), de progrès (sur le plan industriel notamment), d'amélioration (approche qualitative) d'essor, d'expansion et de prolifération (cellules cancéreuses). Sur le plan biologique, la notion de développement s'apparente à la notion d'aboutissement (stade adulte), dans une logique capacitaire (en capacité de se reproduire par exemple).

Dans les années 1990, la notion de développement durable est apparue comme étant « *un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs*⁶⁴⁰ ». C'est au Sommet de Rio (Brésil) en 1992 que le terme est consacré. La notion de développement durable repose sur trois piliers que sont l'économie, l'écologie, le social. Ainsi le développement est « *économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable*⁶⁴¹ ». D'un point de vue schématique, il se représente de la manière suivante :

639 Aomar Baghzouz, «La nouvelle géopolitique du Sahel, une opportunité pour refonder le partenariat euro-maghrébin ? », *Cahiers de la Méditerranée*, pp. 195 -207, in Dossier : Recompositions géopolitiques en Méditerranée : un défi pour les *Mediterranean Studies*.

640 Citation de Madame Gro Harlem Brundtland, alors Premier ministre norvégienne.

641 <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1644>.



Report of the World Commission on Environment and Development, "Our Common World"
1987.

La première définition est en réalité apparue en 1987, dans le rapport Brundtland, du nom de la Première Ministre de la Norvège, publié par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations-Unies. La publication officielle avait pour titre « *notre avenir à tous* », « *Our Common Future* » en anglais. Le terme original en anglais est « *sustainable development* ». « *Le rapport Brudtland définit la politique nécessaire pour parvenir à un développement durable. Il est principalement axé sur la préservation de l'environnement et la consommation prudente des ressources naturelles, et souligne le lien entre pauvreté et protection de l'environnement. Il repose sur la nécessaire conciliation entre développement et environnement*⁶⁴² ».

642 Le rapport Brundtland (1987), UVED,

http://stockage.univvalenciennes.fr/MenetACVBAT20120704/acvbat/chap01/co/ch01_070_1-4-4_1.html.

➤ *Le dédale de l'aide au développement*

Depuis, le terme a été hautement politisé devenant un mantra, une sorte d'incantation au sein des instances internationales. En septembre 2015, les Etats membres de l'ONU ont adopté « *le programme de développement durable à l'horizon 2030* ». « *C'est un agenda pour les populations, pour la planète, pour la prospérité, pour la paix et par les partenariats*⁶⁴³ ». Laurent Bigot parle « *d'impasse de l'aide au développement en Afrique*⁶⁴⁴ ». Pour l'ancien diplomate du Quai d'Orsay, le regard sur l'aide au développement, c'est-à-dire sur le bilan de la coopération en matière d'aide au développement, n'est ni objectif ni honnête intellectuellement. : « *Je n'ai quasiment jamais rencontré personne qui ose poser un regard lucide sur le bilan de l'aide au développement, et quand j'ai essayé de faire connaître mon point de vue, j'ai eu droit à de vertes remarques de mes collègues diplomates et développeurs*⁶⁴⁵ ». Son analyse sur les similitudes avec le coaching sont intrigantes mais surtout, intelligibles. Le coach accompagne et ne prend pas de décisions à la place du coaché. Le coach aide à la prise de conscience pour le développement in situ des capacités individuelles de la personne qui veut subir « *une transformation* ». L'approche est donc ponctuelle et délimitée dans le temps avec des objectifs quantifiables. Surtout, cette aide, cet accompagnement, à une fin. Bigot pointe du doigt cette doxa qui réduit les théories de l'aide au développement à la notion de mission civilisatrice. Cette approche prétentieuse, voire raciste (Bigot 2012, IFRI) est captée à dessein par certaines élites africaines, qui ne cessent d'appeler la communauté internationale à plus d'aide. Dambisa Moyo⁶⁴⁶ considère que l'aide au développement est un fardeau pour les pays récipiendaires. Pour l'économiste zambienne, l'aide financière est un désastre sur le plan politique, économique et humanitaire.

Le monde est en constante évolution et en permanente mutation. Les schémas de l'aide internationale, eux, ne changent pas. Ils sont figés dans une forme de logique acceptée des développeurs et des développés. Les premiers proposent, les seconds disposent. Pour Bigot, « *Il y a ceux qui savent, les Occidentaux, et ceux qui doivent faire comme on leur dit, les pays récipiendaires de l'aide*⁶⁴⁷ ». Pour l'ancien diplomate du Quai d'Orsay, il y aurait beaucoup à apprendre du coaching qui développe une relation basée sur l'écoute, l'acceptation

643 <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/ODD>.

644 Laurent Bigot, op cit.

645 Ibid.

646 Dambisa Moyo, « L'aide fatale : les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique. », Ed JC Lattès, Septembre 2009.

647 Laurent Bigot, op cit.

inconditionnelle de l'autre, « *et moyennant un travail de reformulation, de questionnement et de confrontation* ». Pour Bigot, « *ce patient travail d'écoute n'existe pas dans le système international de l'aide au développement. Pas plus que l'acceptation inconditionnelle, le questionnement ou la confrontation*⁶⁴⁸ ». Nous partageons l'idée selon laquelle « *aider ce n'est pas façonner l'autre à son image, c'est lui permettre d'être lui-même (...)* » (Bigot, op cit.).

Néanmoins, le discours tranchant de Bigot est à nuancer. Bon nombre de travaux en sciences sociales, notamment ceux de Lavigne Delville, Jean-Pierre Olivier de Sardan et d'autres, montrent, à travers des approches pluridisciplinaires, que les politiques d'aide au développement (dans leur conceptualisation et mises en œuvre et dans le jeu qui s'instaure entre développeurs et développés) sont bien plus complexes que l'idée selon laquelle les Occidentaux décident de tout pour les Africains. Les Etats récipiendaires, tout comme les organisations de la société civile, ont su, avec le temps, créer des schémas d'appropriations à leurs avantages. La haute technicisation et bureaucratisation de l'aide, notamment au sein de l'Union européenne, a fini par échapper à son « *créateur* ». Selon un expert interrogé : « *cela fait des décennies que les ONG locales au Nord-Mali savent comment s'approprier les ressources des bailleurs et les mener en bourrique*⁶⁴⁹ ». Sur le terrain, le nombre d'acteurs (privés et publics) sur le terrain ayant appris le vocabulaire clé des bailleurs. Les bailleurs ne sont pas dupes mais c'est une réalité qui remet en cause un certain nombre d'idées préconçues. Les partenaires techniques et financiers finissent par se perdre dans la complexité de leurs schémas institutionnels, techniques et bureaucratiques. La réalité est moins manichéenne que l'on veut l'entendre.

➤ *Notion de développement : dépasser les réflexes idéologiques*

Dépasser les réflexes historiques et idéologiques a pour objectif de penser une approche intelligible du développement dans le contexte auquel il s'applique et de répondre à une question fondamentale : les approches occidentales du développement et les stratégies stato-centrées pour y parvenir sont-elles opératoires dans le contexte sahélien ?

648 Laurent Bigot, *ibid.*

649 Echanges informels avec un expert travaillant dans la médiation privée dans les pays du Sahel, 2014.

Depuis les indépendances en Afrique francophone, un amalgame structurel est né : la confusion entre la coopération et le développement qui sont deux termes utilisés de manière interchangeable⁶⁵⁰. La coopération revêt un caractère technique, économique et politique. Le développement est une notion, un concept intellectuel et philosophique qui semble avoir des difficultés à se matérialiser en Afrique francophone. Pourquoi ? La question réside dans les modèles du développement (et notamment de la nature de l'Etat) que la France et les partenaires internationaux ont voulu insuffler aux jeunes Etats indépendants, au sortir de la colonisation. Nous appelons au dépassement des analyses sur le néo-colonialisme et sur les réflexes condescendants avec lesquelles la communauté internationale a pu tenter, par le passé, d'imposer ses schémas de pensée et son modèle de la démocratie. Si « *l'arrogance intellectuelle*⁶⁵¹ » a pu caractériser le rapport des européens aux africains, la situation est aujourd'hui plus complexe. L'exportation de la démocratie est un processus (fragile, parfois ambigu) qui a connu plusieurs temporalités. Il est d'autant plus sensible aujourd'hui, à l'heure où le système international est englué dans un paradigme de la guerre contre le terrorisme, post 11 septembre, et à l'heure des interventions militaires occidentales, qui peuvent être ressenties comme une double peine par les sociétés locales (intervention + processus de démocratisation). Les racines idéologiques de ces interventions sont profondes « *et remontent au moins à la période des conquistadores*⁶⁵² ». Pour autant, « *La démocratie occidentale est-elle soluble aux réalités de l'Afrique ?*⁶⁵³ ». Qu'est-ce que la démocratie veut dire ? La démocratie et la bonne gouvernance sont-elles des constructions permanentes et des exigences universelles⁶⁵⁴ alors que le modèle de l'Etat-Nation occidental semble vivre une crise dans le monde (années 1990) et bien incapable de gérer « *l'hétérogénéité ethnique, culturelle, linguistique, religieuse*⁶⁵⁵ » des sociétés sahéliennes.

Pour Ousmane Sy, « *le rejet des modèles d'Etat importés non accepté par des communautés locales, aujourd'hui plus libres et mieux informées, est au cœur des multiples crises de plus en plus graves des pays du Sahel*⁶⁵⁶ ». Le modèle de la démocratie et de la modernité est vacillant, contesté alors qu'il constitue en théorie et depuis des siècles un aboutissement, une fin en soi. Il faut alors s'interroger, à l'aune des réalités sahéliennes mais plus largement au

650 Conférence, German Marshall Fund (GMF), Paris, France, Janvier 2018.

651 Entretien avec un diplomate européen, Paris, printemps 2012.

652 Dario Battistella, « L'Occident, exportateur de démocratie », *Politique étrangère*, 2011/4 Hiver, p 813.

653 Vettovaglia, conférence du Paris Global Forum, samedi 7 janvier 2015.

654 Geostrategia, l'agora stratégique 2.0 du CSFRS, L'édition n°37, 9 mai 2018.

655 Constant Hamès, *ibid.* p 47.

656 Ousmane Sy, « Le G5 Sahel, mettons tous les agendas sur la table !!! », 30 avril 2018, consulté le 8 mai 2018, <http://ousmanesy.blogspot.fr/2018/04/le-g5-sahel-mettons-tous-les-agendas.html>

regard de la situation de la démocratie en Europe et aux Etats-Unis⁶⁵⁷, sur ce « *continuum gouvernance, sécurité, développement*⁶⁵⁸ ». « *Ce continuum gouvernance, sécurité, développement ne constitue pas uniquement la clef et le paradigme pour l'aide à destination des zones de crise au Sud. Veiller à l'équilibre, à l'harmonie entre les trois termes reste au cœur de la mission régaliennne au Nord également*⁶⁵⁹ ».

2. De l'Afrique au Sahel : La stratégie de sécurité et de développement de l'Union européenne

La problématique sécuritaire dans l'espace sahélo-saharien est une formidable opportunité pour l'Europe, en quête de légitimité et de crédibilité politique et diplomatique. Si l'Europe puissance est une chimère pour bon nombre d'analystes et experts, l'implication de l'UE au Sahel (pour toutes les raisons mentionnées en amont) suscite débats et interrogations. La lutte contre le terrorisme au Sahel et plus largement son implication en Afrique de l'Ouest, peut-elle permettre à l'UE de dynamiser sa culture stratégique et son poids sur la scène internationale, à l'aune de ce « *nouveau Grand Jeu* » Occidental au Sahel (Mohamedou in Michel Galy, 2013) ?

Pour Nicole Gnesotto, l'Europe n'a pas d'autres choix que d'avoir une ambition stratégique. Nous pensons que le Sahel est devenu un véritable espace d'expérimentation des approches globales, en particulier dans la capacité des acteurs politiques et institutionnels à articuler sécurité et développement au sein de leurs outils de coopération. Nous analyserons ici les différents outils et la manière dont l'Union européenne projette sa stratégie de sécurité et de développement, au Sahel. Cette étude de cas met en lumière les disjonctions entre discours politiques et mise en œuvre, les systèmes d'interdépendance entre acteurs, les défis de la cohérence des politiques de coopération et enfin, la nécessité de convoquer plusieurs champs académiques et méthodologiques afin d'appréhender, de manière holistique, le sujet évoqué.

657 Echanges avec le Professeur Mohamed Mahmoud Ould Mohamedou, Genève, Suisse, automne 2017.

658 Nous validons l'idée d'interdépendance entre les trois concepts (gouvernance, sécurité et développement). Nous sommes toutefois plus prudents quant à l'acceptation du concept de « *continuum* ». Nous considérons que le continuum s'effectue, ou devrait s'effectuer, entre la gouvernance de la sécurité et du développement.

659 Geostrategia, l'agora stratégique 2.0 du CSFRS, L'édito n°37, 9 mai 2018.

- a. Les défis de la cohérence : répondre à l'incertitude par des actions cohérentes et transverses

La problématique de la cohérence est un sujet récurrent dans les débats sur les politiques d'aide en général. Accentuée ces dernières années, au fort de la crise malienne, le sujet est devenu central, à l'aune du contexte de fragilité sous régional. La complexité et la multitude des dispositifs proposés par la communauté internationale au Sahel implique nécessairement de s'interroger sur la cohérence et mise en synergie des actions menées. L'Union européenne concentre ses efforts sur la mise en œuvre d'outils et de programmes pour répondre aux enjeux de sécurité et de développement au Sahel. La difficulté naît par ailleurs du fait que le nombre d'acteurs présents sur le terrain est croissant. Le défi de la cohérence se situe, en conséquence, à deux niveaux. La cohérence des différents outils proposés par un même acteur d'une part. Et la mise en synergie des acteurs impliqués dans la sécurité et le développement, d'autre part. Autre défi à relever pour les partenaires internationaux, la compréhension des réalités multiples dans lesquelles ces derniers interagissent avec les partenaires locaux (Etats, société civile, institutions africaines), afin d'éviter les manipulations et systèmes de rente liés à la coopération.

➤ *Retour non-exhaustif sur les outils en vigueur*

La coopération entre l'Union européenne et l'Afrique s'inscrit, depuis 2007, dans un cadre précis: la stratégie conjointe Afrique - Europe (Joint Africa - EU Strategy - JAES). A Lisbonne, ce nouvel élan pour la coopération entre les deux continents vise à dépasser le cadre d'une collaboration rigide, incarnée par la relation donateurs/réциpiendaires. Basée sur le principe de solidarité et de réciprocité, JAES insuffle une nouvelle dynamique des relations eurafricaines, à travers la définition d'intérêts et de valeurs communes. JAES se veut être un cadre de coopération à long-terme, multi-acteurs et multi-niveaux. Dans une perspective transversale et globale, cette nouvelle stratégie s'inscrit dans la complémentarité vis à vis des outils de coopération existants et renforce les perspectives humaines de la sécurité : « *Working towards a people-centred partnership by ensuring the effective participation of civil society and the private sector and delivering direct benefits for African and European citizens*⁶⁶⁰ ».

660 https://ec.europa.eu/europeaid/regions/africa/continental-cooperation/joint-africa-eu-strategy_en.

De manière plus large, la collaboration entre les deux continents est encadrée par les accords de Cotonou (2000 – 2020) ; accords faisant suite aux précédentes conventions (Accords de Lomé⁶⁶¹). Le principal outil communautaire et levier d'action en Afrique, est le Fond Européen de Développement (FED). La coopération entre l'Europe et l'Afrique est actuellement régit par le 11ème FED, qui court jusqu'en 2020. Le FED accorde des subventions dans le cadre des accords de Cotonou « *dans le but de contribuer à la paix et la sécurité et de promouvoir un environnement politique démocratique stable*⁶⁶² ».

En matière de coopération avec l'Union Africaine et à travers le FED, l'Europe a développé la Facilité de Paix (« *African Peace Facility* »). « *La Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique a été créée à la demande des dirigeants africains. Financée au titre du Fonds européen de développement, elle représente la principale source de soutien financier aux efforts de l'Union africaine et des Communautés économiques régionales dans le domaine de la paix et de la sécurité. Entre 2004 et 2014, l'UE a engagé un montant total de 1,45 milliard d'euros en faveur de cette facilité*⁶⁶³ ». Les priorités de ce partenariat se décrivent comme suit :

- Dialogue renforcé sur les défis à relever en matière de paix et de sécurité
- Mise en œuvre de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA)
- Soutien aux opérations de soutien à la paix (OSP) en Afrique

L'APF est financée par le Fond européen de développement (FED) et a pour base juridique les accords de Cotonou. Les bénéficiaires sont l'Union Africaine et les Communautés Economiques Régionales (CER) « *investis d'un mandat de paix et de sécurité, ainsi que les institutions responsables au sein de l'AAPS ou qui en relèvent* » (ibid.). L'APF s'inscrit dans une logique duale de court et long terme. A court terme, elle privilégie la résolution des crises et à long terme, le renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine de la paix et de la sécurité. Le renforcement des capacités est devenu, depuis 2007, une des composantes majeures de l'APF dans le but de permettre à l'UA et aux CER de développer les capacités de

661 Lomé I est signé en 1975. Il coïncide avec le 4ème Fond Européen de Développement (FED). Il régit la coopération entre la Commission de l'UE et les pays dits « ACP » : groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Il sera suivi de Lomé II (1979), Lomé III (1984), puis de Lomé IV (1990) qui élargit les perspectives de la collaboration, aussi bien sur les aspects financiers (période de dix ans) que sur les aspects thématiques (Droits de l'Homme, nouvelles perspectives de la coopération au développement, etc.).

662 <https://fr.welcomeurope.com/subvention-europenne/telecharger+759.html>.

663 Le partenariat Afrique/UE : <http://www.africa-eu-partnership.org/fr/propos/financement-du-partenariat/apf>.

base en matière de planification et de conduite des opérations de soutien à la paix et de mise en œuvre de l'APSA. L'APF permet de financer d'autres activités et projets tels que le Mécanisme de Réaction Rapide (MRR). Cette action permet de subvenir aux besoins de prévention, gestion et résolution des crises. Enfin, le financement des opérations de soutien à la Paix (OSP) « *représente le principal domaine d'engagement au titre de l'APF* » (ibid.) L'APF peut financer les salaires des troupes, la logistique, des frais médicaux, etc. En revanche, elle ne peut financer du matériel militaire (armes, munitions), ni de la formation militaire, ce qui est souvent pointé du doigt et décrié par les partenaires africains de l'Europe. A Bruxelles, en juillet 2014, l'Union européenne, à travers le Comité Politique et de Sécurité (COPS), a doté l'APF d'une enveloppe de 750 millions d'euros (le débat oscillait entre 750 et 900 millions à l'époque) pour la période 2014-2016⁶⁶⁴.

➤ *L'Instrument Contribuant à la Stabilité et à la Paix (ICSP)*

L'Union européenne a également développé un instrument contribuant à la stabilité et à la paix (ICPS) qui articule projets et financement à court (impact direct ou immédiat, pour reprendre la terminologie bruxelloises) et moyen terme (projets allant jusqu'à quinze ou dix-huit mois). « *L'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) est un instrument de l'UE ayant vocation à appuyer les initiatives en matière de sécurité et les actions de consolidation de la paix dans les pays partenaires. Instauré en 2014, il est le successeur de l'Instrument de stabilité (IdS). L'IcSP fait partie de la nouvelle génération d'outils dont s'est dotée l'UE pour financer des actions en dehors de ses frontières. Il met l'accent sur la réaction aux crises, la préparation aux crises, la prévention des conflits et la consolidation de la paix* ».

« *L'IcSP peut apporter son concours à court terme, notamment dans les pays en proie à une crise, ou un soutien à long terme pour répondre aux menaces mondiales et transrégionales. Le Service des instruments de politique étrangère (IPE) assure la gestion d'actions liées à la planification de la réaction aux crises (article 3) et du partenariat pour la consolidation de la paix (article 4) de l'IcSP. Les actions liées aux menaces pesant sur la sécurité mondiale et transrégionale et menaces émergentes (article 5) sont gérées par la DG Coopération internationale et développement (DG DEVCO). L'IcSP participe ainsi à l'engagement*

664 « 90 % des fonds reçus servent à soutenir les opérations de paix sous commandement africain », ibid.

politique de l'UE dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix, qui est l'un des principaux objectifs de l'UE en matière de relations extérieures⁶⁶⁵ ».

L'IcSP est généralement exécuté par les délégations de l'Union européenne (DUE) sur le terrain avec une équipe dédiée à cet instrument, au siège à Bruxelles. Au Mali, l'IcSP permet de financer quatre projets pour une somme de plus de 12 millions d'euros. Au Burkina Faso, l'instrument finance également quatre projets pour un montant de 9,7 millions d'euros. En Libye, ce n'est pas moins de douze (12) projets que l'Europe finance pour une somme de près de trente (30) millions d'euros. Au Niger, dix projets sont financés avec quelques 17,7 millions d'euros. Le Tchad se voit octroyer huit (8) projets pour 15,8 millions d'euros. L'Algérie et la Mauritanie ne bénéficient pas de partenariats en rapport avec l'IcSP. Enfin, le Nigeria bénéficie de six (6) projets pour une somme de 21,7 millions d'euros. Pour la période 2014-2020, l'Europe finance dans le monde, à travers l'IcSP, deux cent cinquante (250) projets dans soixante-dix (70) pays pour une somme de 2,3 milliards d'euros. Des partenariats sont développés avec les Nations-Unies, d'autres organisations internationales, des ONG, des institutions des Etats-membres, des partenaires locaux, etc. pour la mise en œuvre des projets liés à l'IcSP.

b. La coopération civilo-militaire

A travers la Politique de Sécurité et de Défense Commune - PSDC⁶⁶⁶, l'Europe développe une approche civilo-militaire qui s'illustre à travers les missions EUCAP Sahel Niger, EUTM Mali et EUCAP Mali⁶⁶⁷.

Dans la conceptualisation Otanienne, le CIMIC décrivait le soutien d'une action civile à une action militaire, dans le but de réaliser des objectifs militaires. Au sein de l'Union européenne, le concept de coopération civilo-militaire est pensé pour articuler et créer une dynamique de cohérence entre les deux aspects, sans favoriser la nature de l'un sur l'autre. Dans le cadre de la gestion de crise, elle est aussi pensée pour intervenir au-delà du jeu des acteurs de l'UE en incluant d'autres composantes et forces en présence (populations sur le terrain, autorités

665 http://ec.europa.eu/dgs/fpi/what-we-do/instrument_contributing_to_stability_and_peace_fr.htm.

666 Voir les différents rapports de l'European Union Institute for Security Studies (EUISS) sur le sujet. Site à consulter : <https://www.iss.europa.eu/>.

667 Nous ne reviendrons pas sur les missions EUTM et EUCAP Mali qui ont été instaurées après l'intervention française au Mali (2013), bornage temporel de notre recherche.

locales). L'Union européenne, de par sa nature, travaille également en collaboration avec les autres acteurs internationaux présents sur le terrain (ONU dans ces différentes composantes, UA, etc.). Cette logique s'inscrit également dans son approche globale, notamment dans la perspective de coopération civilo-militaire.

« L'Union européenne associe la composante militaire et la composante civile de gestion de crises avec la possibilité d'interventions militaires de gestion de crises depuis le Conseil européen de Cologne en 1999, et la possibilité de missions civiles de gestion de crises (de police, de justice, d'administration civile et de protection civile) adoptées au Conseil de Feira en 2000. En outre, c'est un lieu d'échanges existant entre États, mais aussi avec les ONG comme par exemple à travers l'action de l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (DG ECHO) et avec d'autres organisations internationales positionnées sur ce sujet (Onu, Otan)⁶⁶⁸ ». Alors qu'il y a débat sur le moment exact où l'approche intégrée (globale et intégrée sont interchangeable) a été mise en place au sein de l'UE, les chercheurs sont unanimes sur le fait qu'il n'y a pas officiellement et universellement de définition du concept, et qu'il dépend essentiellement du positionnement et de la nature de l'acteur qui l'emploie. Cependant il y aurait, selon C. Wendling, un consensus sur le sens à donner au concept d'un point de vue européen⁶⁶⁹ : « L'approche globale implique la poursuite d'une méthodologie visant à mettre en place des principes partagés et des processus collaboratifs qui augmentent la perspective de résultats favorables et persistants sur le long terme dans les domaines de la politique, de la diplomatie, de la sécurité, de l'économie, du développement, de la justice et des droits de l'homme, et ce, dans la poursuite d'objectifs communs au sein et au-delà de l'UE ». Elle s'articule, cette approche, autour de trois éléments phares que l'on nomme les 3D (Défense, Développement et Diplomatie) et peut-être retrouvée dans plusieurs secteurs d'intervention de l'Union.

➤ *PSPSDN : un projet phare, un échec cuisant*

Enfin, l'échec le plus criant de la coopération de l'UE au Sahel est le PSPSDN, initié, fin des années 2000 au Mali. Le Programme Spécial pour la Paix, la Sécurité et le Développement dans le nord du Mali est une initiative phare de l'Union européenne. Avec 49 millions d'euros, le PSPSDN est à l'époque un projet majeur qui articule des ambitions de sécurité et

668 Wendling, op cit. page 33.

669 Traduit de l'anglais. Wendling page 34.

de développement pour les régions du septentrion malien. « *Certainement, notre première erreur était d'initier le projet par la construction de casernes militaires* », nous raconte un ancien haut fonctionnaire à Bruxelles. « La construction de casernes au Nord a suscité la méfiance, voire la défiance des populations de la région ». L'Histoire des relations entre l'armée et le nord du Mali est entachée de violences et de vengeances qui engendrent de grandes frustrations de la part de certaines communautés qui, malgré une volonté ferme d'aspirer à la sécurité, ont bien du mal à imaginer toute forme de cohabitation pacifique avec les FAMA. D'emblée, le PSPSDN touche à un problème central du Mali. Le deuxième point qui ressort systématiquement des analyses faites concernant la présence des symboles de l'Etat central au Nord-Mali est la problématique des trafics. Le contrôle de trafics par certains acteurs a pour conséquence un refus catégorique de voir l'armée venir empiéter sur leurs activités.

➤ *L'aide au développement, un problème idéologique ?*

En matière d'aide au développement, en Afrique francophone, le problème est idéologique. Serge Michailof explique sa vision sur le sujet qui révèle plusieurs aspects importants. 1) l'argent n'est pas le problème, elle circule et de manière abondante. 2) Beaucoup d'agences ne sont pas efficaces. 3) L'espace francophone ne semble pas être une priorité pour une partie d'entre-elles. 4) l'expertise n'est pas toujours là où on l'attend pour gérer de manière cohérente et efficiente l'aide au développement : « *On remet de l'argent à des organisations multilatérales. En 2018, on aura donné 850 millions d'euros à l'Union européenne, on donne 350 à 400 millions à la Banque mondiale, on donne à la Banque africaine de développement, plus 50 millions dans des fonds des Nations unies qui ne servent à rien. Ce sont des institutions bourrées de fric ! Et ces agences ne sont pas gérées comme des institutions fondées sur le mérite, mais sur la nationalité. On construit l'inefficacité. La Banque mondiale est gérée à l'américaine et le Sahel francophone, quand j'y étais, ne les intéressait pas. J'étais conseiller principal du vice-président Afrique pendant 2 ans, il ne parlait pas français. Ils n'ont pas d'expertise en interne. Il y a des gens compétents pour faire un barrage, un chemin de fer, des routes, un programme macro-financier d'ajustement structurel. Mais le Sahel, c'est du régalien (dont ils n'ont pas le droit de s'occuper) et de l'institutionnel,*

*construit sur le modèle français. Or, un Pakistanais ou un Brésilien, sans aucune idée de l'historique, va reconstituer des institutions comme chez lui*⁶⁷⁰ ».

c. Aux origines conceptuelles de l'approche globale : le « Security-Development nexus »

Le concept d'approche globale et la problématique du lien (« nexus ») sécurité-développement sont au coeur des débats politico-stratégiques en lien avec le Sahel. Si le sujet n'est pas nouveau en Afrique⁶⁷¹, d'aucuns s'accordent pour dire que le sujet est né suite à l'intervention en Afghanistan (octobre 2001) à travers le leitmotiv « *gagner les coeurs et les esprits* ». Revenons un court instant sur l'état de l'art qui alimente notre réflexion au niveau de l'espace sahélo-saharien.

Le « *nexus* » sécurité-développement est avant tout une construction discursive (Stern, Ojendall, 2010), dans la continuité des débats sur l'évolution du concept de sécurité (perspectives humaines de la sécurité). Il met en évidence les disjonctions entre sécurité intérieure et sécurité extérieure et la nécessité de penser le lien entre les deux : « *internal/external security nexus* ». Le lien sécurité/développement se caractérise par : le rapport entre les enjeux à court-terme et ceux à long terme, les impératifs de sécurité et ceux du développement, et de l'urgence humanitaire en période de crise ou de haute fragilité. Le lien sécurité/développement se caractérise également par le continuum sécurité-défense et les relations civilo-militaires. Plus largement, les approches globales sont-elles une tentative de « désécuritisation » des débats en relations internationales et science politique.

La littérature sur l'articulation entre sécurité et développement met en avant les risques de militarisation du développement ou encore de la « *sécuritisation* » (en anglais « *securitization* ») du développement⁶⁷². L'un des défis de l'articulation entre sécurité et développement est la collaboration entre deux puissants secteurs : « *Two powerful sectors in which actors did not really want to cooperate in the past*⁶⁷³ » ; Autrement dit, la complexe articulation imbrication des secteurs de la sécurité et du développement. Sur le plan

670 <http://www.tamoudre.org/geostrategie/serge-michailof-sahel-train-de-decrocher/>, Serge Michailof, « Le Sahel est en train de décrocher », 30 novembre 2017.

671 Voir les cinq temporalités Chitiyo, p 24-25.

672 Conférence, Washington DC, Etats-Unis, Africa Centre for Strategic Studies (ACSS), Mai 2017.

673 Ibid.

stratégique, l'approche globale, tout comme le lien sécurité-développement, sont au cœur des stratégies et des discours qui prônent des actions transverses et plurisectorielles. Sur le plan programmatique et opérationnel, sa matérialisation est plus difficile. « *Malgré les discours sur les enjeux liés à l'articulation sécurité-développement, les bailleurs internationaux ne veulent pas s'occuper de ses problèmes considérés comme trop compliqués ou trop sensibles*⁶⁷⁴ ». Malgré un discours initialement européen, dans le cadre de la problématique sahéenne, d'autres acteurs (Etats-Unis) ont développé des approches et programmes de coopération civilo-militaire se rapprochant de l'idée du « *nexus* ». Le rôle de l'USAID est un exemple concret d'une approche qui vise à mettre le développement au service de la sécurité. En France, par exemple, l'Agence française de développement ou des opérateurs comme CIVIPOL, s'en rapprochent (timidement) depuis quelques années⁶⁷⁵.

➤ *Contexte de la mise en œuvre de l'approche globale*

Pour Manuel Lopez Blanco⁶⁷⁶, mémoire institutionnelle d'un projet dont il était l'un des principaux initiateurs, la stratégie sécurité et développement de l'Union européenne pour le Sahel est « *l'ancêtre des approches globales*⁶⁷⁷ ». Ladite stratégie « *plante sur le terrain la relation, à la fois antagoniste et complémentaire, entre « sécurité » et « développement »*⁶⁷⁸ ». « *La sécurité était une condition nécessaire (pas suffisante) au développement, et celui-ci une condition facilitant la sécurité. Il fallait produire ces deux variables simultanément si on voulait, par la mise en place d'un cercle vertueux, la stabilité et la paix*⁶⁷⁹ », afin d'éviter un cercle vicieux d'instabilité dans l'ensemble de la région sahélo-saharienne. Pour M. Kaldor, une composante clé des approches de sécurité et de développement est l'engagement de la société civile, acteur central du monde post Guerre froide. Pour le conseil de l'UE, *L'approche globale est à la fois une méthode de travail et un ensemble de mesures concrètes visant à améliorer la capacité collective de l'Union européenne à développer, coordonner et délivrer des politiques plus cohérentes et plus efficaces, des pratiques, des*

674 Serge Michailof, « Les rendez-vous de la réflexion stratégique », 11 avril 2018, CSFRS, Paris.

675 Afin d'évaluer la capacité de l'AFD et de CIVIPOL à mettre en œuvre des projets illustratifs de l'approche globale, il serait opportun d'analyser leurs actions sur le terrain qui prennent forme à partir de 2014, 2015, ce qui constitue une période hors champ dans le cadre de notre recherche.

676 Directeur Afrique de l'Ouest et Central au SEAE entre 2011 et 2013. Il était l'un des protagonistes de la réflexion menée depuis 2007-2008 sur la mise en place de la stratégie de sécurité et développement de l'UE pour le Sahel.

677 Entretien avec Manuel Lopez Blanco, hiver 2017-2018.

678 Ibid.

679 Ibid.

*actions et des résultats, en se fondant sur une vision stratégique et sur un éventail d'instruments existants*⁶⁸⁰ ».

L'approche globale est une idée, un concept, des grandes puissances étatiques et des institutions internationales. Au Sahel, il n'y a pas moins de 17 stratégies qui prônent peu ou prou les mêmes méthodes et dispositifs : une approche inclusive, multisectorielle, associant politiques de développement et sécurité. L'approche est censée incarner une stratégie en phase avec des prérogatives spatiales et temporelles multiples. Elle noue les impératifs de court, moyen et long-terme, en matière de développement et de sécurité. D'un point conceptuel et théorique, elle associe sécurité humaine et sécurité étatique. L'approche globale est une approche inclusive multi-niveaux et multi-acteurs. Elle met en exergue la nécessaire imbrication des outils de la diplomatie, du développement et de la défense. Certains considèrent que l'approche globale est une réponse au dédale dans lequel la communauté internationale s'est engouffrée en matière de gestion de crise et de prévention des conflits : « *The international community did not know how to update its crisis management and conflict resolution tools in Africa, toward fragile states in Africa*⁶⁸¹ ».

En revanche, l'approche globale ne dit pas dans quelle mesure elle permet d'articuler la coopération avec d'autres acteurs internationaux dont les avantages comparatifs permettent de réaliser une véritable articulation entre politiques de sécurité et développement (exemple entre la coopération au développement fournie par l'Union européenne et le savoir-faire militaire et sécuritaire des Etats-Unis). L'approche globale ne dit pas non plus comment permet-elle d'interagir avec les différentes stratégies nationales des pays au sein desquelles elle est active. Mieux encore, contribue-t-elle à faire converger les stratégies nationales des différents Etats concernés ? L'approche globale renforce l'idée que des solutions hybrides doivent être trouvées pour répondre à des défis essentiellement mal compris. Le nouveau paradigme ne semble pas encore réellement intégré et opérationnel (EUISS, 2017, Tardy).

Pour François Gaulme, la problématique sécurité/développement implique « *le travail en commun ou du moins en synergie de praticiens des «3D» (diplomatie, défense,*

680 Conclusions, Conseil de l'Union européenne, mai 2014.

681 Conférence, Washington DC, Etats-Unis, Africa Centre for Strategic Studies (ACSS), Mai 2017.

développement)⁶⁸² (...) ». Au Sahel, l'approche globale est partout. Dans les discours, dans les ateliers, moins dans la pratique. Gaulme parle d'échec. Nous relevons, néanmoins, un certain nombre d'avancées sur le sujet. Elle peine à se matérialiser car elle fait appel à une nouvelle façon de penser la stratégie et la coopération internationale qui ne peut être une « success story » après quelques années seulement de réflexion. L'enjeu phare de l'approche globale, et donc sa difficile mise en œuvre, réside dans sa capacité à devenir un outil de prévention et non plus uniquement de réaction.

Notre réflexion sur l'approche globale et sa matérialisation au Sahel est-elle stimulée par plusieurs questionnements dont le suivant : Est-elle conçue pour répondre à la complexité de la situation sur le terrain ? Dans quelle mesure prend-elle en compte, à la fois les dimensions structurelles caractérisant la région et ses aspects conjoncturels ? L'Union européenne est-elle outillée pour inscrire dans la continuité des approches politiques, de développement et sécuritaires ? Les acteurs internationaux font-ils preuve de légitimité et de neutralité pour opérationnaliser ledit concept ?

d. La stratégie sécurité-développement de l'UE au Sahel

Les différentes initiatives et stratégies de l'Union européenne en matière de sécurité (stratégie de sécurité de 2003, stratégie de sécurité intérieure de 2010, la stratégie de contre-terrorisme en 2005, la création d'un coordinateur de l'antiterrorisme au sein de l'Union européenne, le mandat d'arrêt européen en 2004) sont autant d'indicateurs de l'implication (prise de conscience?) et la mobilisation de Bruxelles sur les questions de sécurité. La problématique sahélienne, et les attentats du 11 septembre 2001 auparavant, ont stimulé d'importantes réflexions au sein de l'Union européenne et de ses Etats membres. La mobilisation de l'Europe s'illustre à travers la volonté de dépasser le modèle stato-centré des approches de la sécurité, au profit de nouvelles perspectives centrées sur une définition humaine de la sécurité et de la stabilité, en Afrique et au Sahel⁶⁸³.

682 François Gaulme, « Sécurité et développement au Mali : leçons et promesses d'une approche globale », 14^{ème} Forum de Bamako, 2014.

683 Marlies Glasius & Mary Kaldor, 2006, "A Human Security Doctrine for Europe: Project, Principles, Practicalities". London: Routledge.

Le traité de Lisbonne, avec la création du Service Européen d'Action Extérieure (SEAE), et d'organes comme la CMPD (« *Crisis Management Planning Directorate* ») a dynamisé la mise en oeuvre de l'approche globale de l'Union européenne, en articulant des unités de travail à la fois civile et militaire. « *Le CMCO semble être une des matérialisations les plus visibles de la volonté de développer une approche globale au sein des institutions européennes* » (Wendling, ibid.). Les approches globales ont été mise en oeuvre après plusieurs années de réflexion, de discussions entre acteurs européens et sahéliens pour assurer la stabilité politique, économique, sécuritaire de l'espace sahélo-saharien. Les réflexions sur l'approche globale ont été initiées sous la présidence française de l'Union européenne (2008). Des missions sont effectuées dans les pays maghrébins et sahéliens pour définir un cadre de travail et d'intérêts partagés. « *L'Union européenne voulait bâtir sa stratégie sécurité-développement sur les stratégies nationales des Etats de la sous-région*⁶⁸⁴ ».

➤ *Ce qu'il faut retenir de la stratégie sécurité-développement...*

La stratégie pour la sécurité et le développement au Sahel, publiée en septembre 2011, est le fruit d'une mobilisation intersectorielle (ou inter-agences) à Bruxelles (bureau de la Haute Représentante, Commission, SEAE). Elle a pour pierre angulaire l'interdépendance entre la sécurité et le développement : « *La sécurité et le développement sont indissociables* » (introduction). L'Union européenne, fidèle à ses principes et champs de compétence, fait du développement économique et de la réduction de la pauvreté une priorité. L'Europe souhaite, à travers cette nouvelle stratégie, accompagner le renforcement de la collaboration régionale, qu'elle considère comme trop faible (ibid.). Elle promet également une coopération et un renforcement des capacités en matière de sécurité et de développement. Enfin, l'Union européenne met les populations (donc l'Humain) au coeur de ses priorités. Elle lie également le destin et les intérêts des citoyens européens à la stabilité du Sahel : « *l'objectif commun étant de renforcer la sécurité et le développement, ce qui renforcerait aussi la sécurité de l'UE* » (ibid. p 2).

La stratégie régionale de l'UE se décline en quatre piliers, appelés aussi domaines d'actions prioritaires, correspondant aux différents défis préalablement identifiés : Développement, gouvernance, gestion des conflits internes, Diplomatie et politique, sécurité et Etat de droit, et

684 Entretien, Niamey, primature, décembre 2015.

enfin, prévention et lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation. L'évaluation des objectifs et des résultats s'échelonne sur différentes temporalités (trois ans, cinq ans, dix ans). L'Europe appelle à une action cohérente et systématique de la part de la communauté internationale pour venir en aide aux Etats sahéliens. Ce soutien doit s'effectuer, selon Bruxelles, à travers une action associant les aspects politiques, de sécurité et de développement, aujourd'hui considérée comme insuffisante (ibid. p 3). Il est intéressant de noter qu'en matière de radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent le cas mauritanien est explicitement cité dans la stratégie : « *La situation en Mauritanie est particulièrement préoccupante concernant les risques de radicalisation et de recrutement des jeunes par AQMI* » (ibid. p 3). Le document évoque les intérêts mutuels dans l'amélioration de la sécurité et du développement ainsi que la nécessité « *de garantir et de renforcer la cohérence et la complémentarité entre les aspects internes et externes de la sécurité de l'UE* » (Ibid. p 4). L'UE insiste à plusieurs reprises sur la nécessité d'articuler coopération régionale et accompagnement de stratégies nationales⁶⁸⁵ en Mauritanie, au Mali⁶⁸⁶ et au Niger (les trois pays ciblés par la stratégie - stratégie qui sera dès 2014 élargie au Burkina Faso et au Tchad). Le document fait également mention des différentes institutions multilatérales africaines (Union Africaine⁶⁸⁷ et CEDEAO en priorité) avec lesquelles il est nécessaire de se coordonner, ainsi qu'avec l'ensemble des partenaires internationaux présents au Sahel. L'Union européenne entend contribuer, à travers son action extérieure, à promouvoir la stratégie globale de lutte contre le terrorisme des Nations-Unies (ibid. p 7). Sur le plan sécuritaire, l'UE identifie (depuis 2003) les différents trafics comme une priorité, en sus de la problématique du terrorisme et de l'extrémisme violent. Sur le plan financier, la stratégie de sécurité et de développement pour le Sahel est appuyé par le 10ème FED (Fond Européen de Développement), dont l'enveloppe s'élève à 650 millions d'euros (auxquels une enveloppe supplémentaire de 150 millions a été accordée pour les trois pays prioritaires - Mauritanie, Mali, Niger). D'autres outils et financements viennent appuyer la stratégie, notamment les enveloppes des Etats membres de l'UE, en bilatéral.

685 L'Algérie, le Maghreb et le Burkina Faso sont également cités dans le document, sans pour autant que ces pays donnent l'impression d'être une priorité de la stratégie de Bruxelles.

686 Le document de stratégie mentionne explicitement le programme spécial pour la paix, la sécurité et le développement dans le nord du Mali - PSPSDN.

687 L'Union Africaine est considérée comme un partenaire privilégié de l'UE dans la mise en œuvre de la stratégie Sahel.

➤ *Le souci de la méthode* : plaider en faveur d'une approche socio-anthropologique

Afin de penser l'articulation politique, institutionnelle et bureaucratique des approches globales ainsi que la mise en synergie des acteurs et des temporalités, il est essentiel d'analyser les différentes phases que sont la conceptualisation des politiques, les discours (narrations) et la mise en pratique. Mobiliser la littérature socio-anthropologique sur les politiques d'aide au développement (de Sardan, Lavigne Delville, etc.) a pour objectif de mieux comprendre la complexité des réalités multi-acteurs en question. Notre démarche nous permet de problématiser l'approche globale de l'UE, à l'aune de réflexions scientifiques qui privilégient l'empirisme et les aspects socio-culturels ; une dimension trop souvent laissée de côté par rapport aux aspects politiques et économiques de l'aide au développement et de la « *dépendance* »⁶⁸⁸. Pour de Sardan et Lavigne Delville, qui ont consacré une partie considérable de leurs recherches à étudier l'aide au développement, on systématise un rapport de force et de soumission du développé par rapport au développeur. La réalité est plus complexe et moins déterminante pour les acteurs sahéliens, qu'ils représentent l'Etat, les collectivités locales ou encore la société civile. Les systèmes relationnels dont il est question sont intériorisés. Ils font l'objet de réappropriation dans un champ qui devient malsain mais semble, dans la majorité des cas, satisfaire les deux côtés de la barre. Pour de Sardan, il ne faut pas négliger les aspects socio-culturels qui amènent à la « *perte du sens de l'initiative, adoption de la rhétorique des partenaires et pratiques du double langage, attitudes de « bons élèves », comportements rentiers, passivité, absence de soutien aux innovations locales, primat aux procédures standardisées aux dépens des contextes, faible recours à l'expertise nationale...* » (Ibid.). De Sardan appelle à une sortie de la dépendance pour donner un sens plus positif à la démocratie.

La méthode consiste également à analyser le rapport entre objectifs politiques et les moyens mis à disposition pour réaliser ces objectifs (Lavigne Delville, 2015). Notre travail vise à évaluer la cohérence (et les contradictions) des choix pris pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent au Sahel. Pour ce faire, il est de rigueur de regarder et saisir ces processus décisionnels dans leur ensemble. Concernant l'analyse de l'action menée au Sahel,

688 Jean-Pierre Olivier de Sardan, « Les quatre prisons du pouvoir », Marianne, <https://www.marianne.net/debattons/tribunes/niger-les-quatre-prisons-du-pouvoir>, consulté le 8 janvier 2017.

par l'UE et les Etats-Unis, et afin d'éviter les contraintes de « *l'Histoire immédiate*⁶⁸⁹ », nous travaillons sur une période préalablement définie.

➤ *L'approche globale est fragmentée entre plusieurs niveaux de réflexion, décision et implémentation*

L'Union européenne doit être comprise dans sa complexité en tant qu'entité, au-delà du cadre de ces procédures de décisions et trajectoires. Un effort doit être consenti pour analyser les liens entre la formulation de politiques (prise de décision) et les acteurs chargés de la mise en œuvre. Il s'agit, en fin de compte, de saisir dans son ensemble l'identité d'un acteur. Si l'acteur analysé est institution multilatérale et non un Etat⁶⁹⁰, les concepts de Michael Mann, repris par Mohamed Hachemaoui⁶⁹¹, permettent de mieux comprendre « *le besoin heuristique* » de distinguer ces différentes phases⁶⁹². Ce besoin est d'autant plus grand qu'il permet de comprendre d'un côté le comportement des élites (prises de décisions) et de l'autre, « *la capacité institutionnelle (...) à pénétrer la société et à déployer la logistique nécessaire à la réalisation des objectifs politiques sur le terrain*⁶⁹³ ». Selon l'auteur, « *le « pouvoir infrastructurel » renvoie, dans cette perspective weberienne, à la capacité de l'administration, qu'elle soit professionnelle ou non, à pénétrer les territoires que l'État prétend gouverner, à contrôler et à réguler les relations sociales*⁶⁹⁴ ».

689 Pour Philippe Lavigne Delville, travailler sur l'Histoire immédiate comporte des inconvénients, d'un point de vue socio-anthropologique. En cause, la difficulté de suivre des situations en temps réel, la dépendance vis-à-vis de l'accès à certains matériaux (écrits, rapports) et l'impact du turnover dans les institutions étudiées, à savoir le changement de personnels.

690 Alors que l'outil conceptuel décrit ici tend à analyser la question du « *pouvoir d'Etat* » en situation autoritaire ou démocratique, l'impact de la coopération de l'Union européenne en Afrique de l'Ouest et au Sahel, notamment en termes d'appui budgétaire et de coopération au développement, s'apparente à une politique d'Etat, car elle se substitue souvent au rôle que devrait jouer l'Etat local. La définition et l'analyse de ce « *pouvoir infrastructurel* » permet de mieux saisir l'importance de la présence d'un acteur institutionnel, initialement extérieur à un champ d'études. En plus du poids de cet acteur, notre recherche s'attèle à déterminer le niveau de cohérence des actions menées par l'Union. En décortiquant de manière séquentielle l'établissement de sa politique au Sahel et en Afrique de l'Ouest, il nous est plus aisé de comprendre les jeux d'acteurs, les rivalités, les systèmes d'appropriation qui caractérisent une relation entre le « *développeur* » et le « *développé* », pour reprendre l'expression de Lavigne Delville (2015).

691 Mohamed Hachemaoui, « *Changement institutionnel vs durabilité autoritaire. La trajectoire algérienne en perspective comparée* », *Cahiers d'études africaines* 2015/4 (N° 220), p. 649-686.

692 Hachemaoui, *ibid.* page 651.

693 *Ibid.* page 652.

694 *Ibid.* page 652.

➤ *Sécurité-développement dans la lutte contre le terrorisme*

Les approches globales naissent et se développent dans un contexte de conflictualité et de fragilité croissant ; contexte caractérisé par la montée du terrorisme islamiste et de l'extrémisme violent au Sahel. Les approches globales interrogent sur la fécondité des politiques sécuritaires historiquement dominantes dans la lutte contre le terrorisme international. En la matière, les Etats peuvent-ils, à travers les approches globales, dépasser les approches violentes et armées pour lutter contre les menaces à la sécurité ? Les approches globales permettent-elles d'envisager le développement d'un nouveau paradigme de la sécurité au Sahel ? Nous partons de l'hypothèse que les approches globales ont vocation à dépasser la « *gouvernementalité* » de l'inquiétude⁶⁹⁵ issue du modèle de la guerre globale contre la terreur, en articulant différentes échelles de gouvernance et des temporalités multiples. Egalement, les stratégies sécurité-développement au Sahel doivent être conçues à l'aune des réalités des mobilisations armées et violentes sahéniennes - contexte fondamentalement différent et éloigné des réalités du terrorisme en Irak et en Afghanistan. La nature changeante et volatile du terrorisme international rappelle que les initiatives politiques (développement, sécurité) doivent être conçues en lien avec le contexte dans lequel elles vont être appliquées (Ginder et Briscoe, 2013).

Enfin, comme évoqué dans l'étude de cas sur les Etats-Unis au Sahel (voir supra), la littérature sur le nexus sécurité-développement interroge sur la capacité de différents acteurs à développer une approche holistique entre acteurs (avantages comparatifs) et non plus seulement un nexus au sein d'une stratégie unilatérale. Les approches globales peuvent-elles, in fine, impulser une nouvelle forme de multilatéralisme de la gestion de crises au Sahel ? Une interdépendance dynamique et opérationnelle des acteurs au service du lien sécurité-développement est-elle envisageable ? Pour Jean-Yves le Drian, alors ministre de la Défense française, les différences entre les Etats-Unis et la France, tendaient vers une certaine forme de complémentarité (Blog, ligne de défense, vu le 8 juillet 2015).

695 Didier Bigo, 1998, « Sécurité et immigration vers une gouvernementalité par l'inquiétude ? », Cultures & Conflicts, n°31-32, automne-hiver, p. 13-38.

- e. Redéfinition des notions de crise pour éviter les systèmes de rente et les manipulations.

➤ *Le Sahel est-il en crise ?*

A la lumière de l'évolution l'instabilité des Etats de la région du Sahel, il paraît opportun de s'interroger sur la nécessité de déconstruire la notion de crise telle qu'usité dans la définition de la situation sahélienne. Associer la notion de crise à la situation sahélienne semble contestable dans la mesure où les différentes manifestations de l'insécurité sont davantage le fruit de vecteurs structurels que conjoncturels. La définition de la crise au Sahel, tout comme la conception de l'ordre et du désordre, tendent à biaiser la compréhension des réalités locales et en conséquence atténuer le résultat des politiques mis en œuvre sur le terrain. En d'autres termes, l'échec des politiques actuelles appelle à penser dans un champ intégré les approches globales et la gestion des crises (préalablement redéfinies). En somme, comment dépasser la notion de gestion de crise ou des conflits à travers l'approche globale, pour répondre aux menaces ? Et ainsi redéfinir le rôle des acteurs de l'ordre⁶⁹⁶ ? Cette hypothétique redéfinition de l'action des acteurs institutionnels peut-elle favoriser le renforcement des capacités et du rôle des acteurs nationaux et multilatéraux africains ?

La notion de crise et les représentations du désordre qu'elle induit au Sahel est particulièrement intéressante pour évaluer l'impact et la cohérence des stratégies de sécurité et de développement mises en œuvre dans la région. Depuis des décennies (bien avant le 11 septembre 2001), le Sahel est considéré comme un espace géographique et politique fragile, en proie aux crises. Néanmoins, la définition et la nature d'une crise semble peu correspondre aux réalités observées au Sahel : *« Pour autant, si l'on admet d'une part le fait que pour qu'il y ait crise, il faut un accroissement brusque et intense des désordres, des incertitudes, des perturbations, des blocages et des dysfonctionnements, en somme un «dérèglement organisationnel » entraînant une rupture d'équilibre, et d'autre part le fait que le Sahel désigne depuis une quarantaine d'années un espace structurellement caractérisé par ce type de phénomènes, en quoi l'Afrique sahélienne serait-elle aujourd'hui particulièrement en crise »* (Bonnecase, Brechet, ibid.).

696 Bach et Sindjun, op. cit.

L'exagération (instrumentalisation) de la définition de la crise peut également provenir d'une volonté de la part de l'État récipiendaire afin de s'octroyer, voire détourner, des moyens financiers et matériels avec pour objectif principal de préserver sa propre sécurité ou intérêts. Comme le précise Cédric Jourde, une mauvaise compréhension des sources de l'insécurité (au Sahel), notamment dans l'enchevêtrement qu'il existe entre les enjeux et les intérêts locaux, nationaux et régionaux, rend les partenaires internationaux vulnérables aux manipulations (Jourde, 2011, ACSS). Comprendre les réalités et les dynamiques locales permet de mieux saisir le fonctionnement du système politique au niveau national (notamment quand l'arène politique locale contribue à annihiler la distinction entre acteurs étatiques et acteurs non-étatique). Cette configuration, qualifiée de situation de crises ou de désordre, crée, de fait, des opportunités (systèmes de rente) politiques et stratégiques, à l'insu des partenaires internationaux.

Le défi pour les approches globales, en particulier la stratégie de l'Union européenne, est la prise en compte des risques liés à une mauvaise appréhension des réalités dans lesquelles s'établissent les liens de coopération entre Etats et partenaires. Car c'est à travers une définition fallacieuse de la crise et des menaces que se développent des systèmes d'auto-légitimation (Pigné, Vigneron, 2018) et de rentes politiques. Ces liens d'interdépendance sont souvent mal compris, ou sous-estimés. Ces dynamiques peuvent créer des cercles vicieux qui impactent le traitement des menaces à la sécurité.

➤ *Interactions et interdépendances : vers des processus d'auto-légitimation ?*

La forte mobilisation (narration politique, manne financière) liée aux approches globales et aux stratégies proposées par les acteurs extérieurs ne doit pas occulter les processus d'auto-légitimation à l'oeuvre entre les Etats et les partenaires internationaux⁶⁹⁷.

Les systèmes d'interdépendance et de rentes évoqués peuvent être contre-productifs et favoriser le développement de l'insécurité (approches coercitives et systèmes de prédation des Etats vis à vis des opposants politiques et de la société civile). Le paradigme de la guerre contre la terreur, caractérisé par des récits anxiogènes et l'incertitude, crée les conditions

⁶⁹⁷ La réalité est moins manichéenne que l'expression peut le laisser paraître. Les systèmes d'auto-légitimation évoqués favorisent généralement et en premier lieu les Etats et les partenaires internationaux (Etats ou institutions). Dans le domaine de la coopération, d'autres systèmes peuvent émerger à travers la société civile et/ou des acteurs privés.

favorables de systèmes de rentes politiques, magnifiés par l'instrumentalisation de menaces à la stabilité des Etats. Ces processus d'auto-légitimation concernent autant les Etats sahéliens que les partenaires internationaux. Car si le besoin de légitimer son action s'articule dans des contextes politiques, institutionnels et sécuritaires différents, la finalité recherchée est sensiblement la même. Nous sommes ici en présence « *d'appréciations négociées entre pouvoirs, experts et populations* » (Bonnecase, Brechet) prenant appui sur les discours et stratégies développées par les acteurs exogènes - vecteurs cognitifs qui deviennent *in fine* la norme sur le terrain et permettent aux agents locaux de s'approprier et de manipuler la représentation des menaces. Les stratégies politiques deviennent alors des stratégies de pouvoir pour les régimes en place (ibid.) qui s'alimentent des récits crisogènes développés sur le Sahel.

JP Olivier de Sardan, parlant du Niger⁶⁹⁸, pointe du doigt des « *régimes d'aide* » et de rente du développement et des effets pervers qu'elle produit. Pour lui, « *les institutions de développement implantent sans cesse chez nous de « nouveaux mécanismes » miracles standardisés, élaborés par des experts internationaux, non-adaptés aux contextes nigériens, de type « prêt à porter », alors qu'il nous faudrait sur « sur-mesure »*⁶⁹⁹ ». Mais puisqu'il faut être au moins deux pour se lancer la balle, de Sardan fustige les administrations et les régimes successifs qu'il considère trop peu soucieux de la mise en œuvre et surtout du succès de ces initiatives, pourvu que cela produise une manne financière (ibid.). La logique est, pour ceux qui sont à l'œuvre, la rente, ce qui s'avère être, au vu des réalités dans les pays concernés, antinomique avec toute logique de pérennité. Cette réalité « *malsaine et paralysante* » (ibid.) est valable dans le cadre de l'aide au développement tout comme en matière de coopération militaire et sécuritaire. Elle est malsaine et paralysante parce qu'elle ne permet pas une véritable autonomie, voire émancipation, de l'Afrique. Pour l'historien David Van Reybrouck, « *l'émancipation sans participation conduit à la frustration*⁷⁰⁰ ». Malgré les coopérations structurelles, fournies, entre autre, par la France, les Etats-Unis et quelques autres bailleurs tels que l'UE, la priorité est aujourd'hui à la lutte contre le terrorisme. C'est-à-dire, une vision à court et moyen terme (dans le meilleur des cas).

698 Cette réalité est, somme toute, relativement similaire dans les autres Etats du Sahel.

699 Jean-Pierre Olivier de Sardan, ibid.

700 David Van Reybrouck, « La Commission européenne est comme l'administration coloniale de jadis, elle méprise les peuples », *Le Monde*, Chronique, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/12/la-commission-europeenne-est-comme-l-administration-coloniale-de-jadis-elle-meprise-les-peuples_5241084_3212.html#WOKx1lhYeqr5F5pv.99, consulté le 13 janvier 2018.

Le Sahel est devenu, en quelques années, un enjeu stratégique international, augmentant de fait l'impact des récits et la complexité du traitement de la problématique sécuritaire. La communauté internationale, en particulier l'Union européenne à travers sa stratégie sécurité et développement, doit prendre en compte ses évolutions et les risques d'une surmédiation et manipulation de l'évaluation des menaces. L'un des principaux défis pour les approches globales est de dépasser les récits dominants dépeignant un Sahel en crise. Nous défendons l'idée que les approches globales, définies par le « *nexus* » sécurité-développement doivent rendre compte de ce « *qui se chuchote, loin des micros et des projecteurs, dans les rues des villes et des villages, autant que dans les couloirs des institutions* » (Ibid. p 7). Si la stabilité du Sahel est fonction de la sécurité des citoyens européens, alors le vieux continent a une responsabilité en matière de redéfinition des perspectives (humaines) de la sécurité et de gestion des crises et des conflits. Le concept d'approche globale, dans son acception la plus inclusive qu'il soit, prend-il véritablement en compte l'impact sur les phénomènes combattus ainsi que les conséquences politiques et institutionnelles ?

➤ *Approfondir l'analyse à travers une sociologie des élites et de la bureaucratie*

La complexe matrice de l'approche globale réside également dans la multiplicité⁷⁰¹ des profils des agents de mise en œuvre à Bruxelles et dans les délégations sur le terrain (un schéma complexe qui ne se soustrait pas aux logiques, intérêts, agendas des Etats-membres, par ailleurs). Pour des raisons de cohérence de notre démarche, nous ne traiterons pas notre objet sous l'angle de la sociologie des élites et des institutions⁷⁰², bien que la démarche permettrait de saisir les jeux de pouvoir, intérêts et potentielles contradictions entre les acteurs et les organisations qu'ils sont censés servir. A Bruxelles, comme à Washington, la lourdeur administrative et bureaucratique, la multiplicité des acteurs concernés par les approches globales, rendent parfois la mise en œuvre (et l'efficacité) des projets plus que contestable. Les différentes enquêtes menées auprès des administrations susmentionnées montre les conflits de leadership entre institutions et/ou agences. La matérialisation du « *nexus* » sécurité-développement dépend de la capacité des différents acteurs sollicités à construire et

701 Il serait intelligible d'analyser de plus près les mécanismes institutionnels pour la mise en œuvre et le suivi de l'approche globale au Sahel : SEAE (Service Européen d'Action Extérieure), la Commission (omniprésence de la Direction Générale pour le Développement et la Coopération, DEVCO), les délégations sur le terrain (DUE), les missions PSDC, etc.

702 Voir les travaux de Michel Crozier, en particulier son ouvrage « L'Acteur et le Système », 1977, rééd. Seuil, coll. « Points essais », 1992 « ds » ; Rot, Gwenaële, et Denis Segrestin. « La sociologie des organisations : cheminements et situation présente », *Entreprises et histoire*, vol. 84, no. 3, 2016, pp. 5-10.

penser un espace commun de réflexion et d'entente pour lutter contre les phénomènes d'insécurité et insuffler une dynamique positive de développement (gouvernance, croissance économique, etc.). Autrement dit, la réussite des approches globales dépend de la capacité des acteurs à développer un paradigme de l'action politique transverse et inclusif, prenant en compte l'ensemble des perspectives et enjeux de la sécurité et du développement de l'espace sahélo-saharien.

CHAPITRE VI : LES ETATS-UNIS AU SAHEL

I - Origines conceptuelles et doctrinales de la « *Global War On Terror* » - GWOT.

1. Etat de l'art : Notion de fragilité des Etats, faillite des Etats (« *failed states* »)

Les attentats du 11 septembre 2001 ont plongé les relations internationales dans un paradigme⁷⁰³, caractérisé par des discours et analyses polarisées, figées et peu enclins à prendre en compte les complexes réalités du monde et leurs évolutions. L'Afrique, loin d'être une priorité stratégique de Washington, a subi ce dictat épistémologique. Dans une approche unidimensionnelle de la sécurité, privilégiant les stratégies sécuritaires, Washington dépeint une partie de l'Afrique, la Corne⁷⁰⁴ dans un premier temps, puis le Sahel, comme des espaces de non-droit et des Etats fragiles, voire faillis. A rebours des réalités politiques, historiques, géographiques et socio-anthropologiques de la région et des résultats plus que contestés de la guerre globale contre la terreur⁷⁰⁵, le paradigme dominant demeure celui de la sécurité et de la coopération militaire dans la lutte contre le terrorisme. Cette partie a pour objectif de comprendre l'évolution de la stratégie américaine au Sahel, les représentations de la menace par Washington et l'impact sur la stabilité et la sécurité sur le terrain. Nous verrons à la fois comment Washington priorise le renforcement des capacités sécuritaires et militaires des Etats partenaires, sa focalisation sur la bonne gouvernance et la démocratie. Notre analyse démontre comment l'Amérique se projette, délimite sa stratégie au Sahel, entre rupture et continuité (Jérôme Pigné, 2013), à travers les différentes administrations au pouvoir, désigne ses ennemies et articule sa coopération civilo-militaire.

Il ressort de cette analyse l'idée principale suivante : l'Amérique, malgré un intérêt limité pour la région accroît progressivement sa présence et développe une stratégie d'emprunte légère (« *light footprint* »), en exerçant un leadership discret (« *leading from behind* »), articulée autour d'une vision classique de la sécurité (renforcement des capacités militaire et sécuritaire des Etats, approche stato-centrée de la sécurité). La militarisation comme

703 Ehteshami, A. (2007) '9/11 as a cause of paradigm shift?', Working Paper. Durham University, School of Government and International Affairs, Durham.

704 Andre Le Sage (Ed), « AFRICAN COUNTERTERRORISM COOPERATION. Assessing Regional and Subregional Initiatives », ACSS, NDU Press, 2007.

705 Michael Scheuer, « Imperial Hubris : Why the West Is Losing The War On Terror », Potomac Books, 2005, 352 p.

solution⁷⁰⁶ pour lutter contre le terrorisme semble rester le principal leitmotiv de Washington malgré une certaine capacité à développer des approches plurisectoriels (TSCTP, voir supra). Nous pensons également qu'un changement de paradigme au Sahel sera difficile à envisager sans le concours des Etats-Unis.

Nous reviendrons dans un premier temps sur les concepts qui alimentent le paradigme de la sécurité pour, dans un second temps, comprendre les liens de corrélation entre la guerre globale contre la terreur et la stratégie américaine au Sahel. A travers des approches et analyses monolithiques, binaires, parfois teintées d'une certaine forme de déterminisme et de culturalisme, Washington propose une vision biaisée et erronée de la problématique sécuritaire au Sahel. Nous nous interrogerons sur la fécondité de ces approches et les conséquences politico-stratégiques sur les Etats de la sous-région et leur stabilité. Les réalités géographiques, historiques et socio-anthropologiques sont-elles prises en compte dans les projets de coopération américains ? Peut-on parler, au Sahel, d'une approche globale américaine ?

a. « *Fragile and failed states theories* »

➤ *Origines du concept*

Les concepts liés à la faillite des Etats émergent au début des années 1990⁷⁰⁷ et deviennent un leitmotiv du gouvernement américain : « *Focusing on Fragile states was a leitmotiv from the US government in the 90s*⁷⁰⁸ ». Les Etats-Unis, à travers une « *communauté épistémique*⁷⁰⁹ », sont à l'origine de cette dynamique. Gerald Helman et Steven Ratner (Foreign Policy, 1992) sont à l'origine de cette démarche scientifique et académique. William Zartman vient renforcer la démarche avec le concept de « *collapsed states* ». La rhétorique est tournée vers les enjeux humanitaires, à l'époque de l'intervention en Somalie (1993). La CIA met en place un groupe d'experts, « *connue aujourd'hui sous le nom de « Political instability task*

706 Antonin Tisseron, « La lutte contre le terrorisme au Sahara : la militarisation comme solution », *Recherches Internationales*, n°97, octobre-décembre 2013, pp. 111 - 128 ; Concerned Africa Scholars « US Militarization of the Sahara-Sahel. Security, Space and Imperialism », *Bulletin* n°85 – Spring 2010.

707 Lire : Vincent Chapeaux, « Dominer par les idées. Étude de la notion de Failed State », «How to rule with ideas - Study of the Failed State Notion», these de doctorat, 2011; Chapeaux V., 2008, « Réussite, fragilité, faillite : les états de l'État dans les discours politiques et les discours « experts » », Association belge francophone de science politique, draft, 17p, ici p.9-14.

708 Conférence, Washington DC, Etats-Unis, Printemps 2017.

709 Chapeaux, *Ibid.*

force » ». Robert Rotberg crée en 2001 le *Failed State Index*⁷¹⁰ (publié par Foreign Policy).

La réflexion interagit entre le monde politique et la sphère académique et dépasse les perspectives uniquement américaines. Elle a dépassé les frontières et s'est invitée au niveau international⁷¹¹ (Europe, ONU). Certains auteurs, Morten Boas et Kathleen Jennings, interrogent la « *coïncidence entre le développement de cette approche et le lancement de la guerre globale contre le terrorisme, après le 11 septembre 2001*⁷¹² ». La notion de faillite des Etats ne permet-elle pas de justifier l'intervention militaire extérieure ? Anna Simons et David Tucker montrent que la majorité des terroristes considérés comme internationaux ne viennent pas de pays identifiés comme des Etats faillis⁷¹³ et que les commandos du 11 septembre 2001 ne sont pas des ressortissants d'Etats faillis non plus. Les Etats faillis ne génèrent pas nécessairement des terroristes internationaux pour deux raisons principales. Premièrement, les combattants agissant au sein des Etats dits faillis agissent pour des besoins et dans des logiques locales. Deuxièmement, les caractéristiques et les moyens développés localement ne permettent pas d'envisager de développer des capacités transnationales dans des pays plus développés⁷¹⁴.

La catégorisation des Etats en ensemble (Etats stables, fragiles, faillis, déliquescents) est tout aussi utile qu'elle est perfectible et souvent partielle. « *Le nombre d'État faibles, fragiles ou déliquescents est difficilement quantifiable et les évaluations diffèrent en fonction des indicateurs. Ainsi, le Fund for Peace publie tous les ans, avec la revue Foreign Policy, un index des États faillis dans le monde. Cet index évalue les États au regard de douze indicateurs : quatre indicateurs sociaux, deux, économiques, six, politiques et militaires. Or, la classification de ces États paraît parfois incohérente. Noam Chomsky montre ainsi que cette notion d'État failli est si vague que même les États-Unis peuvent être considérés comme un État failli. Un constat néanmoins s'impose, si les pays d'Afrique sub-saharienne sont surreprésentés, on retrouve ce type d'État dans toutes les régions du monde. Ainsi, dans l'édition de 2014, le Soudan du Sud (1ère) se classe aux côtés de l'Afghanistan (7ème), du Yémen (8ème), d'Haïti (9ème), et du Pakistan (10ème). Cette pratique de l'approche par*

710 Dans le Maryland, il existe une organisation qui s'appelle State Failure Task Force qui travaille sur la typologie des Etats dits faillis.

711 Lire à ce propos : Daviron B. et Giordano T., 2007, « États fragiles: à propos de la construction d'un consensus international », in Chataigner J.-M. et Magro H., *États et Sociétés fragiles*, Khartala, p.23-41.

712 Lettre de l'IRSEM, page 5.

713 Anna Simons, David Tucker, « The misleading problem of failed states: a 'socio-geography' of terrorism in the post-9/11 era ». *Third World quarterly* 28(2): 387-401. 2007.

714 Ibid. p 388.

*catégorisation des États connaît de nombreuses limites*⁷¹⁵ ». Cette catégorisation est un schéma de pensée ethno-centré fondé sur le modèle occidental de l'Etat et des prérogatives.

b. Définitions de la notion de faillite et de fragilité de l'Etat

➤ *L'Etat failli - « failed state »*

La notion d'Etat failli est née dans le contexte de la fin de la Guerre froide. Elle se réfère à la notion d'échec de la construction de l'Etat. « *Gerald Helman et Steven Ratner proposent de penser les relations internationales sur la base de la réussite des États. Selon eux, les relations internationales au lendemain de la guerre froide seront polarisées entre les « États réussis », d'une part et les Failed States (ou États faillis) de l'autre*⁷¹⁶ ». En 1995, William Zartman tente de définir la spécificité de « *l'Etat effondré* » (modèle de la Somalie). William Reno, de son côté, « *analysait la logique de militarisation du champ politique des Etats faibles*⁷¹⁷ ».

Après les attentats du 11 septembre le concept prend de l'ampleur et va progressivement s'imposer dans le langage des relations internationales. Beaucoup d'experts se sont interrogés sur le lien entre la faillite d'un Etat et le terrorisme⁷¹⁸, considérant qu'il est nécessaire de réduire la faillite des Etats, et les zones de non-droit concomitantes, pour réduire les risques de terrorisme⁷¹⁹. Le concept n'a pas seulement été appliqué pour l'Afghanistan et l'Irak. Il a permis d'alimenter les doctrines d'intervention de plusieurs acteurs (en particulier les Etats-Unis), dans d'autres régions du monde telle que l'Afrique, où les Etats fragiles « *génèrent des environnements politiques et sécuritaires qui intensifient l'effet multiplicateur des extrémistes*

715 Lettre de l'IRSEM, *ibid.*

716 Vincent Chapaux, « *Dominer par les idées. Etude de la notion de Failed State* », Thèse de doctorat, 2010-2011, Université Libre de Bruxelles, Faculté des sciences sociales et politiques, p 5.

717 Gaulme, *ibid.* p 20.

718 B. L. Coggins, "Does State Failure Cause Terrorism? An Empirical Analysis (1999-2008)", *Journal of Conflict Resolution*, vol.59, n°3, p. 455-483.

719 RAND Corporation, « *Ungoverned territories. Understanding and Reducing Terrorism Risks* », 2007.

*islamistes (...)*⁷²⁰». D'autres considèrent que le paradigme⁷²¹ de la faillite de l'Etat est un mythe⁷²².

La notion de « *failed state* » est un système de sens Etats-Unien, une vision banalisée et proprement américaine⁷²³, créé par une communauté épistémique américaine et diffusée au sein du gouvernement américain⁷²⁴, par des communautés d'experts, la presse et le monde académique. La notion de « *failed state* » offre une représentation biaisée de l'Etat et des systèmes de fragilité qu'on peut lui imputer. Elle permet de justifier l'intervention extérieure pour venir en aide aux Etats dits faillis. La faillite serait, dans cette dynamique, une construction politique et stratégique rationnelle ayant une finalité et des motivations⁷²⁵ géopolitiques (l'intervention, la préservation de ses intérêts). En d'autres termes, le concept est devenu, en particulier après le 11 septembre (bien qu'antécédent à cette période), un discours et un paradigme de la domination dans les relations internationales faisant l'objet tantôt d'acceptations, tantôt de résistances⁷²⁶. La notion de faillite implique, pour les Etats considérés comme fort et légitimes, de venir en aide aux plus faibles (peu légitimes ?) : « *La lutte contre l'extrémisme en Afrique ne peut donc réussir que de concert avec des Etats plus solides et légitimes*⁷²⁷ ».

La construction du concept n'alimente pas seulement le domaine de la théorie, dans un monde post bipolaire qui cherche à identifier de nouvelles pistes de réflexions et un nouveau modèle des relations internationales. Il revêt un caractère politique et stratégique permettant de justifier une position, une doctrine, une action politique d'un Etat. Le concept est utilisé pour des cas et temporalités différentes (Haïti, Somalie, Afghanistan, Irak, et plus récemment en Afrique). La notion d'Etat failli a pour objectif de définir les nouvelles menaces à la stabilité et à la sécurité du système international. Si elle n'a jamais fait l'unanimité elle a, néanmoins, mobilisé l'attention des Nations-Unies représentant, d'une manière ou d'une autre, le

720 Zachary Devlin-Foltz, « Les Etats fragiles de l'Afrique : vecteurs de l'extrémisme, exportateurs du terrorisme », *Bulletin de la sécurité africaine*, N°6 / août 2010.

721 Mohamed Omar Hashi (2015) "The Failed-State Paradigm and Implications for Politics and Practices of International Security", *Bildhaan: An International Journal of Somali Studies*: Vol. 14, Article 8.

722 A. Hahir, « The myth of the Failed State and the War on Terror: A Challenge to the Conventional Wisdom », *Journal of intervention and statebuilding*, vol. 1, n° 3, p.307-332, 2007.

723 Gaulme, *ibid.* p 21.

724 Vincent Chapaux, « Dominer par les idées. Etude de la notion de Failed State », Thèse de doctorat, 2010-2011, Université Libre de Bruxelles, Faculté des sciences sociales et politiques.

725 Vincent Chapaux, *ibid.* pp. 92 - 125.

726 Vincent Chapaux, *ibid.* pp. 131 - 136.

727 Zachary Devlin-Foltz, *ibid.*

« *consensus international*⁷²⁸ ». La notion de faillite polarise le monde en catégorie des bons et des mauvais élèves. Dans cette logique, les bons élèves, ceux qui ont « *réussi* » à développer un modèle étatique stable, se sentent animés d'une volonté de dominer les autres pour les « *aider* » à pallier leur incapacité à assurer le minimum vital pour la survie des Etats.

➤ *L'Etat fragile*

Dans un monde passé sans doute trop vite de la bipolarité à une multipolarité incertaine, les notions d'Etats faillis et d'Etats fragiles sont devenus des concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale⁷²⁹. Ces concepts ne sont pas de simples slogans ni des résurrections d'antiques lunes sur le déclin des institutions humaines⁷³⁰. La notion de fragilité associe à l'Etat la notion d'instabilité, de violence chronique, de crise humanitaire et de migration/déplacements à grande échelle. L'Etat fragile est caractérisé par une faible capacité⁷³¹ institutionnelle et un système politique scabreux et non pérenne.

Les définitions et les approches de la fragilité sont nombreuses. La notion de fragilité est plus largement adoptée en Europe où la notion d'Etats faillis est généralement rejetée⁷³². « *Malgré les ambigüités qui l'entourent, la notion d'État fragile a été adoptée en 2005 en tant que concept opérationnel par la plupart des organismes d'aide. Si les définitions de l'État fragile convergent sur un ensemble de critères spécifiques (institutions dysfonctionnelles, instabilité sociopolitique chronique, accès limité aux services sociaux), la fragilité revêt des dimensions variées et connexes (...)*⁷³³ ». La notion de fragilité est au cœur de la problématique de l'aide au développement et des développeurs qui doivent penser l'Etat et en l'occurrence l'Etat fragile. Pour l'OCDE, l'Etat fragile est un Etat « *dont les instances étatiques n'ont pas la capacité et/ou la volonté politique d'assumer les fonctions essentielles pour faire reculer la pauvreté et promouvoir le développement, ni d'assurer la sécurité de la population et le*

728 L'expression est certes un peu scabreuse car le système des Nations-Unies n'est pas source de légitimité pour tous les acteurs du système international. Il consacre néanmoins une forme de discours et récit officiel.

729 François Gaulme, « « États faillis », « États fragiles » : concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale », *Politique étrangère*, 2011/1 (Printemps), p. 17-29.

730 Gaulme, *ibid.* p 18.

731 Les capacités ne se résument pas à la dimension institutionnelle. Elles sont également immatérielles comme la capacité à mobiliser des ressources pour assurer sa légitimité et développer des consensus sociaux, par exemple. Dans le modèle westphalien de l'Etat, sa légitimité et sa crédibilité dépend également de sa capacité à faire usage de la force, dans une logique de soumission et coercitive.

732 Nous nous attarderons plus longuement sur la perception européenne de la fragilité dans une partie dédiée.

733 Thomas Poirier, « Education pour tous: l'aléa des Etats fragiles », Thèse de doctorat, Université de Bourgogne, Faculté des lettres et Sciences Humaines, 2012.

respect des droits de l'Homme » (OCDE : 2007). La notion de fragilité est plus administrative et plus neutre que celle de faillite⁷³⁴.

Les Etats fragiles posent d'importants défis à la communauté internationale qui tente d'intervenir dans des pays où les capacités institutionnelles sont limitées⁷³⁵. La communauté internationale privilégie le « *state-building* » de manière à assurer la structuration de ses échanges et des différentes formes de coopération. Sur le plan économique, les Etats fragiles dépendent généralement d'un ou deux secteurs d'activités et manquent de diversité économique. Ce manque de dynamisme économique empêche les Etats de fonctionner de manière pérenne les entreprises et la production nationale. La situation de dépendance vis-à-vis de l'aide des partenaires étrangers n'incite pas véritablement les autorités des Etats fragiles à prioriser des actions vis-à-vis de l'économie locale (soit en termes d'investissement, soit en termes de systèmes de taxes). C'est un cercle vicieux pour les Etats fragiles, dépendants de l'aide internationale, alors que cette même aide empêche les Etats à renforcer leur capacité à se développer et se structurer par eux-mêmes. En matière de développement et d'éducation, « *plus du tiers des enfants non scolarisés dans le monde vit actuellement dans des pays (essentiellement en Afrique subsaharienne) considérés comme fragiles*⁷³⁶ ». L'Afrique contemporaine est au cœur de l'illustration du concept de fragilité. « *Conformément aux leçons du passé, la décolonisation s'est accompagnée au xx^e siècle d'une désagrégation inévitable. L'Afrique subsaharienne a battu tous les records de coups d'État et de guerres civiles*⁷³⁷ ».

Sur le plan sécuritaire, la fragilité se résume à l'incapacité des Etats à faire respecter l'ordre et la justice sur leur territoire. Cette fragilité peut se manifester par la présence de groupes insurgés, des groupes terroristes, la multiplication de milices armées, etc. L'apparition de groupes armés sur le territoire national fragilise davantage le monopole de la violence légitime de l'Etat et sa souveraineté (dans le cas où les groupes armés s'opposent à l'autorité de l'Etat). L'incapacité de l'Etat à conserver le monopole de la violence peut avoir pour conséquence l'émergence d'alternatives sécuritaires que certains appellent des « *security*

734 Gaulme, *ibid.* p 19.

735 Odd-Helge Fjeldstad, Morten Bøås, Julie Brun Bjørkheim, Frida Margrethe Kvamme, « Building tax system in fragile states. Challenges, achievements and policy recommendations », CMI Report, N°3, March 2018.

736 Thomas Poirier, *ibid.*

737 François Gaulme, *ibid.* p 18.

*providers*⁷³⁸ » ou des ordres politiques hybrides⁷³⁹. Cette reconfiguration des forces en présence appelle à repenser la notion de sécurité et de souveraineté partagée⁷⁴⁰. La fragilité sur le plan de la sécurité peut par ailleurs avoir des effets pervers sur la définition et l'ampleur de la fragilité. Dans l'hypothèse où la fragilité d'un Etat peut avoir pour conséquence l'émergence d'une menace pesant au-delà des frontières nationales, les partenaires extérieurs (se sentant visés par cette menace) peuvent faire de la sécurité une priorité de la coopération en insistant, voire en exagérant, sur l'Etat de la menace. A l'inverse, l'Etat récipiendaire peut lui aussi retourner la situation à son avantage pour bénéficier de dividendes sécuritaires (que certains appellent « *rente diplomatique* » ou « *rente stratégique* ») et ainsi faire preuve d'un manque de volonté d'assumer ses fonctions essentielles telles que décrit par l'OCDE. Cette dérive peut avoir des conséquences sur les rapports de force et de puissance et fragiliser la notion de démocratie⁷⁴¹.

La notion de fragilité, tout comme la notion de faillite dépend largement d'une conception occidentale de l'Etat et de son institutionnalisation. Afin que la communauté internationale puisse venir en aide aux Etats fragiles, la compréhension des systèmes de fragilité dépend de la capacité des experts à analyser la situation dans une contextualisation locale ; approche qui ne semble pas être la règle mais plutôt une exception⁷⁴². Les notions de fragilité, de faillite, sont plus connotées politiquement qu'opératoire sur le plan sémantique et analytique. Les exemples de faillite et de déliquescence des Etats ne suffisent pas à rendre totalement féconde l'idée défendue. « *La définition du failed state demeura toujours plus ou moins implicite, même dans les réflexions universitaires*⁷⁴³ ».

738 B. Baker, « Nonstate Providers of Everyday Security in Fragile African States » in L. Andersen, B. Møller, F. Stepputat « Fragile states and insecure people?: violence, security, and statehood in the twenty-first century », Copenhagen, Danish Institute for International Studies, 2007.

739 R. Mallett, « Beyond failed states and ungoverned spaces: Hybrid political orders in the Post-conflict landscape ». eSharp Uniting nations: Risks and opportunities 15: 65 – 91. 2010.

740 Stephen D. Krasner, « Sharing Sovereignty. New Institutions for Collapsed and Failing States », International Security, Vol. 29, No. 2 (Fall 2004), pp. 85 - 120.

741 N. Chomsky, "Failed States: The Abuse of Power and the Assault on Democracy", Holt Paperbacks, 2006.

742 Ibid. p 10.

743 Gaulme, ibid. p 21.

c. La notion de sanctuaires et zones de non-droit : « safe havens »

A partir de 2009, plusieurs commentateurs et spécialistes insistent sur le risque constitué désormais par les « *zones non gouvernées* » au sein des Etats fragiles et/ou faillis. Le concept est aussi flou, voire scabreux, que la notion de faillite. Si la définition et la désignation des Etats dits fragiles ou faillis divergent entre le monde anglophone (en particulier les Etats-Unis) et le monde francophone (France, Canada, Suisse), tous s'accordent sur les enjeux liés à l'incapacité à contrôler les territoires, protéger les citoyens, assurer le respect des droits de l'Homme, la bonne gouvernance, etc. D'une manière générale, les européens sont plus prudents que les anglo-saxons sur l'emploi des termes et la désignation des Etats fragiles ou faillis. Les européens reconnaissent néanmoins que la sécurité du vieux continent se joue également au-delà des frontières européennes et qu'il est nécessaire d'appuyer les Etats partenaires dans leur exercice de souveraineté.

Conceptualiser⁷⁴⁴ les espaces non gouvernés c'est appréhender les difficultés des Etats à exercer leur autorités sur l'ensemble de leurs territoires et de fait analyser les alternatives mises en œuvre par d'autres acteurs dans ces zones dites non gouvernées. La notion de sanctuaires et de zone de non-droit est le produit d'une réflexion stato-centrée⁷⁴⁵ qu'il paraît nécessaire de dépasser pour une meilleure appréhension des réalités locales dans lesquelles se forment des espaces de sécurité hybrides⁷⁴⁶. Les espaces non gouvernés sont considérés comme des sanctuaires pour les groupes terroristes et deviennent des espaces menaçants pour la sécurité des Etats. Les territoires non gouvernés⁷⁴⁷ génèrent des conflits civils, des crises humanitaires, de trafics en tout genre (en particulier drogues et armes), etc. Ces types d'analyses ont été renforcés après le 11 septembre 2001 pour montrer le lien entre espaces non gouvernés et expansion du terrorisme international. Ce schéma va encore plus loin en montrant que cette situation d'instabilité et la présence croissante de menaces impacte les intérêts et la sécurité américaine. Elle reflète cette vision stato-centrée susmentionnée qui appelle *de facto* à un renforcement des contrôles aux frontières (approche normative et coercitive) et des capacités sécuritaires et militaires des Etats. En d'autres termes, cette

744 A. Clunan, H. Trinkunas, « Conceptualizing ungoverned spaces », In A Clunan and H Trinkunas (eds) « Ungoverned spaces: Alternatives to state authority in an era of softened sovereignty ». Stanford: Stanford pp.17 - 33, 2010.

745 A. Campana, B. Ducol, « Rethinking terrorist safe havens: Beyond a state-centric approach ». *Civil Wars* 13(4): 396-413, 2011.

746 R Mallet. *Ibid.*

747 Rand Corporation, *ibid.* preface.

approche renforce la capacité d'interférence de puissances extérieures dans les schémas de sécurité intérieure d'autres Etats⁷⁴⁸.

d. Limites et écueils des concepts

Le champ d'études sur la faillite et la fragilité des Etats, bien que née une décennie avant les attentats du 11 septembre, a renforcé le narratif sécuritaire après les événements de 2001, puis les interventions militaires successives en Afghanistan puis en Irak. Les paradigmes de la faillite des Etats et de la guerre globale contre le terrorisme se nourrissent mutuellement et ont donné aux relations internationales ce réflexe centré sur le rôle et les capacités de l'Etat pour répondre aux défis et menaces sécuritaires et à l'émergence de la violence armée privée. Ces paradigmes ont largement contribué à la nouvelle pensée dominante des relations internationales malgré les évolutions constantes du système international et un manque d'unité autour des concepts mentionnés. L'élargissement de la notion de sécurité (sécurité humaine) et la volonté de certaines institutions (Union européenne, Nations-Unies, Banque Mondiale), de penser la sécurité comme une composante du développement⁷⁴⁹ n'y fera rien.

Le concept de faillite est le fruit d'une domination du monde anglophone (académique et médiatique notamment) sur les études de sécurité. Pendant une décennie et demi ce champ d'analyse n'a pas suscité un grand intérêt ni une forte adhésion dans le monde francophone et européen. « *Tous ces concepts ont été élaborés en anglais, les chercheurs francophones les ignorant souvent ou les récusant d'emblée, sauf au Canada ou en Suisse. Le travail immense, et souvent confus, d'élaboration théorique et de mise en application qu'ils ont suscité n'a eu en France qu'un écho marginal : celle-ci s'est délibérément tenue à l'écart de cet aspect de la mondialisation, tant dans sa pratique diplomatique ou de l'aide au développement (APD) que dans sa recherche fondamentale ou appliquée. Seule la dimension sécuritaire du problème a été prise en compte à Paris, du fait de son impact évident sur toute politique de défense³. Ce n'est que très récemment que l'opinion française, frappée par la montée du terrorisme et la criminalité dans le Sahel, a paru intégrer la notion d'« État failli », devenu depuis longtemps d'un emploi courant aux États-Unis⁷⁵⁰ ».*

748 Rand, *ibid.* p 12.

749 Institut Universitaire européen, « Vaincre la fragilité en Afrique. Une nouvelle approche européenne » (Fiesole, Institut universitaire européen, 2009, éd. originale : *Overcoming Fragility in Africa*, 2009).

750 Gaulme, *ibid.* p 19.

La principale défaillance de ce champ d'études, au-delà du fait qu'il soit parfois flou, est qu'il omet toute une logique de contextualisation de la notion de faillite et de fragilité. Boas et Jennings⁷⁵¹ rappellent l'importance de comprendre et d'analyser le concept de « *failed state* » dans son environnement. Pour qui l'Etat est-il failli ? Pour les régimes en place, la communauté internationale, les populations⁷⁵² ? Aujourd'hui la fragilité et la pauvreté endémique en Afrique (et les conséquences sur le développement au sens large - éducation, croissance économique, stabilité) focalisent davantage l'attention sur les récits qui dominent depuis quasiment trois décennies les débats de sécurité en relations internationales. L'Afrique, en particulier l'Afrique francophone et sahélienne interroge la fécondité des théories mentionnées et le besoin de dépasser un spectre essentiellement dominé par le primat de l'Etat et des dynamiques institutionnelles. La remise en cause des notions de l'Etat, de la démocratie, de la bonne gouvernance contestent de fait la viabilité des notions de faillite et de fragilité.

➤ *Fécondité des concepts pour l'Afrique et le Sahel ?*

Au lendemain du 11 septembre, après avoir servi d'espace de guerre par procuration pendant la Guerre froide, le continent devient un nouveau terrain d'expérimentation de la guerre globale contre la terreur. La pauvreté endémique, la faible structuration des Etats, les conflits inter et intra-étatiques allaient particulièrement attirer les défenseurs des notions de faillite et d'espaces non-gouvernés pour faire ainsi prospérer le concept. Pour autant, à l'aune des réalités complexes, des dynamiques de mobilité et de fluidité des espaces, des biens, des services et des individus en Afrique, de nouvelles perspectives s'offrent aux chercheurs et aux praticiens pour dépasser des concepts occidentalocentrés. J-F Bayart nous rappelle que « *le Sahel est l'une de ces zones liminales et grises que l'Etat n'a jamais entièrement contrôlées, bien qu'il les englobe et qu'elles ne vivent pas en dehors de lui, mais bien par rapport à lui, tant sur le plan politique que d'un point de vue marchand ou culturel*⁷⁵³ ».

Nous pensons que la fragilité et la résilience des Etats africains doivent être pensées à l'aune des réalités locales, régionales et transnationales propres au continent (en particulier en

751 Boas, M. and Jennings, K.M., 2005, 'Insecurity and Development: The Rhetoric of the 'Failed State'', The European Journal of Development Research, Vol. 17, No. 3, pPp. 385-395.

752 Ibid.

753 J-F Bayart, *ibid.* <https://blogs.mediapart.fr/jean-francois-bayart/blog/280710/le-piege-de-la-lutte-anti-terroriste-en-afrique-de-louest>.

Afrique Sahélienne) pour dépasser le paradigme rigide de la sécurité et du terrorisme. Les enjeux du développement offrent de nouvelles perspectives pour penser les réponses aux défis de la fragilité et dépasser les discours réflexes de l'Etat fragile en tant que vecteur de l'extrémisme et exportateur du terrorisme⁷⁵⁴.

754 Zachary Devlin-Foltz, « Les Etats fragiles de l'Afrique : vecteurs de l'extrémisme, exportateurs du terrorisme », *Bulletin de la sécurité africaine*, N°6 / août 2010.

II - Perceptions américaines de l'Afrique.

1. L'Afrique : un entêtement du paradigme de la GWOT ?

a. Les nouvelles menaces liées au terrorisme islamiste

Au sortir de l'ère bipolaire, les Etats-Unis et l'Occident se cherchent de nouveaux ennemis. Les attentats de 1998 contre les ambassades américaines, en Tanzanie et au Kenya, puis les attentats du 11 septembre 2001⁷⁵⁵ ont conforté les administrations américaines dans leur perception de l'Afrique. Ces deux épisodes, auxquels il faudrait rajouter le fiasco de la Somalie (1993), facilitent l'identification et la construction d'une menace islamiste transnationale et internationale en Afrique. La définition de la menace est très largement ancrée dans le paradigme de la guerre contre la terreur et dans le lexique lié à l'Etat failli, tel que mentionné antérieurement. Ce regard biaisé va impacter et orienter, de manière durable, les relations entre Washington et le continent pour la période post 11 septembre. La lutte contre le terrorisme international est devenue, dès le début des années 2000, une priorité sécuritaire et militaire pour Washington. La lutte s'est muée en guerre globale contre la terreur, impactant considérablement la politique étrangère américaine et faisant du caractère préemptif et permissif une règle et non plus l'exception. Quinze ans plus tard, la lutte contre le terrorisme est toujours au cœur de la stratégie de défense des Etats-Unis. La lutte contre le terrorisme international est devenue un conflit, voire une guerre de l'axe du bien contre le mal où la confrontation entre religions et cultures devient particulièrement explicite.

Le continent africain n'aura donc pas été épargné longtemps par le discours (et les politiques) sécuritaire de la guerre globale contre la terreur. Des politiques de coopération, axées essentiellement sur la sécurité et la formation militaire, sont mises en œuvre avec des partenaires considérés comme stratégiques. La priorité est d'abord accordée à l'Afrique de l'Est (PREACT) avec la signature d'un accord de coopération avec Djibouti - plus importante implantation militaire américaine en Afrique. Aujourd'hui, quatre mille des six mille soldats américains basés en Afrique sont à Djibouti⁷⁵⁶. Malgré son engagement militaire (Irak, Afghanistan, Somalie), l'Amérique s'est trouvée confrontée à des réalités politiques et

755 Il y a donc un précédent à la vision sécuritaire et militaire de l'Afrique, par Washington, qui est bien antérieure aux attentats du 11 septembre.

756 L'accord a été reconduit en 2014 pour dix ans, source : <http://ultimaratio-blog.org/archives/8585>

stratégiques limitant l'impact des stratégies sécuritaires et militaires qui peinent à se transposer en progrès politique⁷⁵⁷.

Quinze plus tard, la Somalie à l'Est, le Sahel à l'Ouest, sont devenus des zones d'extrêmes fragilités politiques, institutionnelles, économiques et sociétales. C'est un aveu d'échec des politiques de sécurité mais surtout de l'aide au développement proposée par les grandes puissances mondiales et les institutions internationales. Comment la guerre globale contre la terreur s'est-elle matérialisée au Sahel ? Quelles en sont les conséquences ? Peut-on parler d'évolution depuis le début des années ? Si oui, dans quelle mesure ? A-t-elle influencé les autres acteurs tels que la France, ou encore l'Union européenne ?

➤ *Une mauvaise compréhension de la menace et des réalités du terrain*

La période qui précède les attentats du 11 septembre est une « période de flottement » dans la politique américaine au Sahel⁷⁵⁸. La Somalie (épisode Black Hawk Down - 1993), puis le Rwanda (1994), ont été des expériences traumatisantes pour les Etats-Unis, expliquant la prudence et le langage timoré des administrations successives dans leur approche politico-stratégique de l'Afrique. La priorité de Washington est de former les armées partenaires sur le continent, dans le cadre des opérations de maintien de la paix. Le programme ACRI - *Africa Crisis Response Initiative*, dont l'objectif est le maintien de la paix et la prévention des crises, voit le jour en 1996. Si plusieurs signes montrent une montée en puissance (hétérogène) de l'islamisme radical⁷⁵⁹ sur le continent, la menace terroriste n'est pas encore identifiée en tant que tel. Washington veut lutter, en premier lieu, contre toute forme de criminalisation de la zone (trafics) et le développement de menaces transnationales⁷⁶⁰. Pour ce faire les Etats-Unis entendent renforcer les capacités de maillage des espaces (frontières, coordination des forces armées). La démarche s'inscrit pleinement dans une approche capacitaire où les Etats sont les principaux bénéficiaires.

757 David H. Ucko and Thomas A. Marks, « Warfare as violent politics: An integrated framework for analyzing armed threats », War on the Rocks, May 2nd 2018, consulté le 3 mai 2018, <https://warontherocks.com/2018/05/warfare-as-violent-politics-an-integrated-framework-for-analyzing-armed-threats/>.

758 Maya Kandel, « La formation des armées partenaires, priorité du Pentagone en Afrique », Novembre 2017, <http://ultimaratio-blog.org/archives/8585>.

759 Présence de Ben Laden au Soudan, descente et réorganisation progressive des groupes armés du GSPC au Nord-Mali. Rappelons que nous sommes deux années avant les attentats contre les ambassades américaines - 1998.

760 James Cockayne, « Transnational Threats: The Criminalization of West Africa and the Sahel », CGCC, *Policy Brief*, December 2011.

A partir de 2001, le spectre de la menace islamiste et terroriste, associée à la mauvaise gouvernance des Etats, aux différents trafics présents dans la sous-région et au sous-développement contribuent à amener Washington à repenser l'équation sahélienne. La combinaison des facteurs susmentionnés stimulent de nouvelles représentations et narratifs de la menace au Sahel : on parle désormais de menaces « *hybrides* » auxquelles les Etats tentent, peu à peu, d'opposer des stratégies transversales et plurisectorielles (les approches globales).

Le mot « *hybride* », en biologie, définit ce qui provient du croisement de variétés ou d'espèces différentes. Le terme s'emploie dans les domaines de la chimie, de la géologie, en informatique⁷⁶¹, etc. En relations internationales, le terme est de plus en plus usité, en particulier pour définir les menaces contemporaines, ce qui est ingénieusement pratique pour définir tout et rien et de manière parfois pompeuse. Jean Christophe Graz rappelle que « *La notion d'hybride est souvent utilisée dans les analyses consacrées au rôle croissant des acteurs non étatiques et des mécanismes informels de transformation du pouvoir dans le contexte de la mondialisation. Mais elle n'est jamais conceptualisée en tant que telle*⁷⁶² ». La notion d'hybridité a le mérite de reconnaître un état de fait nouveau, parfois novateur, une réalité qui inspire autant qu'elle étonne, surprend, intimide, voire une réalité qui peut susciter la peur et l'inquiétude. La notion de menace terroriste, tout aussi complexe qu'évolutive et politiquement sensible, souffre d'un certain nombre d'approximations. Le risque est que la notion d'hybridité ne devienne un « *cache-sexe* » ou un refuge pour pallier les difficultés analytiques et épistémologiques auxquelles les « *experts* » et les chercheurs font face pour définir le terrorisme islamiste. D'autres s'interrogent sur la véracité de la menace⁷⁶³ et sur le mythe⁷⁶⁴ que l'on dresse autour de la menace terroriste au Sahel.

Une partie du problème réside dans le fait que les menaces sont essentiellement définies (puis repris dans les discours des acteurs locaux) par des acteurs extérieurs aux espaces concernées (chercheurs, praticiens, experts gouvernementaux, etc.) et considérées de fait comme illégitimes. Il paraît essentiel de s'interroger sur le rôle des savoirs locaux dans la cité

761 <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/hybride/40717>.

762 Jean-Christophe Graz, « Les hybrides de la mondialisation. Acteurs, objets et espaces de l'économie politique internationale », *Revue française de science politique* 2006/5 (Vol. 56), p. 765-787.

763 International Crisis Group, « Islamist Terrorism in the Sahel : Fact or Fiction? », *Africa Report N°92* - 31 March 2005.

764 Caitriona Dowd, Clionadh Raleigh, « The myth of global Islamic terrorism and local conflict in Mali and the Sahel », *African Affairs* 1 – 12, May 2013.

globale⁷⁶⁵, et notamment de leurs trajectoires. Au Sahel, Les perceptions (des acteurs extérieurs) de la sécurité (ou de l'insécurité) souffrent d'écueils et caractérisées par des analyses trop souvent partielles, parfois simplistes. Trois éléments, parmi d'autres, souffrent d'une mauvaise appréhension de l'évolution du terrorisme islamiste au Sahel. Il s'agit du débat sur le Lien pauvreté-radicalisation et de la prédominance de la variable développementaliste dans la lutte contre l'extrémisme religieux, les écueils sur les dynamiques socio-anthropologiques au Sahel, notamment sur le Soufisme, et enfin sur l'économie politique⁷⁶⁶ de la violence politique dans la sous-région (nexus trafics-terrorisme).

b. Les conséquences des approches sécuritaires au Sahel

Le paradigme et les stratégies sécuritaires sont largement documentés par la littérature existante. Les conséquences des approches sécuritaires et militaires sont, en revanche, moins fournies. Nous soulevons ici trois informations afin de poursuivre la discussion. Premièrement, le récit et les pratiques sécuritaires, à rebours des nouveaux courants de pensée (post Guerre froide), prennent peu en compte la dimension humaine de la sécurité (les populations). La définition de la sécurité a très largement été reconsidérée après la Guerre froide, faisant de l'individu une priorité face aux prérogatives de l'Etat et des institutions. Pour autant, les dynamiques interrelationnelles au sein du système international, en particulier après les attentats du 11 septembre, ont balayé d'un revers les évolutions sémantiques qui venaient redéfinir les approches de la sécurité. « *L'élargissement du concept de sécurité, mis en avant par de nombreux théoriciens des relations internationales, s'est traduit en France et aux Etats-Unis par un élargissement des stratégies mises en œuvre dans le cadre des politiques de sécurité définies à l'échelle globale, et dont découlent dans une large mesure les options destinées à l'Afrique subsaharienne* » (Bakayoko, thèse, 2003). Dans quelle mesure la

765 Ernest-Marie Mbonda, Dany Rondeau, « La contribution des savoirs locaux à l'éthique, au politique et au droit », PUL, 2015.

766 Depuis quelques années, avec l'effacement progressif de la visibilité de la nébuleuse d'Al Qaida, concomitante avec la montée en puissance de Daesh et les attentats en Europe, la communauté des analystes se penche sur les liens entre le crime organisé et la violence politique incarnée par le terrorisme islamiste international : « *L'hybridation c'est ce mélange nouveau entre la criminalité organisée et les phénomènes de violence politique (...). Il existe de multiples modalités (et plusieurs stades) de l'hybridation* ». Ces trois stades sont, selon le Haut fonctionnaire de la police Jean-François Gayraud, sont : les relations d'échanges entre groupes criminels et groupes terroristes, la réciprocité et la convergence entre les groupes et enfin, la mutation (stade supérieure), « *quand ces entités deviennent à la fois politique et criminelle* ».

stratégie américaine prend-elle en compte les évolutions sémantiques de la notion de sécurité ?

Deuxièmement, le primat normatif, voire coercitif, des approches sécuritaires (en particulier dans la volonté de contrôler lesdits espaces de non-droit), est un déni des réalités nomades des espaces et des territoires sahéliens. De manière plus spécifique, les théories en sciences sociales, sur les zones grises, autrement nommées sanctuaires, ou espaces de non-droit, révèlent des systèmes d'interrelations entre ces espaces, les populations qui y vivent et l'Etat. Malgré des difficultés de contrôle sur l'ensemble d'un territoire donné et l'incapacité à développer de véritables systèmes légaux et légitimes de décentralisation, ces espaces ne se définissent pas en dehors du champ de l'Etat et de la gouvernance mais bien à l'intérieur et en fonction des schémas institutionnels proposés. L'idée de « *securitisation* » (en anglais « *securitization* ») de l'espace et de la gouvernance est passée de l'imaginaire au réel en Afrique et au Sahel, logique relativement paradoxale quand on observe la dichotomie entre la rigidité normative des approches sécuritaires et la mobilité/fluidité des réalités physiques, humaines et géographiques sur le terrain.

Enfin, nous soutenons l'idée que le paradigme de la guerre contre la terreur crée des systèmes politiques d'interdépendance et d'autolégitimation. Ces systèmes, et les dynamiques d'alliances qui prévalent, s'alimentent des représentations de la menace et de l'environnement d'incertitude fomenté par les logiques du paradigme sécuritaire. Il est ici question de systèmes de rente politique (Bayart, 2010), articulés autour d'une définition partielle ou erronée de la menace terroriste. Ces interactions et logiques institutionnelles recomposent le paysage géopolitique sahélien et favorise l'assise (différent d'une quelconque forme de légitimité) des régimes au détriment de la résilience (nécessaire) des populations et des sociétés. En d'autres termes, quel est l'impact de ces systèmes d'alliances sur les notions d'ordre et de désordre et sur le champ socio-politique au Sahel (Bach & Sindjoun). Assiste-t-on à la dynamisation, voire à la création de systèmes de conflits ?

Ce constat ouvre la voie à une réflexion profonde sur les conséquences matérielles et immatérielles (psychologiques et cognitives) du paradigme sécuritaire. Les approches énoncées, peu adéquates et opératoires pour penser la sécurité et la stabilité au Sahel, méritent une attention toute particulière dans la reconfiguration des enjeux politico-stratégiques

qu'elles induisent. Cet effort de compréhension est, par ailleurs, nécessaire et central pour la définition de nouveaux référentiels utiles à une meilleure analyse du sujet sahélien.

c. « *Global War on Terror* » sous les administrations Bush et Obama

➤ *Prioriser le renforcement des capacités et la gestion de crise*

Depuis les années 1990, la politique étrangère de Washington en Afrique s'articule autour de deux dimensions principales : la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance et le renforcement des capacités en matière de contre-terrorisme⁷⁶⁷. Les Etats-Unis perçoivent⁷⁶⁸ l'Afrique (la Corne en particulier et l'Afrique de l'Ouest dans sa dimension saharienne) comme des zones de fragilité, de mauvaise gouvernance, à l'intérieur desquelles des espaces de non-droit (zones grises) se développent, laissant le champ libre à des acteurs armés (parfois islamisés) créer des zones de contre-pouvoirs malveillants. La politique américaine en Afrique est le fruit d'une certaine peur de l'engagement (certains parlent même de traumatisme) en conséquence à plusieurs épisodes des années 1990 (Rwanda, Somalie). Cette mémoire institutionnelle, politique et militaire de Washington envers l'Afrique a pour conséquence un engagement modéré, souvent discret, que d'aucuns traduisent comme prudent. Cette dimension historique, ajoutée à un intérêt modeste pour le continent, ont certainement contribué à développer la doctrine du « *leading from behind* » et du « *light footprint* ». En Afrique et au Sahel, le discours dominant consiste à dire que les problèmes africains doivent être réglés par des solutions africaines, combinant approches nationales et régionales. Pour Kendhammer, le tout régional n'est pas nécessaire une solution pour toutes les situations : « *In U.S. government discourse about West Africa, [we tend] to talk about the need for everything to be regionally oriented and for everything to be an African solution to an African problem. And those are good ideas in principle, but they don't always translate directly into obvious policy,* » Kendhammer said. « *Not every regional initiative is going to be the right regional initiative. Not every local solution is going to be the local solution that's actually going to solve the problem because countries have different interests*⁷⁶⁹ ».

767 Beth Elise Whitaker, « AFRICAN REACTIONS TO U.S. COUNTER-TERRORISM POLICIES: KENYA, FROM RELUCTANCE TO RESOLVE », in Maya Kandel, op cit. p 92.

768 Notion qui s'est accentuée après les attentats du 11 septembre 2001.

769 Salem Solomon, « Questions Linger Over US Role in Fighting Terrorism in Sahel », VOA, 28 November, 2017, <https://www.voanews.com/a/sahel-niger-us-counterterrorism/4139986.html>.

Le 11 septembre 2001 a eu pour conséquence de développer une vision américaine à la fois étriquée et globalisante du continent africain, alimentée par un paradigme militaire de la sécurité, stato-centrée, laissant peu de place aux approches humaines de la sécurité. Le pivot américain dans la région est l'Algérie, considérée comme un allié essentiel pour lutter contre le terrorisme islamiste (expérience des années 1990) ; stratégie doublée d'une coopération sécuritaire et militaire avec les pays dits du champ (Mauritanie, Mali, Niger). Le renforcement des capacités privilégié par Washington consiste à s'appuyer sur des institutions déjà existantes, en promouvant des solutions politiques locales, en assurant un renforcement de la légitimité desdits acteurs et une visibilité moins importante de la part de la puissance étrangère : « *Reinforcing already existing institutions is a more peaceful policy approach, which promotes local solutions to local issues and allows the U.S. to take a secondary role within a foreign country*⁷⁷⁰ ». L'idée qui sous-tend cette stratégie est de favoriser l'appui aux acteurs locaux plutôt que d'augmenter la présence américaine, certainement plus coûteuse : « *Investing in good governance and building local institutions is significantly cheaper than increasing the number of U.S. troops stationed in the country (...) and more sustainable* ». Pour Lauren Blanchard, former des troupes d'élites est un risque : « *The problem with training elite units is that those forces may be first and foremost in charge of regime protection versus civilian security*⁷⁷¹ », surtout quand le régime en question se sent menacé par des opposants. En réalité, cela a été confirmé par le coup d'Etat du capitaine Sanogo au Mali, en 2012. Le partenaire extérieur ne maîtrise pas la manière dont les acteurs locaux font faire usage de l'expertise acquise lors d'une formation. Pour Joe Penney tant que les objectifs et la vision sont les mêmes (c'est-à-dire la lutte contre le terrorisme), les risques sont maîtrisés.

La stratégie américaine en Afrique⁷⁷², en particulier au Sahel, est, contre toute attente, tournée vers une articulation entre sécurité et développement. Pour William Miles, « *Depuis le 11 septembre 2001, la politique étrangère d'aide humanitaire des États-Unis en Afrique a encouru des changements considérables: sa politique de sécurité nationale a commencé à*

770 Margarita Kotti, "Why the U.S. Should Invest in Good Governance in Niger", International Policy Digest, 11 december 2017, <https://intpolicydigest.org/2017/12/11/why-the-u-s-should-invest-in-good-governance-in-niger/>.

771 Joe Penney, *ibid.*

772 En Afrique la coopération militaire et sécuritaire compte 2,5 milliards de dollars répartis en 194 programmes, dont 1,3 milliards la seule Egypte. Outre ces chiffres, Aline Leboeuf rappelle que la Direction de la Coopération de Sécurité et de Défense (DSCD) en France pourvoit un budget de 101.60 millions d'euros en 2017. Avec ces 2,5 milliards, Washington est le premier pourvoyeur d'aide dans la matière sur le continent. En comparaison, le montant de la coopération avec Israël s'élève à 3,1 milliards et à 3,67 milliards pour l'Afghanistan. Voir Aline Leboeuf, *ibid.* page 14.

rivaliser avec sa politique de développement de plus en plus ouvertement. La programmation de développement et l'implémentation des projets contiennent désormais une dimension sécuritaire soutenue autant par les stratèges du Pentagone œuvrant via AFRICOM que par les responsables d'USAID travaillant conjointement avec le gouvernement⁷⁷³ ». Car il faut le rappeler, « plus des trois-quarts de l'aide américaine à l'Afrique vont à des programmes de santé, en particulier la lutte contre le sida, mis en place par Georges W. Bush⁷⁷⁴ ».

- *De Bush à Obama. Entre rupture et continuité* : Emprunte légère (« light footprint ») et approche indirecte (« leading from behind »)

L'approche offensive, voire agressive et frontale des mandats du président Bush a progressivement laissé la place à une approche indirecte et une empreinte légère privilégiée par Washington. Elle se caractérise notamment par la volonté de s'appuyer sur des partenaires locaux qu'elle estime fiable, en supprimant progressivement l'hyper conditionnalité liée à la bonne gouvernance et la démocratie. Si les évolutions sont certaines, il est difficile de parler de rupture entre les ères Bush et Obama. Sur la forme, les discours sont plus policés et certes moins agressifs. Sur le fond, le paradigme de la guerre et de l'affrontement est toujours fortement présent, malgré les nuances apportées par l'administration Démocrate, que certains pourraient caractériser de réalisme offensif (théories de Mearsheimer). Pour le président Obama, le cas de la Somalie est un exemple à suivre sur le plan politique et stratégique. « *La Somalie, est aussi un cas d'étude des risques liés à l'empreinte légère. La lutte contre les Chabab représente le plus gros budget d'assistance militaire américaine en Afrique, avec un total de 1,4 milliard de dollars sur la dernière décennie (2007-2016), pour l'essentiel sous la forme d'assistance sécuritaire bilatérale aux armées des pays engagés sur le terrain, Kenya et Ethiopie en tête. Ce montant reste très largement inférieur (1 000 fois) au coût des guerres en Irak et Afghanistan*⁷⁷⁵ ».

L'essentiel de l'assistance sécuritaire en Afrique est en réalité une aide militaire. « *L'essentiel de l'aide américaine à l'Afrique transite par le budget PKO ou Peacekeeping Operations (à*

773 William Miles, « Deploying Development to Counter Terrorism: Post-9/11 Transformation of U.S. Foreign Aid to Africa », *African Studies Review*, Vol 55, Issue 3, December 2012, pp 27-60.

774 Maya Kandel, « Les Etats-Unis en Afrique : le prisme croissant du contre-terrorisme », *Le Monde Afrique*, 10 novembre 2017, consulté, le 10 décembre 2017, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/10/les-etats-unis-en-afrique-le-prisme-croissant-du-contre-terrorisme_5213403_3212.html#eXulRB19BQmbQebE.99

775 Maya Kandel, « Les Etats-Unis en Afrique : le prisme croissant du contre-terrorisme », 10 novembre 2017, *Le Monde*, www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/10/les-etats-unis-en-afrique-le-prisme-croissant-du-contre-terrorisme_5213403_3212.html#eXulRB19BQmbQebE.99.

ne pas confondre avec la contribution américaine aux opérations de l'ONU, financée via une autre ligne budgétaire) » (ibid.). Un budget qui est passé de 150 millions de dollars (2000) à 500 millions (2017). Les forces spéciales américaines : « Pour mémoire, les effectifs des forces spéciales américaines sont d'environ 70 000 hommes (moins de 5 % forces militaires totales américaines) pour un budget en 2012 de 10,5 milliards de dollars (1,4 % du total budget défense)⁷⁷⁶ ».

Le « *light footprint* » est une stratégie prudente, développée dans une région du monde qui n'est pas une priorité stratégique de Washington. Expression consacrée à la stratégie Obama en matière de politique étrangère et sécuritaire sur des zones d'action considérées à risque, le « *light footprint* » (l'emprunte légère) en Afrique est-il différent de ce qu'on observe dans d'autres régions du monde ? Caractérisée (en Irak et en Afghanistan) par l'emploi de mercenaires privés : Environ trente mille en Afghanistan, dix mille en Irak⁷⁷⁷. Cette approche privilégie la présence des forces spéciales présentes de manière croissante sur le continent. Si rupture (entre les présidents Obama et Bush) il y a, elle est surtout discursive plutôt que dans les faits. Les impératifs de démocratie et de bonne gouvernance sont nuancés par la volonté de s'attaquer directement aux causes socio-économiques qui poussent les gens à se radicaliser et/ou à passer à la violence extrémiste. A la fin des années 2000, la réflexion portée sur les questions mobilisation violente et armée s'illustre à travers de nouveaux champs d'études tels que la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent - sous l'impulsion de l'USAID. L'ère Obama est également caractérisée par une approche plus pragmatique et orientée sur la croissance économique et le business. L'acharnement des sécurocrates fait perdre de vue l'essentiel des enjeux du continent, à savoir les investissements, la croissance et le développement. Dans cette perspective d'autres acteurs émergent et deviennent influents dans des domaines laissés à l'abandon par les Etats-Unis ou l'Europe. « *The gap left by the US's (and, to some extent, Europe's) lack of economic and political engagement with Africa has led the continent to turn its attention elsewhere for trade and investment*⁷⁷⁸ ».

776 Ibid.

777 Micah Zenko, « Mercenaries Are the Silent Majority of Obama's Military », Foreign Policy (Voice), 18 May 2016, http://foreignpolicy.com/2016/05/18/private-contractors-are-the-silent-majority-of-obamas-military-mercenaries-iraq-afghanistan/?utm_source=Sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=New%20Campaign&utm_term=Flash%20points, consulté le 20 mai 2016.

778 Joe Penney, Joe Penney, "Africa, Latest Theater in America's Endless War", 12 March 2018, <http://www.nybooks.com/daily/2018/03/12/africa-latest-theater-in-americas-endless-war/>.

d. L'exemple d'AFRICOM

Pour certains, la mise en place du commandement de l'AFRICOM (AFRICA COMMAND) donne un nouveau statut stratégique à l'Afrique vis-à-vis de Washington, qui marque une évolution de l'approche stratégique américaine en Afrique. Sur le plan politique et opérationnel, AFRICOM a permis aux Etats-Unis de développer des partenaires avec la majeure partie des pays du continent. La présence américaine sur le continent, par le biais de formations, de présence physique sur le terrain (bases) a été grandement facilitée par la mise en œuvre du commandement pour l'Afrique. « *Defense cooperation between the US and Africa took off after George W. Bush established Africa Command in 2007. Since then, the Command, known as AFRICOM, has established a constellation of American forward-operating bases and runs training programs and exercises with nearly every country on the continent*⁷⁷⁹ ». Opérationnel en 2008, AFRICOM s'est vu octroyé la responsabilité de plus de 170 missions⁷⁸⁰ et activités, répartis sur différents commandements. Jusque-là, le continent était « *divisé en trois ensembles relevant de commandements centrés sur d'autres parties du monde : le Central Command (Centcom), qui supervise les opérations au Moyen-Orient et dont relève la Corne de l'Afrique ; le commandement Pacifique chargé de Madagascar et des autres îles de l'océan Indien ; et le commandement Europe (Eucom), qui s'occupe du reste du continent*⁷⁸¹ »

Pour certains, la présence américaine se résume à une guerre de l'ombre au Sahara: « *The huge increase in U.S. military missions in Africa over the past few years represents nothing less than a shadow war being waged on the continent,* » said William Hartung, the director of the Arms and Security Project at the Center for International Policy ». La création de l'AFRICOM est perçue comme une « *pentagonisation*⁷⁸² » de la politique américaine en Afrique.

80% des missions d'assistance et de lutte contre le terrorisme en Afrique seraient destinés à la région du Bassin du Lac Tchad, en 2018. La logique de l'engagement des forces spéciales

779 Joe Penney, "Africa, Latest Theater in America's Endless War", <http://www.nybooks.com/daily/2018/03/12/africa-latest-theater-in-americas-endless-war/>.

780 « First became operational in 2008, it inherited 172 missions, activities, programs, and exercises from other combatant commands. Five years in, that number shot up to 546 ». Pour plus d'informations, voir : <https://news.vice.com/story/us-military-secret-missions-africa>.

781 Antonin Tisseron, *ibid.* p 114.

782 Stefan Gänzle (2011): « AFRICOM and US Africa policy: 'pentagonising' foreign policy or providing a model for joint approaches? », *African Security Review*, 20:1, 70-82.

américaines restera néanmoins basée sur le concept « train and equip » au profit des armées locales.

Le risque d'une « *sécuritisation* » ou d'une militarisation de l'appareil politique en Afrique, sous couvert de lutte contre le terrorisme, est une réalité connue. Dans les discours institutionnels, les partenaires tels que les Etats-Unis semblent prendre en compte cette dimension. Sur le terrain, le diagnostic est tout autre. Pour Rebecca Zimmerman, “by disproportionately funding the military and security apparatuses of these governments, we run the risk of militarizing or securitizing the country - elevating the militaries to a place of increased power relative to civilian government” (vice, *ibid.*). Pour Zimmerman, le Mali et le Burkina ont fait les frais de cette coopération accrue à l'endroit des militaires. En mars 2012, le capitaine Amadou Sanogo avec une poignée d'officiers plonge le Mali dans une impasse politique après un coup d'Etat. En 2014, c'est au tour du lieutenant-colonel Zida de prendre le pouvoir à Ouagadougou. Aujourd'hui, le Mali et dans une moindre mesure le Burkina Faso, souffrent encore des stigmates de cette prise d'armes. Les deux officiers en question avaient été au préalable formés par les Etats-Unis.

➤ *Trans-Saharan Counterterrorism Partnership (TSCTP) : le projet phare de Washington au Sahel*

A mesure que l'Afrique en général, le Sahel en particulier, gagne en intérêts à Washington, la stratégie américaine s'illustre à travers une démarche sécuritaire et militaire qui gagne en transversalité. A partir de 2003, Washington développe la « *Pan Sahel Initiative*⁷⁸³ » (PSI), repris puis élargie par le « *Trans-Saharan Counterterrorism Partnership* » (TSCTP), en 2005. Considérant le Sahel comme une zone potentielle de radicalisation (Jérôme Pigné, 2015, *ibid.*) et un espace de repli pour les groupes armés terroristes (GAT), Washington entreprend une action plurisectorielle impliquant le Département de la Défense, le Département d'État, le Département de la Justice et USAID. Le budget du TSCTP est de 580 millions de dollars et concerne dix pays⁷⁸⁴. Le Mali est un partenaire prioritaire de Washington.

783 Le Pan Sahel Initiative est doté d'un budget de 8 millions de dollars pour trois années de coopération avec quatre pays (Mauritanie, Mali, Niger, Tchad). Pour plus d'informations voir Jérôme Pigné, « Stratégie américaine au Sahel ; entre héritage historique et enjeux stratégiques », *Policy Brief*, GMF, Janvier 2015 ; Stephen Ellis, « The Pan Sahel Initiative », Briefing, African Affairs, 2004.

784 Les dix pays sont : le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad, le Burkina Faso, le Sénégal et le Nigeria.

Si le programme est dominé par le Pentagone (trois quart du budget du TSCTP provient du Département de la Défense), l'arrivée d'Obama inverse la tendance et rééquilibre la coopération en faveur de l'USAID et du Département d'État (Jérôme Pigné, *ibid.*). Bien que l'héritage de la politique américaine au Sahel soit encarté dans le paradigme de la guerre contre la terreur, le TSCTP illustre véritablement l'articulation entre moyens sécuritaires civils pour lutter contre le terrorisme en Afrique. Le TSCTP est le premier programme de coopération au Sahel qui articule diplomatie, défense et développement⁷⁸⁵. Washington propose, en réalité, un soutien militaire aux armées de la région (à travers la présence des forces spéciales et l'implication de SOCAFRICA⁷⁸⁶), doublé d'une approche civile, politique et diplomatique. Avec l'avènement d'AFRICOM (2008), le rôle américain au Sahel est croissant. Certains évoquent une militarisation⁷⁸⁷ de la politique étrangère américaine en Afrique, notamment à travers la mise en œuvre de l'exercice « *Flintlock*⁷⁸⁸ ». Nous pensons, au contraire, que Washington est à l'origine d'une nouvelle dynamique des relations entre les Etats sahéliens et les partenaires extérieurs. Autrement dit, les Etats-Unis sont, en quelque sorte, les précurseurs de ce qui deviendra l'approche globale.

e. Le rôle de l'USAID

Sous la présidence Obama, l'agence « *United States Agency for International Development* » (USAID) est devenue centrale dans le dispositif inter-agences américain au Sahel. « *Son rôle ? Contribuer, par l'intermédiaire de politiques de développement, à l'éradication du phénomène d'extrémisme violent et d'insurrection (environ 50 millions de dollars/an depuis 2008). Bien que les deux phénomènes soient différents, l'USAID les englobe dans sa réflexion stratégique. L'agence développe une catégorisation des différents facteurs qui contribuent à*

785 L'approche Diplomatie, Défense et Développement des Etats-Unis sera repris de manière plus explicite par l'Union européenne à travers sa stratégie sécurité et développement pour le Sahel, puis ultérieurement par la France et l'Agence Française de Développement (AFD), à partir de 2014-2015.

786 Un détachement logistique est basé au Burkina pour les « *short takeoff and landing* », en soutien de SOCAFRICA et JSTOF – TS. Discrète mais opérationnelle la présence américaine s'est fait croissante cette dernière décennie pour, en sus des activités de formation et de renforcement capacitaire, renforcer sa capacité de projection dans les pays de l'espace sahélo-saharien.

787 Stefan Gänzle, « Africom and US Africa Policy: pentagonising foreign policy or providing a model for joint approaches? » *African Security Review*, 2011; Robert G. Berschinski, « Africom's dilemma: The global war on terrorism, Capacity building, humanitarianism, and the future of U.S. security policy in Africa », November 2007; Christopher Isike, Ufo Okeke Uzodike & Lysias Gilbert, « The United States Africa Command: Enhancing American security or fostering African development? », *Africa Security Review*, 2010. Mark Malan, « The post 9/11 Security Agenda and Peacekeeping in Africa », *African Security Review*, 2010.

788 *Flintlock* est un exercice militaire régional qui réunit des forces armées africaines, plusieurs partenaires extérieurs et les forces américaines spécialisées dans le contre-terrorisme. En place depuis 2005, il se focalise sur la région sahélienne. *Flintlock* s'inscrit dans la droite ligne des objectifs de coopération de Washington avec les pays de la sous-région (renforcement des capacités et collaboration entre partenaires africains).

l'extrémisme violent. Cette stratification semble s'inspirer du débat conceptuel sur la fragilité et la faillite des États ». « Pour Washington, le rôle joué par l'USAID et plus largement par les organes civils du gouvernement américain (Département d'Etat) fait état d'un principe de complémentarité entre l'action civile et militaire. Ce principe s'illustre à travers la création de l'AFRICOM. Pour François Gaulme, il s'agit de « la consolidation du volet développement de l'action sécuritaire américaine ». Alors que l'Union africaine déplorait lors de la décennie passée les réflexions occidentales sur le développement et la problématique sécuritaire, il serait fort intéressant de s'interroger sur les conséquences des programmes américains au Sahel⁷⁸⁹ ».

➤ *« Countering Violent Extremism (CVE) programs » - au-delà du contre-terrorisme sécuritaire et militaire*

Les approches non violentes (et non-militaires) de la sécurité marquent une évolution significative, aussi bien sur le plan opérationnel que sur le plan conceptuel et doctrinal. Depuis vingt (20) ans, Washington développe des stratégies et projets de coopération à travers les représentations qu'elle se fait de la menace terroriste et des trafics. Longtemps focalisée sur la réponse aux crises, l'Amérique élargit désormais ses pratiques de coopération en s'intéressant aux acteurs non gouvernementaux (actions menées en direction des organisations de la société civile). La coopération de l'USAID illustre cette évolution des perspectives de la sécurité en s'intéressant davantage à l'individu, aux populations et à la société civile, en prenant notamment en compte les enjeux liés à la jeunesse, aux médias⁷⁹⁰ et aux défis de l'intégration des perspectives de genre. Au Sahel, les projets CVE s'adressent en priorité aux communautés, aux jeunes et de manière croissante aux femmes. Les résultats sont jusqu'ici mitigés nonobstant la nécessité de travailler directement à l'endroit des acteurs de changement, parfois entrepreneurs de la violence, que sont les jeunes⁷⁹¹.

789 Jérôme Pigné, in Maya Kandel, op cit. pp. 88-89.

790 Projets de radios communautaires traduits en langues locales, débats sur la jeunesse, le leadership, etc.

791 Gwénola Possémé Rageau, « Jeunes du Sahel entre acteurs de changement et « entrepreneurs » de violence », in « Mali et Sahel : nous sommes tous sahéliens », ENA hors les murs, N°467, Janvier-Février 2017.

f. Conclusion

L'Amérique des Administrations Bush puis Obama, malgré l'absence de relations historiques et coloniales, pèse sur la définition et les représentations d'une Afrique enclin à l'insécurité et au développement de foyers terroristes. Dans un espace où la fragilité est une réalité, le paradigme de la guerre globale contre la terreur a renforcé la stigmatisation du continent. L'approche américaine est pour autant décomplexée et montre des signes d'articulation entre approche sécuritaire et développement. Le Sahel, sous les différentes administrations évoquées, a été un laboratoire d'expérimentations du « *nexus* » sécurité/développement. « *Avec l'augmentation des groupes terroristes et de leurs activités en Afrique, le continent a constitué un laboratoire de la transformation opérée par Obama dans les engagements militaires américains*⁷⁹² ».

Pour autant, les démocrates, sous la présidence d'Obama, se sont inscrits dans une logique de continuité vis-à-vis des administrations précédentes. L'héritage sécuritaire et militaire porté par l'ADN américain semble avoir eu raison des différences politiques, stratégiques et idéologiques pouvant, originellement, opposer Républicains et Démocrates. L'engagement américain, sur le théâtre sahélien est croissant bien qu'il ne constitue pas une priorité stratégique. L'intervention française de janvier 2013 semble avoir surpris à Washington et renforcé la crédibilité de la France. Il serait désormais intéressant d'analyser comment la politique américaine a évolué dans la région et dans quelle mesure l'intervention française a impacté la perception américaine de la France en Afrique et au Sahel.

➤ *Washington et l'intervention française au Mali*

A Washington, en 2011-2012, l'on s'inquiète de l'instabilité grandissante dans les pays du Sahel, en conséquence de la crise en Libye. Les décideurs américains s'interrogent sur les liens potentiels entre les responsables de l'attentat contre le consulat américain à Benghazi⁷⁹³ (Ansar Al chari'a) et les katibas d'AQMI. Dans une région du monde (l'Afrique francophone) où les intérêts américains ne sont pas vitaux, analystes et praticiens s'interrogent

792 Maya Kandel, *ibid.*

793 Quatre américains meurent dans l'attaque du consulat donc l'Ambassadeur Christopher Stevens. Au-delà de l'inquiétude causé à Washington quant à la dégradation de la stabilité au Maghreb, l'affaire prend une tournure politique impressionnante et crée une forte polémique sur la responsabilité de la Secrétaire d'Etat, Hillary Clinton et sur la capacité d'intervention et de réaction des forces américaines pré-disposés à intervenir depuis l'Italie.

sur l'état de la menace et voient à travers AQMI et ses excroissances le spectre d'Al Qaida. L'intervention française en 2013 est une aubaine pour Washington et renforcer la crédibilité de Paris auprès de l'administration américaine. Plusieurs rapports sur les interventions militaires en Libye et sur le Mali, montrent que les Etats-Unis s'intéressent particulièrement au modèle français sur le plan opérationnel. Certains parlent même de fascination : *« l'expérience militaire française continue de fasciner dans la mesure où des résultats politiques incontestables ont été atteints avec des moyens militaires, somme toute, limités par rapport aux capacités habituellement mis en œuvre pour les opérations américaines⁷⁹⁴ »*.

L'intervention Serval (Barkhane aujourd'hui) a renforcé la crédibilité de l'action française au niveau international et a davantage consolidé la relation entre Paris et Washington, sur le plan politique, diplomatique et militaire dans la région saharo-sahélienne. Toutefois, la relation avec l'Union européenne n'est pas aussi fluide alors que tous (France, Union européenne, Etats-Unis, ainsi que les partenaires africains) auraient à y gagner. Nous pensons qu'une véritable articulation entre sécurité et développement, au Sahel, dépend de la capacité des Etats-Unis à travailler de concert avec la France et l'Union européenne, sur la base des avantages comparatifs des uns et des autres.

794 Christopher S. Chivvis, "The French war on Al Qa'ida in Africa" ; Rand Corporation, Cambridge University Press, 2016 ; 240 pages.

3^{ème} partie : ESSAI SUR UN CHANGEMENT DE PARADIGME

CHAPITRE VII : REFLEXION SUR LA CONFLICTUALITE A L'AUNE DU TERRORISME ET DE L'EXTREMISME VIOLENT

I - Problématiser la lutte contre le terrorisme au Sahel.

1. Violence armée et conflictualité en Afrique

a. Nouvelles guerres et privatisation de la violence armée

L'objectif de cette partie est moins d'effectuer une typologie des différentes formes de conflictualité existante que d'orienter la discussion sur les obstacles à la compréhension des nouvelles formes de conflictualités telles que le terrorisme international, dans un contexte défini : le Sahel.

Nous soutenons l'idée que les mesures politiques, sécuritaires ou non sécuritaires, prises par les Etats pour lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme impliquent de nouvelles formes de conflictualités. Les outils classiques d'analyses en relations internationales semblent peu adéquats pour saisir le champ mentionné. Du 11 septembre 2001 à la crise sécuritaire au Sahel, les doctrines employées, pour venir à bout du terrorisme international, semblent s'essouffler. Malgré l'évolution et les constantes mutations observées au niveau du système international, les grilles de lectures usitées sont encore trop rigides et déficientes.

La situation au Sahel, malgré les liens supposés ou avérés entre Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI) et Al Qaida al Oum (Al Qaida central), est singulièrement différente des dynamiques à l'œuvre en l'Afghanistan, en l'Irak ou encore dans la Corne de l'Afrique. Pourtant, le contre-terrorisme au Sahel souffre d'interprétations et d'écueils similaires. Les approches politiques et les expertises sont engluées dans les schémas de la guerre globale contre la terreur. En tentant de définir un système de conflictualité qui oppose les groupes terroristes aux Etats et aux partenaires internationaux, nous souhaitons contribuer à une

redéfinition des enjeux et défis à relever au Sahel et plus largement dans la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme international. Sur le plan épistémologique, notre démarche sous-tend l'idée qu'un nouveau modèle de compréhension est nécessaire pour appréhender avec davantage d'acuité les différentes formes de mobilisation violente et les réponses à y apporter.

➤ *Les nouvelles guerres*

Les nouvelles guerres⁷⁹⁵ se définissent dans une période (fin de la Guerre froide) où se propage dans d'autres parties du monde le modèle de l'Etat européen. Une période durant laquelle l'économie et les revenus qui en découlent se font plus rares et moins importants et peuvent engendrer des logiques de frustrations (Kaldor). Dans ce contexte, de nouvelles formes de conflits et de guerres apparaissent comme étant illégitimes et impliquent une nouvelle configuration du champ de bataille⁷⁹⁶. Notre postulat est de contribuer à de nouvelles grilles de lectures du terrorisme international, non pas dans la (seule) compréhension des facteurs de mobilisation violente mais plutôt dans la recherche d'un nouveau paradigme, mettant au cœur de la réflexion la confrontation (conflictualité) entre les armées conventionnelles et les groupes armés terroristes et les discours qui opposent les Etats, les institutions multilatérales aux idéologies des groupes armés terroristes.

A l'ère de la globalisation, les nouvelles guerres, caractérisées par l'émergence d'acteurs non-étatiques, fragilisent le statut et la légitimité des instances régaliennes et plus largement de l'Etat. La notion de privatisation de la violence reconfigure l'équilibre des forces en présence, la forme et les espaces de conflictualité. Les guerre de quatrième génération s'inscrivent en rupture avec les précédentes typologies de guerre que le monde a pu connaître et galvanisent une forme d'incertitude internationale généralisée. La littérature en la matière semble extrêmement pessimiste et conduit à des analyses parfois erronées. Les dispositions et caractéristiques des conflits modernes interrogent sur les moyens de gouvernance des Etats et des organisations multilatérales pour faire face à ces défis. La déterritorialisation de la violence et l'émergence de nouveaux acteurs fragilisent le modèle classique et la nature des Etats, en particulier des grandes puissances internationales.

795 Appelées également « *guerre de quatrième génération* ».

796 Campana, Hervouet, *ibid.* p 19.

➤ *Privatisation de la violence - la fin du modèle westphalien de l'Etat ?*

L'Etat est à la fois une réalité historique et une construction théorique. Cette réalité est souvent issue d'un processus historique violent. Charles Tilly rappelle que « *les Etats font la guerre, et la guerre fait les Etats*⁷⁹⁷ ». La construction de l'Etat est, de ce point de vue, un phénomène interdépendant vis-à-vis de la guerre et de la violence organisée. « *La formation des Etats-nations résulte de la manière dont des « faiseurs d'Etat » ont réussi à assurer la protection d'une large partie de la population sur un territoire déterminé et dont ils ont utilisé pour ce faire des instruments organisés de violence*⁷⁹⁸ ». Si la construction et l'évolution de l'Etat s'analysent à l'aune de sa capacité à produire de la violence légitime (Max Webber), que peut-on dire de l'émergence d'autres formes de violences (privées notamment) sur la structuration de l'Etat et du modèle qu'on lui impute ?

Si la démocratie occidentale était déjà largement contestée depuis des décennies, l'avènement d'acteurs non étatiques (violents et non-violents) a renforcé « *la décadence de l'Etat* ». « *La mondialisation, le rétrécissement du monde, les technologies de l'information, tout s'alliait pour abattre le monopole étatique*⁷⁹⁹ ». Mary Kaldor analyse la fragilisation de la violence organisée de l'Etat par des éléments extérieurs : 1) mouvements transnationaux (les dynamiques du dessus (« *Above* »). 2) Mouvements privés (« *from below* » - groupes paramilitaires, crime organisé). On assiste alors à une forme de privatisation de la violence, plus répandue, durable et pour autant moins extrême⁸⁰⁰. Cette « *désattribution* » de la violence organisée intervient généralement dans des contextes de fragilité et/ou de remise en cause de la légitimité de l'Etat. Néanmoins, dans certains cas, cette contestation prend forme dans des régimes (à différencier de la notion de « *l'Etat* ») forts et puissants (cf, la situation dans certains pays du monde arabo-musulman au moment du printemps arabe). Cette privatisation de la violence dans un espace localisé n'a pas nécessairement vocation à se cantonner cet espace initial. Elle peut évoluer, métastaser, et devenir une contestation régionale, voire internationale, délégitimant ainsi d'autres régimes et Etats.

797 Claude Duval, François Etori, « États fragiles... ou états autres ? Comment repenser l'aide à leur développement, notamment en Afrique ? », *Geostratégiques* N°25, 10/09, p 43.

798 Charles Tilly, « La guerre et la construction de l'Etat en tant que crime organisé », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, Année 2000, Volume 13 - N°49/2000, pp. 97-117.

799 Aurélie Campana, Gérard Hervouet (dir), « Terrorisme et insurrection : évolution des dynamiques conflictuelles et réponses », Presses de l'Université du Québec, 2013, p 26.

800 Ibid. p 7.

Dans les relations internationales, l'Etat a été bouleversé en plusieurs temporalités. Au lendemain de la Guerre froide, en premier lieu, puis, dans un second temps, après les attentats du 11 septembre 2001. L'Etat doit alors être pensé, redéfini, à l'aune de ces formes contemporaines de violence. Elle n'empêche pas, néanmoins, l'exercice de la violence et de la coercition mais son impact est moindre, que ce soit en termes d'efficacité ou de légitimité. La présence de groupes armés non-étatiques impactent la légitimité de l'Etat en rapport avec ses prérogatives. Elle fragilise et remet en cause la souveraineté de l'Etat dans sa capacité à protéger sa population et son territoire. On assiste à l'émergence d'acteurs qui concurrencent, même de manière ponctuelle, le système politique et les capacités institutionnelles d'un Etat. Peut-on parler d'inadéquation entre les moyens de l'Etat et les « *nouvelles tâches qu'il doit remplir*⁸⁰¹ » ? La mauvaise gouvernance engendre également de la frustration qui rebute les populations et les amène à penser que des alternatives existent au système politique, tel qu'il est proposé depuis les indépendances dans bon nombre de pays Ouest-Africains.

La mondialisation, bien qu'appartenant à de nombreux discours et dont la définition divise plus qu'elle ne réunit⁸⁰², a un impact considérable sur la structure, l'autonomie et légitimité de l'Etat. Ce processus s'illustre notamment au travers de l'impact des évolutions technologiques sur la façon de faire la guerre. La question du local et du global, de la sphère public et privée, entre l'interne et l'externe, devient floue. Kaldor parle de « *global interconnectedness* » et de ses implications pour l'Etat moderne et sa souveraineté territoriale⁸⁰³ (intro p5). Cette tendance met, selon nous, la lumière sur une forme d'enclassement de la guerre et du politique. Ainsi, quelles sont les conséquences de cette interdépendance ? Y-a-t'il rupture, destruction, continuité, immobilisme dans le rapport entre les forces (agents) en présence ?

En Afrique, « *La montée en puissance des bandes privées contre l'Etat sur son territoire est une donnée récurrente des relations internationales africaines actuelles*⁸⁰⁴ ». L'Etat se trouve dans une situation de gestion d'un conflit, ou d'une crise, confronté à une compréhension locale de l'exercice du pouvoir et de la gouvernance à rebours d'une approche jacobine de la fonctionnalité de l'Etat. Autrement dit, l'Etat est sommé de dépasser les référents habituels de son ADN, pour éviter les écueils du paradigme réaliste « *qui devient un obstacle à l'analyse* ».

801 Romain Millard, Pour ses 110 ans, relisons Raymond Aron ! », 14 mai 2015, consulté le 26 juillet 2016, Trop Libre, <http://www.trop-libre.fr/perspectives/pour-ses-110-ans-relisons-raymond-aron>.

802 Bertrand Badie, « L'adieu au gladiateur ? » La mondialisation et le renouveau des relations internationales, *Relations internationales*, 2005/4 n° 124, p 95.

803 Kaldor, *ibid.* p 5.

804 Bach et Sindjun, *op. cit.*

Pour Bach et Sindjun, il convient de « *remodeler des cadres d'analyses (...) pour la compréhension des conflits en Afrique* ». Il s'agit en d'autres termes de procéder à une « *désétatisation relative de l'ordre interne afin de prendre en compte des acteurs sub-étatiques*⁸⁰⁵ » qui entrent dans une compétition de légitimité avec l'Etat⁸⁰⁶.

b. Conflictualité en Afrique : Etat de l'art - quelle compréhension des facteurs de conflictualité ?

En analysant les différents facteurs de la conflictualité en Afrique, nous nous interrogeons sur la question suivante : l'environnement est-il favorable à l'émergence des mobilisations violentes du type islamiste ? Comment sortir des clichés sur l'Afrique et la conflictualité ?

➤ *Définir la conflictualité*

« *Les conflits tiennent à la fois à la personnalité des dirigeants, au régime politique et au système régional dans lequel ils s'insèrent*⁸⁰⁷ ». Définir la conflictualité est tout d'abord un défi d'ordre conceptuel et scientifique. Cette définition est essentielle pour une meilleure compréhension et appréhension (politique ?) des phénomènes de violence dans le monde. Les communautés de savoir ont une responsabilité dans l'analyse et la diffusion des concepts permettant l'appropriation des différentes formes et types de conflictualité. En Afrique et au Sahel, la littérature produite sur ces sujets fait état d'un certain nombre d'écueils que nous tentons modestement d'interroger et de redéfinir. Notre objet d'études (l'extrémisme violent et le terrorisme au Sahel) est une forme particulière de violence qui n'est qu'un dérivé, une conséquence, un moyen d'action dont la définition, en tant que système de conflictualité est particulièrement complexe. D'un point de vue méthodologique, il nous faut alors reprendre les grandes lignes de la littérature en matière de conflits violents pour comprendre dans quelle réalité s'instaure l'extrémisme violent et le terrorisme. Pour Shield and Al, « *Defining and measuring "conflict" is not straightforward. Across quantitative studies, the eventbased measures and categories developed by the Uppsala Conflict Data Program have become a standard approach to conflict at the national level* »

805 Bach, Sidjun, *ibid.*

806 Campana, Hervouet, *ibid.* pp 33 - 35.

807 Bach & Sindjun.

Pour Jakkie Cilliers, « *Les conflits armés en Afrique ont atteint leur apogée en 1990-1991 à la fin de la guerre froide. Par la suite, cela a diminué jusqu'aux années 2005-2006 et demeuré à des niveaux relativement bas jusqu'en 2010. Les conflits armés en Afrique ont ensuite augmenté à partir de 2010, mais pas aux niveaux enregistrés à la fin de la guerre froide. Depuis 2015, ces conflits se sont stabilisés et ont commencé à diminuer*⁸⁰⁸ ».

Pour Cilliers, la nature des violences a changé à l'aune de l'évolution des groupes armés sur le terrain. Cette violence s'articule autour de sept (7) facteurs, selon l'auteur : la pauvreté, la démocratisation, le type de régime, la structure de la population, la répétition des violences, un mauvais voisinage, l'augmentation des inégalités et du terrorisme international (ibid.). La violence n'est pas prête de s'estomper dans certains pays si bien que l'objectif de l'Union Africaine (faire taire les armes à feu en 2020) semble, selon lui, irréaliste. Il met en lumière une analyse qui peut sembler, au premier abord, paradoxale : « *L'Afrique restera turbulente parce qu'elle est pauvre jeune mais aussi parce qu'elle est en croissance et dynamique* » (ibid.).

Selon Paul D. Williams, les facteurs de la conflictualité en Afrique sont : le néopatrimonialisme, la raréfaction des ressources et abondance des ressources, la souveraineté, l'ethnicité et la religion. « *La littérature universitaire a accordé une grande place au thème du néopatrimonialisme qui estime en principe que la nature des États africains présente un mal intrinsèque. Elle a ainsi produit une pléthore de travaux sur les réseaux alternatifs, les sources du pouvoir et le pouvoir personnel et a servi à tout expliquer, de la mauvaise gouvernance à l'absence de développement économique (tout en faisant l'objet de larges critiques en tant que telle)* » (ibid. p 16). « *La « malédiction des ressources » serait également une autre cause de conflit dans de nombreux pays qui dépendent essentiellement de leurs exportations de matières premières sous forme de minerais (pétrole, gaz, diamants,...). Mais cet argument est contesté par beaucoup qui estiment que les ressources ne causent pas les guerres : c'est la nature extractive de ces États et leur gouvernance qui représentent « les principaux facteurs d'augmentation des risques de conflit armé » (Williams 2011:74)* » (ibid. p 17).

808 Jakkie Cilliers, En Afrique, « la mondialisation conduit à la violence au moment des élections », Le Monde, 28 novembre 2017, consulté le 29 novembre 2017, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/28/en-afrique-la-mondialisation-conduit-a-la-violence-au-moment-des-elections_5221663_3212.html#bzlyvrblmy5cMcTk.99.

➤ *Conflictualité et défis politiques*

Les grandes tendances de la violence organisée en Afrique peuvent-être répertoriées selon deux axes majeurs. « *Il a deux mondes en Afrique* » indique Paul D. Williams. Un monde qui implique des conflits avec les Etats et un monde impliquant les acteurs non-étatiques. Ces conflits sont généralement plus localisés et plus confinés dans l'espace. Pour Williams, le deuxième type de conflictualité prime en Afrique, malgré un regain de violence étatique depuis 2010. Cette violence s'illustre à travers le cas du Mali, du Nigeria, de la Libye, du Soudan et de la République Centrafricaine, dont les causes de la conflictualité sont multiples mais liés à une variable constante : la gouvernance. D'une part, la gouvernance est source de tensions sociétales engendrant régulièrement des conflits. D'autre part, c'est par la gouvernance que les conflits peuvent être traités. En un siècle, l'Afrique a été le théâtre d'environ 70% de conflits mondiaux, avec un taux de mortalité très élevé. Néanmoins, les statistiques montrent une baisse des conflits sur le continent. Qu'est-ce que la communauté internationale fait pour réduire cette violence organisée ? Avec quels moyens ? Quels mécanismes ?

En quelques années, la gestion de crises et les réponses internationales, notamment sur le continent africain, ont évolué. Deux éléments sont centraux, selon Williams. Il considère que la communauté internationale est limitée dans sa capacité d'action et de prévention, face à des acteurs déterminés à faire la guerre. Deuxième point, les « *tactiques* » politiques, plutôt que militaires, sont essentielles pour établir un climat de paix durable. Pourtant, c'est bien cette dimension politique et de « bonne gouvernance » qui fait défaut sur le continent africain. Selon l'*Index Mo Ibrahim of African Governance*, les indicateurs indiquent une tendance à la régression sur le continent. Le recours à la censure des réseaux sociaux et l'utilisation de moyens de communication tels que « *what's app* » est un indicateur particulièrement évocateur. En période de crises, les gouvernements n'hésitent pas à museler la presse, arrêter les opposants, intimider les mouvements citoyens et la mobilisation d'organisations de la société civile. Ces pratiques, que l'on imaginait d'un autre âge, sont malheureusement encore réelles. Parallèlement, la communauté internationale s'entête à privilégier, à travers son action politique et de coopération, les élites politiques locales, elles-mêmes décriées par les mobilisations susmentionnées. Malgré des discours inclusifs, certains partenaires et bailleurs internationaux ont bien des difficultés à articuler des politiques de coopération transverses et multi-niveaux. Notons néanmoins, l'effort de l'Union européenne, des Nations-Unies (et

d'autres encore) de travailler avec les acteurs non gouvernementaux. Beaucoup reste encore à faire pour donner véritablement corps à des systèmes de gouvernance partagés en Afrique francophone. Cela doit-être un objectif pour les partenaires des pays africains. Le compte n'y est pas, pour l'instant. Au Sahel, par exemple, la constance, voire la persistance des conflits, doit interroger davantage sur les enjeux et défis liés à la gouvernance. Tenter d'appréhender la problématique de la résolution des conflits passe, selon Paul D. Williams, passe par une compréhension des interrelations complexes entre gouvernance, clivages sociaux et structures politiques. Cette équation doit également intégrer, bien que difficile à jauger, l'impact du rôle joué par les acteurs extérieurs.

A l'image des défis en présence, Paul D. Williams mentionne l'importance du lien entre la recherche et les politiques publiques. Le problème n'est pas le manque de productions et de données analytiques, mais la capacité à utiliser de manière intelligible et opératoire la connaissance. L'un des écueils que nous relevons est la multiplication des mobilisations en faveur de la recherche sur l'Afrique et en particulier sur le Sahel, sans pour autant que ces recherches fassent preuve d'innovation. L'innovation scientifique ne réside pas uniquement dans la capacité à mobiliser des domaines de compétence pluri ou transdisciplinaires⁸⁰⁹. Des bouleversements méthodologiques doivent avoir lieu pour produire des outils et grilles de compréhensions opératoires et pratiques. La conscientisation des acteurs de la recherche réside dans leur capacité à rendre leur travail intelligible pour les praticiens et dirigeants. C'est l'initiative portée par le Réseau de Réflexion Stratégique sur la Sécurité au Sahel⁸¹⁰ (2r3s).

c. Conflictualité, ressources naturelles et enjeux climatiques

➤ *Conflictualité et ressources naturelles*

Au Sahel, plus qu'ailleurs en Afrique subsaharienne, la gestion des ressources naturelles est primordiale, en rapport avec les incertitudes climatiques, la démographie et la raréfaction de produits de première nécessité. Au Mali par exemple, les personnes interrogées dans le cadre d'une étude, estiment que leur accès aux ressources naturelles et aux opportunités

809 Jérôme Pigné, *conflictualité en Afrique*, à paraître en 2018.

810 Intervention Jérôme Pigné, colloque inaugural du Centre d'Etudes Stratégiques en Défense et Sécurité (CESDS), Ouagadougou, Burkina Faso, septembre 2017.

économiques sont inévitables, fustigeant notamment les élites comme responsables de ce déséquilibre⁸¹¹. Plus largement, la faute est rejetée sur l'Etat qui ne joue pas son rôle de régulateur dans l'accès aux opportunités économiques et aux ressources naturelles. Ce constat en amène un deuxième : l'augmentation des tensions sociales liées à cette perception des inégalités. De fil en aiguille, ces tensions, qui génèrent des frustrations, peuvent se transformer en actions violentes.

➤ *Les liens de causalité entre la dégradation de l'environnement et les conflits*

Les défis climatiques sont de plus en plus au cœur de l'équation des conflits, selon Paul D. Williams. Le rapport entre conflits et défis climatiques sont complexes à théoriser car dépendent de facteurs et de situations propres et spécifiques. Pour les pays en proie aux effets du changement climatique (inondations, sécheresse), les crises, les conflits et les guerres peuvent être des facteurs aggravants : « *For countries feeling the effects of climate change, from floods to drought and extreme heat, conflict can be an additional woe* ». Dans d'autres cas, les aléas climatiques peuvent aggraver des situations de conflits ou de guerre ou éventuellement participer à l'accélération de tensions menant à l'état de conflit. L'interaction entre ces variables n'est pas ressentie de la même manière, si vous êtes directement un acteur qui subit cette situation de corrélation. Il paraît alors nécessaire de s'interroger sur la variable dominante qui impacte la perception de la sécurité des acteurs concernés par ce système de fragilité. « *Climate change can lead to and exacerbate conflict, say experts, but for those living on the frontline, these dual problems intersect and compound disasters*⁸¹² ». Pour certains, la résilience par rapport aux défis climatiques ne peut être efficace sans une compréhension des dynamiques de conflictualité : « *It's impossible to build climate resilience without understanding conflict dynamics* ». Si l'on prend l'exemple de tensions sociales, liées à l'exercice d'activités économiques, les aléas climatiques sont un facteur aggravant. Les tensions entre populations agricoles et pastorales, s'illustrent régulièrement par l'accès aux terres cultivables. Les dérèglements climatiques, le manque d'eau, la sécheresse ou, à l'inverse, les inondations, jouent un rôle de premier ordre, sans pour autant être la cause initiale de la conflictualité locale. Pour bon nombre d'analystes, la tentation d'expliquer le conflit par le climat est forte : « *Things like the farmer-pastoralist conflict, you don't get that*

811 IMRAP, Interpeace, « A self portrait of Mali on the Obstacles to Peace », March 2015, page 84.

812 Adela Suliman, « Climate and conflict - bedfellows of disasters? », Thomas Reuters Foundation News, 8 February 2018, <http://news.trust.org/item/20180208125840-eb5ij>.

*if there's a good harvest and a good rainy season... they're not going to bother each other*⁸¹³ ». Elle est pour autant partielle et insuffisante. Pour Anne Radday, citée dans le même article, « *climate change and conflict are increasingly engaged in a "vicious circle"* ». Néanmoins, si les défis liés au climat ne sont pas réglés, faisant du dérèglement climatique une variable structurelle et non plus conjoncturelle, son rapport à la conflictualité risquerait de changer. Autrement dit, cette composante pourrait devenir une variable déterminante et explicative plus qu'une dynamique conjoncturelle. Pour Parvin Sultana, la rareté de l'eau a été, en Asie (au Bangladesh en particulier), une cause de conflictualité (ibid.). « *Au Mali, le fleuve est menacé par l'ensablement porteur de dangers multiformes*⁸¹⁴ » (habitat, écoles, pistes, champs, pâturages, accès aux ports). L'ensablement est donc une menace au dynamisme économique, à la santé, à l'éducation - indirectement - et donc à la sécurité. Des tensions peuvent naître autour d'une séparation imaginaire entre les dynamiques du sud du pays et le nord.

d. Les liens de causalité entre la sécurité alimentaire et les conflits

L'insécurité alimentaire touche des millions de personnes à travers le monde et concerne de manière croissante les zones de conflits. Reprenant les données de la FAO, Shields met en lumière le diagnostic suivant : « *Globally, 60% of the 815 million undernourished individuals and 79% of the 155 million stunted children live in countries affected by violent conflict*⁸¹⁵ ». Empiriquement, le lien paraît évident. Les liens de cause à effet et les mécanismes par lesquels la sécurité alimentaire entre dans l'équation d'une réalité conflictuelle sont plus complexes. Par-delà le « *nexus* » entre insécurité alimentaire et conflits, la réflexion porte sur les enjeux de la paix et de la stabilité à l'aune de la sécurité alimentaire. Pour Shields and Al, il est essentiel d'évaluer le lien positif entre sécurité alimentaire et stabilité pour l'action des praticiens et des décideurs politiques (p2).

Les interrogations qui pèsent sur les liens de causalité entre la sécurité alimentaire et les conflits ne sont pas nouveaux. Le sujet produit une littérature considérable, à travers plusieurs disciplines en sciences sociales, sans pour autant que les débats aient permis une forme de

813 Ibid.

814 Laurent Bossard, Basile Cazalis de Fondouce, « Les régions maliennes de Gao, Kidal et Tombouctou, Perspectives nationales et régionales », CSAO/OCDE, 22 octobre 2015, page 16.

815 Martin-Shield and Al, introduction, page 2.

consensus analytique. Martin Shields and Al⁸¹⁶ fait état d'avancées remarquables en matière de recherche sur le sujet, notamment à travers des méthodes quantitatives, emboitant le pas à d'autres pratiques (qualitatives et descriptives). La thématique est donc connue aussi bien dans le monde académique que du côté des praticiens et décideurs politiques. Un certain nombre de défis restent cependant à soulever pour une meilleure compréhension des interactions et liens de causalité entre la sécurité alimentaire et les conflits. Les enjeux académiques ne se limitent donc pas à la scientificité des débats mais s'inscrivent dans une logique de contribution aux politiques mises en place pour lutter contre les conflits violents. La mobilisation est donc importante et duale.

Pour Martin Shields and al, les recherches en science politique et en économie ont récemment fait des avancées significatives pour comprendre la relation de cause à effet entre la sécurité alimentaire et les conflits : *“The political science and economics fields have recently made significant strides in understanding the relationship between food security and conflict”⁸¹⁷*. Sur le plan méthodologique et épistémologique, les auteurs relèvent des défaillances et un vide qu'il est nécessaire de combler. Ces failles s'illustrent à travers des manquements théoriques et conceptuels qui entravent la collecte⁸¹⁸ de données. Malgré des efforts considérables et des résultats obtenus, les auteurs pointent du doigt une série de limites à repousser :

- Un besoin de poursuivre la collecte de données sur le terrain dans les zones de conflits afin de mieux saisir la diversité des situations en fonction des différents niveaux d'interrelations (national, sous régional et local) ;
- Avoir une meilleure compréhension des mécanismes par lesquels s'effectuent les liens de cause à effet entre les deux éléments mentionnés (sécurité alimentaire et conflits) ;
- Enfin, les auteurs dénotent un manque de preuves et d'éléments fiables en matière d'analyses et d'évaluation des politiques d'interventions.

816 Martin-Shields, Charles and Stojetz, Wolfgang, “Food Security As Peacebuilding: Analyzing the Relationship between Food Security and Conflict Data to Support Empirical Policy Making” (May 19, 2017), page 37.

817 Martin-Shields, page 34.

818 Les auteurs proposent leur recours aux technologies digitales (sondages par téléphones, messages) pour rendre moins coûteuses et plus opérantes les démarches de collecte de données.

Plus généralement, les auteurs appellent à ce que la sécurité alimentaire soit intégrée dans les pratiques du maintien de la paix. Ils soutiennent également l'idée qu'une plus grande mobilisation des domaines des sciences sociales et de l'économie peut alimenter les décideurs politiques. «*The economics and social science fields have a great deal to offer policy makers working in the food security and conflict nexus, and it is our hope that greater communication between scientists and policy makers can lead to better lives and improved safety for those facing food insecurity and the risk of violence*» (ibid. page 39). Paul D. Williams montre un certain scepticism quant à l'explication du déclenchement des conflits à cause de l'accès aux ressources naturelles. Pour lui, cette variable, comme d'autres, peut renforcer les dynamiques et l'engrenage de la conflictualité sans pour autant être un facteur déterminant et prépondérant de la conflictualité. Tout comme la dimension ethnique, les défis liés à l'accès aux ressources peut renforcer une dynamique conflictuelle. Selon lui, il faut se prémunir de toute intention politique quant à l'explication des conflits. L'Afrique de l'Ouest regorge de ressources naturelles et il est vrai que certains conflits du siècle précédent ont pris place dans cette partie du monde⁸¹⁹. Pour autant, cela n'explique pas les tenants et aboutissants des systèmes de conflits en question.

e. Pauvreté et conflictualité

Le « *nexus* » conflit-pauvreté fait l'objet d'une importante littérature académique. Il alimente les doctrines « *développementistes* » des bailleurs de fonds internationaux et en particulier les économistes. En rapport avec l'Afrique, il alimente, au mieux, des clichés sur les liens entre pauvreté et conflictualité. Au pire, des approches déterministes. Ces réflexes doctrinaux et analytiques sont liés à la focalisation des partenaires sur l'aide au développement et sur les confusions qui règnent entre développement, pauvreté et insécurité. En effet, si la pauvreté était la source majeure des conflits, l'Afrique serait à feu et à sang. Ce n'est pas le cas.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, de nouvelles notions ont été proposées pour appréhender les trajectoires des acteurs de la violence armée. La problématique de la radicalisation en est une. Elle s'étudie à l'aune de plusieurs facteurs, notamment celui de la pauvreté comme facteur de mobilisation. Nous prendrons en compte les deux dynamiques. D'une part, le récit global du lien conflit-pauvreté. D'autre part, le lien pauvreté-radicalisation.

819 GRIP, 2012/7, page 11.

➤ *La pauvreté comme menace à la sécurité*

Serge Michailof parle du « *classique piège de la pauvreté, traditionnellement mis en avant par les économistes*⁸²⁰ ». Paul D. Williams (Spear & Williams, 2013) développe une analyse multi-niveaux pour appréhender « *l'équation sécuritaire* » et les risques/menaces que peuvent poser la situation de pauvreté : 1) « *Human security* » 2) « *State security* » 3) « *Global security* ». Concernant la deuxième dimension en particulier (niveau étatique) Williams soumet trois questions qui alimentent fortement les débats contemporains en matière de sécurité internationale. Il s'agit du lien de cause à effet entre la pauvreté et les conflits armés. De la question de la réduction de la pauvreté dans la lutte globale contre la terreur et enfin, est-ce que la pauvreté est liée à une situation de faillite des Etats ? Pour l'auteur, ces questions sont conditionnées par les capacités de l'Etat et sa légitimité vis-à-vis des populations dont il est responsable. C'est donc dans une perspective multi scalaire que notre questionnement s'inscrit afin de comprendre les interactions, voire les interdépendances, qui se créent entre les agents présents sur le terrain. La question de la pauvreté nous permettra également d'affiner notre grille de lecture quant à l'expression du recrutement des groupes terroristes au Sahel et de sortir de certains écueils. Autrement dit, comprendre le réel impact de la pauvreté dans les processus de recrutement. A ce titre, une distinction est à faire entre la pauvreté absolue (monétaire) et relative⁸²¹.

➤ *Radicalisation, violence politique et terrorisme*

Malgré les écueils et les amalgames au sein de son administration, le président Bush, au lendemain du 11 septembre, confiait que la pauvreté ne transforme pas des individus en terroristes. Sur le plan de la recherche, un consensus montre qu'il n'y a pas de liens entre pauvreté et radicalisation. S'il y en avait un, il est particulièrement ténu⁸²².

Pourtant, la réduction de la pauvreté⁸²³ a toujours été considérée comme une dimension centrale des politiques de contre-terrorisme, que ce soit outre-Atlantique ou en Europe. Car comme nous l'avons précisé antérieurement, la pauvreté relative ne conditionne pas

820 Serge Michailof, ENA Hors les murs, *ibid.*

821 Concept de Tedd Gurr sur la « *relative deprivation* ».

822 Atle Mesøy, « *Poverty and radicalisation into violent extremism: a causal link?* », *NOREF expert analysis*, January 2013.

823 L'éducation est également une priorité et perçue comme un rempart, une forme de contre-idéologie, au discours théologique et extrémistes des organisations terroristes.

directement le recrutement et la mobilisation collective qui peut amener à la violence mais les conséquences sociales, morales et cognitives engendrées. L'étude du champ de la radicalisation met le vecteur socio-économique au cœur de la problématique⁸²⁴ bien que les études visant à comprendre le lien entre pauvreté et conflit ou encore le lien entre extrémisme violent et pauvreté sont partielles. Cantens et Raballand remettent en cause l'idée selon laquelle l'appât du gain et la « *maximisation d'un bien-être matériel* » permettrait, à travers le développement économique et la réduction de la pauvreté, de réduire les chances de voir des populations adhérer aux groupes islamistes radicaux⁸²⁵. En effet cette vision étriquée de la réalité a longtemps (et constitue encore certainement une façon d'analyser les choses au sein de plusieurs institutions telles que l'UE, les Nations-Unies et parfois à l'intérieur de certains gouvernements) orienté la manière dont plusieurs acteurs internationaux percevaient l'engouement pour le recours à la violence armée dans certaines régions du monde. Se pose alors la très pertinente question : faut-il être payé pour tuer⁸²⁶ ? A contrario, il est vrai que le développement économique et la réduction de la pauvreté jouent un rôle en termes de stabilité politique et permettent d'envisager, pour les populations locales, les questions de gouvernance sous un jour meilleur. Parce que si la question économique n'est pas si centrale, les problèmes de perception de mauvaise gouvernance et les frustrations qu'elles engendrent en conséquence ont bien plus d'impact dans un processus de radicalisation.

Ginkel et Briscoe mettent en lumière les liens et les effets de corrélation qui existent entre l'extrémisme violent, les situations de marginalisation économique et de privation et enfin la mauvaise gouvernance et les situations de conflits. Ils rappellent que bon nombre d'études prouvent qu'il est scabreux d'affirmer qu'il existe un lien patent entre la pauvreté, le manque d'éducation et le profil des terroristes. Au contraire, ces recherches montrent que les individus embrigadés appartiennent davantage aux classes moyennes et aux classes aisées (page 3) et que le lien direct entre conditions économiques et terrorisme est erroné. Et d'ajouter que s'interroger sur les liens entre le manque de développement (caractérisé souvent par la mauvaise gouvernance et les conflits) et l'extrémisme violent devraient favoriser le dialogue entre les experts de sécurité et ceux du développement⁸²⁷.

824 Atle Mesøy, *ibid.* p 2.

825 Cantens et Raballand, *ibid.* page 37.

826 Amélie Blom, « Faut-il être payé pour tuer ? Les fondements économiques de la violence jihadiste au Pakistan », Conférence, printemps 2018, Genève, Suisse.

827 Ginkel, Briscoe, *ibid.* p 3.

Les « *push* » et « *pull factors* » (bien qu'ils soient des concepts imparfaits) permettent de poser le débat sur l'embrigadement des populations, notamment pour comprendre comment la question de la pauvreté peut-être un facteur de radicalisation. Les différentes études pour comprendre le lien entre radicalisation et violence montrent que la pauvreté doit être comprise non pas en tant que finalité mais en tant que déterminant de la marginalisation (manque d'accès à l'éducation, aux services de santé, exclusion du système politique) et de l'injustice ressentie (ce qui indique un minimum de conscience de la part des individus) et vécue par les populations. Ce sentiment d'injustice est lié, selon Williams au capital social (éducation) des agents concernés. Pour l'auteur, les individus les plus touchés par la pauvreté n'ont pas suffisamment de capital social pour exercer une mobilisation et une résistance organisée. Toutefois, Ginkel et Briscoe montrent que si les liens ne sont pas avérés entre le phénomène de pauvreté et le terrorisme, la corrélation entre la propension au conflit et le niveau des revenus est réelle.

➤ *Le recrutement et l'opportunité économique*

Nous parlons ici des phénomènes de recrutement en tant que mobilisation. Sommes-nous, au Sahel, face à des mobilisations individuelles ou collectives ? Et Comme le précise Williams en reprenant Frances Stewart, la question de la mobilisation s'illustre à travers des revendications d'un groupe par rapport à un autre (encore une fois il s'agit d'un sentiment, d'une perception plus que d'un phénomène arithmétique et monétaire par rapport à un seuil de pauvreté). Pour d'autres, comprendre le processus de recrutement et de radicalisation d'un individu nécessite que l'on épie le chemin d'un individu en situation de pauvreté, notamment dans sa volonté d'intégrer des groupuscules qui eux même peuvent amener l'individu en question vers un processus de radicalisation et de violence. Autrement dit, il est essentiel de faire le distinguo entre les différents instruments mobilisateurs qui peuvent déclencher les phénomènes en question (« *push & pull factors* »).

Le recrutement et le passage à la violence comme opportunité économique (statut, possession d'armes, pouvoir) doit aussi être analysé de manière précise. Comme le précise Paul Collier, d'autres facteurs plus importants que le phénomène de pauvreté permettent de comprendre comment et pourquoi un certain type de populations, notamment les jeunes, peuvent joindre une rébellion (Williams, CHAP 10, op. cit.). Pour Williams, les études (littérature) sociologiques et politiques accordent davantage d'importance au facteur pauvreté dans les

conflits intra-étatiques, particulièrement quand celui-ci coïncide (ou met en lumière) avec des appartenances religieuses, ethniques, régionales communes.

f. La conflictualité expliquée par le facteur religieux, ethnique et tribal

Pour Paul D. Williams, il est nécessaire de s'intéresser aux facteurs locaux pour mieux appréhender les réalités conflictuelles en Afrique. La dimension tribale n'est pas centrale, ni plus que d'autres variables (existantes, certes) telles que l'héritage colonial, l'accès aux ressources naturelles, etc. Les causes sont multiples et doivent être appréhendées avec acuité pour que les réponses institutionnelles et politiques soient appropriées. Dans la conflictualité moderne, le terrorisme islamiste favorise les amalgames et les interprétations erronées. Nous l'avons dit, la pauvreté, le facteur ethnique, tribal et religieux, sont considérés par beaucoup comme des facteurs de radicalisation et de mobilisations violentes. Si les groupes armés insurrectionnels et certains groupes terroristes agissent et prolifèrent dans des Etats fragiles, les diagnostics manquent d'acuité.

En Afrique le facteur ethnique dans la conflictualité est régulièrement mal compris, essentiellement surévalué, dans le lien de causalité qu'il entretient avec les mobilisations violentes. Il est vrai, néanmoins, qu'il est devenu ces dernières années un défi majeur de la paix dans plusieurs régions sahéliennes. Dans la région de Mopti au centre du Mali, à Ménaka à l'Est de Gao, au centre du Nigeria, les dimensions politiques et économiques des conflits locaux ont été surpassées par la dimension ethnique au Mali, ethnique et religieuse au Nigeria. La montée en puissance et la politisation⁸²⁸ des groupes pentecôtistes, au Nigeria et en Côte d'Ivoire notamment, renforce le récit d'une forte dimension religieuse des conflits. Historiquement ancré dans des anciennes colonies anglophones ou d'influences américaine⁸²⁹, le pentecôtisme peut aujourd'hui faire le jeu des extrémistes de tout bord et s'ingérer dans la problématique de la violence armée dans l'espace sahélo-saharien.

Le facteur ethnique est néanmoins particulièrement central et mobilisateur dans le recrutement des groupes armés terroristes. La « *résurgence des solidarités familiales et ethniques* » peut apparaître comme une réponse à un écrasement lié à une forme de précarité

828 Cédric Mayrargue, « Les dynamiques paradoxales du pentecôtisme en Afrique subsaharienne », Notes de l'IFRI, Avril 2008.

829 Cédric Mayrargue, « Trajectoires et enjeux contemporains du pentecôtisme en Afrique de l'Ouest », Critique internationale 2004/1 (no 22), p. 95-109

sociale et de mise à l'écart de la vie politique. Le « *sujet communautaire* » prime sur l'individu, à savoir l'appartenance ethnique⁸³⁰. L'instrumentalisation du vecteur ethnique est réelle et croissant au Sahel. Le référentiel d'appartenance (sujet communautaire) est hautement symbolique et stimulateur si d'autres référentiels font défauts⁸³¹. Les groupes armés islamistes prennent le contre-pied du manque de légitimité des Etats. Le sujet de fond est la compatibilité entre l'appartenance ethnique et la création des nations en Afrique, incarnés aujourd'hui par des systèmes politiques locaux non-inclusifs. Comme le précise Claude Meillassoux, « *comme c'est le cas dans toute société civilisée, le problème identitaire en Afrique vient de la mise à l'écart de la vie politique*⁸³² ». En conséquence de quoi, le véritable risque est que des mobilisations politiques, idéologiques aient lieu en dehors des cercles démocratiques et institutionnels, au profit notamment de groupuscules islamistes radicaux et violents. Jusque-là, l'espace identitaire (ethnique, tribal, religieux) est un vecteur de fragilité et de tension sociale alors qu'il pourrait être un rempart au terrorisme et à l'extrémisme violent.

➤ *Le facteur religieux*

Depuis le 11 septembre 2001, le facteur religieux est considéré, par beaucoup, comme intrinsèque à la nature violente du terrorisme international. La théorie du choc des civilisations de Samuel Huntington est un véritable support intellectuel et idéologique pour démontrer que l'Occident et le monde Arabe sont en conflit et que l'islam n'est pas soluble dans la démocratie et le modernisme occidental. Si la religion est un tout qui permet d'expliquer et de suivre un schéma de vie individuel et collectif pour les croyants, elle n'est certainement un vecteur central de mobilisation violente et armée. Elle permet, en revanche, de construire un discours et une armature idéologique que les groupes terroristes tels qu'Al Qaida et Daesh utilisent à dessein. Autrement dit, le facteur religieux est aussi central que le choc des civilisations est valable. Nous consacrons tout une partie de notre recherche à comprendre les ressorts idéologiques et politiques d'Al Qaida au Maghreb Islamique pour éviter les différents types d'écueils quant à la nature réelle de la nébuleuse. AQMI, dans sa globalité (puisque les groupes affiliés et dissidents sont nombreux) n'est ni une organisation mafieuse ni un groupe religieux. Elle s'abreuve respectivement d'un capital idéologique fort

830 Patrice Yengo (Dir), « Identité et démocratie en Afrique et ailleurs », L'Harmattan, 1997, page 8-9.

831 Sentiment d'appartenir à une démocratie construite, représentative et légitime, par exemple.

832 Patrice Yengo, *ibid.*

ainsi que d'actions lucratives qui sèment le doute sur la véritable nature du groupe. Cet « *abus de religion* », dans la compréhension des phénomènes de radicalisation et de passage à la violence doivent être combattus en ayant un discours de vérité et une idée de ce qu'est la justice⁸³³. Ceric appelle à de nouvelles dispositions psychologiques qu'il définit comme suit : « *replacing the argument of the might of big nations with the argument of the right of small nations; the argument of historical myth with the argument of historical responsibility; the argument of poor political compromise with the argument of strong moral commitment; the argument of sin with the argument of Adam's humble repentance; the argument of falsehood with the argument of Abraham's truth; the argument of revenge with the argument of Jesus' love; and the argument of injustice with the argument of Muhammad's justice.*⁸³⁴ ». Si la religion est utilisée à dessein, Ceric rappelle que les valeurs qu'elle véhicule (morale, vérité, justice) peuvent être utilisées pour combattre l'extrémisme violent, le terrorisme et la radicalisation, tout comme la culture.

Au Sahel, la domination de l'islam comme religion majoritaire des sociétés locales a renforcé l'idée que la religion était un facteur de radicalisation et de mobilisation violente. La confusion s'instaure dans le fait que le terrorisme et l'extrémisme violent se développe dans des pays fragiles, pauvres et essentiellement islamisés. Les liens de corrélation ne sont pourtant pas aussi directs. L'extrémisme en Afrique de l'Ouest et au Sahel n'est pas l'apanage d'une idée pervertie de l'islam. Le prosélytisme pentecôtiste, qui inquiète certes moins les chancelleries occidentales, est une dynamique négligée. Tout comme l'implantation des missionnaires islamiques (ONG islamiques et prosélytes) est souvent une réponse à la domination des ONG chrétiennes et évangéliques, que les chancelleries occidentales ne veulent pas prendre en considération. « *L'Afrique de l'Ouest reste une zone privilégiée pour les programmes mondiaux d'évangélisation*⁸³⁵ ».

833 Mustafa Ceric, « The use and abuse of religion », in ICSR, *ibid.* p 27.

834 Ceric. *Ibid.* p 27.

835 Cédric Mayrargue, « Trajectoires et enjeux contemporains du pentecôtisme en Afrique de l'Ouest », *Critique internationale* 2004/1 (no 22), p 97.

2. Le terrorisme et la guerre contre la terreur comme nouvelle forme de conflictualité ?

Depuis quasiment deux décennies, le paradigme de la guerre contre la terreur est au cœur des débats stratégiques en relations internationales. En revanche, la littérature souffre d'un manque de réflexions et d'analyses concernant l'impact et la structuration des réponses apportées par les Etats aux phénomènes terroristes et d'extrémisme violent. Au Sahel, l'augmentation de l'insécurité liée au terrorisme appelle à développer de nouvelles grilles d'analyses, afin de mieux saisir les conséquences des actions menées par les Etats et leurs partenaires. Penser la guerre contre le terrorisme comme un véritable système de conflictualité permet-il d'envisager de dépasser la notion de guerre, caractéristique du paradigme de la guerre contre la terreur ?

a. La guerre comme concept rigide

Le concept de guerre contre la terreur a instauré un régime de ni guerre ni paix où l'ordre et le désordre se confondent de manière permanente. Les conséquences sont multiples, parfois paradoxales. Le concept de guerre contre la terreur est à la fois rigide tout en laissant entrevoir des opportunités pour renforcer le capital sécuritaire et militaire de certains acteurs. Les Etats, au même titre que certains acteurs non gouvernementaux, bénéficient de l'environnement politique, institutionnel et cognitif de la guerre. L'impact est matériel et immatériel et codifié, par la norme, l'espace de conflictualité en question. Les acteurs de la violence bâtissent leur légitimité sur la base des discours qui les diabolisent et tentent de les décrédibiliser. Dans le même temps, l'idée de guerre contre le terrorisme réduit le champ d'action des Etats qui ne s'autorisent la négociation avec les groupes terroristes. Au Mali, cette approche a des conséquences directes sur l'issue du conflit, à l'image des frontières particulièrement minces qui existent entre certains groupes armés. La guerre implique des systèmes de rentes et de gains dans les deux camps. En écartant l'idée de négociation avec les groupes terroristes, en supposant que le label soit juste et approprié, n'y a-t-il pas un risque de statu quo avec les groupes armés qui se détachent des groupes terroristes ? Cet immobilisme ne favorise-t-il pas l'acquisition de ressources plus ou moins pérennes pour les groupes concernés par les négociations ? L'idée de guerre favorise-t-elle la structuration de l'Etat ? Ce lien établi entre guerre et structuration de l'Etat était déjà décrit par les libéraux au 18^{ème} siècle (Kaldor, page 22).

Pour Aurélie Campana, il y a deux raisons pour lesquelles il est, de manière générale, difficile de catégoriser une situation de violence. Il s'agit, d'une part, de l'absence de consensus sur ce qui relève de la guerre civile et d'autre part, la difficulté d'accès au terrain et à des sources de qualité « *qui peuvent emprisonner les chercheurs dans les luttes de signification*⁸³⁶ ». Comment différencier la guerre civile d'autres formes de violence ? Campana montre que le défi est moins le recensement d'incidents violents que leur catégorisation⁸³⁷. En ce sens, le label « *terrorisme* » floute les réalités et les spécificités qui peuvent exister et opposer un groupe terroriste à une action d'un groupe d'insurgés, ou encore à un groupe motivé par des intérêts criminels.

Dépasser les schémas classiques de la pensée stratégique en matière de sécurité et de terrorisme, nécessite de prendre en compte les réalités matérielles et immatérielles de la guerre contre la terreur. Elles se définissent comme suit :

- La guerre contre le terrorisme est, sur le plan doctrinal et conceptuel, une approche stato-centrée normative, capacitaire, militaire et sécuritaire, permissive, préemptive ;
- Sur le plan immatériel, psychologique et cognitif, la notion de guerre enferme dans une approche globale et continue de la peur, de l'anxiété, de la terreur et de l'incertitude ;
- Sur le plan intellectuel, philosophique et idéologique, elle décrédibilise, délégitime, stigmatise, diabolise, l'action violente de « *l'adversaire* », dans un contexte a-historique et décontextualisée, favorisant l'idée d'un choc des civilisations.

Les conséquences matérielles et immatérielles de la guerre contre la terreur décrites illustrent un continuum de violence physique et cognitif remettant en cause les approches classiques de la sécurité et la rigidité d'un champ classique et réducteur limitant la capacité de compréhension des phénomènes de violence en question.

836 Aurélie Campana, op cit. page 11.

837 Ibid.

b. La guerre globale contre la terreur - un contexte ni guerre ni paix ?

Le tropisme sécuritaire et militaire de la guerre globale contre la terreur a fortement impacté les relations internationales et les études de sécurité. L'approche réaliste floute les réalités et les temporalités de la guerre, de la paix, de l'ordre, du désordre et de la notion de crise. Pour John Raine, «*The nature of the threat changed after 9/11. Al-Qaeda's agenda was not about demanding a fair share in an existing order, but opting out and creating a new one*⁸³⁸». Quels enseignements sur les notions d'ordre et de désordre (Balandier) au regard des représentations françaises au Sahel ? Charbonneau s'interroge sur le « *new normal of permanent military intervention* » (Charbonneau, 2017) qui répond à une logique institutionnelle et cognitive : l'état permanent de la crise et du conflit. La guerre contre le terrorisme a amené cette nouvelle réalité de l'intervention permanente ou systématique. La GWOT conforte, à l'aune de la présence militaire au Sahel, le caractère frontal, permissif et sécuritaire de la lutte contre le terrorisme islamiste. Ce capital guerrier est entretenu par Paris au Sahel, autant que celui-ci avait été instauré par Washington en Afghanistan et en Irak au début du XXI^{ème} siècle.

Le paradigme sécuritaire et militaire de la lutte contre le terrorisme donne un caractère permissif à l'usage de la force (guerre préemptive) dépossédant de toute forme de norme à la guerre. La légitimité du recours à la violence est également questionnée. La guerre contre le terrorisme est une forme de radicalité qui entraîne un cercle vicieux de l'usage de la force par les puissances étatiques, notamment les Etats-Unis au lendemain du 11 septembre 2001. Ce paradigme décrédibilise l'action de l'Etat. La notion de souveraineté est remise en cause par l'usage de la force tout azimut. Le recours à l'outil militaire est devenu, dès 2001, non plus l'exception mais la règle pour lutter contre le terrorisme. Au-delà de l'Etat, c'est l'image de la communauté internationale et du système des Nations-Unies qui est bafouée, car perçue comme inutile à l'image de l'intervention non autorisée en Irak (mars 2003). Lloyd Axworthy (séminaire UNOG/DCAF, Genève 2004, page 20) rappelle que la guerre a toujours modifié les règles et que la guerre contre le terrorisme a fait surgir un lot de règles très permissives.

Le paradigme de la guerre comme moyen pour lutter contre le terrorisme international, on ne le répètera jamais assez, rend toute analyse partielle, floue, voire erronée. Alors que la fin de

838 John Raine, « Terrorism and the new disorder », *IISS Voices*, 9th January 2018, consulté le 12 janvier 2018, <http://www.iiss.org/en/iiss%20voices/blogsections/iiss-voices-2018-2623/january-c361/terrorism-and-the-new-disorder-61cf>.

la Guerre froide permettait de renouveler les schémas de pensée en relations internationales, le 11 septembre et ses conséquences ont engendré un retour en arrière. Nous analysons cette situation comme une régression intellectuelle quant à la nécessité de comprendre la paix et la sécurité internationale autrement que par l'emprise de l'Etat et dans une logique territoriale. Or, la guerre contre la terreur érige les peuples les uns contre les autres en priorisant l'action régaliennne promue par l'Etat. Autrement dit, la mobilisation de la force par l'Etat implique une vision stato-centrée de la sécurité à rebours des réalités humaines, individuelles et collectives, de la sécurité. Affecté et délégitimé par la mondialisation, l'Etat n'a cessé d'être décrédibilisé par son action primaire et violente, illustrée par la guerre contre la terreur. Le monde multi-polarisé dans lequel nous vivons mérite plus complexité et de retenue de la part des grandes puissances internationales, telles que les Etats-Unis. Axworthy parle de solutions primitives face à des menaces qui nécessitent des solutions alternatives afin que l'action de l'Etat ne soit pas uniquement dictée par les logiques de la guerre contre la terreur (Ibid., page 21). Il en va de la compréhension des enjeux de la sécurité au sens large, au-delà du carcan sécuritaire et militaire que le monde subit depuis le début du XXIème siècle. Axworthy rappelle que la notion de sécurité humaine permet de prendre plus en compte les menaces aux individus par rapport aux menaces faites aux Etats-nations⁸³⁹.

➤ *Reconfigurations spatiales de la guerre contre le terrorisme*

Pour Vilmer, parler de guerre, et de son corollaire la paix, empêche de bien saisir les réalités géographiques et territoriales d'un conflit⁸⁴⁰. Pour lui, malgré de fortes critiques à l'attention du discours de « *guerre contre la terreur* » utilisé par Georges Bush, la sémantique a été très largement reprise. Le contexte de la guerre contre la terreur accroît la complexité de la compréhension du phénomène et des réalités induites. La guerre contre la terreur illustre une réalité confuse de ni guerre ni paix qui fragilise, par ailleurs, les notions d'ordre, de désordre et d'état de crise. Dire que l'on est en guerre contre le terrorisme est un non-sens sur le plan de la sémantique (Vilmer). Pour le politologue, la guerre devient insaisissable et il devient difficile de faire le distinguo entre le lointain (théâtres d'opération) et ce qui est proche, immédiat, le territoire national. Interrogé sur les notions de guerre et paix, il précise que la

839 Ibid. page 21.

840 Pierre Alonso, « Jean-Baptiste Jeangène Vilmer : «Dire qu'on est en "guerre contre le terrorisme", c'est un non-sens sur le plan de la sémantique» », 1^{er} décembre 2017, consulté le 14 janvier 2018, http://www.liberation.fr/debats/2017/12/01/dire-qu-on-est-en-guerre-contre-le-terrorisme-c-est-un-non-sens-sur-le-plan-de-la-semantique_1613906.

France peut être considérée en guerre à travers les opérations Barkhane et Chammal, c'est-à-dire en opération extérieure (OPEX). Pour Vilmer, « *tout le débat porte sur le territoire national* ». La France n'est pas en guerre sur son territoire national, même si les forces armées interviennent dans l'espace national. Il ajoute que ce n'est pas le droit des conflits armés qui s'applique lorsque les forces armées interviennent sur le territoire national. Les militaires, eux-mêmes réfutent le terme, selon Vilmer. Et de poursuivre : « *La guerre ne fait pas l'objet d'une définition consensuelle, elle est floue, relève du lexique politico-médiatique, le droit préfère parler de «conflit armé»⁸⁴¹* ». Le nouvel ordre mondial, post 11 septembre, a provoqué un repli sur soi de l'Etat, « *une levée de bouclier aux frontières. Les nouvelles législations, les institutions de sécurité, les alliances régionales ont fait que le monde s'est rabattu sous le parapluie de l'autorité légitime étatique⁸⁴²* ».

c. La guerre contre le terrorisme - un système de conflits?

Problématiser la lutte contre le terrorisme, sous forme de conflictualité, est une démarche qui permet d'appréhender les logiques d'interférence et d'interdépendance entre acteurs et espaces au cœur d'un système régit par des continuums sécuritaires (continuum sécurité-défense) et spatiaux (continuum du dedans et du dehors). L'objet « *Sahel* » est un champ caractérisé par des échelles multiples et interdépendantes, dont le centre névralgique est devenu, ces dernières années, la menace islamiste/terroriste ; une menace diffuse et mobile. Pour Vilmer, « *il existe un lien entre l'intérieur et l'extérieur. C'est tout le problème des conflits d'aujourd'hui : il n'y a plus de claire distinction entre ce qui relève de la sécurité intérieure et de la défense extérieure⁸⁴³* ». L'hypothèse d'un système de conflictualité au Sahel questionne son intégration spatiale (enchevêtrement des niveaux locaux, nationaux, régionaux et internationaux), les acteurs impliqués dans la gestion des menaces afférentes et l'intensité des conflits internes au système décrit. L'implication d'acteurs extérieurs, par les interventions militaires et l'aide au développement, reconfigurent le paradigme sahélien.

Ces logiques spatiales et interactionnelles renforcent l'idée de confusion entre temporalités de la guerre et de la paix, entre conflits et stabilité. La guerre contre le terrorisme se caractérise également par la déterritorialisation de phénomènes politiques et de violences. Penser la lutte

841 Pierre Alonso, *ibid.*

842 Campana, Hervouet, *ibid.* p 28.

843 Pierre Alonso, *ibid.* http://www.liberation.fr/debats/2017/12/01/dire-qu-on-est-en-guerre-contre-le-terrorisme-c-est-un-non-sens-sur-le-plan-de-la-semantique_1613906.

contre le terrorisme comme un système de conflits⁸⁴⁴ suscite des pratiques pluri et interdisciplinaires, en interrogeant la rencontre de plusieurs disciplines et courants de pensée telles que la géographie (jeux d'échelles⁸⁴⁵), les théories de systèmes⁸⁴⁶, le transnationalisme⁸⁴⁷, les théories sur les complexes conflictuels régionaux⁸⁴⁸, les travaux de Bourdieu sur le champ⁸⁴⁹, etc.

S'intéresser au degré (intensité) de conflictualité, ou au niveau (échelles, territorialisation, délimitation géographique) permet d'interroger la polarité du conflit. Autrement dit, d'interroger les causes, souvent multiples, d'un conflit et sa dimension spatiale. La lutte contre le terrorisme au Sahel est-elle une nouvelle forme de conflictualité ? Un conflit de « *low intensity* », une guerre asymétrique ? Le cas échéant, quelles en sont les conséquences ? Depuis plus d'une décennie, un imaginaire commun international s'est développé et encreée dans les réalités des Etats et des institutions multilatérales. Cette narration internationale s'est par ailleurs renforcée par la situation en Irak, en Syrie et au Sahel.

La conflictualité sahélienne doit être comprise au regard des interventions extérieures et des systèmes de coopération régionale qui jouent un rôle central dans le système de conflictualité

844 Roland Marchal, Christine Messiant, « Une lecture symptomale de quelques théorisations récentes des guerres civiles ». Texte présenté à la réunion du groupe de recherche conjoint CERI/Centre for Defense Studies, King's College, sur les « acteurs intérieurs des conflits en Afrique », Paris, 6 mars 2001, publié dans *Lusotopie*, XIII (2), 2006, pp. 1-48 ; Roland Marchal, « Anatomie des guerres en Afrique », *Questions internationales*, n°5, janvier-février 2004, p. 25-34.

845 Jacques Revel (dir), « Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience », Paris, Gallimard-Le Seuil, « Hautes Etudes », 1996, 248p ; Marjolaine Paris, « Articuler différentes échelles dans les objets des sciences sociales : enjeux théoriques et méthodologiques », *Cahiers de l'URMIS*, 2013 ; Aaron Cicourel, « Notes on the integration of micro and macro levels of analysis, in Knorr-Cetina Karin et Cicourel Aaron (eds) *Social Theory and Methodology – Toward an integration of Micro- and Macro Sociologies*, Boston, Londres, Henley, Routledge and Paul Kegan, pp. 51-80, 1981.

846 Thomas MESZAROS, « Quelques réflexions sur l'idée de système en sciences sociales et sur son utilisation dans les relations internationales contemporaines », *Cosmopolitis*, n°2, 2007 ; Ludwig Von BERTALANFFY, « Théorie générale des systèmes, Physique, biologie, psychologie, sociologie et philosophie », Paris, Dunod, XV, 1973.

847 F. Constantin, « La transnationalité : de l'individu à l'Etat. A propos des modes populaires d'action internationale en Afrique orientale in M. Girard (dir.), *Les individus dans la politique internationale* », Paris, *Economica*, 1999 ; Johanna Siméant, « Transnationalisation/internationalisation », in Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po « Références », 2009 p. 554-564 ; Michael E. Brown, ed., « *The International Dimensions of Internal Conflict* », The MIT Press, 1996.

848 Reinoud Leenders, Au-delà du « pays des deux fleuves : Une configuration conflictuelle régionale ? », *Critique internationale*, 2007/1, N° 34, p. 61 – 78 ; Sihem Djebbi, « les complexes conflictuels régionaux », *Fiche de l'IRSEM* N°5, 9 pages, IRSEM, 2010 ; Raimo VÄYRYNEN, « Regional Conflict Formations: An Intractable Problem of International Relations », *Journal of Peace Research*, vol. 21, n°4, novembre 1984, p. 337-359 ; Peter WALLENSTEEN, Margareta SOLLENBERG, « Armed Conflict and Regional Conflict Complexes, 1989-97? » *Journal of Peace Research*, vol. 35, n°5, septembre 1998, p. 621-634.

849 Pierre Bourdieu, « *Propos sur le champ politique* », Lyon, Presses Universitaires, 2000.

sahélien. Quelles conséquences sur les sociétés, les populations, les Etats ? Qu'est-ce que la violence armée et le terrorisme au Sahel révèlent sur la paix sociale, l'évolution de l'Etat et des sociétés de la région ? Problématiser la conflictualité au Sahel permet d'interroger la fécondité des études de sécurité classiques et traditionnelles à l'aune des évolutions géopolitiques du XXIème siècle et de la coopération internationale en matière de sécurité et de développement. Appréhender et problématiser l'approche politique du terrorisme et de l'extrémisme violent au Sahel implique de comprendre comment la conflictualité est abordée sur le continent. Pour Mohamed Mahmoud Ould Mohamedou⁸⁵⁰, il faut « *Changer notre manière de concevoir le conflit* » en renonçant « *à l'exclusivité du prisme religieux* » et en repensant « *le rôle de l'Etat* ».

Problématiser la lutte contre le terrorisme au Sahel comme un système de conflit implique de comprendre les formes d'interactions politiques, économiques et spatiales entre les différents acteurs composant le champ de la sécurité dans une logique transverse et multiniveaux. Comment catégoriser la lutte contre le terrorisme international, est-elle une guerre ? Un conflit ? Alors que les GAT tente d'instaurer un climat d'incertitude et d'instabilité, voir un climat guerrier, quels sont les moyens dont disposent les Etats pour lutter dans cette conflictualité asymétrique ? Comment éviter l'imposition des logiques discursives et politiques (sécuritaires) de la guerre contre le terrorisme ?

➤ *Dé-légitimation et abstraction des autres formes de mobilisations violentes et de conflits au Sahel*

Avec le récit de la guerre contre le terrorisme, les facteurs structurels de fragilité au Sahel sont écartés des grilles d'analyses. La labélisation de la terreur au Sahel fragilise la compréhension des systèmes de conflits locaux et transnationaux au Sahel. Pour autant cette sur-labélisation, même si elle n'est pas neutre, au départ, n'est pas maîtrisée ni totalement voulue par ces concepteurs. Elle n'est d'ailleurs pas le strict reflet de la pensée des locuteurs responsables de la diffusion et de la conceptualisation dudit label. Les praticiens et les chercheurs s'accordent sur un aspect essentiel. Le problème n'est pas véritablement la compréhension d'un ensemble de phénomènes complexes, mouvants et évolutifs. Mais plus la capacité des uns et des autres à produire des réflexions dont ils auront la capacité de rendre concrètes, réelles et

850 Mohamed Mahmoud Ould Mohamedou, « La genèse du conflit au Sahel » *Esprit*, p 115-117, 2013/2.

opérationnelles sur le terrain. Kamissa Camara rappelle que « *le Mali n'est ni un État en temps de guerre, ni un État en temps de paix, ni un État post-crise. Et pourtant, toutes les institutions et tous les mécanismes internationaux d'aide à la résolution des crises maliennes n'ont de choix que de classifier le Mali dans une de ces catégories pour ouvrir la voie au mandat d'intervention*⁸⁵¹ ».

d. Ordre, désordre et notion de chaos, entre rupture et continuité en Afrique

- *Du conflit en relations internationales au conflit en Afrique. Le débat sur la spécificité du rapport à l'ordre et à la conflictualité sur le continent.*

Selon Bach et Sindjun⁸⁵², il n'y a pas de spécificité ni d'exception dans la conflictualité en Afrique, pour plusieurs raisons. En premier lieu, trop d'importance est donné à la rupture imposée par la fin de la Guerre froide. La fin de la bipolarité et la complexité liée à la mondialisation peuvent induire en erreur, voire créer des illusions. Dans ce contexte, l'Afrique n'est pas un continent laissé pour compte, bien au contraire, il est le lieu où s'exercent des réalités entre acteurs et puissances étrangères. Pour les auteurs, l'Afrique « *demeure un champ de confrontation entre les puissances occidentales, notamment la France et les Etats-Unis, mais aussi entre puissances à vocation continentale que constitue désormais l'Afrique du Sud* ». Deuxième élément, sur « *l'illusion d'une spécificité africaine* », concerne la permanence des conflits sur le continent et les raisons que l'on veut imputer à cette fragilité structurelle de l'ordre sur le continent. Pour Bach et Sindjun, le scientifique en relations internationales doit s'intéresser aux ressorts des conflits en Afrique pour un meilleur discernement de la situation, à savoir : « *les conflits en Afrique relèvent de l'activité politique sous d'autres formes* ». Cela n'est pas sans rappeler la formule bien connue de tous, prononcée par Clausewitz : « *la guerre n'est que la continuation du politique par d'autres moyens* ». Cette réflexion est le résultat d'une perception particulière et singulière du conflit, c'est-à-dire dépendre le conflit comme une « *banalité* » (de par sa permanence que nous évoquions antérieurement) et non plus comme une situation « *pathogène* ». Enfin, « *l'illusion d'une spécificité africaine des conflits tient à la rupture entre dynamiques du dedans et du*

851 Kamissa Camara, « Sortir de la caricature et faire un constat lucide », Le Point Afrique, 1^{er} février, http://afrique.lepoint.fr/actualites/mali-sortir-de-la-caricature-et-faire-un-constat-lucide-01-02-2018-2191496_2365.php#xtor=CS2-241.

852 Bach et Sindjun, op. cit.

*dehors qui fut l'un des postulats fondateurs de l'analyse réaliste*⁸⁵³ ». Insister sur la différenciation entre l'interne et l'externe est réducteur et ne correspond pas à la réalité d'une multitude de situations sur le continent africain. Pour les auteurs, cela s'accompagne d'une deuxième dichotomie, celle de la souveraineté et de l'anarchie (toujours au sens des théories réalistes) qui, de manière systématique, exclut le conflit de l'espace endogène à un Etat pour le hisser au niveau de la sphère extérieure. Ce « *havre de paix* » dans l'espace de souveraineté est remis en cause par plusieurs conflits tels que le Rwanda, le Burundi ou encore le Congo⁸⁵⁴. Cette notion de transnationalité implique une recomposition de la configuration spatiale du champ de la guerre contre le terrorisme, brisant notamment la barrière entre l'interne et l'externe⁸⁵⁵.

Ces hypothèses de travail et la remise en cause des paradigmes classiques en relations internationales permettent d'élargir les perspectives analytiques et épistémologiques en introduisant la question de l'interdépendance entre les acteurs, au-delà des frontières respectives des Etats. En termes de dynamiques de conflits, les exemples précités nous amènent à penser la régionalisation des conflits⁸⁵⁶, ou la nature transnationale des conflits. Alors que les réalités sahéliennes ne calquent pas celles de la région des grands lacs ou de l'Afrique de l'Est, il n'en est pas moins pertinent d'utiliser la littérature sur les systèmes de conflit pour faire émerger une autre typologie en lien avec la nature de l'extrémisme violent et le terrorisme dans la bande saharo-sahélienne⁸⁵⁷.

➤ *Terrorisme en Afrique : le continuum de conflictualité*

Les mobilisations violentes d'Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI) et la capacité de la nébuleuse à se greffer sur des systèmes de fragilité latents, impliquent un certain type de désordre politique, social, parfois économique et surtout sécuritaire. L'implication des partenaires internationaux dans les situations de fragilité, devenues des crises, au Sahel, dans un contexte de lutte contre le terrorisme islamiste, renforce la continuité et élargit les dimensions spatiales du conflit. Les analyses et les récits deviennent globalisant (lutte contre le terrorisme international), et les perspectives locales deviennent régionales (renforcement de

853 Ibid.

854 Ibid.

855 Théories de Didier Bigo et question de l'enchâssement.

856 Systèmes de conflits, complexes de sécurité régionale, etc.

857 Nous reviendrons précisément sur ces utilisations conceptuels dans la 2^{ème} partie de notre recherche ; partie dédiée à la construction d'un nouveau paradigme de notre objet d'études.

l'idée d'approches et d'intégration régionale). Les pratiques du contre-terrorisme au Sahel renforcent donc l'idée d'un continuum entre les espaces locaux, régionaux et internationaux, impliquant sur le plan politique et institutionnel un continuum sécurité-défense et une nécessaire articulation sécurité-développement. L'implication multi-acteurs pour tenter de juguler les menaces liées au terrorisme impactent les sociétés et populations locales mais également l'environnement institutionnel (Etats, organisations régionales et internationales).

L'objectif est de comprendre la conflictualité en Afrique et au Sahel, liée à l'extrémisme violent et au terrorisme, en interrogeant les logiques de continuité et de rupture spatiale dans l'approche politique et stratégiques des Etats et dans le développement de leur coopération régionale et internationale. La question des ruptures et des continuités doit aussi être analysée dans la typologie des conflits en Afrique : Les mobilisations violentes au Sahel revêtent différentes formes et natures (rébellions, conflits ethniques et plus récemment terrorisme islamiste). Il paraît néanmoins nécessaire d'interroger la dimension continue, l'historicité des conflits, notamment dans l'approche qu'ont les acteurs internationaux de ces conflits. Faut-il, dans cet état d'esprit, minimiser la rupture établie après la Guerre froide sur le continent, comme le proposent Daniel Bach et Luc Sindjoun ?

A travers une perspective historique des sociétés étudiées, il nous paraît essentiel de discuter la dichotomie entre les dimensions locales et exogènes des conflits en Afrique. En quoi le rôle des acteurs internationaux a-t-il changé sur le continent ? Quel est le degré d'interdépendance entre les agents présents sur le terrain ? Le terrorisme islamiste a-t-il impacté cette dimension ? La situation qui prévaut au Sahel accentue-t-elle une forme de confrontation et de compétition entre les acteurs présents au Sahel ? La question est alors de savoir si l'on doit avoir une approche globalisante des conflits en Afrique ou plutôt tendre vers une analyse marginalisante de ces situations (Bach & Sindjoun). Pour les auteurs, avoir une démarche globalisante et inclusive permet de mettre en lumière l'importance des études sociologiques qui *in fine* permettront de cadrer la violence politique comme un phénomène de continuation du politique. L'expression de continuation du politique implique, toujours selon les auteurs, un caractère de normalisation du conflit et de la violence dans certaines sociétés (normalité conflictuelle).

➤ *Le désordre et la fragilité comme rente politique et de « gouvernementalité » ?*

La notion de désordre, dans une vision classique des relations internationales, implique un effondrement de l'Etat incapable de réunir les conditions politiques, économiques et institutionnelles de sa stabilité et de sa survie. Cette situation de fragilité implique, depuis des décennies, une forte implication de partenaires extérieurs pour venir pallier les carences étatiques et de gouvernance locale. A travers les logiques du paradigme de la guerre contre le terrorisme et de la notion de faillite, les Etats développent des réflexes de collaboration qui permettent aux Etats faibles de demander davantage de coopération et de soutien de la part de leurs partenaires.

La gravité des discours institutionnels face à la violence extrémiste et terroriste implique un renforcement de la volonté des partenaires de soutenir les Etats qui subissent l'action des groupes armés. Indépendamment de l'intensité⁸⁵⁸ de la conflictualité sur le terrain, cette situation de coopération renforce l'idée de dépendance des acteurs locaux (Etats, société civile) vis-à-vis de la communauté internationale. Cette idée de dépendance, plutôt maligne que bénigne, fait l'objet d'une rente politique et stratégique de la part des Etats qui ont tout intérêt à s'inscrire dans la même logique discursive (position du faible demandant un appui au fort) pour asseoir, conforter, voire renforcer, son positionnement et sa domination, sur la scène nationale et régionale.

L'idée de désordre et de chaos deviennent de fait une opportunité politique et stratégique pour les élites en place. La réappropriation des discours par les élites locales maintient l'idée d'une situation d'incertitude, d'anxiété, propre au renforcement de la coopération avec les bailleurs internationaux. La fragilité structurelle des Etats sahéliens permet aux uns et aux autres d'évoquer, par ailleurs, la nécessaire articulation entre sécurité et développement. Invoquer les risques liés à la menace terroriste permet aux élites locales d'appeler au renforcement d'une coopération plurisectorielle, puisque sans sécurité il n'y a pas de développement et vis-versa...

Dans le cadre de l'économie politique des conflits, en Afrique et ailleurs, on observe la mise en place de systèmes de rente aux implications économiques, politiques, qui se traduisent par

858 D'un point de vue statistique, le terrorisme n'a jamais été la première menace à la sécurité des individus.

des réseaux d'influence. Cette rente politique, diplomatique⁸⁵⁹ et stratégique⁸⁶⁰ est rendue possible par les systèmes d'interdépendance développés entre acteurs étatiques nationaux et internationaux (partenaires extérieurs) qui cherchent à légitimer leurs actions menées sur le terrain. La nature fluide, mobile et transnationale des menaces évoquées accentue l'interdépendance entre les Etats voisins d'une part, et vis-à-vis de leurs partenaires extérieurs, d'autre part. Certains perçoivent cette dynamique comme une perte de souveraineté des Etats sahéliens, au vu de la forte dépendance vis-à-vis de l'aide internationale⁸⁶¹. Néanmoins, le rapport de force ne se limite pas à cette présumée dépendance qui, en réalité, se transforme en rente et en ressource tel que décrit antérieurement. Elle est, initialement, la résultante d'une aide militaire. Aujourd'hui, elle se matérialise par des approches transverses plurisectorielles ; système à travers lequel l'aide au développement vient renforcer les liens de collaboration (et d'interdépendance ?) entre les acteurs. Patrice Gourdin parle de « *rente stratégique* » pour les Etats locaux qui s'abreuve d'une coopération accrue avec les bailleurs internationaux, que ce soit dans le domaine du développement, de l'urgence humanitaire ou encore sur le plan militaire et sécuritaire⁸⁶². Les ressources disponibles issues de ces régimes de rente ne sont pas (uniquement) destinées à l'enrichissement d'une infime partie des élites. Elles constituent autant un capital de stabilité pour un régime, face à des opposants politiques par exemple. Ce glissement est un véritable danger à deux égards. D'une part, pour la démocratie dans les pays concernés. D'autre part, pour les partenaires extérieurs dont les moyens financiers et techniques se retrouvent utilisés à des fins malveillantes. L'Union européenne, en particulier, a toujours été méfiante quant à la coopération en matière sécuritaire et militaire pour les raisons invoquées. Jean-François Bayart, comme d'autres, parlent d'effets pervers de la coopération qui finissent par fragiliser davantage les Etats africains. Les ressources liées à la « rente » sont à double tranchant. Elles permettent également aux groupes armés de renforcer leur narratif en fustigeant des Etats considérés comme corrompus et à la solde de l'Occident.

Ces logiques d'enchevêtrement reflètent une réalité complexe. Sans ces clés de compréhension, évaluer l'efficacité des stratégies politiques des différents acteurs semble

859 Jean-François Bayart, « Le piège de la lutte anti-terroriste en Afrique de l'Ouest », 28 juillet 2010, Médiapart, le Blog de Jean-François Bayart, consulté en novembre 2015, <https://blogs.mediapart.fr/jean-francois-bayart/blog/280710/le-piege-de-la-lutte-anti-terroriste-en-afrique-de-louest>.

860 Patrice Gourdin, « Al Qaïda au Sahara et au Sahel. Contribution à la compréhension d'une menace complexe », diploweb, mars 2015.

861 Dépendance en matière de développement comme sur le plan sécuritaire et militaire.

862 Patrice Gourdin. Ibid.

inenviable. «*S'il est possible de remettre en cause la politique des États occidentaux dans la région du Sahara, aussi bien dans leur philosophie que dans leur mise en œuvre, celle-ci doit être appréhendée dans son interaction avec les autorités locales*⁸⁶³ ».

➤ *L'Etat africain dans tous ses états. A la recherche de l'ordre...*

Si les notions d'ordre, de désordre et de paix étaient largement contestées dans leur fécondité aux théâtres sahéliens pour parler des conflits, elles sont davantage bousculées dans un contexte de lutte contre le terrorisme. En s'intéressant à l'impact politique, institutionnel et stratégique de la guerre contre le terrorisme, nous avons constaté les stratégies de réappropriation des élites africaines⁸⁶⁴. Ces pratiques interrogent sur la réelle volonté des Etats à se défaire des situations de fragilité et de désordre subites par leurs sociétés. Les logiques d'enrichissement à court-terme impactent notamment la vision politico-stratégique des élites qui ne cherchent, en réalité, que les gains immédiats de la coopération internationale. De ce point de vue, la recherche de l'ordre est totalement biaisée car elle ne correspond qu'à une recherche de stabilité hégémonique du pouvoir immédiat. Les schémas et réflexes de la coopération internationale, dans un contexte de guerre contre le terrorisme, créent des opportunités pour les élites locales et constituent une forme de piège pour les partenaires internationaux, qui voient leurs stratégies et objectifs détournés. Cette situation favorise-t-elle la fragilité des Etats de la région du Sahel ? Quel schéma de penser établir entre opportunités situationnelles et désintégration, érosion de l'Etat moderne au Sahel ? Le terrorisme islamiste au Sahel a-t-il fomenté, d'une manière ou d'une autre, un désordre permanent sur lequel les Etats ont tenté de bâtir une certaine forme de légitimité ? Le cas échéant depuis quand ? (Mauritanie avant Aziz et depuis, le cas du Mali, du Niger et de l'Algérie ?). L'instrumentalisation de l'intervention⁸⁶⁵ au Mali et au Sahel des partenaires extérieurs, et donc de la notion de guerre n'est-elle pas un objectif de consolidation de l'Etat ? Au-delà de cette captation politique et des opportunités pour les Etats récipiendaires de la coopération internationale, l'interaction grandissante entre acteurs du dedans et du dehors interroge sur la structuration d'un système d'interdépendance. Les dynamiques spatiales de la guerre contre le

863 Antonin Tisseron, *ibid.* p 124.

864 Ces pratiques existent également dans le domaine de l'aide au développement et de l'humanitaire. Philippe Delville Lavigne (2016) montre avec justesse comment les organisations de la société civile au Niger adoptent les codes du langage des bailleurs.

865 Antonin Tisseron, « Lutte contre le terrorisme au Sahara : la militarisation comme solution ? », *op cit.*

terrorisme impliquent enchevêtrement et déterritorialisation de l'insécurité et, dans une certaine mesure, prolifération de la menace.

3. Terrorisme vs. Insurrection

a. Le piège de la contre-insurrection?

Les campagnes menées en Afghanistan et en Irak montrent la difficulté de combattre, dans un paradigme guerrier et militaire, des groupes terroristes dont les ramifications et l'implantation dans un espace local et sociétal sont fortes. Depuis le déclenchement de ces deux interventions, « *la distinction entre terrorisme et insurrection, déjà ténue, tend à s'amenuiser. Cet amalgame jette un flou qui va bien au-delà de la simple rhétorique, les tactiques de lutte antiterroriste et anti-insurrectionnelle tendant ainsi de plus en plus à se superposer*⁸⁶⁶ ». Les actions menées par les groupes terroristes dépassent les tactiques dites terroristes en articulant violence et objectifs politiques, dans des contextes qui peuvent s'apparenter à des conflits et des situations insurrectionnelles⁸⁶⁷. Certains appellent à ce qu'au-delà de la labellisation « *terroriste* », les acteurs politiques perçoivent ces groupes comme des groupes insurrectionnels⁸⁶⁸. Notre propos ne vise pas ici à revenir sur les différentes formes de violence et de problématiser l'articulation entre actions terroristes et insurrectionnelles. Il s'agit, plus modestement, d'initier un débat sur les défis liés à l'asymétrie de la violence au Sahel, pour les Etats et leurs partenaires, et éviter ainsi de s'enfoncer dans des schémas et doctrines classiques de la guerre contre la terreur. Définir la lutte contre le terrorisme comme un système de conflictualité impose la prise en compte des réalités asymétriques qui dépassent largement le cadre de la confrontation armée.

L'enlèvement est devenu un risque majeur pour les forces armées extérieures dont les conséquences sont financières, budgétaires, politiques et stratégiques. Le spectre⁸⁶⁹ afghan et irakien n'a pas épargné le Mali et le Sahel (aussi bien dans le cadre de la réponse - armée - et des conséquences de cette approche militaro-centrée). En 2018, la France entamait au Mali sa cinquième année d'OPEX. Il n'aura pas fallu attendre 2018 pour parler d'enlèvement et

866 Aurélie Campana, Gérard Hervouet (dir), « Terrorisme et insurrection : évolution des dynamiques conflictuelles et réponses, Presses de l'Université du Québec, 2013, 284 p.

867 Assaf Moghadam, Ronit Berger and Polina Beliakova (2014). "Say Terrorist, Think Insurgent: Labeling and Analyzing Contemporary Terrorist Actors." *Perspectives on Terrorism*, Vol8, Issue 5.

868 Ibid.

869 Certains préféreront parler de « *stigmates* » et « *d'héritage* » occidental.

d'intervention néocolonialiste au Mali. Dès février 2013, certains parlent déjà « *d'afghanisation* »⁸⁷⁰ du conflit⁸⁷¹. Le temps joue contre les forces conventionnelles. En cela, les doctrines de contre-insurrection, très largement caractérisées par le biais d'interventions multilatérales, semblent bien peu adéquates face à des acteurs qui oscillent entre violence terroriste et action/organisation clandestine et logique insurrectionnelle, caractérisée, elle, par la volonté de contrôler des territoires et les populations. Pourtant, si l'on prend le cas de la France, la contre-insurrection est devenue le modèle d'intervention dans les OPEX, alors qu'une armée a, historiquement, « *plus de chance de vaincre une insurrection lorsqu'elle agit sur son propre territoire. Ainsi, par exemple, la coalition en Afghanistan est mise en difficulté malgré une augmentation des troupes sur le terrain et la mise en application des principes de contre-insurrection. Ce constat illustre les limites de la doctrine de contre-insurrection dans le cadre d'une intervention extérieure* »⁸⁷².

Après quelques années d'errements de la lutte antiterroriste⁸⁷³ et le risque de radicalisation lié à l'option militaire, l'idée de gagner les cœurs et les esprits - « *winning hearts and minds* »⁸⁷⁴ - a gagné en popularité au sein de l'administration américaine et plus largement au sein de la coalition internationale, afin de venir renforcer et d'accompagner l'action menée sur le terrain sécuritaire et militaire. Le concept visait à développer des moyens civils, diplomatiques, politiques et de développement pour proposer des alternatives aux populations ciblées par le recrutement et l'embrigadement des groupes armés. L'émergence de cette pratique venait confirmer les limites de la contre-insurrection qui ne pouvait être véritablement efficace sans une forte implication des Etats locaux ; le paradoxe étant que les acteurs internationaux interviennent dans des situations où l'Etat partenaire n'est plus en mesure d'assurer la moindre influence politique et sécuritaire sur la situation.

870 La France n'était pas encore intervenu que certains évoquaient déjà le risque d'un Mali dérivant vers la situation de l'Afghanistan. Voir Gaël Cogné, « Le Mali prend-il vraiment le chemin de l'Afghanistan ? », *Franceinfo*, 18 octobre 2012, consulté le 25 avril 2018, https://www.francetvinfo.fr/monde/mali/le-mali-prend-il-vraiment-le-chemin-de-l-afghanistan_156647.html.

871 Jean Charles, « La France en voie d'Afghanisation au Mali? », *Huffington Post*, 12 février 2013, consulté le 25 avril 2018, https://www.huffingtonpost.fr/jean-charles-jauffret/guerilla-mali_b_2661970.html.

872 Commandant Ambroise Delassus, La doctrine française de contre-insurrection à l'épreuve des interventions extérieures, *Le Monde*, 4 mai 2012, consulté le 26 avril 2017, https://www.lemonde.fr/idees/article/2012/05/04/la-doctrine-francaise-de-contre-insurrection-a-l-epreuve-des-interventions-exterieures_1695743_3232.html#4MQPRBZ2UBmuSYEb.99.

873 Didier Chaudet, « Les errements de la lutte antiterroriste - la répression comme facteur de radicalisation dans les Etats centrasiatiques », in Campana et Hervouet, *ibid* pp. 233 - 254.

874 Bertrand Valeyre, « Gagner les cœurs et les esprits, origine historique du concept et application actuelle en Afghanistan », CDEF, 2010 ; Daniel P. Aldrich, « First Steps Towards Hearts and Minds? USAID's Countering Violent Extremism Policies in Africa », document non daté.

b. Groupes armés terroristes et insurgés : quel modus opérandi ?

Si les actions menées par les groupes terroristes et les groupes insurgés divergent sur le fond, certaines situations d'opportunité prêtent à confusion et obscurcissent la frontière entre les deux types d'acteurs. Il est essentiel pour les observateurs et les décideurs de saisir la nature de la violence⁸⁷⁵, son empreinte spatiale et la finalité de ces mobilisations (politique, idéologique, religieuse - locales ou globales) pour envisager des mesures et des réponses adéquates⁸⁷⁶.

Quand les groupes terroristes cherchent la clandestinité et les actions coup de poing en recherchant un maximum de visibilité et d'impact (médiatique et politique), les groupes insurgés cherchent au contraire à agir dans une logique de visibilité et de coercition vis-à-vis de l'autorité combattue. La domination des territoires et des populations est un prérequis pour les insurgés, contrairement aux groupes armés terroristes. En cela, l'interaction entre GAT et populations est moindre, tout comme leur volonté d'obtenir un soutien de ces dernières. De par leur clandestinité, les processus de recrutement et d'embrigadement divergent chez les GAT qui ne recherchent pas à administrer, ni à gouverner les territoires (contrairement au projet idéologique et virtuelle de la « *oumma* » - communauté des croyants). La logique des réseaux et de leur prolifération est également différente. Al Qaida s'est développée sur la base de réseaux informels, parfois volatiles, dont l'adhésion revêt essentiellement d'un consentement intellectuel, voire idéologique et non matériel et physique. Le groupe terroriste est dans une logique d'intimidation et de terreur, avant tout, pour susciter une réaction (si possible une réaction armée et militaire) de son adversaire⁸⁷⁷. Le rapport aux populations est fondamentalement différent pour les groupes terroristes et les insurgés. Pour Galula, cité en exemple par bon nombre de scientifiques, sans le soutien explicite ou tacite des populations, les insurrections n'ont pas de pouvoir et de puissance politique. La violence à l'égard des populations est de nature contreproductive pour un groupe insurrectionnel. Le contrôle des populations est un signe ultime de succès pour une insurrection. « *Tous les théoriciens de*

875 La violence est-elle liée à la criminalité, à une insurrection, à un groupe terroriste?

876 Sous-entendu que la compréhension des mobilisations violentes et armées ne peut amener à une réponse uniquement sécuritaire et militaire.

877 Joshua Alexander Geltzer, "US Counter-Terrorism Strategy and Al Qaida: Signalling and the terrorist world-view", Routledge, Contemporary Security Studies, 2011.

*l'insurrection, de Guevara à Galula, s'accordent à considérer la population comme l'enjeu principal*⁸⁷⁸ ».

Les GAT et les insurgés utilisent les armes et la violence à des fins politiques alors que les Etats les combattent essentiellement sur le plan sécuritaire et militaire. Cette contradiction est d'autant plus forte que la contre-insurrection « *se joue à 80% sur le terrain politique et 20% sur celui des opérations militaires*⁸⁷⁹ ». Dans des sociétés aussi complexes que l'Afghanistan, le Mali et plus largement dans les pays du Sahel, comment peut-on raisonnablement restés figés dans des approches essentiellement sécuritaires et militaires, alors que l'évolution des enjeux de la sécurité tendent à prioriser l'individu ? Ce rapport aux populations n'est pas nouveau

En conclusion, dirons-nous que malgré un focus temporel ne dépassant pas l'intervention française au Mali (Serval - 2013), la situation a, depuis 2015-2016, considérablement évolué et muté. Du printemps 2012 à janvier 2013, les GAT, associés à des groupuscules rebelles, ont développé une emprise territoriale sur le Mali, obscurcissant les lignes frontalières entre logiques de la violence terroriste et insurrection locale. Depuis 2016, avec une nette augmentation en 2017, les GAT ne sont, d'une part, plus associés aux groupes insurrectionnels et d'autre part, la coercition vis-à-vis des populations et représentants de l'Etat est particulièrement visible au centre du Mali, à l'est et au nord du Burkina Faso. Une plus grande perspective historique permettra d'analyser avec une plus grande justesse, les stratégies des GAT et des groupes insurrectionnels sur le terrain.

c. L'asymétrie au Sahel

La guerre irrégulière est un procédé tactique aussi ancien que la notion de guerre elle-même (Badie, Vidal : 2016). La lutte contre le terrorisme est devenue cet espace de conflictualité asymétrique où la guerre n'a plus de codes. Les Etats-Unis ont donné à la guerre contre la terreur cette dimension préemptive et permissive. Les groupes armés terroristes l'ont adapté à leurs capacités, en fonction de leurs objectifs et leur idéologie. Ces « *petites guerres* » de « *guerre de partisans* » sont devenues les guerres centrales au Sahel et ailleurs, par lesquelles les acteurs cherchent à pallier leur infériorité par la ruse et la dissimulation (Badie, Vidal).

878 Commandant Ambroise Delassus, *ibid.*

879 Commandant Ambroise Delassus, *ibid.*

➤ *Les avantages de la puissance conventionnelle*

Le choc frontal se manifeste de manière plus nuancée dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. La confrontation revêt deux dimensions. Sur le plan opérationnel, il y a parfois des affrontements directs entre les armées conventionnelles et les GAT. Plus précisément, l'approche classique et conventionnelle a laissé place au recours des forces spéciales, des drones (pas encore armés à l'heure où nous parlons, concernant le Sahel), au « *light footprint* ». Deuxième aspect, le champ de bataille est incarné par la violence psychologique (attentats, prise d'otages, anxiété et imprévisibilité), les symboles et les imaginaires collectifs.

➤ *Les avantages non-conventionnels des méthodes, moyens et idéologies islamistes radicales*

La situation asymétrique de la guerre contre-insurrectionnelle et de la lutte contre le terrorisme donne des avantages aux groupes armés combattus par les forces armées conventionnelles. Si l'avantage capacitaire des armées conventionnelles est sans appel sur les GAT, d'autres ressources sont à la faveur de ces derniers (discours, idéologie, violence indiscriminée en vers les populations, non-respect des lois et du droit, connaissance des espaces et de la géographie, etc.). Les GAT associent des moyens matériels et immatériels que les Etats et les armées peinent à opérationnaliser (cf, les limites des approches globales dans l'articulation de projets sécurité et développement). En analysant les enjeux autour du phénomène de la radicalisation et de la lutte contre l'extrémisme violent, l'on comprend les difficultés pour les acteurs classiques (Etats, organisations multilatérales, armées) à mettre en place des stratégies modernes et dynamiques pour répondre à l'émergence de la violence privée et des acteurs non gouvernementaux. Le monde occidental, en particulier, est-il outillé pour mener un combat idéologique et philosophique face aux groupes terroristes internationaux ? Aujourd'hui, les médias et les nouvelles technologies sont à l'avantage de ces groupuscules, malgré une volonté de Washington, Paris⁸⁸⁰, Londres, et d'autres, de lutter par ce que l'on appelle « *le contre-narratif*⁸⁸¹ ». Comment les Etats peuvent-ils fragiliser la légitimité acquise par Daesh, Al Qaida, sur les réseaux sociaux, par exemple ? Si la cyber-

880 En matière de lutte contre la délinquance, et depuis peu contre la radicalisation et le terrorisme, la France a mis en place le Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (CIPDR). Pour plus d'information, voir : <https://www.interieur.gouv.fr/SG-CIPDR/Accueil>. La dimension lutte contre la radicalisation est opérationnelle depuis 2017.

881 Hedayah Centre, ICCT, « Developing Effective Counter-Narrative Frameworks for Countering Violent Extremism », *Meeting note*, September 2014.

sécurité⁸⁸² est devenue une priorité (domaine qui dépasse la problématique de la propagande terroriste), les GAT ont encore une longueur d'avance. La mondialisation est devenue un facteur d'aggravation de la situation à l'avantage des acteurs de la violence, en facilitant la circulation des idées et donne un effet amplificateur à la propagande extrémiste des GAT. L'Europe et en particulier le monde francophone, semblent particulièrement en retard en matière de projets et de stratégies de contre-discours et contre-idéologie.

En conclusion, l'asymétrie, en matière de lutte contre le terrorisme, joue en faveur des GAT, dans le domaine de l'immatériel (cognitif, philosophique et idéologique) et dans leur rapport aux outils de communication (utilisation des médias et des nouvelles technologies - réseaux sociaux). Sur le plan militaire et capacitaire, malgré une domination des armées conventionnelles, les stratégies d'évitement et insurrectionnels rééquilibrent la confrontation, par une connaissance de la géographie et une capacité à se mouvoir dans l'espace et au sein des populations. Si la légalité semble être un acquis pour les interventions extérieures (c'est le cas de Barkhane au Sahel), la problématique de la légitimité en est une autre. L'analyse des dynamiques et des conséquences de l'asymétrie en matière de lutte contre le terrorisme montre qu'il serait opportun, d'une part, de repenser les outils et les supports pour lutter contre les groupes terroristes et d'autre part, renforcer la légitimité des actions menées sur le terrain (ce qui implique de renforcer le rôle joué par les acteurs locaux, étatiques et non-étatiques). L'enjeu est d'éviter de tomber dans le piège de la contre-insurrection qui finit, généralement, par renforcer la légitimité des acteurs combattus. Au Sahel, le défi pour les Etats et leurs partenaires est de retrouver ce monopole de la violence légitime face à un ennemi souvent mal identifié qui oscille entre actions terroristes et tactiques insurrectionnelles. L'équation sahélienne est un combat des armes et des idées que les acteurs conventionnels doivent penser et repenser, en s'appuyant sur les acteurs locaux et en redéfinissant les attributs de la puissance.

882 Pour la France, Voir : Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI), <https://www.ssi.gouv.fr/publication/la-strategie-de-la-france-en-matiere-de-cyberdefense-et-cybersecurite-2/>.

CHAPITRE VIII : DU CONSTAT AU CHANGEMENT

I - Quel modèle pour analyser le Sahel ?

1. Un triple constat : instabilité croissante et nécessaire changement de récits au Sahel

- a. L'évolution de l'instabilité ces dernières années et inertie des politiques proposées

Depuis la fin de la Guerre froide, afro optimistes et afro pessimistes, s'affrontent dans l'arène internationale pour discuter du sort du continent. Continent de l'émergence pour les uns, fléau et continent maudit pour les autres, les analyses et les théories sont aussi foisonnantes qu'antinomiques. Pour Romano Prodi, premier représentant spécial du Secrétaire Général des Nations-Unies pour le Sahel (2012), le monde Occidental s'est trop longtemps focalisé sur la situation en Irak et en Afghanistan, sans même savoir ce qu'était le Sahel, qui est potentiellement plus dangereux que l'Afghanistan : « *The Western world had no idea what Sahel was because history has taken the attention of NATO and Western countries to Iraq and to Afghanistan, but Sahel is potentially even more dangerous... certainly than Afghanistan*⁸⁸³ ».

Depuis les années 2000, le Sahel, terre d'humanitaires (Véron, non daté), multi-ethnique (Dumon, 2009) inquiète les pays européens, la France en premier lieu, et les Etats-Unis (Larcher, 2012), car considéré comme un espace majoritairement non gouverné (Raleigh, Dowd, 2013), à la croisée des chemins entre banditisme et terrorisme (Abderrahmane 2012). Depuis 2012, le Sahel n'est plus uniquement considéré comme une zone d'extrême pauvreté et de fragilité, il est devenu, à travers la situation malienne (Lecocq, and al, 2013), l'épicentre d'une crise régionale, une tempête de sable (ICG, juin 2015), en proie à des groupes islamistes et terroristes.

883 OASIS conference (Berkley Université), « Crisis in the Sahel: Possible solutions and the consequences of inaction », April 9th, 2013.

Le Sahel, au cœur de l'actualité internationale depuis quelques années, subit la redondance des débats liés aux paradigmes infligés à l'Afrique depuis des décennies en études de sécurité et de développement. Le 11 septembre 2001 a renforcé l'imposition de débats et de référentiels exogènes au continent. Les approches stato-centrées, militaires, sécuritaires, caractéristiques de la guerre globale contre la terreur, ont été accompagnées de réflexes intellectuels, philosophiques et idéologiques fragilisant la capacité des peuples à vivre ensemble et ce malgré des divergences politiques, culturelles et religieuses. Les printemps arabes, l'intervention en Libye, le chaos et la guerre en Irak et en Syrie, l'émergence puis la consolidation de l'emprise de Daesh, ont renforcé le sentiment d'anxiété, de peur, de terreur, de chaos et d'incertitude propres de la temporalité de la guerre.

Dans cette configuration, plusieurs constats appellent à la mobilisation. Premièrement, la dégradation de la situation sécuritaire a fait émerger de nouveaux récits stigmatisant, parfois inappropriés et alarmistes. Certains s'interrogent sur la « *sahélisation* » de la violence extrémiste⁸⁸⁴, l'« *afghanisation* » du Mali et du Sahel, ou encore la « *talibanisation* » du Nord-Mali. Sur le plan politique, les initiatives locales et internationales, conditionnées par le leitmotiv des approches globales, proposent un bilan plus que mitigé, notamment caractérisées par l'inertie et le manque d'efficacité.

En réalité, les problèmes et les défis de fond ne sont pas nouveaux. Les dynamiques et les tensions socio-politiques sont ancestrales, les problèmes de gouvernance, propres à des Etats ayant accédé à l'indépendance il y a soixante ans. Le renforcement de la présence de groupes islamistes armés est la conséquence des fragilités structurelles des Etats de la sous-région.

Ces écueils analytiques et scientifiques imposent un changement de vision et d'outils de compréhension. Il est temps que l'Afrique et le Sahel soient au cœur de leur propre paradigme. Si l'Afrique a déjà africanisé⁸⁸⁵ la littérature sur le « *nexus* » sécurité-développement, il paraît rationnel d'envisager plus largement une africanisation de la réflexion stratégique en matière de sécurité, d'extrémisme violent et de terrorisme à rebours des récits et représentations actuels.

884 Abdelhak Bassou, « Sahélisation de la violence extrémiste : Est-ce la naissance d'une troisième génération de terrorisme ? », *Policy Brief*, OCP Policy Center, Avril 2018.

885 Knox Chitiyo, « African Security and the Securitisation of Development », RUSI, document non daté, page 24.

➤ *Le Sahel, un espace structurellement fragile, priorité de la coopération internationale*

Si le Sahel a vraisemblablement toujours été (depuis les 30 dernières années) une priorité en matière d'aide publique au développement, il est également devenu un espace de prédilection pour les stratégies de coopération et les approches globales. Depuis le début de la crise malienne, on dénombre une quinzaine de stratégies, prônant peu ou prou la même idée : le nexus sécurité-développement. Le discours des partenaires est essentiellement tourné vers la problématique des trafics, du terrorisme, de la mauvaise gouvernance, de la pauvreté et du changement climatique. Nonobstant cette forte mobilisation, la situation sécuritaire s'est dégradée, (intervention militaire de la France en janvier 2013), le développement quasi inexistant, la légitimité des Etats plus que contestable, tout autant que l'efficacité des politiques d'aide au développement. Pourtant, les Etats et les organisations multilatérales poursuivent, parfois s'entêtent, dans un discours prônant des stratégies/approches globales, dites inclusives et multisectorielles. Au-delà des discours, la rigidité institutionnelle et les approches top-down (stato-centrées) continuent de prévaloir au détriment d'approches articulantes, en bonne intelligence, sécurité des Etats et sécurité des personnes. La mise en synergie des actions de développement et de sécurité ne souffrent d'aucune ambiguïté. La matérialisation du « *nexus* » est, dans la pratique, plus complexe. Au Mali, l'échec du Programme Spécial pour la Paix, la Sécurité et le Développement au Nord-Mali (PSPSDN), en 2010, est particulièrement équivoque et illustre la difficulté de matérialiser l'interdépendance du binôme sécurité et développement et la mise en cohérence des actions politiques et de coopération sur le terrain. Le PSPSDN (projet UE) avait pour ambition de renforcer la sécurité dans les régions septentrionales du Mali, assurer une meilleure fonctionnalité de la gouvernance de l'Etat, mettre en œuvre des actions de développement génératrices d'emploi et sensibiliser les organisations de la société civile, à travers un projet de quasiment cinquante millions d'euros (2010-2012). Si les causes de cet échec sont multiples, il démontre, en prime, la difficulté d'implémentation d'une approche conceptuelle louable et nécessaire dans un contexte politique, sécuritaire et démocratique précaire. L'échec, malgré la mise à disposition de fonds considérables pour la région, réside également dans l'absence de cadre de référence (local) de politique de sécurité⁸⁸⁶. L'interrogation porte moins de répondre le bienfondé de ces stratégies que sur les moyens nécessaires matérialiser de manière positive et concrète les plans d'actions proposés par les partenaires internationaux.

886 Programme gouvernance partagée de la sécurité et de la paix (PGPSP), document non daté.

b. Les écueils et la partialité de la majorité de la production académique et scientifique dans le champ des études de sécurité au Sahel

Le Sahel hérite de plusieurs débats stratégiques et littératures académiques, dont les principales sont les suivantes : les facteurs de la conflictualité en Afrique⁸⁸⁷, la littérature sur le « *nexus*⁸⁸⁸ » sécurité-développement, les débats sur l'évolution de la définition et des perspectives de la sécurité⁸⁸⁹ post 11 septembre, les « *failed and fragile states theories*⁸⁹⁰ », etc. La région subit ces réflexes analytiques, idéologiques et les récits prêtés au continent africain, dans un contexte de forte instabilité, d'incertitude et de violences armées liées à des groupes terroristes. Le Sahel oscille entre représentations hostiles et émerveillements. Il est caractérisé par la mobilité et la fluidité des espaces. Sur le plan stratégique, cet océan de sable est devenu un laboratoire d'expérimentation de la guerre contre le terrorisme dès les années 2002-2003, dans la continuité et l'élargissement des perspectives de la doctrine américaine post 11 septembre 2001. Longtemps ignoré des enjeux internationaux, le Sahel, tout comme l'Afrique, redevient un espace de convoitise⁸⁹¹ et d'inquiétude pour les grandes puissances de ce monde.

➤ *Rigidités et stigmatisation du paradigme de la sécurité post 11 septembre*

Les dimensions matérielles et immatérielles (cognitives) de la guerre globales contre la terreur réduisent considérablement le spectre de la compréhension des enjeux de la lutte contre le terrorisme. Sur le plan matériel, elle se caractérise par sa dimension militaire, sécuritaire, préemptive, capacitaire, normative, parfois permissive (stratégie américaine en Afghanistan, puis en Irak). Cette logique militaire, opérationnelle et doctrinale s'accompagne d'un volet cognitif, intellectuel, philosophique, voire idéologique, ayant permis le développement d'un

887 Il s'agit principalement des récits dominants concernant les facteurs explicatifs des conflits en Afrique : « *conflict-poverty nexus* », « *conflict-natural resources nexus* », « *conflict-ethnicity nexus* ».

888 Spear J. & Paul D. William P. D. (2012), "Security and Development in Global Politics: A Critical Comparison", Georgetown University Press: Washington, D.C; Maria Stern & Joachim Ojendal, "Mapping the security-development nexus: Conflict, Complexity, Cacophony, Convergence?" Security Dialogue, 2010.

889 Knox Chitiyo, « African security and the securitization of development », RUSI, document non daté.

890 N. Chomsky, "Failed States: The Abuse of Power and the Assault on Democracy", Holt Paperbacks, 2006; A. Simons, D. Tucker, "The misleading problem of failed states: a 'socio-geography' of terrorism in the post-9/11 era". Third World quarterly 28(2): 387-401. 2007; R. Mallett, "Beyond failed states and ungoverned spaces: Hybrid political orders in the Post-conflict landscape". eSharp Uniting nations: Risks and opportunities 15: 65 - 91. 2010; Vincent Chapaux, « Dominer par les idées. Etude de la notion de Failed State », Thèse de doctorat, 2010-2011, Université Libre de Bruxelles, Faculté des sciences sociales et politiques.

891 Brookings Africa Growth Initiative, « Top Five Reasons why Africa Should be a priority for the United States », March 2013.

sens aigu de la stigmatisation de « *l'autre* » ; celui qui pratique une religion différente (l'Islam), au demeurant. Le choc des civilisations porté par Samuel Huntington (1993) a trouvé un formidable écho après les attentats de 2001. Les relations internationales sont largement restées piégées, engluées, dans une représentation binaire et réductrice du système international, où bons et méchants s'affrontent dans une guerre à la fois physique et immatérielle, politique et idéologique. La notion de guerre renforce la dimension globalisante (et paradoxalement non-inclusive) de la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, floutant ainsi la barrière entre espace de paix, de stabilité et les espaces de guerre, caractérisés par le chaos. La stigmatisation et la dé-légitimation de « *l'adversaire* » a réduit la faculté de compréhension des objectifs et des griefs des acteurs de la violence armée. La conception sanguinaire, amoral et inhumaine du terroriste limite la compréhension et les trajectoires du débat philosophique et idéologique et le combat imposé par les groupes terroristes. Le débat s'est ainsi cantonné à un niveau de réflexion particulièrement dangereux et réducteur, caractérisé par le chaos, la peur, l'incertitude et la suspicion⁸⁹².

Après le 11 septembre 2001, l'Afrique et le Sahel sous hâtivement tombés sous le prisme et l'influence de la guerre globale contre le terrorisme. Washington renforce ces initiatives en faveur de l'Afrique (Corne et Afrique de l'Ouest) à partir des années 2002-2003, en se rapprochant notamment d'Alger pour les questions sécuritaires en Afrique du Nord et au Sahel. En 2011, après l'attentat contre le consulat de Benghazi (quatre morts dont l'Ambassadeur Christopher Stevens), décideurs et experts s'interrogent à Washington sur la portée de la menace islamiste en Afrique du Nord (Ansar Al chari'a) et les liens potentiels avec Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI) dans l'espace sahélo-saharien. En 2013, les Etats-Unis soutiennent l'intervention française au Mali (opération Serval), à travers un soutien logistique et en matière de renseignement. Depuis 2017, En Irak et en Syrie, Daesh a été très largement affaibli et certains émettent l'hypothèse qu'Al Baghdadi, N°1 du groupe terroriste, se serait retiré du côté du Tibesti, au Tchad⁸⁹³. Néanmoins, ces analyses correspondent à une

892 Didier Bigo, « Le « nexus » sécurité, frontière, immigration : programme et diagramme », Cultures & Conflits, N°84, Hiver 2011, p. 7 – 12.

893 Information peu plausible selon les échanges que nous avons eus avec des experts de la zone. Pour plus d'information, voir: Matt Acton, « RUNNING SCARED: ISIS leader Abu Bakr al-Baghdadi 'has fled to remote African hide-out' as terror group slowly crumbles », 23rd January, The Sun, <https://www.thesun.co.uk/news/5405898/isis-leader-abu-bakr-al-baghdadi-fled-africa-latest/>.

vision essentiellement américaine de la menace terroriste, en général ; à savoir, des analyses fondamentalement globalisantes, peu précises et nuancées⁸⁹⁴.

En résumé, la perception américaine du Sahel est figée dans des réflexes doctrinaux et idéologiques hérités de la guerre globale contre la terreur, se matérialisant par des approches essentiellement sécuritaires et militaires (formations des forces de défense et de sécurité, préparation au maintien de la paix, équipements, emprunte légère à travers l'utilisation des forces spéciales), peu en phase avec les réalités politiques, géographiques, spatiales et sociologiques sahéliennes.

c. Le Mali, point de fixation de la crise sahélienne, suite à la crise libyenne

Le cas malien⁸⁹⁵ est un remarquable exemple d'enchevêtrement de dynamiques complexes locales (crise politique, rébellion Touarègue, évolution de l'Islam en société⁸⁹⁶), régionales (prolifération et structuration d'une menace islamiste transnationale, carrefour des trafics⁸⁹⁷, mise en place du G5 Sahel) et internationales (interventions étrangères - opération Serval⁸⁹⁸ devenue Barkhane⁸⁹⁹ et MINUSMA⁹⁰⁰).

894 Les menaces au Maghreb ne sont pas homogènes avec les réalités de la Libye, elles-mêmes différentes des forces en présence au Sahel, etc.

895 Baz Lecocq and al, « One Hippopotamus and Eight Blind Analysts: A multivocal analysis of the 2012 political crisis in the divided Republic of Mali », 17 pages, 2013.

896 Alex Thurston, « Towards an "Islamic Republic of Mali?" », vol.37:2 summer 2013, 37 Fletcher F. World Aff 45.

897 Scheele, Judith. *Smugglers and Saints of the Sahara: Regional Connectivity in the Twentieth Century*. New York, NY: Cambridge university Press, 2015; Serge Daniel, « AQMI, l'industrie de l'enlèvement », Fayard, 2012.

898 Boeke, Sergei, and Bart Schuurman. 'Operation "Serval": A Strategic Analysis of the French Intervention in Mali, 2013–2014.' *The Journal of Strategic Studies* 38, no. 6 (2015); Lasserre, Isabelle, and Thierry Oberlé. « Notre Guerre Secrète au Mali: Les Nouvelles Menaces Contre la France ». Paris: Fayard, 2013; Jean-Christophe Notin, « La Guerre de la France au Mali ». Paris: Tallandier, 2014 ; T. Koept, "France and the Fight against Terrorism in the Sahel, The History of a Difficult Leadership Role", IFRI, Les notes de l'IFRI, June 2013;

Philippe Gros, Jean-Jacques Patry et Nicole Viboux (2013), « Serval : Bilan et Perspectives ». Note 16/13, Fondation pour la Recherche Stratégique, Juin, <https://www.files.ethz.ch/isn/165705/201316.pdf>.

899 Emmanuel R. Goffi, « Opération Barkhane : entre victoires tactiques et échec stratégique », *Éléments de réflexion sur l'intervention militaire française dans la bande sahélo-saharienne* », Centre FrancoPaix en résolution des conflits et mission de paix, UQAM, Rapport de recherche N°3, Juin 2017 ; Wing, Susanna D. 'French Intervention in Mali: Strategic Alliances, Long-Term Regional Presence?' *Small Wars & Insurgencies* 27, no. 1 (2016): 59–80.

900 Matthew Willis, « Mali: The case for a permanent UN intervention force? », *Occasional paper*, RUSI, July 2013; Bruno Charbonneau, « les dilemmes de l'intervention internationale au Mali », Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix », Chaire Raoul-Dandurand, UQAM, octobre 2017 ; ARTHUR BOUTELLIS AND NAUREEN CHOWDHURY, "Waging Peace: UN Peace Operations Confronting Terrorism and Violent Extremism", 2016.

Longtemps décrit comme un modèle de démocratie⁹⁰¹ et de stabilité, le masque est hâtivement tombé avec le coup d'Etat de mars 2012 alors que d'autres sonnaient depuis plusieurs années la sonnette d'alarme concernant la fragile démocratie malienne⁹⁰². La crise politique et sécuritaire de 2012 s'est métastisée en conflit régional, voire en guerre contre le terrorisme (pour reprendre le récit dominant de la décennie). Le Nord-Mali est passé du statut de périphérie lointaine au centre névralgique, carrefour régional de trafics en tout genre et zone de repli (notion de « *sanctuarité* »), des groupes armés rebelles et islamistes. Depuis 2015, l'épicentre⁹⁰³ de la fragilité a migré vers la région centre du Mali (région de Mopti⁹⁰⁴), dans la zone des trois frontières, appelée Liptako-Gourma. Cette mobilité s'est accompagnée d'une reconfiguration des sources de violence et de prises d'armes, à travers, notamment, la montée en puissance de certaines milices armées⁹⁰⁵.

Lors des premiers temps de la crise malienne, la presse internationale et une partie de la communauté académique ont mis l'accent sur le rôle joué par la crise libyenne dans la déstabilisation du Mali : « *an entire country has been shattered by the consequences of Nato intervention in Libya*⁹⁰⁶ ». D'aucuns fustigent le manque de vision politique et stratégique de cette intervention dont les conséquences se ressentent encore sept (7) années après l'intervention. Pour les chefs d'Etats de la sous-région, la France de Sarkozy, soutenue par l'OTAN, n'a pas assuré le service après-vente de l'intervention libyenne⁹⁰⁷. Néanmoins, ce facteur d'aggravation (réel au demeurant) ne peut être considéré comme « *l'Alpha et l'Oméga de la crise sahélo-saharienne*⁹⁰⁸ ». L'insécurité au Nord-Mali était déjà sous-jacente depuis de longues années⁹⁰⁹ et la démocratie malienne bien illusoire et superficielle⁹¹⁰.

901 Alex Thurston, (2013) Mali: The Disintegration of a "Model African Democracy". Stability ; Catriona Craven-Matthews & Pierre Englebert (2018) "A Potemkin state in the Sahel? The empirical and the fictional in Malian state reconstruction", African Security, 11:1, 1-31.

902 Susanna Wing, « Constructing Democracy in Africa: Mali in Transition », New York: Palgrave, 2010.

903 Boukary Sangaré, (2016). Le Centre du Mali : épicentre du djihadisme ? Note d'analyse, du Groupe de recherche et d'information sur la sécurité et la paix, Bruxelles, 20 mai 2016.

904 Olivier Dubois, « Région de Mopti : la pieuvre Katiba Macina », Journal du Mali, octobre 2017.

905 Adam Sandor, (2017). Insécurité, effondrement de la confiance sociale et gouvernance des acteurs armés dans le centre et le nord du Mali. Centre Francopaix pour la résolution des conflits et missions de paix - Chaire Raoul Dandurand (UQAM), Août 2017.

906 Swaminathan S. Anklesaria Aiyar, « Nato's Libya War Causes Mali Crisis », June 10th, 2012, Time of India, repris par Cato Institute, <https://www.cato.org/publications/commentary/natos-libya-war-causes-mali-crisis>, consulté le 15 avril 2018.

907 Lors de la première édition du Forum de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique (2014), le président tchadien Idriss Déby pointait du doigt l'intervention Occidentale en Libye. Régulièrement le président nigérien, Mahamadou Issoufou rappelle que son pays avait fortement déconseillé cette intervention.

908 Jean Dufourcq et Olivier Kempf, «Au Sahel, l'ennemi, c'est la piraterie du désert profitant de la disparition de l'Etat», La Vigie, avril 2018.

909 Stéphanie Pézard, Nicolas Florquin, « Insurgency, Disarmament and Insecurity in Northern Mali, 1990 - 2004 », Small Arms Survey,

d. La gouvernance et la fragilité des Etats

La crise sahélienne⁹¹¹ est au cœur des débats et de la littérature sur la gouvernance⁹¹², la fragilité⁹¹³ des Etats et la guerre contre le terrorisme⁹¹⁴; littérature à travers laquelle l'on s'interroge sur la dichotomie entre localité et internationalisation⁹¹⁵ de la menace islamiste. A l'image du Mali, le Sahel est en constante mutation⁹¹⁶. Les défis sont symptomatiques de la fragilité institutionnelle des pays sahéliens (corruption, gouvernance des territoires et décentralisation⁹¹⁷), où la gouvernance démocratique devient un nouveau paradigme du développement⁹¹⁸ et la gouvernance des territoires un défi majeur de confrontation entre modernité et tradition, entre sédentarité et nomadisme.

Plus largement, au Sahel, la problématique relève de la structuration et du modèle des Etats importés⁹¹⁹, issus de la colonisation et du modèle Jacobin⁹²⁰. Les différentes crises politiques, économiques et sécuritaires subies par les pays sahéliens et d'Afrique de l'Ouest interrogent

910 Susanna Wing, « Mali's Precarious Democracy and the Causes of Conflict », Special Report, USIP, April 2012.

911 Vincent Bonnacase Vincent et Julien Brachet, « Les « crises sahéliennes » entre perceptions locales et gestions internationales », *Politique africaine*, 2013/2 N° 130, p. 5-22.

912 C. Raleigh, and C. Dowd, "Governance and Conflict in the Sahel's 'Ungoverned Space'". *Stability: International Journal of Security & Development*, 2(2): 32, pp. 1-17, 2013; Zachary Devlin-Foltz, « Africa's Fragile States: Empowering, Extremists, Exporting Terrorism », *Africa Security Brief*, ACSS, August 2010.

913 Alain Antill et Sylvain Touati, « Mali et Mauritanie : Pays sahéliens fragiles et Etats résilients », *Politique étrangère*, IFRI, 2011 ; Chataigner J.-M. et Magro H., *États et Sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*, Karthala, 560p, 2007.

914 D. Retaillé et O. Walther, « Guerre au Sahara-Sahel: la reconversion des savoirs nomades », *L'information géographique*, vol. 76, n° 3, 2011, p. 51-68 ; Peter J. Pham, « Next Front? Evolving U.S.-African Strategic Relations in the 'War on Terrorism' and Beyond », *Comparative Strategy*, 26, No. 1, 2007; Elizabeth Schmidt, "Foreign interventions in Africa: from Cold War to the War on Terror", Cambridge, 2013; *Journal of African Affairs*, "Securing Africa: Post -9/11 discourses on terrorism", *African Affairs*, May 2011; Jeremy Keenan, "Africa unsecured? The role of the Global War on Terror (GWOT) in securing US imperial interests in Africa", *Critical Studies on Terrorism*, Volume 3, 2010 - Issue 1, p 27-47.

915 C. Raleigh, and C. Dowd, "The myth of global Islamic terrorism and local conflict in Mali and the Sahel", *African Affairs*, 1-12, 2013; Jean-Luc Marret, « Al-Qaeda in Islamic Maghreb: A "Glocal" Organization', *Studies in Conflict & Terrorism*, 31:6, 541 - 552 ».

916 Arnaud Jouve, « [Repères] Forces et groupes armés au Mali: qui est qui? », RFI, 24 mars 2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160318-echiquier-malien-groupes-armes-azawad-aqmi-fama>.

917 Le sujet de la décentralisation, de l'aménagement des territoires et de la gouvernance locale était le thème global du Forum de Bamako en 2018 (18^{ème} édition). En France, l'Agence française de développement (AFD) s'intéresse depuis des années à cette problématique en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

918 Séverine Bellina, Hervé Magro, Violaine de Villemeur, (sous la direction de), « La gouvernance démocratique, un nouveau paradigme pour le développement ? », <http://www.institut-gouvernance.org/fr/document/fiche-document-158.html#h4>, consulté le 15 avril 2018.

919 Bertrand Badie, "l'Etat importé", Paris, Fayard, 1992.

920 Etat centralisé qui prône l'égalité des citoyens et qui rythme la vie et l'évolution d'une société.

sur les processus transitoires⁹²¹ et l'adaptabilité de ce modèle dans des sociétés foncièrement différentes de celles qui ont adopté ce schéma organique et institutionnel.

➤ *Climat et accès aux ressources naturelles*

Dans son mot de bienvenue, le nouveau Secrétaire Permanent du G5 Sahel (mars 2018), Mamane Sidikou, mentionne l'importance du facteur climatique dans les enjeux prioritaires de la planète⁹²². Alors que les conflits opposant les sédentaires et les nomades, pour l'accès aux pâturages, font des ravages depuis des siècles au Sahel et en Afrique de l'Ouest, le dérèglement climatique fragilise davantage les équilibres socioéconomiques. Au même titre que les tensions ethniques, la pauvreté, l'accès aux ressources naturelles, « *l'environnement n'est qu'un facteur d'exacerbation des tensions parmi de nombreux autres, d'ordre socio-économiques et surtout politiques. Les prédictions climatiques elles-mêmes, peu étayées, ne permettent d'ailleurs pas de tirer de conclusions nettes*⁹²³ ». Dans le centre du Nigeria, les conflits interethniques et interreligieux sont de plus en plus violents et durent depuis des décennies⁹²⁴, au même titre que la situation dans le centre du Mali se dégrade de jour en jour. « *Tout cela renforce le récit d'un lien direct entre l'environnement et les conflits. Il est difficile de trouver un rapport sur le sujet qui ne mentionne pas les conflits entre agriculteurs et pasteurs au Sahel, qui en deviennent une sorte d'épitomé des « conflits environnementaux ».* Pourtant, ces antagonismes spécifiques expriment bien plus un phénomène de conflictualité ancré dans une réalité sociale particulière qu'une conséquence directe de la raréfaction de ressources naturelles comme la terre, l'eau ou le bois⁹²⁵ ».

921 Dobry Michel, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependence », In: Revue française de science politique, 50e année, n°4-5, 2000. pp. 585-614 ; Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou and Timothy D. Sisk, "Bringing Back Transitology Democratisation in the 21st Century", GCSP, Geneva Papers/ Research Series, 13-2013 ; Hermet Guy. Juan J. Linz, Alfred Stepan, "Problems of Démocratie Transition and Consolidation", In Revue française de science politique, 47e année, n°2, 1997. pp. 254-257.

922 Pour plus d'information, voir : <http://www.g5sahel.org/index.php/documentations/discours/1287-mot-du-secetaire-permanent-sidikou>.

923 Bruno Hellendorff, « Changement climatique et conflits agro-pastoraux au Sahel », *Note d'analyse*, GRIP, 2 octobre 2012.

924 Aude Marcovitch, « Les conflits ethniques perdurent au Nigeria », 12 janvier 2000, Le Temps, <https://www.letemps.ch/monde/conflits-ethniques-perdurent-nigeria>, consulté le 15 avril 2018 ; Chris Kwaha, « Les moteurs pernicieux du conflit ethnicoreligieux au Nigéria », *Bulletin de la sécurité africaine*, N°14 / Juillet 2011.

925 Bruno Hellendorf, *ibid.* p 2.

e. Islam, terrorisme islamiste et les trafics

Au Sahel, le débat sur la nature criminelle des groupes terroristes voit encore s'affronter deux courants d'analyses. Ceux pour qui Al Qaida au Maghreb Islamique utilise la religion à des fins purement économiques et lucratives et ceux qui insistent sur la nature politique et idéologique de l'organisation. Le « *nexus* » trafics/criminalité/terrorisme fait l'objet d'une littérature académique conséquente⁹²⁶. La complexité et la volatilité des groupes armés, leur mode d'action furtif et leur clandestinité rend le travail d'investigation éminemment ardue. Ce ne sont, d'ailleurs, pas les seules contraintes. Le Terrorisme international d'une manière générale et en particulier la problématique du lien entre trafiquants et groupes terroristes, souffrent de partialités et d'inexactitudes empiriques et scientifiques. En prenant trois catégories d'acteurs émettant des réflexions et des analyses sur le sujet (la communauté scientifique, praticiens et les médias), l'on s'aperçoit que les analyses et les recherches en la matière peuvent faire l'objet de biais liés à des considérations de nature politique ou idéologique que nous ne pourrions pas développer dans cet article. Cependant, ce constat renforce l'idée d'une nécessaire mise à plat des études sécuritaires, toutes disciplines confondues, pour objectiver et dépassionner les débats sur des menaces et des acteurs jusqu'ici encore mal compris.

Concernant la problématique de la religiosité des pays sahéliens, la littérature est foisonnante bien que souvent partielle ou erronée. A l'heure où les menaces sont identifiées comme étant l'Islam radical, le sujet cristallise dans le monde politique comme dans le monde académique. Plusieurs défis sont à relever. Tout d'abord, la région n'est pas monolithique sur le plan de l'expression et de l'évolution de la religiosité des populations. Le rapport à la laïcité est également mouvant et évolutif, bien qu'enraciné dans la constitution de quatre des cinq pays du G5 Sahel, pour ne prendre que cet espace réduit⁹²⁷. Au Mali, on redécouvre depuis la crise de

926 Alda E and Salda J.L., "Links between terrorism, organized crime and crime: the case of the Sahel region", *Stability: International Journal of Security and Development* 3 (1):27, pp. 1-9.

K. Aning & L. Amedzator, (2014). « The Economics of Militancy and Islamist Extremism in the Sahel », in *Political stability and security in West and North Africa*.

Sergei Boeke (2016), "Al Qaeda in the Islamic Maghreb: Terrorism, insurgency, or organized crime?" *Small Wars & Insurgencies*, 27:5, 914-936 ; Mohamed Mokeddem, « Al Qaida au Maghreb Islamique, contrebande au nom de l'Islam », L'Harmattan, 2011 ; Laurence Aïda Ammour, « Flux, Réseaux et Circuits de la criminalité organisée au Sahara-Sahel et en Afrique de l'Ouest », *Cahier du Cerem No. 13* (Paris: IRSEM, December 2009) ; United Nations Office on Drugs and Crime. *Cocaine Trafficking in Western Africa*. UNODC. <https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Cocaine-trafficking-Africa-en.pdf>.

927 Le Mali, le Niger, le Tchad, le Burkina Faso sont des Etats officiellement laïcs. La Mauritanie est, quant à elle, une République Islamique.

2012, une forme d'entrisme du religieux dans la sphère politique⁹²⁸ (qui n'était en réalité pas nouveau) avec le Haut Conseil Islamique, dirigé par le très influent Mahmoud Dicko. En Mauritanie, les mutations paradoxales⁹²⁹ des pratiques islamiques interrogent les scientifiques comme les praticiens. Au Burkina Faso, depuis quelques années, tout comme au Niger l'Islam est devenu particulièrement ostentatoire dans la part de certains jeunes, notamment des filles. La présence d'une influence wahhabite⁹³⁰ au pays des hommes intègres et du mouvement Izala⁹³¹ au Niger, sont des indicateurs. Dans plusieurs pays de la sous-région, l'exemple des confréries présentes au Sénégal est souvent cité comme une solution et un rempart à l'Islam radical⁹³². Islamisme et fondamentalisme sont des concepts et des réalités mouvantes au Sahel et en Afrique de l'Ouest⁹³³. En Europe, en France en particulier, ces évolutions de la religion et de la religiosité interrogent mais souffrent encore d'un manque d'objectivité scientifique et empirique. Face à la modernité du monde Occidental, les débats sur le Wahhabisme, le Salafisme, le djihadisme⁹³⁴ et la radicalisation⁹³⁵ sont anxiogènes et figent l'action politique des partenaires extérieurs agissant au Sahel. Pour certains le Wahhabisme est devenu une arme du néo-orientalisme⁹³⁶. D'autres appellent à une réhabilitation de la science et à des approches dépassionnées⁹³⁷ et décomplexer pour mieux saisir les environnements locaux et les influences régionales et internationales en Islam.

928 Alex Thurston, « Towards an "Islamic Republic of Mali?" », vol.37:2 summer 2013, 37 Fletcher F. World Aff. 45; Timbuktu Institute, « Influence wahhabite au Mali : Entre contrôle du HCIM et mainmise sur l'enseignement religieux », 30 janvier 2018.

929 Ould Ahmed Salem Zekeria, « Les mutations paradoxales de l'islamisme en Mauritanie », Cahiers d'études africaines, 2012/2 N° 206-207, p. 635-664.

930 Saint-Lary Maud, « Du wahhabisme aux réformismes génériques » Renouveau islamique et brouillage des identités musulmanes à Ouagadougou, Cahiers d'études africaines, 2012/2 N° 206-207, p. 449-470.

931 Sounaye Abdoulaye, « Heirs of the Sheikh Izala and its Appropriation of Usman Dan Fodio in Niger », Cahiers d'études africaines, 2012/2 N° 206-207, p. 427-447.

932 Ba Mame-Penda, « La diversité du fondamentalisme sénégalais » Éléments pour une sociologie de la connaissance, Cahiers d'études africaines, 2012/2 N° 206-207, p. 575-602.

933 Kane Ousmane, « L'« islamisme » d'hier et d'aujourd'hui » Quelques enseignements de l'Afrique de l'Ouest, Cahiers d'études africaines, 2012/2 N° 206-207, p. 545-574.

934 Francois Saint-Bonnet, « L'idéologie djihadiste et la modernité », 10/03/2015. Online : <http://www.laviedesidees.fr/L-ideologie-djihadiste-et-la-modernite.html>, consulté le 1er avril 2018.

935 Farhad KHOSROKHAVAR, « Radicalisation », Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 2014.

936 Ménoret Pascal, « Le wahhabisme, arme fatale du néo-orientalisme », Mouvements, 2004/6 no 36, p. 54-60.

937 François Burgat, « L'Islamisme à l'heure d'Al Qaida », François Burgat, « L'Islamisme à l'heure d'Al Qaida », La Découverte, 3ème édition, octobre 2010.

➤ *Une critique des modèles dominants - rationaliser les discours*

Le champ des études de sécurité et de la lutte contre le terrorisme est dominé, depuis le 11 septembre 2001, par les approches sécuritaires et militaires. Aujourd'hui, le Sahel subit les réflexes doctrinaux, politiques et analytiques de la guerre globale contre la terreur. La multitude de facteurs évoqués contribue à la fragilité structurelle et au désordre actuel du Sahel. La guerre contre le terrorisme se matérialise de différentes façons qui concourent à la rigidité des débats et à la faible efficacité des dispositifs politiques et programmatiques mis en œuvre pour la région. Les logiques et réalités matérielles et immatérielles (cognitives) de ce paradigme sont largement contestées. Pour autant, les alternatives épistémologiques manquent.

Les réflexions sur le « *tout sécuritaire* », ayant prévalu au lendemain du 11 septembre 2001, ont considérablement orienté les débats géopolitiques en Afrique, en particulier dans la Corne de l'Afrique et dans l'espace sahélo-saharien. L'évolution de l'insécurité et la stérilité des débats en la matière appelle à un renouveau des études de sécurité à travers le développement d'une narration⁹³⁸ locale de la problématique sécuritaire. L'objectif est d'impacter la « *psyché publique*⁹³⁹ », « *d'éduquer les populations* », et contribuer à une réflexion stratégique et politique opérationnelle. Ce modèle de pensée convoque et soumet le domaine de la recherche et des sciences à une forme de responsabilisation. Une approche scientifique dépassionnée et rationnelle est nécessaire pour contrebalancer excès et analyses biaisées. Le rôle des chercheurs ne se limite pas à la redéfinition d'un paradigme de la sécurité (par les études post-positivistes ?) Il vise également à renforcer les liens de collaboration entre décideurs et chercheurs⁹⁴⁰ ; ces derniers pouvant contribuer à baliser un espace de connaissance pour appréhender, à travers différents supports, la complexité de situations et champs étudiés.

Une plus grande appropriation du débat sahélien, par les acteurs locaux, représente une opportunité pour penser un autre visage de l'Afrique et de ses défis. Nous pensons que cette entreprise au long court permettra d'envisager une plus grande prise en compte des analyses politiques et stratégiques par les décideurs nationaux, dans l'espace sahélo-saharien. Notre

938 Amy Zalman, Jonathan Clarke, «The Global War on Terror: A Narrative in Need of a Rewrite », *Ethics & International Affairs*, Volume 23.2 (Summer 2009).

939 Anoush Ehteshami, *ibid.* p 3.

940 Brendan O'Leary and Andrew Silke, 2006, « Understanding and Ending Persistent Conflicts: Bridging Research and Policy », in Marianne Heiberg, John Tirman and Brendan O'Leary, eds., *Terror, Insurgency and the State*, Philadelphia: University of Pennsylvania Press, pp. 393.

démarche réfute toute forme d'injonction « *populiste* » ou de « *cause sociale, morale, intellectuelle, scientifique*⁹⁴¹ ». Elle est également une « *une critique des modèles dominants* », sans pour autant « *tomber dans la langue de bois et les illusions militantes*⁹⁴² ». Il s'agit moins de « *réhabiliter les peuples* » que de confronter la production et la diffusion de la connaissance et des savoirs disponibles.

2. Redécouvrir et décliner le Sahel

Le point de départ épistémologique de la réflexion est le dépassement du paradigme (classique) de la sécurité et des approches militaires, en matière de lutte contre le terrorisme. A la lumière du constat énoncé en amorce, le défi réside dans la capacité à jeter les bases et les modalités d'une compréhension holistique des enjeux et défis sahéliens. Nous cherchons à développer un paradigme qui puisse capturer l'hétérogénéité des interactions entre acteurs (dynamiques horizontales et verticales) et désencarter un débat trop souvent confisqué par la sphère politique et médiatique. Notre ambition est de pouvoir redonner un élan rationnel et scientifique à l'objet étudié afin d'échapper aux pensées réductrices des perspectives sécuritaires. Nous recherchons la créativité, l'audace, sans pour autant penser des réponses et des résultats simples et limpides. Nous distillons ici quelques goûtes d'un renouveau de la pensée stratégique pour appréhender des formes de conflictualité (ou systèmes politiques) qui ne disent pas nécessairement leur nom. Notre modèle se veut être un traducteur de réalités multiples à travers une nouvelle grammaire.

Nous posons ici l'hypothèse que la situation qui prévaut actuellement au Sahel appelle à : a) développer une nouvelle méthode et approche scientifique pour appréhender le Sahel, b) utiliser des nouveaux référentiels pour évaluer la justesse des réponses politiques et institutionnelles apportées aux crises, c) structurer le paradigme naissant par le développement et autour d'un récit local, d) rassembler les vecteurs d'analyses, favorisant le développement d'une construction partagée des menaces à la sécurité dans l'espace sahélo-saharien.

941 Jean-Pierre Olivier de Sardan, « Populisme développementiste et populisme en sciences sociales : idéologie, action, connaissance », Cahiers d'études africaines, Volume 30, N°120, p 476.

942 Ibid. 477.

➤ *Pluri et interdisciplinarité au cœur de la nouvelle matrice*

Le triple constat initial, (hausse de l'insécurité au Sahel, l'inertie des politiques engagées sur le terrain et l'incapacité d'une partie de la communauté des experts à appréhender la complexe équation sahélienne), nous amène à penser le Sahel en tant que laboratoire d'expérimentations propice au développement de schémas de compréhension alternatifs, désencartés des modèles classiques usités en relations internationales. Nous proposons de favoriser un modèle opératoire par le truchement d'approches humaines de la sécurité et par la construction sociale (approches critiques) des phénomènes étudiés. Cette rencontre pluridisciplinaire répond à un impératif scientifique, épistémologique, politique et stratégique. Notre démarche entend contribuer au développement d'une approche discursive et analytique diamétralement opposée aux schémas actuellement proposés - les récits du « *dehors* » étant outrageusement dominants. L'objet « *Sahel* » est un champ dynamique et évolutif, fruit d'un enchevêtrement de variables locales, transnationales et internationales.

➤ *Comprendre le chemin des idées et des perceptions*

Les théoriciens en relations internationales ont longtemps fonctionné en vase clos évitant ainsi les contradictions épistémologiques et théoriques au-delà des champs disciplinaires classiques. A l'aune des raisons évoquées, un nouvel agenda de recherche, en matière d'études de sécurité et de terrorisme international paraît nécessaire. Cette démarche s'appuiera notamment sur les études critiques et le constructivisme pour appréhender le politique et les menaces, en tant que phénomène résultants de constructions sociales. Les phénomènes perceptuels permettent d'interroger les conséquences de l'immatériel sur le matériel. « *Il s'agit de tenter de déterminer le poids qu'exerce sur le déroulement des relations internationales une idée, un concept, une manière de représenter la réalité*⁹⁴³ ». Nous arguons que la compréhension du chemin des idées permet, d'une part, d'évaluer la pertinence et l'impact des discours de domination (tel que celui de la GWOT) et d'autre part, d'initier une réflexion sur la construction de idées⁹⁴⁴, pouvant amener à de nouveaux vecteurs d'influences dans le domaine des relations internationales.

943 Vincent Chapaux, *ibid.* p 7.

944 La littérature académique s'attarde moins sur les enjeux de nouveaux schémas d'analyses issus de pratiques épistémologiques modernes. La démarche au-delà des champs disciplinaires classiques (en convoquant des approches post-positivistes et pluridisciplinaires en sciences sociales) permet d'envisager de nouveaux épistémès davantage opératoires.

L'utilisation du phénomène perceptuel dans les affaires internationales⁹⁴⁵ est mise en avant par plusieurs chercheurs soucieux d'une meilleure compréhension de la problématique sécuritaire liée au terrorisme international⁹⁴⁶. Pour ce faire, il est nécessaire, au préalable, de comprendre le phénomène perceptuel « *dans sa relation avec les cinq domaines d'analyse privilégiés de cette approche : la relation de puissance, les crises et les conflits, la négociation, la socialisation et le comportement organisationnel*⁹⁴⁷ ». Le courant perceptuel, dont Michael Brecher est le tenant, permet d'analyser l'interaction entre différents types d'éléments (internes, externes, qualitatifs, quantitatifs) qui stimulent la réaction et la mise en œuvre d'une politique.

Ainsi la notion de crise, particulièrement présente dans le discours de justification des partenaires extérieurs au Sahel, est construite par le décideur, sur la base de facteurs environnementaux, qui impactent la rationalité du politique. Elle est utilisée dans plusieurs types de situations, différentes les unes des autres, avec le même effet : le déclenchement, en réaction, d'une action politique, parfois militaire et sécuritaire. Les approches psychologiques permettent de saisir les vecteurs d'influence précédant la prise de décision politique. Les trajectoires complexes par lesquelles la crise ou la notion de conflit dominent les récits, en matière de sécurité internationale, font l'objet d'interrogations quant à la viabilité de leur conception. « *L'état de conflit est souvent la résultante d'une incompréhension totale ou partielle des acteurs concernés* » (Hearn, *ibid.*). Au Sahel, comme ailleurs, comment peut-on envisager de caractériser le choix de l'intervention politique par le truchement de littératures pensées dans des temporalités qui ne correspondent plus à la réalité empirique du monde actuel. Les incontournables Michel Dobry⁹⁴⁸, Michael Brecher, Jonathan Wilkenfeld⁹⁴⁹, ne suffisent plus à rendre intelligible les notions de crises ou de conflit dans des espaces complexes et fluides tels que le Sahel, à l'aune de la multipolarité du monde. De la même manière que les notions d'ordre, de désordre et de chaos, chères à Georges Balandier⁹⁵⁰, doivent faire l'objet d'une attention particulière.

945 Michael Hearn, *ibid.* p 317.

946 Thomas Meszaros, « La construction de l'objet « terrorisme » : redéfinition des identités et des intérêts des États démocratiques », Congrès AFSP 2009, Section thématique 52, La liberté à l'épreuve de la démocratie. Regard de la théorie politique. Liberté ou sécurité ? Les démocraties en situation d'exception : le cas du terrorisme ; Richard Jackson, Jeroen Gunning, Marie Breen Smyth, « The Case for a Critical Terrorism Studies », *European Political Science*, volume 6, numéro 3, 2007.

947 Michael Hearn, introduction.

948 Michel Dobry, « Sociologie des crises politiques » ; Paris, FNSP, 1986.

949 Michael Brecher et Jonathan Wilkenfeld, « A Study of Crisis » ; Ann Arbor, University of Michigan Press, 2000.

950 Georges Balandier, « le désordre : éloge du mouvement », Paris, Fayard, 1988.

a. Concept de sécurité humaine - des origines au contexte de la lutte contre le terrorisme

Le concept de sécurité (étatique, ou stato-centré) est au cœur du paradigme que nous remettons en cause (la guerre globale contre la terreur). Au Sahel, en particulier, la notion de sécurité étatique est largement contestée, par les développeurs, experts et chercheurs. L'idée d'une approche inclusive et holistique de la sécurité, priorisant l'individu et les populations, est fédératrice. La matérialisation effective du concept favorable à l'Humain semble plus complexe et les Etats toujours plus fragiles et vulnérables face à la montée protéiforme de l'insécurité. Les perspectives de sécurité humaine font échos à la littérature sur l'articulation (« *nexus* ») entre sécurité et développement. Nous défendons l'idée que la sécurité humaine peut s'établir comme le concept phare et non restrictif d'un nouveau schéma de compréhension des réalités et enjeux sahéliens ; en particulier, penser la sécurité par le bas.

Il nous revient de comprendre, dans un premier temps, les limites de la conversion (Ramel, 2003) de la sécurité humaine dans les politiques publiques ; autrement dit, la distorsion entre discours et mise en pratique. Nous interrogerons, ensuite, la fécondité du concept de sécurité humaine à la lumière des mobilisations violentes et du terrorisme au Sahel, pour une approche scientifique dépassionnée, utile à la réflexion et à la décision politique.

➤ *Aux origines du concept de sécurité humaine*

En 1994, le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) initie une réflexion sur l'importance de décroiser et d'élargir la définition et les perspectives de la sécurité. Le « *concept de sécurité fait depuis trop longtemps l'objet d'une interprétation restrictive, la cantonnant à la sécurité du territoire face aux agressions extérieures, à la protection d'intérêts nationaux face à l'étranger, ou à la sécurité de la planète face à la menace d'un holocauste nucléaire* » (PNUD, 1994).

Le concept prône un décroissement de la sécurité, plaçant l'individu au cœur des relations internationales. Au lendemain de la Guerre froide, dans un monde marqué par l'incertitude, l'étude des relations internationales a permis de comprendre l'évolution du monde contemporain et les conséquences du primat de l'Homme, en tant qu'individu, sur l'Etat. Malgré une large acceptation du concept et de la philosophie qui le caractérise, la sécurité

humaine n'a pas bouleversé les réalités politiques, stratégiques ou encore culturelles des systèmes étatiques. A l'ère des conflits asymétriques et modernes (terrorisme en particulier), les populations sont pourtant les premières impactées par la violence armée et l'individu au cœur de la problématique de la violence et du chaos (Axworthy - 2004, Genève).

Pour Axworthy, sortir du prisme dominant pour une approche humaine de la sécurité, nécessite une mobilisation collective des Etats dans une dynamique de coopération. Il s'agit en réalité de travailler « à créer un nouveau contexte politique dans lequel pourront se développer des normes et des pratiques en rapport avec la sécurité humaine⁹⁵¹. Le « tout sécuritaire », conceptualisé par le paradigme militaire est dangereux, selon Axworthy, car il induit des doctrines de préemption et de prévention, tel que vécu en Irak en 2003. Ce paradigme met en avant la volonté de préserver les intérêts nationaux, notamment le territoire, en agissant loin et au-delà des frontières nationales.

La problématique de sécurité humaine a permis d'interroger l'articulation entre sécurité et développement: « UNDP definition in 1994 is one of the premise of Human security questioning the articulation between security and development ». Dans un contexte post Guerre froide, ce questionnement corrèle avec l'évolution du traitement de la gestion et de la résolution des conflits, par la communauté internationale. Le Canada, par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères (Lloyd Axworthy), fait de la sécurité humaine une priorité en matière de politique étrangère et de diplomatie⁹⁵². En 1998, la Suisse et la Norvège créent le réseau Lysoen qui se veut être un levier garant du suivi de la matérialisation du concept de sécurité humaine. « Avec le concept de « sécurité humaine », c'est la notion de sécurité internationale qui s'élargit⁹⁵³ ».

En matière de lutte contre le terrorisme international, le chemin parcouru par le concept de sécurité humaine est relativement modeste, dans un domaine où les intérêts nationaux des Etats et leur souveraineté sont les prérequis de la gestion des relations internationales. Un Hiatus s'opère entre la (considérable) production intellectuelle, philosophique et académique

951 Axworthy, op. cit, p 21.

952 Fen Osler HAMPSON et Dean OLIVER, « Pulpit Diplomacy. A Critical Assessment of the Axworthy Doctrine », International Journal, vol. LII, n° 3, été 1998, pp. 379-407; Lloyd AXWORTHY, « Canada and Human Security. The Need for Leadership », International Journal, vol. LII, no 2, printemps 1997, pp. 183-196.

953 Jugurtha Aït-Ahmed, « La Suisse et le réseau de Lysøen veulent renforcer la «sécurité humaine» », <https://www.swissinfo.ch/fre/la-suisse-et-le-r%C3%A9seau-de-lys%C3%B8en-veulent-renforcer-la-s%C3%A9curit%C3%A9-humaine-/1485394>, Swissinfo.ch, consulté le 10 septembre 2018.

sur le sujet et sa matérialisation dans le champ politique, stratégique et opérationnel. Pour autant, « *L'élargissement du concept de sécurité, mis en avant par de nombreux théoriciens des relations internationales, s'est traduit en France et aux Etats-Unis par un élargissement des stratégies mises en œuvre dans le cadre des politiques de sécurité définies à l'échelle globale, et dont découlent dans une large mesure les options destinées à l'Afrique subsaharienne* » (Bakayoko, 2003). La production et la diffusion de connaissances en sciences sociales, en particulier en relations internationales, peuvent-elles renforcer la prise en compte, effective, des perspectives humaines de la sécurité dans les stratégies de coopération sur le terrain, en particulier au Sahel ?

➤ *Réduction du périmètre de l'Etat et introduction des acteurs non-gouvernementaux*

La notion de sécurité humaine s'inscrit dans une logique inclusive de prévention des conflits, en développant notamment une plus grande et meilleure collaboration avec la société civile et les ONG. Cette nouvelle méthode politique incite à changer les discours et les pratiques diplomatiques (Ramel, 2003, p 90) et permet à la société civile de prendre une place plus importante au sein de l'espace international. Cette évolution est caractérisée par de « *nouveaux référentiels en matière de culture stratégique* » (ibid. p 91). Jusque-là reconnues de manière non-officielle, la société civile et les ONG sont totalement intégrées au dispositif à partir de la réunion de Lucerne, en 2000. Les Etats « *mandatent* » la société civile pour la mise en œuvre de la sécurité humaine. Le réseau reconnaît une expertise et un savoir-faire aux ONG, appelant les Etats à revoir leurs doctrines et agissements. En réalité c'est une double compétence (gestion de crise et développement) que le réseau accord aux ONG. En 1996, le réseau passe de sept à dix-sept parties-prenantes, toujours sous le dynamisme et volontarisme du Canada. L'initiative va amener à la signature d'une convention internationale pour l'éradication des mines antipersonnel. Cette première action significative permet aux ONG de prendre pleinement part au débat de la sécurité humaine avec une coalition extraordinaire de plus d'une centaine d'acteurs de la société civile, au début des années 2000. Le concept de sécurité humaine « *s'inscrit largement dans un courant de philosophie des relations internationales qui accorde la primauté à la lutte contre la peur* » (Ramel, ibid. P94). L'évolution sémantique de la sécurité correspond à un changement progressif de la société internationale, en matière de sécurité et de gestion des conflits. Cet élargissement de perspectives participe d'une nouvelle structuration des relations internationales, dans une période où le rôle des acteurs non-gouvernementaux est croissant et reconnu en Occident. La

société civile est perçue comme un ensemble d'acteurs en capacité d'interagir avec d'autres groupes d'acteurs dans le domaine de la paix et du développement, considérant qu'elle puisse venir combler des manquements étatiques en la matière.

➤ *Prise en compte de l'insécurité des individus - au-delà des dimensions matérielles*

La définition de la sécurité, dans ses différentes composantes, interroge de manière corrélée sur les menaces qui lui sont afférentes. Car sans une forte compréhension des espaces de fragilité et de leurs causes, comment penser la réponse politique et institutionnelle pour prévenir l'insécurité ? En ce sens, la contribution des sciences sociales est essentielle pour aborder le débat de manière objective, dépassionnée, scientifique, tout en prenant en compte l'individu comme acteur central.

Si l'on considère les vecteurs « *humain* » et « *Etat* » comme deux composantes interdépendantes de la définition de la sécurité, il est central de penser également la sécurité et l'insécurité comme les deux faces d'une même pièce, dépassant ainsi les dimensions normatives, physiques et matérielles de la sécurité telle que comprise et étudiée jusque-là. La démarche de la sécurité par l'individu s'oppose aux préceptes de la sécurité par l'Etat, en privilégiant une approche par le bas (« *bottom-up* ») et non par le haut (« *top-down* »). L'enjeu épistémologique est de comprendre comment cette approche contemporaine de la sécurité permet-elle de répondre aux enjeux d'une situation de fragilité⁹⁵⁴.

L'effort consenti sur l'analyse des aspects immatériels de la sécurité permet d'élargir le débat et d'interroger la pertinence de certains concepts en rapport avec la définition de la sécurité. Les notions de crise, d'ordre et de désordre, souvent imposées comme sémantique au sein des stratégies nationales et internationales, relèvent généralement d'une interprétation classique de la sécurité. Pourtant, c'est bien au niveau des individus que les mobilisations s'effectuent. Le sentiment d'insécurité vécu par un individu ou des populations impacte, voire recompose, les relations sociales et peut fragiliser le tissu social d'un espace donné. La notion d'insécurité individuelle fragilise le contrat social au sein d'une communauté ou d'un ensemble social, car la notion d'appartenance à un groupe est fragilisée. Cette situation crée les conditions favorables au déclenchement de mobilisations sociales pouvant amener à la violence et au

954 Ce questionnement nourrit *de facto* le sujet sécuritaire dans sa nature opérationnelle.

désordre. Thomas Hylland Eriksen propose le terme de socialité incertaine⁹⁵⁵ « pour rendre compte les conditions d'intégration et de désintégration de nos jours⁹⁵⁶ ». Car, selon lui, « la sécurité révèle des thématiques classiques en sciences sociales, à savoir les conditions d'intégration sociale et les conséquences humaines de désintégration sociale ». Autrement dit, l'interprétation des phénomènes d'insécurité ne doivent pas omettre la réalité des d'interactions sociales, au niveau des individus et dans une spatialisation locale.

➤ *La sécurité humaine appelle à la matérialisation du « nexus » sécurité-développement au sein des politiques publiques*

La définition de la sécurité se focalise initialement sur la sécurité des Etats plutôt que sur la sécurité des personnes. En introduisant le sujet, le PNUD déplace le curseur vers l'individu en priorisant le terme de sécurité humaine plutôt que la référence à l'Etat et à son territoire. Ce décentrement par rapport à la notion d'Etat remet en cause les approches classiques en relations internationales au lendemain de la Guerre froide. Les préoccupations de la communauté internationale et des scientifiques changent après la chute du Mur de Berlin. Les nouvelles perspectives que l'on impute à la sécurité propulsent la problématique du développement (au sens large) au cœur des débats. Selon Mary Kaldor, citée dans l'étude d'Uppsala Universitat sur le Mali (Sten Hagberg (ed)), la notion de sécurité humaine prend deux directions distinctes : « l'une concerne la responsabilité de protéger l'individu (en opposition à l'État) ; l'autre insiste sur les relations entre les différents types de sécurité et sur l'importance particulière du développement comme stratégie de sécurité⁹⁵⁷ ». Le second aspect définitionnel de la sécurité montre ici la nature évolutive du concept à travers le temps. Les différents types de sécurité se réfèrent en réalité aux multiples composantes interdépendantes de la sécurité contemporaine. Cette sécurité n'est pas uniquement normative ni matérielle⁹⁵⁸. Les auteurs appellent à une compréhension des différentes formes et expressions de la sécurité et de l'insécurité ainsi qu'aux perceptions que les gens en ont. Cette démarche anthropologique permet de donner un sens à un concept central en relations internationales.

955 *Insecure sociality* est le terme original en anglais.

956 Hagberg (ed), op cit.

957 Sten Hagberg (Ed), Yaouaga Félix Koné, Bintou Koné, Aboubacar Diallo et Issiaka Kansaye, « Vers une sécurité par le bas ? Étude sur les perceptions et les expériences des défis de sécurité dans deux communes maliennes », *Uppsala papers in Africa Studies*, Uppsala Universitat, 2017, page 18.

958 D'autres aspects tels que la religion, le genre et l'ethnicité sont mentionnés par les auteurs pour caractériser cette dimension immatérielle, souvent délaissée et pourtant essentielle pour une compréhension holistique de la sécurité contemporaine, *ibid.* page 18.

➤ *Renouveau des études de sécurité - penser la sécurité collective à travers la sécurité humaine*

Pour Barry Busan⁹⁵⁹ (Ecole de Copenhague), la sécurité individuelle doit être un référentiel pour la sécurité nationale, de même que la sécurité internationale doit-être basée sur les logiques de la sécurité nationale. Soit, une sécurité internationale liée aux réalités et dynamiques de la sécurité individuelle. Busan, comme d'autres, contribue de manière substantielle au renouveau des études de sécurité, post Guerre-froide. Sa réflexion est alimentée depuis les années 1970 par une analyse de l'interdépendance entre les facteurs endogènes et exogènes de la sécurité et de l'ordre. Pour ce faire, un effort doit être consenti sur l'appréciation du politique vis-à-vis du concept de sécurité humaine et appelle à la définition d'une approche sociétale de la sécurité, remettant en cause la centralité de l'Etat. Frédéric Ramel interroge cette prise en compte, à travers la notion de « *conversion*⁹⁶⁰ ».

b. La sécurité humaine en Afrique

Le concept de sécurité humaine participe de l'enrichissement d'un débat foisonnant dans l'étude des relations internationales. « *La thématique de la sécurité est enchâssée dans les Relations internationales*⁹⁶¹ ». Notre intérêt porte, en particulier, sur la définition et la matérialisation d'une approche humaine de la sécurité sur le continent africain, où sécurité humaine et étatique sont formellement imbriquées (UNOG, conférence, 2004). Sans Etat fort, la sécurité des individus est mise en péril. Les faiblesses de l'Etat constituent une menace directe pour la sécurité des populations. Ces notions de sécurité, intrinsèquement liées, peuvent nourrir des cercles vertueux ou destructeurs - si l'Etat est dans une logique coercitive et de prédation vis-à-vis des populations. En Afrique, en particulier, la notion même d'Etat est questionnable. Trop souvent apparentée à des régimes plus qu'à des systèmes étatiques, la

959 Barry Buzan, 1991, « People, States and Fear: an Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era », 2nd ed, Boulder, Lynne Rienner Publishers.

960 Frédéric Ramel, « La sécurité humaine. Une valeur de rupture dans les cultures stratégiques au nord », in *Etudes Internationales*, HEI, n°34 (1), 2003, pp79-104. Les enjeux de la conversion (Ramel, 2003) parle des trois niveaux qui permettent de comprendre comment une idée, une valeur, un principe, peut ou non se transformer en un modèle accepté. Ces trois phases de mobilisation se définissent comme les valeurs suivantes : la création, la connexion et la conversion. Cette analyse des changements culturels, à travers une sociologie des valeurs, interroge l'acceptation ou non de la sécurité humaine dans les cultures stratégiques. La création de valeur permet l'émergence d'une nouvelle pensée. La connexion est le lien entre l'idée nouvelle et les anciennes (souvent dans une logique de confrontation) et la troisième valeur (la conversion) est l'acceptation d'une nouvelle « *norme* ».

961 Thomas Meszaros, *ibid.* p 2.

sécurité de l'Etat s'articule autour de quelques acteurs formant un noyau dur de régimes. Pour ces protagonistes, détenteurs de la violence dite légitime, la sécurité de l'Etat n'est pas inclusive et découle pas d'une démarche holistique.. En Afrique, la sécurité étatique « *n'a jamais réellement figuré sur l'ordre du jour de la plupart des pays africains* » (Ibid). Car « *peu de menaces sécuritaires méritent une réponse militaire* ». Néanmoins la crise de l'ordre public dans les pays africains (...) démontre le réel danger que pose une faible capacité de sécurité publique. Les dirigeants africains ont souvent privilégié la sécurité des régimes, au détriment d'une approche holistique. Les intérêts individuels des uns ont pris le dessus sur les besoins collectifs des sociétés africaines. Le manque de capacités des jeunes Etats indépendants a certainement joué sur le choix des orientations stratégiques des acteurs politiques. In fine, ce sont les régimes qui se sont endurcis, à rebours d'une structuration saine des Etats concernés. Un demi-siècle après les indépendances, l'Afrique francophone paie le manque de considérations de la part de ses dirigeants. C'est aujourd'hui tout un système de gouvernance qui est pointé du doigt et qui fait le lit de la violence politique incarnée par le terrorisme islamiste. Les régimes forts ne peuvent se substituer à des Etats forts, si tenté que ces Etats correspondent aux réalités et aux besoins de leurs populations. Cette approche complexe et réductrice du pouvoir fragilise la notion de sécurité humaine - en référence à l'Humain et aux populations.

Nous l'évoquions en introduction, la sécurité humaine est devenue, il y a deux décennies, une discussion prioritaire au sein des instances internationales. Elle fait l'objet d'une attention particulière de la part des organisations multilatérales. Pour autant, cette approche souffre d'un important paradoxe dans l'articulation des projets de développement et de coopération dédiés à la société civile. Il s'opère, en particulier au Sahel, une véritable fracture entre les discours et la mise en œuvre de projets au niveau local. Ce paradoxe tient, en partie, à la difficulté d'implémenter des projets aux populations et aux OSC. Si quelques pays et bailleurs favorisent le soutien aux partenaires non étatiques, l'essentiel de la coopération s'adresse en priorité aux Etats et donc aux régimes, si l'on s'en tient à la réflexion tenue en amont. Ces approches top-down, caractéristiques de la coopération traditionnelle sont également l'illustration de l'inertie décriée par les experts et chercheurs. Le paradoxe est d'autant plus saillant que les nouvelles perspectives de la sécurité ne sauraient avoir d'emprise tangible sans la contribution, en matière de réflexion, des acteurs non gouvernementaux, en particulier la jeunesse, les femmes, les médias, la communauté des chercheurs dans le domaine des sciences.

➤ *La sécurité humaine dans les discours institutionnels africains*

La création de l'Union Africaine (réforme de l'OUA en UA) en 2002 « traduit un changement d'approche⁹⁶² », à travers lequel le concept de sécurité humaine gagner du terrain. « L'approche sous l'angle de la sécurité humaine est inscrite dans l'Acte Constitutif de l'UA (Union Africaine 2001) » (ibid.), dont les dispositifs ont vocation à protéger les peuples de la violence étatique. Les Communautés économiques régionales (CER) intègrent progressivement la notion de sécurité humaine dans leur cadre de politique, même si le recours à la force conventionnelle et militaire demeure un réflexe. La gestion de crise et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme s'illustrent encore aujourd'hui, quinze ans cette mobilisation en faveur de la sécurité humaine, par des moyens conventionnels et militaires. « Ces réponses apparaissent comme des solutions d'urgence » (ibid.) et ne permettent pas de répondre à la complexité des défis sécuritaires en question. L'évolution des perspectives et enjeux sécuritaires interrogent sur les moyens mis en œuvre par la communauté internationale et les Etats pour gérer les situations de crise en Afrique. Les approches classiques et conventionnelles de sécurité ne permettent pas de répondre aux enjeux de la sécurité humaine. A l'heure où la problématique de l'extrémisme violent et le terrorisme dominent les imaginaires collectifs, les facteurs déterminants la conflictualité (qui font eux-mêmes le lit du terrorisme) ne sont pas traités. Développer des approches ayant pour objectif la sécurité humaine permet d'aller au-delà du traitement des symptômes, au profit d'une action sur les origines du problème. L'appropriation du concept de sécurité humaine par les acteurs institutionnels est un défi majeur de ce siècle.

c. L'apport des études critiques et du constructivisme

Le constructivisme est un courant apparu à la fin des années 1980 qui conteste les approches classiques de la sécurité et des relations internationales. L'origine du constructivisme est moins liée à la science politique qu'à la sociologie, la philosophie et à l'anthropologie. Il met en avant la nécessité de mise en contexte historique des valeurs, des croyances et des modes d'investigation⁹⁶³. « Il met en relation la production et la reproduction des pratiques sociales avec leur caractère situé dans des contextes particuliers: historique, politique, économique,

962 Hendricks & Keita : Les régimes de sécurité en Afrique - perspectives et défis, *Afrique et développement*, Volume XLII, No. 3, 2017, pp. 13-24, CODESRIA.

963 Audie Klotz et Cecelia Lynch, « Le constructivisme dans la théorie des relations internationales », le cours de la recherche, *Critique internationale* N°2 – Hiver 1999, page 51.

géographique⁹⁶⁴ ». « Il dénonce les lacunes du réalisme structurel et du rationalisme et en appelle à la théorie sociale critique pour mettre en question les éléments politiques et discursifs du pouvoir⁹⁶⁵ ». Le constructivisme participe du renouvellement de l'agenda de la recherche sur les questions de sécurité à la fin des années 1980 et émerge comme une alternative aux approches rationalistes et traditionnelles. « Il a initié un quatrième débat qui s'inscrit dans la continuité directe de la controverse engagée précédemment et qui a vu s'opposer les tenants de l'approche positiviste et ceux de l'approche post-positiviste⁹⁶⁶ ». Nicholas Onuf est considéré comme l'un des pionniers, voire le premier, à proposer une perspective constructiviste⁹⁶⁷. Il développe son idée de la construction sociale des faits à travers son ouvrage de référence, en 1989, intitulé « *World of our making. Rules and rule in social theory and international relations.* ». « La définition du constructivisme est loin d'être aisée car il ne constitue pas un véritable paradigme mais regroupe un ensemble de postures⁹⁶⁸ ». Dans la logique constructiviste, les acteurs du système international sont des objets issus de constructions sociales, politiques, idéologiques, etc. Les caractéristiques et les spécificités des acteurs sont évolutives, tout comme leur environnement proche ou lointain. En cela, le système international n'est pas figé autour des seules logiques de pouvoir et de puissance des Etats. Leurs intérêts et identités évoluent également. Les relations internationales deviennent, par l'émergence du constructivisme, l'objet d'une analyse complexe et multi-facteurs, en constante mutation. Le constructivisme donne des clés de lecture pour mieux appréhender la marche du monde et la façon dont les acteurs agissent les uns par rapport aux autres.

Nous partons de l'idée que le dépassement des approches classiques de la problématique du terrorisme, interroge *de facto* sur la contribution d'autres courants de pensée tels que les études critiques et le constructivisme. A travers des cheminements innovants, la prise en compte de notions immatérielles et par la construction sociale des réalités, nous envisageons des approches inédites, ainsi que de nouveaux espaces de réflexion scientifique et stratégique. Nous priorisons des approches interprétatives là où l'unité de la science recherchée par les

964 Ibid. p 51.

965 Ibid. p 52.

966 Thomas Meszaros, *ibid.* p 3. Le positivisme est un courant de pensée issu des doctrines d'Auguste Comte (18^{ème}, 19^{ème} siècle) qui privilégie une approche par les faits et la science contrairement aux approches ultérieures (post-positivistes) qui vont s'inscrire à contre-courant du positivisme en insistant sur la construction sociale des réalités. L'un des principes fondamentaux du positivisme est la recherche de l'unité de la science contre les aprioris philosophiques et scientifiques.

967 Thomas Meszaros, *ibid.* p 3 ; Audie Klotz et Cecelia Lynch, *ibid.* . 52.

968 Thomas Meszaros *ibid.* p 3.

positivistes ont prouvé leur incapacité à comprendre le changement⁹⁶⁹, les ruptures, la fluidité et les évolutions du monde contemporain. Cette démarche prête un intérêt particulier à l'analyse et la construction des menaces (matérielles et immatérielles) à la sécurité. Notre mobilisation est un appel à la confrontation des courants critiques et du constructivisme aux réalités sahéliennes, favorisant une compréhension humaine, individuelle et collective de la sécurité. La problématique du terrorisme internationale, dans une ère post 11 septembre, ainsi que l'évolution de l'insécurité au Sahel, créent les conditions favorables au développement de récits alternatifs. Largement dominés par le paradigme de la guerre globale contre la terreur, les relations internationales sont désormais stimulées par la rencontre interdisciplinaire. Si le constructivisme n'est pas un paradigme en tant que tel, il contribue au renouvellement des études de sécurité. Le constructivisme « crée les conditions d'un nouvel espace pour penser les relations internationales mais aussi pour envisager de nouvelles réalités » (Meszaros, ibid. p 5). Pour Courmont, « les théoriciens constructivistes se sont interrogés sur les raisons pouvant justifier de calquer sur la lutte contre le terrorisme des méthodes propres aux relations interétatiques, de type guerre froide ». Pour Thomas Meszaros⁹⁷⁰, l'enjeu est d'utiliser le constructivisme « comme hypothèse théorique ou comme méthode d'investigation parce qu'il permet d'appréhender les relations internationales et les questions de sécurité en cherchant à répondre à la question du « comment » et non à celle du « pourquoi » privilégiée par les réalistes ». Le terrorisme est, selon l'auteur, une situation extrême, « une problématique sociale du fait du danger qui pèse sur les citoyens » qui nous permet de nous interroger sur les conséquences de cette insécurité, sur les identités des Etats démocratiques « au travers de la construction qu'ils se font de cet objet⁹⁷¹ ». Le choc international causé par les attentats du 11 septembre ont entraîné ce changement de modèle⁹⁷² au profit des approches stato-centrées et classiques des relations internationales. Si la sémantique de la guerre globale contre la terreur s'est transposée dans d'autres espaces géopolitiques du monde, comme l'Afrique par exemple, nous considérons aujourd'hui le Sahel comme étant un laboratoire d'expérimentation fécond au dépassement des approches classiques, en matière de sécurité – en particulier dans la compréhension de la problématique du terrorisme. Nous pensons que le constructivisme peut être aujourd'hui, le vecteur d'influence de la bataille des idées en

969 Audie Klotz et Cecelia Lynch, « Le constructivisme dans la théorie des relations internationales », le cours de la recherche, *Critique internationale* N°2 - Hiver 1999, page 52.

970 Thomas Meszaros, « La construction de l'objet « terrorisme » : redéfinition des identités et des intérêts des États démocratiques », AFSP 2009.

971 Cette réflexion se trouve donc la notion des intérêts (comme pour les tenants des approches réalistes) et des identités.

972 A Ehteshami, (2007) '9/11 as a cause of paradigm shift?' Working Paper. Durham University, School of Government and International Affairs, Durham.

matière d'études de sécurité⁹⁷³, pour déchiffrer les mobilisations violentes et le terrorisme sous d'autres hospices.

➤ *Constructivisme et le renouvellement de la pensée sécuritaire en matière de contre-terrorisme.*

Le constructivisme est ici proposé comme une alternative⁹⁷⁴ au paradigme de la guerre contre la terreur; une « *hypothèse théorique ou comme méthode d'investigation parce qu'il permet d'appréhender les relations internationales et les questions de sécurité en cherchant à répondre à la question du « comment » et non à celle du « pourquoi » privilégiée par les réalistes⁹⁷⁵* ». L'objectif est de comprendre les interrelations entre le phénomène du terrorisme et la définition des intérêts des Etats, ainsi que l'évolution de leur identité dans le temps. Comprendre le « *comment* », revient à s'affranchir d'un certain nombre de stigmates, de réflexes et de préjugés pour saisir les trajectoires qui amènent à la violence extrémiste et éviter ainsi la contre-productivité⁹⁷⁶ des initiatives en matière de contre-terrorisme. Le bouleversement des équilibres internationaux, suite aux attentats du 11 septembre, sont d'ordres multiples, remettant ainsi en cause les épistémés en relations internationales, notamment en matière d'analyses sécuritaires. La communauté des experts (praticiens, chercheurs) semblaient alors contraints de s'interroger sur la véracité et la pertinence des approches dominantes. « *Cette « nouveauté » impose donc pour les spécialistes de repenser les cadres traditionnels dont ils disposent pour appréhender ce phénomène⁹⁷⁷* ».

Abandonner le paradigme de la guerre globale contre la terreur, c'est également aborder la question des aspects, défis et dimensions immatériels de la lutte contre l'extrémisme violent. Par les approches critiques, nous tentons d'interpréter la nature non militaire des menaces, constitués hors du champ traditionnel sécuritaire et militaire. S'inscrire dans une perspective contemporaine de la sécurité (humaine), permet d'analyser les liens de corrélation et les antinomies entre les intérêts Etatiques et ceux des populations. Les constructivistes s'intéressent à l'identité des Etats et la manière dont leurs intérêts sont pensés et préservés.

973 Michael C. Desch, « Culture Clash. Assessing the importance of ideas in security studies », *International Security*, Vol. 23, No. 1 (Summer 1998), pp. 141-170.

974 Matthew Evangelista, « Coping with 9/11: alternatives to the War Paradigm », 2011.

975 Thomas Meszaros, « La construction de l'objet « terrorisme » : redéfinition des identités et des intérêts des États démocratiques », Congrès AFSP 2009.

976 Robert Tynes (2006): US counter-terrorism policies in Africa are counter to development, *African Security Review*, 15:3, 109-113.

977 Thomas Meszaros, *ibid.* p 10.

Les théories sécuritaires et le paradigme de la GWOT analysent les doctrines et les réponses à la menace. Elles ne permettent pas d'interroger la cohérence de ses stratégies. S'intéresser aux vecteurs non matériels (idéologies, intérêts, cultures stratégiques) souscrit à un élargissement des débats et de la pensée stratégique post 11 septembre, en remettant en cause les approches stato-centrées.

La problématique sécuritaire et du terrorisme au Sahel ne souscrit pas aux logiques et aux analyses de l'Etat puissance. La nature polysémique de la violence armée au Sahel appelle à dépasser les schémas classiques de la sécurité et de la préservation des intérêts de l'Etat. Le constructivisme, au même titre que d'autres courants (Ecole de Copenhague⁹⁷⁸, transnationalisme⁹⁷⁹), permet d'envisager une interprétation plus fine et plus inclusive de ces nouvelles dynamiques interactionnelles et transnationales. Ces réflexions souscrivent à une nouvelle interprétation du système international et des menaces contemporaines, qui ne sont plus de nature objective et rationnelle. Le constructivisme, dont les tenants de l'Ecole de Copenhague s'inspirent dans leur définition et l'élargissement des perspectives de la sécurité, attire l'attention sur la capacité des individus à développer un sens commun, une croyance partagée, des menaces. Cette construction intersubjective⁹⁸⁰ permet de définir un cadre de sécurité collective pour des groupes d'individus et les Etats. L'apport est considérable pour comprendre le rôle joué par la dimension identitaire, psychologique et sociologique dans la définition d'une menace à la sécurité. Cette approche immatérielle et cognitive est extrêmement intéressante et stimulante pour la constitution d'un nouveau modèle de compréhension des enjeux de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Elle permet de relocaliser la réflexion au niveau de l'individu, devenu un agent à part entière au sein du système international. La démarche incombe une forte responsabilité à l'individu dans sa construction partagée des croyances et dans la diffusion des discours.

978 Barry Buzan, « People, States and Fear: an Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era », 2nd ed, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1991; Barry Buzan and Ole Wæver, « Regions and Powers: the Structure of International Security », Cambridge, 2003; Ole Wæver, « Securitization and Desecuritization », in Ronny Lipschutz, ed., *On Security*. New York: Columbia University Press (46–86), 1995.

979 Bertrand Badie, « Un monde sans souveraineté », Paris : Fayard, 1999 ; « Le diplomate et l'intrus. L'entrée des sociétés dans l'arène internationale », Paris : Fayard, 2008 ; James Rosenau, « Turbulence in world politics. A theory of change and continuity », Princeton (NJ) : Princeton University Press, 1990; Robert O. Keohane, Joseph S. Nye, « Power and Interdependence », New York : Longman, 3e Ed., 2001.

980 Meszaros, *ibid.* p 6.

3. Penser la fluidité des interactions et l'imbrication des échelles

A travers l'hypothèse du « *glocal* », nous avons tenté de contribuer à l'émergence d'une conceptualisation de deux notions essentielles à la compréhension de la problématique sécuritaire au Sahel. D'une part, les processus par lesquels la violence islamiste articule une imbrication multi-niveaux (idéologie globale, structuration et implémentation au niveau local). D'autre part, la réponse politico-institutionnelle des Etats et des partenaires, en tant que phénomène politique, diplomatique et sécuritaire appelant à redéfinir une grille de lecture du Sahel. A travers une approche pluri et transdisciplinaire, nous défendons l'idée que des systèmes d'interdépendance et d'autolégitimation se forment entre acteurs institutionnels et non-gouvernementaux, dans un contexte guerrier, caractérisé par l'incertitude, voire le chaos et appellent à la redéfinition d'un espace intégré multiniveau. Cette réflexion s'appuie sur la rencontre de plusieurs courants de pensée et disciplines et invite à une réinterprétation des faits et des interactions entre acteurs au Sahel.

La géographie, les jeux d'échelles et les théories transnationalistes accompagnent cette exploration et appuient l'idée que la situation sahélienne apporte un éclairage conséquent sur les paradigmes dominants (et leur échec épistémologique) de la lutte contre le terrorisme. Nous contestons également la dichotomie entre les vecteurs endogènes et exogènes (« *internal/external nexus* ») au profit d'un continuum entre ce qui est souvent compris comme processus de l'intérieur et dynamiques de l'extérieur. Nous développons ici la thèse suivante : le Sahel, de par sa complexité, son évolution constante et l'incompréhension qu'il suscite, est devenu un laboratoire d'expérimentation théorique et pratique. Rappelons, néanmoins, que penser un nouveau champ, à partir du Sahel, n'est pas une finalité ni une surinterprétation des violences armées à l'œuvre dans la sous-région. La démarche se veut être une contribution stimulante pour pallier les insuffisances analytiques observées, dans le domaine de la décision et dans le secteur académique. Nous réfutons également l'idée d'une quelconque imposition théorique et privilégions la compréhension de phénomènes et tendances empiriques. La rencontre des acteurs, des disciplines (sociologie, anthropologie, Histoire, géographie, etc.), des échelles et des temporalités ouvre la voie à de nouvelles expérimentations et observations. Les notions de fluidité, d'échanges, d'interactions et d'interdépendances sont la pierre angulaire de cette ultime démarche. Penser la fluidité des interactions et l'imbrication des échelles permet-il de penser la construction d'un nouveau

modèle d'analyses pour le Sahel ? L'interdépendance entre les acteurs, dans un contexte de violence armée, crée-t-elle les conditions d'un système de conflits ?

a. Acteurs et niveaux d'interactions : l'apport du transnationalisme et jeux d'échelles

➤ *L'apport de la géographie*

La géographie apporte à la problématique du Sahel une compréhension nomade (Walther, Retailé, 2011) des espaces et des interrelations sociales, dépassant la rigidité des approches essentiellement matérielles. Elle permet de dépasser les analyses statiques des réalités sahéniennes et de rationaliser l'enchevêtrement des différents niveaux, à travers lesquels les acteurs interagissent. La géographie permet de développer une compréhension intégrée du Sahel et des problématiques qui en découlent. Les jeux d'échelles permettent notamment de mieux appréhender la rencontre et les trajectoires entre acteurs et les systèmes d'interdépendances qui s'effectuent. La géographie permet de contester les logiques de territorialité.

➤ *Interpénétration des réalités : Transnationalisme et jeux d'échelles*

Plusieurs champs académiques permettent d'appréhender, avec une plus grande finesse, le rôle des différents acteurs et l'impact de leurs actions et de leurs discours au niveau transnational et international. Les jeux d'échelles en géographie, la littérature sur les réseaux transnationaux⁹⁸¹ et les systèmes en sciences sociales⁹⁸² favorisent l'émergence et la structuration d'un nouveau paradigme stratégique au Sahel. Les théories internationalistes qui ont connu un essor après la Guerre froide permettent de conceptualiser « *les liens d'interdépendance entre l'ensemble des acteurs, étatiques et non étatiques*⁹⁸³ ». La littérature en géographie, spécifiquement les jeux d'échelles⁹⁸⁴, permet de conceptualiser la fluidité et la mobilité non seulement des espaces mais également de concevoir la nature interactionnelle et

981 Ariel COLONNOMOS, *Sociologie des réseaux transnationaux. Communautés, entreprises et individus : lien social et système international*, Paris, l'Harmattan, 1995.

982 Thomas MESZAROS, « Quelques réflexions sur l'idée de système en sciences sociales et sur son utilisation dans les relations internationales contemporaines », *Cosmopolitis*, n°2, 2007.

983 Sihem Djebbi, « Les complexes conflictuels régionaux », *Fiche de l'Irsem n° 5*, mai 2010, p 3.

984 Marjolaine Paris, « Articuler différentes échelles dans les objets des sciences sociales : enjeux théoriques et méthodologiques », *Cahiers de l'URMIS*, 2013 ; Jacques Revel (dir), « Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience », Paris, Gallimard-Le Seuil, « Hautes Etudes », 1996, 248p.

interdépendante entre les acteurs politiques, sociaux et économiques agissant à des échelles distinctes. Cette reconfiguration conteste et dépasse la dichotomie du dedans et du dehors⁹⁸⁵ (Balandier, Sindjoun, Bach), par le truchement d'un paradigme permettant de concevoir transversalité, fluidité et les logiques multiniveaux. L'interpénétration des réalités, au Mali et au Sahel, appelle à une superposition des plans et de dimensions multiples qu'on ne peut ignorer sous peine de mal interpréter la crise, la simplifier et donc l'aggraver⁹⁸⁶. La multiplication des données empiriques et des recherches sur le Sahel interroge sur l'exactitude des cadres et espaces de réflexion théorique. Il s'agit moins d'apporter des réponses exactes que de dépolariser la compréhension de la problématique sécuritaire au Sahel.

Au Sahel, penser les échelles, c'est réfuter la distinction entre les niveaux micro et macro, sans pour autant définir l'objet étudié comme étant international. L'ambition est de penser le transfrontalier avec justesse et rigueur en dépassant cette incapacité à penser (au Sahel) l'imbrication des éléments, des acteurs et, donc, des espaces. Emettre une réflexion sur l'interdépendance des agents revient à interroger la relation entre plusieurs champs disciplinaires (relations internationales, études de sécurité, sociologie, géographie). La notion d'échelles n'est pas nouvelle. Elle se matérialise, en relations internationales, dans les années 1970, à travers le courant transnationaliste. Elle s'illustre dans la sociologie des relations internationales, en France, à la fin des années 1990. Début des années 1950, Braudel s'interroge sur la relation entre champs et acteurs ; travaux qui seront repris en 1974 par Wallerstein. La géographie, contribue à cette littérature, par « *des éclairages particulièrement fructueux* ». L'étude du Sahel (années 2000 à 2013, met à jour une foisonnante et stimulante littérature, bien qu'orpheline d'une vision et approche interactionniste. Penser les échelles permet d'analyser les jeux de pouvoir. Au Sahel, les jeux de pouvoir se confondent avec des systèmes d'autolégitimation. Ces systèmes se basent sur des constructions idéologiques, politiques et stratégiques exogènes, sources de réappropriation locale. Certains évoquent des récits qualifiés de « *coloniaux* », ou une colonisation de l'esprit. Les approches interactionnistes mettent à jour ces systèmes de « *domination* » et interrogent sur la capacité, à travers un support intellectuel et scientifique, à créer de nouvelles dynamiques discursives et politiques. Nous nous inscrivons moins dans une logique (ou plaidoyer) de la « *résistance* » (Ibid. page 3) face aux dominations que dans une démarche de réappropriation locale des

985 « *internal/external pattern nexus* ».

986 Bertrand Badie, Michel Gali (Dir), « La guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre, La Découverte, 2013.

discours et des analyses pour faire face aux incertitudes et au chaos du paradigme de la guerre contre la terreur. A un stade ultérieur de la discussion (domaine non atteint dans notre recherche), il sera utile de s'interroger sur les conséquences politiques et stratégiques d'une réappropriation des discours des acteurs locaux en matière de systèmes d'autolégitimation.

➤ *Des systèmes de gouvernance multi-niveaux - penser un espace intégré*

La convocation des littératures évoquées permet de rationaliser les interactions entre acteurs, en particulier quand les échanges interviennent à des niveaux alternatifs. Notre démarche est inclusive et ambitionne de comprendre les différentes échelles au sein d'un espace commun, rejetant les dichotomies du dedans et du dehors. La problématique sahélienne fait état de jeux de pouvoirs, d'interventions et de croisements multiniveaux. Nous les appréhendons en tant que schémas de gouvernances interdépendants dictés par des perceptions prétendues communes de l'état de la menace (terroriste). Le modèle proposé met en exergue l'importance des dimensions matérielles et immatérielles de la lutte contre l'insécurité au Sahel et les systèmes d'autolégitimation entre acteurs. Ces systèmes de réciprocités, d'appropriation et de réappropriation des discours s'effectuent sur la base de narratifs de la guerre, du chaos et de l'incertitude. Il revient alors de saisir le rôle joué par les différents acteurs dans la production et la diffusion des récits. Pour certains, « *constatons qu'il y a également une sorte de complicité africaine à utiliser tous les mots convenables qui viennent du nord*⁹⁸⁷ ». Dans le cadre national, comme dans l'arène internationale, l'acteur politique est en quête perpétuelle de légitimité, expliquant parfois comment les systèmes d'interactions, entre acteurs, tendent vers des logiques d'interdépendance et de réappropriations mutuelles des discours. Face à la complexité du cadre stratégique dans lequel ces interactions se jouent, face à des systèmes de conflits enchevêtrés (Vigneron, Pigné, 2018), nous proposons le recours à des méthodes pluridisciplinaires tel que susmentionné.

L'équation sahélienne imbrique un faisceau considérable d'acteurs et appelle à penser l'espace comme un champ intégré, où la multiplicité de facteurs crée *de facto* une interdépendance entre les acteurs qui veulent préserver la paix et la stabilité sur leurs territoires, ou l'inverse. Nous pensons qu'une véritable compréhension de l'imbrication des différents niveaux et interrelation entre acteurs appelle à dépasser les schémas de pensée

987 Dufourcq et Kempf, *ibid.*

actuels sur le Sahel et le terrorisme en général, afin de rationaliser les informations disponibles.

Ces interactions, voire ces systèmes d'interdépendance, créent un continuum entre l'interne et l'externe. A travers les jeux d'échelles et les théories transnationalistes, nous analysons les interactions entre politiques, considérées par certains comme « *les politiques du dehors* », et les espaces locaux d'intervention. Dans le cadre des violences instituées par des groupes terroristes au niveau international on constate, depuis une quinzaine d'année, l'importance et l'impact symbolique de la circulation de ces violences, au niveau international et la réappropriation de ces symboliques dans les niveaux intermédiaires précités. Ces constructions cognitives circulent au-delà des frontières et créent, ou du moins renforcent, un sentiment d'appartenance à une communauté (communauté internationale, pourrions-nous dire une communauté occidentale surtout). Les images de ces violences ont développé un sentiment de peur, favorisant parfois les analyses biaisées, voire les amalgames, en termes de perception de la menace. Ces électrochocs ont également créé des mobilisations en dehors des cercles gouvernementaux, notamment au sein des sociétés civiles. Néanmoins, en se plongeant dans la littérature classique on se rend compte que ces phénomènes et mobilisations ne sont pas nouveaux, même si les acteurs concernés sont parfois considérés comme hybrides. Kant parlait déjà en 1795 d'une communauté globale réduite au point qu'un droit violé quelque part pouvait être ressenti partout ailleurs (Kaldor, page 23).

➤ *L'objet Sahel : vers une approche systémique ?*

L'analyse de la problématique sécuritaire au Sahel met à jour la nature interdépendante des relations entre acteurs, dans un contexte de gouvernance multiniveaux. Cet espace intégré, fluide et dynamique interroge sur la possibilité de penser une approche systémique de l'objet. Le Sahel, dans le contexte sécuritaire qu'on lui connaît, développe-t-il des caractéristiques générales en tant que système ? Peut-on déduire de cette réflexion des principes et des lois ? Le cas échéant, quelles en sont les propriétés ? Développer l'idée d'une matrice « *Sahel* », en tant que système, permettrait-il d'appréhender la complexité des caractéristiques empiriques ? Autrement dit, une approche systémique, permet-elle de saisir la trajectoire des acteurs, leurs politiques et la nature réflexive (processus d'autolégitimation) de leurs relations ? L'approche systémique, par la définition de différents niveaux de complexité, permet-elle de mieux

prendre en compte la capacité de mouvement des lieux (Retailé, Walther, 2011) la variété des acteurs et des espaces (Vigneron, Pigné, à paraître) ?

Enfin, et en guise d'ouverture, nous posons l'hypothèse que cette entreprise tente de réduire les « *trous*⁹⁸⁸ », dans la connaissance théorique et empirique d'une part, et de contribuer, par l'analyse des systèmes, à la création de modèles, d'autre part. Si le Sahel est considéré comme un espace et un champ propice à la rencontre des disciplines, penser de nouveaux modèles nécessite de développer une vision articulée autour des interrelations sociales et non sur l'immobilité matérielle (Vigneron, Pigné, *ibid.*). Dans une perspective pluridisciplinaire, nous appelons à développer de nouveaux espaces de recherche, motivés par la proposition de solutions nouvelles sur le plan scientifique, comme sur le plan pratique. Nous réitérons, pour l'occasion, la nécessité d'appréhender des phénomènes complexes dans une logique opérationnelle car le Sahel, source d'émerveillement et d'inquiétude, mérite aujourd'hui, plus que jamais, des outils de compréhensions à la hauteur des défis qui lui sont assignés.

988 Charles Roig. La théorie générale des systèmes et les perspectives de développement dans les sciences sociales. In: Revue française de sociologie, 1970, numéro spécial. Analyse de systèmes en sciences sociales (I) pp. 47-97.

CONCLUSION

I - Décrire et comprendre le Sahel.

1. La matrice sahélienne à l'aune des défis sécuritaires et du développement

a. Comprendre les enjeux et réalités géopolitiques au Mali et au Sahel

Le Sahel s'illustre et se définit comme un espace en mutation, à la fois zone de transit, d'échanges, de commerce, d'insécurité et considéré, ces dernières années, comme la nouvelle frontière de l'Europe, en matière de paix et de stabilité. Le Sahel suscite un engouement politique, stratégique et intellectuel considérable. La région est devenue une stimulante histoire pour le chercheur soucieux de penser la problématique du développement et de la sécurité, dans un contexte international volatile et incertain.

Depuis les années 2000, jusqu'à l'intervention française en janvier 2013, l'Histoire sahélienne a essentiellement été raconté à travers le prisme sécuritaire et à l'aune de la situation du Mali. A travers notre analyse, nous avons tenté de resituer les différents contextes et temporalités de la condition sahélienne. Nous soutenons notamment que malgré la dégradation de la stabilité du Mali et la présence historique de groupes armés terroristes sur le territoire national, l'équation sahélienne doit être comprise dans une acception plus large. La matrice sahélienne répond à des logiques et des défis s'exprimant à travers le temps long, malgré les réflexes analytiques favorisant les récits de l'immédiateté. Nous avons également soulevé le risque, trop souvent présent, de faire corrélér, de manière biaisée et inexacte, les rébellions Touaregs et le développement d'espaces de fragilité au niveau local et transnational. Si l'ancrage des soulèvements Touaregs dans l'Histoire moderne du Mali (et du Niger dans une autre mesure) est une réalité, ces épisodes ponctuels, bien que récurrents, ne sauraient expliquer la trajectoire des pays en question. Le Mali a longtemps été considéré comme un modèle de stabilité et de démocratie. Les masques sont tombés après le coup d'Etat du capitaine Sanogo, en mars 2012. Pour beaucoup d'analystes, le Mali rejoignait ainsi la catégorie des Etats Faillis (« *Failed States* »). Le chapitre, dédié à la question malienne, avait pour objectif de mieux saisir l'ensemble des facteurs de fragilité qui ont précipité le pays dans le chaos. La gouvernance du pays, la corruption, la problématique du Nord-Mali, les rébellions Touaregs,

la question du terrorisme, des trafics, les aléas climatiques, sont autant de sujets à mettre en balance dans l'équation malienne.

La rébellion de 2012 fait l'objet d'une analyse interrogeant les marqueurs de cette nouvelle crise qui dépassera rapidement la problématique de l'autonomie et de l'autodétermination des peuples du Nord-Mali. Les accointances entre les groupes rebelles (MNLA, Ansar Dine) et les groupes armés terroristes liés à AQMI et l'évolution de la situation sur le terrain montrent la porosité entre les groupuscules d'hommes en armes. Si les alliances sont de circonstances elles interrogent sur la complexité des liens interpersonnels entre acteurs. En quelques semaines, le récit dominant évolue et se focalise sur la dimension terroriste et islamiste des mobilisations armées au Nord-Mali. Avec l'intervention française, en janvier 2013, la crise s'internationalise et renforce le positionnement et la visibilité des groupes armés. Le paradigme sécuritaire de la guerre contre la terreur reprend ses droits dans une période où des réflexions et stratégies alternatives émergeaient progressivement (approches globales, articulation entre sécurité et développement, approches humaines de la sécurité). Le modèle évoqué (guerre contre la terreur) ne conditionne pas uniquement récits et d'analyses. Il induit des choix politiques et stratégiques favorisant des réponses militaires et sécuritaires à la crise protéiforme qui se développe au Mali et au Sahel. Enfin, nous insistons sur la nécessité d'appréhender la déstabilisation du Mali à travers une perspective structurelle - à rebours des analyses priorisant les facteurs conjoncturels tels que l'implosion de la Libye.

Dans cette perspective, il était également nécessaire de saisir les réalités sahéliennes, au-delà des dynamiques maliennes, en particulier à travers les réalités et défis géopolitiques de l'Algérie, de la Mauritanie et du Niger. L'héritage algérien en matière de lutte contre le terrorisme, le rapport décomplexé de la Mauritanie et du Niger face aux défis sécuritaires, assoient cette tendance du paradigme guerrier du traitement du terrorisme et de l'extrémisme violent par les Etats de la sous-région. Il ressort de cette analyse que l'Algérie a, d'une part, et de manière continue alimenté et instrumentalisé la menace islamiste et terroriste pour maintenir son statut de puissance régionale - notamment face à la concurrence de la Libye de Kadhafi. D'autre part, la Mauritanie et le Niger ont, de manière constante, épousé une approche militaire et sécuritaire de la lutte contre le terrorisme, en se réappropriant les discours des partenaires extérieurs (en particulier ceux de la France et des Etats-Unis). Ces trajectoires ont permis aux Etats sahéliens de renforcer leurs liens de collaboration avec les partenaires techniques et financiers et ainsi tenté de renforcer la légitimité de leur régime. La

gestion politique et sécuritaire du phénomène terroriste au Sahel a toujours été un facteur de légitimation et de domination. Malgré leur fragilité structurelle, les Etats sahéliens sont progressivement devenus des pays résilients et combattants face aux GAT. Nous terminons cette partie en évoquant le rôle d'autres acteurs de la sous-région tel que le Burkina Faso, connu pour son rôle de médiateur dans les crises nationales ou transnationales en Afrique de l'Ouest (ère Compaore), et du Nigeria, dont certains préconisent de l'intégrer dans la matrice sahélienne.

➤ *Comprendre les réalités islamiques sahéliennes*

Sans pour autant prétendre à l'exhaustivité et au-delà des aspects géopolitiques, la compréhension de la problématique sécuritaire corréle avec un certain niveau de connaissances en matière de religiosité. Le Sahel ne saurait être décrit comme un espace monolithique au sujet de l'expression de la religiosité des populations. Si la fragilité des systèmes politiques laïcs a permis un regain et une forme d'entrisme du religieux sur la scène politique, il apparaît essentiel de maîtriser, à minima, les trajectoires historiques de l'islamité des peuples sahéliens. L'hétérogénéité des expressions de l'Islam au Sahel est souvent mal comprise et souffre de raccourcis analytiques et d'amalgames tendant à opposer soufisme, wahhabisme et salafisme. Nous rappelons que le soufisme, bien traditionnellement considéré comme un courant pacifique, a également montré qu'il pouvait être un vecteur de mobilisations violentes. A l'inverse, l'implantation progressive du wahhabisme et du salafisme en Afrique de l'Ouest et au Sahel, ne s'est pas systématiquement accompagnée de violences. Historiciser les pratiques islamiques et les trajectoires modernes de la religiosité permettent d'appréhender avec une plus grande acuité les réalités sahéliennes. Notre démarche avait pour objectif de contribuer à une meilleure analyse de la question du rôle de la religion dans les manifestations politiques violentes qui sévissent de manière croissante au Sahel. L'expression politique de l'Islam au Sahel ne s'accompagnant pas de facto de violences extrêmes. Nous avons également mis en lumière l'imbrication et les interrelations entre le local et le global, face à un Islam considéré comme déterritorialisé (Olivier Roy) et sous influence du monde arabe. Notre analyse permet également d'interroger la véracité des récits dominants qui tendent à penser le salafisme et le wahhabisme comme des doctrines et pratiques exogènes aux réalités sahélo-saharienne. Empiriquement, le cas de certains espaces de la région du Liptako-Gourma ou encore l'Histoire du Nord-Nigéria montrent une certaine fragilité de ces analyses dominantes. Enfin, nous soutenons qu'une meilleure interprétation

des trajectoires historiques et politiques des islams sahéliens permet d'alimenter la réflexion et l'action des Etats et des partenaires internationaux en matière de politique publique (dans le domaine de la sécurité et du développement), afin de mieux répondre aux évolutions, besoins et réalités des populations. Dépeindre le Sahel à travers la seule dichotomie entre islam traditionnel et réformisme est à la fois réducteur et insuffisant pour alimenter une réflexion opératoire sur la région. Nous insistons et rappelons que notre démarche ne saurait être exhaustive nonobstant suffisante pour alimenter notre réflexion et recherche.

b. Violence armée, terrorisme et extrémisme violence

Le chapitre dédié à la compréhension de la violence armée au Sahel met en lumière plusieurs enjeux. D'une part, la nécessité d'analyser et d'appréhender Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI) dans un espace multi-niveaux. Et d'autre part, évaluer les réponses proposées par les Etats et la communauté internationale ainsi que les systèmes d'interdépendance issus des liens de collaborations entre les différentes forces en présence (Etat à Etat ou entre Etats et organisations multilatérales).

En parcourant la littérature, nous avons constaté qu'une majorité des recherches et analyses proposées sont biaisées et ce pour plusieurs raisons d'ordre à la fois méthodologique et idéologiques. L'incapacité de produire de la donnée en contexte (comment envisager une étude au plus proche des groupes armés terroristes ?), et l'idéologie qui oriente, voire empêche, le travail d'objectivation du scientifique quand il s'attèle à comprendre des phénomènes complexes et évolutifs. La problématique du terrorisme islamiste souffre de surinterprétations, alimentée par des débats passionnés et sensationnalistes. La fulgurante augmentation de la production concernant le Sahel s'est trop peu accompagnée d'analyses se révélant justes et en phase avec la réalité du terrain. En d'autres termes, l'engouement pour le sujet n'a jamais permis l'émergence de schémas de compréhensions rationnels et opératoires pour lutter contre la menace terroriste.

Nous tentons de pallier cet écueil en favorisant la compréhension et l'impact de la rencontre entre les dynamiques locales et globales des violences armées et des réponses institutionnelles. A cet effet, la mobilisation du concept « *glocal* » (Marret) est une base satisfaisante et intelligible pour étayer notre propos et élargir la discussion telle que susmentionné. Nous cherchons à dépasser les approches et récits fantasmés en matière de

violences armées, en établissant de nouvelles grilles de lectures pour une meilleure appréhension des menaces pesant sur la région du Sahel. Nous réfutons les récits de stigmatisation et de polarisation dominants. La rationalisation des discours et des analyses s'illustre à travers la capacité à concevoir la violence islamiste armée établie dans différents contextes (micro, méso, macro), tout en mesurant, avec acuité le poids respectif de chaque échelon. Pour ce faire, nous nous sommes penchés sur la nature et l'entreprise idéologique d'Al Qaida au Maghreb Islamique, permettant ainsi de décrypter la dimension internationale et globalisante du groupe terroriste (Références à l'Islam et à Al Qaida centrale). A l'inverse, un focus sur la structuration du groupe, sa nature organisationnelle, son enracinement et sa mobilité permettent de saisir les trajectoires, l'évolution et la résilience du groupe au niveau local et régional.

Enfin, il nous paraissait essentiel de prendre la mesure d'une importante part de la littérature consacrée à la stratégie de subsistance d'AQMI : son économie politique. Nous rappelons dans ce chapitre les courants et expertises qui s'opposent et les conséquences sur la compréhension de la menace liée à AQMI au Sahel. Nous démontrons notamment les risques d'une surinterprétation de la nature criminelle de la nébuleuse. A contrario, nous interpellons sur la nécessité d'éviter une surinterprétation de la nature religieuse et idéologique des groupes armés terroristes au Sahel. La nature volatile et évolutive des réalités sahéliennes rend la démarche à la fois complexe et stimulante. Notre essai mérite par ailleurs d'être approfondi au vu des contraintes méthodologiques mentionnées en amont. L'évolution de la situation régionale, depuis 2013 (et de manière plus accentuée depuis 2015), implique de repenser la configuration des forces en présence et l'état de la stabilité qui ne cesse de se détériorer. Les nouvelles formes d'expression de la violence armée (confrontation inter et intra ethnique, ré-articulation des groupes armés terroristes) imposent la redéfinition du paradigme de la sécurité dans l'espace sahélo-saharien. Plus que jamais, il est nécessaire de dépassionner les débats scientifiques et académiques et de contribuer à une nouvelle grammaire de la problématique sahélienne.

c. Les approches globales comme lutter contre une insécurité protéiforme, dans un contexte volatile

Le cœur de notre recherche porte sur la compréhension de l'élaboration et de la mise en œuvre des approches globales au Sahel, à travers l'exemple de l'Union européenne et des Etats-Unis. Nous nous intéressons particulièrement au « *nexus* » (lien) sécurité-développement, caractéristique des approches globales, et aux perspectives données par ces deux acteurs majeurs du système international. Nous prenons à témoin les héritages historiques diamétralement opposés de Bruxelles et de Washington pour analyser et évaluer la structuration de dispositifs novateurs, conçus pour renforcer la gestion et la prévention des crises. Dans le cadre de la stratégie de sécurité et de développement de l'Union européenne, nous travaillons selon l'hypothèse suivante : L'Union européenne, de par son héritage historique de voisinage et de coopération avec le sud de la Méditerranée, possède un véritable avantage comparatif pour exercer son leadership politique et diplomatique dans l'espace sahélo-saharien. En ce qui concerne les Etats-Unis, son héritage sécuritaire tient à l'ultra-dominance (dans les relations internationales) du paradigme de la guerre contre la terreur et des campagnes menées en Afghanistan et en Irak. Ce dernier impacte considérablement le narratif et la problématique sahélienne, faisant des approches stato-centrées la règle en matière d'intervention et de coopération, dans la région. Nous pensons que ce paradigme fragilise l'idée même d'approche globale et le leadership évoqué (leadership souhaité, selon nous) de l'Union européenne. Enfin, nous ouvrons ce chapitre à travers l'opportunité que représente une nouvelle réflexion en matière d'articulation et de « *nexus* » entre sécurité et développement ; une articulation visant davantage à mettre en synergie et en cohérence les avantages comparatifs de chaque force en présence (savoir-faire en matière de développement pour l'un, expertise sécuritaire et militaire pour l'autre), pour une véritable opérationnalisation du concept d'approche globale.

Cette double étude de cas met également en lumière le souci de la méthode utilisée afin de penser l'articulation politique, institutionnelle et bureaucratique des approches globales. En s'appuyant sur des travaux et une réflexion socio-anthropologique des politiques publiques (Lavigne Delville, de Sardan, pour ne citer qu'eux), nous décortiquons les multiples temporalités de la « *production* » et de la diffusion (implémentation) des approches globales au Sahel. Nous insistons par ailleurs sur la nécessaire prise en compte des différents types d'acteurs qui interviennent dans les processus décisionnels, techniques et bureaucratiques des

stratégies pour le Sahel. Une radioscopie des approches globales, en particulier la stratégie sécurité et développement de l'UE, contribue à une meilleure compréhension des défis et des raisons pour lesquelles l'implémentation de ladite stratégie est scabreuse. Nous considérons cette réflexion comme une contribution aux études de l'aide au développement et de la coopération. Nous privilégions ainsi une démarche empirique pour appréhender l'objet « *Sahel* » et la cohérence des politiques déployées sur le terrain. La réussite des approches globales réside dans la capacité à résoudre l'équation des défis de la cohérence (Helly, 2008). Si le travail du chercheur ne saurait se substituer à celui des décideurs politiques et des praticiens, notre recherche montre l'importance d'une meilleure compréhension des politiques publiques des Etats et de la communauté internationale face à la dégradation de la stabilité de l'espace sahélo-saharien. La recherche de l'objectivité scientifique et de l'excellence nous impose de sortir des sentiers battus et des réflexes de l'Histoire immédiate. Nous ressortons de cette analyse la nécessité d'une meilleure prise en compte des réalités historiques, politiques, sociales, économiques des espaces étudiés afin de répondre avec acuité aux besoins des populations.

Enfin, notre démarche est, d'une certaine manière et au-delà des enjeux épistémologiques et scientifiques, un plaidoyer pour le Sahel⁹⁸⁹, à travers quoi nous sommes convaincus du bien-fondé et de la nécessité de la mise en œuvre des approches globales. Le recul sur les événements est encore trop fragile pour considérer la plénitude de la démarche. Notre considérons notre mobilisation comme une modeste contribution et un appel à d'autres recherches en la matière. Nous appelons également au développement d'une littérature francophone sur la thématique du lien (« *nexus* ») sécurité-développement. Le sujet fait notamment apparaître la nécessaire rencontre et collaboration entre disciplines des sciences sociales (sociologie, anthropologie, Histoire, Géographie, études de sécurité). Le Sahel, en tant que laboratoire d'expérimentation, mérite un regain d'objectivité et de rationalité scientifique.

⁹⁸⁹ Ferdi, « Allier sécurité et développement. Plaidoyer pour le Sahel », volume 1, 2016.

d. Dépasser la rigidité du paradigme de la guerre globale contre la terreur

L'objectif de cette ultime partie de la thèse est de penser un nouveau paradigme de l'objet « *Sahel* », à travers une rencontre pluridisciplinaire permettant d'instituer une nouvelle grammaire. Notre démarche s'inscrit dans la recherche d'une meilleure compréhension des réalités politiques, sécuritaires, historiques, géographiques sahélo-saharienne d'une part, et dans la contribution à une réflexion sur les solutions politiques à développer, d'autre part, pour lutter contre le terrorisme. Nous avons cherché à dépasser le « *prêt à penser sécuritaire*⁹⁹⁰ », apparu au lendemain du 11 septembre 2001, et à bousculer un certain nombre d'inflexions et d'automatismes analytiques et épistémologiques. Notre essai combat la rhétorique dominante du paradigme de la guerre contre la terreur et tente de poser les jalons de réflexions alternatives. Cet essai favorise l'émergence de cadres de références innovants, permettant de véritablement interroger les interdépendances entre le global et le local. Nous interrogeons plus largement la gouvernance politique des Etats et des partenaires internationaux présents et agissants au Sahel. Si le fondement de notre démarche est scientifique et académique, elle réfute toute forme d'ésotérisme, de manière à sensibiliser au-delà des espaces de réflexion stratégique et de la recherche en général.

Ce chapitre a pour point de départ un triple constat : l'instabilité croissante au Sahel, l'inertie des politiques et stratégies déployées sur le terrain et enfin, le manque d'acuité des analyses proposées par la communauté des experts. Cette situation appelle à redéfinir les outils d'analyses et la grille de lecture employée pour penser la problématique sahélienne. Cette critique des récits dominants vise à dépasser la rigidité et l'inadéquation du paradigme de la guerre globale contre la terreur, dépassionner et rationaliser les discours et analyses portant sur le Sahel. Le défi réside dans la capacité à jeter les bases et les modalités d'une compréhension holistique des enjeux et défis sahéliens. La pluridisciplinarité est au cœur de cette nouvelle matrice et permet de capturer l'hétérogénéité des multiples interactions entre acteurs. La définition d'un nouveau paradigme attire également l'attention sur l'évolution des différentes formes de conflictualité, la gestion des crises, dans un contexte de surmédiation et d'interprétation de la problématique du terrorisme et de l'extrémisme violent.

⁹⁹⁰ Mohamedou, « le nouveau « grand jeu » des puissances occidentales au Sahel », op cit. p 59.

Nous ressortons de cet essai quatre axes majeurs et pistes de réflexion. Premièrement, la nécessité de penser une approche humaine de la sécurité, à rebours des courants classiques en relations internationales. Deuxièmement, un cadre épistémologique permettant d'interroger la fécondité des approches politiques pour lutter contre les phénomènes d'insécurité. Troisièmement, mettre en lumière l'importance du développement d'un récit local et d'une responsabilisation accrue des chercheurs et penseurs africains pour penser le Sahel. Enfin, les limites et opportunités de penser une approche partagée de la compréhension des menaces à la sécurité. Notre démarche, bien que non-exhaustive, a pour ambition d'être une contribution au renouveau des études stratégiques, à travers le cas du Sahel. Nous nous félicitons par ailleurs de voir apparaître quelques contributions en la matière, appelant au dépassement des paradigmes classiques de la sécurité et au renforcement des approches pluri et interdisciplinaires (Sambe, Bagayoko, 2018 et 2019).

II - Réhabilitation des sciences sociales, production d'une réflexion stratégique, émergence d'une communauté de pensée africaine, contribution pour l'existence d'États stratèges

1. En finir avec les écueils analytiques sur le Sahel et la domination d'un récit exogène

Une partie de la littérature sur la problématique sécuritaire au Sahel fait état d'une distorsion entre productions exogènes (représentations d'acteurs telle que la France, l'Union européenne, les États-Unis, les organisations internationales) et les réalités sociales, politiques, économiques, géographiques, etc. sur le terrain. Nous sommes en phase avec cette analyse qui consiste à montrer d'une part un décalage de compréhension des phénomènes étudiés et d'autre part les conséquences de ces représentations sur les réalités locales. Cet écueil est lié à de nombreux facteurs qui, in fine, ont raison des discours et réalités locales. Cette imposition exogène, bien souvent incontrôlée par les acteurs en question, formate les relations entre acteurs extérieurs et acteurs locaux pour redéfinir une grille de lecture certainement plus institutionnelle, normative, matérielle et beaucoup plus figée que celle proposée par le terrain.

Ce constat de la réalité politique est tout aussi réel dans le domaine de la pensée stratégique et des relations internationales. La littérature internationale (à laquelle les africains et les acteurs de terrain, notamment francophones, contribuent peu) domine le paysage académique et la thématique sécuritaire en Afrique et au Sahel. En d'autres termes, un fossé s'opère entre la pensée internationale sur les questions de sécurité et la production intellectuelle localisée au Sahel. Cette domination implique des visions parfois tronquées ou partielles du continent et le place au cœur d'un débat sécuritaire qui ne lui appartient que peu (celui de la guerre contre la terreur).

Comment sortir des pensées peu nuancées qu'elles soient Afro pessimistes ou positivistes et redonner de l'importance au terrain et ainsi décoloniser les esprits du continent ? Quelles sont les limites de la production académique et scientifique exogène ? Il s'agit, entre autre, de poser la question du positionnement du chercheur par rapport à son objet d'études (limites et enjeux méthodologiques et épistémologiques) et de l'intérêt de combiner chercheurs du

« dedans » et « dehors ». Si les limites du chercheur extérieur sont souvent évoquées⁹⁹¹, il paraît essentiel de prendre toute la mesure de l'intérêt et des opportunités du chercheur « chez lui », jouissant d'une proximité culturelle (mais certainement aussi toute les limites et les « risques » que cela comporte).

a. Au-delà des imaginaires collectifs de la guerre contre la terreur

A la suite de la revue de littérature effectuée sur la domination du débat sécuritaire et militaro-centré de la guerre contre la terreur, nous proposons l'hypothèse suivante comme contribution au débat scientifique et académique : les limites du débat sécuritaire et militaires dans toute son effervescence interroge sur la mobilisation de connaissances pluri et transdisciplinaire afin de repenser un paradigme de la sécurité et de la stabilité dans l'espace sahélo-saharien. Une importante littérature (sociologique, historique, géographique, politique, économique) scientifique et académique existe mais ne prédomine pas les débats politico-stratégiques. Une confrontation d'idées et de connaissances interrogeant les clés de lecture de la stabilité au Sahel laisse entrevoir une opportunité intéressante pour repenser les schémas de compréhension du « rivage ». Peut-on d'ailleurs envisager de faire évoluer la culture stratégique des principaux acteurs intervenant au Sahel, sans une conscientisation de la nécessité de faire évoluer les grilles de lecture actuelles ?

Les relations internationales ont connu un bouleversement après les attentats du 11 septembre. Pour autant, les concepts et les approches liées à cette évolution ont été relativement monolithiques, parfois stériles, pis encore, parfois négatives et dangereuse pour la compréhension de cette nouvelle architecture internationale. La compréhension des enjeux liés à la lutte contre le terrorisme international a stimulé une forte mobilisation intellectuelle dont les résultats sont mitigés, que ce soit sur le plan opérationnel ou scientifique. A l'aune du bilan politique et stratégique de la guerre contre la terreur, le temps est à la réévaluation de la pertinence et de l'utilité des concepts et outils mobilisés jusque-là. Notre ambition est de contribuer à cette réévaluation, en s'interrogeant, en route, sur les raisons qui n'ont pas permis à d'autres espaces et cultures de pensée politique de venir contredire, de manière forte et intelligible, la vision militaire et sécuritaire de la lutte contre le terrorisme international.

991 Christopher Appiah Thompson, "The Politics of Researching Africa: The Quality of Anthro-Historical and Linguistic Data in African Studies", *Journal of Black Studies*, July-September 2017, 1-11.

Ce travail de re-conceptualisation a deux types d'objectifs. D'une part, un apport scientifique et académique, recentrant l'objet sur les réalités et facteurs locaux de la sécurité afin d'opposer une archi domination d'un récit exogène. D'autre part, un objectif opérationnel visant à mobiliser les différents acteurs opérants au Sahel pour dresser le bilan des schémas de coopération politique et stratégique qui semble, à certains égards, bien terne. Cette démarche s'illustre également au travers d'une démarche comparative dans la prise en compte ou non, par les décideurs politiques, de la production en sciences sociales au sein des arcanes du pouvoir. A ce titre, le rôle et l'importance donnée à la réflexion stratégique est particulièrement différent, pour ne pas dire opposé, entre le milieu francophone et anglo-saxon. Notre action s'inscrit ainsi dans une logique plus globale de contribution au renouveau de la pensée stratégique. Elle permet de cibler un enjeu fort : Celui de la conscientisation et de la responsabilisation mutuelle des communautés de la réflexion et de l'action politique.

b. Redéfinition et changement de paradigme : une nécessaire contribution des sciences sociales

➤ *Décloisonner les schémas de pensée - quel rôle pour les chercheurs ?*

Pour envisager des politiques et des discours qui amèneront à des réponses adaptées, une collaboration multi-acteurs (Etat, société civile, spécialistes locaux) paraît nécessaire car elle permet la confrontation des points de vue (you sit where you stand). Cette démarche permettrait de bâtir un socle conceptuel de la sécurité (en Afrique mais certainement aussi valable dans d'autres contextes) prenant en compte les différents types et multiples facettes de la sécurité. Penser la sécurité c'est aussi analyser les acteurs qui contribuent ou fragilisent la sécurité des Etats et des populations. L'enjeu serait alors de construire un « capital sécuritaire » holistique prenant sa source dans les besoins et réalités étatiques, institutionnelles, collectives et individuelles. Cet enjeu définitionnel permettrait d'envisager (pour les populations) de manière positive et convenable une stratégie de contre-terrorisme. C'est donc à l'aune de la sécurité humaine et étatique que doit être compris et appréhendé le terrorisme (Ibid. page 46). Autrement dit, il s'agit de décentrer la problématique de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent du marqueur sécuritaire au profit d'une approche pluridisciplinaire. Sans ce revirement intellectuel, le changement de culture stratégique en la matière est difficilement envisageable.

Des choix conceptuels doivent être faits pour aborder le terrain de la pratique et de l'action. C'est ici que, selon nous, se joue le rôle des chercheurs, en amont des mobilisations politiques et bureaucratiques des Etats et des instances multilatérales. Cette contribution académique et scientifique devrait permettre de dépolémiser le débat de la lutte contre le terrorisme. « *La clé du succès est le décloisonnement administratif* » nous expliquait un officier général de l'armée française, parlant de la problématique sécuritaire et du terrorisme international⁹⁹².

➤ *Evaluer la qualité de la recherche opérationnelle à l'aune de sa dimension « impactante »*

Nous pensons que ce décloisonnement peut avoir lieu si nous repensons le lien et les relations entre l'Universitaire, le milieu de la recherche et le domaine de la pratique⁹⁹³. Le sujet semble tellement figé au niveau politique qu'une alternative est possible, via une mobilisation intellectuelle tirant exemple du modèle anglo-saxon. A travers l'exemple de la non-conversion de la sécurité humaine en matière de politique de contre le terrorisme au Sahel, c'est le débat du rôle du chercheur au XXIème siècle que nous mettons en lumière. Nous nous interrogerons alors sur le rôle du chercheur dans les étapes de création, connexion et conversion en matière de renouveau de la pensée stratégique en Afrique et au Sahel.

➤ *Mobilisation de la communauté des chercheurs comme valeur conversion*

Notre analyse ne se limite pas à la dimension analytique et académique du traitement de la question sécuritaire au Sahel. Elle participe plus largement au débat sur l'émergence d'une mobilisation accrue des penseurs africains, en vue de redéfinir un paradigme plus ancré dans la complexe réalité du sujet. C'est-à-dire comment une mobilisation accrue et pragmatique des chercheurs en sciences sociales peut-elle permettre d'accéder au stade ultime de la politisation d'une valeur, à savoir la conversion qui exprime « *l'achèvement du changement* » (Ramel, op cit. 2003) ? Thomas R. Rochon parle de changement culturel se manifestant par l'acceptation de nouvelles façons de penser⁹⁹⁴. En ce sens, le changement est synonyme de dé-légitimation des valeurs antérieures.

992 Echange informel à Dakar, Sénégal, décembre 2016.

993 Comprendre : le domaine des praticiens interagissant dans le domaine de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme, de la diplomatie au développement, en passant par la défense).

994 Thomas R. ROCHON, "Culture Moves. Ideas, Activism and Changing Values", Princeton, Princeton University Press, 1998, 282 p, cité in Ramel, 2003.

c. Le cadrage méthodologique

Avant d'approfondir la réflexion, il est nécessaire de clarifier la méthode de travail et l'ensemble des acteurs concernés par le défi proposé. Sur quelle communauté le changement en question a-t-il vocation à agir? Sur les partenaires extérieurs qui alimentent les politiques nationales des pays du Sahel? Sur les Etats du Sahel eux-mêmes? Ou encore, sur l'ensemble des deux types d'acteurs considérés comme un bloc monolithique agissant pour la paix et la sécurité au Sahel? Deuxième série de question : quelle est cette communauté des chercheurs, considérée comme actrice responsable du changement culturel? S'agit-il de la communauté de chercheurs occidentaux? De la communauté africaine? Ou d'un ensemble monolithique rassemblant des acteurs africains et non-africains? L'ensemble de ces questionnements est central car, si la culture stratégique des pays occidentaux est réelle, peut-on parler de culture stratégique dans les pays sahéliens?

L'hypothétique changement dont nous parlons fait référence à l'instauration d'une véritable nouvelle forme de culture stratégique, pour appréhender la problématique du terrorisme et de l'extrémisme violent au Sahel. Ce changement s'illustrerait par la capacité des puissances partenaires des pays du Sahel à mettre en place des politiques de coopération articulant sécurité et développement, tel qu'énoncé dans les discours de l'Union européenne, les Etats-Unis, la France et les institutions internationales. Car nous l'avons mentionné à plusieurs reprises, au-delà des discours politiques, la mise en place de politiques émanant d'approches dites globales n'est pas encore réelle. Autrement dit, notre interrogation porte sur le rôle de la communauté des chercheurs à promouvoir une certaine efficacité et mise en réalité du concept d'approche globale au Sahel, pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Par ailleurs, il s'impose à nous de mobiliser les productions académiques qui interrogent la capacité des sciences sociales à influencer sur le cours des politiques stratégiques. Peut-on envisager la stabilité de l'Afrique et du Sahel sans une réelle contribution intellectuelle africaine? Quelles sont les résistances culturelles limitant le champ d'action de la communauté scientifique dans son entreprise de conversion? Sans surestimer son impact réel sur le terrain, notre hypothèse est que l'émergence d'une pensée stratégique africaine contribuera à réhabiliter une certaine compréhension des facteurs et sources de fragilité et d'instabilité du continent. Cette réhabilitation est nécessaire car le rapport de force entre puissances étrangères et acteurs locaux a eu pour conséquence la domination d'un récit

extérieur qui a fini par s'imposer dans le paysage local. La deuxième hypothèse, sous-jacente, est qu'il ne peut y avoir de matérialisation d'un changement de paradigme⁹⁹⁵ sans une mobilisation effective de la société civile et du secteur académique. Enfin, à ces deux hypothèses, s'ajoute une interrogation : quelle est cette communauté africaine de la pensée ? Est-elle en capacité de répondre à l'immense défi qui lui est murmuré ? Comment dynamiser la structuration d'une pensée et réflexion stratégique africaine permettant l'avènement d'Etats stratèges ?

➤ *Par quelles méthodes la pensée stratégique et les sciences sociales peuvent-ils contribuer à un renouveau du politique ?*

Le postulat est *in fine* que la communauté épistémique ou critique se définit comme l'ensemble des acteurs de la recherche contribuant à une valeur de création et de connexion dans le but de formaliser un changement culturel en capacité de répondre aux défis sécuritaires (au sens large) de l'espace sahélo-saharien. Cette communauté n'est pas sans rappeler, de par sa composition interne, la complexité interrelationnelle et interactionnelle qui vit en son sein. De fait, la difficulté réside dans la capacité de cette communauté à proposer un épistèmè cohérent et opératoire. Concernant la cible du changement, ce sont les Etats et leur culture stratégique qui au cœur de cette expérimentation. Ce groupe d'acteurs concerne à la fois les Etats occidentaux et les acteurs africains. Nous avons donc à ce stade l'ensemble des acteurs qui composent notre « champ » à l'intérieur duquel vont se dérouler des interactions intelligibles, positives ou négatives. Pour conclure cette mise en contexte, rappelons que l'objectif est que le changement concerne un ensemble de schémas pour mieux appréhender la problématique sécuritaire au Sahel.

995 Changement considéré comme nécessaire par une partie conséquente des praticiens sur le terrain (développement, diplomatie, défense) et du secteur académique.

2. Redonner la parole au chercheur local en vue d'une africanisation de la lutte contre l'insécurité

a. Une expertise africaine avant toute chose

L'une de nos hypothèses de travail est que la compréhension de la problématique sécuritaire au Sahel passe par une mise en lumière du rôle joué par les chercheurs locaux imbriqués dans leur contexte. Pour une meilleure compréhension du Sahel dans toute sa complexité (évolution de la religiosité au Sahel, phénomènes de radicalisation, économie politique de la violence armée, rapport à la démocratie et à la bonne gouvernance), il paraît essentiel de redonner une place au chercheur, parfois confondu à son objet d'études. Pour François Gèze (Médiapart, 26 août 2017), il faut se tourner vers les observateurs locaux pour une compréhension des racines de ce que certains appellent « *cette guerre sans fin* » du Sahel. Cette démarche n'est pas sans rappeler un certain nombre d'enjeux méthodologiques et épistémologiques, mais constitue néanmoins une entreprise louable, intelligible et nécessaire. Pour François Gèze, les travaux des acteurs locaux sont méconnus et pas assez mis en valeur dans la presse occidentale. Et d'ajouter : ils « apportent souvent des clés essentielles pour comprendre les ressorts profonds de conflits obscurs où sont pourtant directement impliquées les « grandes puissances » » (Médiapart, *ibid.*).

Cette initiative contribuera également au décentrement du chercheur occidental en proie à un certain nombre d'écueils lors de sa performance académique sur le Sahel. Le décentrement est une thématique et enjeu complémentaire, voire dans la continuité, de notre hypothèse initiale visant à replacer les études stratégiques et la pensée africaine au cœur du débat sécuritaire en Afrique et au Sahel. Il s'agit également de répondre à un besoin épistémologique, là où la couverture médiatique domine largement les imaginaires collectifs et fragilise (souvent ?) la compréhension du sujet.

➤ *L'expertise africaine et la naissance d'une communauté africaine de la pensée stratégique*

S'intéresser à l'expertise africaine en matière de sécurité au Sahel c'est se poser un certain nombre de questions sur ses capacités à stimuler un débat politico-stratégique, académique, scientifique et opératoire. Actuellement, dans quel état se trouve la « communauté africaine » de la pensée stratégique ? Comment la soutenir et la pérenniser ? Comment évaluer l'hypothèse selon laquelle il existe une forme d'interdépendance, voire d'interopérabilité, entre la mobilisation d'une communauté africaine de la pensée stratégique, la consolidation (ou l'émergence) d'une pensée stratégique africaine et la réalisation d'Etats stratégiques ? Comment passer d'une production académique et scientifique sur l'Afrique et la sécurité à une pensée stratégique africaine sur la sécurité du continent ?

L'émergence, puis une consolidation pérenne, d'une pensée stratégique africaine, permettrait de faire le lien avec les productions scientifiques extérieures au continent dans le but de dynamiser les débats en matière de réflexion stratégique. Cette mobilisation permettrait sans doute d'arbitrer les querelles de chapelle qui existent en sciences sociales sur les causes et défis de la sécurité en Afrique et au Sahel. Les approches militaro-centrées, les approches « développementistes », la mobilisation des différentes disciplines en sciences sociales seraient au cœur du (re) fondement d'un paradigme propre à l'analyse de la problématique sécuritaire en Afrique et au Sahel. Cette mobilisation intellectuelle africaine permettrait, par exemple, de s'interroger sur l'utilisation de la force comme réponse à la violence armée des groupes radicaux du Sahel. Autrement dit, quelles sont les limites de l'utilisation de la violence pour répondre et juguler des phénomènes de violence organisées ? Si la majorité des analyses montrent les limites de l'action militaire et sécuritaire de la lutte contre la violence dite « djihadiste », pourquoi ne pas également s'interroger sur le « mal nécessaire » de l'utilisation de la force régaliennne.

b. De la pensée stratégique à la conscientisation des peuples

Le monde académique doit prendre conscience de la responsabilité qui lui incombe dans le développement l’Afrique, en apportant des clés de compréhension des enjeux sociétaux, économiques et sécuritaires auxquels le continent doit faire face : *«The nature and the scope of the think tank crisis constitute a big risk to sustained African transformation. In fact, over the past two decades, the shift of perception from an Africa facing “permanent crisis” to “Africa rising” can be partly attributed to the work of African think tanks, which have provided stronger and more nuanced understanding of and policy options for improving policy and governance»*⁹⁹⁶.

La conscientisation du milieu de la recherche en Afrique se détermine dès lors qu’un think tank s’inscrit dans une logique de recherche de fonds qui déterminera ou non son indépendance. L’entité concernée doit prendre en compte sa capacité à développer une vision et une stratégie de développement (capacitaire) claire. Les risques de devenir le relai de positions politiques d’un gouvernement, d’une opposition ou d’un partenaire international sont réels en Afrique, comme ailleurs. La cooptation dans les jeunes démocraties ou dans les régimes autoritaires pèsent sur le devenir des think tank en Afrique. L’enjeu réside au sein d’une matrice articulant capacités financières, autonomie, qualité de la recherche produite et impact sur les systèmes politiques et de gouvernance. C’est avant tout, la question de sa propre gouvernance qui entre en ligne de compte (transparence, éthique).

Notre hypothèse de travail est la suivante : Il peut y avoir émergence d’une pensée stratégique africaine si une réflexion est menée et stimulée par les acteurs de la connaissance (soutenu eux-mêmes par les Etats). Cette réflexion, amenant à la pensée stratégique, permet d’envisager l’émergence d’Etats stratèges si la démarche est institutionnalisée et que les efforts sont mutualisés au niveau national des Etats et au niveau régional.

La pensée stratégique africaine a un rôle à jouer en matière de conscientisation et de responsabilisation des populations et des différents acteurs africains (Etats, OSC, populations). On ne saurait parler de sécurité humaine sans parler de cette responsabilité qui

996 James McGann, Landry Signé, and Monde Muyangwa, The crisis of African think tanks: Challenges and solutions, December 13, 2017, Brookings, <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2017/12/13/the-crisis-of-african-think-tanks-challenges-and-solutions/>.

incombe aux acteurs concernés. Chercheurs, journalistes, jeunes, femmes, tous sont concernés par la sécurité de leurs Etats et par leur sécurité individuelle et collective. Personne ne peut se soustraire à cette responsabilité individuelle et collective. Les sciences sociales peuvent ainsi contribuer à un éveil des consciences, prônant des actions concrètes du quotidien. La pensée stratégique africaine ne peut se cantonner à un espace de mobilisation des connaissances théoriques et conceptuelles. La communauté en charge de cette démarche a, en quelque sorte, une lourde responsabilité intellectuelle.

Nous pensons le rôle des « *penseurs* » nécessaire à l'aune des fortes difficultés qu'ont les acteurs politiques à mettre en place des stratégies, qu'elles soient locales nationales ou supranationales, pourvus d'objectifs crédibles et cohérents avec les réalités du terrain. Ce flou qui règne autour de la définition des objectifs a des causes multiples (trajectoires et rapports de force entre les acteurs de la décision, bureaucratie, nature des acteurs, aspects financiers, agendas, etc.). Parmi ces facteurs, le manque d'analyses et de connaissance objective du terrain est un élément important qui interroge sur le rôle joué par les populations, les sociétés civiles et les acteurs de la recherche. Alors que la majorité des acteurs concernés par la problématique sécuritaire au Sahel admettent une nécessaire redéfinition des stratégies pour endiguer le fléau, l'on doit se poser la question des limites de nos systèmes de pensée politique et stratégique. L'Afrique francophone souffre du manque d'interaction entre productions scientifiques et systèmes politiques et administratifs. Le sujet revient à trouver les mécanismes par lesquels penseurs, praticiens et professionnels. Légitimement, nous pouvons alors nous poser la question non pas des outils de cuisine mais plutôt des ingrédients de la recette. Car, pour le dire trivialement, il semblerait que nous passions davantage de temps à essayer de faire du nouveau avec du vieux plutôt qu'à changer de méthode.

La responsabilisation à laquelle nous appelons est particulièrement réelle dans le domaine de la lutte contre le terrorisme ; plus largement dirions-nous dans la lutte contre l'extrémisme violent (terme anglo-saxon, depuis plus largement usité et objet de convoitise). Depuis plusieurs années, la thématique de la radicalisation et du passage à la violence est devenue un objet de haute convoitise par les partenaires techniques et financiers et par une partie de la communauté des chercheurs. Sur ce thème précis, il paraît essentiel que l'offre proposée par une littérature devenue quelque peu redondante permette d'aborder et d'envisager, de manière dépassionnée et rationnelle, des réflexions opératoires. Peut-on alors envisager une littérature spécialisée proposant un diagnostic clair et objectif sur lesquels les politiques pourront bâtir

des stratégies idoines ? Un imam posait la question suivante : « *sommes-nous capables de proposer notre propre définition du terrorisme ?*⁹⁹⁷ ».

➤ *La Réflexion et la pensée stratégique en Afrique : re-contextualiser le rôle et le poids de l'Afrique dans le système international.*

Constat : l'Afrique est à la marge des relations internationales. Elle figure dans les débats essentiellement à travers des prismes négatifs : mauvaise gouvernance, pauvreté, conflits, guerres, manque de développement, etc. Si l'Afrique est mal partie, il n'y a pourtant aucune raison qu'elle n'arrive pas à donner une autre image d'elle-même. Une image qui dépasse également les approches anthropologiques mettant en exergue les mystères et les fantasmes véhiculés par des sociétés indigènes qui permettent au chercheur occidental de voyager et de s'évader de sa société figée par les codes du monde post-moderne. Si les défis africains sont civilisationnels (Emmanuel Macron au G20), les enjeux sont considérables et la mobilisation autour de l'écriture de l'Histoire moderne de l'Afrique ne peut se faire sans une contribution intellectuelle, philosophique et scientifique de la part des africains eux-mêmes. Si l'Afrique veut raconter sa, ou ses propres, histoire(s) et être la seule détentrice des choix de ses trajectoires présentes et futures, il faudra alors y mettre les moyens en payer le prix, comme le répète régulièrement Achilles Mbembe. En Afrique francophone, et en particulier au Sahel, jusque-là, les changements et les évolutions sont modestes, si l'on décide de voir le verre à moitié plein. En matière de sécurité, comme en matière de développement les acteurs africains doivent faire preuve de mobilisation pour renforcer cette résilience qui les caractérise. Nous pensons qu'en rapport avec les sujets traités la résilience sahélienne sera renforcée par la structuration d'une pensée stratégique dynamique, iconoclaste et en phase avec ses propres besoins.

997 Conférence du Centre d'Etudes Stratégiques en Sécurité et Défense (CESDS), Ouagadougou, Burkina Faso, septembre 2017.

BIBLIOGRAPHIE THESE⁹⁹⁸

Religion, interculturalité

Ouvrages :

Appadurai Arjun, *Modernity at large: Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, Minnesota University Press, 1996.

Burgat François, *L'Islamisme à l'heure d'Al Qaida*, Paris, La découverte, 2005.

Corm Georges, *Orient-Occident, la fracture imaginaire*, Paris, La Découverte, 2004.

Dassetto Felice, *Occidents et islams - la rencontre complexe*, Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant, 2004.

GRIP, *Europes et mondes musulmans, un dialogue complexe*, Bruxelles, Editions Complexes, 2004.

Halliday F., « Les fondements de l'Hostilité à l'Islam » in Gresh A., *Un péril islamiste ?*, Bruxelles, Complexes, 1994.

Haynes Jeffrey, *Religion, politics and international relations: selected essays*, Routledge, 2011.

Lathion Stéphane, *Musulmans d'Europe, l'émergence d'une identité citoyenne*, Paris, L'Harmattan, 2003.

Meijer Roel (Ed), *Global Salafism, Islam's new religion movement*, Oxford University, 2009.

Roy Olivier, *Généalogie de l'Islamisme*, Paris, Hachette, 1995.

Roy Olivier, *L'Islam mondialisé*, Paris, Le Seuil, Septembre 2002.

Seiple Chris, Hoover Dennis R., Otis Pauletta, *The Routledge Handbook of Religion and Security*, Routledge, 2013 (1st édition).

Vermeren Pierre, *Le choc des décolonisations, de la guerre d'Algérie aux printemps arabes*, Paris, Odile Jacob, 2015.

Articles :

EHESS, « L'Islam au-delà des catégories », *Cahiers d'études africaines*, n° 206/207, 2012.

998 La bibliographie de la thèse est classée par thématiques et sous-thématiques, en lien avec les différents aspects de l'objet d'études. Chaque sous-partie relève, dans un premier temps et sous forme d'un premier paragraphe, les différents ouvrages considérés comme essentiels à la réalisation de ce travail de recherche.

Elshobaki A. and Muñoz G. Martín., « Why Europe must engage with political islam? », *EUISS, 10 papers for Barcelona 2010*, February 2010.

Masson N., « une dimension géopolitique des fondamentalistes, le cas des ONG confessionnelles », *Editions Esprit*, 2007 (mars/avril).

Mayer J-F, « Facteurs religieux et relations internationales : une approche théopolitique », *Relioscope*, Etudes et analyses, N°8, août 2005.

Ménoret P. « Le wahhabisme, arme fatale du néo-orientalisme », *Mouvements*, N° 36, pp. 54-6, 2004/6.

Morisset N., « Le fait religieux dans l'appareil diplomatique », *Observatoire politique du religieux*, IRIS, Avril 2016.

Sahel - focus sécuritaire

➤ Mali

Ouvrages :

Anselin Paul, *La France et les Touaregs. De la colonisation à la 3^{ème} guerre mondiale*, Paris, Temporis éditions, septembre 2015.

Boilley Pierre, *Les Touaregs Kel Adagh. Dépendances et révoltes : du Soudan français au Mali contemporain*, Paris, Karthala, 2012.

Bourgeot André (Dir), *Horizons nomades en Afrique sahélienne*, Paris, Karthala, Mai 2000.

Bourgeot André, *Les sociétés touarègues. Nomadisme, identité, résistances*, Paris, Karthala, 1995.

Raffray Mériadec, *Touaregs - La révolte des Hommes Bleus, (1857-2013) », Paris, Economica, 2013.*

Sissoko Tiefing (Ed.), *La jeunesse malienne: entre autonomie, mobilisation et exclusion*, Paris, L'Harmattan, 2015.

Wing Suzanne, *Constructing Democracy in Africa: Mali in Transition*, New York: Palgrave, 2010.

Articles :

Antil A. et Touati S. « Mali et Mauritanie : Pays sahéliens fragiles et Etats résilients », *Politique étrangère*, IFRI, 2011.

Bagayoko N., « Le processus de réforme de la sécurité au Mali », *Centre Francopaix en résolution des conflits et missions de paix*, 96 pages, Février 2018.

Benchérif A. « Le nord du Mali, entre risques de balkanisation et talibanisation », Mise au point, ISI, document non date.

Benchérif A., « De la « question Touarègue » aux mémoires du conflit : pour une réconciliation malienne », *Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix*, UQAM, 30 pages, Février 2018.

Bernus E. « la représentation de l'espace chez les Touareg du Sahel », *Mappe Monde*, document non daté.

Bossard L., Cazalis de Fondouce B., « Les régions maliennes de Gao, Kidal et Tombouctou, Perspectives nationales et régionales », *CSAO/OCDE*, 22 octobre 2015.

Brossier M., Jourde C. et Ghaly C., « Relations de pouvoir locales, logiques de violence et participation politique en milieu peul (région de Mopti) », *Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix*, 56 pages, Mai 2018.

Campana A., « Entre déstabilisation et enracinement local. Les groupes djihadistes dans le conflit malien depuis 2015 », *Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix*, UQAM. Un rapport du projet Stabiliser le Mali, 42 pages, Mars 2018.

Cantens T. Raballand G., « « Une frontière très très longue, un peu difficile à vivre » : le nord du Mali et ses frontières », *recherches et documents*, N°03/16, Fondation pour la recherche stratégique, février 2016.

Chauzal, G. and T. Van Damme T., « The Roots of Mali's Conflict: Moving Beyond the 2012 Crisis », *Clingendael*, Conflict Research Unit (CRU) Report (Netherlands Institute of International Relations, Clingendael: The Hague, March 2015.

Craven-Matthews C. & Englebert P., « A Potemkin state in the Sahel? The empirical and the fictional in Malian state reconstruction », *African Security*, 11:1, pp. 1-31, 2018.

Dubois O., « Région de Mopti : la pieuvre Katiba Macina », *Journal du Mali*, octobre 2017.

Fontaine J., Lahouari A., Henni A., « Crise malienne : quelques clefs pour comprendre », *Confluences méditerranée*, N°85, pp. 191-207, 2013/2.

Freland François-Xavier, *Mali, au-delà du Jihad*, Paris, Anamosa, 2017.

Grünewald François, Baché Johanna, Léon Valérie, Sokpoh Bonaventure, « La difficile gestion d'une crise complexe au Nord-Mali », *Rapport d'évaluation*, URD, 52 pages, Février 2015.

Gutelius D., « Islam in Northern Mali and the War on Terror », *Journal of Contemporary African Studies*, Vol 25, Issue 1, p.59-76, 2007.

Hélène Claudot-Hawad, « Les enjeux de la "question touarègue" au Sahel », *Mondafrique*, 4 janvier 2018, http://www.cridem.org/C_Info.php?article=706480.

Human Rights Watch, 'Mali: Islamist group abuses, banditry surge', 18 Jan. 2017, <https://www.hrw.org/news/2017/01/18/mali-islamist-group-abuses-banditry-surge>.

Ibrahim I. Y., « Islamism in the South, Jihadism in the North: Why has Islamic activism in Mali taken different forms? », *Bulletin FrancoPaix*, N°10, Vol 2, December 2017.

IMRAP, INTERPEACE, « Renforcement de la confiance entre les populations civiles et les forces de défense et de sécurité : Diagnostic et solutions pour une paix durable au Mali », Juin 2016.

IMRAP, Interpeace, « A self portrait of Mali on the Obstacles to Peace », March 2015.

Institute for Security Studies, « Jeunes « djihadistes » au Mali. Guidés par la foi ou par les circonstances ? ». *Note d'analyse 89*, Août 2016.

International Alert, « « Ils nous traitent tous comme des djihadistes ». Dépasser la notion d'extrémisme violent pour mieux consolider la paix au Mali », *Policy Brief*: Décembre 2016

International Crisis Group, « Mali central : la fabrique d'une insurrection ?, *Rapport Afrique* N°238, 6 juillet 2016.

Jacinto L., « Mali's whisky-drinking rebel turned Islamist chief », France24, 26 juin 2012, <http://www.france24.com/en/20120612-northern-mali-peace-dealer-or-wrecker-nine-lives-ansar-dine-chief-iyad-ag-ghali>,

Jouve A., « [Repères] Forces et groupes armés au Mali: qui est qui? », RFI, 24 mars 2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160318-echiquier-malien-groupes-armes-azawad-aqmi-fama>.

Keita K., « Conflict and Conflict Insurgency in the Sahel: The Tuareg Insurgency in Mali », *Carlisle: Strategic Studies Institute*, US Army War College. 1st May, 1998. Accessed March 2005, <http://www.carlisle.army.mil/ssi/pdf/PUB200.pdf>.

Keita N., « La gouvernance de la sécurité au Mali : entre libéralisation et/ou privatisation des offres de sécurité et quête de sécurité humaine en question », *Afrique et développement*, Volume XLII, N° 3, pp. 249-268, CODESRIA, 2017.

Kisangani E. F., « The Tuareg's Rebellions in Mali and Niger and the U.S. Global War on Terror », *International Journal on World Peace*, Vol 29, N°1, pp. 59-97, March 2012.

L'Indicateur du Renouveau, « Portrait : Qui est le chef d'Ançar Eddine-Sud ». *Maliweb.net*, 1er avril 2016, <http://www.maliweb.net/people/portrait/portrait-chef-dancareddine-sud-1506722.html>

Lecocq B and al, « One Hippopotamus and Eight Blind Analysts: A multivocal analysis of the 2012 political crisis in the divided Republic of Mali », 17 pages, 2013.

Leuprecht C. et Roseberry P., « La démographie politique du conflit au Mali », *Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix*, 30 pages, Juin 2018.

Maïg I., « Armed groups in Mali: Beyond the labels ». *West Africa Report 17*, Institute for Security Studies, 2016,

Maïga I., « Armed groups in Mali: Beyond the labels », *West Africa Report*, Institute for Security Studies, issue 17, 12 pages, Juin 2016, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/WestAfricaReport17.pdf>

Michailof S. « Mali, comment sortir de l'impasse stratégique? » *FERDI*, éditoriaux, Avril 2018.

MSA-CJA, « Note d'information CJA-MSA », 14 novembre 2017, <http://www.msaazawad.com/actualites/58-note-d-information-cja-msa.html>.

Nilor M., « Terrorisme - Philippe Migaux : "Iyad ag Ghali veut changer de dimension », *Le Point*, 25 juillet 2017, http://afrique.lepoint.fr/actualites/terrorisme-philippemigaux-iyad-ag-ghali-veut-changer-de-dimension-25-07-2017-2145714_2365.php.

O. Walther and A. Tisseron, « Etranges partenaires. Analyse des réseaux de conflit dans le Nord-Mali », *The brokeronline*, Décembre 2015.

RFI, « Le Front de libération du Macina menace la France et ses alliés dans une vidéo ». RFI 19 mai 2016, http://www.rfi.fr/afrique/20160518-mali-terrorisme-ansar-dineaqmi-front-liberation-macina-video?ref=tw_i&dlvrit=1448817

RFI, « Mali: le groupe État islamique officialise sa présence au Sahel ». RFI, 31 octobre 2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20161031-mali-groupe-etat-islamique-officialisepresence-sahel-Abou-Walid-Sahraoui>

RFI, « Mali: qui est Amadou Koufa, ce prêcheur radical qui inquiète? » RFI, 6 juillet 2015, http://www.rfi.fr/afrique/20150706-mali-amadou-koufa-precheur-radicalinquiete-mopti-iyad-ag-ghali-dawa/?aef_campaign_date=2015-07-

Sandor A., « Insécurité, effondrement de la confiance sociale et gouvernance des acteurs armés dans le centre et le nord du Mali », *Centre Francopaix pour la résolution des conflits et missions de paix - Chaire Raoul Dandurand (UQAM)*, 36 pages, août 2017.

Sangaré B., « Le Centre du Mali : épicerie du djihadisme ? », *Note d'analyse*, du Groupe de recherche et d'information sur la sécurité et la paix, Bruxelles, 20 mai 2016, <http://www.grip.org/fr/node/2008>.

Takiou C. « Confirmation: Iyad de nouveau en rébellion », *Maliweb.net*, 28 novembre 2011, <http://www.maliweb.net/la-situation-politique-et-securitaireau-nord/confirmation-iyad-de-nouveau-en-rbellion-36317.html>.

Thurston A., « Mali: The Disintegration of a "Model African Democracy" », *Stability : International Journal of Security and Development*, 2013.

Tobie A., « A Fresh Perspective on Security Concerns among Malian Civil Society », *SIPRI insights on Peace and Security*, n°2017/2, 14 pages, 2017, <https://www.sipri.org/publications/2017/sipriinsights-peace-and-security/fresh-perspective-security-concerns-among-malian-civil-society>.

Tobie A., « Central Mali: Violence, local perspectives and diverging narratives », *SIPRI Insights on Peace and Security*, N° 2017/5, December 2017.

Traoré K., « Le conflit entre Ifoghas et Imghad s'étend dans le nord du Mali ». *VOA Afrique*, 7 août 2017, <http://malizine.com/2017/08/07/conflit-entre-ifoghasimghad-setend-nord-mali/>.

TTU online, « Mali : la stratégie du JNIM mise à mal », 6 juillet 2017, <https://www.ttu.fr/mali-strategie-jnim-mise-a-mal/>.

Vogl M., « Iyad Ag Ghali, leader of armed Islamist militants, emerging as power figure in Mali. », *Associated Press*, 27 avril 2012.

Walther O. and Christopoulos D., « Islamic terrorism and the Malian rebellion », *Terrorism and Political Violence*, 27(3), pp. 497 - 519, 2015.

Weiss C., « Iyad Ag Ghaly reportedly in the Kidal region of Mali », *Long War Journal*, 10 février 2015.

Weiss C., « Iyad Ag Ghaly reportedly in the Kidal region of Mali », *Long War Journal*, 10 février 2015, http://www.longwarjournal.org/archives/2015/02/iyad_ag_ghaly_reportedly_in_th.php

Wing S., « Mali's Precarious Democracy and the Causes of Conflict », *Special Report*, USIP, April 2012.

➤ Mauritanie

Articles :

Antil A. and Lessourd C., « Non, mon Président, oui mon général ! Retour sur l'expérience et la chute du Président Sidi Ould Cheikh Abdallahi », *l'année du Maghreb*, 2009/5.

Antil A., « La déradicalisation en Mauritanie, un modèle pour le Sahel ? », *Afrique Décryptages* (blog), 20 Janvier 2014.

Ben Khalid K., « Regional Security Role Shields Mauritania's Aziz. From Pressure to Reform », *World Politics Review*, July 16th, 2014.

Boukhars A., « The Drivers of Insecurity in Mauritania », *Carnegie Endowment for International Peace*, April 2012.

Denoeux G. and Smith Z., « Mauritania Pilot - CT and Development », USAID, June 2008.

Ibrahim I. Yahaya, « Managing the Sahelo-Saharan Islamic Insurgency in Mauritania: The Local Stakes of the Sahelian Crisis », *Sahel Research Group*, Working Paper N°003, University of Florida, August 2014.

Jourde C., "Ethnicity, Democratization, and Political Dramas: Insights Into Ethnic Politics in Mauritania," *African Issues* 29, N°1, pp. 26 - 30, 2001.

Jourde C., « Constructing Representations of the ‘Global War on Terror’ in the Islamic Republic of Mauritania », *Journal of Contemporary African Studies*, Volume 25, issue 1, pp. 77-100, 2007.

Jourde C., « Décoder les multiples strates de l’insécurité au Sahel : Le cas mauritanien », *Bulletin de la sécurité africaine*, Africa Centre for Strategic Studies, N°15, 8 pages, Septembre 2011.

Jourde C., « Politique des récits de l’islamisme en Mauritanie. Entre « marée montante » et « islamisme kalachnikov » », *Politique africaine*, Editions Karthala, 2009.

Rabat Process: « Euro-African Dialogue on Migration and Development, “Mauritania - Using EU funding to develop integrated border management policies », December 18th, 2012.

Stiftung B., « Mauritania Country Report », *Bureau International du travail*, 2014.

Wedoud Ould Cheikh A., « Une armée de tribus, les militaires et le pouvoir en Mauritanie », *The Maghreb Review*, 35.3, pp. 339-362, 2010.

➤ Burkina Faso

Articles :

Nsaibia H., Wess C., « Ansaroul Islam and the Growing Terrorist Insurgency in Burkina Faso », Vol 11, Issue 3, March 2018, <https://ctc.usma.edu/ansaroul-islam-growing-terrorist-insurgency-burkina-faso/>

➤ Tchad

Ouvrages :

Debos Marielle, *Le métier des armes au Tchad*, Paris, Karthala, 2013.

Articles :

Geraghty C., « Is Déby the new strongman of the Sahel? », *Georgetown Security Studies Review*, 1er avril 2015.

Tisseron A., « Tchad: l’émérgence d’une puissance régionale? », *Note d’actualité 34*, Institut Thomas More, juillet 2015.

➤ Niger

Ouvrages :

Four Gilbert, *Rebelles et rebellions Touareg au nord du Niger de 1990 à 2009*, Lattes, Hémisphère Editions, Septembre 2017.

Maikorema Zakari, *Islam dans l'espace nigérien : 1960-2000*, Paris : Harmattan, 2009.

Articles :

Berghezan G., « Militaires occidentaux au Niger, présence contestée, utilité à démontrer », GRIP, *note d'analyse*, 7 novembre 2016.

Elisher S., « Defying the Odds? Nigerien Responses to Foreign and Domestic Security Challenges », *West African Papers*, N°11, OECD Publishing, Paris, 2018.

Hassane M., Doka M., Bawa O., « Etudes sur les pratiques de l'islam au Niger », DANIDA, rapport provisoire, Niamey, Avril 2006.

Institute for Security Studies (ISS), « Dans l'oeil du cyclone? Le Niger face à l'extrémisme religieux et au terrorisme ». *Rapport sur la paix et la sécurité dans l'espace CEDEAO*, N°7 Septembre 2013.

Miles W., « The Niger We Should Know », *The Boston Globe*, August 2005.

OIM, B. Sambe (Ed), « La violence des jeunes et les enjeux de l'extrémisme violent à Zinder », *Timbuktu Institute*, 84 pages, 2017.

Sounaye A., « Ambiguous Secularism: Islam, Laïcité and the State in Niger » in *Civilisations*, Vol. LVIII, 2, pp. 41-57, 2009.

Sounaye A., « L'Islam au Niger : éviter l'amalgame », *Humanitaire*, 28 | 2011, juillet 2011,

Touati S., « L'Islam et les ONG islamiques au Niger », *Les Carnets du CAP*, N° 15, automne-hiver, pp. 137-164, 2011.

Van Walraven K., « "Opération Somme" : La French Connection et le coup d'État de Seyni Kountché au Niger en avril 1974 », *Politique africaine*, N°134, pp. 133-154, 2014/2.

Villalón L., « The Moral and the Political in African Democratization: The Code de la famille in Niger's Troubled Transition », *Democratization*, III (2), p. 41-68, 1996.

➤ Nigeria

Kwaha C., « Les moteurs pernicieux du conflit ethnoreligieux au Nigéria », *Bulletin de la sécurité africaine*, Africa Centre for Strategic Studies, N°14, Juillet 2011.

Zenn J., « Electronic Jihad in Nigeria: How Boko Haram Is Using Social Media », Jamestown Foundation, *Terrorism Monitor Volume: 15, Issue: 23*, 9 décembre 2017, <https://jamestown.org/program/electronic-jihad-nigeria-boko-haram-using-social-media/>

➤ Approche régionale

Ouvrages :

Chivvis C. S., « The French war on Al Qa'ida in Africa », *Rand Corporation*, Cambridge University Press, 2016.

Fowler Robert, *A Season in Hell: My 130 Days in the Sahara with Al Qaeda*, Toronto: Harper Collins, 2011.

Lasserre Isabelle and Oberlé Thierry, *Notre Guerre Secrète au Mali: Les Nouvelles Menaces Contre la France*, Paris: Fayard, 2013.

Laurent Samuel, *Sahelistan. De la Libye au Mali, au cœur du nouveau djihad*, Paris, Seuil, 2013.

Notin Jean-Christophe, *La Guerre de la France au Mali*, Paris, Tallandier, 2014.

Ould Salem L., *Le Ben Laden du Sahara : sur les traces du djihadiste Mokhtar Belmokhtar*, Paris, Éditions de la Martinière, 2014.

Rouppert Bérangère (Dir), *Sahel : Éclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir*, Bruxelles, Editions du GRIP, 134 pages. 2013.

Sifaoui Mohamed, *Al Qaida au Maghreb Islamique, le groupe terroriste qui menace la France*, Encre d'Orient, 2010.

Survie, *La France en guerre au Mali : enjeux et zones d'ombre*, Tribord, Août 2013.

Tazaghart Atmane, *AQMI, enquête sur les héritiers de Ben Laden au Maghreb et en Europe*, Picollec, Juin 2011.

Articles :

Abu al-Ma'ali M., « Al-Qaeda and its allies in the Sahel and the Sahara », *Reports*, Al Jazeera Center for Studies, 1st May 2012.

Ahmed B., « Mali : le jour où j'ai rencontré Mokhtar Belmokhtar », *Jeune Afrique*, 17 janvier 2017, <http://www.jeuneafrique.com/141004/politique/mali-le-jour-o-j-ai-rencontr-mokhtar-belmokhtar/>.

Aïda Ammour L., « Regional Security Cooperation in the Maghreb and Sahel: Algeria's Pivotal Ambivalence », *Africa Security Brief*, N°18, ACSS, February 2012.

Alenius Boserup R. and Martinez L., « Europe and the Maghreb-Sahel crisis », *DIIS Report*, March 2018.

Alexiev A., préface de l'ouvrage de David McCornack, « An African Vortex: Islamism in Sub-saharan Africa », *Occasional Paper Series*, Center for Security Policy, N°4, Washington, janvier 2005.

Aomar B., « Le Maghreb et l'Europe face à la crise du Sahel : coopération ou rivalité ? », *L'Année du Maghreb*, IX, pp. 173-192, 2013.

Bassou A., « Sahélisation de la violence extrémiste : Est-ce la naissance d'une troisième génération de terrorisme ? », *Policy Brief*, OCP Policy Center, Avril 2018.

Benantar A., « Sécurité aux frontières : Portée et limites de la stratégie algérienne », *L'Année du Maghreb*, 14, p. 147-163, 2016.

Boeke S. and Schuurman B., « Operation "Serval": A Strategic Analysis of the French Intervention in Mali, 2013 - 2014 », *The Journal of Strategic Studies*, 38, N° 6, 2015.

Bonnecase V. et Brachet J., « Les « crises sahéliennes » entre perceptions locales et gestions internationales », *Politique africaine*, N° 130, pp. 5-22, 2013/2.

Boukhars A., « Corridors of Militancy: The Sahel-Sahara Border Regions » *Policy Brief 206*, FRIDE, July 2015.

Carayol R., « Mokhtar Belmokhtar, « le Ben Laden du Sahara » », *Jeune Afrique*, 21 novembre 2014, <http://www.jeuneafrique.com/38812/politique/mokhtar-belmokhtar-le-ben-laden-du-sahara/>.

Carson J., « Défis sécuritaires transnationaux en Afrique », *Revue internationale et stratégique*, N°79, pp. 20-29, 2010/3.

Charbonneau B., « les dilemmes de l'intervention internationale au Mali », *Centre Francopaix en résolution des conflits et missions de paix*, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM, 32 pages, Octobre 2017.

Critical Threats, « Warning from the Sahel: Al Qaeda's Resurgent Threat », <https://www.criticalthreats.org/analysis/warning-from-the-sahel-al-qaedas-resurgent-threat>.

D'Evry A., « L'opération Serval à l'épreuve du doute : vrais succès et fausses leçons », *Focus Stratégique N°59*, IFRI, Juillet 2015.

D-A. Hamadouche Louisa, « Impact des Printemps arabes sur les relations intermaghrébines : résilience du non-Maghreb », in Benantar A. et Chena S. (Dir.), *La sécurité en Méditerranée occidentale face aux bouleversements au Maghreb et au Sahara*, Paris, L'Harmattan, Coll. Bibliothèque de l'Iremmo, 2015.

Dufourcq J. et Kempf O., « Au Sahel, l'ennemi, c'est la piraterie du désert profitant de la disparition de l'Etat », *La Vigie*, 5 avril 2018.

Filiu J-P., « Al Qaida in the Islamic Maghreb, Algerian Challenge or Global Threat? » *Canergie Papers*, Middle East Program, n°104, 2009.

Gartenstein-Ross D., « Al Qaeda in the Islamic Maghreb and Al Qaeda's Senior Leadership ». *Defend Democracy*, 19 January 2013, <https://www.fdd.org/analysis/2013/01/22/al-qaeda-in-the-islamic-maghreb-and-al-qaedas-senior-leadership/>

Gèze F., et Mellah S., « "Al-Qaida au Maghreb ", ou la très étrange histoire du GSPC algérien », *Algeria-watch*, 22 septembre 2007.

Goffi E. R., « Opération Barkhane : entre victoires tactiques et échec stratégique », *Eléments de réflexion sur l'intervention militaire française dans la bande sahélo-saharienne* », *Centre FrancoPaix en résolution des conflits et mission de paix*, UQAM, Rapport de recherche N°3, Juin 2017.

Goya M., « La guerre de trois mois : L'intervention française au Mali en perspectives », *Politique étrangère*, IFRI, 2, 2013.

Gros P., Patry J-J. et Viboux N., « Serval : Bilan et Perspectives ». Note 16/13, Fondation pour la Recherche Stratégique, 2013, <https://www.files.ethz.ch/isn/165705/201316.pdf>.

Jublin M., « Qui sont les Mujao, les terroristes qui revendiquent l'attaque d'un véhicule de la Croix Rouge dans le Nord Mali ? ». *Vice News*, 31 mars 2015, <https://news.vice.com/fr/article/qui-sont-les-mujao-nord-mali>

Kiling C., Zeiger S., « Risks, Challenges and Future Research in Sahel, West Africa and the Horn of Africa », *CVE Research Brief 5*, Hedayah Centre, December, 2014.

Koept T., *France and the Fight against Terrorism in the Sahel, The History of a Difficult Leadership Role*, IFRI, *Les notes de l'IFRI*, June 2013.

Lebovich A., «Rassembler le désert: comment promouvoir l'intégration régionale Sahel-Maghreb», *Policy Brief*, ECFR, Juillet 2017.

Lebovich A., « AQMI Mokhtar Belmokhtar speaks out », November 2011, <https://thewasat.wordpress.com/2011/11/21/aqims-mokhtar-belmokhtar-speaks-out/>

Lohmann A., « Who Owns the Sahara ? Old Conflicts, New Menaces: Mali and the Central Sahara between the Touareg, Al Qaida and organized crime », *Peace and Security Series 5*, Friedrich Ebert Stiftung, 2011.

Lounas D., « The Transmutation of Jihadi Organizations in the Sahel and the Regional Security Architecture », *Future Notes*, N°10, April 2018.

Macé C., « Belmokhtar est certainement aujourd'hui le cadre d'Al-Qaeda le plus influent du Sahel », *Libération*, 6 janvier 2017,

Macé C., « AQMI et Al Mourabitoune, l'alliance reconstituée du djihad sahélien », *Libération*, 17 janvier 2016, http://www.liberation.fr/planete/2016/01/17/aqmi-et-al-mourabitoune-l-alliance-reconstituee-du-jihad-sahelien_1426926

Macé C., « Balmokhtar est certainement aujourd'hui le cadre d'Al-Qaeda le plus influent du Sahel », *Libération*, 6 janvier 2017, http://www.liberation.fr/planete/2017/01/06/belmokhtar-est-certainement-aujourd-hui-le-cadre-d-al-qaeda-le-plus-influent-du-sahel_1539522.

Marret J-L., « Al-Qaeda in Islamic Maghreb: A “Glocal” Organization », *Studies in Conflict & Terrorism*, 31:6, pp. 541 - 552 », 2008.

Mellah S., « Algérie 2003 : l'affaire des « otages du Sahara », décryptage d'une manipulation », *Algeria-Watch*, 22 septembre 2007.

Mémier M., « AQMI et Al-Mourabitoune: le djihad sahélien réunifié », *Études de l'Ifri*, janvier 2017, <https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/notes-de-lifri/aqmial-mourabitoun-djihad-sahelien-reunifie>.

Mezouaghi M., « Algérie : une trajectoire de puissance régionale incertaine », *Actuelles de l'IFRI*, IFRI, 10 décembre 2012.

Miles W., « Islamism in West Africa: Internal Dynamics and U.S. Responses », *The Fletcher Forum of World Affairs* 32:2, 2008.

Mokeddem Mohamed, *Les afghans algériens, de la Djamaà à la Qa'ida*, Editions ANEP, 2002.

New-York Times, « An Interview With Abdelmalek Droukhal », 2008.

Ostebo T., « Islamic Militancy in Africa », *Africa Security Brief*, ACSS, Novembre 2012.

Goïta M., « Nouvelle menace terroriste en Afrique de l'Ouest: Contrecarrer la stratégie d'AQMI au Sahel », *Bulletin de la sécurité africaine*, ACSS, N° 11, Février 2011.

Ould Mohamedou M. M., « La genèse du conflit au Sahel » *Esprit*, pp 115-117, 2013/2.

Pellerin M., « Les trajectoires de radicalisation religieuse au Sahel », *IFRI, OCP Policy Center*, Février 2017.

Pellerin M., Trotignon Y., « Les enjeux sécuritaires du rivage sahélien », *Sécurité et stratégie*, n°4, pp. 43-56, 2010/2.

Pham P. J., « The Dangerous ‘Pragmatism’ of Al Qaeda in the Islamic Maghreb ». *The Journal of the Middle East and Africa* 2(1), pp. 15-29, 2011.

Pigné J., « les forces rebelles en présence au Sahel », *Armées d'aujourd'hui*, N°378, Mars 2013.

PNUD, « Étude des perceptions sur les facteurs de l'insécurité et de l'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel ». *Addenda: éclairages thématiques et statistiques*, HD Centre/PNUD, mars 2016.

Raleigh C. and Dowd C., « The myth of global Islamic terrorism and local conflict in Mali and the Sahel », *African Affairs*, pp. 1-12, 2013.

Reitano T., « An evolving threat; the two faces of Sahel terrorism », *The broker - connecting worlds of knowledge*, January 2016.

Retaillé D. et Walther O., « Guerre au Sahara-Sahel: la reconversion des savoirs nomades », *L'information géographique*, vol. 76, N° 3, pp. 51-68, 2011.

Retaillé D., « Guerre et terrorisme au Sahara-Sahel », Paris, *L'Information Géographique*, SEDES, n° 76, pp. 51-68, 2011.

Roger B., « Mali : l'inquiétante résurgence du Mujao ». *Jeune Afrique*, 14 février 2014, <http://www.jeuneafrique.com/165531/archives-thematique/mali-l-inqui-tanter-surgence-du-mujao/>.

Swaminathan S., Anklesaria A., « Nato's Libya War Causes Mali Crisis », Time of India, repris par Cato Institute, June 10th, 2012, <https://www.cato.org/publications/commentary/natos-libya-war-causes-mali-crisis>

Thomson D., Ahmed al-Tilemsi: portrait d'un « des principaux financiers du Mujao ». RFI Afrique 11 décembre 2014, <http://www.rfi.fr/afrique/20141211-mali-ahmedal-telemsi-portait-principaux-financiers-mujao>

Tisseron A., « Lutte contre le terrorisme dans le Sahara : La militarisation comme solution ? », *Recherches Internationales*, N°97, pp 118-128, octobre-décembre 2013

Walther O. and Leuprecht C., « Mapping and deterring violent extremist networks in North-West Africa », Sønderborg, *Working Papers 4*, Department of Border Region Studies, 2015.

Wing S., « French Intervention in Mali: Strategic Alliances, Long-Term Regional Presence? », *Small Wars & Insurgencies*, 27, N° 1, pp. 59-80, 2016.

Zenn J., « The Sahel's Militant 'Melting Pot: Hamadou Kouffa's Macina Liberation Front (FLM) ». *Terrorism Monitor*, 13, N° 22, pp. 3-6, 2015, <https://jamestown.org/program/the-sahels-militant-melting-pot-hamadou-kouffas-macina-liberation-front-flm/>

➤ Crime-Terror Nexus au Sahel

Ouvrages :

Daniel Serge, *AQMI, l'industrie de l'enlèvement*, Fayard, 2012.

Daniel Serge, *Les Mafias du Mali. Trafics et Terrorisme au Sahel*, Descartes and Cie, 2014.

Mokeddem Mohamed, *Al Qaida au Maghreb Islamique, contrebande au nom de l'Islam*, Paris, L'Harmattan, 2011.

Scheele Judith, *Smugglers and Saints of the Sahara: Regional Connectivity in the Twentieth Century*. New York, NY: Cambridge university Press, 2015.

Articles :

Adberrahmane A., « The Sahel: A crossroads between criminality and terrorism », *Actuelles de l'IFRI*, 10 octobre 2012.

Aïda Ammour L., « Flux, Réseaux et Circuits de la criminalité organisée au Sahara-Sahel et en Afrique de l'Ouest », *Cahier du Cerem No. 13*, Paris: IRSEM, Décembre 2009.

Alda E. and Salda J-L., « Links between terrorism, organized crime and crime: the case of the Sahel region », *Stability: International Journal of Security and Development*, 3 (1): 27, pp. 1-9, 2014.

Aning K & Amedzator L., « The Economics of Militancy and Islamic Extremism in the Sahel » In: *Political Stability and Security in West and North Africa: Highlights from the Conference*. s.l.: Canada Security Intelligence Service, pp. 95-99, 2014.

Boeke S., « Al Qaeda in the Islamic Maghreb: Terrorism, insurgency, or organized crime? », *Small Wars & Insurgencies*, 27:5, pp. 914-936, 2016.

Boulangier A., Gautier M., Rosi-Schumacher K., « Djihadisme et trafics au Sahel », Paris Global Forum, 5 mars 2018, <https://www.parisglobalforum.org/2018/03/05/djihadisme-trafics-au-sahel/>.

CMAIS, « les sources de financement des bandes armées au Sahel », 2013.

United Nations Office on Drugs and Crime, « Cocaine Trafficking in Western Africa ». UNODC, <https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Cocaine-trafficking-Africa-en.pdf>.

W. Lacher, « Organized Crime and Conflict in the Sahel-Sahara Region », Washington DC, *Carnegie endowment for International Peace*, 2012, https://carnegieendowment.org/files/sahel_sahara.pdf

➤ Gouvernance au Sahel

Articles :

Devlin-Foltz Z., « Africa's Fragile States: Empowering, Extremists, Exporting Terrorism », *Africa Security Brief*, ACSS, August 2010.

ISS, ECDPM, « Stratégies Sahel : l'impératif de la coordination », *Note d'analyse 76*, Mars 2015.

Jourde C., « The International Relations of Small Neauthoritarian States: Islamism, Warlordism, and the Framing of Stability », *International Studies Quarterly*, Vol 51, N°2, pp. 481-503, June 2007.

Raleigh C., and Dowd C., « Governance and Conflict in the Sahel's 'Ungoverned Space' », *Stability: International Journal of Security & Development*, 2(2): 32, pp. 1-17, 2013.

Approches africanistes

Articles :

Péclard D., Marshall-Fratani R., « La religion du sujet en Afrique », *Politique africaine*, N°87, pp. 5-19, 2002/3.

- Islam au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Ouvrages :

Amselle Jean-Louis, & M'bokolo Elikia (Dir.), *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et Etat en Afrique*, Paris, Maspéro, 1985.

Depont Octave et Coppolani Xavier, *Les Confréries religieuses musulmanes*, Alger, A. Jourdan, 1897.

Gomez-Perez Muriel (Ed), *L'Islam politique au sud du Sahara : identités, discours et enjeux*, Paris, Karthala, 2005.

Holder Gilles (Ed.), *L'Islam, nouvel espace public en Afrique*, Paris, Karthala, 2009.

Marchesin Philippe, *Etat et Société en Mauritanie, 1946-1986*, Thèse pour le Doctorat d'Etat en Sciences politiques, Université Paris I, 1989.

Marchesin Philippe, *Tribus, ethnies et pouvoir en Mauritanie*, Paris, Karthala, 1992.

Miles William F.S., *Political Islam in West Africa. State-Society Relations Transformed*, London: Lynne Rienner Publishers, 2007.

Monteil Vincent, *L'Islam noir*, Paris, Le Seuil, 1964.

Otayek René (Ed), *Le radicalisme Islamique au sud du Sahara, da'wa, arabisation et critique de l'Occident*, Paris, Karthala, 1993.

Otayek René, Soares Benjamin (Ed.), *Islam, Etat et société en Afrique*, Paris, Karthala, 2009.

Ould Najim S., Aïda Ammour L., Peduzzi J-L, *Je reviendrai à Tombouctou: un chef Touareg témoigne*, Bruxelles, Ixelles Editions, juin 2013.

Soares Benjamin, *Islam and the Prayer Economy: History and Authority in a Malian Town*, Edinburgh, Edinburgh University Press, coll. « International African Library », 2005.

Triaud Jean-Luc, *Islam et islamisme au sud du Sahara*, Paris, Khartala, 1998.

Articles :

Aïda Ammour L., « le Wahhabisme saoudien en Afrique de l'Ouest », *Econostrum*, 6 décembre 2017.

Benard C., « Civil Democratic Islam: Partners, Resources, and Strategies », *Rand Corporation*, 2003.

Boucek C., « Saudi extremism to the Sahel and back », document non daté.

Boye Alassane Harouna, *J'étais à Oualata. Le racisme d'Etat en Mauritanie*, Paris, L'Harmattan, 1999.

Brenner L., « Constructing Muslim Identities in Mali », in L. Brenner (ed), *Muslim Identity and Social Change in Sub-Saharan Africa*, Bloomington, Indiana University Press, pp. 59-78, 1996.

Bullard A., « From Colonization to Globalization. The Vicissitudes of Slavery in Mauritania », *Cahiers d'Etudes Africaines*, XVI (3-4), 179-180, pp. 751-769, 2005.

Charlick R.B., « Niger », *African Studies Review*, ILVII (2): pp. 97-108, 2004.

Cissé B., Brunet Jaily J., « Le Haut Conseil Islamique du Mali : un organe partisan au service de l'islam wahhabite ? », *Le Journal du Mali*, 28 octobre 2012, <https://revuedepressecorens.wordpress.com/2012/10/29/que-ce-passe-t-il-au-haut-conseil-islamique-du-mali/>.

Gérard E., « Les médersas : un élément de mutation des sociétés ouest-africaines », *Politique étrangère*, vol. 62, N°4, pp. 613-627, 1997.

Goussault Y., « Les frontières contestées du politique et du religieux dans le Tiers Monde », In: *Tiers-Monde*, Tome 31, N°123, pp. 485-49, 1990.

Hames C., « Le Rôle de l'Islam dans la Société Mauritanienne contemporaine », *Politique africaine*, 55, pp. 46 - 51, Octobre, 1994.

Holder G., « Chérif Ousmane Madani Haïdara et l'association islamique Ançar Dine » Un réformisme malien populaire en quête d'autonomie, *Cahiers d'études africaines*, N° 206-207, pp. 389-425, 2012/2.

Jourde C., « How Islam Intersects Ethnicity and Social Status in Sahel », *Journal of Contemporary African Studies*, 35(4), pp. 432 - 450, 2017.

L. Martel, « Nouakchott, une capitale sortie des sables », RFI, 27 novembre 2010.

Lovejoy P. E., « Les empires djihadistes de l'Ouest africain aux XVIIIème-XIXème siècles », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n°128, pp. 87-103.

Lydon G., « Inventions and Reinventions of Sharia in African History and the Recent Experiences of Nigeria, Somalia and Mali », *Ufahamu: A Journal of African Studies*, 40(1), January 2018.

National Intelligence Council, « Mapping Sub-Saharan Africa's Future », Mars 2005.

Schmitt S. L., « Salafist online messaging and digital strategies in Senegal », *Lettre de l'Observatoire N°4*, Timbuktu Institute, Février 2018.

Thurston A., « Towards an Islamic Republic of Mali? », vol.37:2, *Fletcher Forum of World Affairs*, Summer 2013.

Timbuktu Institute, « Influence wahhabite au Mali : Entre contrôle du HCIM et mainmise sur l'enseignement religieux », 30 janvier 2018.

Vuarin R., « L'enjeu de la misère pour l'Islam sénégalais », In: *Tiers-Monde*. 1990, tome 31 N°123. pp. 601-621, 1990.

➤ Pentecôtisme en Afrique

Articles :

Mayrargue C., « Trajectoires et enjeux contemporains du pentecôtisme en Afrique de l'Ouest », *Critique internationale*, N° 22, pp. 95-109, 2004/1.

Mayrargue C., « Les dynamiques paradoxales du pentecôtisme en Afrique subsaharienne », *Notes de l'IFRI*, Avril 2008.

➤ Etat, gouvernance et démocratie

Ouvrages :

Bayart Jean-François, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

Bayart Jean-François, *La politique par le bas en Afrique noire*, Karthala, 1992.

Bazenguissa Rémy, Nantet Bernard (Ed), *Afrique, mythes et réalités d'un continent*, Paris, Editions le Cherche-Midi, 1995.

Bonnecase Vincent, *La pauvreté au Sahel. Du savoir colonial à la mesure internationale*, Paris, éd. Karthala, 2011.

Clapham Christopher, *Africa in the International System: The Politics of State survival*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

Constantin F., « A propos de l'itinéraire africain d'un internationaliste en science politique », In Mélanges Marcel Merle, *Les relations internationales à l'épreuve de la science politique*, Paris, Economica, 1993.

Dumont R., *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Editions du Seuil, 1962.

Herbst Jeffrey, *States and Power in Africa: Comparative lessons in Authority and Control*, New-Jersey, Princeton University Press, 2000.

Keller Edmont J. and Rothschild Donald (Eds), « Africa in the New International Order », London, Lynne Rienner Publishers, 1996.

O'Barr J.F. (Ed), *Africa and the Disciplines*, University of Chicago Press, 1993.

Sindjoun Luc, *Sociologie des relations internationales africaines*, Paris, Karthala, 2002.

Terray Etienne, *L'État contemporain en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1986.

Yengo Patrice (Dir), *Identité et démocratie en Afrique et ailleurs*, Paris, L'Harmattan, 1997.

Articles :

Abrahamsen R., Sandor A., «The Global South and International Security ». *The Global South and International Security Oxford Handbooks Online*, April 2018.

Ayissi A. N., « Le défi de la sécurité régionale en Afrique après la guerre froide, vers la diplomatie préventive et la sécurité collective », *Travaux de recherche de l'UNIDIR* (New York et Genève), n° 27, 1994.

Bayart J-F., « L'Afrique dans le monde: une histoire d'extraversion », *Critique Internationale*, 5, pp. 97 - 120, 1999.

Bayart J-F., « La revanche des sociétés africaines », *Politique africaine*, 1983.

Bayart J-F., « Toward a new start for Africa and Europe », *African Affairs*, 103/412, pp. 453 - 458, 2004.

Centre pour le Dialogue Humanitaire (HD Centre), « la voie des jeunes du Sahel », Bruxelles, 15 au 17 juin 2016, Rapport final, juillet 2016.

Gazibo M., « L'Afrique en politique comparée », *Polis / R.C.S.P. / C.P.S.R.* Vol. 8, Numéro Spécial, 2001.

Hendricks & Keïta : « Les régimes de sécurité en Afrique - perspectives et défis », *Afrique et développement*, Volume XLII, No. 3, pp. 13-24, CODESRIA, 2017.

Hubert M., Ouédraogo G., « décentralisation et pouvoirs traditionnels : le paradoxe des légitimités locales », *Monde en développement*, n°133, pp.9-29, 2006/1.

Joseph R., « Dilemmas of democracy and state power in Africa », *Opinion*, Brookings Institute, January 2016.

Joseph R., « Growth, Democracy, and Security in Africa », *Journal of Democracy*, Vol. 25, No. 4, 2014.

Kipré P., « La crise de l'État-nation en Afrique de l'Ouest », *Outre-Terre*, N° 11, p.23, 2005/2.

Retailé D., « Afrique : le besoin de parler autrement qu'en surface », *Espaces Temps*, n° 51-52, pp. 52-62, 1993.

Sklar R. L., « Democracy in Africa », *African Studies Review*, Vol. 26, Nos. 3&4, 1983.

- Les déterminants économiques de la conflictualité en Afrique

Articles :

Chandler D., « Rethinking the Conflict-Poverty Nexus: From Securitising Intervention to Resilience », *Stability: International Journal of Security & Development*, vol. 4, n°13, pp. 1-14, 2015.

Hugon P. « La conflictualité armée en Afrique : le rôle des facteurs économiques », *The European Journal of Development Research*, Vol. 18, Issue 2, pp. 255-274, 2006.

Hugon P. « Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains », *Hérodote*, n°134, 2009/3.

Martin-Shields C. and Stojetz W., « Food Security As Peacebuilding: Analyzing the Relationship between Food Security and Conflict Data to Support Empirical Policy Making », May 19, 2017.

- Territorialité et espaces

Ouvrages :

Badie Bertrand, *La fin des territoires*, Paris, Fayard, 1995.

Ould Ahmed Salem Zakaria (Dir), *Les trajectoires d'un État-frontière : Espaces, évolution politique et transformations sociales en Mauritanie*, Dakar, Codesria, 2004.

Articles :

Bach D., "Contraintes et ressources de la frontière en Afrique sub-saharienne", *Revue internationale de politique comparée*, Vol 2, n° 3, pp. 533-341, 1995.

Bach D., « Frontiers versus boundary lines: changing of state-society interactions on sub-Saharan Africa », *Welt Trends*, N° 14, pp. 97-111, 1997.

Bennafla K., « La fin des territoires nationaux ? » État et commerce frontalier en Afrique Centrale, *Politique africaine*, N° 73, 27 p, 1999/1.

Bourrat F. et Gnanguênon A. (Dir), « Fragmentations et recompositions territoriales dans le monde arabe et en Afrique Subsaharienne », *Laboratoires de l'IRSEM N°24*, 2014.

Grémont C., « Ancrage au sol et (nouvelles) mobilités dans l'espace saharo-sahélien : des expériences similaires et compatibles », *L'Année du Maghreb*, VII, §13, 2011

Julien S., « Le Sahel comme espace de transit des stupéfiants », *Hérodote*, N°142, pp. 125-142, 2011/3.

Pourtier R., « Nommer l'espace, l'émergence de l'État territorial en Afrique noire », *L'espace géographique*, numéro 4, 1983.

Retailé D., Walther O., « Guerre au Sahara-Sahel : la reconversion des savoirs nomades. », *L'Information géographique*, Vol. 75, pp 51-68, 2011/3.

Scheele J., « Circulations marchandes au Sahara : entre licite et illicite ». *Hérodote*, N°142, pp. 143-162, 2011/3

Scheele J., « Tribus, États et fraude : la frontière algéro-malienne », *Études rurales*, N° 184, pp. 79-94, 2009/2.

Walther O. & Retailé D., "Sahel or Sahara, the fuzzy geography of terrorism in West Africa", *Working Paper N°2010-35*, CEPS, Nov 2010.

➤ Question de l'ordre et du désordre

Ouvrages :

Balandier Georges, *le désordre : éloge du mouvement*, Paris, Fayard, 1988.

Chabal Patrick., Daloz Jean-Pascal, *L'Afrique est partie! Du désordre comme instrument politique*, Paris, Economica, 1999.

Chevalier Jacques, (Dir.), *Désordre(s)*, Paris : Presses universitaires de France, coll. Publication du Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie, 1997.

Cooper R., *The Breaking of Nations: Order and Chaos in the Twenty-First Century*, London: Atlantic Books, 2003.

Dupuy Jean-Philippe, *Ordres et désordres. Enquête sur un nouveau paradigme*, Paris, Editions du Seuil, 1990.

Articles :

Bach D., Sindjoun L. « Ordre et désordre en Afrique », *Polis*, vol. 4, N°2, 1997.

Girard M., « Les conceptions de l'ordre dans les relations internationales », *Cahiers français*, no 263, Octobre-Décembre 1993

M. Evans, "Ni paix ni guerre: the political economy of low-level conflict in the Casamance", Londres, ODI, février 2003.

Mbala J-F., « L'Afrique dans le nouveau « désordre » international », doc non-daté

Rucker L., « La contestation de l'ordre international : les États révolutionnaires », *Revue internationale et stratégique*, N° 54, pp. 109-118, 2004/2.

Études sur le développement

Ouvrages :

Cohen Jean L. et Arato Andrew, *Civil Society and Political Theory*, Cambridge: MIT Press, 1992.

GRIP, *Le développement, une arme pour la paix. Les stratégies de la coopération européenne face aux conflits armés africains*, Bruxelles, Editions Complexes, 2003.

Kabou Axelle, *Et si l'Afrique refusait le développement ?*, Paris, L'Harmattan, 1991

Lacoste Yves, *Géographie du sous-développement*, Paris, PUF, 1965.

Lacoste Yves, *Géographie du sous-développement. Géopolitique d'une crise*, Paris, PUF, 1976.

Lavigne Delville Philippe, *Aide internationale et sociétés civiles au Niger*, APAD/IRD/Karthala, 2015.

Marchesin Philippe, *La revanche du Sud*, Paris, L'Infini, 2010.

Marchesin Philippe, *Les relations Nord-Sud des années 1980 à nos jours*, Paris, Karthala, 2001.

Meneault Michel, Auzoux Jean-Claude, *Pour une aide au développement enfin efficace et durable*, Paris, L'Harmattan, 2015.

Michailof Serge, « Africanistan : L'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues ? », Paris, Fayard, 2015.

Moyo Dambisa, *L'aide fatale*, Paris, JC Lattes, 2009.

Olivier de Sardan Jean-Pierre, *Anthropologie et développement, essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Khartala, 1995.

Smith Stephen, *La ruée vers l'Europe. La jeune Afrique en route vers le vieux continent*, Paris, Grasset, Février 2018.

Touraine Alain, *Les sociétés dépendantes. Essais sur l'Amérique latine*, Paris, Editions Duculot, Sociologie nouvelle, 1976.

Articles :

Cernea Michael M. (Ed.), *Putting People First: Sociological Variables in Rural Development*, Oxford Press University, August 1991.

Gouvernement du Niger, Secrétariat Exécutif de la SDS, Cabinet du Premier Ministre, « Stratégie de développement et de sécurité dans les zones sahélo-sahariennes du Niger ». Document non daté.

Green S. N., « Violent groups aggravate government crackdowns on civil society », *Open Democracy*, April 2016.

Haubert M., « Sociologie du développement : quelle sociologie et de quel développement », In *L'Etat des Savoirs sur le Développement*, article non daté

Jacob J-P., Lavigne Delville P., « Comprendre la trajectoire des interventions de développement » (Rapport de recherche), AFD - *Agence Française de Développement*; IRD - *Institut de Recherche pour le Développement*; IHEID; APAD. 2016.

Marchesin P., « Science Politique et Développement : un lent mais fécond mûrissement », In *Etat des Savoirs sur le Développement*, non daté

Moran A., « Assessing effectiveness of governance aid in Africa », *ISN - ETH Zurich*, May 2016.

Olivier de Sardan J-P., « De la nouvelle anthropologie du développement à la socio-anthropologie des espaces publics africains », *Revue Tiers Monde*, n° 191, pp. 543-552, 2007/3.

Olivier de Sardan J-P., « Populisme développementiste et populisme en sciences sociales : idéologie, action, connaissance », *Cahiers d'études africaines*, Vol 30, N°120, pp 475-492, 1990.

Valéron J-B., « Les acteurs de l'aide au développement face à la montée de l'insécurité dans les pays du Sahel », *Revue Humanitaire*, 28, 2011.

Viltard Y., « Dix ans après : Réactions d'un politiste sur le livre L'Etat des Savoirs sur le Développement », Université Paris 1, Sorbonne, document non daté

➤ ONG islamiques

Ouvrages :

Gandhour Abdel-Rahman, *Jihad humanitaire. Enquête sur les ONG islamiques*, Flammarion, septembre 2002.

Otayek R., Soares B., *Islam, Etat et société en Afrique*, Paris, Karthala, 2009.

Articles :

De Cordier B., « ONG islamiques internationales et société civile dans les contextes musulmans : quelle proximité culturelle ? », *Humanitaire*, 20 | Automne/hiver 2008.

Kaag M. « Aide, Oumma et politique. Les ONG islamiques transnationales au Tchad », in

Salih M., « Islamic NGOs in Africa: The Promise and Peril of Islamic Voluntarism », *Occasional Paper*, Centre of African Studies, University of Copenhagen, 2002.

Transitologie

Ouvrages :

Badie Bertrand, *l'Etat importé*, Paris, Fayard, 1992.

Articles :

Dobry M., « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependence », In: *Revue française de science politique*, 50e année, N°4-5, pp. 585-614, 2000.

Hermet G., Juan J. Linz J., Stepan A., « Problems of Démocratie Transition and Consolidation », In *Revue française de science politique*, 47e année, N°2, pp. 254-257, 1997

Ould Mohamedou M. M. and D. Sisk T., « Bringing Back Transitology Democratisation in the 21st Century », GCSP, *Geneva Papers/ Research Series*, 13-2013.

Youngs R., « The puzzle of non – Western democracies », *Canergie Endowment for international peace*, 2015.

Security-Development Nexus literature

Ouvrages:

Foucault Marc, *Security, Territory, Population*, Lectures at the Collège de France, (1977–1978), New York: Palgrave, 2004.

Spear Joanna. & William Paul D., *Security and Development in Global Politics: A Critical Comparison*, Washington D.C., Georgetown University Press, 2012.

Stewart M., « Security and Development », in Stephan Klingebiel (Ed), *New Interfaces Between Security and Development: Changing Concepts and Approaches*. Bonn: Deutsches Institut für Entwicklungspolitik, 2006.

Uvin P., « Development and Security: Genealogy and Typology of an Evolving International Policy Area », in Hans Günter Brauch, Úrsula Oswald Spring, Czeslaw Mesjasz, John Grin, Pal Dunay, Navnita Chadha Behera, Béchir Chourou, Patricia Kameri-Mbote & P. H. Liotta (Eds), *Globalization and Environmental Challenges: Reconceptualizing Security in the 21st Century*. Berlin: Springer, pp. 151-165, 2008.

Articles :

Bigo D., « Le « nexus » sécurité, frontière, immigration : programme et diagramme », *Cultures & Conflits*, N°84, pp. 7-12, Hiver 2011.

Bøås M., « Rival priorities in the Sahel - finding the balance between security and development », *Policy note*, N°3, 2018.

Boutellis A. and Chowdhury N., « Waging Peace: UN Peace Operations Confronting Terrorism and Violent Extremism », IPI, 44 pages, 2016.

Brachet J., « Manufacturing Smugglers: From Irregular to Clandestine Mobility in the Sahara », *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, Vol 676 issue: pp. 16 - 35, February 2018.

Briscoe I. and Dr. Van Ginkel B., « The Nexus between Development and Security: Searching for Common Ground in Countering Terrorism », *ICCT Policy Brief*, March 2013.

Chitiyo K., « African security and the securitization of development », *RUSI*, document non daté.

Duffield M., « Development, Territories, and People: Consolidating the External Sovereign Frontier, Alternatives: Global, Local, Political », 32(2), pp. 225-246, 2007b.

International Peace Academy, « Strengthening the Security-Development Nexus », New York: *International Peace Academy*, 2004.

Jensen S., « The Security and Development Nexus in Cape Town: War on Gangs, Counterinsurgency and Citizenship », *Security Dialogue* 41(1), pp. 77-98, 2010.

Miles W., « Deploying Development to Counter Terrorism: Post-9/11 Transformation of U.S. Foreign Aid to Africa », *African Studies Review*, Vol 55, Issue 3, pp 27-60, December 2012.

Raineri L. and Rossi A., « The Security-Migration-Development Nexus in the Sahel: A Reality Check », *IAI*, September 2017.

Rye Olsen G., « Civil–military cooperation in crisis management in Africa: American and European Union policies compared », *Journal of International Relations and Development*, 14:3, pp. 333-353, 2011.

Stern M. & Ojendal J., « Mapping the security-development nexus: Conflict, Complexity, Cacophony, Convergence? » *Security Dialogue*, 2010.

Tschirgi N., « L’articulation développement-sécurité. De la rhétorique à la compréhension d’une dynamique complexe », *Annuaire suisse de politique de développement*, Vol. 25, n°2, pp. 47-68, 2006.

Gouvernance, nouveaux conflits et nouvelles guerres

Ouvrages :

Andréani Gilles et P. Hassner Pierre (Dir), *Justifier la guerre ?*, 2nd édition, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

Bellina Séverine, Magro Hervé et de Villemeur Violaine (Ed), *La gouvernance démocratique, un nouveau paradigme pour le développement ?*, Paris, Karthala 2008.

Duffield M., *Global Governance and the New Wars: The Merging of Development and Security*, London, Zed Books, 2001.

Eriksen Thomas Hilland, Ball Ellen, Salemink Oscar (Ed), *A World of Insecurity*, London, Pluto 2010.

Hoffman F. G., « Conflicts in the XXI st century: the rise of hybrid wars », *Potomac Institute for Policy Studies, Arlington, Virginia*, 72 pages, 2007.

Kaldor Mary, *New and Old Wars, Organized Violence in a Global Era*, 2nd Edition, Polity Press, 2007.

O. Arms and N. Marsh (Ed), *Small arms, Crime and Conflict: Global Governance and the threat of armed violence*, Routledge, Routledge Studies in Peace and Conflict Resolution, 2012.

Articles:

Arreguín-Toft I., How the Weak Win Wars; A Theory of Asymmetric Conflict », *International Security*, Vol. 26, No. 1, pp. 93–128, Summer 2001.

Bruce G., Against the concept of ethnic conflict, *Third World Quarterly*, Vol. 25, N° 6. 2004

S. Hagberg, F. K. Félix Koné, B. Koné, A. Diallo et I. Kansaye (Ed), « Vers une sécurité par le bas ? Étude sur les perceptions et les expériences des défis de sécurité dans deux communes maliennes », *Uppsala papers in Africa Studies*, Uppsala Universitat, 2017

Third World Quarterly, Special Issue on War, Peace and Progress: Conflict, Development, (In) Security and Violence in the 21st Century, *Third World Quarterly* 30(1), 2009.

Fragile, failed states and ungoverned space theories

Ouvrages:

Baker B., « Non-state Providers of Everyday Security in Fragile African States », In Andersen L., Møller B., Stepputat F., *Fragile states and insecure people?: violence, security, and statehood in the twenty-first century*, Copenhagen, Danish Institute for International Studies, 2007.

Chapaux V., « Dominer par les idées. Etude de la notion de Failed State », Thèse de doctorat, Université Libre de Bruxelles, Faculté des sciences sociales et politiques, 2010-2011

Chataigner Jean-Marc. et Magro Henry, *États et Sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*, Paris, Karthala, 2007.

Chomsky N., *Failed States: The Abuse of Power and the Assault on Democracy*, Holt Paperbacks, 2006.

Kaplan Seth D., *Fixing Fragile States. A New Paradigm for Development*, Westport (Conn.)/Londres, Praeger, 2008.

Risse T., « Governance in areas of limited statehood: Introduction and overview », In Risse, T (Ed), *Governance without a state? Policies and politics in areas of limited statehood*, New York: Columbia University Press pp. 1-35. 2011.

Articles:

Campana A., Ducol B., « Rethinking terrorist safe havens: Beyond a state-centric approach », *Civil Wars*, 13(4), pp. 396-413, 2011.

Castillejo C., « Fragile States: An urgent challenge for EU foreign policy », *Working Paper*, N°126, FRIDE, February 2015.

Chapaux V., « Réussite, fragilité, faillite : les états de l'État dans les discours politiques et les discours « experts » », Association belge francophone de science politique, draft, 17 pages, 2008.

Clunan A., Trinkunasm H., Conceptualizing ungoverned spaces. In Clunan A and Trinkunas H (Eds), *Ungoverned spaces: Alternatives to state authority in an era of softened sovereignty*. Stanford: Stanford pp.17 - 33, 2010.

Coggins B. L., « Does State Failure Cause Terrorism? An Empirical Analysis (1999-2008) », *Journal of Conflict Resolution*, vol.59, n°3, pp. 455-483, 2015.

Devlin-Foltz Z., « Les Etats fragiles de l'Afrique : vecteurs de l'extrémisme, exportateurs du terrorisme », *Bulletin de la sécurité africaine*, Africa Centre for Strategic Studies, N°6 / août 2010.

Duval C., Ettori F., « États fragiles... ou états autres ? Comment repenser l'aide à leur développement, notamment en Afrique ? », *Geostratégiques* N°25, 10/09.

EUISS, « Les Etats fragiles, un paradigme utile pour l'action », Rapport de conférence, Observatoire de l'Afrique, EUISS, Didimala Lodge, Afrique du Sud - 12 et 13 mai 2008, Août 2008.

Gaulme F., « « États faillis », « États fragiles » : concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale », *Politique étrangère*, pp. 17-29, 2011/1.

Gaulme F., « Consolider les Etats fragiles », *Études*, Tome 412, pp. 729-740, 2010/6.

Hashi M. O., « The Failed-State Paradigm and Implications for Politics and Practices of International Security », *Bildhaan: An International Journal of Somali Studies*: Vol. 14, Article 8, 2015.

Hehir A., « The myth of the Failed State and the War on Terror: A Challenge to the Conventional Wisdom », *Journal of intervention and statebuilding*, vol. 1, N° 3, pp.307-332, 2007.

Helman G. B., Ratner S. R., « Saving Failed States », *Foreign Policy*, Winter 1992-1993.

Institut Universitaire européen, « Vaincre la fragilité en Afrique. Une nouvelle approche européenne » (Fiesole, Institut universitaire européen, 2009, éd. originale : *Overcoming Fragility in Africa*, 2009).

Krasner S. D., « Sharing Sovereignty. New Institutions for Collapsed and Failing States », *International Security*, Vol. 29, No. 2, pp. 85-120, Fall 2004.

Mallett R., « Beyond failed states and ungoverned spaces: Hybrid political orders in the Post-conflict landscape », *eSharp Uniting nations: Risks and opportunities* 15, pp. 65 - 91, 2010.

- Menkhaus K., « Chapter nine: State failure and ungoverned space ». *Adelphi series* 50 (412–413), pp. 171-188, 2010.
- Mitchell K., « Ungoverned space: Global security and the geopolitics of broken windows », *Political geography* 29(2), pp. 289-297, 2010.
- RAND Corporation, « Ungoverned territories. Understanding and Reducing Terrorism Risks », 2007.
- Morten B. et Jennings K., « Insecurity and Development: The Rhetoric of the Failed State », *The European Journal of Development Research*, vol.17, n°3, p.385 - 395, 2005.
- Schear J. A. et al., « Fragile States and Ungoverned Spaces », in P. M. Cronin (Dir.), *Global Strategic Assessment 2009. America's Security Role in a Changing World*, Washington, NDU Press, 2009.
- Simons A., Tucker D., « The misleading problem of failed states: a 'socio-geography' of terrorism in the post-9/11 era », *Third World quarterly*, 28(2), pp. 387-401. 2007.

Union européenne

- Dimension géopolitique

Ouvrages :

Foucher Michel, *L'Europe et l'avenir du monde, penser la sécurité*, Odile Jacob, 2009

Foucher Michel, *L'Europe entre géopolitiques et géographies*, Editions Sedes, 2009

Gnesotto Nicole, *L'Europe a-t-elle un avenir stratégique ?*, Paris, Armand Colin, 2011

Biscop Sven, Whitman R., *The Roudledge Handbook of European Security*, Routledge, New York, 2013.

Articles:

Bulut Aymat E. (Ed), European Involvement In the arab-Israeli Conflit, *Chaillot Papers*, December 2010.

Castillejo C., « Fragile states: an urgent challenge for EU foreign policy », *Working Papers FRIDE*, N°126, February 2015.

Davidson I., Gordon P. H., « Assessing European Foreign Policy », *International Security*, Vol. 23, No. 2, pp. 183-188, Fall 1998.

Fischer S., Lannon E., « The ENP strategic review: the EU and its neighbourhood at a crossroads », *EUISS analysis*, May 2011.

Gordon P. H., « Europe's Uncommon Foreign Policy », *International Security*, Vol. 22, N° 3 pp. 74-100, Winter 1997/98.

Helly D., « Les modes d'action extérieure de l'Union européenne : le cas du Caucase du Sud. », *Revue française de science politique*, Vol. 55, pp. 243 - 268, 2/2005.

Hibou B. and Martinez, L., « Le partenariat Euro-Maghrebin: un mariage blanc? » *Les Etudes du CERI*, n° 47, Novembre 1998.

Keller-Noëllet J., Andoura S., « Quel avenir pour la politique européenne de voisinage ? », *Working Paper*, European Affairs Program, N°3, 2008

Lavenex S., Merand F., « Nouveaux enjeux sécuritaires et gouvernance externe de l'Union européenne », *Politique européenne*, N° 22, pp. 5-14, 2/2007

Renard T., « Partnerships for effective multilateralism? Assessing the compatibility between EU bilateralism, (inter-)regionalism and multilateralism », *Cambridge review of international affairs*, 29 (1), pp. 1 - 18, 2015.

Ujvari B. (Ed), «The EU Global Strategy: going beyond effective multilateralism? », *Egmont Institute*, June 2016.

➤ Politique sécuritaire de l'UE

Ouvrages :

Liégeois Michel, Balzacq Thierry (Dir), *La sécurité internationale après Lisbonne : Nouvelles pratiques dans l'Union européenne*, Presse universitaire de Louvain, 2013.

Documents officiels :

Conseil de l'Union européenne, « La stratégie européenne de sécurité - Une Europe sûre dans un monde meilleur », Bruxelles, 2009.

Council of the European Union, "Revised EU strategy for combating radicalization and recruitment to terrorism", May 2014.

Council of the European Union, "The European Union Counter-Terrorism Strategy", 14469/4/05 REV 4, 30, November 2005.

Council of the European Union, "The European Union Strategy for Combating Radicalisation and Recruitment to Terrorism". Council of the European Union, 14781/1/05 REV 1, 24 November 2005.

European Parliament, "Terrorist recruitment: addressing the factors contributing to violent radicalization". Communication from the Commission to the European Parliament and the Council and. COM(2005) 313, 21 September 2005.

Pursue, Prevent, Protect, Prepare: The United Kingdom's Strategy for Countering International Terrorism, March 2009.

Secrétariat Général du Conseil de l'UE, « Stratégie de sécurité intérieure pour l'Union européenne ; Vers un modèle européen de sécurité », Mars 2010.

Articles :

Argomaniz J., Bures O. and Kaunert C., « A Decade of EU Counter-Terrorism and Intelligence: A Critical Assessment, Intelligence and National Security », 30:2-3, 2015.

E. Brattberg and M. Rhinard, « The EU as a global counter-terrorism actor in the making », *Swedish Institute of International Affairs*, European Security, 21:4, 2012.

Tardy T, « CSDP in action. What contribution to international security », *Chailots Papers*, ISSUE, May 2015.

Tardy T., « Civilian Crisis Management: toward a new paradigm », *ISSUE, Brief*, July 2016.

➤ Approches globales

Conseil de l'Union européenne, « Conclusions du Conseil sur l'approche globale de l'Union européenne », Bruxelles, 2014.

Council of the European Union, "Towards a Comprehensive Approach - the operational implications, EUMS paper for the EUMC", Brussels, 9 mars 2010.

Ehrhart H-G., « Civil-military co-operation and co-ordination in the EU and selected member states », Parlement européen, Bruxelles, 2007.

Articles:

Chartre B., « Approche globale - évolution d'un concept », *Note*, IHEDN, Paris, 2010.

Châtaigner J-M., « Sécurité et développement au Sahel : enjeux et perspectives d'une approche intégrée pour le retour à une paix globale », 8 janvier 2018.

Chartre B., « Approche globale - évolution d'un concept », *Note*, IHEDN, Paris, 2010.

De Coning C., Friis K., « How to conceptualize comprehensive approach », in Friis, Karsten, Jarmyr, Pia (Ed.), *Comprehensive approach: challenges and opportunities in complex crisis management, Nupi report*, Security in practice, N°11, , pp. 2 - 9, 2008.

Général de division (2S) de Langlois M. (Dir.), « Approche globale et Union européenne : le cas de la Corne de l'Afrique », *Etude de l'IRSEM N°35*, octobre 2014.

Schnaubelt C. M., « Operationalizing a comprehensive approach in semi-permissive environments », In Schnaubelt C. M., (Ed.), *Operationalizing a comprehensive approach in semi-permissive environments*, Rome, Nato defense college, Research division, June 2009, p. 7.

Wendling B., « L'approche globale dans la gestion civilo-militaire des crises. Analyses critique et prospective du concept », *Cahiers de l'IRSEM N°6*, Novembre 2010.

➤ EU action in the Sahel/Africa

Ouvrages :

Bagayoko Penone N., *Afrique : Les stratégies françaises et américaine*, Paris, Harmattan, 2004.

Documents officiels:

Conseil des Ministres franco-allemand, « Une alliance pour le Sahel », Paris, 13 juillet 2017.

D. Van Reybrouck, « La Commission européenne est comme l'administration coloniale de jadis, elle méprise les peuples », *Le Monde*, Chronique, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/12/la-commission-europeenne-est-comme-l-administration-coloniale-de-jadis-elle-meprise-les-peuples_5241084_3212.html#WOKx1IhYeqr5F5py.99.

Direction Générale des politiques externes de l'UE, « Une stratégie cohérente de l'UE pour le Sahel », Mai 2012.

Service Européen pour l'Action Extérieure, « Stratégie pour la sécurité et le développement au Sahel », *document officiel*, septembre 2011.

Articles :

Ayad C., « Le Mali est notre Afghanistan », *Le Monde*, 16 novembre 2017.

Barana L., « The EU Trust Fund for Africa and the Perils of a Securitized Migration Policy », IAI, December 2017.

Bayart J-F., « Le piège de la lutte anti-terroriste en Afrique de l'Ouest », *Médiapart*, 28 juillet 2010.

Bayart J-F., « Le serpent sécuritaire au Sahel », *AOC Médias*, Février 2018

Bello O., « Quick Fix or Quicksand? Implementing the EU Sahel Strategy », N°114, November 2012.

Fabricius P., « AU summit 30: Should Africa worry about a growing foreign military presence? », *ISS Today*, January 2018.

Haine J-Y., « L'endiguement renforcé. Les politiques de sécurité de la France et des Etats-Unis en Afrique », *Notes de l'IFRI*, Février 2016.

Helly D., « L'UE et l'Afrique : les défis de la cohérence », EUISS, *Cahier de Chaillot*, Nov 2010.

Nivet B., « L'Afrique » et « l'Europe » existent, elles se sont rencontrées ! », *The Conversation*, 28 novembre 2017.

Pezard S. and Shurkin M., « Mali is France's Afghanistan, but with a difference », *War on the Rocks*, December 1st 2017.

Rouppert B., « La Stratégie de l'UE pour le développement et la sécurité au Sahel 2011-2013: Des efforts continus à pérenniser », *Note d'Analyse du GRIP*, 17 avril 2014.

Vicky Miranda V., Pirozzi N., Schäfer K., « Towards a Stronger Africa-EU Cooperation on Peace and Security: The Role of African Regional Organizations and Civil Society », *IAI working paper* 12 28 - October 2012.

Vines A., Lopez Blanco M.; edited by L. Simón: « Spain, the EU and West Africa; Challenges and opportunities », 2011.

Etats-Unis et contre-terrorisme

Ouvrages:

Geltzer Joshua A., *US Counter-Terrorism Strategy and Al Qaida: Signalling and the terrorist world-view*, Routledge, Contemporary Security Studies, 2011.

Hoffman Stanley, *Chaos and Violence: What Globalization, Failed States and Terrorism Means for U.S. Policy*, Rowman and Littlefield, 2006.

Jackson Richard., *Writing the war on terror. Language, Politics and Counter-Terrorism*, Manchester University Press, Juillet 2005.

M. Scheuer, *Imperial Hubris: Why the West Is Losing the War on Terror*, Washington D.C., Potomac Books Inc, 2005.

Articles:

Berrebi C., « The Economics of Terrorism and Counterterrorism: What Matters and Is Rational-Choice Theory Helpful? », *In Social Science for Counterterrorism: Putting the Pieces Together*. Santa Monica: RAND Corporation, 17, 2009.

Bigot D., « 2001, « La voie militaire de la ‘guerre au terrorisme ’ et ses enjeux », *Cultures & Conflits*, n°44, hiver, pp. 5 - 18, 2001/4.

Bigot D., « Dans les filets du contre-terrorisme global », *Le Monde diplomatique*, octobre 2008.

Center for American Progress, « State Legitimacy, Fragile States, and U.S. National Security », by the CAP National Security and International Policy Team, September 2016.

Ehteshami A., « 9/11 as a cause of paradigm shift? », *Working Paper*, Durham University, School of Government and International Affairs, Durham, 2007.

Evangelista M., « Coping with 9/11: alternatives to the War Paradigm », 2011.

Long J. M. and Wilner Alex S., « Delegitimizing al-Qaida: Defeating an “Army Whose Men Love Death” », *International Security*, Vol. 39, No. 1, pp. 126-164, Summer 2014.

Mueller J., Stewart M. G., « Terrorism delusion. America's Overwrought Response to September 11 », *International Security*, Vol. 37, No. 1, pp. 81-110, Summer 2012.

Rogers P., « Global security after the War on Terror », *Briefing Paper, Oxford Research Group*, November 2009.

Shaun G., « The Inter-Service Intelligence and the war on terrorism », In *Studies in conflict and Terrorism*, n°30, Dec. 2007.

Valeyre B., « Gagner les cœurs et les esprits, origine historique du concept et application actuelle en Afghanistan », CDEF, 2010.

Widmaier W. W., « Constructing Foreign Policy Crisis: Interpretive Leadership in the Cold War on Terrorism », *International Studies Quarterly*, n°51, pp. 779-794, 2007.

Zalman A., Clarke J., «The Global War on Terror: A Narrative in Need of a Rewrite », *Ethics & International Affairs*, Volume 23.2, Summer 2009.

Zenko M., « Mercenaries Are the Silent Majority of Obama's Military », *Foreign Policy (Voice)*, 18 May 2016.

➤ Etats-Unis et contre-terrorisme en Afrique

Ouvrages :

Boudali L., « Jihadist terrorism in North Africa and the Maghreb », in Schmid A., Hindle G. (Eds), *After the war on terror: regional and multilateral perspectives on counterterrorism strategy*, pp. 86 -103, RUSI Books, London, 2009

Le Sage André (Ed), *African Counterterrorism cooperation, assessing regional and sub-regional initiatives*, ACSS - NDU, 2007.

Schmidt Elisabeth, *Foreign interventions in Africa: from Cold War to the War on Terror*, Cambridge University, 2013.

Articles:

Aldrich D. P., « First Steps Towards Hearts and Minds? USAID's Countering Violent Extremism Policies in Africa », document non-daté.

Glazzard A., « Losing the Plot: Narrative, Counter-Narrative and Violent Extremism », *ICCT Research Paper*, May 2017.

Guibert N., « le puits sans fond du contre-terrorisme en Afrique », *Le Monde*, le 20 novembre 2015.

J. Penney, « Africa, Latest Theater in America's Endless War », 12 March 2018, <http://www.nybooks.com/daily/2018/03/12/africa-latest-theater-in-americas-endless-war/>

Kandel M. (Dir.), « La stratégie américaine en Afrique », *Etude de l'IRSEM* N°36, décembre 2014

Keenan J., « Africa unsecured? The role of the Global War on Terror (GWOT) in securing US imperial interests in Africa », *Critical Studies on Terrorism*, Volume 3 - Issue 1, pp. 27-47, 2010.

Lake A. and Whitman C., « More Than Humanitarianism: A Strategic US Approach Toward Africa », *Council on Foreign Relations*, Report of an Independent Task Force, N°. 56, New York, 2005.

Pham P. J., « Next Front? Evolving U.S.-African Strategic Relations in the 'War on Terrorism' and Beyond », *Comparative Strategy*, 26, No. 1, 2007.

Pigné J., « Stratégie américaine au Sahel - Vers un tournant décisif »? *Note d'actualité* N°47, Institut Thomas More, Novembre 2017.

Pigné J., « Stratégie américaine au Sahel ; entre héritage historique et enjeux stratégiques », *Policy Brief*, The German Marshall Fund, IFRI, January 2015.

Piombo J., « Terrorism and U.S. counterterrorism programs in Africa: An overview ». *Strategic insights* 6(1): 45 - 59, 2007.

Powell N., « The destabilizing dangers of U.S. counterterrorism in the Sahel », *War On the Rocks*, February 2018.

Smith M. S. (Ed), « Securing Africa: Post -9/11 discourses on terrorism », *African Affairs*, May 2011.

Tisseron A., « Politique américaine en Afrique, what's new », *Note d'actualité* N°31, Institut Thomas More, Mai 2015.

Tynes R., US counter-terrorism policies in Africa are counter to development, *African Security Review*, 15:3, pp. 109-113, 2006.

USAID Policy, « The development response to violent extremism and insurgency. Putting principles into practice », Washington DC., September 2011.

USAID, « DEVELOPMENT ASSISTANCE AND COUNTER-EXTREMISM: A GUIDE TO PROGRAMMING », Washington DC., October 2009.

USAID, « Guide to the drivers of violent extremism », Washington DC., February 2009.

Terrorisme international & violence politique

- Littérature sur les crises et conflits

Ouvrages :

Brecher Michael et Wilkenfeld Jonathan (Ed), *A Study of Crisis*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2000.

Dobry Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, FNSP, 1986.

Dufour Jean-Louis, *Les crises internationales. De Pékin (1900) au Kosovo (1999)*, Paris, Éditions Complexe, 2004.

Meszaros T., « L'autonomisation du concept de crise » dans le champ de la conflictualité internationale », 1^{er} mai 2017.

Poirier Lucien, *La crise des fondements*, Paris, Économica, « Bibliothèque stratégique », 1994.

- Violence politique et terrorisme

Ouvrages :

Badie Bertrand, Vidal Dominique, *Nouvelles guerres: comprendre les conflits au XXI^{ème} siècle*, La découverte, 2016.

Burgat François, *L'Islamisme à l'heure d'Al Qaida*, La Découverte, 3^{ème} édition, octobre 2010.

Campana Aurélie, Hervouet Gérard (Dir), *Terrorisme et insurrection : évolution des dynamiques conflictuelles et réponses*, Presses de l'Université du Québec, 2013.

F. Khosrokhavar (Dir) avec D. Bénichou, P. Migaux, *Le jihadisme. Le comprendre pour mieux le comprendre*, Paris, éd. Plon, 2015.

Gottlieb Stuart, *Debating Terrorism and Counterterrorism: Conflicting Perspectives on Causes, Contexts and Responses*, Columbia University, 2014.

Hoffman Bruce, *Inside Terrorism*, Columbia University Press, 2006.

Kalyvas S., « The Ontology of 'Political Violence:' Action and Identity in Civil Wars », *Perspectives on Politics* 1(3), pp. 475 - 94, 2003.

Kalyvas Stathis, *The Logic of Violence in Civil War*, Cambridge: Cambridge University Press, 2006.

Ould Mohamed Salem Lemine, *L'histoire secrète du Djihad. D'Al Qaida à l'Etat Islamique*, Flammarion, Janvier 2018.

Ould Mohamedou Mohamed Mahmoud, *Understanding Al Qaida, the changing War and Global Politics*, Ed Pluto, 2007.

Peltier Marie, *L'ère du complotisme. La maladie d'une société fracturée*, LesPetitsMATINS, octobre 2016.

Raflik J., « Terrorisme et mondialisation. Approches historiques ». Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 2016.

Roy Olivier, *L'échec de l'islam politique*, Paris, Le Seuil, 1992

Sageman Marc *Leaderless Jihad: Terror Networks in the Twenty-First Century*, Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 2008.

Sageman Marc, *Understanding Terror Networks*, Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 2004.

Salazar Joseph, *Paroles armées, comprendre et combattre la propagande terroriste*, Lemieux éditeur, Août 2015.

Soeters Joseph L., « Ethnic Conflict and Terrorism. The Origins and Dynamics of Civil War », New York: Routledge, 2005.

Walzer Michael, *Guerres justes et injustes*, Paris, éd. Belin, 1999

Walzer Michael, *De la guerre et du terrorisme*, Paris, éd. Bayard, 2004.

Articles:

Bergesen A.J. and Lizardo O., « International terrorism and the World-System », *Sociological Theory*, Vol. 22, N°1, Theories of Terrorism: A Symposium, pp. 38-52, March 2004.

Burke J., « The myth of the « lone wolf » terrorist », *The Gardian*, 30th March 2017, <https://www.theguardian.com/news/2017/mar/30/myth-lone-wolf-terrorist>.

Burkhalter A., « Définir le terrorisme : défis et pratiques », *GCSP Geneva Paper - Research Series* n°20, 2016.

Courmont B., « Le terrorisme transnational : une construction ? », *IRIS*, 20 novembre 2015, <http://www.iris-france.org/66935-le-terrorisme-transnational-une-construction>.

Crenshaw, M., « The Causes of Terrorism », *Comparative Politics* 13, No. 4, 379 - 399, 1981.

Davis P. K., Cragin K. (Ed) « Social Science for Counterterrorism. Putting the pieces together. », *Rand Corporation*, 2009,

Derrida J., Habermas J., « Le « concept » du 11 septembre », Dialogues à New York (octobre-décembre 2001) avec Giovanna Borradori. Editions Galilée, 2004.

Devlin-Foltz Z., « State Collapse and Islamist Extremis: Revaluating the link. », *Contemporary Security Policy* 31, N°1, April 2010.

Duyvesteyn I. and Fumerton M., « Insurgency and Terrorism: Is there a difference? », In *The Character of War in the 21st Century*, edited by Caroline HolmqvistJonsater and Christopher Coker, 27 - 41. London: Routledge, 2009.

Esler G., « Terrorism is a kind of violent theatre seeking the oxygen of publicity », *The National*, 7 January 2018, <https://www.thenational.ae/opinion/comment/terrorism-is-a-kind-of-violent-theatre-seeking-the-oxygen-of-publicity-1.693460>.

K. Zimmerman, « The Al Qaeda Network: A New Framework for Defining the Enemy », *Critical Threats Project*, 2013. http://www.aei.org/wp-content/uploads/2013/09/the-al-qaeda-network-a-new-framework-for-defining-the-enemy_133443407958.pdf.

King C., « The ‘Micropolitics of Violence’. », *World Politics* 56(3), pp. 431-455, 2004.

Kydd A. and Walter B. « The Strategies of Terrorism », *International Security* 31(1), pp. 49-79, 2006.

Lahouari A., « La perception des attentats du 11 septembre dans le monde arabe et musulman », *Confluences Méditerranée*, N°40, pp. 165-169, 2002/1.

Leser E., « Terrorisme : le mythe du loup solitaire », *Slate*, 29 mai 2017, <http://www.slate.fr/story/146202/terrorisme-mythe-loup-solitaire>.

Lister C., « Jihadi Rivalry: The Islamic State Challenges al-Qaida », *Brookings Doha Center, Analysis Paper Number 16*, January 2016.

Moghadam A., Berger R. and Beliakova P., « Say Terrorist, Think Insurgent: Labeling and Analyzing Contemporary Terrorist Actors. », *Perspectives on Terrorism*, Vol8, Issue 5, 2014.

Politique Autrement, « Islamisme, fondamentalisme et néo-fondamentalisme : de quoi parle-t-on ? »- Rencontre avec Olivier Roy - Lettre n° 26, juin 2002.

Saint-Bonnet F., « L’idéologie djihadiste et la modernité », 10 mars 2015, <http://www.laviedesidees.fr/L-ideologie-djihadiste-et-la-modernite.html>.

Smith B. L., Gruenewald J., Roberts P., and Dampousse Kelly R. « The Emergence of Lone Wolf Terrorism: Patterns of Behaviour and Implications for Intervention ». *Sociology of Crime, Law and Deviance*, pp. 89-110, 20 Septembre 2015.

Stepanova E., « Terrorism in asymmetrical conflict, ideological and structural aspects », *SIPRI Research Report*, N°23, 2008.

Tankel S., « From Al Qaida to ISIL: Continuity and change in the jihadist movement », *War on the Rocks*, 22 March 2018, <https://warontherocks.com/2018/03/from-al-qaeda-to-isil-continuity-and-change-in-the-jihadist-movement/>.

UNSSC (Ed), « Understanding a new generation of non-state armed groups », 2014.

Wieviorka M., « Réflexions sur le 11 septembre 2001 et ses suites », *Confluences Méditerranée*, N°40, pp. 27-40, 2002/1.

Zimmerman K., « Al Qaida and its affiliates in 2013 », *Critical Threats*, Avril 2013.

- Recherche sur le terrorisme et notions méthodologiques

Articles :

Jackson R. and Al, « The case of a critical terrorism studies », Prepared for delivery at the 2007 Annual Meeting of the American Political Science Association, August 30, September 2nd, 2007.

O'Leary B. and Silke A., « Understanding and Ending Persistent Conflicts: Bridging Research and Policy », In Heiberg M., Tirman J. and O'Leary B. (Eds), *Terror, Insurgency and the State*, Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 2006.

Ranstorp M. (Ed), *Mapping Terrorism Research: State of the Art, Gaps and Future Direction*, London: Routledge, 2006.

- Le nexus « crime-terrorisme »

Ouvrages :

Peduzzi Jean-Luc, *L'argent de la terreur*, Editions de la Cité, 2006.

Articles:

C. Schori Liang, « Cyber Jihad: Understanding and Countering Islamic State Propaganda. » *GCSP Policy Paper* 2015/2.

C. Schori Liang, « Shadow Networks: The Growing Nexus of Terrorism and Organised Crime. » *GCSP Policy Paper* 20, November, 2011.

Schori Liang C., « ISIL Inc: A Portrait of a Modern Terrorist Enterprise », in *the 2015 Global Terrorism Index: Measuring and Understanding the Impact of Terrorism*. Institute for Economics and Peace. pp. 76-80, 2015.

Schori Liang C., « Mapping the New Global Criminal-Terrorist Networks in the “2016 Global Terrorism Index: Measuring and Understanding the Impact of Terrorism. » *Institute for Economics and Peace*, 2016 pp. 84-88, 2016.

Schori Liang C., « The Criminal-Jihadist: Insights into Modern Terrorist Financing Strategic Security Analysis » - 2016 n°10, August 2016.

➤ Radicalisation

Ouvrages:

Benyettou Farid (avec D. Bouzar), *Mon djihad. Itinéraire d'un repentir*, Éditions Autrement, 2017.

Bronner Gérard *La pensée extrême. Comment des hommes ordinaires deviennent des fanatiques*, Paris, éd. Denoel, 2009.

Khosrokhavar Farhad, *L'islam des jeunes*, Paris, éd. Flammarion, 1997.

Khosrokhavar Farhad, *Radicalisation*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 2014.

Articles:

Borum R., « Rethinking radicalization », *Journal of strategic security*, n°4, pp. 1-6, 2011.

Bouzar D., Caupenne C., Valsan S., « La métamorphose opérée chez le jeune par les nouveaux discours terroristes », *CPDSI*, novembre 2014.

Coolsaet R., « All radicalisation is local, the genesis and drawbacks of an elusive concept », *Egmont Paper N°84*, June 2016.

Dr. Mirahmadi H., Farooq M. and Ziad W., « Pakistan's Civil Society: Alternative Channels to Countering Violent Extremism », *WORDE*, October 2012.

Hafez M., « The radicalization puzzle: a theoretical synthesis of empirical approaches to homegrown extremism », Routledge, *Taylor & Francis Studies in Conflict and Terrorism*, v. 38, pp. 958-975, 2015.

Harling P., Simon A. & Schonveld B., « The West's war on itself. The hard truths of soft counterterrorism », *Synaps Network*, January 2018.

ICSR, « Perspectives on Radicalisation and Political Violence », London, January 2008.

Mesoy A., « Poverty and radicalisation into violent extremism: a causal link? », *Norwegian Peacebuilding Resource Centre (NOREF)*, 2013.

Neumann P. R., « The trouble with radicalization », *International Affairs*, vol. 89, Issue 4, pp. 873-893, 2013/7.

Pisoui D. and Ahmed R., « Radicalisation research - Gap analysis », *RAN Research Paper*, December 2016.

Schomerus M., Taraboulsi-McCarthy S. El, Sandhar J., « Countering Violent Extremism » *GSDRC*, University of Birmingham, Topic Guide, March 2017.

Sedgwick M., «The concept of radicalization as a source of confusion », *Terrorism and political violence*, vol. 22, pp. 479-494, 2010.

Silber M. D. and Bhatt A, « Radicalization in the West: the Homegrown Threat », New-York City, Police Department, 2007.

Approches conceptuelles

Ouvrages:

Jacobson David, Lapid Yosef, Albert Mathias (Ed), *Identities, Borders, Orders. Rethinking International Relations Theory*, Minneapolis, MN: Minnesota University Press, 2001.

Roché Sebastian, *Sociologie politique de l'insécurité*, Paris, PUF, 2004.

Articles :

Balzacq T., « La sécurité: définitions, secteurs et niveaux d'analyse », in *Fédéralisme, Régionalisme*, Vol.4, 2003-2004.

Bigo D., « Sécurité et immigration vers une gouvernementalité par l'inquiétude ? », *Cultures & Conflits*, n°31-32, automne-hiver, p. 13-38, 1998.

Desch M. C., « Culture Clash. Assessing the importance of ideas in security studies », *International Security*, Vol. 23, N° 1, pp. 141-170. Summer 1981.

Graz J-C., « Les hybrides de la mondialisation. Acteurs, objets et espaces de l'économie politique internationale », *Revue française de science politique*, Vol. 56, p. 765-787, 2006/5.

Haddad S., « La sécurité, 'priorité des priorités' de la transition libyenne », *L'Année du Maghreb*, IX, p. 323-342, 2013.

Huysmans J., « Dire et écrire la sécurité : le dilemme normatif des études de sécurité », *Cultures & Conflits*, n°31-32, printemps-été, p. 177-202, 1998.

Huysmans J., «Security! What do you mean? From Concept to Thick Signifier », *European Journal of International Relations*, vol. 4, n°2, 1998, pp. 226-255, 1998.

Rothschild E., «What is Security? » in *Daedalus*, vol. 124, N° 3, pp. 53-98, 1995.

➤ Concept de sécurité humaine

Ouvrages :

Glasius Marlies & Kaldor Mary, *A Human Security Doctrine for Europe: Project, Principles, Practicalities*, London: Routledge, 2006.

Articles :

Axworthy L., « La sécurité humaine : la sécurité des individus dans un monde en mutation », in *Politique étrangère*, N°2, 1999, 64e année, pp. 333-342, 1999.

DCAF, « La sécurité étatique et la sécurité humaine à l' « âge du terrorisme » : le rôle de la réforme du secteur de la sécurité, Actes du deuxième séminaire (DCAF/UNOG) », Janvier 2004.

Kaldor Mary, *Human Security*, London: Polity, 2007/b.

King G., & Christopher J., Murray L., 200 « Rethinking Human Security », *Political Science Quarterly* 116(4), pp. 585-610, 2008.

M Gervais et S. Roussel, « De la sécurité de l'État à celle de l'individu. L'évolution du concept de sécurité au Canada (1990-1996) », *Études internationales*, vol. XXIX, N° 1, mars, pp. 25-51, 1998.

Ramel F., « La sécurité humaine. Une valeur de rupture dans les cultures stratégiques au nord », in *Études Internationales*, HEI, n°34 (1), pp. 79-104, 2003.

Tobie A., « Les questions de sécurité dans la société civile malienne : une nouvelle perspective », SIPRI, n°2017/2, juillet, 2017.

➤ Ecole de Copenhague et théories de sécurité

Ouvrages :

Buzan Barry and Waever Ole, *Regions and Powers: the Structure of International Security*, Cambridge, 2003.

Buzan Barry, *People, States and Fear: an Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*, 2nd ed, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1991.

Buzan Barry, *Security: a New Framework for Analysis*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1998.

Wæver Ole, « Securitization and Desecuritization. » in Ronny Lipschutz (Ed), *On Security*. pp. 46-86, New York: Columbia University Press, 1995.

Articles:

Buzan B. and Waever O., « Macrosecuritisation and Security Constellations: Reconsidering Scale in Securitisation Theory », *Review of International Studies*, vol.35, N°2, April, pp. 253-276, 2009.

Walker R., « Lines of Insecurity: International, Imperial, Exceptional », *Security Dialogue* 37(1), pp. 65-82, 2006.

➤ Les complexes de sécurité

Articles :

Balzacq T., « La politique européenne de voisinage: un complexe de sécurité à géométrie variable », *Cultures & Conflits*, N° 66, 2007.

Benantar A., « Complexe de sécurité ouest-méditerranéen : externalisation et sécurisation de la migration », *L'Année du Maghreb*, IX, pp. 57-75, 2013.

Benantar A., « Quelle architecture de sécurité pour la Méditerranée ? », *Critique internationale*, n°69, octobre-décembre, pp. 133-152, 2015.

Debos M., "Fluid Loyalties in a Regional Crisis: Chadian combatants in the Central African Republic", *African Affairs*, vol. 107, N° 427, pp. 225-241, Avril 2008.

Djebbi S. « les complexes conflictuels régionaux », *Fiche de l'IRSEM N°5*, 9 pages, IRSEM, 2010.

Leenders R. « Au-delà du « pays des deux fleuves : Une configuration conflictuelle régionale ? », *Critique internationale*, N° 34, pp. 61-78, 2007.

Marchal R. « Anatomie des guerres en Afrique », *Questions internationales*, n°5, p. 25-34, janvier-février 2004.

Marchal R., Messiant C. « Une lecture symptomale de quelques théorisations récentes des guerres civiles ». Texte présenté à la réunion du groupe de recherche conjoint CERI/Centre for Defense Studies, King's College, sur les « acteurs intérieurs des conflits en Afrique », Paris, 6 mars 2001, publié dans *Lusotopie*, XIII (2), pp. 1-48, 2006.

Väyrynen R. « Regional Conflict Formations: An Intractable Problem of International Relations », *Journal of Peace Research*, vol. 21, N°4, pp. 337-359. November 1984.

Wallensteen P., Sollenberg M., « Armed Conflict and Regional Conflict Complexes, 1989-97 », *Journal of Peace Research*, vol. 35, n°5, pp. 621-634, September 1998.

Géographie : jeux d'échelles

Ouvrages :

Revel Jacques (Dir), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard-Le Seuil, « Hautes Etudes », 1996.

Articles:

Cicourel A. « Notes on the integration of micro and macro levels of analysis, in Knorr-Cetina Karin et Cicourel Aaron (eds), *Social Theory and Methodology - Toward an integration of Micro- and Macro Sociologies*, Boston, Londres, Henley, Routledge and Paul Kegan, pp. 51-80, 1981.

Paris M., « Articuler différentes échelles dans les objets des sciences sociales : enjeux théoriques et méthodologiques », *Cahiers de l'URMIS*, 2013.

➤ Transnationalisme

Ouvrages:

Badie Bertrand, *Le diplomate et l'intrus. L'entrée des sociétés dans l'arène internationale*, Paris : Fayard, 2008.

Badie Bertrand, *Un monde sans souveraineté*, Paris : Fayard, 1999.

Bourdieu Pierre, *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses Universitaires, 2000.

Colonomos A., *Sociologie des réseaux transnationaux. Communautés, entreprises et individus : lien social et système international*, Paris, l'Harmattan, 1995.

Constantin F. « La transnationalité : de l'individu à l'Etat. A propos des modes populaires d'action internationale en Afrique orientale in M. Girard (dir.), *Les individus dans la politique internationale* », Paris, Economica, 1999.

Jean Yves et Calenge Christian (Dir), *Lire les territoires*, Tours, Presses Universitaires François Rabelais, 2002.

Keohane Robert, Nye Joseph, *Power and Interdependence*, New York: Longman, 3e Ed., 2001.

M. E. Brown, (Ed), *The International Dimensions of Internal Conflict*, The MIT Press, 1996.

Rosenau James, *Turbulence in world politics. A theory of change and continuity*, New-Jersey, Princeton University Press, 1990.

Siméant J., « Transnationalisation/internationalisation », in Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po « Références », pp. 554-564, 2009.

➤ Théories des systèmes

Articles :

Meszaros T., « Quelques réflexions sur l'idée de système en sciences sociales et sur son utilisation dans les relations internationales contemporaines », *Cosmopolitis*, n°2, 2007

Von Bertalanffy L, *Théorie générale des systèmes, Physique, biologie, psychologie, sociologie et philosophie*, Paris, Dunod, XV, 1973.

Warden J-A, « The enemy as a system », *Strategy*, N°59, 1996, <http://ciar.org/ttk/mbt/strategy.Warden.enemy-as-a-system.html>.

➤ Etudes Critiques et Constructivisme

Ouvrages :

Keith Krauth, and Michael W. C. (Eds), *Critical Security Studies: Concepts and Cases*, Londres, UCL Press, 1997.

R Jackson, M. Smyth Breen, J. Gunning, (eds.), *Critical Terrorism Studies: a New Research Agenda*, London, Routledge, 2009.

Articles :

Hearn M., « La perception », in *Revue française de science politique*, 36e année, N°3, pp. 317-324, 1986.

Jackson R., Gunning J., M. Breen Smyth, « The Case for a Critical Terrorism Studies », *European Political Science*, volume 6, N°3, 2007.

Karsenti B, « La représentation selon Voegelin, ou les deux visages de Hobbes », *Revue des sciences philosophiques et théologiques*, Tome 96, pp. 513-540, 2012/3.

Klotz A. et Lynch C., « Le constructivisme dans la théorie des relations internationales », le cours de la recherche, *Critique internationale* N°2 - Hiver 1999.

Meszaros T., « La construction de l'objet « terrorisme » : redéfinition des identités et des intérêts des États démocratiques », Section thématique 52, Congrès AFSP, La liberté à

l'épreuve de la démocratie. Regard de la théorie politique. Liberté ou sécurité ? Les démocraties en situation d'exception : le cas du terrorisme, 2009.

Onuf N. G., « World of our making. Rules and rule in social theory and international relations », *The New International Relations series*, Routledge, 340 p. 2012.

Wendt A., « Anarchy is What States Make of It: the Social Construction of Power Politics », *International Organization*, vol. 46, N°2, Spring, pp. 396-397, 1992.

➤ Approches réalistes

Ouvrages :

Booth K., « Security and Self Reflections of a Fallen Realist », in Krause K. and Michael W. C. (eds), *Critical Security Studies: Concepts and Cases*, Londres, UCL Press, 1997.

McSweeney Bill, *Security, Identity and Interests: a Sociology of International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

Articles :

Herz J. H., « The Security Dilemma in International Relations: Background and Present Problems », *International Relations*, Volume: 17 issue: 4, pp. 411-416, 1st December 2003.

➤ Théorie de coopération, systèmes d'alliances et politique étrangère

Ouvrages :

Conesa Pierre, *La fabrication de l'ennemi : ou comment tuer avec sa conscience pour soi*, Robert Laffont, 2011.

Keohane Robert, Nye Joseph, *Power and Interdependence*, New York: Longman, 3e Ed., 2001.

Vettovaglia Jean Pierre., *Médiation et facilitation dans l'espace francophone, théorie et pratique, Prévention des crises et maintien de la paix*, Vol 1, Bruxelles : Bruylant, 2010.

Walt Stephen, *the Origins of Alliance*, New York, Cornell University, 1987.

Articles :

Adi O., « The Politics of Catastrophization: Emergency and Exception », in Fasson D. and Pandolfi M. (eds.), *Contemporary States of Emergency: the Political of Military and Humanitarian Interventions*, New York, Zone Book, 2010.

Battistella D., « Recherche ennemi désespérément... Réponse à Samuel P. Huntington à propos d'un affrontement à venir entre l'Occident et l'Islam », *Confluences Méditerranée*, vol. 40, no. 1, pp. 81-94, 2002.

Claude G., « La fabrique des risques », *Cahiers internationaux de sociologie*, N°144, vol.cxiv, 1, pp. 55-72, 2003.

Jervis Robert, *Perception and Misperception in International Politics*, New Jersey, Princeton University Press, 1976.

Méthodologie et pluridisciplinarité

Ouvrages :

Bailly Antoine, *Les concepts de la géographie humaine*, Paris, Masson, 1991.

Dogan Mattei, Pahre Robert, *L'innovation dans les sciences sociales : la marginalité créatrice*, Paris, PUF, « Sociologie », 1991.

Febvre Lucien, *Les combats pour l'Histoire*, Paris, Armand Colin (1^{ère} édition), 1952.

Lahire Bernard, *Monde pluriel. Penser l'unité des sciences sociales*, Paris, Éditions du Seuil, 2012.

Rondeau Dany, *La contribution des savoirs locaux à l'éthique, au politique et au droit*, Paris, PUL, 2015.

Van Campenhoudt Luc., Marquet Jacques, Quivy Raymond, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod (5^{ème} édition), 2017.

Articles :

Beaulieu A., Bagaounouvelles R., (Dir), « Y a-t-il une théorie en interdisciplinarité? », Perspectives en sciences sociales, *Revue internationale de systémique complexe et d'études relationnelles*, Vol 7, Numéro 1, 2011.

Charbonneau S., « Réflexion d'un juriste sur l'enfermement disciplinaire », *Natures Sciences Sociétés*, 13, 1, pp. 58-61, 2005.

CNRS, « Projet d'établissement du CNRS », Paris, CNRS, 2002.

Crettaz Von Roten F., Moeschler O., « Les relations entre les scientifiques et la société », *Sociologie*, Vol. 1, pp. 45-60, 2010/1.

Darley M., Lancelevée C. et Michalon B., « Où sont les murs? Penser l'enfermement en sciences sociales », *Cultures & Conflits*, N° 90, pp. 7-20, Été 2013.

Deffontaines J-P., Hubert B., « Un regard sur l'interdisciplinarité à l'Inra. Point de vue de deux chercheurs du département Sciences pour l'action et le développement (SAD) », *Natures Sciences Sociétés*, 12, 2, pp.186-190, 2004.

Faure G. O., « La mise en œuvre de l'interdisciplinarité : barrières institutionnelles et intellectuelles », in Portella, E. (Ed.), *Entre savoirs. L'interdisciplinarité en acte : enjeux, obstacles, perspectives*, Toulouse, Erès, pp. 109-116, 1992.

Franck R., « La pluralité des disciplines, l'unité du savoir et les connaissances ordinaires », *Sociologie et sociétés*, 31, 1, pp. 129-142, 1999.

Jollivet M., Legay J-M., « Canevas pour une réflexion sur une interdisciplinarité entre sciences de la nature et sciences sociales », *Natures Sciences Sociétés*, 13, 2, pp. 184-188, 2005.

Joulian F., de Cheveigné S., Le Marec J., « Évaluer les pratiques interdisciplinaires, Natures » *Sciences Sociétés*, 13, pp. 284-290, 2005.

Klein J., « Interdisciplinarity and complexity: an evolving relationship », *E :CO*, 6, 1-2, pp.2-10, 2004.

Labazée P., « Théories et pratiques pluridisciplinaires », in Copans, J., Labazée, P. (Eds), *Objets, Terrains, Disciplines*, Les Cahiers Pratiques sociales et travail, N° 21. ORSTOM, UR : Savoirs et Pouvoirs, Département Sud, 9-20, 1994.

Mathieu N., « Géographie et interdisciplinarité : rapport naturel ou rapport interdit ? », in Jollivet, M. (Ed.), *Science de la nature, science de la société : les passeurs de frontières*, Paris, CNRS Éditions, pp. 129-154, 1992.

Morin E., « Sur l'interdisciplinarité, in Kourilsky, F. (Ed.), Actes du colloque Carrefour des sciences : session plénière du Comité national de la recherche scientifique : l'interdisciplinarité », 12 et 13 février 1990, Palais de L'Unesco/CNRS, [s.l.], PAPCOM, 1990.

Nowotny H., « Le potentiel de la transdisciplinarité », 2003, <http://www.interdisciplines.org/interdisciplinarity/papers/5/language/fr>

Pestre D., « L'évolution des champs de savoir, interdisciplinarité et noyaux durs ». Communication au Conseil scientifique du CNRS (14 janvier 2002), *Natures Sciences Sociétés*, 12, 2, pp. 191-196, 2004.

Pillon P., « Dossier Interdisciplinarité. Sciences sociales en situations asymétriques : Nature Sciences et Société », 16, 364-367, 2008.

Sartori G., « Concept misformation in comparative politics », *The American Political Science Review*, Vol. 64, N°. 4, pp. 1033-1053, Décembre 1970.

Struppa D., « The nature of interdisciplinarity », *The Journal of the Association for General and Liberal Studies*, 30, 1, pp. 97-105, 2002.

Struppa D., « The nature of interdisciplinarity », *The Journal of the Association for General and Liberal Studies*, 30, 1, pp. 97-105, 2002.

Valade B., « Le « sujet » de l'interdisciplinarité », *Sociologie et sociétés*, 31, 1, pp. 11-21, 1999.